CONSEIL MUNICIPAL

MARDI 21 DÉCEMBRE 2021

ORDRE DU JOUR

- *Ouverture de la séance et appel des membres - pouvoirs*
- *Adoption du procès-verbal de la séance du 14 Décembre 2021*
- *Désignation d'un secrétaire de séance*

1 - AFFAIRES GÉNÉRALES ET RESSOURCES HUMAINES		
1.00	G. SAVIN	Règlement intérieur du temps de travail de la Collectivité
1.01	G. SAVIN	Convention unique en santé et sécurité au travail
1.02	G. SAVIN	Modification du taux d'adhésion au contrat de groupe d'assurance des risques statutaires du Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale de la Drôme
1.03	G. SAVIN	Dérogation à la règle du repos dominical dans les commerces de détail
1.04	N. GRAVES	Budget primitif de l'exercice 2022 – Budget général
1.05	N. GRAVES	Budget primitif de l'exercice 2022 – Budget annexe de l'eau
1.06	N. GRAVES	Budget primitif de l'exercice 2022 – Budget annexe du stationnement
1.07	N. GRAVES	Décision modificative n°1 de l'exercice 2021 – Budget général
1.08	N. GRAVES	Décision modificative n°1 de l'exercice 2021 – Budget annexe du stationnement
1.09	N. GRAVES	Versement d'une subvention d'équilibre au budget annexe du service du stationnement

1.10	N. GRAVES	Remboursement par l'État de l'indemnité au régisseur de la Police municipale
1.11	N. GRAVES	Provision pour risques et charges TLPE
1.12	E. PHELIPPEAU	Préparation à la création d'une SEM foncière – Délibération d'intention de la ville de Montélimar
1.13	N. GRAVES	Garantie d'emprunt sollicitée par l'Association l'ABRI pour l'opération de réhabilitation d'un accueil de jour
1.14	N. GRAVES	Garantie d'emprunt sollicitée par MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION HABITAT pour l'opération de réhabilitation thermique des logements situés à Pracomtal – Tours I et J
1.15	N. GRAVES	Garantie d'emprunt sollicitée par MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION HABITAT pour l'opération de réhabilitation thermique du parc social de 32 logements situés à Pracomtal – Tour I
1.16	N. GRAVES	Garantie d'emprunt sollicitée par MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION HABITAT pour l'opération de réhabilitation thermique du parc social de 34 logements situés à Pracomtal – Tour J
2 – ENVIRONNEMENT ET DÉMOCRATIE LOCALE		
2.00	M.C. MAGNANON	Délégation de la compétence « eau » par la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération à la ville de Montélimar
2.01	M.C.MAGNANON	Dénomination de voies et d'espaces publics
2.02	M.C.MAGNANON	Convention avec la Fondation « 30 Millions d'Amis » pour la réalisation de campagnes de captures, de stérilisations et d'identifications des chats errants – Année 2022
3 – URBANISME ET TRAVAUX		
3.00	K. OUMEDDOUR	Convention de mise à disposition et de servitude de passage de réseau avec ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée AS 338 (Jardin public) – Avenue de Rochemaure
3.01	K. OUMEDDOUR	Convention de servitude de passage de réseau avec ENEDIS sur les parcelles cadastrées ZS 542, ZS 543 et ZS 590 – Boulevard Charles André

4 – PRÉVENTION, SÉCURITÉ, MOBILITÉ, ACCESSIBILITÉ ET INSALUBRITÉ		
4.00	S. VERCHÈRE	Commission communale pour l'accessibilité – Rapport annuel 2021
4.01	J.M. GUALLAR	Convention de coordination entre la Police municipale et les Forces de sécurité de l'État
5 - CULTURE ET PATRIMOINE		
5.00	F. MENOUAR	Convention d'affiliation à l'opération TOP DÉP'ART du Conseil Départemental de la Drôme
5.01	F. MENOUAR	Convention de partenariat avec les réseaux de gîtes touristiques PASSEO (Gîtes de France) et CLÉVACANCES
6 – JEUNESSE ET ÉDUCATION		
6.00	N. DELOLY	Don de pots de miel à l'association UNICEF
7 – VIE ASSOCIATIVE ET FESTIVITÉS		
7.00	C. MANIN	Subventions aux associations scolaires – Exercice 2022
7.01	C. MANIN	Avances sur subventions – Exercice 2022

- Relevé de décisions
- Compte-rendu de l'audit KPMG
- *Questions diverses au sens du règlement intérieur*
- *Questions écrites*

PROCÈS-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DÉCEMBRE 2021 À 18H30
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 07 DÉCEMBRE 2021
AU PALAIS DES CONGRES
SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. JULIEN CORNILLET

Le 14 décembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOUAR, M. Chérif HEROUM, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire.
M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Laurent CHAUVEAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Ghislaine SAVIN (pouvoir M. Julien CORNILLET), Mme Sylvie VERCHÈRE (pouvoir Mme Anne BELLE), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Chérif HEROUM), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Julien DECORTE (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT)

Excusé(e)s :

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

M. le MAIRE :

Bonjour à tous.

Monsieur le Maire procède à l'appel.

Adoption du procès-verbal de la séance du 16 novembre 2021

M. le MAIRE :

Concernant le procès-verbal du Conseil Municipal du 16 novembre 2021, avez-vous des remarques ? (Non).

Monsieur le Maire procède au vote.

- ***Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.***

Désignation d'un secrétaire de séance

Je vous propose Madame Demet YEDILI.

Monsieur le Maire procède au vote.

- ***Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.***

Monsieur le Maire procède à une déclaration préalable

« Le 7 décembre dernier, vous avez été destinataires d'une convocation au conseil municipal de ce soir ainsi que du dossier complet.

Dans ce dossier y figuraient, pour ce qui concerne les Budgets primitifs 2022, les projets de délibération, les maquettes budgétaires, documents obligatoires, mais également un rapport de présentation sur les Budgets primitifs 2022, pièce destinée, conformément aux dispositions de l'article L.2313-1 du CGCT, à informer, une fois le vote acquis, les citoyens des enjeux du budget adopté par la commune.

Or, le rapport de présentation en question concernait les Budgets primitifs 2022 de Montélimar-Agglomération.

Le rapport de présentation pour les Budgets primitifs de la ville vous a, cependant, été transmis par deux fois, une fois le vendredi 10 décembre et par suite le 13 décembre via e-convocation.

Conformément à l'article L.2121-13 du CGCT, les élus doivent, toutefois, disposer des éléments suffisants pour leur permettre de voter en toute connaissance. Bien que tous les éléments obligatoires aient été remis dans les temps, si vous estimez que le rapport de présentation vous a été transmis trop tardivement, je vous propose de convoquer, dès ce soir, l'assemblée délibérante pour un nouveau conseil.

Si un seul membre répond positivement à la question, le conseil doit être repoussé ».

- 3 conseillers municipaux, Monsieur Laurent LANFRAY, Madame Françoise CAPMAL et Madame Patricia BRUNEL-MAILLET souhaitent le report de la séance.

Monsieur le Maire procède immédiatement à la clôture du débat.

La séance est levée à 18 heures 45.

Rapporteur : **Ghislaine SAVIN** **1.00**

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU TEMPS DE TRAVAIL DE LA COLLECTIVITÉ

L'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail. La durée du temps de travail doit être harmonisée à 1 607 heures pour l'ensemble des agents de la Fonction publique territoriale. Ces règles entrent en application au plus tard le 1er janvier suivant leur définition, soit le 1er janvier 2022.

Les modalités d'aménagement du temps de travail, en vigueur dans les services de la ville de Montélimar, ont été adoptées par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juin 2021. Ladite délibération renvoyait à un conseil municipal à tenir avant la fin 2021 pour l'adoption du règlement intérieur relatif à la gestion du temps de travail.

À cet égard, de nombreux temps d'échanges particuliers ont été réservés aux organisations syndicales. La définition des cycles proposés par le présent règlement intérieur a été guidée par les souhaits/observations formulés par les agents de la Ville.

C'est ainsi que, sous réserve du respect de la règlementation en vigueur, et afin de tenir compte de certains spécificités, sont proposés plusieurs cycles de travail spécifiques, prévoyant la possibilité de travailler sur 5, 4,5, 4 ou 3 jours par semaine.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article 2121-29,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 21,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 7 – 1, 57 et 136,

Vu la loi n° 2001–2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

Vu le décret n° 2001–623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84 – 53 du 26 janvier 1984 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif aux modalités d'organisation du temps partiel.

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives au congé parental des fonctionnaires et à la disponibilité pour élever un enfant,

Vu le décret n° 2020-1492 du 30 novembre 2020 portant diverses dispositions relatives au congé de présence parentale et au congé de solidarité familiale dans la fonction publique,

Vu la délibération du Conseil municipal du 29 juin 2021, adoptant un temps de travail fixé à 1607 heures,

Vu l'avis favorable du Comité Technique, en date du 26 novembre 2021,

Vu le projet de règlement annexé.

Considérant que l'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail. Ainsi, la durée du temps de travail doit être harmonisée à 1607 heures pour l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale,

Considérant la nécessité de maintenir un service public de qualité en adaptant l'organisation du temps de travail aux attentes des agents et des usagers,

Considérant la nécessité d'harmoniser et de formaliser les pratiques et procédures en matière d'organisation et de gestion du temps de travail afin de permettre l'équité de traitement entre les agents,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ADOPTER le nouveau règlement du temps de travail annexé qui abroge le précédent règlement,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

RÈGLEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL DE LA COLLECTIVITÉ

DOCUMENT
Présenté et Validé
en Comité Technique de la Ville de Montélimar le 26/11/2021
en Comité Technique de la CA Montélimar Agglomération le 26/11/2021

Le Maire de Montélimar, Président de Montélimar Agglomération

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°85-603 du 10 juin 2005 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,
Vu l'avis du Comité technique de la Ville de Montélimar en date du 26 novembre 2021,
Vu l'avis du Comité technique de la Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération en date du 26 novembre 2021,
Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 8 décembre 2021,
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 14 décembre 2021,

Préambule

Le présent règlement intérieur a pour but d'organiser la vie et les conditions d'exécution du travail dans la collectivité. Il pourra être complété par des notes de service ou circulaires internes, qui seront soumises aux mêmes consultations et formalités que le présent règlement, et modifié, autant que de besoin, pour suivre l'évolution de la réglementation ainsi que les nécessités de service. Ces notes de service ou circulaires internes ne sont pas à présenter aux instances délibératives.

Ce document s'applique à tous les personnels employés par la collectivité, quel que soit leur statut (titulaire, non titulaire, public, privé, saisonniers ou occasionnels). Il concerne l'ensemble des locaux et lieux d'exécution des tâches. Les personnes extérieures à la collectivité, mais travaillant ou effectuant un stage dans les locaux, doivent se conformer à ces dispositions.

Dès son entrée en vigueur, un exemplaire du présent règlement sera notifié à chaque agent de la collectivité. Il sera en outre consultable au sein de la direction des ressources humaines, et sur l'espace document RH du dossier Interservices.

Tout agent recruté ultérieurement à son entrée en vigueur en recevra également un exemplaire.

PARTIE 1: ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

I. LES TEMPS DE PRÉSENCE DANS LA COLLECTIVITÉ

1. L'organisation des services

Un organigramme a été élaboré et soumis pour avis au comité technique.
Il a fait l'objet d'une diffusion dans les différents services de la collectivité. Tout agent est censé en avoir pris connaissance.

2. Les principes de la durée légale du travail

Décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique
Délibération du Conseil municipal en date du 29 juin 2021, relative à l'organisation du temps de travail,
Délibération du Conseil communautaire en date du 30 Juin 2021 relative à l'organisation du temps de travail,

a. Durée effective du temps de travail

La durée de travail effectif est considérée comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

b. Durée annuelle du temps de travail

La durée annuelle de travail effectif est de 1607 heures pour un agent à temps complet, heures supplémentaires non comprises, mais journée de solidarité incluse ce qui représente une durée légale du temps de travail de 35 heures par semaine pour un agent à temps complet.

La délibération, prise après avis du Comité technique, en date du 30 juin 2021 prévoit que la journée de solidarité est accomplie par le travail d'un jour de RTT.

c. Temps de travail hebdomadaire

Le temps de travail des agents est organisé en cycles de travail hebdomadaires et annuels.

En application de la délibération susvisée, le temps de travail des agents de la Ville de Montélimar et de Montélimar Agglomération est établi sur un cycle de travail hebdomadaire de 37 heures, sauf exceptions, notamment :

- les services bénéficiant d'une annualisation du temps de travail pour lesquels le travail est fixé à 35h00 par semaine, et
- les agents en position de direction et direction adjointe, pour lesquels le temps de travail hebdomadaire est fixé à 39h00 par semaine (hors demande de dérogation dûment justifiée et après accord de la direction générale).

Les agents en position de chef de service, de chef de projet disposant d'une expertise spécifique, ou issu de la SESAME, pourront prévoir un droit d'option sur le régime horaire fixé à 37 heures hebdomadaires et ainsi travailler à 39 heures hebdomadaires. Une fois le cycle de travail adopté, il sera définitif.

Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail choisi, les agents effectuant 37 heures ou 39 heures par semaine bénéficient respectivement de 12 ou 23 jours de réduction de temps de travail (ARTT) afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Il est rappelé à cet égard que l'application de la journée de la solidarité sera réalisée par la retenue d'un jour de RTT.

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-dessous :

- la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives,
- le repos hebdomadaire, qui comprend en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures

L'organe délibérant peut créer des postes à temps non complet. Les agents nommés sur ces postes sont employés pour la durée hebdomadaire fixée par délibération. Ils pourront également bénéficier d'un temps partiel sous certaines conditions.

Les agents à temps non complet ne sont pas concernés par l'application de jours dits de RTT, dans la mesure où leur travail s'effectue sur une durée hebdomadaire inférieure à 35 heures.

Les agents en situation de handicap pourront bénéficier, sur demande, et après accord de leur hiérarchie, d'un aménagement spécifique du temps de travail lié à leur handicap.

3. Horaires

a. Horaire quotidien – Amplitude

La durée quotidienne du travail peut être continue ou discontinue et ne peut excéder 10 heures
L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures.
Une pause d'une durée minimale de 20 minutes doit être accordée pour toute période de travail de 6 heures consécutives. Ce temps de pause est distinct de celui de la pause méridienne.

Le temps de repas doit être durée minimale de 60 minutes, et ne peut excéder 2 heures. Il est au choix de l'agent sur le créneau 12h-14h. Il est fixé sur 3 temps au choix : 1h00, 1h30 ou 2h00, à fixer selon les créneaux ci-après : pause 1h : 12h30-13h30
pause 1h30 : 12h00-13h30 ou 12h30-14h00
pause 2h00 : 12h00-14h00.

L'accueil au public pour l'ensemble des services administratifs devra être assuré au minimum de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures entre 2 jours consécutifs de travail.

Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprises entre 22 heures et 7 heures.

Afin de garantir une ouverture au public optimum des services administratifs, les agents à temps complet travaillent sur 4,5 jours : le mercredi après-midi et le vendredi après-midi seront chômés au choix. Les directeur, directeurs-adjoints et chefs de service (sur option 39h) à temps complet travaillent sur 5 jours. Cette durée de travail minimum (4,5 ou 5 jours) peut être revue à la hausse en fonction des contraintes liées à l'ouverture de certains services publics. Le cas échéant, elle fait l'objet d'une note de service spécifique, et ne peut excéder 6 jours de travail par semaine.

Par dérogation, certains services de la collectivité notamment les services techniques font l'objet d'une dérogation liée à la spécificité de leur travail ; leur travail hebdomadaire s'effectue sur 4 jours par semaine. Sont concernés les services ci-après : Service Manifestation, Service Atelier, Service Voirie, Service Propreté Urbaine.

Pour les services ci-après ayant un mode de fonctionnement lié à l'ouverture des équipements et/ou l'accueil du public, les plannings des agents seront adaptés à ces contraintes et feront l'objet de notes de service spécifiques respectant les bornes légales relatives au temps de travail et aux amplitudes horaires de travail. Sont concernés :

- les Ateliers municipaux,
- le Service Manifestations,
- le Service Foire et Marchés,
- le Stationnement,
- le Service Voirie,
- le Service Espaces Verts et Sportifs,
- la Direction du patrimoine – Espaces Verts
- le Service Propreté,
- le Service des Cimetières,
- la Médiathèque,
- les Centres aquatiques,
- les Gymnases
- la Police municipale,
- le Service Citoyenneté,
- les Accueils Petite Enfance,
- les Accueils de certains sites,

- ...

Ces notes de service feront l'objet d'une information en Comité technique.

Il est porté à l'attention des agents qu'une demi-journée chômée tombant sur un jour férié ne sera pas récupérée.

b. Horaire en vigueur dans la collectivité

L'ensemble des agents doit respecter les horaires de travail fixés par l'autorité territoriale après avis du comité technique compétent.

Ceux-ci impliquent que :

- tout retard doit être justifié auprès du supérieur hiérarchique de l'agent,
- les agents ne peuvent quitter leur travail pendant les heures de service sauf autorisation expresse de leur supérieur hiérarchique,
- les agents itinérants ou en déplacement ne peuvent vaquer à des activités non professionnelles pendant leur temps de service,
- tout déplacement hors de la résidence administrative effectué dans le cadre du service fait l'objet d'un ordre de mission,
- le temps de trajet entre le domicile de l'agent et son lieu habituel de travail n'est pas décompté comme temps de travail effectif.

Les bornes horaires de travail de la collectivité pour le personnel administratif sont les suivantes :

- plages horaires fixes : 9h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00
- plages horaires variables : 8h à 9h, 12h-12h30, 13h30-14h, et 17h00 à 18h00

Il n'y aura pas d'accueil administratif au-delà de 17h. Les services devront néanmoins être accessibles de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

La mise en place d'horaires variables permet de donner aux agents la possibilité de moduler leurs horaires journaliers de travail sur un période de référence donnée, à savoir une semaine, et dans le respect des heures du cycle de travail.

A compter de la mise en place du présent règlement intérieur, les agents auront un délai d'un mois pour faire connaitre à leur directeur / chef de service, les modalités d'organisation personnelle souhaitées. Ces choix devront être confirmés par le directeur / chef de service dans les 15 jours qui suivent. Faute de réponse dans ce délai, le choix exprimé par l'agent sera considéré comme validé.

Ces modalités d'organisation sont révisables, au maximum une fois par trimestre, avec l'accord du directeur / chef de service. Elles devront être communiquées à la direction des ressources humaines dans les 48 heures suivant leur validation.

Certains services seront autorisés à travailler en horaires saisonniers (été et hiver), avec des horaires en dehors des bornes prescrites (conformément au décret 2000-815 du 25 Août 2000). Ces modalités spécifiques feront l'objet d'une note de service rédigée par la direction des ressources humaines, sur proposition du chef de service concerné. Sont concernés les services / directions suivant.e.s.

- Direction du Patrimoine et Accessibilité
- Police Municipale
- Service des Espaces verts

c. Annualisation du temps de travail- notion de cycle de travail

Les horaires de travail sont modulés suivant différents cycles de travail : hebdomadaire et annuel. Les cycles des différents services sont décidés par l'organe délibérant qui se prononce sur les critères de recours aux cycles, la durée des cycles, les bornes quotidiennes et hebdomadaire et les modalités de repos et de pause.

Sont considérés comme annualisés les services suivants :

- Scolaire
- Enfance (Périscolaire et extrascolaire)
- Musées
- Cinéma
- Régie Technique du Théâtre
- Palais des Congrès

- Conservatoire
- Police Municipale- Équipe de journée
- Centre sociaux, ...

Leur fonctionnement fera l'objet de notes de services spécifiques définissant leurs modalités d'organisation. Elles feront l'objet d'une information en Comité technique.

4. Heures supplémentaires

Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
Décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Les heures supplémentaires sont effectuées à la demande des responsables de services en fonctions des nécessités de services. Elles correspondent à une charge de travail exceptionnelle (et ne sauraient être accordées pour effectuer des missions normales de services).

Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande de l'autorité territoriale représentée par le chef de service ou directeur, dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Le dépassement du cycle du travail constitue le seuil de déclenchement des heures supplémentaires.

Après accord du responsable hiérarchique, les heures supplémentaires pourront être soit :

- récupérées dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement et la continuité du service,
- rémunérées dans la limite des possibilités statutaires.

Celles-ci doivent prioritairement faire l'objet d'une récupération.

Le nombre mensuel d'heures supplémentaires est limité à 25 heures (hors CDD de droit privé – se rapprocher de la DRH), toutes catégories d'heures supplémentaires confondues. Les heures supplémentaires qui auraient été effectuées au-delà de ce contingent ne peuvent donner lieu à aucune compensation statutaire, d'indemnité, ni de repos. Elles ne sont pas non plus reportables.

La collectivité se réserve la possibilité de déroger à cette règle, en cas de dépassement exceptionnel.
Cette possibilité devra être sollicitée par le chef de service / directeur concerné, préalablement à l'exécution des heures supplémentaires, et dûment justifiée (demande à formuler auprès de la DRH). Elle fera l'objet d'une information aux membres du Comité technique.
Pour toute demande de dépassement liée à la saisonnalité des missions de services publics réalisées par la collectivité, cette demande devra être présentée au Comité technique pour validation, avant formalisation par une note de service, préalablement à l'exécution des heures demandées.

Les demandes d'heures supplémentaires sont à effectuer via le document prévu à cet effet (PJ) et doivent faire l'objet d'une validation par le responsable de service. Les heures supplémentaires ainsi validées doivent être transmises au service RH. En l'absence d'état récapitulatif complété et signé, elles ne pourront être prises en compte.

<u>Cas des agents à temps non complet :</u>

Les agents à temps non complet qui effectuent des heures en plus de leur temps de travail tel que déterminé dans la délibération créant leur emploi, effectuent des heures complémentaires jusqu'à hauteur d'un temps complet. Ces heures sont rémunérées sans majoration. En cas de dépassement du cycle de travail prévu pour les agents à temps complet, les agents à temps non complet effectuent alors des heures supplémentaires, dans les mêmes conditions que les agents à temps complet.

<u>Cas des agents à temps partiel :</u>

Les agents travaillant selon cette modalité n'ont pas vocation à effectuer des heures supplémentaires. Pour autant, s'ils sont amenés à en faire, de manière très exceptionnelle, les heures supplémentaires effectuées par l'agent, sur demande de l'employeur, seront récupérées.

Les modalités de récupération des heures supplémentaires suivent les modalités de paiement de ces dernières. Ainsi :

- pour les 14 premières heures supplémentaires, le repos compensateur sera majoré de 25% (à savoir 1h15 pour toute heure effectuée)

- pour les heures excédant les 14 premières heures supplémentaires, le repos compensateur sera majoré de 27% (à savoir 1h16 pour toute heure effectuée)
- pour les heures supplémentaires effectuées les dimanches et jours fériés, le repos compensateur sera majoré de 66% (à savoir 1h40 pour toute heure effectuée)
- pour les heures supplémentaires de nuit (effectuées entre 22h et 6h), le repos compensateur sera majoré de 100% (à savoir 2h00 pour toute heure effectuée)

Le repos compensateur ne se cumule pas avec le paiement de ces mêmes heures.

Dans le cas où un agent serait amené à effectuer des formations sur des périodes non travaillées, les heures effectuées seront récupérées par l'attribution d'un repos compensateur d'une durée égale à la durée de la formation.

5. Le temps partiel

Décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la Fonction Publique Territoriale

Les agents à temps complet peuvent demander à leur employeur d'accomplir un temps partiel. Il est accordé sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service, et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

L'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel, selon les quotités de 50%, 60%, 70% et 80%, 90% est accordée de plein droit aux fonctionnaires à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant, ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté.

L'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel est également accordée de plein droit pour donner des soins à son conjoint ou à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

Le temps partiel constitue une facilité d'aménagement du temps de travail accordé aux agents. Il s'exprime par rapport à une quotité du temps de travail d'un agent à temps plein. Il ne peut être inférieur au mi-temps.

Les agents à temps partiel sur une quotité de 90 ou 80% ne peuvent effectuer leur temps de travail sur moins de 4 jours, soit 8 demi-journées. Les agents à 70, 60 sur moins de 3,5 jours. Les agents à 50 % sur moins de 2,5 jours. Le temps-partiel pourra s'exercer sur les plages fixes, après accord du responsable hiérarchique, dans le respect des temps définis ci-dessus.

Afin de satisfaire les demandes et de ne pas perturber le bon fonctionnement des services, un agent pourra se voir refuser le jour demandé notamment le mercredi en fonction de l'âge des enfants. Dans ce cas et en concertation avec l'agent, le temps partiel pourra être accordé pour un autre jour.

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail retenue et fixée à 37 heures, la durée de travail des agents à temps partiel est fixée ci-après. Elle donne droit à une ou plusieurs heures de récupération que l'agent sera amené à prendre au cours de l'année. Ces heures seront converties en ARTT et ajoutées au compteur individuel de l'agent

TEMPS de TRAVAIL sur 37 Heures hebdo	
QUOTITÉ	**TEMPS DE TRAVAIL**
100%	37h00
90%	33h00
80%	29h30
70%	26h00
60%	22h00
50%	18h30

TEMPS de TRAVAIL sur 39 Heures hebdo	
QUOTITÉ	**TEMPS DE TRAVAIL**
100%	39h00
90%	35h00
80%	31h00
70%	27h00
60%	23h30
50%	19h30

Les minutes sont arrondies à la demi-heure supérieure la plus proche. Le nombre de jours ARTT pour les agents exerçants leurs fonctions à temps partiel est proratisé à hauteur de leur quotité de travail (dont le nombre sera arrondi à la demi-journée supérieure). Pour exemple, en cas de dépassement des 1607 heures annuelles, attribution de jours de RTT en compensation : 25h54= 26h = 4h56 de plus sur l'année = ½ jour de RTT en plus.

Les demandes de temps partiels doivent être effectuées 2 mois avant la date d'effet souhaitée. Les conditions d'exercice du temps partiel seront examinées au regard du principe de continuité du service public et des nécessités de service public.

6. Astreintes

Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale
Décrets n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale

La collectivité organise un service d'astreinte afin d'assurer la continuité du service public et de disposer de moyens d'interventions techniques 24h/24, 365 jours/an. L'objectif de ces interventions est de résoudre tout problème susceptible de mettre en danger la sécurité du public, de perturber le bon fonctionnement du service public.

La durée des interventions, pendant les périodes d'astreintes, est considérée comme un temps de travail effectif, ainsi que le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail (Voir définition d'une astreinte et permanence dans le glossaire).

Les différentes fillières de la collectivité dont le personnel (stagiaire, titulaire et non titulaire) peut être amener à exercer des astreintes sont les suivantes :

- Filière Technique
- Filière Administrative
- Filière Animation
- Filière Médico-Sociale
- Filière Sociale
- Filière Sportive
- Filière Culturelle
- Police Municipale

Les astreintes répondent aux modalités d'organisation suivantes :

- L'agent en période d'astreinte doit pouvoir rejoindre les équipements en 45 mn maximum
- Si les agents placés sous astreinte sont autorisés à s'absenter de leur domicile, ils doivent veiller à demeurer à proximité de celui-ci afin de pouvoir rejoindre un lieu d'intervention en 45 mn maximum.
- Seules les périodes d'intervention du salarié pendant l'astreinte seront comptées comme du temps de travail effectif. La période passée à domicile ou en trajet est considérée comme une période d'astreinte
- Les astreintes sont mises en place sur la période de semaine (du lundi au vendredi de 19h00 à 8h00) et/ou de week-end (du vendredi 19h00 au lundi 8h00).
- Le personnel concerné par les astreintes est déterminé suite à une procédure de recrutement, et devra avoir les habilitations nécessaires aux interventions en fonction du niveau d'astreinte confié.
- Les plannings des différentes astreintes sont définis par semestre, sont affichés et portés dans les mêmes délais à la connaissance des agents concernés. Un agent qui souhaite être remplacé pour une période d'astreinte doit en informer son responsable au minimum 5 jours ouvrés avant sa période d'astreinte, à charge pour lui de trouver son remplaçant
- L'indemnité d'astreinte sera majorée de 50 % si l'agent est prévenu moins de 15 jours avant le début de l'astreinte.
- Les modalités de déclenchement des interventions doivent être précisées par le service concerné.

Les périodes d'astreinte ou de permanence donnent lieu :

- pour les agents de l'ensemble des cadres d'emplois, hormis ceux de la filière technique, à une indemnité ou une compensation pour les astreintes et les permanences,
- pour les agents de l'ensemble des cadres d'emplois de la filière technique, à une indemnité pour rémunérer les astreintes et les permanences mais pas de possibilité de repos compensateur.

7. Habillage-déshabillage-douche

Le temps passé à l'habillage, le déshabillage et à la douche, est considéré comme temps de travail effectif.

II- LES TEMPS D'ABSENCE DANS LA COLLECTIVITÉ

1. Congés annuels

Décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux
Circulaire COTB1117639C du 8 juillet 2011 relative à l'incidence des congés de maladie sur le report des congés annuels des fonctionnaires territoriaux

a. Principe général

Tout agent en activité a droit, pour une année de services accomplis, du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Les agents arrivant au sein de la collectivité (ou de l'établissement) en cours d'année, ont une durée de congés calculée au prorata de leur temps de présence.

De même, Les fonctionnaires qui n'exercent pas leurs fonctions pendant la totalité de la période de référence ont droit à un congé annuel dont la durée est calculée au prorata de la durée des services accomplis.

Obligations hebdomadaires	Jours de congés
Agents à temps complet travaillant sur 6 jours par semaine	5x6=**30** jours / an
Agents à temps complet travaillant sur 5,5 jours par semaine	5x5,5=**27,5** jours / an
Agents à temps complet travaillant sur 5 jours par semaine	5x5=**25** jours / an
Agents à temps complet travaillant sur 4,5 jours par semaine	5x4,5=**22,5** jours / an
Agents à temps complet travaillant sur 4 jours par semaine (par exception)	5x4=**20** jours / an
Agents à temps complet travaillant sur 3,5 jours par semaine (par exception)	5x3,5=**17,5** jours / an
Agent annualisé qui travaille 4 jours par semaine sur la période scolaire et 2 jours par semaine sur 8 semaines pendant les vacances scolaires (soit 44 semaines au total)	5 x 4 jours x (36 semaines /44) = 16,4 5 x 2 jours x (8 semaines /44) = 1,8 16,4 + 1,8 = 18,2 arrondis à **18,5** jours

L'absence de services ne peut excéder 31 jours calendaires consécutifs.

Les agents doivent prendre la totalité de leurs congés annuels ainsi que les jours de fractionnement (acquis sur l'année n-1) avant le 31 décembre. Néanmoins, en cas de congés pour indisponibilité physique prévus par l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale (congé de maladie, de longue maladie, maternité...), le report des congés annuels qui n'ont pu être pris de ce fait est automatique.

Par dérogation à ces dispositions, le report des congés est autorisé jusqu'au dernier jour des vacances d'hiver de l'année N+1.

Les jours de congés annuels sont fractionnables en demi-journée.

b. Pose et acceptations des jours de congés

Les congés annuels doivent être demandés, au supérieur hiérarchique, par l'agent préalablement à son départ. La demande doit être formulée via le logiciel prévu à cet effet au moins n jours avant le départ de l'agent (n étant égal au nombre de jours sollicités). Tout congé présenté en dehors du logiciel prévu à cet effet ne pourra être accepté.

Les congés annuels sont ensuite accordés par le supérieur hiérarchique en fonction des nécessités de service.

Le calendrier des congés est défini par service après consultation des intéressés, compte tenu des fractionnements et échelonnements des congés que l'intérêt du service nécessite. Néanmoins, les agents chargés de famille bénéficient d'une priorité pour le choix des périodes de congés annuels dans le respect des droits de chacun.

Le dépôt d'une demande ne vaut pas acceptation. Il est impératif de s'assurer que celle-ci a bien été validée avant de partir. Les réservations retenues sans accord sur les dates de congés ne prévaudront pas sur les demandes des autres agents.

Les jours de congés annuels des agents travaillant à temps partiel sont déterminés proportionnellement à leur quotité de travail à temps partiel, sur la base des droits ouverts pour un agent travaillant à temps plein. Afin de faciliter la gestion des jours d'absence, le nombre déterminé peut être arrondi.

Pour poser une semaine de congés annuels, l'agent doit poser le nombre de jours correspondant à ses obligations hebdomadaires de service c'est à dire les jours ou il travaille (exemple : si l'agent travaille 2,5 jours par semaine, il doit poser 2,5 jours pour bénéficier d'une semaine de congés annuels).

Un jour de congé ne pourra être posé sur un jour férié.

c. Les jours de fractionnement

Des jours de congés supplémentaires dits de fractionnement sont attribués lorsque l'agent utilise ses congés annuels en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre.
Ceux-ci sont attribués de la façon suivante pour un agent disposant de 25 jours de congés :

- 1 jour supplémentaire si l'agent a pris 5, 6 ou 7 jours en dehors de la période précitée,
- 2 jours supplémentaires si l'agent a pris au moins 8 jours en dehors de la période précitée.

Seuil de déclenchement des jours de fractionnement :

	NOMBRE DE JOURS A POSER SUR LA PÉRIODE HORS SAISON	
CAPITAL DE CONGÉS	1 JOUR DE FRACTIONNEMENT	2 JOURS DE FRACTIONNEMENT
25	5, 6 ou 7 jours	Au moins 8 jours
22,5	4.5, 5.5 ou 6.5 jours	Au moins 7,5 jours
20	4, 5 ou 6 jours	Au moins 6,5 jours
17,5	3,5, 4,5 ou 5 jours	Au moins 6 jours

Lorsque l'agent travaille à temps partiel aucune proratisation n'est effectuée, ces jours supplémentaires étant attribués dans les mêmes conditions qu'aux agents travaillant à temps plein. Les modalités de leur report sur l'année suivante sont les mêmes que pour les congés annuels.

Les jours de fractionnement sont calculés une fois l'année n écoulée, et inscrit sur le compteur de jours de congés de l'agent au plus tard le 1er février de l'année n+1.

d. Congés non pris

Un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice, sauf pour les agents non titulaires qui ne peuvent, en raison des nécessités de service, épuiser leurs congés avant la fin du contrat.

Le report des congés annuels sur l'année suivante est possible sur autorisation exceptionnelle de l'autorité territoriale. Cette autorisation peut être accordée lorsque l'agent n'a pu épuiser ses congés pour des raisons de service.

Le report des congés annuels qui n'ont pas pu être pris du fait de la maladie se fait conformément à la réglementation en vigueur :

L'autorité territoriale est tenue d'accorder automatiquement le report des congés annuels restant dû au titre de l'année écoulée à l'agent qui, du fait d'un congé de maladie ou de maternité, n'a pas pu prendre tout ou une partie de ses congés à la fin de l'année de référence.

En effet, les agents qui n'ont pas pu prendre la totalité de leurs congés annuels pour cause d'un congé de maladie doivent bénéficier d'un report automatique des congés non pris sur l'année suivante. Mais ce report est limité en temps et en nombre : les congés doivent être pris au cours d'une période de quinze mois à compter du 1er janvier qui suit l'année au cours de laquelle les droits ont été acquis, dans la limite de 4 semaines.

Les jours de congés non soldés peuvent être épargnés sur un Compte Épargne Temps dans le respect des conditions d'utilisation fixées par la collectivité.

e. Congés annuels et annualisation

Pour les agents occupant des emplois à temps non complet dont le temps de travail est annualisé et dont le service est irrégulier d'une semaine à l'autre (nombre de jours et d'heures travaillés variant d'une semaine à l'autre), les droits à congés annuels se calculent en fonction de la durée moyenne hebdomadaire de travail.

f. Congés et temps partiel

Pour les agents à temps partiel, le nombre de jours de congés correspondra à 5 fois la durée hebdomadaire de travail. Ainsi, un agent effectuant un temps partiel à 90 ou 80% sur 4 jours bénéficiera de : 5 x 4 jours = 20 jours de congés annuels. Il ne posera que les jours de travail effectifs lors de sa pose de congés.

Un agent effectuant un temps partiel à 70 ou 60% sur 3,5 jours bénéficiera de : 5 x 3,5 jours = 17,5 jours de congés annuels fixé dans le tableau ci-après, en fonction des quotités de travail. La pose de congés se fera comme explicité précédemment.

2. Les ARTT

Décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État
Circulaire n°NOR MFPF1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011

a. Principe général

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse les 35h c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés.

En vertu des délibérations adoptées par le Conseil Communautaire et le Conseil Municipal de l'Agglomération et de la ville de Montélimar, les agents effectuant 37h00 ou 39h00 par semaine bénéficieront de 12 et 23 jours de réduction de temps de travail (ARTT) afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle de 1607 heures. Les jours d'ARTT sont fractionnables en demi-journée.

Les absences pour raison de santé réduisent proportionnellement le nombre de jours ARTT acquis par les agents. Les modalités d'organisation des ARTT dans la collectivité sont précisées ci-après.

b. Règles de calcul

Afin de faciliter le calcul et la gestion des jours d'ARTT accordés au personnel, le nombre de jours travaillés par les agents de la collectivité au titre d'une année civile est de 228 jours.

Le nombre de jours de ARTT, fixé en fonction de la durée de temps de travail hebdomadaire de l'agent, est de 12 jours pour les agents travaillant sur la base de 37h hebdomadaires, et de 23 jours pour les agents travaillant sur la base de 39h hebdomadaires.

Il est rappelé que les agents bénéficiant d'un temps de travail annualisé ne bénéficient pas de jours de ARTT. Il en est de même pour les agents exerçant leur fonction à temps non complet.

c. Jours d'ARTT et temps partiel

Les jours d'ARTT des agents travaillant à temps partiel sont déterminés proportionnellement à leur quotité de travail à temps partiel, sur la base des droits ouverts pour un agent travaillant à temps complet. Pour faciliter la gestion des jours d'absence, le nombre ainsi déterminé est arrondi.
La base de calcul du nombre de jours d'ARTT pour les agents à temps partiel tient compte de la nécessité de retenir un jour au titre de la journée dite « de solidarité ».

Les jours ARTT sont calculés comme suit pour un agent à 39 heures:

Temps de travail souhaité par l'agent (en %age)	Nombre de jours de RTT sur la base d'un temps de travail fixé à 39h / semaine	Temps de travail théorique de l'agent	Règle de l'arrondi effectif			Jours de RTT accordés compris la règle de l'arrondi temps de travail
			Temps de travail arrondi à effectuer	Nombre d'heures effectuées en deça / au dessus du temps de travail de l'agent	Nombre d'heure résultant de l'arrondi / valeur en jour de RTT	
100	23	39h00	39h00	0	0	23
90	20,7	35h06	35h00	-4,58	-0,6	20
80	18,4	31h12	31h00	-9.16	-1.2	17
70	16,1	27h18	27h00	-13.74	-1.8	14.5
60	13,8	23h24	23h30	+4,58	+0,6	14,5
50	11,5	19h30	19h30	0	0,0	11,5

NB : LE NOMBRE DE JOURS DE RTT OBTENU EST ARRONDI À LA DEMI-JOURNÉE LA PLUS PROCHE.
**SONT RAJOUTES LES RTT SUITE AUX ARRONDIS DU CALCUL DES TEMPS PARTIELS*

Pour un agent à 37 heures :

Temps de travail souhaité par l'agent (en %age)	Nombre de jours de RTT sur la base d'un temps de travail fixé à 39h / semaine	Temps de travail théorique de l'agent	Règle de l'arrondi effectif			Jours de RTT accordés compris la règle de l'arrondi temps de travail
			Temps de travail arrondi à effectuer	Nombre d'heures effectuées en deça / au dessus du temps de travail de l'agent	Nombre d'heure résultant de l'arrondi / valeur en jour de RTT	
100	12	37h00	37h00	0	0	12
90	10,8	33h18	33h00	-13.74	-1.9	9
80	9,6	29h36	29h30	-4,58	-0,6	9
70	8,4	25h54	26h00	+4,58	+0,6	9
60	7,2	22h12	22h00	-9.16	-1.2	6
50	6	18h30	18h30	0	0,0	6

NB : LE NOMBRE DE JOURS DE RTT OBTENU EST ARRONDI À LA DEMI-JOURNÉE LA PLUS PROCHE.
**SONT RAJOUTES LES RTT SUITE AUX ARRONDIS DU CALCUL DES TEMPS PARTIELS*

Explication : les agents à 90, 80 et 70 % ont un nombre d'ARTT équivalent parce que l'agent à 90 % travaille 18 minutes de moins chaque semaine, celui à 80 %, 6 minutes de moins et celui à 70 %, 6 minutes de plus. Le calcul des ARTT n'impacte pas la rémunération des agents.

d. Gestion des jours ARTT

Les agents choisissent librement de poser leurs ARTT, sous forme de journées ou de demi-journées, soit isolées ou au contraire groupées. Le régime de pose des jours d'ARTT est identique à celui concernant la pose de jours de congés.

Le forfait de jours ARTT fonctionne à terme échu sur une période d'un an. Ainsi, une demande pour ½ journée d'ARTT devra intervenir à terme échu avant la fin de la période de référence de 12 mois.

À titre d'exemple, concernant la demi-journée de RTT correspondant au droit ARTT acquis pendant les 15 premiers jours du mois de janvier, celle-ci ne peut être déposée qu'à partir du 16 janvier et ce jusqu'au 31 décembre suivant.

De même, pour la demi-journée d'ARTT correspondant au droit ARTT acquis pendant la seconde quinzaine de janvier, la demande devra intervenir à partir du 1er février et avant le 31 décembre suivant.

Toutefois, afin de faciliter la programmation des périodes d'absence des agents, les jours d'ARTT seront inscrits sur les compteurs individuels des agents dès le 1er janvier de l'année n. En cas de période d'absence n'ouvrant pas droit à ARTT ou de départ de l'agent en cours d'année, il sera procédé à un nouveau calcul des jours d'ARTT. Si le nombre de jours pris est supérieur au nombre de jours acquis, une réduction des jours de congés à due concurrence sera appliquée.

Leur octroi reste soumis à la validation préalable du responsable de service en fonction des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

Le cumul des jours ARTT entre eux ou avec d'autres congés devra être géré par service en fonction des nécessités propres au service.

Sous peine d'être perdus, les jours ARTT afférents à une année civile déterminée doivent impérativement être utilisés avant le 31 décembre de l'année. Seul le report de 3 jours est autorisé sur l'année suivante.

Les jours ARTT reportés doivent être soldés ou épargnés sur un compte épargne temps jusqu'au 30 avril de l'année N+1. À défaut, ces jours seront perdus.

Les jours ARTT ne pourront donner lieu à rémunération (hors épargne sur CET).

e- Prise en compte des absences dans le calcul des jours ARTT

Le droit à congés RTT est acquis en raison d'une durée de temps travaillé supérieure à la durée légale, seules certaines absences n'amputent pas le volume des temps de récupération accordés.

L'octroi de jours supplémentaires de repos au titre de la réduction du temps de travail est lié à l'accomplissement effectif, au cours d'un cycle de travail déterminé, d'une durée de travail hebdomadaire de plus de 35 heures.

Il en résulte également que les agents placés en congés de maladie, de longue maladie ou de longue durée, ainsi que les agents en congé de maternité, de paternité, d'adoption, d'accompagnement de personne en fin de vie, ou bénéficiant de jours d'absences pour événements familiaux en vertu des dispositions de l'article 41 de la loi du 9 janvier 1986, s'ils se trouvent dans une position statutaire d'activité qui leur permet de satisfaire aux obligations relatives à la durée légale du temps de travail, ne peuvent toutefois être regardés ni comme exerçant effectivement leurs fonctions, ni comme se trouvant à la disposition de leur employeur et en situation de devoir se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer à des occupations personnelles.

Cas ouvrant droit à des congés ARTT
Les congés suivants alimentent le compteur « jours travaillés » :

- Congés pour formation professionnelle
- Congés de fractionnement
- Congés pour exercice d'un mandat syndical
- Congés pour convocation comme juré d'Assises
- Réserve obligatoire de défense nationale

Cas n'ouvrant pas droit à des congés RTT :
Loi n°2010-1657 du 29.12.2010 - art 115 - travaux préparatoires
Circulaire du 18.01.2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la Loi n°2010-1657 du 29.12.2010 de finances pour 2011

Les jours d'aménagement et de réduction du temps de travail ne seront pas dus au titre des congés pour raison de santé.

Les congés pour raison de santé comprennent les congés de maladie : congé de maladie ordinaire, congé longue maladie, congé de longue durée, congé pour accident de service et congé pour maladie professionnelle.

En conséquence, les cas cités ci-après n'alimentent pas le compteur des « jours travaillés ». Ils ont pour conséquence de réduire le nombre de jours RTT auxquels l'agent peut prétendre :

- Congés de maladie (CMO, CLM, CLD)
- Congés pour accident de service et maladie professionnelle
- Congés pour maladie ordinaire
- Congés sans solde
- Congés sabbatiques
- Congé parental

Sont également concernés :

- Congés de maternité
- Congés de paternité
- Congé d'adoption.

La prise en compte des absences dans le calcul des droits à ARTT se fera de la manière suivante : décompte d'un jour d'ARTT tous les 10 jours d'absence pour un agent à 39 heures, et d'un jour d'ARTT tous les 20 jours d'absence pour un agent à 37 heures hebdomadaires.
Un agent absent toute l'année perd le bénéfice de la totalité de ses droits à ARTT.

Si l'agent a posé ses jours d'ARTT par anticipation et n'en dispose plus, les jours décomptés le seront sur l'année n+1.

3. Les jours fériés

a. Jour férié hors fête du travail

Un jour de repos ou une demi-journée de repos tombant sur un jour férié ne donne droit à aucune récupération.
De même, un jour non travaillé (agents à temps partiel) qui coïncide avec un jour férié ne donne droit à aucune récupération.

b. Le 1er mai, fête du travail

La fête du 1er mai doit, quant à elle, être obligatoirement chômée et payée, à l'exception des établissements ou des services qui en raison de la nature de leur activité ne peuvent interrompre le travail.
Par conséquent, le travail du 1er mai exercé dans le cadre de l'obligation de la continuité du service est obligatoirement compensé :

- soit les agents perçoivent des heures supplémentaires au taux des heures du dimanche et jours fériés à la condition qu'un régime indemnitaire ait été institué,
- soit la journée du 1er mai est récupérée heure pour heure.

c. Journée de solidarité

Par délibération de l'organe exécutif de la collectivité après avis préalable du CT, la journée de solidarité est incluse dans les 1607 travaillés par les agents. Elle fait l'objet d'une déduction sur le nombre de jours de RTT attribués aux agents.

4. Retards

Les retards ponctuels pourront faire l'objet de rattrapage dans un délai de 8 jours ou d'un décompte sur les heures de récupération et /ou sur les congés annuels.
Les retards répétés seront sanctionnés et feront l'objet d'un constat pour service non fait (retrait sur salaire).

Tout retard doit être justifié auprès du supérieur hiérarchique ou du service des RH.

5. Absences

L'organisation des services ainsi que les nécessités du service public s'oppose à ce qu'un agent s'absente de son poste sans y avoir été préalablement autorisé.

Les autorisations d'absence sont fixées sur décision après avis du comité technique. Elles doivent être prises au moment de l'évènement et sur justificatif.

Le supérieur hiérarchique peut néanmoins refuser certaines autorisations d'absence pour nécessités de service.

L'agent qui ne justifie pas une de ces absences, s'exposera d'une part à une retenue sur traitement et d'autre part à des sanctions disciplinaires.

En cas de maladie ou d'accident, les membres du personnel concernés doivent en avertir le responsable de service ou de l'établissement le plus rapidement possible par tous moyens utiles, et lui adresser dans les 48 heures un certificat médical.

a. Autorisations d'absence pour évènements familiaux

Les autorisations d'absence pour soigner un enfant malade ou en assurer momentanément la garde :
Ces autorisations d'absence peuvent être accordées :

- aux agents parents d'un enfant de moins de 16 ans ou sans limite d'âge dans le cas d'un enfant handicapé,
- sous présentation d'un certificat médical ou de toute pièce justifiant la présence d'un des parents auprès de l'enfant.

Ces autorisations sont accordées par famille et par année civile.

Le nombre de jours octroyé est égal aux obligations hebdomadaires plus un jour (soit 6 jours pour un agent à temps complet sur 5 jours, ou 5,5 jours pour un agent à temps complet sur 4,5 jours). Il est possible de porter à deux fois les obligations hebdomadaires de service plus deux jours (soit 12

jours pour un agent à temps complet, ou 11 jours pour un agent à temps complet sur 4,5 jours) lorsque :

- l'agent assume seul la charge de l'enfant,
- le conjoint de l'agent est à la recherche d'un emploi,
- le conjoint de l'agent ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence rémunérée pour soigner un enfant ou en assurer momentanément la garde.

Type d'évènement	Lien de parenté	Nombre de jours octroyés
Mariage ou PACS	Agent	5
	Enfant	3
	Ascendant, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-soeur	1
Décès	Conjoint, enfant, père, mère, beau-père, belle-mère	3
	Ascendants, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-soeur	1
Maladie très grave	Conjoint, enfant, père, mère, beau-père, belle-mère	3
	Ascendants, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-soeur	1
Naissance ou adoption	Père	3*

** Au-delà des jours légalement accordés au titre de congé de paternité*

b. Les autorisations d'absence liées à la maternité

Les femmes enceintes peuvent bénéficier d'une autorisation d'absence à compter de leur troisième mois de grossesse, dans la limite d'une heure par jour.

Elles peuvent également bénéficier d'autorisations d'absence de droit pour les examens médicaux liés au suivi de grossesse et d'autres pour les séances préparatoires à l'accouchement.

c. Les autorisations d'absence liées à des motifs syndicaux et professionnels

Type d'évènement	Nombre de jours octroyés
Représentants des organisations syndicales pour participer aux congrès ou réunions des organismes directeurs des unions fédérations ou confédérations de syndicats non représentées au Conseil Commun de la FP	10 jours par an
Représentants des organisations syndicales pour participer aux congrès ou réunions des organismes directeurs des unions fédérations ou confédérations de syndicats représentées au Conseil Commun de la FP	20 jours par an
Représentants aux CAP et organismes statutaires (CT, CHSCT, conseil de discipline...)	Le délai de route, la durée de la réunion et le délai de préparation et/ou de compte rendu de la réunion à équivalence de la durée de la réunion
Concours et examens	Le(s) jour(s) des épreuves
Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents (tous les 2 ans) Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes.	Le temps de la visite ou des examens

d. Absences pour maladie

En cas de maladie, les agents doivent prévenir personnellement, le jour de l'absence, leur supérieur hiérarchique ou, à défaut, la direction des ressources humaines.

Les agents stagiaires et titulaires doivent, ensuite, conserver le volet 1 et envoyer les volets 2 et 3 de leur certificat médical, dans les 48 heures, à la direction des ressources humaines.
Les agents non titulaires doivent, quant à eux, envoyer les volets 1 et 2 de leur certificat médical, à la CPAM et le volet 3 à la direction des ressources humaines dans les 48 heures également.

Au-delà de ce délai, la Sécurité Sociale ne rembourse pas les indemnités journalières à la collectivité qui fait l'avance de ces remboursements à l'agent en question ; ces dernières seront donc déduites en cas de négligence de la part d'un agent qui n'aurait pas transmis dans les 48 heures les pièces demandées.

Le défaut de transmission de l'arrêt maladie dans les délais impartis entraînera la déduction des jours d'absence sur le traitement au titre d'une absence injustifiée.

Ne sont justifiés au titre de la maladie que les arrêts de travail établis par un médecin.

Tout congé pour maladie d'un agent peut faire l'objet d'une contre-visite médicale à laquelle l'agent doit se soumettre.

Les rendez-vous médicaux doivent être pris en dehors des heures de service.

e. Absences pour accidents de service et de travail

En cas d'accident du travail, tous les agents doivent renvoyer à la direction des Ressources Humaines le certificat médical initial dans les 36 heures afin d'établir la déclaration.

Il convient également de retourner à la direction des Ressources Humaines le document d'accident de travail décrivant les circonstances de l'accident attestées d'éventuels témoignages.

L'appréciation de l'imputabilité de l'accident au service appartient à l'autorité territoriale. Toutefois, en cas de doute, la Commission de réforme peut être saisie.

Dans tous les cas, l'agent doit prendre contact immédiatement avec son responsable de service ou à défaut le service RH.

f. Autorisation spéciale d'absence pour la participation à un jury d'assises.

L'agent convoquer pour une session d'assises en tant que juré bénéficie, sur présentation de sa convocation, d'une autorisation d'absence de droit. L'indemnité supplémentaire de séance peut être déduite de sa rémunération sachant que le traitement est maintenu pendant la session.

6. Sorties pendant les heures de travail (en dehors des missions)

Afin de protéger l'agent en cas d'accident, les sorties doivent être exceptionnelles et faire l'objet d'une autorisation délivrée par le responsable de service qui en informera le service RH.

Des aménagements d'horaires sont accordés ponctuellement aux parents pour la rentrée scolaire des enfants. A cet égard, une autorisation spéciale d'absence d'une heure peut leur être accordée.
Sont concernés les parents des enfants âgés de moins de 15 ans, et scolarisés en écoles maternelle, primaire ou collège.

Cette facilité est accordée par le chef de service / encadrant de l'agent concerné, sur demande de ce dernier, sous réserve de la nécessité de service.

7. Le compte épargne temps (CET)

Le CET est ouvert à la demande de l'agent titulaire ou non titulaire exerçant ses fonctions de manière continue depuis au moins un an, via le formulaire prévu à cet effet.

Le CET peut être alimenté, par journées entières, avant le 31 décembre de chaque année par des :

- congés annuels (y compris les jours de fractionnement) sans que le nombre de congés annuels pris dans l'année soit inférieur à 20 (nombre de jours proratisés en fonction du capital octroyé à l'agent et selon le tableau ci-dessous),

Seuil de déclenchement pour épargne CET

CAPITAL OCTROYÉ A L'AGENT	NOMBRE DE JOUR A POSER POUR POUVOIR ÉPARGNER

25	20
22,5	18
20	16
17,5	14

- ARTT dans leur totalité,
- Repos compensateurs dans la limite de 10 jours par an.

Le nombre de jours fixant la durée minimum des congés annuels devant être pris pour pouvoir épargner sur le CET est proratisé en fonction de la quotité de travail effectuée pour les agents à temps partiel et à temps non complet.

Le nombre total des jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 jours. Pour les agents, dont le CET dépasse les 60 jours, ils continuent à bénéficier des jours épargnés au-delà du 60ème jour, mais l'alimentation du CET n'est plus possible au-delà des 60 jours.

En fonction des possibilités ouvertes par délibération après avis du comité technique, le CET peut être utilisé au choix de l'agent par :

- le maintien des jours en vue d'une utilisation ultérieure (dans la limite des 60 jours),
- la pose de congés annuels, en fonction des nécessités de service (sauf si ceux-ci sont posés à l'issue d'un congé maternité, d'adoption, de paternité, ou d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie),
- le paiement forfaitaire des jours (au-delà des 15 jours sur le CET),
- la prise en compte des jours au titre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) (au-delà des 15 jours sur le CET) pour les agents stagiaires ou titulaires de la fonction publique territoriale.

8. Disponibilité ou congés pour convenance personnelle

En principe, lorsqu'un agent est placé hors de son administration d'origine en période de disponibilité, il cesse de bénéficier de ses droits à l'avancement (articles 51 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, 72 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et 62 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986).

Une dérogation à cette règle générale a été introduite par les articles 108 et 110 de la loi du 5 septembre 2018 pour les agents qui exercent une activité professionnelle.

- Lorsqu'un fonctionnaire exerce une activité professionnelle au cours d'un période de disponibilité, celui-ci a désormais la possibilité de conserver ses droits à l'avancement pendant une période de 5 ans maximum. « Cette période est assimilée à des services effectifs dans le corps ».
- Les droits à l'avancement d'échelon ou de grade sont conservés dans les conditions prévues par le décret du 27 mars 2019.

Les disponibilités ou congés pour convenance personnelle ne peuvent être inférieures à 30 jours et doivent être demandés 2 mois préalablement à la période demandée.

III- ENTREE EN VIGUEUR ET REVISION

1. Date d'application

Ce règlement, adopté après consultation des représentants du personnel, le 26 novembre 2021, entrera en vigueur le 1er janvier 2022.

A compter de cette date, le présent règlement intérieur remplacera le précédent dans toutes ses dispositions. Il aura été préalablement affiché et communiqué à l'ensemble des agents

2. Modalités de révision

Toute modification ultérieure ou tout retrait de clause de ce règlement serait soumis à l'avis du Comité technique, étant entendu que toute clause du règlement qui deviendrait contraire aux dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles applicables à l'entreprise du fait de l'évolution de ces dernières, serait nulle de plein droit.

L'Assemblée délibérante de la collectivité en sera informée lors de la séance suivante.

GLOSSAIRE

Astreinte : Période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

Cycle de travail hebdomadaire : cycle normal de travail qui comprend 2 jours consécutifs de repos hebdomadaire.

Cycle de travail annuel : période pendant laquelle les temps de travail et de repos sont normalement organisés sur l'ensemble de l'année civile.

Disponibilité pour convenance personnelle : La disponibilité correspond à la situation du fonctionnaire qui est placé temporairement hors de son administration d'origine et qui cesse, durant cette période, d'exercer son activité professionnelle et de bénéficier de sa rémunération et de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Permanence : La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessités de service, un samedi, un dimanche, ou lors d'un jour férié.

Rapporteur : **Ghislaine SAVIN** **1.01**

CONVENTION UNIQUE EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Chaque collectivité doit disposer d'un service de médecine professionnelle et préventive afin d'assurer la surveillance médicale de ses agents, et nommer un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI), pour assurer un contrôle des conditions d'application de la règlementation en santé-sécurité.

Ces obligations réglementaires pouvant être satisfaites par l'adhésion à un service créé par un Centre de Gestion, la ville de Montélimar conventionne depuis plusieurs années avec le Centre de Gestion de la Drôme (CDG26), qui dispose d'un pôle santé et sécurité au travail permettant de mettre à disposition des experts mutualisés.

Afin de faciliter et d'améliorer nos démarches administratives, le centre de gestion a décidé de mettre en place une convention unique concernant la médecine du travail, l'inspection en santé et sécurité au travail, la psychologie du travail et des organisations et le coaching.

Cette convention définit les modalités d'exécution et de financement de l'offre de services relative à la santé et sécurité au travail proposée par le CDG 26. Elle permet une prise en charge globale et pluridisciplinaire des situations de travail.

Cette convention précise les missions du médecin de prévention et de l'infirmière en santé au travail qui assureront la surveillance médicale des agents (1ère visite à la prise de poste, visites médicales périodiques, surveillances médicales particulières, entretiens infirmiers, visites de reprise et pré-reprise, visites à la demande, examens complémentaires) mais également du tiers temps pour la réalisation d'actions sur le milieu professionnel (études de postes notamment) et la participation à des réunions de travail et aux instances du CHSCT pour le médecin de prévention.

Elle précise également les missions de l'agent chargé des fonctions d'inspection (ACFI) mis à disposition de la Collectivité (contrôle des conditions d'application des règles définies en matière d'hygiène et de sécurité du travail, proposition de mesures de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité et la prévention des risques professionnels, par le biais de visites qui feront l'objet d'un rapport). Il assiste de plein droit aux réunions du CHSCT.

Elle définit enfin les champs d'intervention et les missions du psychologue du travail et des organisations et du coach.

Cette convention est conclue pour une période de 3 ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 3 ans. Les modifications apportées à cette convention feront l'objet d'avenant.

Afin d'assurer la continuité, il est proposé de signer cette convention unique en santé et sécurité au travail.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article 2121-29 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 23 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 108-2, actant l'obligation pour les collectivités et établissements de disposer d'un service de médecine de prévention, soit en créant leur propre service, soit en adhérant à un service commun à plusieurs entités ou au service créé par le Centre de Gestion, et article 25 permettant aux collectivités de passer convention avec le Centre de gestion pour la mise à disposition d'agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI) afin d'assurer un contrôle des conditions d'application de la règlementation en santé-sécurité ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée et relatif à l'organisation des comités médicaux et aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2012-170 du 3 février 2012 modifiant le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le courrier du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme (CDG 26), en date du 24/09/2021, informant la collectivité de la mise en place d'une nouvelle convention unique en santé et sécurité au travail (C.U.S.S.T.) regroupant la médecine du travail, l'inspection en santé et sécurité au travail, le coaching et la psychologie du travail et des organisations, pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2022, impliquant la résiliation des conventions existantes sur ces missions ;

Vu le projet de convention unique en santé et sécurité au travail avec le Centre de Gestion de la Drôme ci-annexé.

Considérant l'obligation pour la Collectivité d'assurer la surveillance médicale des agents et le contrôle des conditions d'application de la réglementation en santé-sécurité par un agent chargé d'inspection en santé et sécurité au travail ;

Considérant que la Collectivité peut déléguer cette surveillance médicale et cette mission d'inspection au Centre de Gestion de la Drôme qui dispose d'un pôle santé et sécurité au travail permettant de mettre à disposition des experts mutualisés ;

Considérant qu'il y a lieu de signer cette convention unique afin d'assurer la continuité des missions (médecine du travail, inspection en santé et sécurité au travail) et de bénéficier de services complémentaires (psychologie du travail et des organisations, coaching) ;

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'APPROUVER les termes de la convention unique de santé et sécurité au travail (CUSST) avec le Centre de Gestion de la Drôme à intervenir,

- DE PRÉCISER que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 des budgets de l'exercice 2022 et suivants,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Convention Unique Santé, Sécurité au Travail

Entre les soussignés :

- **La Commune / le Syndicat/ la Communauté de Communes / la Communauté d'Agglomération**, représentée par son Maire / Président, dûment habilité par la délibération n° en date du ....à signer la présente convention.

Ci-après dénommé(e) « Le bénéficiaire » ;

ET

- **Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme**, représenté par sa Présidente, Madame Eliane GUILLON, dûment habilité par la délibération n°2020-38 en date du 14 décembre 2020 à signer la présente convention.

Ci-après dénommé « le CDG 26 » ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions

Il est convenu ce qui suit :

PROJET

MODALITES COMMUNES A TOUTES LES PRESTATIONS

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'exécution et financières de l'offre de services relative à la santé et sécurité au travail proposée par le CDG 26. Cette convention globale permet une prise en charge globale et pluridisciplinaire des situations de travail.

ARTICLE 2 - DUREE - MODIFICATION – RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 3 ans. Elle prendra effet à compter du 01/01/2022.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé par l'ensemble des parties.

Le bénéficiaire peut décider de ne pas reconduire la présente convention au terme de la période triennale. A ce titre, il lui appartiendra d'en informer le CDG26 par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six mois avant l'échéance triennale.

Dans tous les cas, le règlement des missions réalisées ou en cours de réalisation demeure dû indépendamment de la résiliation.

- En cas de manquement à l'une des obligations de la convention :

L'autre partie peut demander la résiliation de la convention qui devra préalablement être précédée d'une mise en demeure adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception. Si cette mise en demeure reste infructueuse pendant un mois à compter de la date de réception, la convention pourra alors être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception. La date de résiliation prendra effet à la date de réception du courrier.

- En cas de résiliation fondée sur un motif d'intérêt général émanant de l'une des parties

Celle-ci devra en aviser l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'au minimum quatre mois avant l'échéance de l'année civile en cours. Cette dénonciation prendra effet au 1er janvier de l'année civile suivante.

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES

La tarification des prestations est fixée par délibération du Conseil d'Administration du Centre de gestion de la Drôme et figure dans la grille tarifaire en « Annexe A » révisable annuellement.

Toute prestation qui n'aurait pas été annulée par le bénéficiaire au minimum 7 jours avant la date fixée sera facturée de la totalité du coût.

ARTICLE 4 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables, le règlement des litiges survenant de l'interprétation

PROJET

ou de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble dans le respect des délais de recours en vigueur. Le recours peut être formé par courrier postal à l'adresse suivante : 2 place de Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble Cedex ou par le biais de l'application Internet sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - DONNEES PERSONNELLES

Les données collectées lors de l'exécution de cette présente convention sont destinées à l'élaboration des accords entre le bénéficiaire et le CDG26 et sont nécessaires à l'accomplissement des missions du pôle santé et sécurité au travail. Le CDG26 s'engage à assurer la confidentialité et l'intégrité des données sensibles et personnelles qui lui sont confiées lors de ses missions santé et sécurité au travail. Celles-ci seront conservées selon la durée d'utilité administrative règlementaire puis éliminées au terme de la procédure légale encadrant les données publiques.

Conformément au Règlement Général de la Protection des Données en vigueur depuis le 25 mai 2018, vous disposez d'un droit d'accès, d'opposition, de modification, de rectification et d'effacement de vos données personnelles. Celui-ci peut être exercé en vertu des législations encadrant l'administration publique en contactant le service RGPD du CDG26.

PROJET

CELLULE SANTE AU TRAVAIL

ARTICLE 6 - CHAMP D'INTERVENTION

La cellule santé au travail assure le suivi médical des agents du bénéficiaire.

Son rôle est exclusivement préventif : il consiste à éviter toute altération de la santé des agents du fait de leur travail. La cellule santé au travail est également à la disposition de l'autorité territoriale pour toute question concernant les mesures de nature à améliorer l'hygiène générale des locaux, la prévention des accidents et des maladies professionnelles et la santé publique.

Par ailleurs, le médecin du travail du CDG26 ne peut en aucun cas exercer les missions dévolues au médecin agréé et donc ne se prononce pas sur l'aptitude aux fonctions. Son rôle est consultatif auprès des instances médicales départementales. Il exerce son activité médicale dans le respect des dispositions du Code de la Santé Publique, notamment celles relevant de la déontologie médicale.

ARTICLE 7 - LES MISSIONS DES MEDECINS DE PREVENTION ET DES INFIRMIERES EN SANTE AU TRAVAIL

SURVEILLANCE MEDICALE DES AGENTS

Première visite à la prise de poste

En plus de la visite d'aptitude effectuée par un médecin agréé en application de l'article 10 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié, la cellule santé au travail assure l'examen médical des agents au moment de la première visite qui interviendra après la prise de poste, conformément à l'article 108-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée susvisée.

Visite médicale périodique des agents soumis à une surveillance médicale particulière

Le médecin du travail exerce une surveillance médicale particulière à l'égard :

- des personnes reconnues travailleurs handicapés ;
- des femmes enceintes ;
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux ;
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Le médecin du travail définit la fréquence et la nature des visites médicales que comporte la surveillance médicale particulière. Les visites médicales présentent un caractère obligatoire.

Visite périodique des agents non soumis à une surveillance médicale particulière

Les agents des collectivités territoriales et des établissements publics locaux bénéficient d'un examen médical et d'entretien infirmier périodiques définis réglementairement par décret. Dans cet intervalle, les agents qui le demandent bénéficient d'un examen médical supplémentaire.

PROJET

Entretien infirmier

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme a souhaité instaurer à partir du 1er janvier 2016 des entretiens infirmiers en complément des visites médicales réalisées par les médecins du travail. A l'issue de ces entretiens infirmiers, à la demande de l'infirmier ou de l'agent, ce dernier pourra être vu dans les meilleurs délais par un médecin du travail.

Les entretiens infirmiers sont à caractère obligatoire dans la mesure où ils se substituent aux visites médicales.

Visite de reprise et pré-reprise

Sont concernées les visites de pré-reprise et reprise du travail après un arrêt long fixé par la réglementation, suite à une maladie ordinaire, un congé longue maladie, un congé longue durée, un congé maternité ou un accident de service.

Visite à la demande

L'origine de la demande peut être l'agent, l'employeur, le médecin traitant, le médecin conseil de la sécurité sociale.

Examens complémentaires

Le médecin du travail peut recommander des examens complémentaires. Dans le respect du secret médical, il informe l'administration territoriale de tous risques d'épidémie. Les frais inhérents à ces actes sont à la charge du bénéficiaire.

ACTIONS SUR LE MILIEU PROFESSIONNEL:

Médecin et infirmière conseillent l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants en ce qui concerne :

1° L'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
2° L'hygiène générale des locaux de service ;
3° L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine ;
4° La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
5° L'hygiène dans les restaurants administratifs ;
6° L'information sanitaire.

Le médecin du travail assiste de plein droit aux séances du CHSCT avec voix consultative. A ce titre, il devra être destinataire d'une convocation ainsi que de l'intégralité du dossier de chaque séance tel que cela est prévu au règlement intérieur du comité.

Il est à noter que l'infirmier peut également intervenir dans ces réunions dans les mêmes conditions que le médecin.

Le médecin du travail est associé aux actions de formation à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à la formation des secouristes.

PROJET

L'infirmier peut intervenir sous couvert des médecins du travail dans ces actions de formation à l'hygiène et à la sécurité.

Le médecin du travail est consulté sur les projets de construction ou aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques et de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies. Il peut procéder à toute étude et soumettre des propositions.

Il formule des propositions sur l'accessibilité des locaux aux agents handicapés.

Le médecin du travail peut demander à l'autorité territoriale de faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyses. Le refus doit être motivé.

Le médecin du travail est habilité à proposer des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions, justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents.

Il peut également proposer des aménagements temporaires de postes de travail ou de conditions d'exercice des fonctions au bénéfice des femmes enceintes.

Lorsque l'autorité territoriale ne suit pas l'avis du médecin du travail, sa décision doit être motivée et le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, le comité technique doit en être tenu informé.

En cas de contestation par les agents intéressés des propositions formulées par le médecin du travail, l'autorité territoriale peut saisir pour avis le médecin inspecteur régional du travail et de la main-d'œuvre territorialement compétent.

Le médecin pourra également proposer des aménagements de poste de travail suite aux études de poste réalisées sur le terrain par les différents acteurs de prévention.

La cellule santé au travail est informée par l'autorité territoriale dans les plus brefs délais de chaque accident de service et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

Les membres de la cellule santé au travail s'engagent à garder le secret de tous renseignements qui pourraient leur être communiqués et dont ils auraient pu avoir connaissance au cours de leurs fonctions.

ARTICLE 8 - LES AGENTS CONCERNES PAR LE SUIVI MEDICAL

Quel que soit leur statut, tous les agents du bénéficiaire sont concernés, titulaires, contractuels, stagiaires y compris les agents de droit privé. Un état déclaratif de l'effectif total du bénéficiaire au 31/01/N devra être transmis au plus tard le 01/03/N afin de déterminer la tarification de l'année N (Annexe B). Cet état sera remplacé par celui généré automatiquement par le progiciel de la cellule santé au travail lorsque ce dernier sera opérationnel.

ARTICLE 9 - MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

Les créneaux de visites médicales et d'entretiens infirmiers seront transmis au minimum 1 mois à l'avance au bénéficiaire.

PROJET

Celui-ci devra les compléter au minimum 15 jours avant la date de convocation pour permettre la préparation des dossiers des agents.

Le bénéficiaire assure la convocation des agents.

La durée des visites médicales et entretiens infirmiers diffèrent suivant l'objet de la demande :

- Visite médicale périodique: 30min
- Visite médicale de reprise /pré-reprise /première visite : 45min
- Visite à la demande de l'agent / de la collectivité / cas complexe: 60min
- Entretien infirmier : 30 min.

Les médecins et infirmières peuvent recourir, pour l'exercice de leurs missions, à des pratiques médicales ou soignantes à distance utilisant les technologies de l'information et de la communication (téléconsultation).

Les médecins et infirmières peuvent préconiser la réalisation d'étude de poste.

ARTICLE 10 - LOCAUX DE CONSULTATION

Les consultations auront lieu sur des sites fixés par le CDG26.

Les locaux de consultation devront offrir un minimum de prestation en matière de surface, d'éclairage, de chauffage, de confidentialité, de propreté, de salle d'attente, de connexion à internet, de sanitaires, de disponibilités et de sécurité.

ARTICLE 11 - ETUDES DE POSTE

Ces études peuvent être déclenchées à l'initiative des médecins de prévention ou des infirmières en santé ou du référent handicap du CDG 26 ou de l'inspecteur en santé et sécurité au travail d'un commun accord avec le bénéficiaire.

PROJET

CELLULE SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

ARTICLE 12 - CHAMP D'INTERVENTION

Celle-ci met à disposition un agent chargé de la fonction d'inspection en santé et sécurité au travail (ACFI) tel que défini à l'article 25 de Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 pour accompagner le bénéficiaire dans la mise en place de démarches de prévention répondant à leurs obligations réglementaires en matière de santé et de sécurité au travail. La présente convention n'a pas pour effet d'exonérer l'autorité territoriale de ses obligations relatives aux dispositions législatives et réglementaires.

ARTICLE 13 - LES MISSIONS DE L'ACFI

Ces agents conseillent l'autorité territoriale compétente sur toute mesure qui leur paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels. Ils contrôlent les conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité prévues par le décret n°85-603 et notamment les livres Ier à V de la quatrième partie du code du travail, les décrets pris pour leur application ainsi que par l'article L. 717-9 du code rural et de la pêche maritime. Ces missions comprennent les actions d'inspection, de conseil et d'assistance pour la prévention des risques professionnels.

En sa qualité de membre de droit du CHSCT, la collectivité doit convoquer systématiquement l'ACFI aux réunions du comité et lui communiquer les pièces constitutives du dossier de séance dans les délais prévus au règlement intérieur.
Le bénéficiaire s'engage à accorder toutes facilités nécessaires aux interventions des ACFI (accès aux locaux, documents ou activités, organisation de visites ou réunions, …).

Le bénéficiaire doit également solliciter l'ACFI lors des procédures spécifiquement prévues par le décret n°85-603 (droit de retrait, médiation en cas de recours à un organisme agréé, avis sur les consignes et procédures de sécurité, participation aux visites du CHSCT…).

L'ACFI interviendra en coordination avec les acteurs de la prévention (médecin, assistant et conseiller de prévention) pour recueillir toutes les informations relatives à sa mission. Il est tenu informé par écrit (courrier ou courriel) des suites données à ses observations.

ARTICLE 14 - ACTIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE

- conseiller et venir en appui de l'autorité territoriale, des cadres, du responsable RH, des assistants et conseillers de prévention dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs démarches de prévention ;
- proposer à l'autorité territoriale des solutions pragmatiques pour répondre aux obligations réglementaires dans le contexte technique, humain, économique, organisationnel et réglementaire de la collectivité ;
- participer au dialogue entre les partenaires dans le domaine de la santé et la sécurité, en particulier lors des réunions de Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).
- intervenir en médiation entre l'autorité territoriale et le CHSCT lors de certaines procédures (danger grave et imminent et recours à l'expertise agréée) ;
- contribuer à l'animation des réseaux des acteurs de la prévention (information, conseil, formation) ;
- animer des réunions de sensibilisation ou de formation à la demande du bénéficiaire.

PROJET

ARTICLE 15 - ACTIONS D'INSPECTION

- Evaluer la prise en compte des enjeux de prévention dans le fonctionnement de la collectivité/établissement (management santé et sécurité, fonctionnement des instances consultatives, définition et suivi du programme annuel de prévention...) ;
- Diagnostiquer les priorités d'action au regard de la structure inspectée et des situations de travail constatées ;
- Contrôler les conditions d'application de la réglementation pour les domaines de la santé et de la sécurité au travail ;
- Mettre en œuvre ou participer à des enquêtes spécialisées (sur les lieux d'accidents graves et en cas de danger grave et imminent …)
- En cas d'urgence, proposer à l'autorité territoriale les mesures immédiates jugées nécessaires ;
- Emettre des avis circonstanciés sur les règlements, consignes et tous documents applicables en la matière.
- Emettre un avis préalable sur les projets de construction ou d'aménagement de locaux.

ARTICLE 16 - MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

De manière générale, toutes facilités doivent être accordées à l'ACFI pour l'exercice de ses missions, sous réserve du bon fonctionnement des services du bénéficiaire.

Ce dernier s'engage à :

- avoir des interlocuteurs privilégiés (élu référent, assistant de prévention…), permettant notamment l'organisation et l'accompagnement de l'ACFI lors des visites,
- faciliter l'accès de l'ACFI à tous les établissements, locaux et lieux de travail,
- présenter les registres et documents imposés par la réglementation demandés par l'ACFI et nécessaires à la bonne réalisation de la mission,

La mission se déroulera selon les modalités suivantes :

L'inspection débutera systématiquement par un échange sur l'organisation de la prévention au sein de la collectivité. Cette rencontre s'effectuera en présence de l'autorité territoriale ou son représentant ainsi qu'avec l'assistant de prévention et selon les cas avec un référent administratif.
Il s'agira de présenter les documents réglementaires (Document Unique, registres, état des lieux formations, vérifications périodiques…), de réaliser un descriptif du service concerné (effectif, absentéisme, fonctionnement…) et d'évoquer les généralités (affichages, suivi des habilitations et autorisations…).

La visite sur site consistera à rencontrer les agents en situation de travail et à inspecter les locaux, installations, outils, véhicules et engins.

A l'issue, un rapport sera transmis par écrit au bénéficiaire. Conformément à la réglementation, l'autorité territoriale informe l'ACFI des suites données à ses propositions dans un délai de 3 mois. Pour ce faire, le rapport complété des propositions doit être retourné à l'ACFI après visa de l'autorité territoriale.

Le fait de ne pas planifier d'actions de prévention ou de ne pas donner suite aux non-conformités sera susceptible d'engager la responsabilité de l'autorité territoriale de la collectivité en cas de dommage.

PROJET

La fréquence des visites s'effectue annuellement ou avec une périodicité plus espacée à l'appréciation de l'ACFI et en accord avec le bénéficiaire, en fonction des besoins, du rapport annuel de prévention et des suites données aux précédentes inspections. Le nombre de jours de mise à disposition de l'ACFI est matérialisé au moyen d'un formulaire rempli par le bénéficiaire (Annexe C). Le cas échéant, le nombre de jours annuels inscrit dans ce formulaire reste valable jusqu'à ce qu'un nouveau formulaire soit établi.

La durée des interventions est déterminée en fonction de l'importance des services, des effectifs, des chantiers et locaux à inspecter. La facturation est basée sur le temps que consacre l'ACFI au service du bénéficiaire (visite, réunion, rédaction mail, rapport, CHSCT, formation, analyse documentaire …).

Pour les visites d'inspection, 1 journée d'inspection terrain entrainera au minimum 1 journée de temps administratif pour la préparation de la visite et la rédaction des rapports.

PROJET

PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL ET DES ORGANISATIONS

ARTICLE 17 - CHAMP D'INTERVENTION

Le psychologue du travail et des organisations s'occupe des questions de recrutement (évaluation, sélection, intégration, etc.), de performance des équipes, de pathologies au travail, de groupes de travail (normes, conflits, etc.), de gestion de personnel (motivation, implication, attitudes, management, etc.), mais aussi de maintien dans l'emploi, d'orientation, des risques psychosociaux (RPS)…

ARTICLE 18 - LES MISSIONS DU PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL ET DES ORGANISATIONS

L'accompagnement en psychologie du travail et des organisations peut être envisagé sur les dimensions collectives, entre autres :

- Sensibilisations thématiques (colloques/rencontres/Groupe d'échanges thématiques/Escape Game/…) sur les risques psychosociaux (RPS), la qualité de vie au travail (QVT), l'épuisement professionnel, la performance organisationnelle, les violences au travail, l'état de stress ….
- Etat des lieux ou diagnostic situationnel avec identification et analyse des facteurs de Risques Socio-Organisationnels (RSO) au sein de la collectivité ou d'un service, propositions de pistes d'actions.
- Conseil en organisation
- Accompagnement à la gestion de situation problème et/ou complexe au sein d'un collectif de travail.
- Les dimensions individuelles peuvent être travaillées dans le cas de situations de mobilité contrainte (affectation d'un agent sur un nouveau poste et/ou sur un autre métier en raison notamment d'une inaptitude physique/psychique ou d'un changement organisationnel) :
- Accompagnement à la sécurisation du parcours professionnel conjointement avec les gestionnaires des ressources humaines de la collectivité, accompagnement des agents à dépasser les situations de rupture pour retrouver une identité professionnelle cohérente et repenser le sens de l'activité quotidienne (bilan professionnel, bilan de compétences, etc.).

L'intervenant met en œuvre l'ensemble de son expérience et de ses compétences, dans le respect des modalités de la proposition d'intervention pour permettre à l'agent, au collectif de travail ainsi qu'au bénéficiaire de réfléchir à des solutions.

Le bénéficiaire reste néanmoins seul responsable des décisions, pendant et après l'intervention.

ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE

Le CDG26 est autorisé à faire appel à une entité extérieure pour l'accompagner dans les prestations décrites. Le CDG 26 se sera assuré au préalable que l'entité présente les garanties suffisantes en matière de protection des données conformément aux réglementations en vigueur.

ARTICLE 20 - MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

Une réunion d'analyse de la demande et du contexte d'intervention en amont de toute prestation d'accompagnement donnera lieu à l'élaboration d'une proposition d'intervention planifiée et chiffrée.
L'intervention pourra nécessiter la mise à disposition par le bénéficiaire d'éléments administratifs spécifiquement en lien avec le sujet d'intervention (par exemple : organigramme, fiche(s) de poste ou de missions, rapports, document unique d'évaluation des risques professionnels, etc.).

PROJET

En complément de la présente convention, pour chaque accompagnement, une proposition d'intervention est établie afin de préciser, entre autres, les objectifs poursuivis, le périmètre d'intervention, le nombre de jours, les lieux d'interventions, la répartition des coûts d'intervention et un planning prévisionnel sera également proposé. Le planning prévisionnel est donné à titre indicatif et sera soumis aux disponibilités respectives de l'ensemble des parties prenantes.

L'intervenant peut interrompre la prestation, à tout moment, s'il estime ne plus être en capacité de permettre à l'agent ou au bénéficiaire d'atteindre ses objectifs. Le psychologue du travail inscrit sa pratique dans le Code de déontologie des psychologues ; il se doit en outre de faire preuve de professionnalisme, d'intégrité et de respecter l'anonymat et la confidentialité des données à la fois du bénéficiaire, mais aussi de chaque agent.

Le psychologue du travail intervient également pour la mise en œuvre et l'accompagnement de la période de préparation au reclassement. A ce titre, des bilans de compétences et autres tests pourront être proposés.

PROJET

COACHING INDIVIDUEL ET COLLECTIF

ARTICLE 21 - CHAMPS D'INTERVENTION

Le coaching est un accompagnement qui doit aider à révéler le talent des bénéficiaires. Le coaching s'avère pertinent pour :

- aider les cadres à construire une nouvelle vision et à la faire partager;
- développer de nouvelles compétences;
- développer son potentiel d'évolution;
- développer la performance de son équipe et améliorer le fonctionnement collectif;
- accompagner la conduite du changement;
- améliorer les pratiques managériales;
- accompagner une mobilité.

ARTICLE 22 - MISSIONS DU COACH

Le coaching individuel est un accompagnement qui permet à un agent du bénéficiaire de découvrir et mobiliser ses ressources pour résoudre une problématique ou mener un projet professionnel à bien en produisant ses propres solutions.

Le coaching d'équipe est un accompagnement collectif destiné à amener les agents à travailler d'une manière fonctionnelle, à prendre conscience qu'elles ont toutes des qualités, ou des compétences complémentaires et qu'elles peuvent s'engager pour atteindre des objectifs communs.

En fonction des objectifs du bénéficiaire, l'accompagnement peut prendre plusieurs formes :

- L'analyse de pratique professionnelle « orientée solution » : Elle a pour objectif de permettre le déblocage et l'amélioration de certaines situations professionnelles difficiles en développant des interactions professionnelles.
- Le Co-développement (CODEV) : Approche participative qui vise à faire émerger le partage d'expérience, la co-construction et la transversalité dans des groupes professionnels partageant des missions communes.

ARTICLE 23 - MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

CONCERNANT LE COACHING INDIVIDUEL

Préalablement aux séances de coaching, le coach rencontre les représentants du bénéficiaire. Ces entretiens préliminaires sont destinés à arrêter un objectif global de travail, ils ne sont pas facturés.

Le coaching individuel est réalisé sous forme de séances (au minimum 5 séances) de 1 heure à 2 heures, espacées selon les besoins et objectifs définis. Le temps de préparation entre les séances sera facturé à raison du ratio d'une heure de préparation pour une heure de séance.

Ainsi organisé l'accompagnement se déroule sur une période de plusieurs mois. Des séances complémentaires pourront être ajoutées à la demande du bénéficiaire avec l'accord du CDG 26.

PROJET

CONCERNANT LE COACHING D'EQUIPE

L'accompagnement est modulable en fonction de la taille de l'équipe et des objectifs recherchés.
L'intervention se déroule sous la forme d'animations collectives sur des demi-journées voire journées (au minimum 5 séances).

L'accompagnement collectif s'étend sur plusieurs mois.

ARTICLE 24 - LE CONTRAT DE COACHING

En complément de la présente convention, un contrat de coaching entre le bénéficiaire, le coach et le(s) coaché(s) sera établi afin de préciser, entre autres, les objectifs poursuivis, le périmètre d'intervention, le nombre de séances, les lieux d'interventions …

Le coach peut interrompre la prestation, à tout moment, s'il estime ne plus être en capacité de permettre au bénéficiaire d'atteindre ses objectifs.

Le coach met en œuvre l'ensemble de son expérience et de ses compétences, dans le respect du contrat de coaching, pour permettre au(x) coaché(s) de trouver personnellement les solutions. Le coach est le garant du processus pour faire émerger ces solutions.

Le(s) coaché(s) reste(nt) néanmoins seul(s) responsable(s) des décisions, pendant et après le coaching.

ARTICLE 25 - SOUS-TRAITANCE

Le CDG26 est autorisé à faire appel à une entité extérieure pour l'accompagner dans les prestations décrites. Le CDG 26 se sera assuré au préalable que l'entité présente les garanties suffisantes en matière de protection des données conformément aux réglementations en vigueur.

Fait en deux exemplaires à Bourg-Lès-Valence, le

La Présidente du Centre de Gestion de la Fonction Publique de la Drôme

Le Maire/Président

Eliane GUILLON

PROJET

Annexe A de la convention unique en santé et sécurité au travail

Prestations	Collectivités Etablissements **AFFILIES**	Collectivités Etablissements **NON-AFFILIES**	Etat, autres
Médecine du travail Visite médicale & entretien infirmier & actions milieu de travail	60 €/an/agent tout statut effectif au 31/01/N	1025 €/jour	70 €/an/agent tout statut effectif au 31/01/N
Socle commun	Inclus dans cotisations	0,10% masse salariale	-
Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé sécurité (ACFI)	300 €/jour	460 €/jour	-
Psychologue du travail et des organisations	450 €/jour	550 €/jour	650 €/jour
Séances d'accompagnement psychologique	100 €/séance	200 €/séance	-
Période de préparation au reclassement (PPR)	Inclus dans cotisations	1200 €/dossier si non adhérent au socle commun	-
Bilan de compétence	1650 €/dossier test(s) compris	1850 €/dossier test(s) compris	2000 €/dossier test(s) compris
Entretien de coaching et temps de préparation	50 €/heure	100 €/heure	100 €/heure

FORMATIONS

Prestations	Collectivités Etablissements publics **AFFILIES**	Collectivités Etablissements publics **NON-AFFILIES**	Etat, autres
Création programme et supports de formation	650€/jour	750€/jour	850€/jour
Animation formation groupe maximum 15 stagiaires	650€/jour Frais de déplacement et de gestion inclus	750€/jour Frais de déplacement et de gestion inclus	850€/jour Frais de déplacement et de gestion inclus
Inscription individuelle	80€/jour	90€/jour	100€/jour

POLE SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

SURVEILLANCE MEDICALE

Annexe B de la convention unique en santé et sécurité au travail

(à retourner dument complétée lors de la signature de la délibération)

Rappel réglementaire :

« *les agents des collectivités bénéficient d'un examen médical périodique* » art. 20 du décret 85-603

« *les services des collectivités doivent disposer d'un service de médecine préventive* » art. 108-2 de la loi 84-53

Cela implique que l'autorité territoriale adhère obligatoirement à un service de médecine du travail pour l'ensemble de ses agents, quel que soit leur statut.

Je soussigné(e) :

Mme/M……, autorité territoriale ou son représentant

Nom collectivité ou établissement : ……,

reconnais avoir pris connaissance des obligations suscitées et effectue le choix suivant :

☐ Confie la surveillance médicale des agents à la cellule santé au travail du CDG 26 conformément aux modalités indiquées dans la convention unique santé, sécurité au travail.

Interlocuteur en charge du sujet : Mme/M. : ……..

Mail : …… tel. : ……

Effectif total des agents de la structure (quel que soit leur statut): |_____|

La déclaration d'effectif conditionne la facturation (voir annexe tarifaire A).

☐ Ne souhaite pas adhérer à la cellule santé au travail du CDG 26 et s'oriente vers un autre service de santé au travail.

Fait le ……..

Cachet et signature de l'autorité territoriale,
ou son représentant

POLE SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

MISE A DISPOSITION ACFI

Annexe C de la convention unique en santé et sécurité au travail

Ce document est à compléter et à retourner au secrétariat de la cellule SCT :

- pour les collectivités de +50 agents à la signature de la convention et en cas de changement du nombre de jours d'intervention convenu avec l'ACFI (Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en Santé et Sécurité au Travail)
- pour les collectivités de -50 agents lors de la sollicitation d'un ACFI

Rappel : Seules les prestations réalisées seront facturées

Je soussigné(e) :

Mme/M……, autorité territoriale ou son représentant

Nom collectivité ou établissement *:* ……,

confirme l'intervention de l'ACFI conformément aux modalités indiquées dans la convention, pour les missions et quotités annuelles suivantes :

☐ Inspection en santé et sécurité au travail ⌊_____⌋ jour(s)
(comprend le travail préparatoire, la visite, la rédaction du rapport et le déplacement)

☐ Participation au CHSCT ⌊_____⌋ jour(s)
(minimum 3 séances ordinaires annuelles)

☐ Avis spécifique ⌊_____⌋ jour(s)
(ex : projets d'aménagement en phase conception, analyse de documents…)

☐ Expertise et question technique ⌊_____⌋ jour(s)
(ex : accompagnement dans la démarche d'analyse d'accident, étude de poste…)

☐ Réunion ⌊_____⌋ jour(s)
(ex : point organisationnel, commissions…)

☐ Action de sensibilisation/formation ⌊_____⌋ jour(s)

☐ Autre :…… ⌊_____⌋ jour(s)

Interlocuteur en charge du sujet : Mme/M. : ……..

Mail : …… tel. : ……

Fait le ……

Cachet et signature de l'autorité territoriale,
ou son représentant

Rapporteur : **Ghislaine SAVIN** **1.02**

MODIFICATION DU TAUX D'ADHÉSION AU CONTRAT DE GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA DRÔME

Par délibération en date du 10 décembre 2018, le Conseil municipal a souhaité adhérer au contrat de groupe d'assurance des risques statutaires proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme.

Pour mémoire, il s'agit de pouvoir obtenir, d'une part, le remboursement, par le biais d'un contrat en capitalisation, des rémunérations versées pour les agents placés en accidents du travail et maladie professionnelle, afin de pouvoir procéder ainsi à leur remplacement, et permettre une continuité du service public, et d'autre part, la prise en charge des frais de santé des agents en cas d'accident du travail.

Le taux proposé par l'opérateur retenu par le Centre de Gestion était fixé à 0,69% du montant de la masse salariale des agents permanents (titulaires ou stagiaires) pour ce qui concerne leur traitement indiciaire de base.

Au vu d'une aggravation du taux de sinistralité de nombreuses collectivités adhérentes sur le département de la Drôme, dont la ville de Montélimar, CNP Assurances ne dispose pas de la capacité de pouvoir honorer les demandes de remboursement portées par la ville de Montélimar. CNP Assurances a donc décidé, conformément aux dispositions du marché la liant avec les différentes collectivités, de modifier ces taux d'adhésions pour l'année 2022, dernière année du marché.

La ville de Montélimar a informé le Centre de Gestion de la Drôme de son souhait de ne plus adhérer au marché fin 2022 et de lancer une procédure de consultation propre.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2311-1-2, et D.2311-16,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 26,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération n°1.09 du Conseil municipal du 10 décembre 2018 portant Adhésion au contrat de groupe d'assurances des risques statutaires du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- **D'ACCEPTER** la proposition suivante :

Assureur :	CNP Assurances
Courtier :	SOFAXIS
Durée du Contrat :	4 ans (date d'effet au 1er janvier 2019)
Préavis :	contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois

La couverture concerne exclusivement les agents permanents (titulaires ou stagiaires) immatriculés à la CNRACL.

Risques garantis :	Accident de travail et maladies professionnelles
Conditions :	Taux de 1,38% avec une franchise de 30 jours consécutifs

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Rapporteur : **Ghislaine SAVIN** **1.03**

DÉROGATION A LA RÈGLE DU REPOS DOMINICAL DANS LES COMMERCES DE DÉTAIL

La Loi n° 2015-990 du 6 août 2015, autorise des dérogations à la règle du repos dominical pour l'ouverture des commerces dans la limite de 12 dimanches par an.

La liste des dimanches où le repos est supprimé est fixée par décision du Maire après avis du Conseil municipal.

Si le nombre de dimanches est supérieur à 5 par an, il faut également l'avis conforme du Conseil communautaire. À défaut de réponse dans les deux mois, l'avis est réputé favorable.

Pour les commerces de détail dont la surface de vente est supérieure à 400 m² lorsqu'il y a des ouvertures les jours fériés, ils sont déduits du nombre de dimanches travaillés dans la limite de 3 par an.

Dans tous les cas, l'arrêté fixant la liste des dimanches où le repos hebdomadaire est supprimé doit être pris, après avis consultatif des organisations d'employeurs et de salariés, avant le 31 décembre pour l'année suivante. Il ne peut plus ensuite être modifié (art L.3132-26 du Code du Travail).

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code du Travail et notamment ces articles L-3132.26, L-3132.27 et R-3132.21,

Vu la demande d'avis à la Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération en date du 14 octobre 2021,

Vu la demande d'avis aux organismes représentatifs des salariés et employeurs,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- **DE VALIDER** la dérogation à la règle du repos dominical, pour les dimanches, annexés au tableau joint.

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

RÉCAPITULATIF
OUVERTURE DE COMMERCES LES DIMANCHES 2022

BRANCHES PROFESSIONNELLES	DIMANCHES DEMANDÉS 2022
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers Code Naf : 4511 Z	16 janvier, 1er dimanche soldes d'hiver, 13 mars, 12 juin, 18 septembre, 16 octobre
Commerce de gros d'habillement et de chaussures Code Naf : 4642Z	2, 9, 16, 23 et 30 octobre, 6, 13, 20 et 27 novembre, 4, 11, et 18 décembre
SUPERMARCHÉS : Code Naf : 4711 D	1er dimanche soldes hiver, 3 avril, 29 mai, 1er dimanche soldes d'été, 14 août, 11 et 18 décembre
HYPERMARCHÉS Code Naf : 4711 F	2 janvier, 1er dimanche soldes d'hiver, 1er dimanche soldes d'été, 3 et 31 juillet, 7, 14 et 21 août, 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé Code Naf : 4719B	1er dimanche soldes hiver, 1er dimanche soldes d'été, 16, 23 et 30 octobre, 06, 13, 20 et 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé Code Naf : 4754Z	1er dimanche soldes hiver, 1er dimanche soldes d'été, 4 septembre, 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre
Commerce de détail d'équipement du foyer Code Naf : 4759 B	1er dimanche soldes hiver, 29 mai, 1er dimanche soldes d'été, 4 septembre, 23 et 30 octobre, 13, 20 et 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre
Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé Code Naf : 4765 Z	1er dimanche soldes hiver, 6 mars, 1er dimanche soldes d'été, 16, 23 et 30 octobre, 6, 13, 20 et 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre
Commerce de détail d'habillement et magasin spécialisé Code Naf : 4771 Z	1er dimanche soldes d'hiver, 24 avril, 1er dimanche soldes d'été, 16, 23 et 30 octobre, 13, 20 et 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre
Commerce de détail de la chaussure Code Naf : 4772 A	1er dimanche soldes hiver, 1er dimanche soldes été,31 juillet, 28 août, 4 septembre, 16 et 23 octobre, 20 et 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre
Pour toutes autres branches professionnelles	1er dimanche soldes hiver, 13 février, 29 mai, 1er dimanche soldes d'été, 10 juillet, 28 août, 4 septembre, 20 et 27 novembre, 4, 11 et 18 décembre

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.04**

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2022 – BUDGET GÉNÉRAL

Le budget primitif 2022 – budget général se résume comme suit en mouvements budgétaires :

Section d'investissement :

- Dépenses	:	14 423 788,00 €
- Recettes	:	14 423 788,00 €

Section de fonctionnement :

- Dépenses	:	39 427 430,72 €
- Recettes	:	39 427 430,72 €

TOTAL	**:**	**53 851 218,72 €**

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la note explicative de synthèse du budget 2022 ci-annexée.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ADOPTER le budget primitif 2022 – budget général qui s'élève en section de fonctionnement à 39 427 430,72 € et en section d'investissement à 14 423 788,00€,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE MONTELIMAR (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21260198300019

POSTE COMPTABLE : MONTELIMAR

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : BUDGET GENERAL (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 26
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 30
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 52
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 83
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 84
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 89
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 90
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 91
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 93
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes 94
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 95
A4 - Etat des provisions 96
A5 - Etalement des provisions 97
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 98
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 99
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) 101
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 122
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 123
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé 124
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 125
B1.6 - Etat des engagements reçus 126
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 127

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 128
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) 132
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 133
C3.2 - Liste des établissements publics créés 134
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 135
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 136

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 137

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE MONTELIMAR	BP
26198	BUDGET GENERAL	2022

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	40639
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	422
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
42842247.00	45948022.00	1117.16	1293.46

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	848.70	1360.00
2	Produit des impositions directes/population	564.30	653.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	969.90	1487.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	265.60	320.00
5	Encours de dette/population	823.50	1011.00
6	DGF/population	112.20	202.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	48.60	56.20
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	96.50	98.50
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	27.40	21.50
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	84.90	68.00

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	39 427 430,72	39 427 430,72
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	39 427 430,72	39 427 430,72

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	14 423 788,00	14 423 788,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	14 423 788,00	14 423 788,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	53 851 218,72	53 851 218,72

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	12 358 922,40	0,00	12 420 312,56	12 420 312,56	12 420 312,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	16 278 525,84	0,00	16 765 248,69	16 765 248,69	16 765 248,69
014	Atténuations de produits	434 000,00	0,00	379 771,00	379 771,00	379 771,00
65	Autres charges de gestion courante	4 236 260,26	0,00	3 963 526,00	3 963 526,00	3 963 526,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**33 307 708,50**	**0,00**	**33 528 858,25**	**33 528 858,25**	**33 528 858,25**
66	Charges financières	792 000,00	0,00	665 434,73	665 434,73	665 434,73
67	Charges exceptionnelles	249 650,00	0,00	234 700,00	234 700,00	234 700,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	60 000,00		60 000,00	60 000,00	60 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**34 409 358,50**	**0,00**	**34 488 992,98**	**34 488 992,98**	**34 488 992,98**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*5 991 515,67*		*3 849 868,98*	*3 849 868,98*	*3 849 868,98*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 088 568,76*		*1 088 568,76*	*1 088 568,76*	*1 088 568,76*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***7 080 084,43***		***4 938 437,74***	***4 938 437,74***	***4 938 437,74***
	TOTAL	**41 489 442,93**	**0,00**	**39 427 430,72**	**39 427 430,72**	**39 427 430,72**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**39 427 430,72**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	195 000,00	0,00	155 000,00	155 000,00	155 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 155 700,00	0,00	2 199 566,67	2 199 566,67	2 199 566,67
73	Impôts et taxes	28 769 680,00	0,00	29 134 609,79	29 134 609,79	29 134 609,79
74	Dotations et participations	6 437 533,90	0,00	6 520 568,93	6 520 568,93	6 520 568,93
75	Autres produits de gestion courante	840 117,00	0,00	815 665,33	815 665,33	815 665,33
	Total des recettes de gestion courante	**38 398 030,90**	**0,00**	**38 825 410,72**	**38 825 410,72**	**38 825 410,72**
76	Produits financiers	2 500,00	0,00	3 020,00	3 020,00	3 020,00
77	Produits exceptionnels	703 473,32	0,00	587 000,00	587 000,00	587 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	29 231,51		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**39 133 235,73**	**0,00**	**39 415 430,72**	**39 415 430,72**	**39 415 430,72**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***12 000,00***		***12 000,00***	***12 000,00***	***12 000,00***
	TOTAL	**39 145 235,73**	**0,00**	**39 427 430,72**	**39 427 430,72**	**39 427 430,72**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**39 427 430,72**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**4 926 437,74**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	102 283,89	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
204	Subventions d'équipement versées	502 247,90	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
21	Immobilisations corporelles	2 551 000,38	0,00	2 442 574,00	2 442 574,00	2 442 574,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	11 060 055,17	0,00	7 870 068,00	7 870 068,00	7 870 068,00
	Total des opérations d'équipement	140 484,99	0,00	213 000,00	213 000,00	213 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**14 356 072,33**	**0,00**	**10 795 642,00**	**10 795 642,00**	**10 795 642,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 359,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 610 110,91	0,00	3 566 146,00	3 566 146,00	3 566 146,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**3 618 969,91**	**0,00**	**3 566 146,00**	**3 566 146,00**	**3 566 146,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**17 975 042,24**	**0,00**	**14 361 788,00**	**14 361 788,00**	**14 361 788,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*21 024,61*		*50 000,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***33 024,61***		***62 000,00***	***62 000,00***	***62 000,00***
TOTAL		**18 008 066,85**	**0,00**	**14 423 788,00**	**14 423 788,00**	**14 423 788,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 423 788,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 368 238,00	0,00	1 527 821,00	1 527 821,00	1 527 821,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	3 898 436,23	0,00	5 987 529,26	5 987 529,26	5 987 529,26
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**5 266 674,23**	**0,00**	**7 515 350,26**	**7 515 350,26**	**7 515 350,26**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 779 000,00	0,00	1 560 000,00	1 560 000,00	1 560 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	3 853 360,15	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	360 100,00	0,00	360 000,00	360 000,00	360 000,00
	Total des recettes financières	**5 992 460,15**	**0,00**	**1 920 000,00**	**1 920 000,00**	**1 920 000,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**11 259 134,38**	**0,00**	**9 435 350,26**	**9 435 350,26**	**9 435 350,26**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*5 991 515,67*		*3 849 868,98*	*3 849 868,98*	*3 849 868,98*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 088 568,76*		*1 088 568,76*	*1 088 568,76*	*1 088 568,76*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*21 024,61*		*50 000,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***7 101 109,04***		***4 988 437,74***	***4 988 437,74***	***4 988 437,74***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		18 360 243,42	0,00	14 423 788,00	14 423 788,00	14 423 788,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	14 423 788,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	4 926 437,74

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	12 420 312,56		12 420 312,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	16 765 248,69		16 765 248,69
014	Atténuations de produits	379 771,00		379 771,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 963 526,00		3 963 526,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	665 434,73	*0,00*	665 434,73
67	Charges exceptionnelles	234 700,00	*0,00*	234 700,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	60 000,00	*1 088 568,76*	1 148 568,76
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 849 868,98*	3 849 868,98
Dépenses de fonctionnement – Total		**34 488 992,98**	***4 938 437,74***	**39 427 430,72**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**39 427 430,72**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 566 146,00	*0,00*	3 566 146,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	213 000,00		213 000,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*12 000,00*	*12 000,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	120 000,00	*0,00*	120 000,00
204	Subventions d'équipement versées	150 000,00	*0,00*	150 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 442 574,00	*50 000,00*	2 492 574,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	7 870 068,00	*0,00*	7 870 068,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**14 361 788,00**	***62 000,00***	**14 423 788,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 423 788,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	155 000,00		155 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 199 566,67		2 199 566,67
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	29 134 609,79		29 134 609,79
74	Dotations et participations	6 520 568,93		6 520 568,93
75	Autres produits de gestion courante	815 665,33	*0,00*	815 665,33
76	Produits financiers	3 020,00	*0,00*	3 020,00
77	Produits exceptionnels	587 000,00	*12 000,00*	599 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**39 415 430,72**	***12 000,00***	**39 427 430,72**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**39 427 430,72**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 560 000,00	*0,00*	1 560 000,00
13	Subventions d'investissement	1 527 821,00	*50 000,00*	1 577 821,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	5 987 529,26	*0,00*	5 987 529,26
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 088 568,76*	1 088 568,76
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*3 849 868,98*	3 849 868,98
024	Produits des cessions d'immobilisations	360 000,00		360 000,00
Recettes d'investissement – Total		**9 435 350,26**	***4 988 437,74***	**14 423 788,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 423 788,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**12 358 922,40**	**12 420 312,56**	**12 420 312,56**
60611	Eau et assainissement	212 200,00	212 200,00	212 200,00
60612	Energie - Electricité	1 587 074,00	1 613 400,00	1 613 400,00
60613	Chauffage urbain	161 500,00	171 500,00	171 500,00
60621	Combustibles	14 000,00	14 000,00	14 000,00
60622	Carburants	149 960,00	155 050,00	155 050,00
60623	Alimentation	8 999,47	41 615,00	41 615,00
60628	Autres fournitures non stockées	100,00	100,00	100,00
60631	Fournitures d'entretien	109 407,56	90 350,00	90 350,00
60632	Fournitures de petit équipement	53 822,45	48 790,00	48 790,00
60633	Fournitures de voirie	21 600,00	21 000,00	21 000,00
60636	Vêtements de travail	61 850,00	54 500,00	54 500,00
6064	Fournitures administratives	78 192,40	74 500,00	74 500,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	100,00	100,00
6067	Fournitures scolaires	153 963,06	134 040,00	134 040,00
6068	Autres matières et fournitures	449 797,99	499 850,00	499 850,00
611	Contrats de prestations de services	1 298 181,00	1 345 760,00	1 345 760,00
6132	Locations immobilières	387 870,00	356 514,56	356 514,56
6135	Locations mobilières	574 539,99	579 900,00	579 900,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 000,00	10 400,00	10 400,00
61521	Entretien terrains	43 500,00	44 000,00	44 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	255 700,00	195 900,00	195 900,00
615231	Entretien, réparations voiries	2 751 805,00	2 696 320,00	2 696 320,00
615232	Entretien, réparations réseaux	26 200,00	36 200,00	36 200,00
61551	Entretien matériel roulant	128 528,63	111 800,00	111 800,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	29 752,81	35 600,00	35 600,00
6156	Maintenance	524 987,73	579 925,00	579 925,00
6161	Multirisques	161 650,00	172 880,00	172 880,00
617	Etudes et recherches	360,00	11 400,00	11 400,00
6182	Documentation générale et technique	23 160,74	20 678,00	20 678,00
6184	Versements à des organismes de formation	121 525,00	103 005,00	103 005,00
6188	Autres frais divers	133 132,72	83 338,00	83 338,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	110,00	110,00
6226	Honoraires	238 814,48	216 117,00	216 117,00
6228	Divers	500 352,76	563 850,00	563 850,00
6231	Annonces et insertions	80 458,57	92 235,00	92 235,00
6232	Fêtes et cérémonies	153 577,12	169 800,00	169 800,00
6236	Catalogues et imprimés	51 304,01	65 350,00	65 350,00
6237	Publications	135 000,00	120 000,00	120 000,00
6238	Divers	55 952,09	17 900,00	17 900,00
6247	Transports collectifs	47 720,93	62 604,00	62 604,00
6251	Voyages et déplacements	600,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	2 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	27 000,00	20 000,00	20 000,00
6257	Réceptions	72 398,12	70 670,00	70 670,00
6261	Frais d'affranchissement	95 538,77	99 690,00	99 690,00
6262	Frais de télécommunications	105 200,00	109 000,00	109 000,00
627	Services bancaires et assimilés	1 680,00	1 700,00	1 700,00
6281	Concours divers (cotisations)	38 350,00	39 950,00	39 950,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	31 170,00	30 620,00	30 620,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 035 899,00	1 035 675,00	1 035 675,00
6288	Autres services extérieurs	57 456,00	85 406,00	85 406,00
63512	Taxes foncières	80 000,00	82 000,00	82 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	300,00	300,00	300,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	19 680,00	22 720,00	22 720,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**16 278 525,84**	**16 765 248,69**	**16 765 248,69**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	5 430,00	5 000,00	5 000,00
6218	Autre personnel extérieur	53 460,00	34 211,83	34 211,83
6331	Versement mobilité	56 527,67	54 768,00	54 768,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	47 100,00	45 660,00	45 660,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	168 330,00	162 560,00	162 560,00
64111	Rémunération principale titulaires	6 897 032,41	7 134 960,77	7 134 960,77
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	202 890,00	238 950,00	238 950,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 501 900,00	2 628 610,00	2 628 610,00
64131	Rémunérations non tit.	1 759 049,09	1 468 979,40	1 468 979,40
64168	Autres emplois d'insertion	20 880,00	63 440,00	63 440,00
6417	Rémunérations des apprentis	26 180,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 640 268,84	1 742 560,00	1 742 560,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 329 766,91	2 584 178,69	2 584 178,69

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	79 285,00	61 385,00	61 385,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	54 107,58	59 800,00	59 800,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	15 000,00	17 000,00	17 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	112 170,00	113 830,00	113 830,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	26 110,00	26 110,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	24 113,34	23 210,00	23 210,00
6488	Autres charges	285 035,00	300 035,00	300 035,00
014	**Atténuations de produits**	**434 000,00**	**379 771,00**	**379 771,00**
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	434 000,00	379 771,00	379 771,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 236 260,26**	**3 963 526,00**	**3 963 526,00**
6531	Indemnités	298 570,92	300 000,00	300 000,00
6532	Frais de mission	8 000,00	10 000,00	10 000,00
6533	Cotisations de retraite	65 712,34	68 000,00	68 000,00
6535	Formation	17 000,00	10 000,00	10 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	70 000,00	70 000,00	70 000,00
6542	Créances éteintes	500,00	500,00	500,00
6553	Service d'incendie	1 663 099,00	1 746 746,00	1 746 746,00
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	2 032,00	2 050,00	2 050,00
6558	Autres contributions obligatoires	2 000,00	2 000,00	2 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	50 000,00	100 000,00	100 000,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	710 000,00	360 000,00	360 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 282 836,00	1 224 220,00	1 224 220,00
65888	Autres	66 510,00	70 010,00	70 010,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**33 307 708,50**	**33 528 858,25**	**33 528 858,25**
66	**Charges financières (b)**	**792 000,00**	**665 434,73**	**665 434,73**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	816 930,75	690 365,48	690 365,48
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-26 930,75	-26 930,75	-26 930,75
6688	Autres	2 000,00	2 000,00	2 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**249 650,00**	**234 700,00**	**234 700,00**
6713	Secours et dots	300,00	300,00	300,00
6714	Bourses et prix	300,00	2 550,00	2 550,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	10 000,00	8 000,00	8 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	14 143,60	9 250,00	9 250,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	100 000,00	90 000,00	90 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	124 906,40	124 600,00	124 600,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**60 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	60 000,00	60 000,00	60 000,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**34 409 358,50**	**34 488 992,98**	**34 488 992,98**
023	***Virement à la section d'investissement***	***5 991 515,67***	***3 849 868,98***	***3 849 868,98***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 088 568,76***	***1 088 568,76***	***1 088 568,76***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 088 568,76*	*1 088 568,76*	*1 088 568,76*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***7 080 084,43***	***4 938 437,74***	***4 938 437,74***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***7 080 084,43***	***4 938 437,74***	***4 938 437,74***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**41 489 442,93**	**39 427 430,72**	**39 427 430,72**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**39 427 430,72**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	147 567,13
Montant des ICNE de l'exercice N-1	174 497,88
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-26 930,75

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**195 000,00**	**155 000,00**	**155 000,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	80 000,00	40 000,00	40 000,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	115 000,00	115 000,00	115 000,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 155 700,00**	**2 199 566,67**	**2 199 566,67**
70311	Concessions cimetières (produit net)	66 000,00	60 000,00	60 000,00
70312	Redevances funéraires	4 000,00	4 000,00	4 000,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	225 355,00	226 658,57	226 658,57
70383	Redevance de stationnement	86 000,00	86 000,00	86 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	100 000,00	100 000,00	100 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	73 710,00	73 710,20	73 710,20
704	Travaux	6 000,00	5 000,00	5 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	1 000,00	10 000,00	10 000,00
70632	Redevances services à caractère loisir	7 000,00	5 200,00	5 200,00
70688	Autres prestations de services	446 400,00	410 000,00	410 000,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	14 865,00	9 035,30	9 035,30
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	415 000,00	515 209,00	515 209,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	155 000,00	155 000,00	155 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	466 000,00	446 000,00	446 000,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	89 370,00	89 073,60	89 073,60
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	4 680,00	4 680,00
73	**Impôts et taxes**	**28 769 680,00**	**29 134 609,79**	**29 134 609,79**
73111	Impôts directs locaux	22 441 639,00	22 931 628,00	22 931 628,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	5 887,00	55 000,00	55 000,00
73211	Attribution de compensation	3 063 783,00	2 622 617,79	2 622 617,79
73212	Dotation de solidarité communautaire	204 717,00	204 720,00	204 720,00
73221	FNGIR	129 754,00	129 744,00	129 744,00
7336	Droits de place	92 000,00	78 000,00	78 000,00
7338	Autres taxes	27 000,00	33 000,00	33 000,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	4 900,00	4 900,00	4 900,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	965 000,00	980 000,00	980 000,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	230 000,00	250 000,00	250 000,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 580 000,00	1 820 000,00	1 820 000,00
7388	Autres taxes diverses	25 000,00	25 000,00	25 000,00
74	**Dotations et participations**	**6 437 533,90**	**6 520 568,93**	**6 520 568,93**
7411	Dotation forfaitaire	3 173 952,90	3 129 688,85	3 129 688,85
74123	Dotation de solidarité urbaine	1 090 665,00	1 159 888,00	1 159 888,00
74127	Dotation nationale de péréquation	302 239,00	272 015,00	272 015,00
744	FCTVA	107 000,00	100 000,00	100 000,00
74718	Autres participations Etat	78 769,00	133 035,68	133 035,68
7472	Participat° Régions	38 332,00	12 100,00	12 100,00
7473	Participat° Départements	210 000,00	210 000,00	210 000,00
74741	Participat° Communes du GFP	2 500,00	2 500,00	2 500,00
7478	Participat° Autres organismes	163 605,00	191 820,40	191 820,40
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	3 000,00	3 000,00	3 000,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	35 643,00	35 640,00	35 640,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	1 195 538,00	1 205 881,00	1 205 881,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	36 290,00	35 000,00	35 000,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	30 000,00	30 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**840 117,00**	**815 665,33**	**815 665,33**
752	Revenus des immeubles	565 307,00	563 365,33	563 365,33
757	Redevances versées par fermiers, conces.	6 000,00	20 000,00	20 000,00
75814	Redevances sur l'énergie hydraulique	4 300,00	4 300,00	4 300,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	264 510,00	228 000,00	228 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**38 398 030,90**	**38 825 410,72**	**38 825 410,72**
76	**Produits financiers (b)**	**2 500,00**	**3 020,00**	**3 020,00**
761	Produits de participations	2 500,00	3 000,00	3 000,00
7688	Autres	0,00	20,00	20,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**703 473,32**	**587 000,00**	**587 000,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	530 000,00	460 000,00	460 000,00
7788	Produits exceptionnels divers	173 473,32	127 000,00	127 000,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**29 231,51**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	29 231,51	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	**39 133 235,73**	**39 415 430,72**	**39 415 430,72**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***12 000,00***	***12 000,00***	***12 000,00***

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
7768	*Neutral. amort. subv. équip. versées*	*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***12 000,00***	***12 000,00***	***12 000,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**39 145 235,73**	**39 427 430,72**	**39 427 430,72**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**39 427 430,72**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**102 283,89**	**120 000,00**	**120 000,00**
2031	Frais d'études	42 000,00	10 000,00	10 000,00
2051	Concessions, droits similaires	60 283,89	110 000,00	110 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**502 247,90**	**150 000,00**	**150 000,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	96 300,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	184 772,52	50 000,00	50 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	221 175,38	100 000,00	100 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 551 000,38**	**2 442 574,00**	**2 442 574,00**
2111	Terrains nus	141 524,37	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	176 270,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	66 996,44	0,00	0,00
2138	Autres constructions	1 181 960,90	1 500 000,00	1 500 000,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	246 460,97	243 000,00	243 000,00
2182	Matériel de transport	151 519,58	250 000,00	250 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	97 310,28	80 000,00	80 000,00
2184	Mobilier	39 857,39	65 824,00	65 824,00
2185	Cheptel	692,41	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	448 408,04	303 750,00	303 750,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**11 060 055,17**	**7 870 068,00**	**7 870 068,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 306 868,12	584 568,00	584 568,00
2313	Constructions	3 667 889,29	3 758 500,00	3 758 500,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	55,20	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 028 588,36	3 508 000,00	3 508 000,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	56 654,20	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	19 000,00	19 000,00
188221001	**Opération d'équipement n° 188221001 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
5020002	**Opération d'équipement n° 5020002 (5)**	**140 484,99**	**213 000,00**	**213 000,00**
	Total des dépenses d'équipement	**14 356 072,33**	**10 795 642,00**	**10 795 642,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 359,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	8 359,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 610 110,91**	**3 566 146,00**	**3 566 146,00**
1641	Emprunts en euros	1 564 999,99	3 482 812,64	3 482 812,64
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	2 045 110,92	83 333,36	83 333,36
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
266	Autres formes de participation	500,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**3 618 969,91**	**3 566 146,00**	**3 566 146,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**17 975 042,24**	**14 361 788,00**	**14 361 788,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***12 000,00***	***12 000,00***	***12 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***12 000,00***	***12 000,00***	***12 000,00***
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*	*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***21 024,61***	***50 000,00***	***50 000,00***
2168	*Autres collections et oeuvres d'art*	*21 024,61*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***33 024,61***	***62 000,00***	***62 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**18 008 066,85**	**14 423 788,00**	**14 423 788,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 423 788,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**1 368 238,00**	**1 527 821,00**	**1 527 821,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	57 540,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	888 368,00	888 368,00
1322	Subv. non transf. Régions	366 210,00	110 000,00	110 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	700 000,00	281 453,00	281 453,00
1342	Amendes de police non transférable	244 488,00	248 000,00	248 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**3 898 436,23**	**5 987 529,26**	**5 987 529,26**
1641	Emprunts en euros	3 898 436,23	5 987 529,26	5 987 529,26
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**5 266 674,23**	**7 515 350,26**	**7 515 350,26**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 632 360,15**	**1 560 000,00**	**1 560 000,00**
10222	FCTVA	1 274 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00
10226	Taxe d'aménagement	505 000,00	460 000,00	460 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 853 360,15	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**360 100,00**	**360 000,00**	**360 000,00**
	Total des recettes financières	**5 992 460,15**	**1 920 000,00**	**1 920 000,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**11 259 134,38**	**9 435 350,26**	**9 435 350,26**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***5 991 515,67***	***3 849 868,98***	***3 849 868,98***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***1 088 568,76***	***1 088 568,76***	***1 088 568,76***
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*19 157,00*	*19 157,00*	*19 157,00*
28031	*Frais d'études*	*3 628,00*	*3 628,00*	*3 628,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*1 905,00*	*1 905,00*	*1 905,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*6 357,00*	*6 357,00*	*6 357,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*26 000,00*	*26 000,00*	*26 000,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*44 778,00*	*44 778,00*	*44 778,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*9 528,00*	*9 528,00*	*9 528,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*392 891,00*	*392 891,00*	*392 891,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*31 684,00*	*31 684,00*	*31 684,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*4 286,00*	*4 286,00*	*4 286,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*98 029,00*	*98 029,00*	*98 029,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*5 935,00*	*5 935,00*	*5 935,00*
28182	*Matériel de transport*	*107 104,76*	*107 104,76*	*107 104,76*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*84 064,00*	*84 064,00*	*84 064,00*
28184	*Mobilier*	*79 022,00*	*79 022,00*	*79 022,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*174 200,00*	*174 200,00*	*174 200,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***7 080 084,43***	***4 938 437,74***	***4 938 437,74***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***21 024,61***	***50 000,00***	***50 000,00***
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*0,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*21 024,61*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***7 101 109,04***	***4 988 437,74***	***4 988 437,74***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**18 360 243,42**	**14 423 788,00**	**14 423 788,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**14 423 788,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 188221001 (1)
LIBELLE : CHANGEMENT MATERIEL PARKING A TPS PASSE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		37 776,07	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**7 369,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	7 369,92	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**24 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21578	Autre matériel et outillage de voirie	24 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**6 106,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	6 106,15	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5020002 (1)
LIBELLE : ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 611 341,61**	**a 0,00**	**213 000,00**	**b 213 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**447 175,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, logiciels, droits similaires	82 118,42	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	365 057,54	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 154 907,35**	**0,00**	**213 000,00**	**213 000,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	1 153 640,22	0,00	213 000,00	213 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 267,13	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**9 258,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	9 258,30	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-213 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	3 566 146	4 066 318	475 000	855 824	500 500	688 000	281 000	0	0	3 929 000	0	14 361 788
- Equipements municipaux (2)		4 066 318	475 000	855 824	500 500	688 000	281 000	0	0	3 779 000	0	10 645 642
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	150 000	0	150 000
- Opérations financières	3 566 146											3 566 146
Dépenses d'ordre	12 000											62 000
Total dépenses de l'exercice	**3 578 146**	**4 116 318**	**475 000**	**855 824**	**500 500**	**688 000**	**281 000**	**0**	**0**	**3 929 000**	**0**	**14 423 788**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**3 578 146**	**4 116 318**	**475 000**	**855 824**	**500 500**	**688 000**	**281 000**	**0**	**0**	**3 929 000**	**0**	**14 423 788**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**12 845 967**	**170 067**	**0**	**336 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 071 446**	**0**	**14 423 788**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**12 845 967**	**170 067**	**0**	**336 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 071 446**	**0**	**14 423 788**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**6 219 460**	**9 179 633**	**4 366 427**	**6 132 787**	**884 040**	**1 010 660**	**2 512 392**	**9 300**	**0**	**8 554 038**	**558 695**	**39 427 431**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**6 219 460**	**9 179 633**	**4 366 427**	**6 132 787**	**884 040**	**1 010 660**	**2 512 392**	**9 300**	**0**	**8 554 038**	**558 695**	**39 427 431**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**35 699 229**	**1 290 941**	**209 567**	**762 422**	**104 950**	**25 020**	**785 487**	**0**	**0**	**372 594**	**177 220**	**39 427 431**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**35 699 229**	**1 290 941**	**209 567**	**762 422**	**104 950**	**25 020**	**785 487**	**0**	**0**	**372 594**	**177 220**	**39 427 431**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**3 578 146**	**4 116 318**	**475 000**	**855 824**	**500 500**	**688 000**	**281 000**	**0**	**0**	**3 929 000**	**0**	**14 423 788**
Dépenses réelles		3 566 146	4 066 318	475 000	855 824	500 500	688 000	281 000	0	0	3 929 000	0	14 361 788
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	3 566 146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 566 146
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	110 000	0	0	0	0	0	0	0	10 000	0	120 000
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 000	0	150 000
21	Immobilisations corporelles	0	2 045 750	0	145 824	0	0	1 000	0	0	250 000	0	2 442 574
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 697 568	475 000	710 000	500 500	688 000	280 000	0	0	3 519 000	0	7 870 068
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	213 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	213 000
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0	213 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	213 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*12 000*	*50 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*62 000*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*12 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*50 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*
RECETTES													
Total recettes investissement		**12 845 967**	**170 067**	**0**	**336 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 071 446**	**0**	**14 423 788**
Recettes réelles		7 907 529	120 067	0	336 308	0	0	0	0	0	1 071 446	0	9 435 350
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	360 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	360 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 560 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 560 000

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
13	Subventions d'investissement	0	120 067	0	336 308	0	0	0	0	0	1 071 446	0	1 527 821
16	Emprunts et dettes assimilées	5 987 529	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 987 529
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*4 938 438*	*50 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 988 438*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*3 849 869*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 849 869*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 088 569*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 088 569*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*50 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**6 219 460**	**9 179 633**	**4 366 427**	**6 132 787**	**884 040**	**1 010 660**	**2 512 392**	**9 300**	**0**	**8 554 038**	**558 695**	**39 427 431**
Dépenses réelles		1 281 023	9 179 633	4 366 427	6 132 787	884 040	1 010 660	2 512 392	9 300	0	8 554 038	558 695	34 488 993
011	Charges à caractère général	92 317	2 975 642	485 645	3 104 404	198 650	467 260	782 515	7 800	0	4 176 415	129 665	12 420 313
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	5 572 311	2 103 136	2 685 683	610 840	0	1 479 777	1 500	0	4 012 973	299 030	16 765 249
014	Atténuations de produits	379 771	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	379 771
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	70 500	511 330	1 776 746	342 000	72 000	543 000	245 900	0	0	362 050	40 000	3 963 526
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	665 435	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	665 435
67	Charges exceptionnelles	13 000	120 350	900	700	2 550	400	4 200	0	0	2 600	90 000	234 700
68	Dot. aux amortissements et provisions	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
Dépenses d'ordre		*4 938 438*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 938 438*
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 849 869*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 849 869*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 088 569*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 088 569*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**35 699 229**	**1 290 941**	**209 567**	**762 422**	**104 950**	**25 020**	**785 487**	**0**	**0**	**372 594**	**177 220**	**39 427 431**
Recettes réelles		35 687 229	1 290 941	209 567	762 422	104 950	25 020	785 487	0	0	372 594	177 220	39 415 431
013	Atténuations de charges	145 000	0	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	155 000
70	Produits des services, du domaine, vente	136 420	830 650	0	429 683	38 600	9 020	419 880	0	0	279 314	56 000	2 199 567
73	Impôts et taxes	28 968 610	55 000	0	0	0	0	0	0	0	33 000	78 000	29 134 610
74	Dotations et participations	6 029 880	42 159	110	44 500	0	0	351 500	0	0	9 200	43 220	6 520 569
75	Autres produits de gestion courante	4 300	256 132	209 457	228 239	66 350	16 000	4 107	0	0	31 080	0	815 665
76	Produits financiers	3 020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 020
77	Produits exceptionnels	400 000	107 000	0	60 000	0	0	0	0	0	20 000	0	587 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*12 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*12 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		6 219 460,47	9 164 632,77	0,00	15 000,00	0,00	15 399 093,24
Dépenses de l'exercice		6 219 460,47	9 164 632,77	0,00	15 000,00	0,00	15 399 093,24
011	Charges à caractère général	92 317,00	2 975 642,00	0,00	0,00	0,00	3 067 959,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	5 572 310,77	0,00	0,00	0,00	5 572 310,77
014	Atténuations de produits	379 771,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379 771,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 849 868,98*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 849 868,98*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 088 568,76*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 088 568,76*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	70 500,00	496 330,00	0,00	15 000,00	0,00	581 830,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	665 434,73	0,00	0,00	0,00	0,00	665 434,73
67	Charges exceptionnelles	13 000,00	120 350,00	0,00	0,00	0,00	133 350,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		35 699 229,32	1 290 940,80	0,00	0,00	0,00	36 990 170,12
Recettes de l'exercice		35 699 229,32	1 290 940,80	0,00	0,00	0,00	36 990 170,12
013	Atténuations de charges	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*12 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*12 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	136 420,00	830 649,80	0,00	0,00	0,00	967 069,80
73	Impôts et taxes	28 968 609,79	55 000,00	0,00	0,00	0,00	29 023 609,79
74	Dotations et participations	6 029 879,53	42 159,00	0,00	0,00	0,00	6 072 038,53
75	Autres produits de gestion courante	4 300,00	256 132,00	0,00	0,00	0,00	260 432,00
76	Produits financiers	3 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 020,00
77	Produits exceptionnels	400 000,00	107 000,00	0,00	0,00	0,00	507 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		29 479 768,85	-7 873 691,97	0,00	-15 000,00	0,00	21 591 076,88

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		5 440 773,71	390 108,00	849 386,90	392 229,40	1 247 286,23	589 133,31	255 715,22	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		5 440 773,71	390 108,00	849 386,90	392 229,40	1 247 286,23	589 133,31	255 715,22	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 942 426,00	500,00	21 850,00	215 300,00	677 811,00	83 105,00	34 650,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 398 187,71	1 608,00	827 536,90	174 929,40	569 475,23	397 708,31	202 865,22	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	10,00	388 000,00	0,00	0,00	0,00	108 320,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	100 150,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	18 200,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 146 781,80	0,00	42 000,00	30 000,00	0,00	8 000,00	64 159,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 146 781,80	0,00	42 000,00	30 000,00	0,00	8 000,00	64 159,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	761 649,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	64 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	159,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	223 132,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	107 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 293 991,91	-390 108,00	-807 386,90	-362 229,40	-1 247 286,23	-581 133,31	-191 556,22	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		4 324 126,62	42 300,00	0,00	4 366 426,62
Dépenses de l'exercice		4 324 126,62	42 300,00	0,00	4 366 426,62
011	Charges à caractère général	443 344,56	42 300,00	0,00	485 644,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 103 136,06	0,00	0,00	2 103 136,06
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 776 746,00	0,00	0,00	1 776 746,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	900,00	0,00	0,00	900,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		209 567,00	0,00	0,00	209 567,00
Recettes de l'exercice		209 567,00	0,00	0,00	209 567,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	110,00	0,00	0,00	110,00
75	Autres produits de gestion courante	209 457,00	0,00	0,00	209 457,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 114 559,62	-42 300,00	0,00	-4 156 859,62

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	242 164,56	2 329 816,06	1 749 746,00	2 400,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	242 164,56	2 329 816,06	1 749 746,00	2 400,00
011	Charges à caractère général	0,00	242 164,56	196 080,00	2 700,00	2 400,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	2 103 136,06	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	30 000,00	1 746 746,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	600,00	300,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	179 457,00	30 110,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	179 457,00	30 110,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	179 457,00	30 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-62 707,56	-2 299 706,06	-1 749 746,00	-2 400,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		2 982 283,12	1 827 244,00	0,00	0,00	4 000,00	1 319 260,00	0,00	6 132 787,12
Dépenses de l'exercice		2 982 283,12	1 827 244,00	0,00	0,00	4 000,00	1 319 260,00	0,00	6 132 787,12
011	Charges à caractère général	1 555,00	1 780 289,00	0,00	0,00	4 000,00	1 318 560,00	0,00	3 104 404,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 680 728,12	4 955,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 685 683,12
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	300 000,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		481 922,33	44 500,00	0,00	0,00	0,00	236 000,00	0,00	762 422,33
Recettes de l'exercice		481 922,33	44 500,00	0,00	0,00	0,00	236 000,00	0,00	762 422,33
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	429 683,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 683,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	44 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 500,00
75	Autres produits de gestion courante	52 239,33	0,00	0,00	0,00	0,00	176 000,00	0,00	228 239,33

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-2 500 360,79	-1 782 744,00	0,00	0,00	-4 000,00	-1 083 260,00	0,00	-5 370 364,79

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES (2)	238 922,00	358 246,00	1 230 076,00	1 313 060,00	0,00	5 700,00	500,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	238 922,00	358 246,00	1 230 076,00	1 313 060,00	0,00	5 700,00	500,00	0,00
011	Charges à caractère général	238 372,00	317 486,00	1 224 431,00	1 312 360,00	0,00	5 700,00	500,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	550,00	760,00	3 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	40 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	2 000,00	2 500,00	40 000,00	236 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	2 000,00	2 500,00	40 000,00	236 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 000,00	2 500,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-236 922,00	-355 746,00	-1 190 076,00	-1 077 060,00	0,00	-5 700,00	-500,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		78 470,00	368 781,60	435 887,93	900,00	0,00	884 039,53
Dépenses de l'exercice		78 470,00	368 781,60	435 887,93	900,00	0,00	884 039,53
011	Charges à caractère général	6 470,00	68 025,00	123 255,00	900,00	0,00	198 650,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	298 206,60	312 632,93	0,00	0,00	610 839,53
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	2 550,00	0,00	0,00	0,00	2 550,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 750,00	0,00	102 200,00	0,00	0,00	104 950,00
Recettes de l'exercice		2 750,00	0,00	102 200,00	0,00	0,00	104 950,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	600,00	0,00	38 000,00	0,00	0,00	38 600,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 150,00	0,00	64 200,00	0,00	0,00	66 350,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-75 720,00	-368 781,60	-333 687,93	-900,00	0,00	-779 089,53

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	30 275,00	298 206,60	40 300,00	0,00	420 087,93	0,00	15 800,00
Dépenses de l'exercice		0,00	30 275,00	298 206,60	40 300,00	0,00	420 087,93	0,00	15 800,00
011	Charges à caractère général	0,00	27 725,00	0,00	40 300,00	0,00	107 455,00	0,00	15 800,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	298 206,60	0,00	0,00	312 632,93	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	2 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	92 200,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	92 200,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	28 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 200,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-30 275,00	-298 206,60	-40 300,00	0,00	-410 087,93	92 200,00	-15 800,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		531 310,00	389 950,00	89 400,00	0,00	1 010 660,00
Dépenses de l'exercice		531 310,00	389 950,00	89 400,00	0,00	1 010 660,00
011	Charges à caractère général	51 110,00	389 950,00	26 200,00	0,00	467 260,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	480 000,00	0,00	63 000,00	0,00	543 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	200,00	0,00	200,00	0,00	400,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		12 000,00	9 020,30	4 000,00	0,00	25 020,30
Recettes de l'exercice		12 000,00	9 020,30	4 000,00	0,00	25 020,30
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	9 020,30	0,00	0,00	9 020,30
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	12 000,00	0,00	4 000,00	0,00	16 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-519 310,00	-380 929,70	-85 400,00	0,00	-985 639,70

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	324 300,00	0,00	65 650,00	0,00	0,00	89 400,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	324 300,00	0,00	65 650,00	0,00	0,00	89 400,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	324 300,00	0,00	65 650,00	0,00	0,00	26 200,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	9 020,30	0,00	0,00	4 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	9 020,30	0,00	0,00	4 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	9 020,30	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-324 300,00	0,00	-56 629,70	0,00	0,00	-85 400,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	1 200,00	2 511 191,96	0,00	2 512 391,96
	Dépenses de l'exercice	1 200,00	2 511 191,96	0,00	2 512 391,96
011	Charges à caractère général	1 200,00	781 315,00	0,00	782 515,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	1 479 776,96	0,00	1 479 776,96
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	245 900,00	0,00	245 900,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	4 200,00	0,00	4 200,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	785 487,00	0,00	785 487,00
	Recettes de l'exercice	0,00	785 487,00	0,00	785 487,00
013	Atténuations de charges	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	419 880,00	0,00	419 880,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	351 500,00	0,00	351 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 107,00	0,00	4 107,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-1 200,00	-1 725 704,96	0,00	-1 726 904,96

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 200,00	1 370 492,97	1 500,00	1 106 588,99	32 610,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 200,00	1 370 492,97	1 500,00	1 106 588,99	32 610,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	1 200,00	344 605,00	1 500,00	402 600,00	32 610,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	775 987,97	0,00	703 788,99	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	245 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	200,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	314 080,00	0,00	471 407,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	314 080,00	0,00	471 407,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	184 680,00	0,00	235 200,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	129 400,00	0,00	222 100,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 107,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 200,00	-1 056 412,97	-1 500,00	-635 181,99	-32 610,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	9 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 300,00
Dépenses de l'exercice		0,00	9 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 300,00
011	Charges à caractère général	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 800,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-9 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-9 300,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		4 188 262,76	4 365 774,90	0,00	0,00	8 554 037,66
Dépenses de l'exercice		4 188 262,76	4 365 774,90	0,00	0,00	8 554 037,66
011	Charges à caractère général	3 044 275,00	1 132 140,00	0,00	0,00	4 176 415,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 141 937,76	2 871 034,90	0,00	0,00	4 012 972,66
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	2 050,00	360 000,00	0,00	0,00	362 050,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		13 320,00	359 273,57	0,00	0,00	372 593,57
Recettes de l'exercice		13 320,00	359 273,57	0,00	0,00	372 593,57
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	3 060,00	276 253,57	0,00	0,00	279 313,57
73	Impôts et taxes	0,00	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00
74	Dotations et participations	0,00	9 200,00	0,00	0,00	9 200,00
75	Autres produits de gestion courante	10 260,00	20 820,00	0,00	0,00	31 080,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 174 942,76	-4 006 501,33	0,00	0,00	-8 181 444,09

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		562 899,85	0,00	0,00	2 613 312,91	1 012 050,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		562 899,85	0,00	0,00	2 613 312,91	1 012 050,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	87 960,00	0,00	0,00	1 946 315,00	1 010 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	474 939,85	0,00	0,00	666 997,91	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	2 050,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		13 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		13 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	3 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-549 579,85	0,00	0,00	-2 613 312,91	-1 012 050,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		301 825,71	17 550,00	1 438 724,30	2 456 510,54	151 164,35	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		301 825,71	17 550,00	1 438 724,30	2 456 510,54	151 164,35	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	8 300,00	17 250,00	504 915,00	591 550,00	10 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	293 525,71	0,00	573 509,30	1 864 960,54	139 039,35	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	300,00	300,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	20 000,00	309 253,57	20 820,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	20 000,00	309 253,57	20 820,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	276 253,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	20 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-301 825,71	2 450,00	-1 129 470,73	-2 435 690,54	-141 964,35	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		90 000,00	400 194,59	0,00	0,00	68 500,00	0,00	0,00	0,00	558 694,59
Dépenses de l'exercice		90 000,00	400 194,59	0,00	0,00	68 500,00	0,00	0,00	0,00	558 694,59
011	Charges à caractère général	0,00	101 165,00	0,00	0,00	28 500,00	0,00	0,00	0,00	129 665,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	299 029,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299 029,59
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		56 000,00	78 000,00	0,00	0,00	43 220,40	0,00	0,00	0,00	177 220,40
Recettes de l'exercice		56 000,00	78 000,00	0,00	0,00	43 220,40	0,00	0,00	0,00	177 220,40
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	43 220,40	0,00	0,00	0,00	43 220,40

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-34 000,00	-322 194,59	0,00	0,00	-25 279,60	0,00	0,00	0,00	-381 474,19

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**3 578 146,00**	**4 116 318,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 694 464,00**
Dépenses de l'exercice		**3 578 146,00**	**4 116 318,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 694 464,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***12 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***12 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***50 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***50 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 566 146,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 566 146,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**2 045 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 045 750,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 697 568,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 697 568,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**213 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213 000,00**
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0,00	213 000,00	0,00	0,00	0,00	213 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**12 845 967,00**	**170 067,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 016 034,00**
Recettes de l'exercice		**12 845 967,00**	**170 067,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 016 034,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***3 849 868,98***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***3 849 868,98***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**360 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**360 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 088 568,76***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***1 088 568,76***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***50 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***50 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 560 000,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	120 067,00	0,00	0,00	0,00	120 067,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 987 529,26	0,00	0,00	0,00	0,00	5 987 529,26
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		9 267 821,00	-3 946 251,00	0,00	0,00	0,00	5 321 570,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		3 585 000,00	0,00	3 000,00	0,00	20 000,00	0,00	508 318,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		3 585 000,00	0,00	3 000,00	0,00	20 000,00	0,00	508 318,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 022 000,00	0,00	3 000,00	0,00	20 000,00	0,00	750,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 190 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**507 568,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**213 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	213 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**170 067,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**170 067,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***50 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**120 067,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 414 933,00	0,00	-3 000,00	0,00	-20 000,00	0,00	-508 318,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		250 000,00	225 000,00	0,00	475 000,00
Dépenses de l'exercice		250 000,00	225 000,00	0,00	475 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	250 000,00	225 000,00	0,00	475 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-250 000,00	-225 000,00	0,00	-475 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-250 000,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	855 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	855 824,00
Dépenses de l'exercice		0,00	855 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	855 824,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	145 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 824,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	710 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	710 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	336 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 308,00
Recettes de l'exercice		0,00	336 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 308,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	336 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 308,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-519 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-519 516,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		35 000,00	595 000,00	225 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		35 000,00	595 000,00	225 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	120 000,00	25 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	35 000,00	475 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		200 000,00	0,00	136 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		200 000,00	0,00	136 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00	136 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		165 000,00	-595 000,00	-89 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**500 500,00**	**0,00**	**0,00**	**500 500,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**500 500,00**	**0,00**	**0,00**	**500 500,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**500 500,00**	**0,00**	**0,00**	**500 500,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-500 500,00	0,00	0,00	-500 500,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00	480 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00	480 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00	480 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 500,00	-480 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	688 000,00	0,00	0,00	688 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	688 000,00	0,00	0,00	688 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	688 000,00	0,00	0,00	688 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-688 000,00	0,00	0,00	-688 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	688 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	688 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	688 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-688 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	281 000,00	0,00	281 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	281 000,00	0,00	281 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-281 000,00	0,00	-281 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	35 000,00	245 000,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	35 000,00	245 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	245 000,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-1 000,00	0,00	-35 000,00	-245 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		303 000,00	3 626 000,00	0,00	0,00	3 929 000,00
Dépenses de l'exercice		303 000,00	3 626 000,00	0,00	0,00	3 929 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
21	Immobilisations corporelles	3 000,00	247 000,00	0,00	0,00	250 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	300 000,00	3 219 000,00	0,00	0,00	3 519 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	1 071 446,00	0,00	0,00	1 071 446,00
Recettes de l'exercice		0,00	1 071 446,00	0,00	0,00	1 071 446,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 071 446,00	0,00	0,00	1 071 446,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-303 000,00	-2 554 554,00	0,00	0,00	-2 857 554,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	3 000,00	300 000,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	3 000,00	300 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-3 000,00	-300 000,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	243 000,00	3 160 000,00	73 000,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Dépenses de l'exercice	0,00	243 000,00	3 160 000,00	73 000,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	50 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	243 000,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	3 096 000,00	73 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	1 071 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	1 071 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 071 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-243 000,00	-2 088 554,00	-73 000,00	-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
(ENVCRCA2)	31/12/2010	1 007 073,01	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**1 007 073,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**61 868 544,48**									
1641 Emprunts en euros (total)					60 618 544,48									
(423+20)	SOCIETE GENERALE	21/12/2006	11/12/2008	31/12/2009	1 550 000,00	F	FIXE	3,908	3,907		A	C	O	A-1
(424)	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	22/12/2009	31/12/2009	31/03/2010	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,523	0,298		T	C	N	A-1
(426-1)	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	22/12/2009	26/12/2011	26/12/2012	5 700 000,00	V	EURIBOR03M	1,758	0,336		A	X Libre	N	A-1
(427)	CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONES ALPES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	2 000 000,00	F	FIXE	3,780	3,891		A	C	N	A-1
(428)	CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONES ALPES	31/12/2010	19/04/2013	19/04/2014	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,728	0,250		A	C	O	A-1
(431)	CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONES ALPES	31/12/2010	27/11/2013	27/11/2014	2 818 544,48	V	EURIBOR03M	0,627	0,207		A	C	N	A-1
(438)	CREDIT MUTUEL	21/12/2018	26/11/2019	31/01/2020	1 500 000,00	F	FIXE	1,540	1,549		T	P	O	A-1
0017830 (435)	La Banque Postale	09/12/2016	13/07/2017	01/08/2018	2 500 000,00	F	FIXE	0,990	0,990		A	P	O	A-1
2004 12 546 (4181)	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	23/12/2004	01/12/2007	01/12/2008	6 000 000,00	F	FIXE	4,704	4,701		A	P	O	A-1
2006 12 290S (421)	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	26/02/2007	01/07/2008	01/07/2009	6 000 000,00	V	TAM	2,468	0,986		A	X Libre	O	A-1
A19140GD000/001 (433)	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	24/11/2014	01/01/2016	01/01/2017	2 500 000,00	F	FIXE	2,170	2,170		A	P	O	A-1
CONTRAT CRCA (422)	CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONES ALPES	24/03/2007	30/06/2008	30/06/2009	5 000 000,00	V	TAM	2,458	2,490		A	X Libre	N	A-1
MIN280912EUR (430)	La Banque Postale	13/10/2013	04/04/2014	01/07/2015	3 000 000,00	V	EURIBOR12M	2,099	2,231		A	P	O	A-1
MIN501611EUR (434-CONSO)	La Banque Postale	16/12/2014	24/12/2015	01/04/2017	1 250 000,00	V	EURIBOR03M	1,036	1,631		T	P	O	A-1
MIN523475EUR (436)	La Banque Postale	28/12/2018	31/05/2019	01/09/2019	1 500 000,00	F	FIXE	1,520	1,551		T	C	O	A-1
MIN523476EUR (437)	La Banque Postale	28/12/2018	29/01/2020	01/05/2020	3 000 000,00	F	FIXE	1,500	1,530		T	C	O	A-1
MIR227145EUR/234809 (420)	DEXIA	14/12/2004	01/12/2007	01/12/2008	3 000 000,00	V	EURIBOR01M	0,070	0,927		A	P	N	A-1
MIR227145EUR/234809 (4201)	DEXIA	14/12/2004	01/12/2007	01/01/2012	1 000 000,00	V	TAG01M	4,398	1,166		A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MON280911EUR (429)	La Banque Postale	13/10/2013	29/11/2013	01/03/2014	4 000 000,00	F	FIXE	3,830	3,917		T	P	O	A-1
XU00275303 (4252+5)	CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONES ALPES	07/01/2008	31/12/2010	31/03/2011	300 000,00	F	FIXE	3,550	3,650		T	X Libre	O	A-1
XU00275303 (4255)	CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONES ALPES	07/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	6 000 000,00	F	FIXE	3,510	3,594		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 250 000,00									
1144/001 (432)	SOCIETE GENERALE	15/12/2014	30/12/2014	30/01/2016	1 250 000,00	V	EURIBOR03M	1,231	1,641		T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**61 868 544,48**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**33 464 559,41**					**3 566 146,00**	**690 061,48**	**0,00**	**147 960,27**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		32 714 559,57					3 482 812,64	681 681,38	0,00	146 618,60
(423+20)	N	0,00	A-1	406 875,00	7,00	F	FIXE	3,908	96 875,00	15 899,05	0,00	33,19
(424)	N	0,00	A-1	520 000,00	13,00	V	EURIBOR03M	0,000	40 000,00	0,00	0,00	0,00
(426-1)	N	0,00	A-1	2 600 000,00	4,99	V	EURIBOR03M	0,000	500 000,00	0,00	0,00	0,00
(427)	N	0,00	A-1	1 052 631,56	10,00	F	FIXE	3,780	105 263,16	40 231,57	0,00	198,95
(428)	N	0,00	A-1	588 235,29	9,31	V	EURIBOR03M	0,000	58 823,53	0,00	0,00	0,00
(431)	N	0,00	A-1	1 657 967,37	9,91	V	EURIBOR03M	0,000	165 796,73	0,00	0,00	104,50
(438)	N	0,00	A-1	1 369 886,59	17,83	F	FIXE	1,540	66 572,09	20 713,03	0,00	3 381,53
0017830 (435)	N	0,00	A-1	1 869 027,05	10,58	F	FIXE	0,990	161 666,61	18 503,37	0,00	7 085,31
2004 12 546 (4181)	N	0,00	A-1	2 314 353,65	5,92	F	FIXE	4,653	348 916,36	108 877,48	0,00	7 853,01
2006 12 290S (421)	N	0,00	A-1	2 225 000,00	6,51	F	FIXE	2,800	400 000,00	63 154,00	0,00	25 970,81
A19140GD000/001 (433)	N	0,00	A-1	1 754 349,30	9,00	F	FIXE	2,170	158 977,43	38 069,38	0,00	34 619,57
CONTRAT CRCA (422)	N	0,00	A-1	1 559 047,76	6,25	F	FIXE	3,550	228 095,00	55 346,20	0,00	35 727,87
MIN280912EUR (430)	N	0,00	A-1	2 261 293,76	12,50	V	EURIBOR12M	1,020	127 663,08	23 385,55	0,00	12 498,04
MIN501611EUR (434-CONSO)	N	0,00	A-1	918 905,19	9,00	V	EURIBOR03M	0,557	80 230,35	5 321,80	0,00	1 378,49
MIN523475EUR (436)	N	0,00	A-1	1 312 500,00	17,42	F	FIXE	1,520	75 000,00	19 792,46	0,00	1 619,75
MIN523476EUR (437)	N	0,00	A-1	2 650 000,00	13,08	F	FIXE	1,500	200 000,00	39 158,33	0,00	6 227,09
MIR227145EUR/234809 (420)	N	0,00	A-1	1 174 601,13	5,92	V	EURIBOR01M	0,000	175 891,49	0,00	0,00	0,00
MIR227145EUR/234809 (4201)	N	0,00	A-1	446 044,68	6,00	F	FIXE	3,440	56 142,94	13 765,24	0,00	1 154,98
MON280911EUR (429)	N	0,00	A-1	2 752 591,24	11,92	F	FIXE	3,830	184 398,87	102 796,85	0,00	8 470,04
XU00275303 (4252+5)	N	0,00	A-1	161 250,00	13,00	F	FIXE	3,550	12 500,00	5 634,07	0,00	14,67
XU00275303 (4255)	N	0,00	A-1	3 120 000,00	13,00	F	FIXE	3,510	240 000,00	111 033,00	0,00	280,80
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		749 999,84					83 333,36	8 380,10	0,00	1 341,67

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1144/001 (432)	N	0,00	A-1	749 999,84	8,83	V	EURIBOR03M	1,150	83 333,36	8 380,10	0,00	1 341,67
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**33 464 559,41**					**3 566 146,00**	**690 061,48**	**0,00**	**147 960,27**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	22	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	33 464 559,41	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.6

A2.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N de l'exercice	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A2.7

A2.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Voitures	7	14/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	14/11/1996
L	Mobilier	12	14/11/1996
L	Matériel de bureau	5	14/11/1996
L	Matériel informatique	3	14/11/1996
L	Matériel divers	7	14/11/1996
L	Appareils de chauffage	15	14/11/1996
L	Installations électroniques et téléphoniques	15	14/11/1996
L	Bâtiments, abris légers	10	14/11/1996
L	Logiciels	2	14/11/1996
L	Coffre fort	25	14/11/1996
L	Appareils de levage, ascenseurs	25	14/11/1996
L	Equipements de garage et ateliers	12	14/11/1996
L	Equipements de cuisine	12	14/11/1996
L	Plantations	18	14/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	18	14/11/1996
L	Bâtiments, immeubles de rapport	50	14/11/1996
L	Cheptel	3	15/05/2000
L	Frais de révision des documents durbanisme et de numérisation du cadastre	10	13/11/2006
L	Frais détudes	5	28/06/2012
L	Subv. déquipement versée pour financer lacquisition de biens mobiliers, du matériel ou des études	5	28/06/2012
L	Subvention déquipement versée pour financer des biens immobiliers ou des installations	15	28/06/2012
L	Subvention déquipement versée pour financer des projets dinfrastructure dintérêt national	30	28/06/2012
L	Subv. déquip. versée à des entrep. pour lacquisit. de biens ne relevant daucune de ces catégories	5	28/06/2012

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**140 000,00**	**140 000,00**	**0,00**	**140 000,00**
PROVISION POUR RISQUE PERTE TPLE	0,00	31/12/2021	140 000,00	140 000,00	0,00	140 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	**60 000,00**		**129 636,08**	**189 636,08**	**38 867,59**	**150 768,49**
PROVISION POUR DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS	0,00	31/12/2016	9 636,08	9 636,08	9 636,08	0,00
PROVISION POUR DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS	0,00	31/12/2017	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00
PROVISION POUR DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS	0,00	31/12/2020	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00
PROVISION POUR DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS	0,00	31/12/2021	0,00	0,00	29 231,51	-29 231,51
PROVISION POUR DEPRECIATION DES CREANCES CLIENTS	60 000,00	31/12/2022	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**60 000,00**		**269 636,08**	**329 636,08**	**38 867,59**	**290 768,49**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles		Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**3 566 146,00**	**I**	**3 566 146,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**3 566 146,00**		**3 566 146,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	3 482 812,64		3 482 812,64
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	83 333,36		83 333,36
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**3 566 146,00**	**0,00**	**0,00**	**3 566 146,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 858 437,74**	**III**	**6 858 437,74**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 560 000,00**		**1 560 000,00**
10222	FCTVA	1 100 000,00		1 100 000,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	460 000,00		460 000,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**5 298 437,74**		**5 298 437,74**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*19 157,00*		*19 157,00*
28031	*Frais d'études*	*3 628,00*		*3 628,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*1 905,00*		*1 905,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*6 357,00*		*6 357,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*26 000,00*		*26 000,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*44 778,00*		*44 778,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*9 528,00*		*9 528,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*392 891,00*		*392 891,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*31 684,00*		*31 684,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*4 286,00*		*4 286,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*98 029,00*		*98 029,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*5 935,00*		*5 935,00*
28182	*Matériel de transport*	*107 104,76*		*107 104,76*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*84 064,00*		*84 064,00*
28184	*Mobilier*	*79 022,00*		*79 022,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*174 200,00*		*174 200,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	360 000,00		360 000,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*3 849 868,98*		*3 849 868,98*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**6 858 437,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 858 437,74**

	Montant

Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**3 566 146,00**
Ressources propres disponibles	IV	**6 858 437,74**
Solde	V = IV – II (6)	**3 292 291,74**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**2 648 595,03**	**1 536 072,60**											**70 201,33**	**107 411,63**
2 - SPLA - Ste locale aménagement	2016	P	REA.EQUIPEMENTS COLLECTIFS CHAUFFERIE	Caisse d'épargne Loire drôme Ardèche	475 592,30	374 735,06	12,82	T	F	Taux fixe à 4,35%	4,350	F	Taux fixe à 4,35%	4,350	A-1	EUR	15 946,20	21 946,57
3 - OGEC de Chabrillan	2015	P		Caisse d'épargne Loire drôme Ardèche	300 000,00	243 548,07	18,27	M	F	Taux fixe à 3,49%	3,490	F	Taux fixe à 3,49%	3,490	A-1	EUR	8 346,37	9 656,83
3 - OGEC de Chabrillan	2002	P	renouvellement garantie OGEC Chabrillan	Caisse d'épargne Loire drôme Ardèche	518 326,66	201 138,05	6,07	M	F	Taux fixe à 5,80%	5,800	F	Taux fixe à 4,80%	4,800	A-1	EUR	9 036,42	28 399,13
4 - APPTE	2002	P	29 IMPASSE 4 ALLIANCES	Caisse d'épargne Loire drôme Ardèche	45 735,00	1 842,50	0,44	M	F	Taux fixe à 5,41%	5,410	F	Taux fixe à 5,41%	5,410	A-1	EUR	29,17	1 842,50
4 - APPTE	2002	C		Caisse d'Epargne Rhône-Alpes	45 735,00	1 143,96	0,49	M	F	Taux fixe à 5,41%	5,410	F	Taux fixe à 5,41%	5,410	A-1	EUR	18,06	1 143,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
7 - Adapei de la Drome	2008	P	CONSTRUCTION FOYER DE VIE	Société de Financement Local	1 263 206,07	713 664,96	11,50	A	F	Taux fixe à 5,16%	5,160	F	Taux fixe à 5,16%	5,160	A-1	EUR	36 825,11	44 422,64
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**103 904 944,44**	**74 226 998,59**											**769 171,75**	**3 079 573,86**
1 - SDH	2017	X	RUE DU BOUQUET	Caisse des Dépots et Consignations	1 780 000,00	1 528 820,51	35,35	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	4 586,46	62 250,68
1 - SDH	2017	X	RUE DU BOUQUET A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	4 400 000,00	3 816 260,45	35,35	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	41 978,86	146 034,81
1 - SDH	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	67 250,00	65 248,57	48,03	A	V	Livret A - 0,20%	0,552	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	195,75	2 122,36
1 - SDH	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	148 750,00	144 634,40	48,03	A	V	Livret A + 0,60%	1,354	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 590,98	4 395,47
1 - SDH	2012	X	RUE MAURICE MEYER	Caisse des Dépots et Consignations	190 000,00	157 656,04	30,52	A	V	Livret A + 0,60%	2,858	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 734,22	4 295,41
1 - SDH	2012	X	RUE MAURICE MEYER	Caisse des Dépots et Consignations	110 000,00	96 370,81	40,52	A	V	Livret A + 0,60%	2,858	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 060,08	1 872,86
1 - SDH	2016	X	CHEMIN DES FOURCHES	Caisse des Dépots et Consignations	550 000,00	477 368,12	34,02	A	V	Livret A + 0,60%	1,354	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	5 251,05	15 457,38
1 - SDH	2012	X	RUE MAURICE MEYER	Caisse des Dépots et Consignations	80 000,00	68 096,24	40,52	A	V	Livret A - 0,20%	2,056	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	204,29	1 563,32
1 - SDH	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	237 500,00	229 374,33	38,02	A	V	Livret A - 0,20%	0,552	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	688,12	8 532,18
1 - SDH	2013	X	RUE CHRETIEN	Caisse des Dépots et Consignations	300 000,00	246 078,46	31,02	A	V	Livret A - 0,40%	1,850	V	Livret A - 0,40%	0,100	A-1	EUR	246,08	7 571,41
1 - SDH	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	405 000,00	392 116,40	38,02	A	V	Livret A + 0,60%	1,354	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	4 313,28	13 626,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
1 - SDH	2013	X	RUE CHRETIEN	Caisse des Dépots et Consignations	1 250 000,00	1 054 284,47	31,02	A	V	Livret A + 0,40%	2,650	V	Livret A + 0,40%	0,900	A-1	EUR	9 488,56	28 576,54
1 - SDH	2017	X		Caisse des Dépots et Consignations	65 456,25	46 926,30	10,84	A	V	Livret A + 1,00%	1,750	V	Livret A + 1,00%	1,500	A-1	EUR	703,89	4 570,34
1 - SDH	2016	X	3 RUE MAURICE MEYER	Caisse des Dépots et Consignations	80 000,00	68 668,50	34,61	A	V	Livret A + 0,60%	1,354	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	755,35	2 336,06
1 - SDH	2016	X	CHEMIN DES FOURCHES	Caisse des Dépots et Consignations	2 750 000,00	2 380 953,04	34,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,354	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	26 190,48	77 096,26
1 - SDH	2012	X	RUE MAURICE MEYER	Caisse des Dépots et Consignations	172 000,00	138 469,35	30,52	A	V	Livret A - 0,20%	2,056	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	415,41	4 268,96
1 - SDH	2001	X	RUE CUIRATERIE	Caisse des Dépots et Consignations	178 138,21	80 509,05	11,50	A	V	Livret A + 0,80%	3,800	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	1 046,62	6 927,88
1 - SDH	2016	X	CHEMIN DES FOURCHES	Caisse des Dépots et Consignations	260 000,00	222 403,67	34,02	A	V	Livret A - 0,20%	0,552	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	667,21	7 848,84
1 - SDH	2000	X	Construction de 17 logements	Caisse des Dépots et Consignations	1 057 843,73	402 346,27	10,84	A	V	Livret A + 0,70%	3,710	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	4 828,16	39 269,86
1 - SDH	2017	X		Caisse des Dépots et Consignations	419 278,32	311 800,19	11,50	A	V	Livret A + 1,00%	1,750	V	Livret A + 1,00%	1,500	A-1	EUR	4 677,00	27 043,67
1 - SDH	2016	X	CHEMIN DES FOURCHES	Caisse des Dépots et Consignations	920 000,00	785 010,17	34,52	A	V	Livret A - 0,20%	0,552	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	2 355,03	27 703,77
10 - Grand Delta habitat	2018	X	QUARTIER PRACOMTAL FAUVETTE/GOELAND	Caisse des Dépots et Consignations	6 637 269,42	6 130 863,97	34,35	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	67 439,50	178 855,41
10 - Grand Delta habitat	2015	X	RESIDENCES LES SANTOLINES	Caisse des Dépots et Consignations	669 894,00	616 654,01	43,53	A	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	6 783,19	10 952,29
10 - Grand Delta habitat	2016	X	RESIDENCES LES SANTOLINES	Caisse des Dépots et Consignations	394 028,19	357 810,25	33,52	A	V	Livret A + 0,95%	1,705	V	Livret A + 0,95%	1,450	A-1	EUR	5 188,25	8 216,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
10 - Grand Delta habitat	2015	X	RESIDENCES LES SANTOLINES 16	Caisse des Dépots et Consignations	432 880,00	376 809,16	33,52	A	V	Livret A - 0,20%	0,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	1 130,43	10 540,80
10 - Grand Delta habitat	2016	X	RESIDENCES LES SANTOLINES	Caisse des Dépots et Consignations	302 049,51	274 553,15	33,52	A	V	Livret A + 1,01%	1,765	V	Livret A + 1,01%	1,510	A-1	EUR	4 145,75	6 238,32
10 - Grand Delta habitat	2016	X	RESIDENCES LES SANTOLINES	Caisse des Dépots et Consignations	291 504,44	272 645,47	43,53	A	V	Livret A + 1,01%	1,765	V	Livret A + 1,01%	1,510	A-1	EUR	4 116,95	4 409,29
10 - Grand Delta habitat	2018	X	QUARTIER PRACOMTAL LES GOELANDS	Caisse des Dépots et Consignations	616 901,39	570 662,41	28,18	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	6 277,29	16 796,54
10 - Grand Delta habitat	2015	X	RESIDENCES LES SANTOLINES	Caisse des Dépots et Consignations	1 289 329,00	1 147 070,49	33,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	12 617,78	27 969,94
10 - Grand Delta habitat	2018	X	QUARTIER PRACOMTAL - LES FAUVETTES	Caisse des Dépots et Consignations	528 522,91	488 908,21	28,18	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	5 377,99	14 390,24
10 - Grand Delta habitat	2015	X	RESIDENCES LES SANTOLINES	Caisse des Dépots et Consignations	229 476,00	206 792,92	43,53	A	V	Livret A - 0,20%	0,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	620,38	4 401,94
11 - SA HLM ADIS	2011	X	CHEMIN DE RAVALY	Caisse des Dépots et Consignations	1 589 441,00	1 284 354,00	29,93	A	V	Livret A + 0,60%	2,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	14 127,89	36 368,60
11 - SA HLM ADIS	2011	X	CHEMIN DE RAVALY	Caisse des Dépots et Consignations	342 628,00	267 748,55	29,93	A	V	Livret A - 0,20%	2,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	803,25	8 542,72
11 - SA HLM ADIS	2011	X	CHEMIN DE RAVALY	Caisse des Dépots et Consignations	45 463,00	37 860,42	39,94	A	V	Livret A - 0,20%	2,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	113,58	892,27
11 - SA HLM ADIS	2011	X	CHEMIN DE RAVALY	Caisse des Dépots et Consignations	166 910,00	143 499,34	39,94	A	V	Livret A + 0,60%	2,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 578,49	2 875,31
11 - SA HLM ADIS	2012	X	CONSTRUCTION DUN EHPAD	Caisse des Dépots et Consignations	1 000 000,00	874 570,11	40,61	A	V	Livret A + 0,60%	2,858	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	9 620,27	16 996,34
11 - SA HLM ADIS	2012	X	CONSTRUCTION DUN EHPAD	Caisse des Dépots et Consignations	7 351 277,00	6 086 947,73	30,60	A	V	Livret A + 0,60%	2,858	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	66 956,43	165 841,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
12 - CALD	2014	X	ILOT COSTON (St Pierre/Coston/Chaumartin)	Caisse des Dépots et Consignations	78 589,00	67 395,02	40,52	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	202,19	1 814,13
12 - CALD	2012	X	RUE MAURICE MEYER	Caisse des Dépots et Consignations	23 091,00	17 313,58	30,94	A	V	Livret A - 0,20%	2,056	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	51,94	695,18
12 - CALD	2012	X	RUE MAURICE MEYER	Caisse des Dépots et Consignations	7 697,00	6 088,10	40,94	A	V	Livret A - 0,20%	2,056	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	18,26	198,92
12 - CALD	2014	X	ILOT COSTON (St Pierre/Rue Chaumartin/Rue Coston)	Caisse des Dépots et Consignations	301 356,00	249 733,25	32,52	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	749,20	8 177,66
13 - Foncière Habitat et Humanisme	2012	X	ACQUISITION LOGEMENT 14 CRDE GERY	Caisse des Dépots et Consignations	22 000,00	15 985,25	20,10	A	V	Livret A - 0,20%	2,056	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	47,96	738,61
5 - ADOMA	1992	X	FOYER TRAVAILLEURS MIGRANTS	Caisse des Dépots et Consignations	85 833,43	14 905,76	4,82	A	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	A-1	EUR	178,87	2 910,48
5 - ADOMA	1992	X	FOYER TRAVAILLEURS MIGRANTS	Caisse des Dépots et Consignations	3 882,23	674,21	4,82	A	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	A-1	EUR	8,09	131,64
5 - ADOMA	1993	X		Caisse des Dépots et Consignations	575 268,04	45 081,84	1,07	A	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	A-1	EUR	540,98	22 406,48
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LES PENITENTS 2	Caisse des Dépots et Consignations	149 284,00	115 213,18	28,52	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	345,64	3 808,51
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1990	X	QUARTIER LA DAME-CH. DU PLAN	Caisse des Dépots et Consignations	37 707,20	10 207,16	5,25	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	104,11	1 744,06
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1989	X	44/46/48 RUE ST MARTIN	Caisse des Dépots et Consignations	3 488,49	828,48	4,00	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	8,45	168,99
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1992	X	LES CLES - QUARTIER LA GONDOLE	Caisse des Dépots et Consignations	167 236,57	44 292,28	5,75	A	V	Livret A + 1,30%	5,816	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	797,26	7 430,86

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2002	X	LES BASTIDONS LA DAME 4 - CH.DU PLAN SUD	Caisse des Dépots et Consignations	609 796,00	329 889,84	15,10	A	V	Livret A + 1,20%	4,200	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	5 608,13	21 513,61
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	BD GAMBETTA - PRACOMTAL	Caisse des Dépots et Consignations	545 675,00	480 754,96	33,69	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	5 288,30	11 736,87
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	1 RUE FELIX GREGOIRE	Caisse des Dépots et Consignations	773 843,00	621 829,37	31,85	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	1 865,49	20 944,09
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	1 RUE FELIX GREGOIRE	Caisse des Dépots et Consignations	2 356 243,00	1 944 077,86	31,85	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	21 384,86	59 061,83
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2009	X	LES PENITENTS 1	Caisse des Dépots et Consignations	211 834,00	163 631,94	27,35	A	V	Livret A + 0,60%	2,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 799,95	5 021,98
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	2 RUE LAMARTINE	Caisse des Dépots et Consignations	69 700,00	57 116,68	33,52	A	V	Livret A + 1,20%	3,450	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	970,98	1 254,78
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2001	X	3 RUE DES BELGES	Caisse des Dépots et Consignations	68 602,06	43 366,38	29,43	A	V	Livret A + 0,70%	3,700	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	520,40	1 838,66
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	1 PLACE DU TEMPLE A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	45 082,00	41 085,98	43,70	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	451,95	730,98
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2002	X	LES BASTIDONS LA DAME 4 - CH.DU PLAN SUD	Caisse des Dépots et Consignations	156 717,00	104 142,20	30,10	A	V	Livret A + 1,20%	4,200	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	1 770,42	4 153,19
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	LE PLAN 3	Caisse des Dépots et Consignations	60 000,00	42 141,39	26,93	A	V	Livret A - 0,70%	3,309	V	Livret A - 0,70%	-0,200	A-1	EUR	0,00	1 560,79

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1999	X	LES RIVES DU RHONE-ROUTE ROCHEMAURE	Caisse des Dépots et Consignations	533 114,21	215 856,68	9,84	A	V	Livret A + 1,30%	4,300	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	3 885,42	21 695,19
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1993	X	20 ROUTE DE SAINT PAUL	Caisse des Dépots et Consignations	125 008,19	37 790,42	6,50	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	680,23	5 445,16
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	ZAC DES TERRASSES DE MAUBEC	Caisse des Dépots et Consignations	308 648,00	257 033,88	39,94	A	V	Livret A - 0,20%	2,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	771,10	6 057,63
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	1 RUE FELIX GREGOIRE	Caisse des Dépots et Consignations	168 479,00	142 049,76	41,86	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	426,15	3 742,65
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	260 000,00	195 813,99	26,93	A	V	Livret A + 0,60%	4,613	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 153,95	6 268,15
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	24 VIEILLE ROUTE DU TEIL MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	774 899,00	682 707,72	33,69	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	7 509,78	16 667,23
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	22 RUE MONNAIE VIEILLE	Caisse des Dépots et Consignations	567 262,00	488 577,94	32,77	A	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	5 374,36	12 360,83
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1996	X	LES JARDINS OU BOUQUET-RUE LEON BLUM	Caisse des Dépots et Consignations	259 163,33	73 541,37	6,84	A	V	Livret A + 0,80%	4,312	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	956,04	10 739,88
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	32 ROUTE DE CHATEAUNEUF A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	27 259,00	24 340,27	43,70	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	73,02	518,31
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2007	X	RUE DU BOUQUET- LES EMEITEURS 2	Caisse des Dépots et Consignations	80 000,00	52 958,70	20,34	A	V	Livret A	2,750	V	Livret A	0,500	A-1	EUR	264,79	2 398,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2012	X	ACQUISITION/AMELIORATION 1 MAISON	Caisse des Dépots et Consignations	31 548,00	26 810,79	40,27	A	V	Livret A - 0,20%	2,056	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	80,43	615,51
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	32 ROUTE DE CHATEAUNEUF A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	109 037,00	94 055,31	33,69	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	282,17	2 631,79
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LES PENITENTS 2	Caisse des Dépots et Consignations	53 548,00	44 434,83	38,52	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	133,30	1 075,71
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	ZAC MAUBEC - CH.DE REDONDON	Caisse des Dépots et Consignations	1 146 816,00	985 898,20	32,35	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	2 957,69	28 466,01
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	78 et 78 bis RUE PIERRE JULIEN	Caisse des Dépots et Consignations	193 617,00	163 079,36	32,44	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	489,24	4 708,62
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1988	X	BAGATELLE - BAT. B	Caisse des Dépots et Consignations	577 607,53	122 165,03	3,75	A	V	Livret A + 1,30%	5,816	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	2 198,97	30 641,51
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1990	X	ILOT ST MARTIN- BATIMENTS D et E	Caisse des Dépots et Consignations	5 111,16	1 383,56	5,25	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	14,11	236,41
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	LE PETIT FROMENT 2	Caisse des Dépots et Consignations	762 245,00	488 117,77	17,26	A	V	Livret A + 1,20%	3,459	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	8 298,00	23 408,01
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	LES CATALINS-CONST.TOTAL 15 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	72 000,00	46 745,16	18,59	A	V	Livret A + 0,70%	2,700	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	560,94	2 205,12
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2009	X	LES PENITENTS 1	Caisse des Dépots et Consignations	40 425,00	33 777,28	37,35	A	V	Livret A + 0,60%	2,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	371,55	720,82

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2001	X	CHEMIN DE LA RESSE.MARGERIE	Caisse des Dépots et Consignations	37 350,01	19 980,58	14,68	A	V	Livret A + 0,70%	3,700	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	239,77	1 223,70
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2001	X	CHEMIN DE LA RESSE.MARGERIE	Caisse des Dépots et Consignations	128 819,42	71 543,79	14,68	A	V	Livret A + 1,20%	4,200	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	1 216,24	4 227,50
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	LE PLAN II	Caisse des Dépots et Consignations	652 482,00	428 279,20	17,10	A	V	Livret A + 1,20%	3,459	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	7 280,75	20 538,40
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	24 VIEILLE ROUTE DU TEIL MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	193 725,00	176 553,39	43,70	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 942,09	3 141,16
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2001	X	CHEMIN DE LA RESSE.MARGERIE	Caisse des Dépots et Consignations	87 505,74	66 601,07	29,68	A	V	Livret A + 1,20%	4,200	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	1 132,22	1 720,26
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1989	X	QUARTIER LES CHAMPS	Caisse des Dépots et Consignations	67 073,76	15 382,99	4,84	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	156,91	3 137,71
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LES PENITENTS 2	Caisse des Dépots et Consignations	93 561,00	80 464,72	38,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	885,11	1 663,35
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LA NITRIERE	Caisse des Dépots et Consignations	2 371 733,00	1 900 199,95	28,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	20 902,20	55 984,45
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	91 AVENUE SAINT I A7ARE.LA GONDOLE	Caisse des Dépots et Consignations	208 287,00	164 057,21	29,18	A	V	Livret A - 0,20%	1,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	492,17	5 234,37
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	ZAC MAUBEC - CH.DE REDONDON	Caisse des Dépots et Consignations	801 134,00	728 839,51	42,36	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	8 017,23	13 347,33

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1996	X	2 RUE COUCOURDIER	Caisse des Dépots et Consignations	50 308,17	14 451,91	6,50	A	V	Livret A + 0,80%	4,312	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	187,87	2 110,54
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	160 074,00	120 556,65	26,93	A	V	Livret A + 0,60%	4,613	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 326,12	3 859,11
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	91 AVENUE SAINT I A7ARE.LA GONDOLE	Caisse des Dépots et Consignations	137 388,00	115 332,27	39,19	A	V	Livret A - 0,20%	1,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	346,00	2 718,08
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1987	X	CONSTRUCTION QUARTIER LES CHAMPS	Caisse des Dépots et Consignations	1 413 964,63	213 720,77	2,00	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	2 179,95	71 927,19
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	QUARTIER LES CHAMPS	Caisse des Dépots et Consignations	279 500,00	200 856,03	16,59	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 209,42	10 809,43
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	BD GAMBETTA - PRACOMTAL	Caisse des Dépots et Consignations	60 828,00	54 314,88	43,70	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	162,94	1 156,60
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	59 000,00	41 439,02	26,93	A	V	Livret A - 0,70%	3,309	V	Livret A - 0,70%	-0,200	A-1	EUR	0,00	1 534,78
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	QUARTIER PRACOMTAL	Caisse des Dépots et Consignations	4 102 000,00	2 941 807,08	16,68	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	32 359,88	158 318,79
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	22 RUE MONNAIE VIEILLE	Caisse des Dépots et Consignations	65 724,00	57 567,55	42,78	A	V	Livret A - 0,20%	0,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	172,70	1 256,29
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2009	X	LES PENITENTS 1	Caisse des Dépots et Consignations	27 243,00	22 139,52	37,69	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	66,42	550,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	22 RUE MONNAIE VIEILLE	Caisse des Dépots et Consignations	185 003,00	165 928,56	42,78	A	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 825,21	3 038,67
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1996	X	2 RUE COUCOURDIER	Caisse des Dépots et Consignations	60 979,60	18 383,57	6,50	A	V	Livret A + 1,30%	4,813	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	330,90	2 647,72
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	45 701,00	35 142,62	36,94	A	V	Livret A - 0,70%	3,309	V	Livret A - 0,70%	-0,200	A-1	EUR	0,00	949,80
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1996	X	CLOS CHOMILLAC - CHEMIN DES GREZES	Caisse des Dépots et Consignations	794 259,38	236 540,45	6,84	A	V	Livret A + 1,30%	4,813	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	4 257,73	34 068,03
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1993	X	QUARTIER LA DAME - 1 ERE TRANCHE	Caisse des Dépots et Consignations	554 914,42	166 840,24	6,33	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	3 003,12	24 039,77
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1995	X	MARUIS MILOU - IERE TRANCHE	Caisse des Dépots et Consignations	1 208 920,70	449 326,91	8,01	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	8 087,88	50 589,97
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2007	X	OPERATION LE PROVENCAL LES ALLEES	Caisse des Dépots et Consignations	40 000,00	26 517,14	20,59	A	V	Livret A	3,000	V	Livret A	0,500	A-1	EUR	132,59	1 200,73
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	4 CHEMIN DES RENTIERS	Caisse des Dépots et Consignations	67 400,00	54 326,75	32,35	A	V	Livret A + 1,20%	3,459	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	923,55	1 241,04
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	LES PENITENTS 2	Caisse des Dépots et Consignations	186 432,00	151 462,04	29,10	A	V	Livret A + 0,60%	2,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 666,08	4 288,90
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1988	X	ILOT ST MARTIN II 3éme TRANCHE	Caisse des Dépots et Consignations	869 032,73	46 641,54	0,16	A	V	Livret A + 0,47636%	4,976	V	Livret A + 0,47636%	0,976	A-1	EUR	455,39	46 641,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	32 ROUTE DE CHATEAUNEUF A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	343 659,00	302 773,23	33,69	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	3 330,51	7 391,72
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	4 CHEMIN DES RENTIERS	Caisse des Dépots et Consignations	19 100,00	12 632,86	18,51	A	V	Livret A + 1,15%	3,400	V	Livret A + 1,15%	1,650	A-1	EUR	208,44	571,53
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1999	X	LES RIVES DU RHONE-ROUTE ROCHEMAURE	Caisse des Dépots et Consignations	77 444,10	30 074,34	9,84	A	V	Livret A + 0,80%	3,800	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	390,97	3 083,64
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	48 Ch. DE LA DAME	Caisse des Dépots et Consignations	109 889,00	94 992,94	41,86	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 044,92	2 203,91
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1992	X	MONTLOUIS - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	443 985,66	117 588,70	5,67	A	V	Livret A + 1,30%	5,816	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	2 116,60	19 727,71
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	33 BOULEVARD MEYNOT	Caisse des Dépots et Consignations	123 071,00	106 390,64	39,11	A	V	Livret A + 0,60%	2,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 170,30	2 131,76
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1988	X	QUARTIER LA DAME/CHEMIN PLAN	Caisse des Dépots et Consignations	381 122,54	74 586,27	3,00	A	V	Livret A + 0,52%	5,034	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	760,78	18 920,33
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2009	X	LES PENITENTS 1	Caisse des Dépots et Consignations	20 213,00	17 258,37	37,35	A	V	Livret A + 1,13%	2,880	V	Livret A + 1,13%	1,630	A-1	EUR	281,31	331,52
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	1 RUE FELIX GREGOIRE	Caisse des Dépots et Consignations	512 995,00	443 455,64	41,86	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	4 878,01	10 288,50
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LA NITRIERE	Caisse des Dépots et Consignations	96 138,00	79 776,63	38,52	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	239,33	1 931,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	48 Ch. DE LA DAME	Caisse des Dépots et Consignations	348 379,00	287 438,92	31,85	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	3 161,83	8 732,50
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	ZAC DES TERRASSES DE MAUBEC	Caisse des Dépots et Consignations	3 344 697,00	2 711 504,87	29,77	A	V	Livret A + 0,60%	2,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	29 826,55	76 780,72
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	RUE SAINT GUACHER	Caisse des Dépots et Consignations	98 380,00	78 820,71	28,27	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	867,03	2 322,25
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	BD GAMBETTA - PRACOMTAL	Caisse des Dépots et Consignations	243 311,00	209 880,03	33,69	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	629,64	5 872,72
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	33 BOULEVARD MEYNOT	Caisse des Dépots et Consignations	57 923,00	48 504,87	39,11	A	V	Livret A - 0,20%	1,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	145,51	1 143,14
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	LES CATALINS-CONST.TOTAL 15 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	260 000,00	173 514,22	18,59	A	V	Livret A + 1,15%	3,150	V	Livret A + 1,15%	1,650	A-1	EUR	2 862,98	7 850,04
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2007	X	OPERATION LE PROVENCAL LES ALLEES	Caisse des Dépots et Consignations	60 000,00	42 078,63	20,59	A	V	Livret A + 1,00%	4,000	V	Livret A + 1,00%	1,500	A-1	EUR	631,18	1 719,56
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1988	X	QUARTIER LA DAME/CHEMIN PLAN	Caisse des Dépots et Consignations	1 969 716,00	377 237,41	3,16	A	V	Livret A + 0,52%	5,034	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	3 847,82	95 693,96
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	1 PLACE DU TEMPLE A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	10 374,00	9 263,23	43,70	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	27,79	197,25
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1995	X	MARIUS MILOU	Caisse des Dépots et Consignations	487 836,86	177 067,82	8,50	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	3 187,22	19 936,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2007	X	RUE DU BOUQUET- LES EMEITEURS 2	Caisse des Dépots et Consignations	115 000,00	80 510,38	20,34	A	V	Livret A + 1,00%	3,750	V	Livret A + 1,00%	1,500	A-1	EUR	1 207,66	3 290,09
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	175 776,00	135 166,12	36,94	A	V	Livret A - 0,70%	3,309	V	Livret A - 0,70%	-0,200	A-1	EUR	0,00	3 653,14
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	48 Ch. DE LA DAME	Caisse des Dépots et Consignations	116 126,00	93 314,21	31,85	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	279,94	3 142,96
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	1 PLACE DU TEMPLE A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	626 799,00	552 227,46	33,69	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	6 074,50	13 481,76
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	48 Ch. DE LA DAME	Caisse des Dépots et Consignations	36 629,00	30 883,02	41,86	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	92,65	813,69
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1990	X	ILOT ST MARTIN II (3éme Tr.)	Caisse des Dépots et Consignations	70 126,55	18 727,44	5,75	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	191,02	3 199,88
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1987	X	ILOT ST MARTIN BAT D ETE	Caisse des Dépots et Consignations	502 841,19	73 443,91	2,84	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	749,13	24 717,36
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	PRACOMTAL BATIMENT H	Caisse des Dépots et Consignations	385 574,00	245 214,24	11,34	A	V	Livret A + 0,60%	2,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 697,36	19 227,52
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2012	X	ACQUISITION/AMELIORATION 1 MAISON	Caisse des Dépots et Consignations	80 452,00	64 669,32	30,27	A	V	Livret A - 0,20%	2,056	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	194,01	1 993,73
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	LES CATALINS-CONST.TOTAL 15 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	36 000,00	29 004,08	33,60	A	V	Livret A + 0,70%	2,700	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	348,05	695,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1986	X	CONSTRUCTION RUE ST PIERRE/COSTON	Caisse des Dépots et Consignations	381 122,54	29 555,83	1,41	A	V	Livret A - 0,10%	4,400	V	Livret A - 0,10%	0,400	A-1	EUR	118,22	14 966,82
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	24 VIEILLE ROUTE DU TEIL MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	234 104,00	201 938,06	33,69	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	605,81	5 650,50
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1988	X	BATIMENT QUARTIER LE FUST	Caisse des Dépots et Consignations	745 772,36	157 732,20	3,84	A	V	Livret A + 1,30%	5,816	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	2 839,18	39 562,49
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	LES EMETEURS-CONSTRUC. TOTAL 13 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	465 000,00	310 323,48	18,59	A	V	Livret A + 1,15%	3,150	V	Livret A + 1,15%	1,650	A-1	EUR	5 120,34	14 039,49
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	59 514,00	48 910,24	36,94	A	V	Livret A + 0,60%	4,613	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	538,01	1 078,25
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	ZAC DES TERRASSES DE MAUBEC	Caisse des Dépots et Consignations	886 420,00	692 697,76	29,93	A	V	Livret A - 0,20%	2,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	2 078,09	22 101,06
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1994	X	LA CAMANDRE	Caisse des Dépots et Consignations	38 112,25	12 872,19	7,09	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	231,70	1 626,49
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1997	X	RUE LEON BLUM	Caisse des Dépots et Consignations	2 347 714,86	784 971,13	7,42	A	V	Livret A + 1,30%	4,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	14 129,48	99 135,91
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	33 BOULEVARD MEYNOT	Caisse des Dépots et Consignations	73 678,00	57 889,93	29,10	A	V	Livret A - 0,20%	1,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	173,67	1 847,02
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2013	X	QUARTIER LES CHAMPS	Caisse des Dépots et Consignations	1 050 000,00	754 557,51	16,59	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	8 300,13	40 607,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	22 RUE MONNAIE VIEILLE	Caisse des Dépots et Consignations	201 526,00	169 363,92	32,77	A	V	Livret A - 0,20%	0,800	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	508,09	4 890,07
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	32 ROUTE DE CHATEAUNEUF A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	85 915,00	78 299,59	43,70	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	861,30	1 393,07
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	LES CATALINS-CONST.TOTAL 15 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	124 000,00	102 310,05	33,60	A	V	Livret A + 1,15%	3,150	V	Livret A + 1,15%	1,650	A-1	EUR	1 688,12	2 267,69
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	LE PETIT FROMENT 2	Caisse des Dépots et Consignations	335 540,00	271 479,60	32,27	A	V	Livret A + 1,20%	3,459	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	4 615,15	6 201,66
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	BD GAMBETTA - PRACOMTAL	Caisse des Dépots et Consignations	136 419,00	124 326,95	43,70	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 367,60	2 211,97
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1995	X	MARIUS MILOU	Caisse des Dépots et Consignations	67 077,56	21 411,63	8,50	A	V	Livret A + 0,80%	5,300	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	278,35	2 502,66
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	1 PLACE DU TEMPLE A MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	144 240,00	124 421,40	33,69	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	373,26	3 481,48
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1987	X	LES AMANDIERS RUE DES ETALONS	Caisse des Dépots et Consignations	770 035,23	113 376,85	2,50	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	1 156,44	38 156,70
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1994	X	QUARTIER LA DAME- RIJE D'ISLY	Caisse des Dépots et Consignations	492 410,32	163 546,48	7,42	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	2 943,84	20 665,20
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2009	X	LES PENITENTS 1	Caisse des Dépots et Consignations	238 695,00	162 774,30	17,34	A	V	Livret A + 1,13%	2,880	V	Livret A + 1,13%	1,630	A-1	EUR	2 653,22	7 854,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	ZAC DES TERRASSES DE MAUBEC	Caisse des Dépots et Consignations	925 943,00	798 817,28	39,78	A	V	Livret A + 0,60%	2,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	8 786,99	16 005,99
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	LE PLAN II	Caisse des Dépots et Consignations	37 198,00	30 096,28	32,11	A	V	Livret A + 1,20%	3,459	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	511,64	687,51
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2009	X	LES PENITENTS 1	Caisse des Dépots et Consignations	372 149,00	276 918,05	27,60	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	830,75	9 495,19
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	ZAC MAUBEC - CH.DE REDONDON	Caisse des Dépots et Consignations	3 589 383,00	3 151 460,55	32,35	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	34 666,07	79 730,72
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	91 AVENUE SAINT I A7ARE.LA GONDOLE	Caisse des Dépots et Consignations	804 007,00	654 791,06	29,18	A	V	Livret A + 0,60%	2,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	7 202,70	18 541,49
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	18 302,00	12 854,53	26,93	A	V	Livret A - 0,70%	3,309	V	Livret A - 0,70%	-0,200	A-1	EUR	0,00	476,09
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LES PENITENTS 2	Caisse des Dépots et Consignations	316 873,00	253 874,33	28,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 792,62	7 479,74
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	3 RUE JOLIOT CURIE NOCAZE	Caisse des Dépots et Consignations	296 175,00	243 404,74	36,94	A	V	Livret A + 0,60%	4,613	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 677,45	5 365,97
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2011	X	91 AVENUE SAINT I A7ARE.LA GONDOLE	Caisse des Dépots et Consignations	412 164,00	357 171,95	39,19	A	V	Livret A + 0,60%	2,600	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	3 928,89	7 156,69
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LA NITRIERE	Caisse des Dépots et Consignations	685 241,00	528 849,72	28,52	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	1 586,55	17 481,75

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	78 et 78 bis RUE PIERRE JULIEN	Caisse des Dépots et Consignations	425 246,00	366 979,00	32,44	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	4 036,77	9 284,42
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1993	X	QUARTIER LA DAME-2EME TRANCHE	Caisse des Dépots et Consignations	554 914,42	166 840,24	6,33	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	3 003,12	24 039,77
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1995	X	LES COMBES	Caisse des Dépots et Consignations	71 651,04	22 592,64	8,75	A	V	Livret A + 0,80%	5,300	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	293,70	2 640,71
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	4 CHEMIN DES RENTIERS	Caisse des Dépots et Consignations	15 000,00	11 760,53	32,35	A	V	Livret A + 0,70%	2,958	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	141,13	292,56
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2009	X	LES PENITENTS 1	Caisse des Dépots et Consignations	704 962,00	544 550,45	27,35	A	V	Livret A + 0,60%	2,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	5 990,05	16 712,65
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	RUE SAINT GUACHER	Caisse des Dépots et Consignations	66 793,00	57 443,58	38,27	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	631,88	1 187,46
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1986	X	CONSTRUCTION RUE RAYMOND GABERT	Caisse des Dépots et Consignations	625 040,97	48 471,54	1,41	A	V	Livret A - 0,10%	4,400	V	Livret A - 0,10%	0,400	A-1	EUR	193,89	24 545,57
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1987	X	CONSTRUCTION RUE ST PIERRE/COSTON	Caisse des Dépots et Consignations	341 485,80	50 512,37	2,16	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	515,23	16 999,81
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1988	X	QUARTIER BAGATELLE - BATIMENT A	Caisse des Dépots et Consignations	46 110,95	9 752,55	3,75	A	V	Livret A + 1,30%	5,816	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	175,55	2 446,14
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1996	X	CLOS CHOMILLAC - CHEMIN DES GREZES	Caisse des Dépots et Consignations	260 687,82	73 973,96	6,84	A	V	Livret A + 0,80%	4,312	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	961,66	10 803,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	ZAC MAUBEC - CH.DE REDONDON	Caisse des Dépots et Consignations	252 003,00	224 645,40	42,36	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	673,94	4 902,40
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	LES EMETEURS-CONSTRUC. TOTAL 13 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	85 000,00	55 185,25	18,59	A	V	Livret A + 0,70%	2,700	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	662,22	2 603,27
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2015	X	24 VIEILLE ROUTE DU TEIL MONTELIMAR	Caisse des Dépots et Consignations	65 026,00	58 063,41	43,70	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	174,19	1 236,42
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	78 et 78 bis RUE PIERRE JULIEN	Caisse des Dépots et Consignations	48 404,00	42 488,62	42,44	A	V	Livret A - 0,20%	1,050	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	127,47	927,22
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	LE PLAN II	Caisse des Dépots et Consignations	21 343,00	13 554,07	17,10	A	V	Livret A + 0,70%	2,958	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	162,65	679,10
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	2 RUE ANDRE BOYE	Caisse des Dépots et Consignations	54 354,00	34 977,17	18,51	A	V	Livret A + 0,70%	2,950	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	419,73	1 649,98
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2010	X	LA NITRIERE	Caisse des Dépots et Consignations	274 010,00	235 655,20	38,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 592,21	4 871,39
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2012	X	RUE GEORGES BRASSENS	Caisse des Dépots et Consignations	4 403 916,00	3 489 707,40	25,60	A	V	Livret A + 0,62%	2,878	V	Livret A + 0,62%	1,120	A-1	EUR	39 084,72	116 369,26
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2001	X	CHEMIN DE LA RESSE.MARGERIE	Caisse des Dépots et Consignations	19 056,13	14 050,76	29,68	A	V	Livret A + 0,70%	3,700	V	Livret A + 0,70%	1,200	A-1	EUR	168,61	391,87
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1995	X	LES COMBES	Caisse des Dépots et Consignations	161 595,96	57 941,98	8,59	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	1 042,96	6 523,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1999	X	33 IMPASSE MONNAIE VIEILLE	Caisse des Dépots et Consignations	7 622,45	2 960,07	9,84	A	V	Livret A + 0,80%	3,800	V	Livret A + 0,80%	1,300	A-1	EUR	38,48	303,51
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2014	X	78 et 78 bis RUE PIERRE JULIEN	Caisse des Dépots et Consignations	106 311,00	95 525,12	42,44	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	1 050,78	1 749,36
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2008	X	LE PLAN 3	Caisse des Dépots et Consignations	82 000,00	61 756,73	26,93	A	V	Livret A + 0,60%	4,613	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	679,32	1 976,88
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2004	X	14 RUE ALEXANDRE DUMAS-MAISON ZANGA	Caisse des Dépots et Consignations	51 650,00	41 631,71	32,44	A	V	Livret A + 1,20%	3,459	V	Livret A + 1,20%	1,700	A-1	EUR	707,74	951,03
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1989	X	RUE ST PIERRE ET COSTON	Caisse des Dépots et Consignations	22 104,50	5 249,55	4,00	A	V	Livret A + 0,52%	5,020	V	Livret A + 0,52%	1,020	A-1	EUR	53,55	1 070,76
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	2005	X	LES EMETEURS-CONSTRUC. TOTAL 13 LOGEMENTS	Caisse des Dépots et Consignations	160 000,00	132 012,98	33,60	A	V	Livret A + 1,15%	3,150	V	Livret A + 1,15%	1,650	A-1	EUR	2 178,21	2 926,06
5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	1995	X	MARIUS MILOU - 1 ERE TRANCHE	Caisse des Dépots et Consignations	208 855,15	75 807,16	8,50	A	V	Livret A + 1,30%	5,800	V	Livret A + 1,30%	1,800	A-1	EUR	1 364,53	8 535,17
9 - Habitat Dauphinois	2013	X	ROUTE DE ST PAUL "RESVILLA REAL"	Caisse des Dépots et Consignations	306 949,01	271 978,71	41,19	A	V	Livret A + 0,60%	2,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 991,77	5 129,50
9 - Habitat Dauphinois	2017	X	LES RESIDENCES DU PARC	Caisse des Dépots et Consignations	89 756,52	81 000,15	35,52	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	243,00	2 342,57
9 - Habitat Dauphinois	2017	X	LES RESIDENCES DU PARC	Caisse des Dépots et Consignations	207 414,47	193 788,41	45,53	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	2 131,67	3 822,60
9 - Habitat Dauphinois	2013	X	ROUTE DE ST PAUL "RESVILLA REAL"	Caisse des Dépots et Consignations	532 319,81	449 928,74	31,18	A	V	Livret A + 0,60%	2,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	4 949,22	11 806,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
9 - Habitat Dauphinois	2013	X	ROUTE DE ST PAUL "RESVILLA REAL"	Caisse des Dépots et Consignations	143 502,50	118 022,75	31,18	A	V	Livret A - 0,20%	1,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	354,07	3 519,53
9 - Habitat Dauphinois	2013	X	ROUTE DE ST PAUL "RESVILLA REAL"	Caisse des Dépots et Consignations	90 963,70	78 518,39	41,19	A	V	Livret A - 0,20%	1,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	235,56	1 756,97
9 - Habitat Dauphinois	2017	X	LES RESIDENCES DU PARC	Caisse des Dépots et Consignations	341 354,09	312 251,77	35,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	3 434,77	7 986,25
9 - Habitat Dauphinois	2017	X	LES RESIDENCES DU PARC	Caisse des Dépots et Consignations	47 819,78	44 104,35	45,53	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	0,300	A-1	EUR	132,31	1 011,78
SA Logement et gestion immobilière pour la région lyonnaise	1981	P	construction foyer migrants	Caisse des Dépots et Consignations	753 585,98	45 081,61	1,07	A	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	A-1	EUR	540,98	22 406,48
TOTAL GENERAL					**106 553 539,47**	**75 763 071,19**											**839 373,08**	**3 186 985,49**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	177 612,96
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	4 256 511,48
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**4 434 124,44**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**39 415 430,72**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**11,25**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00	
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses	0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**88,00**	**2,00**	**90,00**	**77,00**	**10,00**	**87,00**
Adjoint administratif territorial	C	16,00	0,00	16,00	15,00	1,00	16,00
Adjoint administratif territorial principal de 1re classe	C	36,00	0,00	36,00	34,90	0,00	34,90
Adjoint administratif territorial principal de 2me classe	C	10,00	0,00	10,00	9,20	0,00	9,20
Attach	A	6,00	0,00	6,00	2,00	4,00	6,00
Attach hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attach principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Rdacteur	B	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Rdacteur principal de 1re classe	B	12,00	0,00	12,00	10,30	1,00	11,30
Rdacteur principal de 2me classe	B	4,00	0,00	4,00	3,60	0,00	3,60
FILIERE TECHNIQUE (c)		**160,00**	**2,49**	**162,49**	**151,23**	**10,66**	**161,89**
Adjoint technique territorial	C	33,00	2,49	35,49	25,83	9,66	35,49
Adjoint technique territorial principal de 1re classe	C	14,00	0,00	14,00	13,80	0,00	13,80
Adjoint technique territorial principal de 2me classe	C	29,00	0,00	29,00	28,80	0,00	28,80
Agent de maitrise	C	24,00	0,00	24,00	23,90	0,00	23,90
Agent de maitrise principal	C	39,00	0,00	39,00	39,00	0,00	39,00
Ingnieur	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ingnieur principal	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien principal de 1re classe	B	7,00	0,00	7,00	6,00	1,00	7,00
Technicien principal de 2me classe	B	5,00	0,00	5,00	4,90	0,00	4,90
FILIERE SOCIALE (d)		**22,00**	**1,83**	**23,83**	**21,83**	**0,00**	**21,83**
Agent spcialis principal de 1re classe des coles maternelles	C	20,00	0,00	20,00	18,20	0,00	18,20
Agent spcialis principal de 2me classe des coles maternelles	C	2,00	1,83	3,83	3,63	0,00	3,63
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**3,00**	**1,50**	**4,50**	**1,80**	**2,50**	**4,30**
Cadre suprieur de sant	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmi?re de classe normale	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Medecin 2me classe	A	1,00	1,50	2,50	0,80	1,50	2,30
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE CULTURELLE (h)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**2,00**	**2,00**	**4,00**
Adjoint territorial du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1re classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Attach territorial de conservation (patrimoine)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**33,00**	**11,56**	**44,56**	**33,38**	**10,58**	**43,96**
Adjoint territorial d'animation	C	18,00	11,56	29,56	18,68	10,58	29,26
Adjoint territorial d'animation principal de 1re classe	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint territorial d'animation principal de 2me classe	C	9,00	0,00	9,00	8,70	0,00	8,70
Animateur principal de 1re classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Animateur principal de 2me classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**29,00**	**0,00**	**29,00**	**29,00**	**0,00**	**29,00**
Brigadier-chef principal	C	20,00	0,00	20,00	20,00	0,00	20,00
Chef de service de police municipale principal de 1re classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef de service de police municipale principal de 2me classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur de police municipale	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Gardien-brigadier principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**339,00**	**19,38**	**358,38**	**316,24**	**35,74**	**351,98**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	340	0,00	3-2	CDD
Adjoint territorial du patrimoine	C	CULT	340	0,00	3-2	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	369	0,00	3-2	CDD
Attach	A	ADM	450	0,00	3-2	CDD
Attach	A	ADM	390	0,00	3-2	CDD
Attach	A	ADM	635	0,00	3-2	CDD
Attach	A	ADM	575	0,00	A 3-3-2ø	CDD
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	575	0,00	A 110	CDD
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	460	0,00	A 110	CDD
Infirmi?re de classe normale	A	MS	409	0,00	A 3-3-2ø	CDD
Medecin 2me classe	A	MS	792	0,00	A 3-3-2ø	CDD
Medecin 2me classe	A	MS	792	0,00	A 3-3-2ø	CDD
Rdacteur	B	ADM	343	0,00	A 3-a	CDD
Rdacteur	B	ADM	349	0,00	A 3-a	CDD
Rdacteur principal de 1re classe	B	ADM	392	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 1re classe	B	TECH	508	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**5 048,50**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	340	0,00	A 3-a	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	340	0,00	3-b	
Adjoint technique territorial	C	TECH	340	0,00	A 3-a	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	340	0,00	3-b	CDD
Adjoint technique territorial principal 2me classe	C	TECH	346	0,00	A 3-a	CDD
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	340	0,00	A 3-a	CDD
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	340	0,00	3-1	CDD
Agent spcialis principal de 2me classe des coles maternelles	C	S	340	0,00	A 3-a	CDD
Contrat Adulte Relais	C	TECH		1 589,50	A Contrat Adulte Relais	CDD
Contrat civique	C	ANIM		140,00	A Contrat civique	CDD
Contrat civique	C	ANIM		140,00	A Contrat civique	CDD
Educateur territorial des A.P.S principal de 1re classe	B	SP	484	0,00	A 3-a	CDD
Parcours Emploi Comptences	C	TECH		1 589,50	A PEC	CDD
Parcours Emploi Comptences	C	TECH		1 589,50	A PEC	CDD
Recenseur	C	ADM	340	0,00	A 3-a	CDD
TOTAL GENERAL				**5 048,50**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à HOTEL DE VILLE (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- DSP	SODEXO France		SA	1 293 060,00
Détention d'une part du capital				
- Part de capital en %	MONTELIMAR AGGLO DEVELOPPEMENT	SPL	SA	40,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	1 - SDH	ESH	Privé	12 713 395,34
-	10 - Grand Delta habitat	ESH	Privé	10 442 770,04
-	11 - SA HLM ADIS	ESH	Privé	8 694 980,15
-	12 - CALD	Association	Privé	340 529,95
-	13 - Foncière Habitat et Humanisme	ESH	Privé	15 985,25
-	2 - SPLA - Ste locale aménagement	SEM	Privé	374 735,06
-	3 - OGEC de Chabrillan	Association	Privé	444 686,12
-	4 - APPTE	Association	Privé	2 986,46
-	5 - ADOMA	ESH	Privé	60 661,81
-	5914 - MONTELIMAR Agglomération Habitat	OPH	Public	40 364 001,17
-	7 - Adapei de la Drome	Association	Privé	713 664,96
-	9 - Habitat Dauphinois	ESH	Privé	1 549 593,27
-	SA Logement et gestion immobilière pour la région lyonnaise	Entreprise	Privé	45 081,61
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
CA montelimar agglomération		FPU	0,00
Autres organismes de regroupement			
Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (FNCC)	19/03/2002	Sans fiscalité propre	832,00
Association des Maires et Présidents de Communautés de la Drôme	25/06/2002	Sans fiscalité propre	11 327,76
VILLES DE France (ex Fédération des Villes Moyennes)	25/03/2005	Sans fiscalité propre	3 657,51
Association Nationale des Elus en charge du sport (ANDES)	10/11/2005	Sans fiscalité propre	464,00
Les Eco Maires	02/02/2010	Sans fiscalité propre	3 593,16
Conseil National des Villes et Villages Fleuris (CNVVF)	02/04/2013	Sans fiscalité propre	450,00
Observatoire National de lAction Sociale	29/06/2015	Sans fiscalité propre	990,00
Syndicat mixte des Baronnies	23/04/2018	Sans fiscalité propre	16 153,20
Groupement régional des centres de santé	08/06/2020	Sans fiscalité propre	120,00
ANET	25/02/2021	Sans fiscalité propre	1 268,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre communal d'action sociale		-	SPA	Non
PRE	Caisse des écoles	01/01/2006	-	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Etablissement Public	Service de l'eau potable	09/04/1992	- 09/04/1992	21260198300316	SPIC	Oui
Etablissement Public	Service du stationnement	01/04/2019	- 30/03/2009	21260198300357	SPIC	Non

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	61 191 768,00	2,30	20,54	0,00	22 372 217,35	2,30
TFPNB	367 342,76	-0,70	67,85	0,00	249 242,00	-0,70
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**61 559 110,76**	**2,30**			**22 621 459,35**	**2,30**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

BUDGET PRIMITIF 2022

Rapport de présentation

SOMMAIRE

SOMMAIRE **2**

I. Budget général 2022 ..... **3**

A. L'équilibre du budget 2022 ..... *3*

B. La section de fonctionnement *3*

a) L'évolution des dépenses de fonctionnement 3

b) L'évolution des recettes de fonctionnement 5

c) La répartition des charges de fonctionnement par secteur 9

C. La section d'investissement *10*

d) Les dépenses d'investissement 10

e) Les recettes d'investissement 11

II. Budgets annexes **13**

A. Le budget annexe du stationnement *13*

B. Le budget annexe de l'eau potable *14*

Après le rapport d'orientation budgétaire présenté lors de la séance du conseil municipal du 16 novembre 2021, le budget primitif 2022 concrétise les orientations de la municipalité.

Ce rapport de présentation a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal des instructions comptables et budgétaires (M14 et M4).

Les comparaisons, effectuées dans ce rapport avec le budget précédent, s'effectuent par rapport au budget cumulé 2021 (budget + décisions modificatives + virements internes + restes à réaliser n-1). Le budget 2022 n'intègre pas les résultats et restes à réaliser 2021.

I. Budget général 2022

A. L'équilibre du budget 2022

	Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	**39 427 K€**	**39 427 K€**
dont Crédits réels	34 489 K€	39 415 K€
dont Crédits d'ordre	4 938 K€	12 K€
	+	+
	Investissement	
	Dépenses	Recettes
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	**14 424 K€**	**14 424 K€**
dont Crédits réels	14 362 K€	9 435 K€
dont Crédits d'ordre	62 K€	4 988 K€
	=	=
Total du budget	**53 851 K€**	**53 851 K€**

Le budget 2022 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 39 427K€ et en section d'investissement à hauteur de 14 424K€. Le montant global est de 53 851K€.

B. La section de fonctionnement

a) L'évolution des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordre) s'élèvent en 2022 à 34 489K€. Elles augmentent de 0.2% par rapport au budget 2021 ; soit en valeur absolue une hausse de 79.6K€.
L'analyse détaillée de chaque chapitre budgétaire relève les évolutions suivantes :

Chapitre	BP 2021	BP 2022	Variat. En €	Variat. En %
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	12 358,9K€	12 420,3K€	61,4K€	0,5%
012 - CHARGES DE PERSONNEL	16 278,5K€	16 765,2K€	486,7K€	3,0%
014 - ATTENUATIONS DE PRODUITS	434,0K€	379,8K€	-54,2K€	-12,5%
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION	4 236,3K€	3 963,5K€	-272,7K€	-6,4%
66 - CHARGES FINANCIERES	792,0K€	665,4K€	-126,6K€	-16,0%
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	249,7K€	234,7K€	-15,0K€	-6,0%
68 - DOT. PROVISIONS	60,0K€	60,0K€	0,0K€	0,0%
Total général	**34 409,4K€**	**34 489,0K€**	**79,6K€**	**0,2%**

Les explications relatives aux évolutions à la hausse ou à la baisse sont exposées dans les paragraphes ci-après.

➢ Les dépenses à caractère général (chapitre 011)

Ce chapitre enregistre l'ensemble des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de tous les équipements publics et aux animations de la ville. Ce budget est en très légère hausse par rapport à 2021 avec comme objectif l'amélioration de l'efficience. Il est à noter que la progression des charges à caractère général est particulièrement faible et en tout état de cause inférieure à l'inflation.

➢ Les charges de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel prévisionnelles pour 2022 sont en augmentation de 3% par rapport au budget 2021 soit +487K€.
Cette augmentation est à relativiser eu égard aux recettes qui résultent de subventions obtenues par la municipalité pour le financement d'un certain nombre de postes. Ces recettes sont estimées à 230 K€.
Nette de ces recettes, l'augmentation des coûts de personnel ne serait donc que de 257 K€ (soit + 1,57%), ce qui reste relativement correct au regard de l'impact du GVT chiffré à lui seul à 0,9% en 2022 et qui constitue un élément invariant de la croissance de la masse salariale.

Il est à noter que les prévisions budgétaires 2022 incluent le recrutement de 2 policiers municipaux supplémentaires, la création de 4 postes dans le secteur social (CCAS et Centres sociaux), et le recrutement de 9 agents recenseurs pour 2 mois (le recensement 2021 ayant été annulé pour cause de COVID).

➢ Atténuations des produits (chapitre 014)

Ce chapitre concerne le montant prélevé par l'Etat pour le fonds de péréquation (FPIC). Le montant 2022 est estimé, en fonction de la mise à jour des paramètres nationaux, à 379.8K€.

➢ Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre regroupe les budgets pour les pertes sur créances irrécouvrables, les participations obligatoires (au Service Départemental d'Incendie et de Secours), les subventions aux organismes publics (dont le CCAS), les subventions aux associations et les indemnités aux élus

La variation de ce chapitre est notamment liée :

- au doublement de la subvention versée au CCAS
- à la baisse de la subvention d'équilibre au budget annexe stationnement de 350K€ compte tenu du changement de l'ensemble du matériel vétuste permettant d'améliorer les rotations et le niveau de recette.
- L'augmentation de la participation au centre de secours de +5% soit +84K€ pour compenser la non augmentation de la participation sur la durée du mandat précèdent.

➢ Les charges financières (chapitre 66)

Les charges devraient baisser de 126K€ grâce à d'une gestion active de la dette et de la baisse de l'encours de dette.

➢ Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

Ce chapitre enregistre les annulations des titres de recettes sur les exercices antérieurs, le règlement des indemnités suite aux contentieux ainsi que les inhumations des indigents, la participation pour la zone d'activités des Léonards et de Fortuneau et les crédits pour la gestion des procédures de périls. Ce budget reste stable par rapport à 2021.

➢ Les dotations aux provisions (chapitre 68)

Une provision de 60K€ est inscrite pour la dépréciation des éventuelles créances douteuses que le trésor public pourrait nous communiquer.

b) L'évolution des recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordre) s'élèvent en 2022 à 39 415.4K€. Elles augmentent de 0.7% par rapport au budget 2021.
L'analyse de chaque chapitre budgétaire relève les évolutions suivantes :

Chapitre		BP 2021	BP 2022	Variat. En €	Variat. En %
013	- ATTENUATIONS DE CHARGES	195,0 K€	155,0 K€	-40,0 K€	-20,5%
70	- PRODUITS DE SERVICES	2 155,7 K€	2 199,6 K€	43,9 K€	2,0%
73	- IMPOTS ET TAXES	28 769,7 K€	29 134,6 K€	364,9 K€	1,3%
74	- DOTATIONS et SUBVENTIONS	6 437,5 K€	6 520,6 K€	83,0 K€	1,3%
75	- AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	840,1 K€	815,7 K€	-24,5 K€	-2,9%
76	- PRODUITS FINANCIERS	2,5 K€	3,0 K€	0,5 K€	20,8%
77	- PRODUITS EXCEPTIONNELS	703,5 K€	587,0 K€	-116,5 K€	-16,6%
78	- REPRISES SUR PROVISIONS	29,2 K€	0,0 K€	-29,2 K€	-100,0%
Total général		**39 133,2 K€**	**39 415,4 K€**	**282,2 K€**	**0,7%**

Les explications relatives aux évolutions (à la hausse ou à la baisse) sont exposées dans les paragraphes ci-après.

➢ Atténuations des charges (chapitre 013)

Dans ce chapitre sont comptabilisés la participation des agents aux chèques déjeuner (115K€) et le remboursement des indemnités journalières. Le montant est réajusté au réalisé 2021.

➢ Produits de services, du domaine et ventes (chapitre 70)

Ce chapitre englobe les recettes liées aux concessions des cimetières, aux redevances d'occupation du domaine public (terrasses, travaux…), à la redevance photovoltaïque du bâtiment de Gournier et du parc de Fortuneau, aux activités des centres sociaux (famille et prestation CAF), à la facturation à l'agglomération des services partagés, au remboursement des charges locatives (MSP…), au remboursement des mise à disposition du personnel et aux recettes des consultations du centre municipal de santé (CMS).
La variation 2022 de ce chapitre est expliquée par le remboursement de 2 agents mis à disposition de l'agglomération et le réajustement des recettes des consultations du CMS moins importantes que prévues initialement (-116K€).

➢ Impôts et taxes (chapitre 73)

Ce chapitre comptabilise les contributions directes (TH et TF), la fiscalité reversée par l'agglomération, les taxes liées à la production énergétique, la taxe sur la publicité et les droits de mutation.

	BP 2021	BP 2022	Evol.22-21
Impôts locaux	22 447,5 K€	22 931,6 K€	2,2%
Taxe sur les friches commerciales	0,0 K€	55,0 K€	
Fiscalité reversée	3 398,3 K€	2 957,1 K€	-13,0%
Taxes production énergitique	969,9 K€	984,9 K€	1,5%
Taxe sur la publicité	230,0 K€	250,0 K€	8,7%
Droits de mutation	1 580,0 K€	1 820,0 K€	15,2%
Autres	144,0 K€	136,0 K€	-5,6%
Total	**28 769,7 K€**	**29 134,6 K€**	**1,3%**

Concernant, les contributions directes, conformément aux engagements, les taux d'imposition n'augmenteront pas en 2022.

L'estimation des impôts locaux est la suivante :

K€	2021	2022
Bases nettes TH	2 162 417 €	2 201 341 €
Evolution	*- 96,6%*	*+ 1,8%*
Taux TH	14,09%	14,09%
Produit TH	**304 685 €**	**310 169 €**
Bases totales FB	59 816 000 €	61 191 768 €
Evolution	*- 3,9%*	*+ 2,3%*
Taux FB	**36,05%**	**36,05%**
Coefficient correcteur	1,0142	1,0142
Produit FB	**21 869 225 €**	**22 372 217 €**
Bases FNB	370 100 €	367 343 €
Evolution	*- 2,5%*	*- 0,7%*
Taux FNB	67,85%	67,85%
Produit FNB	**251 113 €**	**249 242 €**
Produit fiscal direct	**22 425 023 €** *+ 1,8%*	**22 931 628 €** *+ 2,3%*

La fiscalité reversée est en baisse compte tenu du renforcement de la mutualisation par la création de nouveaux services communs (DG, assemblées,…).

Les droits de mutation sont en hausse en 2021 et la tendance devrait se poursuivre en 2022 avec l'augmentation des transactions post crise sanitaire.

➢ Dotations, subventions et participations (chapitre 74)

Ce chapitre englobe la dotation globale de fonctionnement, les compensations liées aux dégrèvements de fiscalité versées par l'Etat, les contrats aidés et les diverses subventions (Fisac, sauvegarde de l'enfance et centre municipal de santé).

Il est prévu une recette supplémentaire d'environ 90K€ correspondant à des subventions sollicitées et obtenues pour financer des embauches (coordonnateur santé, agents de propreté urbaine, agents des espaces verts…). Une subvention de 30k€ a également été sollicitée et obtenue afin de financer les petits déjeuners dans les écoles.

Concernant, la DGF, l'estimation tient compte des éléments du projet de loi de finances 2022 à savoir une dotation stable et une augmentation des dotations de péréquation (DSU et DSR) de 190 millions d'euros.

Cette augmentation est assurée par la mécanique de diminution annuelle de la dotation forfaitaire. Cet écrêtement concerne les communes dont le potentiel fiscal de l'année précédente est supérieur à 75% de la moyenne.
L'écrêtement 2022 de la ville est estimé à 67.1K€. L'estimation prend en compte une estimation d'augmentation de la population de +0.50%. Le montant de la DGF est estimé à 4 561.6K€ soit -5.3K€ par rapport à 2021.

	2021	2022
Population DGF	41 129 +443 hab + 1,09%	41 332 +203 hab + 0,49%
Part dynamique de la population	49,7K€	22,8K€
Ecretement	-58,2 K€	-67,1 K€
Dotation forfaitaire avant CRFP	5 309,4K€	5 265,1K€
Participation redress. Comptes publics	-2 135,4K€	-2 135,4K€
variation	0,0K€	0,0K€
Dotation forfaitaire	**3 174,0K€** **-8,5K€** **-0,27%**	**3 129,7K€** **-44,3K€** **-1,39%**
DNP	302,2 K€ -10,00%	272,0 K€ -10,00%
DSU	1090,7 K€ 6,47%	1159,9 K€ 6,35%
Total DGF	**4 566,9K€** **24,2K€** **0,5%**	**4 561,6K€** **-5,3K€** **-0,1%**

➢ Autres produits de gestion courante (chapitre 75)

Ce chapitre enregistre toutes les recettes liées aux loyers perçus pour l'utilisation des bâtiments communaux et les autres produits de gestion (sport Zap, fourrière automobile, vente publicitaire du Mag, compensation tarifaire restauration scolaire et remboursement des repas des encadrants périscolaire).
Le niveau de recettes de ce chapitre reste stable par rapport à 2021.

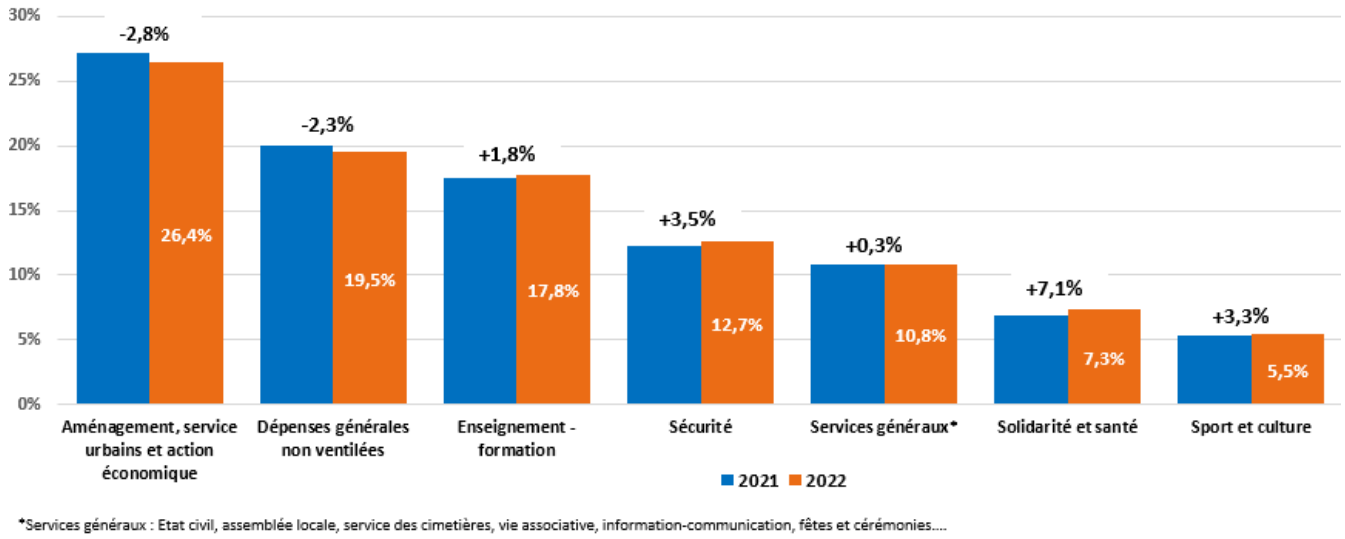
➢ Produits financiers (chapitre 76)

Les produits financiers sont essentiellement liés aux dividendes de la CNR et la rétrocession des intérêts des index monétaires négatifs.

➢ Produits exceptionnels (chapitre 77)

Ce chapitre enregistre principalement les produits perçus au titre des périls, des sinistres et des contentieux divers, du recouvrement des impayés de la restauration scolaire ainsi que l'annulation des rattachements de mandats émis à tort.
L'évaluation des produits exceptionnels reste estimative et prudente.

c) La répartition des charges de fonctionnement par secteur



*Services généraux : Etat civil, assemblée locale, service des cimetières, vie associative, information-communication, fêtes et cérémonies....

Le budget aménagement, service urbains et action économique est estimé à 9.1M€. 78.4% de ce budget sera consacré à la propreté, la gestion des espaces verts, l'éclairage publics et l'entretien de la voirie. Un budget supplémentaire de +1.4% est affecté à ce poste afin d'améliorer le cadre de vie des habitants.
Des crédits sont également prévus en 2022 pour la poursuite de l'animation du FISAC du centre-ville en lien avec les différents partenaires (CMA, CCI, SCIC…).
De manière globale, la baisse de ce secteur est liée à la réduction du besoin de subvention d'équilibre du budget annexe de stationnement (-350K€) conséquence positive des investissements voulus et réalisés par la municipalité en 2021.

Les dépenses générales non ventilées ne sont pas réparties comptablement mais interviennent forcement dans les autres secteurs d'activités. Ce budget est en baisse de 2.3% permettant ainsi de dégager des ressources supplémentaires pour les autres actions à destination des habitants.

Le budget enseignement et formation, en hausse de 1.8%, représente 17.8% des dépenses globales et permet de faire fonctionner les 7 écoles maternelles, 8 écoles élémentaires et 4 groupes scolaires (maternelle et élémentaire). Pour rappel, une dotation globale par enfant est attribuée à chaque école leur permettant d'utiliser les crédits en fonction de leurs besoins et choix pédagogiques. De plus, la ville s'est engagée dans la mise en place des petits déjeuners fin d'année scolaire dernière et ce programme devrait se réaliser tout au long de l'année 2022

La sécurité reste une priorité avec environ 4.37M€ de prévus, en hausse de 3.5% avec notamment l'embauche de nouveaux policiers afin de garantir la sécurité de tous. Il est également prévu le soutien financier au centre de secours pour un montant de 1.76M€ (+ 5 % par rapport à 2021).

Le budget des services généraux, qui englobe le service de l'Etat civil, l'assemblée locale, le service cimetières, la vie associative, la communication et les fêtes et cérémonies, représente un montant de 3.7M€ et est stable par rapport à 2021.

Le budget solidarité et santé, en hausse de 7.1%, représente 7.3% des dépenses globales avec notamment le soutien financier au CCAS, la politique de promotion de la retraite active, les actions découlant du contrat de ville, le fonctionnement du centre municipal de santé et des centres sociaux. Des embauches sont prévues pour étoffer le CCAS et les centres sociaux. La nomination de référents famille et jeunesse sur chaque structure va permettre de travailler plus efficacement sur la parentalité et la jeunesse et de développer des actions en ce sens. Il est également prévu un travail autour des jardins partagés pour développer le lien social et l'accompagnement social des familles

Pour finir, le budget sport et culture est estimé à 1.9M€ avec la gestion du budget du Musée de la ville, de l'espace Chabrillan, de la gestion des stades, des tennis et l'aide aux associations.
L'action sportive est en cours de développement avec notamment sur l'exercice 2021 la mise en place de nouveaux projets comme par exemple « Label terre de jeux 2024 ». Cette dynamique va se poursuivre en 2022.
Il est à noter qu'une grande partie des équipements culturels (conservatoire, médiathèque…) et sportifs (piscines…) dépend de l'agglomération. Cette dernière y consacre un budget de plus de 7.4M€.

C. La section d'investissement

d) Les dépenses d'investissement

Chapitre	Budget 2021	Restes à réaliser 2020	Total budget 2021	Budget 2022
20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	98,8 K€	3,5 K€	102,3 K€	120,0 K€
204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	246,3 K€	255,9 K€	502,2 K€	150,0 K€
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 116,1 K€	434,9 K€	2 551,0 K€	2 442,6 K€
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS	8 317,9 K€	2 742,2 K€	11 060,1 K€	7 870,1 K€
Opérations d'équipement	76,3 K€	64,2 K€	140,5 K€	213,0 K€
Total des dépenses d'équipement	**10 855,4 K€**	**3 500,7 K€**	**14 356,1 K€**	**10 795,6 K€**
10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	8,4 K€	0,0 K€	8,4 K€	0,0 K€
13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,0 K€	0,0 K€	0,0 K€	0,0 K€
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 610,1 K€	0,0 K€	3 610,1 K€	3 566,1 K€
26 - PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	0,0 K€	0,5 K€	0,5 K€	0,0 K€
27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,0 K€	0,0 K€	0,0 K€	0,0 K€
Total des dépenses financières	**3 618,5 K€**	**0,5 K€**	**3 619,0 K€**	**3 566,1 K€**
Total des dépenses réelles d'investissement	**14 473,9 K€**	**3 501,2 K€**	**17 975,0 K€**	**14 361,8 K€**

Les crédits des chapitres 20, 204, 21, 23 et les opérations d'équipement correspondent aux dépenses d'équipement qui seront réalisées en 2022. Le montant

des dépenses d'équipements s'élève à 10.8M€ de crédits nouveaux sans prise en compte des restes à réaliser 2021.

Les crédits nouveaux sont répartis sur les différents chapitres budgétaires.

Il est notamment prévu :

- la tranche 2 de l'aménagement du centre-ville avec la requalification des portions haute et basse de la rue Pierre Julien et de la rue Roger Poyol : 100K€ ;
- l'aménagement urbain « Les Grèzes » avec la requalification du chemin, rue et carrefour des Grèzes : 250K€;
- l'aménagement urbain « rue Paul Loubet » avec la requalification des rues Léon Blum, Paul Loubet, Olivier de Serres et des carrefours du Vox et de la gare : 80K€;
- l'extension du cimetière Saint Lazare : 486K€ ;
- le développement de la vidéoprotection des quartiers : 200K€;
- la constitution de réserves foncières notamment dans le cadre de la revitalisation du cœur de ville : 1.5M€ ;
- le programme d'entretien des écoles (façade, peinture, chauffage, stores, aires de jeux…) : 856K€;
- la création de pistes cyclables : 153K€ ;
- le programme de renouvellement des voiries : 800K€;
- le programme d'accessibilité des bâtiments publics : 250K€ ;
- un programme de renouvellement des véhicules municipaux : 250K€ ;
- la rénovation des locaux des restos du cœur et du secours populaire : 65K€ ;
- la création d'un pump track (y.c. un parking) : 862K€ ;
- la rénovation de la collégiale Sainte Croix : 180K€ ;
- la modernisation de l'éclairage public : 250K€ ;
- la modernisation du mobilier urbain : 120K€ ;
- les subventions façades et devantures commerciales : 100K€ ;
- l'aménagement d'un parking quartier Saint Martin pour les agents : 350K€ (dans le cadre du regroupement des équipes dans ce quartier courant 2022) ;
- la mise en place de bornes automatiques en centre-ville pour sécuriser la zone piétonne : 425K€.

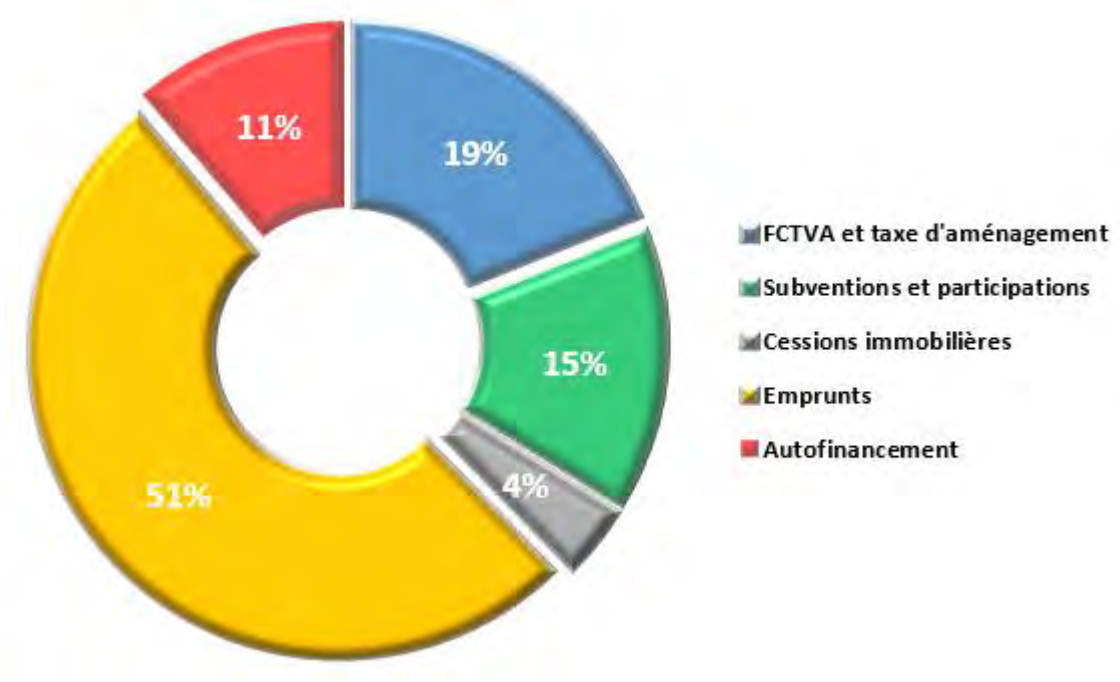
e) <u>Les recettes d'investissement</u>

Les dépenses d'investissement seront financées grâce aux efforts d'optimisation des dépenses de fonctionnement, par d'autres ressources détaillées ci-après et par la souscription de nouveaux emprunts.

Les autres ressources 2022 sont composées :

- - du fonds de compensation de la TVA estimé à 1 100K€ ;
- - des subventions d'équipement estimées à 1 280K€.
- - des amendes de police estimées à 248K€ ;
- - de la taxe d'aménagement estimée à 460K€ ;
- - de cessions immobilières estimées à 360K€ ;

Le solde du financement sera assuré par de nouveaux emprunts d'un montant maximum de 5.98M€. Pour rappel, le montant du remboursement de dette 2022 est de 3.56M€.



II. Budgets annexes

A. Le budget annexe du stationnement

	Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	**1 288 K€**	**1 288 K€**
dont Crédits réels	701 K€	1 288 K€
dont Crédits d'ordre	586 K€	K€
	+	+
	Investissement	
	Dépenses	Recettes
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	**586 K€**	**586 K€**
dont Crédits réels	586 K€	K€
dont Crédits d'ordre	K€	586 K€
	=	=
Total du budget	**1 874 K€**	**1 874 K€**

Le budget 2022 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 1 288K€ et en section d'investissement à hauteur de 586K€. Le montant global est de 1 874K€.

L'analyse détaillée de chaque chapitre budgétaire relève les évolutions suivantes :

	BP 2021	BP 2022	Variat. En €	Variat. En %
Dépenses de fonctionement				
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL				
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	105,5 K€	113,0 K€	7,5 K€	7,1%
615 - Entretien et réparations	138,3 K€	130,0 K€	-8 K€	-6,0%
627 - Services bancaires et assimilés	12,0 K€	10,0 K€	-2 K€	-16,7%
628 - Divers (nettoyage des locaux)	30,0 K€	32,0 K€	2,0 K€	6,7%
Autres	38,4 K€	14,3 K€	-24,1 K€	-62,7%
Total 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	**324 K€**	**299 K€**	**-25 K€**	**-7,7%**
012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	**285 K€**	**259 K€**	**-27 K€**	**-9,4%**
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**,01 K€**	**,01 K€**	**,0 K€**	**0,0%**
Dépenses courantes	**609 K€**	**558 K€**	**-52 K€**	**-8,5%**
66 - CHARGES FINANCIERES	163,6 K€	143,4 K€	-20 K€	-12,4%
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	,3 K€	,2 K€	K€	-33,3%
Dépenses réelles de fonctionnement	**773,3 K€**	**701,4 K€**	**-71,9 K€**	**-9,3%**
Recettes de fonctionnement				
70 - PRODUITS DE SERVICES & VENTES DIVERSES	564 K€	930 K€	366 K€	64,9%
74 - SUBVENTIONS D'EQUILIBRE	710 K€	358 K€	-352 K€	-49,6%
Recettes courantes	**1 273,6 K€**	**1 287,5 K€**	**14 K€**	**1,1%**
Recettes réelles de fonctionnement	**1 273,6 K€**	**1 287,5 K€**	**14 K€**	**1,1%**

Les dépenses réelles de fonctionnement sont en baisse de 9.3% par rapport à 2021 et ce malgré le remboursement des intérêts du nouvel emprunt mobilisé pour le remplacement du matériel.

Les droits de stationnement 2022 sont estimés à 930K€, en hausse par rapport à 2021 avec une hypothèse de retour à une activité non contrainte par la virus et surtout grâce au changement du matériel voulu et mis en place par la municipalité en 2021.
Les ressources de ce budget seront complétées par une subvention du budget général estimée à 358K€ soit une baisse de 352K€ (-49.6%) par rapport à 2021.

Cette subvention permettra de participer au remboursement de la dette contractée pour le financement de la création du parking de Saint-Martin (518K€ en 2022).

L'objectif étant de réduire, voire supprimer, à terme, la subvention d'équilibre.

B. Le budget annexe de l'eau potable

	Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	**1 439 K€**	**1 439 K€**
dont Crédits réels	363 K€	1 400 K€
dont Crédits d'ordre	1 076 K€	39 K€
	+	+
	Investissement	
	Dépenses	Recettes
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	**3 505 K€**	**3 505 K€**
dont Crédits réels	2 982 K€	1 945 K€
dont Crédits d'ordre	523 K€	1 560 K€
	=	=
Total du budget	**4 943 K€**	**4 943 K€**

Le budget 2022 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 1 439K€ et en section d'investissement à hauteur de 3 505K€. Le montant global est de 4 943K€.

En fonctionnement, les dépenses réelles se composent principalement de charges de structure, de personnel à hauteur de 323.3 K€ et de charges financières pour 39.6K€. Cette section est financée exclusivement par la redevance du service public de l'eau potable.

Dépenses de fonctionnement		BP 2021	BP 2022	Variat. En €	Variat. En %
011	**- CHARGES A CARACTERE GENERAL**				
	613 - locations	1,1 K€	1,1 K€	,0 K€	0,0%
	617 - Etudes et recherches	47,7 K€	38,5 K€	-9,2 K€	-19,3%
	628 - Remboursement de frais et divers	97,0 K€	140,0 K€	43,0 K€	44,3%
	635 - Taxes et versements assimilés	36,0 K€	36,0 K€	,0 K€	0,0%
	637 - Autres impôts	,7 K€	,7 K€	,0 K€	0,0%
Total 011	**- CHARGES A CARACTERE GENERAL**	**182,5 K€**	**216,3 K€**	**33,8 K€**	**18,5%**
012	**- CHARGES DE PERSONNEL**	**90,0 K€**	**107,0 K€**	**17,0 K€**	**18,9%**
66	**- CHARGES FINANCIERES**	**48,5 K€**	**39,6 K€**	**-8,9 K€**	**-18,4%**
Total dépenses réelles de fonctionnement		**321 K€**	**363 K€**	**42 K€**	**13,1%**

La ville souhaite améliorer la préservation de la ressource en eau. En 2021, plusieurs conventions et études ont débuté sur le captage prioritaire de la Tour.

En 2022, ces partenariats vont se poursuivre afin de conserver et d'améliorer la qualité de l'eau.

Toujours dans cette optique, des travaux sur le réservoir de Narbonne et le captage de La Dame vont être lancés à hauteur de 1,2 M €.

Le restant du budget sera consacré à moderniser le réseau de la ville. Au global, 2.9M€ d'investissement sont prévus en 2022.

Le budget comprendra également les crédits nécessaires au remboursement de l'annuité de dette estimée à 82K€ pour 2022.

La section d'investissement est équilibrée par la récupération de la TVA via le fermier et l'emprunt.

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.05**

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2022– BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Le budget primitif 2022 – budget annexe de l'eau se résume comme suit en mouvements budgétaires :

Section d'investissement :

- Dépenses	:	3 504 500,00 €
- Recettes	:	3 504 500,00 €

Section de fonctionnement :

- Dépenses	:	1 438 800,00 €
- Recettes	:	1 438 800,00 €

TOTAL	**:**	**4 943 300 ,00 €**

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la note explicative de synthèse du budget 2022 ci-annexée

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ADOPTER le budget primitif 2022 – budget annexe de l'eau qui s'élève en section de fonctionnement à 1 438 800 € et en section d'investissement à 3 504 500 € ;

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21260198300316	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE DE MONTELIMAR

POSTE COMPTABLE DE : MONTELIMAR

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : BUDGET DU SERVICE DE L'EAU (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 24
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 26
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 28
A3.2 - Etalement des provisions 29
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 32
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 34
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 35
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 36

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 37

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 438 800,00	1 438 800,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 438 800,00	1 438 800,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 504 500,00	3 504 500,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	3 504 500,00	3 504 500,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	4 943 300,00	4 943 300,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	182 450,00	0,00	216 250,00	216 250,00	216 250,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	90 000,00	0,00	107 000,00	107 000,00	107 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**272 450,00**	**0,00**	**323 250,00**	**323 250,00**	**323 250,00**
66	Charges financières	48 500,00	0,00	39 596,74	39 596,74	39 596,74
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**320 950,00**	**0,00**	**362 846,74**	**362 846,74**	**362 846,74**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*415 907,05*		*245 953,26*	*245 953,26*	*245 953,26*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*830 000,00*		*830 000,00*	*830 000,00*	*830 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 245 907,05***		***1 075 953,26***	***1 075 953,26***	***1 075 953,26***
TOTAL		**1 566 857,05**	**0,00**	**1 438 800,00**	**1 438 800,00**	**1 438 800,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 438 800,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 450 000,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
Total des recettes de gestion des services		**1 450 000,00**	**0,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 450 000,00**	**0,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*39 561,00*		*38 800,00*	*38 800,00*	*38 800,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***39 561,00***		***38 800,00***	***38 800,00***	***38 800,00***
TOTAL		**1 489 561,00**	**0,00**	**1 438 800,00**	**1 438 800,00**	**1 438 800,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 438 800,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**1 037 153,26**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 289 160,50	0,00	2 900 000,00	2 900 000,00	2 900 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**3 289 160,50**	**0,00**	**2 900 000,00**	**2 900 000,00**	**2 900 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	82 337,72	0,00	82 000,00	82 000,00	82 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**82 337,72**	**0,00**	**82 000,00**	**82 000,00**	**82 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 371 498,22**	**0,00**	**2 982 000,00**	**2 982 000,00**	**2 982 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*39 561,00*		*38 800,00*	*38 800,00*	*38 800,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*388 209,00*		*483 700,00*	*483 700,00*	*483 700,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***427 770,00***		***522 500,00***	***522 500,00***	***522 500,00***
TOTAL		**3 799 268,22**	**0,00**	**3 504 500,00**	**3 504 500,00**	**3 504 500,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 504 500,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	603 488,67	0,00	1 461 146,74	1 461 146,74	1 461 146,74
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**603 488,67**	**0,00**	**1 461 146,74**	**1 461 146,74**	**1 461 146,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	444 061,42	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	575 103,00	0,00	483 700,00	483 700,00	483 700,00
	Total des recettes financières	**1 019 164,42**	**0,00**	**483 700,00**	**483 700,00**	**483 700,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 622 653,09**	**0,00**	**1 944 846,74**	**1 944 846,74**	**1 944 846,74**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*415 907,05*		*245 953,26*	*245 953,26*	*245 953,26*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*830 000,00*		*830 000,00*	*830 000,00*	*830 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*388 209,00*		*483 700,00*	*483 700,00*	*483 700,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 634 116,05***		***1 559 653,26***	***1 559 653,26***	***1 559 653,26***
TOTAL		**3 256 769,14**	**0,00**	**3 504 500,00**	**3 504 500,00**	**3 504 500,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 504 500,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 037 153,26**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	216 250,00		216 250,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	107 000,00		107 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	39 596,74	*0,00*	39 596,74
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*830 000,00*	830 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*245 953,26*	245 953,26
	Dépenses d'exploitation – Total	**362 846,74**	***1 075 953,26***	**1 438 800,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 438 800,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*38 800,00*	38 800,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	82 000,00	*0,00*	82 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 900 000,00	*0,00*	2 900 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*483 700,00*	483 700,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**2 982 000,00**	***522 500,00***	**3 504 500,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 504 500,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 400 000,00		1 400 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*38 800,00*	38 800,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**1 400 000,00**	***38 800,00***	**1 438 800,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 438 800,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 461 146,74	*0,00*	1 461 146,74
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*483 700,00*	483 700,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	483 700,00	*0,00*	483 700,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*830 000,00*	830 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*245 953,26*	245 953,26
	Recettes d'investissement – Total	**1 944 846,74**	***1 559 653,26***	**3 504 500,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 504 500,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**182 450,00**	**216 250,00**	**216 250,00**
6135	Locations mobilières	1 050,00	1 050,00	1 050,00
617	Etudes et recherches	47 700,00	38 500,00	38 500,00
6287	Remboursements de frais	80 000,00	80 000,00	80 000,00
6288	Autres	17 000,00	60 000,00	60 000,00
63512	Taxes foncières	36 000,00	36 000,00	36 000,00
6378	Autres taxes et redevances	700,00	700,00	700,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**90 000,00**	**107 000,00**	**107 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	90 000,00	107 000,00	107 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**272 450,00**	**323 250,00**	**323 250,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**48 500,00**	**39 596,74**	**39 596,74**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	48 897,04	40 000,00	40 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-397,04	-403,26	-403,26
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**320 950,00**	**362 846,74**	**362 846,74**
023	***Virement à la section d'investissement***	***415 907,05***	***245 953,26***	***245 953,26***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***830 000,00***	***830 000,00***	***830 000,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*830 000,00*	*830 000,00*	*830 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 245 907,05***	***1 075 953,26***	***1 075 953,26***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 245 907,05***	***1 075 953,26***	***1 075 953,26***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 566 857,05**	**1 438 800,00**	**1 438 800,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 438 800,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	9 033,35
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	9 436,61
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-403,26

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 450 000,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	1 450 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**1 450 000,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 450 000,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***39 561,00***	***38 800,00***	***38 800,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*39 561,00*	*38 800,00*	*38 800,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***39 561,00***	***38 800,00***	***38 800,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 489 561,00**	**1 438 800,00**	**1 438 800,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 438 800,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**3 289 160,50**	**2 900 000,00**	**2 900 000,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 289 160,50	2 900 000,00	2 900 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**3 289 160,50**	**2 900 000,00**	**2 900 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**82 337,72**	**82 000,00**	**82 000,00**
1641	Emprunts en euros	79 791,10	82 000,00	82 000,00
1681	Autres emprunts	2 546,62	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**82 337,72**	**82 000,00**	**82 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 371 498,22**	**2 982 000,00**	**2 982 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***39 561,00***	***38 800,00***	***38 800,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***39 561,00***	***38 800,00***	***38 800,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*38 443,00*	*37 680,59*	*37 680,59*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*1 118,00*	*1 119,41*	*1 119,41*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***388 209,00***	***483 700,00***	***483 700,00***
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*388 209,00*	*483 700,00*	*483 700,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***427 770,00***	***522 500,00***	***522 500,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 799 268,22**	**3 504 500,00**	**3 504 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 504 500,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**603 488,67**	**1 461 146,74**	**1 461 146,74**
1641	Emprunts en euros	603 488,67	1 461 146,74	1 461 146,74
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**603 488,67**	**1 461 146,74**	**1 461 146,74**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**444 061,42**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	444 061,42	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**575 103,00**	**483 700,00**	**483 700,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	575 103,00	483 700,00	483 700,00
	Total des recettes financières	**1 019 164,42**	**483 700,00**	**483 700,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 622 653,09**	**1 944 846,74**	**1 944 846,74**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***415 907,05***	***245 953,26***	***245 953,26***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***830 000,00***	***830 000,00***	***830 000,00***
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*410 000,00*	*410 000,00*	*410 000,00*
281561	*Service de distribution d'eau*	*420 000,00*	*420 000,00*	*420 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***1 245 907,05***	***1 075 953,26***	***1 075 953,26***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***388 209,00***	***483 700,00***	***483 700,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*388 209,00*	*483 700,00*	*483 700,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***1 634 116,05***	***1 559 653,26***	***1 559 653,26***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 256 769,14**	**3 504 500,00**	**3 504 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 504 500,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**2 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 000 000,00									
932814 (9422)	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	26/12/2013	25/12/2013	25/03/2014	1 000 000,00	F	FIXE	3,670	3,721		T	P	O	A-1
MIN511572EUR (9423)	La Banque Postale	09/12/2016	30/06/2017	01/07/2018	500 000,00	F	FIXE	1,420	1,420		A	P	O	A-1
MON511573EUR (9424)	La Banque Postale	09/12/2016	23/12/2016	01/01/2018	500 000,00	F	FIXE	1,360	1,360		A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**2 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 546 906,64**					**81 940,61**	**36 479,85**	**0,00**	**9 033,35**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 546 906,64					81 940,61	36 479,85	0,00	9 033,35
932814 (9422)	N	0,00	A-1	684 651,36	11,98	F	FIXE	3,670	46 299,59	24 494,37	0,00	455,54
MIN511572EUR (9423)	N	0,00	A-1	431 355,86	20,50	F	FIXE	1,420	17 774,55	6 125,25	0,00	2 960,56
MON511573EUR (9424)	N	0,00	A-1	430 899,42	20,00	F	FIXE	1,360	17 866,47	5 860,23	0,00	5 617,25
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 546 906,64**					**81 940,61**	**36 479,85**	**0,00**	**9 033,35**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 546 906,64	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Bâtiments	10	09/04/1992
L	Réseaux	30	09/04/1992
L	Agencement des bâtiments	30	09/04/1992
L	Matériel de transport	7	14/11/1996
L	Mobilier	12	14/11/1996
L	Autres immobilisations	7	14/11/1996

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**120 800,00**	**I**	**120 800,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**82 000,00**		**82 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	82 000,00		82 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**38 800,00**		**38 800,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*38 800,00*		*38 800,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**120 800,00**	**0,00**	**0,00**	**120 800,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 559 653,26**	**III**	**1 559 653,26**
Ressources propres externes de l'année (a)		**483 700,00**		**483 700,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	483 700,00		483 700,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 075 953,26**		**1 075 953,26**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*410 000,00*		*410 000,00*
281561	*Service de distribution d'eau*	*420 000,00*		*420 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*245 953,26*		*245 953,26*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 559 653,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 559 653,26**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**120 800,00**
Ressources propres disponibles	IV	**1 559 653,26**
Solde	V = IV – II (6)	**1 438 853,26**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel de ville (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
26/08/2011 - Contrat affermage pour la gestion du service de l'eau potable	SAUR		SAS	0,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.06**

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2022 – BUDGET ANNEXE DU STATIONNEMENT

Le budget primitif 2022 – budget annexe du stationnement se résume comme suit en mouvements budgétaires :

Section d'investissement :

- Dépenses	:	586 100,00 €
- Recettes	:	586 100,00 €

Section de fonctionnement :

- Dépenses	:	1 287 512,66 €
- Recettes	:	1 287 512,66 €

TOTAL	**:**	**1 873 612,66 €**

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la note explicative de synthèse du budget 2022 ci-annexée.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ADOPTER le budget primitif 2022 – budget annexe du stationnement qui s'élève en section de fonctionnement à 1 287 512,66 € et en section d'investissement à 586 100,00€,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21260198300357	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE DE MONTELIMAR

POSTE COMPTABLE DE : MONTELIMAR

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : BUDGET STATIONNEMENT (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 29
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 30
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 31
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 33
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 34

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II
A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 287 512,66	1 287 512,66
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 287 512,66	1 287 512,66

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	586 100,00	586 100,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	586 100,00	586 100,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 873 612,66	1 873 612,66

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	324 131,56	0,00	299 300,00	299 300,00	299 300,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	285 269,65	0,00	258 511,49	258 511,49	258 511,49
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	10,00	10,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		**609 411,21**	**0,00**	**557 821,49**	**557 821,49**	**557 821,49**
66	Charges financières	163 600,00	0,00	143 391,17	143 391,17	143 391,17
67	Charges exceptionnelles	300,00	0,00	200,00	200,00	200,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**773 311,21**	**0,00**	**701 412,66**	**701 412,66**	**701 412,66**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*192 571,11*		*192 598,21*	*192 598,21*	*192 598,21*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*313 501,79*		*393 501,79*	*393 501,79*	*393 501,79*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***506 072,90***		***586 100,00***	***586 100,00***	***586 100,00***
TOTAL		**1 279 384,11**	**0,00**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 287 512,66

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	564 000,00	0,00	930 000,00	930 000,00	930 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	709 632,55	0,00	357 512,66	357 512,66	357 512,66
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 273 632,55**	**0,00**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 273 632,55**	**0,00**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 273 632,55**	**0,00**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 287 512,66

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	586 100,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	803 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**803 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	506 072,90	0,00	586 100,00	586 100,00	586 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**506 072,90**	**0,00**	**586 100,00**	**586 100,00**	**586 100,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 309 572,90**	**0,00**	**586 100,00**	**586 100,00**	**586 100,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 309 572,90**	**0,00**	**586 100,00**	**586 100,00**	**586 100,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	586 100,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	183 747,15	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**183 747,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**983 747,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*192 571,11*		*192 598,21*	*192 598,21*	*192 598,21*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*313 501,79*		*393 501,79*	*393 501,79*	*393 501,79*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***506 072,90***		***586 100,00***	***586 100,00***	***586 100,00***
TOTAL		**1 489 820,05**	**0,00**	**586 100,00**	**586 100,00**	**586 100,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	586 100,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**586 100,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	299 300,00		299 300,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	258 511,49		258 511,49
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00		10,00
66	Charges financières	143 391,17	*0,00*	143 391,17
67	Charges exceptionnelles	200,00	*0,00*	200,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*393 501,79*	393 501,79
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*192 598,21*	192 598,21
	Dépenses d'exploitation – Total	**701 412,66**	***586 100,00***	**1 287 512,66**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 287 512,66**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	586 100,00	*0,00*	586 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**586 100,00**	***0,00***	**586 100,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**586 100,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	930 000,00		930 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	357 512,66		357 512,66
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**1 287 512,66**	***0,00***	**1 287 512,66**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 287 512,66

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*393 501,79*	393 501,79
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*192 598,21*	192 598,21
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***586 100,00***	**586 100,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	586 100,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**324 131,56**	**299 300,00**	**299 300,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	64 500,00	72 000,00	72 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	6 000,00	6 000,00	6 000,00
6064	Fournitures administratives	30 000,00	27 000,00	27 000,00
6068	Autres matières et fournitures	5 000,00	8 000,00	8 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	4 500,00	4 500,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	6 500,00	6 500,00	6 500,00
6156	Maintenance	125 751,56	118 000,00	118 000,00
618	Divers	2 000,00	8 000,00	8 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	780,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	20 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6256	Missions	500,00	200,00	200,00
6262	Frais de télécommunications	5 100,00	4 600,00	4 600,00
627	Services bancaires et assimilés	12 000,00	10 000,00	10 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	30 000,00	32 000,00	32 000,00
63512	Taxes foncières	7 500,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	500,00	500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**285 269,65**	**258 511,49**	**258 511,49**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	17 500,00	17 500,00
6331	Versement de mobilité	857,59	790,35	790,35
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	142,77	131,78	131,78
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 599,78	2 397,18	2 397,18
6411	Salaires, appointements, commissions	209 887,54	117 822,37	117 822,37
6413	Primes et gratifications	0,00	59 113,82	59 113,82
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	25 255,21	28 748,32	28 748,32
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 716,76	26 407,67	26 407,67
648	Autres charges de personnel	6 810,00	5 600,00	5 600,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10,00**	**10,00**	**10,00**
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	10,00	10,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**609 411,21**	**557 821,49**	**557 821,49**
66	**Charges financières (b) (8)**	**163 600,00**	**143 391,17**	**143 391,17**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	167 216,26	147 150,80	147 150,80
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 616,26	-3 759,63	-3 759,63
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**300,00**	**200,00**	**200,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	214,50	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	85,50	200,00	200,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**773 311,21**	**701 412,66**	**701 412,66**
023	***Virement à la section d'investissement***	***192 571,11***	***192 598,21***	***192 598,21***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***313 501,79***	***393 501,79***	***393 501,79***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*313 501,79*	*393 501,79*	*393 501,79*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***506 072,90***	***586 100,00***	***586 100,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***506 072,90***	***586 100,00***	***586 100,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 279 384,11**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 287 512,66**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	21 686,20
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	25 445,83
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 759,63

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**564 000,00**	**930 000,00**	**930 000,00**
706	Prestations de services	564 000,00	930 000,00	930 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**709 632,55**	**357 512,66**	**357 512,66**
74	Subventions d'exploitation	709 632,55	357 512,66	357 512,66
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**1 273 632,55**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 273 632,55**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 273 632,55**	**1 287 512,66**	**1 287 512,66**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 287 512,66**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
188221001	**Opération d'équipement n° 188221001 (5)**	**803 500,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**803 500,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**506 072,90**	**586 100,00**	**586 100,00**
1641	Emprunts en euros	458 572,90	586 100,00	586 100,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	47 500,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**506 072,90**	**586 100,00**	**586 100,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 309 572,90**	**586 100,00**	**586 100,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 309 572,90**	**586 100,00**	**586 100,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**586 100,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	800 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**183 747,15**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	183 747,15	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**183 747,15**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**983 747,15**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***192 571,11***	***192 598,21***	***192 598,21***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***313 501,79***	***393 501,79***	***393 501,79***
28138	*Autres constructions*	*313 501,79*	*393 501,79*	*393 501,79*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***506 072,90***	***586 100,00***	***586 100,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***506 072,90***	***586 100,00***	***586 100,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 489 820,05**	**586 100,00**	**586 100,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**586 100,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 188221001 (1)
LIBELLE : CHANGEMENT MATERIEL PARKING A TPS PASSE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		691 883,98	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	691 883,98	0,00	0,00	0,00	0,00
2157	Aménagements matériel industriel	691 883,98	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**9 460 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					9 460 000,00									
-4	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	20/10/2010	20/12/2010	20/03/2011	3 000 000,00	F	FIXE	3,340	3,382		T	C	N	A-1
-6	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	22/12/2009	26/12/2011	26/03/2012	300 000,00	V	EURIBOR03M	1,750	0,336		T	C	N	A-1
3066524/14265 (3)	CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	25/08/2007	25/08/2007	25/09/2008	5 500 000,00	F	FIXE	4,160	4,146		A	P	N	A-1
XU00275303 (4252+5)	CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONES ALPES	07/01/2008	31/12/2010	31/03/2011	660 000,00	F	FIXE	3,550	3,650		T	X Libre	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**9 460 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**3 945 243,92**					**518 909,53**	**144 650,81**	**0,00**	**21 686,20**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 945 243,92					518 909,53	144 650,81	0,00	21 686,20
-4	N	0,00	A-1	1 350 000,00	8,97	F	FIXE	3,340	150 000,00	43 211,26	0,00	1 336,00
-6	N	0,00	A-1	100 000,00	4,99	V	EURIBOR03M	0,000	20 000,00	0,00	0,00	0,00
3066524/14265 (3)	N	0,00	A-1	2 140 493,92	5,73	F	FIXE	4,160	321 409,53	89 044,55	0,00	20 317,93
XU00275303 (4252+5)	N	0,00	A-1	354 750,00	13,00	F	FIXE	3,550	27 500,00	12 395,00	0,00	32,27
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**3 945 243,92**					**518 909,53**	**144 650,81**	**0,00**	**21 686,20**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 945 243,92	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais détudes, frais de recherche et développement, frais dinsertion	5	21/02/2011
L	Logiciels	2	21/02/2011
L	Construction -immeubles de rapport	30	21/02/2011
L	Construction -installations générales, agencement et aménagement des constructions	30	21/02/2011
L	Installations, matériel et outillage technique	7	21/02/2011
L	Véhicules de tourisme et utilitaires	7	21/02/2011
L	Matériel de bureau	5	21/02/2011
L	Matériel informatique	3	21/02/2011
L	Mobilier - divers	12	21/02/2011
L	Mobilier - urbain	7	21/02/2011
L	Autres immobilisations corporelles	7	21/02/2011

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**586 100,00**	**I**	**586 100,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**586 100,00**		**586 100,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	586 100,00		586 100,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**586 100,00**	**0,00**	**0,00**	**586 100,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**586 100,00**	**III**	**586 100,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**586 100,00**		**586 100,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28138	*Autres constructions*	*393 501,79*		*393 501,79*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*192 598,21*		*192 598,21*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**586 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**586 100,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**586 100,00**
Ressources propres disponibles	IV	**586 100,00**
Solde	V = IV – II (6)	**0,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**3,00**	**2,00**	**5,00**
Adjoint technique territorial	C	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Agent de matrise principal	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**3,00**	**2,00**	**5,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint technique territorial	C	TECH	340	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Rapporteur : **Norbert GRAVES** **1.07**

DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE L'EXERCICE 2021
BUDGET GÉNÉRAL

Le Conseil municipal ayant approuvé les inscriptions budgétaires 2021 du budget général, il convient de délibérer pour modifier les crédits de l'exercice afin notamment :

-d'ajuster à la baisse la subvention d'équilibre versée au budget annexe stationnement (-60K€) compte tenu de l'augmentation des recettes de stationnement liée à la modernisation des équipements,

-d'ajuster le montant de l'attribution de compensation de Montélimar compte tenu de la création des nouveaux services communs (-120K€),

- d'inscrire les crédits nécessaires à la passation de la provision pour risques et charges liée à la taxe sur la publicité locale (+140K€),

- d'ajuster la prévision sur les droits de mutations qui sont plus dynamique que prévus (+170K€),

-d'inscrire le budget nécessaire pour la régularisation des écritures patrimoniale (amortissement des biens… +10K€).

Les inscriptions budgétaires proposées sont annexées à la présente délibération.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2311-5,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'APPROUVER les modifications des inscriptions budgétaires, ci-annexées,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE MONTELIMAR (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21260198300019

POSTE COMPTABLE : MONTELIMAR

M. 14

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET GENERAL (4)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 26
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 30
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 52
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 83
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 84
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 86

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE MONTELIMAR	DM
26198	BUDGET GENERAL	2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	40227
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	391
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
41767535.00	44895737.00	1103.50	1282.88

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	855.40	1275.00
2	Produit des impositions directes/population	557.90	641.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	972.80	1533.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	268.90	394.00
5	Encours de dette/population	921.60	1032.00
6	DGF/population	113.50	200.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	47.30	59.70
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	97.20	90.00
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	27.60	25.70
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	94.70	67.30

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	50 000,00	50 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	50 000,00	50 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	40 000,00	40 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	40 000,00	40 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	90 000,00	90 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	12 358 922,40	0,00	0,00	0,00	12 358 922,40
012	Charges de personnel, frais assimilés	16 278 525,84	0,00	0,00	0,00	16 278 525,84
014	Atténuations de produits	434 000,00	0,00	0,00	0,00	434 000,00
65	Autres charges de gestion courante	4 236 260,26	0,00	-60 000,00	-60 000,00	4 176 260,26
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**33 307 708,50**	**0,00**	**-60 000,00**	**-60 000,00**	**33 247 708,50**
66	Charges financières	792 000,00	0,00	0,00	0,00	792 000,00
67	Charges exceptionnelles	249 650,00	0,00	0,00	0,00	249 650,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	60 000,00		80 000,00	80 000,00	140 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**34 409 358,50**	**0,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**34 429 358,50**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*5 991 515,67*		*30 000,00*	*30 000,00*	*6 021 515,67*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 088 568,76*		*0,00*	*0,00*	*1 088 568,76*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***7 080 084,43***		***30 000,00***	***30 000,00***	***7 110 084,43***
	TOTAL	**41 489 442,93**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**41 539 442,93**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**41 539 442,93**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	195 000,00	0,00	0,00	0,00	195 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 155 700,00	0,00	0,00	0,00	2 155 700,00
73	Impôts et taxes	28 769 680,00	0,00	50 000,00	50 000,00	28 819 680,00
74	Dotations et participations	6 437 533,90	0,00	0,00	0,00	6 437 533,90
75	Autres produits de gestion courante	840 117,00	0,00	0,00	0,00	840 117,00
	Total des recettes de gestion courante	**38 398 030,90**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**38 448 030,90**
76	Produits financiers	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
77	Produits exceptionnels	703 473,32	0,00	0,00	0,00	703 473,32
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	29 231,51		0,00	0,00	29 231,51
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**39 133 235,73**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**39 183 235,73**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*12 000,00*		*0,00*	*0,00*	*12 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***12 000,00***		***0,00***	***0,00***	***12 000,00***
	TOTAL	**39 145 235,73**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**39 195 235,73**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 344 207,20**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**41 539 442,93**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**7 098 084,43**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	102 283,89	0,00	0,00	0,00	102 283,89
204	Subventions d'équipement versées	502 247,90	0,00	30 000,00	30 000,00	532 247,90
21	Immobilisations corporelles	2 551 000,38	0,00	0,00	0,00	2 551 000,38
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	11 060 055,17	0,00	0,00	0,00	11 060 055,17
	Total des opérations d'équipement	140 484,99	0,00	0,00	0,00	140 484,99
	Total des dépenses d'équipement	**14 356 072,33**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**14 386 072,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 359,00	0,00	0,00	0,00	8 359,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 610 110,91	0,00	0,00	0,00	3 610 110,91
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**3 618 969,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 618 969,91**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**17 975 042,24**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**18 005 042,24**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*12 000,00*		*0,00*	*0,00*	*12 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*21 024,61*		*10 000,00*	*10 000,00*	*31 024,61*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***33 024,61***		***10 000,00***	***10 000,00***	***43 024,61***
	TOTAL	**18 008 066,85**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**18 048 066,85**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**352 176,57**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 400 243,42**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 368 238,00	0,00	0,00	0,00	1 368 238,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	3 898 436,23	0,00	0,00	0,00	3 898 436,23
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**5 266 674,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 266 674,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 779 000,00	0,00	0,00	0,00	1 779 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	3 853 360,15	0,00	0,00	0,00	3 853 360,15
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	360 100,00	0,00	0,00	0,00	360 100,00
	Total des recettes financières	**5 992 460,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 992 460,15**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**11 259 134,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 259 134,38**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*5 991 515,67*		*30 000,00*	*30 000,00*	*6 021 515,67*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 088 568,76*		*0,00*	*0,00*	*1 088 568,76*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*21 024,61*		*10 000,00*	*10 000,00*	*31 024,61*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***7 101 109,04***		***40 000,00***	***40 000,00***	***7 141 109,04***
TOTAL		**18 360 243,42**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**18 400 243,42**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 400 243,42**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**7 098 084,43**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	-60 000,00		-60 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	80 000,00	*0,00*	80 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*30 000,00*	30 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**20 000,00**	***30 000,00***	**50 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**50 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	30 000,00	*0,00*	30 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*10 000,00*	10 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**30 000,00**	***10 000,00***	**40 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**40 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	50 000,00		50 000,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**50 000,00**	***0,00***	**50 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**50 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*10 000,00*	10 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*30 000,00*	30 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***40 000,00***	**40 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**40 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**12 358 922,40**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	212 200,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 587 074,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	161 500,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	14 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	149 960,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	8 999,47	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	100,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	109 407,56	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	53 822,45	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	21 600,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	61 850,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	78 192,40	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	153 963,06	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	449 797,99	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 298 181,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	387 870,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	574 539,99	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	43 500,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	255 700,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	2 751 805,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	26 200,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	128 528,63	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	29 752,81	0,00	0,00
6156	Maintenance	524 987,73	0,00	0,00
6161	Multirisques	161 650,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	360,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	23 160,74	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	121 525,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	133 132,72	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	110,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	238 814,48	0,00	0,00
6228	Divers	500 352,76	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	80 458,57	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	153 577,12	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	51 304,01	0,00	0,00
6237	Publications	135 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	55 952,09	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	47 720,93	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	600,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	2 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	27 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	72 398,12	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	95 538,77	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	105 200,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 680,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	38 350,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	31 170,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 035 899,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	57 456,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	80 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	300,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	19 680,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**16 278 525,84**	**0,00**	**0,00**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	5 430,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	53 460,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	56 527,67	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	47 100,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	168 330,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	6 897 032,41	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	202 890,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 501 900,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 759 049,09	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	20 880,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	26 180,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 640 268,84	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 329 766,91	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	79 285,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6455	Cotisations pour assurance du personnel	54 107,58	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	15 000,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	112 170,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	24 113,34	0,00	0,00
6488	Autres charges	285 035,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**434 000,00**	**0,00**	**0,00**
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	434 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 236 260,26**	**-60 000,00**	**-60 000,00**
6531	Indemnités	298 570,92	0,00	0,00
6532	Frais de mission	8 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	65 712,34	0,00	0,00
6535	Formation	17 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	70 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	500,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	1 663 099,00	0,00	0,00
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	2 032,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	2 925,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	50 000,00	0,00	0,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	710 000,00	-60 000,00	-60 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 282 836,00	0,00	0,00
65888	Autres	65 585,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**33 307 708,50**	**-60 000,00**	**-60 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**792 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	816 930,75	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-26 930,75	0,00	0,00
6688	Autres	2 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**249 650,00**	**0,00**	**0,00**
6713	Secours et dots	300,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	300,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	10 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	14 143,60	0,00	0,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	100 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	124 906,40	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**60 000,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	140 000,00	140 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	60 000,00	-60 000,00	-60 000,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**34 409 358,50**	**20 000,00**	**20 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***5 991 515,67***	***30 000,00***	***30 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 088 568,76***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 088 568,76*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***7 080 084,43***	***30 000,00***	***30 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***7 080 084,43***	***30 000,00***	***30 000,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**41 489 442,93**	**50 000,00**	**50 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**50 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	165 987,09
Montant des ICNE de l'exercice N-1	192 917,84
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-26 930,75

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**195 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	80 000,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	115 000,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 155 700,00**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	66 000,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	4 000,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	225 355,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	86 000,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	100 000,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	73 710,00	0,00	0,00
704	Travaux	6 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	1 000,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	7 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	446 400,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	14 865,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	415 000,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	155 000,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	466 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	89 370,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**28 769 680,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
73111	Impôts directs locaux	22 441 639,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	5 887,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	3 063 783,00	-120 764,00	-120 764,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	204 717,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	129 754,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	92 000,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	27 000,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	4 900,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	965 000,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	230 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 580 000,00	170 764,00	170 764,00
7388	Autres taxes diverses	25 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**6 437 533,90**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	3 173 952,90	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	1 090 665,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	302 239,00	0,00	0,00
744	FCTVA	107 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	78 769,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	38 332,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	210 000,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	2 500,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	163 605,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	3 000,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	35 643,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	1 195 538,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	36 290,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**840 117,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	565 307,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	6 000,00	0,00	0,00
75814	Redevances sur l'énergie hydraulique	4 300,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	264 510,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**38 398 030,90**	**50 000,00**	**50 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**2 500,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	2 500,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**703 473,32**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	530 000,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	173 473,32	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**29 231,51**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	29 231,51	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**39 133 235,73**	**50 000,00**	**50 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***12 000,00***	***0,00***	***0,00***
7768	*Neutral. amort. subv. équip. versées*	*12 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***12 000,00***	***0,00***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**39 145 235,73**	**50 000,00**	**50 000,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**0,00**
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)			**0,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**50 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**102 283,89**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	42 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	60 283,89	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**502 247,90**	**30 000,00**	**30 000,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	96 300,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	184 772,52	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	221 175,38	30 000,00	30 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 551 000,38**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	141 524,37	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	176 270,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	66 996,44	0,00	0,00
2138	Autres constructions	1 181 960,90	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	246 460,97	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	151 519,58	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	97 310,28	0,00	0,00
2184	Mobilier	39 857,39	0,00	0,00
2185	Cheptel	692,41	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	448 408,04	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**11 060 055,17**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 306 868,12	0,00	0,00
2313	Constructions	3 667 889,29	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	55,20	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 028 588,36	0,00	0,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	56 654,20	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
188221001	**Opération d'équipement n° 188221001 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
5020002	**Opération d'équipement n° 5020002 (5)**	**140 484,99**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**14 356 072,33**	**30 000,00**	**30 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 359,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	8 359,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 610 110,91**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 564 999,99	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	2 045 110,92	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
266	Autres formes de participation	500,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**3 618 969,91**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**17 975 042,24**	**30 000,00**	**30 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***12 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***12 000,00***	***0,00***	***0,00***
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*	*12 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***21 024,61***	***10 000,00***	***10 000,00***
2112	*Terrains de voirie*	*0,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
2168	*Autres collections et oeuvres d'art*	*21 024,61*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***33 024,61***	***10 000,00***	***10 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**18 008 066,85**	**40 000,00**	**40 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**40 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**1 368 238,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	57 540,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	366 210,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	700 000,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	244 488,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**3 898 436,23**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	3 898 436,23	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**5 266 674,23**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 632 360,15**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	1 274 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	505 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 853 360,15	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**360 100,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**5 992 460,15**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**11 259 134,38**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***5 991 515,67***	***30 000,00***	***30 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***1 088 568,76***	***0,00***	***0,00***
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*19 157,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*3 628,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*1 905,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*6 357,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*26 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*44 778,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*9 528,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*392 891,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*31 684,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*4 286,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*98 029,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*5 935,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*107 104,76*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*84 064,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*79 022,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*174 200,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***7 080 084,43***	***30 000,00***	***30 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***21 024,61***	***10 000,00***	***10 000,00***
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*0,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*21 024,61*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***7 101 109,04***	***40 000,00***	***40 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**18 360 243,42**	**40 000,00**	**40 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**40 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 188221001 (1)
LIBELLE : CHANGEMENT MATERIEL PARKING A TPS PASSE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		37 776,07	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**7 369,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	7 369,92	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**24 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21578	Autre matériel et outillage de voirie	24 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**6 106,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	6 106,15	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5020002 (1)
LIBELLE : ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 498 795,38**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**426 104,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, logiciels, droits similaires	82 118,42	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	343 986,44	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 063 432,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	1 062 165,09	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 267,13	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**9 258,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	9 258,30	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	3 618 470	3 343 315	857 623	1 585 556	424 576	924 062	227 424	319	0	6 946 384	77 313	18 005 042
- Equipements municipaux (2)		3 343 315	857 623	1 585 556	328 276	924 062	227 424	319	0	6 570 436	16 813	13 853 824
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	96 300	0	0	0	0	375 948	60 000	532 248
- Opérations financières	3 618 470											3 618 470
Dépenses d'ordre	12 000											43 025
Total dépenses de l'exercice	**3 630 470**	**3 343 315**	**857 623**	**1 585 556**	**445 601**	**924 062**	**227 424**	**319**	**0**	**6 956 384**	**77 313**	**18 048 067**
RAR N-1 et reports	**352 177**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**352 177**
Total cumulé dépenses d'investissement	**3 982 646**	**3 343 315**	**857 623**	**1 585 556**	**445 601**	**924 062**	**227 424**	**319**	**0**	**6 956 384**	**77 313**	**18 400 243**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**17 000 981**	**0**	**0**	**0**	**21 025**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 378 238**	**0**	**18 400 243**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**17 000 981**	**0**	**0**	**0**	**21 025**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 378 238**	**0**	**18 400 243**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**8 647 626**	**9 119 669**	**4 231 881**	**6 021 955**	**832 509**	**1 003 682**	**2 352 280**	**9 200**	**0**	**8 865 319**	**455 321**	**41 539 443**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**8 647 626**	**9 119 669**	**4 231 881**	**6 021 955**	**832 509**	**1 003 682**	**2 352 280**	**9 200**	**0**	**8 865 319**	**455 321**	**41 539 443**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**35 457 119**	**1 259 342**	**216 567**	**732 800**	**96 450**	**27 500**	**807 830**	**0**	**0**	**356 220**	**241 407**	**39 195 236**
RAR N-1 et reports	**2 344 207**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 344 207**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**37 801 327**	**1 259 342**	**216 567**	**732 800**	**96 450**	**27 500**	**807 830**	**0**	**0**	**356 220**	**241 407**	**41 539 443**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**3 630 470**	**3 343 315**	**857 623**	**1 585 556**	**445 601**	**924 062**	**227 424**	**319**	**0**	**6 956 384**	**77 313**	**18 048 067**
Dépenses réelles		3 618 470	3 343 315	857 623	1 585 556	424 576	924 062	227 424	319	0	6 946 384	77 313	18 005 042
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 359
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	3 610 111	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 610 111
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	56 750	0	0	0	0	3 534	0	0	42 000	0	102 284
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	96 300	0	0	0	0	375 948	60 000	532 248
21	Immobilisations corporelles	0	1 524 346	208 552	95 912	3 027	206 721	59 528	0	0	452 913	0	2 551 000
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 626 006	649 071	1 489 643	320 977	717 341	164 362	319	0	6 075 523	16 813	11 060 055
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500	500
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	136 213	0	0	4 272	0	0	0	0	0	0	140 485
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0	136 213	0	0	4 272	0	0	0	0	0	0	140 485
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*12 000*	*0*	*0*	*0*	*21 025*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*0*	*43 025*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*12 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*21 025*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*0*	*31 025*
RECETTES													
Total recettes investissement		**17 000 981**	**0**	**0**	**0**	**21 025**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 378 238**	**0**	**18 400 243**
Recettes réelles		9 890 896	0	0	0	0	0	0	0	0	1 368 238	0	11 259 134
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	360 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	360 100
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 632 360	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 632 360

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
13	Subventions d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 368 238**	**0**	**1 368 238**
16	Emprunts et dettes assimilées	3 898 436	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 898 436
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*7 110 084*	*0*	*0*	*0*	*21 025*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*0*	*7 141 109*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*6 021 516*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 021 516*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 088 569*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 088 569*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*21 025*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*0*	*31 025*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**8 647 626**	**9 119 669**	**4 231 881**	**6 021 955**	**832 509**	**1 003 682**	**2 352 280**	**9 200**	**0**	**8 865 319**	**455 321**	**41 539 443**
Dépenses réelles		1 537 542	9 119 669	4 231 881	6 021 955	832 509	1 003 682	2 352 280	9 200	0	8 865 319	455 321	34 429 359
011	Charges à caractère général	80 634	3 000 034	493 838	3 045 353	183 561	445 160	796 070	7 700	0	4 207 261	99 311	12 358 922
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	5 498 994	2 044 344	2 643 009	568 187	800	1 356 993	1 500	0	4 004 726	159 973	16 278 526
014	Atténuations de produits	434 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	434 000
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	70 500	502 376	1 693 099	333 460	80 461	555 120	193 276	0	0	652 032	95 936	4 176 260
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	792 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	792 000
67	Charges exceptionnelles	20 408	118 265	600	134	300	2 602	5 941	0	0	1 300	100 100	249 650
68	Dot. aux amortissements et provisions	140 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	140 000
Dépenses d'ordre		*7 110 084*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 110 084*
023	*Virement à la section d'investissement*	*6 021 516*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 021 516*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 088 569*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 088 569*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**35 457 119**	**1 259 342**	**216 567**	**732 800**	**96 450**	**27 500**	**807 830**	**0**	**0**	**356 220**	**241 407**	**39 195 236**
Recettes réelles		35 445 119	1 259 342	216 567	732 800	96 450	27 500	807 830	0	0	356 220	241 407	39 183 236
013	Atténuations de charges	185 000	0	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	195 000
70	Produits des services, du domaine, vente	135 370	768 710	0	424 300	29 950	8 850	453 400	0	0	279 120	56 000	2 155 700
73	Impôts et taxes	28 700 680	0	0	0	0	0	0	0	0	27 000	92 000	28 819 680
74	Dotations et participations	5 938 038	51 149	110	14 500	0	0	340 330	0	0	0	93 407	6 437 534
75	Autres produits de gestion courante	4 300	288 010	214 457	214 000	66 500	18 650	4 100	0	0	30 100	0	840 117
76	Produits financiers	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500
77	Produits exceptionnels	450 000	151 473	2 000	80 000	0	0	0	0	0	20 000	0	703 473
78	Reprise sur amortissements et provisions	29 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 232
Recettes d'ordre		*12 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*12 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		8 647 625,95	9 103 564,95	0,00	16 104,00	0,00	17 767 294,90
Dépenses de l'exercice		8 647 625,95	9 103 564,95	0,00	16 104,00	0,00	17 767 294,90
011	Charges à caractère général	80 634,00	3 000 033,69	0,00	0,00	0,00	3 080 667,69
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	5 498 993,90	0,00	0,00	0,00	5 498 993,90
014	Atténuations de produits	434 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	434 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*6 021 515,67*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*6 021 515,67*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 088 568,76*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 088 568,76*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	70 500,00	486 272,26	0,00	16 104,00	0,00	572 876,26
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	792 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792 000,00
67	Charges exceptionnelles	20 407,52	118 265,10	0,00	0,00	0,00	138 672,62
68	Dot. aux amortissements et provisions	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		37 801 326,61	1 259 342,32	0,00	0,00	0,00	39 060 668,93
Recettes de l'exercice		35 457 119,41	1 259 342,32	0,00	0,00	0,00	36 716 461,73
013	Atténuations de charges	185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*12 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*12 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	135 370,00	768 710,00	0,00	0,00	0,00	904 080,00
73	Impôts et taxes	28 700 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 700 680,00
74	Dotations et participations	5 938 037,90	51 149,00	0,00	0,00	0,00	5 989 186,90
75	Autres produits de gestion courante	4 300,00	288 010,00	0,00	0,00	0,00	292 310,00
76	Produits financiers	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
77	Produits exceptionnels	450 000,00	151 473,32	0,00	0,00	0,00	601 473,32
78	Reprise sur amortissements et provisions	29 231,51	0,00	0,00	0,00	0,00	29 231,51
Restes à réaliser – reports		2 344 207,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 344 207,20
SOLDE (2)		29 153 700,66	-7 844 222,63	0,00	-16 104,00	0,00	21 293 374,03

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		5 397 168,38	391 380,93	841 067,43	388 629,09	1 226 465,76	616 611,58	242 241,78	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		5 397 168,38	391 380,93	841 067,43	388 629,09	1 226 465,76	616 611,58	242 241,78	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 911 004,06	500,00	26 589,81	262 529,00	670 895,76	100 268,26	28 246,80	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 385 954,32	1 597,67	814 477,62	126 100,09	555 570,00	419 364,32	195 929,88	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	10,00	389 283,26	0,00	0,00	0,00	96 979,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	100 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 065,10	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 059 193,32	0,00	50 990,00	60 000,00	10 000,00	9 000,00	70 159,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 059 193,32	0,00	50 990,00	60 000,00	10 000,00	9 000,00	70 159,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	686 710,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00	70 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	50 990,00	0,00	0,00	0,00	159,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	225 010,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	147 473,32	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 337 975,06	-391 380,93	-790 077,43	-328 629,09	-1 216 465,76	-607 611,58	-172 082,78	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		4 198 651,32	33 230,00	0,00	4 231 881,32
Dépenses de l'exercice		4 198 651,32	33 230,00	0,00	4 231 881,32
011	Charges à caractère général	460 608,34	33 230,00	0,00	493 838,34
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 044 343,98	0,00	0,00	2 044 343,98
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 693 099,00	0,00	0,00	1 693 099,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	600,00	0,00	0,00	600,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		216 567,00	0,00	0,00	216 567,00
Recettes de l'exercice		216 567,00	0,00	0,00	216 567,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	110,00	0,00	0,00	110,00
75	Autres produits de gestion courante	214 457,00	0,00	0,00	214 457,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 982 084,32	-33 230,00	0,00	-4 015 314,32

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	240 420,00	2 289 232,32	1 666 599,00	2 400,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	240 420,00	2 289 232,32	1 666 599,00	2 400,00
011	Charges à caractère général	0,00	240 420,00	214 588,34	3 200,00	2 400,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	2 044 343,98	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	30 000,00	1 663 099,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	300,00	300,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	179 457,00	37 110,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	179 457,00	37 110,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	179 457,00	35 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-60 963,00	-2 252 122,32	-1 666 599,00	-2 400,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		2 934 722,89	1 836 117,88	0,00	0,00	0,00	1 251 114,60	0,00	6 021 955,37
Dépenses de l'exercice		2 934 722,89	1 836 117,88	0,00	0,00	0,00	1 251 114,60	0,00	6 021 955,37
011	Charges à caractère général	1 712,36	1 792 659,54	0,00	0,00	0,00	1 250 981,00	0,00	3 045 352,90
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 638 050,53	4 958,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 643 008,87
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	294 960,00	38 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333 460,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133,60	0,00	133,60
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		476 300,00	14 500,00	0,00	0,00	0,00	242 000,00	0,00	732 800,00
Recettes de l'exercice		476 300,00	14 500,00	0,00	0,00	0,00	242 000,00	0,00	732 800,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	424 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 300,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	14 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00
75	Autres produits de gestion courante	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 000,00	0,00	214 000,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 458 422,89	-1 821 617,88	0,00	0,00	0,00	-1 009 114,60	0,00	-5 289 155,37

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		244 007,14	398 608,73	1 193 502,01	1 244 614,60	0,00	6 000,00	500,00	0,00
Dépenses de l'exercice		244 007,14	398 608,73	1 193 502,01	1 244 614,60	0,00	6 000,00	500,00	0,00
011	Charges à caractère général	243 463,74	362 265,79	1 186 930,01	1 244 481,00	0,00	6 000,00	500,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	543,40	767,94	3 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	35 575,00	2 925,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	133,60	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 000,00	2 500,00	10 000,00	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		2 000,00	2 500,00	10 000,00	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 000,00	2 500,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	162 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-242 007,14	-396 108,73	-1 183 502,01	-1 002 614,60	0,00	-6 000,00	-500,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		86 811,00	329 980,21	414 417,74	1 300,00	0,00	832 508,95
Dépenses de l'exercice		86 811,00	329 980,21	414 417,74	1 300,00	0,00	832 508,95
011	Charges à caractère général	6 350,00	64 750,00	111 160,68	1 300,00	0,00	183 560,68
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	264 930,21	303 257,06	0,00	0,00	568 187,27
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	80 461,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 461,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 950,00	1 500,00	92 000,00	0,00	0,00	96 450,00
Recettes de l'exercice		2 950,00	1 500,00	92 000,00	0,00	0,00	96 450,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	950,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	29 950,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 000,00	1 500,00	63 000,00	0,00	0,00	66 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-83 861,00	-328 480,21	-322 417,74	-1 300,00	0,00	-736 058,95

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	24 450,00	264 930,21	40 600,00	0,00	398 217,74	700,00	15 500,00
Dépenses de l'exercice		0,00	24 450,00	264 930,21	40 600,00	0,00	398 217,74	700,00	15 500,00
011	Charges à caractère général	0,00	24 150,00	0,00	40 600,00	0,00	94 960,68	700,00	15 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	264 930,21	0,00	0,00	303 257,06	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	91 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	91 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	28 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-22 950,00	-264 930,21	-40 600,00	0,00	-397 217,74	90 300,00	-15 500,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		447 963,00	392 052,48	163 667,00	0,00	1 003 682,48
Dépenses de l'exercice		447 963,00	392 052,48	163 667,00	0,00	1 003 682,48
011	Charges à caractère général	34 110,00	389 050,00	22 000,00	0,00	445 160,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	413 653,00	0,00	141 467,00	0,00	555 120,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	200,00	2 202,48	200,00	0,00	2 602,48
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		12 000,00	9 500,00	6 000,00	0,00	27 500,00
Recettes de l'exercice		12 000,00	9 500,00	6 000,00	0,00	27 500,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	8 850,00	0,00	0,00	8 850,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	12 000,00	650,00	6 000,00	0,00	18 650,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-435 963,00	-382 552,48	-157 667,00	0,00	-976 182,48

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	312 900,00	0,00	79 152,48	0,00	0,00	163 667,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	312 900,00	0,00	79 152,48	0,00	0,00	163 667,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	312 500,00	0,00	76 550,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	400,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 467,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	2 202,48	0,00	0,00	200,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	650,00	0,00	8 850,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	650,00	0,00	8 850,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	8 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-312 250,00	0,00	-70 302,48	0,00	0,00	-157 667,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 100,00	2 351 180,12	0,00	2 352 280,12
Dépenses de l'exercice		1 100,00	2 351 180,12	0,00	2 352 280,12
011	Charges à caractère général	1 100,00	794 970,13	0,00	796 070,13
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	1 356 992,99	0,00	1 356 992,99
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	193 276,00	0,00	193 276,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	5 941,00	0,00	5 941,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	807 830,00	0,00	807 830,00
Recettes de l'exercice		0,00	807 830,00	0,00	807 830,00
013	Atténuations de charges	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	453 400,00	0,00	453 400,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	340 330,00	0,00	340 330,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 100,00	0,00	4 100,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 100,00	-1 543 350,12	0,00	-1 544 450,12

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 100,00	1 316 332,65	900,00	998 497,47	35 450,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 100,00	1 316 332,65	900,00	998 497,47	35 450,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	1 100,00	387 338,83	900,00	371 281,30	35 450,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	729 976,82	0,00	627 016,17	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	193 276,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	5 741,00	0,00	200,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	414 700,00	0,00	393 130,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	414 700,00	0,00	393 130,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	296 400,00	0,00	157 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	118 300,00	0,00	222 030,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 100,00	-901 632,65	-900,00	-605 367,47	-35 450,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 200,00
Dépenses de l'exercice		0,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 200,00
011	Charges à caractère général	0,00	7 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 700,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-9 200,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		4 163 253,79	4 702 065,44	0,00	0,00	8 865 319,23
Dépenses de l'exercice		4 163 253,79	4 702 065,44	0,00	0,00	8 865 319,23
011	Charges à caractère général	3 086 036,00	1 121 225,26	0,00	0,00	4 207 261,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 075 185,79	2 929 539,88	0,00	0,00	4 004 725,67
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	2 032,00	650 000,00	0,00	0,00	652 032,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 300,30	0,00	0,00	1 300,30
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		13 220,00	343 000,00	0,00	0,00	356 220,00
Recettes de l'exercice		13 220,00	343 000,00	0,00	0,00	356 220,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	3 120,00	276 000,00	0,00	0,00	279 120,00
73	Impôts et taxes	0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10 100,00	20 000,00	0,00	0,00	30 100,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 150 033,79	-4 359 065,44	0,00	0,00	-8 509 099,23

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		540 192,18	0,00	0,00	2 636 193,61	986 868,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		540 192,18	0,00	0,00	2 636 193,61	986 868,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	87 960,00	0,00	0,00	2 013 240,00	984 836,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	452 232,18	0,00	0,00	622 953,61	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	2 032,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		13 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		13 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	3 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-526 972,18	0,00	0,00	-2 636 193,61	-986 868,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		302 954,79	45 365,00	1 820 802,78	2 392 777,25	140 165,62	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	302 954,79	45 365,00	1 820 802,78	2 392 777,25	140 165,62	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	8 800,00	45 065,00	490 250,66	573 953,60	3 156,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	294 154,79	0,00	680 117,22	1 818 823,65	136 444,22	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	300,00	434,90	0,00	565,40	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	20 000,00	303 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	20 000,00	303 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-302 954,79	-25 365,00	-1 517 802,78	-2 372 777,25	-140 165,62	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		100 000,00	228 709,56	0,00	0,00	126 611,00	0,00	0,00	0,00	455 320,56
Dépenses de l'exercice		100 000,00	228 709,56	0,00	0,00	126 611,00	0,00	0,00	0,00	455 320,56
011	Charges à caractère général	0,00	68 636,40	0,00	0,00	30 675,00	0,00	0,00	0,00	99 311,40
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	159 973,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 973,16
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	95 936,00	0,00	0,00	0,00	95 936,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	100 000,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		56 000,00	92 000,00	0,00	0,00	93 407,00	0,00	0,00	0,00	241 407,00
Recettes de l'exercice		56 000,00	92 000,00	0,00	0,00	93 407,00	0,00	0,00	0,00	241 407,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	93 407,00	0,00	0,00	0,00	93 407,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-44 000,00	-136 709,56	0,00	0,00	-33 204,00	0,00	0,00	0,00	-213 913,56

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**3 982 646,48**	**3 343 315,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 325 961,69**
Dépenses de l'exercice		**3 630 469,91**	**3 343 315,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 973 785,12**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***12 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***12 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 359,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 359,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 610 110,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 610 110,91**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**56 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 750,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 524 346,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 524 346,32**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 626 005,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 626 005,90**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**136 212,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 212,99**
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0,00	136 212,99	0,00	0,00	0,00	136 212,99
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**352 176,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**352 176,57**
RECETTES (2)		**17 000 980,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 000 980,81**
Recettes de l'exercice		**17 000 980,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 000 980,81**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***6 021 515,67***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***6 021 515,67***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**360 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**360 100,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 088 568,76***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***1 088 568,76***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 632 360,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 632 360,15**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 898 436,23	0,00	0,00	0,00	0,00	3 898 436,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		13 018 334,33	-3 343 315,21	0,00	0,00	0,00	9 675 019,12

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		2 839 738,77	0,00	23 104,00	0,00	79 000,00	180,00	401 292,44	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		2 839 738,77	0,00	23 104,00	0,00	79 000,00	180,00	401 292,44	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	56 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 410 303,12	0,00	23 104,00	0,00	52 000,00	180,00	38 759,20	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 236 472,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 000,00**	**0,00**	**362 533,24**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**136 212,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	136 212,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 839 738,77	0,00	-23 104,00	0,00	-79 000,00	-180,00	-401 292,44	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**638 745,54**	**218 877,12**	**0,00**	**857 622,66**
Dépenses de l'exercice		**638 745,54**	**218 877,12**	**0,00**	**857 622,66**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	205 674,89	2 877,12	0,00	208 552,01
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	433 070,65	216 000,00	0,00	649 070,65
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-638 745,54	-218 877,12	0,00	-857 622,66

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	513 745,54	125 000,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	513 745,54	125 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	80 674,89	125 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	433 070,65	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-513 745,54	-125 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**40 000,00**	**1 474 455,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 100,00**	**0,00**	**1 585 555,74**
Dépenses de l'exercice		**40 000,00**	**1 474 455,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 100,00**	**0,00**	**1 585 555,74**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	40 000,00	55 912,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 912,46
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	1 418 543,28	0,00	0,00	0,00	71 100,00	0,00	1 489 643,28
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-40 000,00	-1 474 455,74	0,00	0,00	0,00	-71 100,00	0,00	-1 585 555,74

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		300 790,38	286 904,17	886 761,19	71 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		300 790,38	286 904,17	886 761,19	71 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	24 236,90	8 442,36	23 233,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	276 553,48	278 461,81	863 527,99	71 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-300 790,38	-286 904,17	-886 761,19	-71 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**7 575,20**	**117 443,58**	**98 081,81**	**222 500,00**	**0,00**	**445 600,59**
Dépenses de l'exercice		**7 575,20**	**117 443,58**	**98 081,81**	**222 500,00**	**0,00**	**445 600,59**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***21 024,61***	***0,00***	***0,00***	***21 024,61***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**96 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 300,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 027,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 027,20**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 548,00**	**21 143,58**	**72 785,20**	**222 500,00**	**0,00**	**320 976,78**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**4 272,00**	**0,00**	**0,00**	**4 272,00**
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0,00	0,00	4 272,00	0,00	0,00	4 272,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**21 024,61**	**0,00**	**0,00**	**21 024,61**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**21 024,61**	**0,00**	**0,00**	**21 024,61**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***21 024,61***	***0,00***	***0,00***	***21 024,61***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-7 575,20	-117 443,58	-77 057,20	-222 500,00	0,00	-424 575,98

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	96 300,00	21 143,58	0,00	29 872,00	41 114,81	27 095,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	96 300,00	21 143,58	0,00	29 872,00	41 114,81	27 095,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*21 024,61*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	96 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	21 143,58	0,00	25 600,00	20 090,20	27 095,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 272,00	0,00	0,00
5020002	ACQUISITION MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 272,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 024,61	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 024,61	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*21 024,61*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-96 300,00	-21 143,58	0,00	-29 872,00	-20 090,20	-27 095,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	591 244,41	332 817,90	0,00	924 062,31
Dépenses de l'exercice		0,00	591 244,41	332 817,90	0,00	924 062,31
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	206 721,28	0,00	0,00	206 721,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	384 523,13	332 817,90	0,00	717 341,03
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-591 244,41	-332 817,90	0,00	-924 062,31

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	508 822,82	0,00	82 421,59	0,00	0,00	332 817,90	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	508 822,82	0,00	82 421,59	0,00	0,00	332 817,90	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	206 721,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	302 101,54	0,00	82 421,59	0,00	0,00	332 817,90	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-508 822,82	0,00	-82 421,59	0,00	0,00	-332 817,90	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	227 424,19	0,00	227 424,19
Dépenses de l'exercice		0,00	227 424,19	0,00	227 424,19
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	3 533,89	0,00	3 533,89
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	59 528,31	0,00	59 528,31
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	164 361,99	0,00	164 361,99
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-227 424,19	0,00	-227 424,19

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	28 875,65	0,00	136 479,94	62 068,60	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	28 875,65	0,00	136 479,94	62 068,60	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	3 533,89	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	58 428,31	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	24 241,76	0,00	78 051,63	62 068,60	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-28 875,65	0,00	-136 479,94	-62 068,60	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	319,46	0,00	0,00	0,00	0,00	319,46
Dépenses de l'exercice		0,00	319,46	0,00	0,00	0,00	0,00	319,46
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	319,46	0,00	0,00	0,00	0,00	319,46
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-319,46	0,00	0,00	0,00	0,00	-319,46

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**423 244,57**	**6 533 139,01**	**0,00**	**0,00**	**6 956 383,58**
Dépenses de l'exercice		**423 244,57**	**6 533 139,01**	**0,00**	**0,00**	**6 956 383,58**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	42 000,00	0,00	0,00	42 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	375 947,90	0,00	0,00	375 947,90
21	Immobilisations corporelles	3 350,01	449 562,79	0,00	0,00	452 912,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	419 894,56	5 655 628,32	0,00	0,00	6 075 522,88
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	1 378 238,00	0,00	0,00	1 378 238,00
Recettes de l'exercice		0,00	1 378 238,00	0,00	0,00	1 378 238,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 368 238,00	0,00	0,00	1 368 238,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-423 244,57	-5 154 901,01	0,00	0,00	-5 578 145,58

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		10 581,66	0,00	0,00	3 350,01	409 312,90	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		10 581,66	0,00	0,00	3 350,01	409 312,90	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	3 350,01	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 581,66	0,00	0,00	0,00	409 312,90	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-10 581,66	0,00	0,00	-3 350,01	-409 312,90	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	347 493,95	5 422 870,91	571 265,77	191 508,38	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Dépenses de l'exercice	**0,00**	**347 493,95**	**5 422 870,91**	**571 265,77**	**191 508,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	41 667,00	0,00	333,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	184 772,52	0,00	191 175,38	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	246 460,97	82 645,30	120 456,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	101 032,98	5 103 786,09	450 809,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	1 320 698,00	57 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	1 320 698,00	57 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 310 698,00	57 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-347 493,95	-4 102 172,91	-513 725,77	-191 508,38	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	16 813,20	0,00	0,00	60 500,00	0,00	0,00	0,00	77 313,20
Dépenses de l'exercice		0,00	16 813,20	0,00	0,00	60 500,00	0,00	0,00	0,00	77 313,20
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	16 813,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 813,20
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-16 813,20	0,00	0,00	-60 500,00	0,00	0,00	0,00	-77 313,20

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 3 618 469,91**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**3 610 110,91**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 564 999,99	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	2 045 110,92	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**8 359,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	8 359,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**3 618 469,91**	**3 501 183,58**	**352 176,57**	**7 471 830,06**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 9 219 184,43**	**30 000,00**	**VI 30 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 779 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	1 274 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	505 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**7 440 184,43**	**30 000,00**	**30 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*19 157,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*3 628,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*1 905,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*6 357,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*26 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*44 778,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*9 528,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*392 891,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*31 684,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*4 286,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*98 029,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*5 935,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*107 104,76*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*84 064,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*79 022,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*174 200,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	360 100,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*5 991 515,67*	*30 000,00*	*30 000,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**9 249 184,43**	**0,00**	**0,00**	**3 853 360,15**	**13 102 544,58**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**7 471 830,06**
Ressources propres disponibles	VIII	**13 102 544,58**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**5 630 714,52**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Rapporteur : **Norbert GRAVES** **1.08**

DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE L'EXERCICE 2021 - BUDGET ANNEXE DU STATIONNEMENT

Le Conseil municipal ayant approuvé les inscriptions budgétaires 2021 du budget annexe du stationnement, il convient de délibérer pour modifier les crédits de l'exercice afin :

-d'ajuster le besoin d'emprunt (-100K€) de l'exercice et d'inscrire une subvention d'équipement obtenue pour la modernisation des équipements de stationnement (+100K),

-d'ajuster le niveau des recettes de stationnement (+60K€), plus importantes que prévues, compte tenu du changement du matériel et par conséquent de prévoir une baisse de la subvention d'équilibre du même montant (-60K€).

Les inscriptions budgétaires proposées sont annexées à la présente délibération.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121.29 et L.2311-5,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'APPROUVER les modifications des inscriptions budgétaires, ci-annexées,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21260198300357	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE DE MONTELIMAR

POSTE COMPTABLE DE : MONTELIMAR

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : BUDGET STATIONNEMENT (3)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 19
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 20

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	324 131,56	0,00	0,00	0,00	324 131,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	285 269,65	0,00	0,00	0,00	285 269,65
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		**609 411,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**609 411,21**
66	Charges financières	163 600,00	0,00	0,00	0,00	163 600,00
67	Charges exceptionnelles	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**773 311,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**773 311,21**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*192 571,11*		*0,00*	*0,00*	*192 571,11*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*313 501,79*		*0,00*	*0,00*	*313 501,79*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***506 072,90***		***0,00***	***0,00***	***506 072,90***
TOTAL		**1 279 384,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 279 384,11**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 279 384,11**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	564 000,00	0,00	59 632,55	59 632,55	623 632,55
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	709 632,55	0,00	-59 632,55	-59 632,55	650 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 273 632,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 273 632,55**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 273 632,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 273 632,55**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 273 632,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 273 632,55**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**5 751,56**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 279 384,11**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**506 072,90**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	803 500,00	0,00	0,00	0,00	803 500,00
Total des dépenses d'équipement		**803 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**803 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	506 072,90	0,00	0,00	0,00	506 072,90
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**506 072,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**506 072,90**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 309 572,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 309 572,90**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 309 572,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 309 572,90**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**180 247,15**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 489 820,05**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	800 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00	700 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**800 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	183 747,15	0,00	0,00	0,00	183 747,15
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**183 747,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**183 747,15**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**983 747,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**983 747,15**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*192 571,11*		*0,00*	*0,00*	*192 571,11*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*313 501,79*		*0,00*	*0,00*	*313 501,79*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***506 072,90***		***0,00***	***0,00***	***506 072,90***
TOTAL		**1 489 820,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 489 820,05**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 489 820,05**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**506 072,90**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	59 632,55		59 632,55
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	-59 632,55		-59 632,55
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	100 000,00	*0,00*	100 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-100 000,00	*0,00*	-100 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**324 131,56**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	64 500,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	6 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	30 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	5 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	6 500,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	125 751,56	0,00	0,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	780,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	20 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	500,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 100,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	12 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	30 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	7 500,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**285 269,65**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de mobilité	857,59	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	142,77	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 599,78	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	209 887,54	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	25 255,21	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 716,76	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	6 810,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10,00**	**0,00**	**0,00**
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**609 411,21**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**163 600,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	167 216,26	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 616,26	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**300,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	214,50	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	85,50	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**773 311,21**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***192 571,11***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***313 501,79***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*313 501,79*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***506 072,90***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***506 072,90***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 279 384,11**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	25 445,83
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	29 062,09
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 616,26

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**564 000,00**	**59 632,55**	**59 632,55**
706	Prestations de services	564 000,00	59 632,55	59 632,55
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**709 632,55**	**-59 632,55**	**-59 632,55**
74	Subventions d'exploitation	709 632,55	-59 632,55	-59 632,55
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**1 273 632,55**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 273 632,55**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 273 632,55**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
188221001	**Opération d'équipement n° 188221001 (5)**	**803 500,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**803 500,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**506 072,90**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	458 572,90	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	47 500,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**506 072,90**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 309 572,90**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 309 572,90**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
1313	Subv. équipt Départements	0,00	100 000,00	100 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**800 000,00**	**-100 000,00**	**-100 000,00**
1641	Emprunts en euros	800 000,00	-100 000,00	-100 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**800 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**183 747,15**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	183 747,15	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**183 747,15**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**983 747,15**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***192 571,11***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***313 501,79***	***0,00***	***0,00***
28138	*Autres constructions*	*313 501,79*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***506 072,90***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***506 072,90***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 489 820,05**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 188221001 (1)
LIBELLE : CHANGEMENT MATERIEL PARKING A TPS PASSE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2157	Aménagements matériel industriel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 506 072,90**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**506 072,90**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	458 572,90	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	47 500,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**506 072,90**	**3 500,00**	**180 247,15**	**689 820,05**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 506 072,90**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**506 072,90**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28138	*Autres constructions*	*313 501,79*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*192 571,11*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**506 072,90**	**0,00**	**0,00**	**183 747,15**	**689 820,05**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**689 820,05**
Ressources propres disponibles	VIII	**689 820,05**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**0,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.09**

VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE AU BUDGET ANNEXE DU SERVICE DU STATIONNEMENT

L'article L.2224-1 du Code général des collectivités territoriales, dispose que les budgets des Services Publics à Caractère Industriel et Commercial (SPIC) exploités en régie, affermés ou concédés par les communes doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. En outre, l'alinéa 1 de l'article L.2224-2 dudit code interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services.

Toutefois, l'alinéa 2 de l'article précité prévoit trois dérogations à ce strict principe de l'équilibre.
Ainsi, la collectivité de rattachement peut décider une prise en charge des dépenses du SPIC dans son budget général :

- si des exigences conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;

- si le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

- si lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

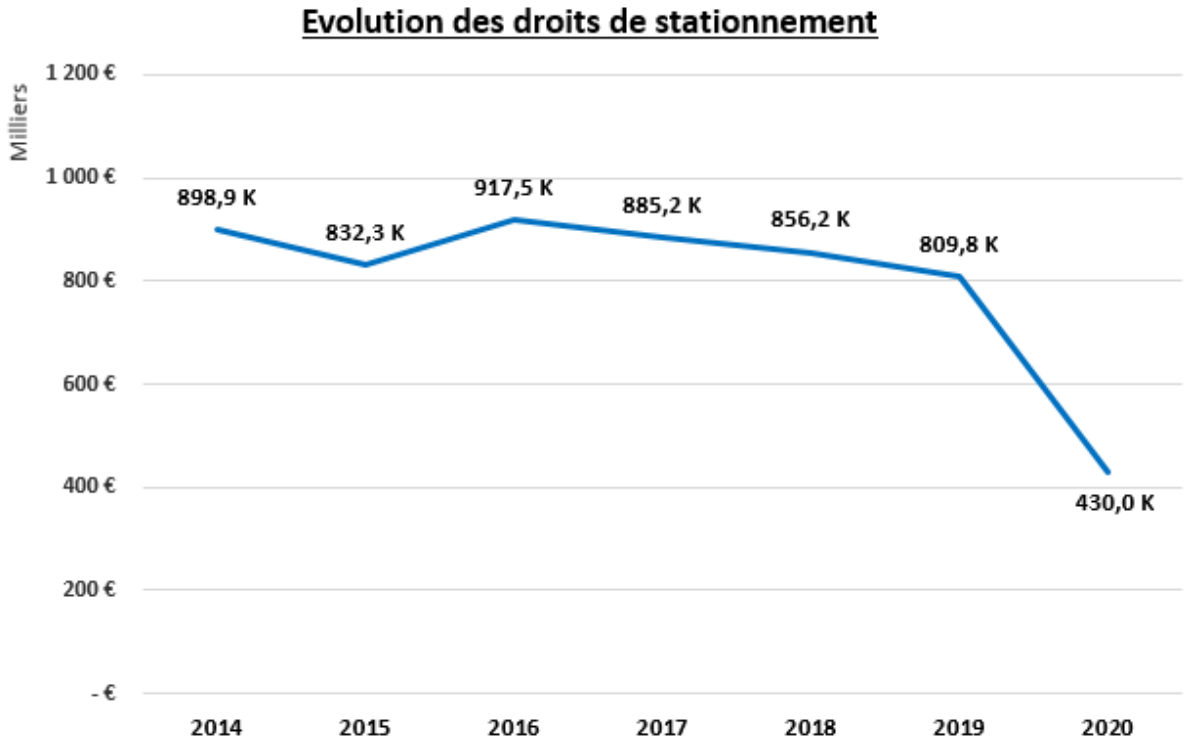
Pour financer la réalisation du parking souterrain de Saint-Martin, la ville a mobilisé, en 2010, un emprunt de 9M€ qu'elle s'est engagée à rembourser sur 20 ans (annuité moyenne de 710K€).

Le financement de cette annuité par l'usager entraînerait une augmentation excessive des tarifs de stationnement et ne permettrait pas de garder une politique tarifaire attractive pour le centre-ville.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes de stationnement	899 K€	832 K€	918 K€	885 K€	856 K€	810 K€	430 K€
Subvention d'équilibre	586 K€	480 K€	360 K€	340 K€	340 K€	340 K€	770 K€
Hausse nécesssaire des tarifs	**65%**	**58%**	**39%**	**38%**	**40%**	**42%**	**179%**

Il a donc été décidé dès l'origine de cette opération, une subvention d'équilibre versée par le budget général.

En 2020, le montant de la subvention est en forte augmentation pour compenser la perte de recette liée au confinement et à la vétusté du matériel non entretenu sous le précédent mandat.



Il convient de préciser que le montant maximum à verser, chaque année, sera celui inscrit sur le budget général (y compris décisions modificatives) au compte 657364 : subventions de fonctionnement à caractère industriel et commercial.

Pour 2021, le niveau des recettes a encore été perturbé par la crise sanitaire. Néanmoins depuis la fin des travaux de changement du matériel, il a été constaté une hausse significative des rotations, ce qui laisse présager, toute chose égale par ailleurs, une hausse des recettes sur le dernier semestre de l'année.

Par conséquent, le besoin de subvention 2021 est en fixé à 650 000€ soit une baisse de 120 000€ par rapport à 2020.

Avec la modernisation du matériel, l'objectif reste de tendre à moyen terme vers l'équilibre strict de ce budget sans subvention d'équilibre.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2224-1 et L.2224-2,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'AUTORISER le versement d'une subvention d'équilibre de 650 000€ au budget annexe du service public du stationnement au titre de l'exercice 2021,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission

Rapporteur : **Norbert GRAVES** **1.10**

REMBOURSEMENT PAR L'ÉTAT DE L'INDEMNITÉ AU RÉGISSEUR DE LA POLICE MUNICIPALE

L'article 102 de la loi de finances rectificative pour 2004 prévoit que les communes et les groupements de communes auprès desquels le Préfet a créé une régie de recettes pour percevoir le produit de certaines contraventions, sont tenus de verser au nom et pour le compte de l'État, une indemnité de responsabilité aux régisseurs de police municipale, destinée notamment à compenser leurs charges de cautionnement et d'assurance éventuelle.

À ce titre, la commune de Montélimar s'engage à reverser au régisseur la somme de 110 € qui correspond au montant de l'indemnité couvrant la période du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2020 que les services de l'État nous ont versé en date du 10 novembre 2021.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121.29,

Vu l'article 102 de la loi de finances rectificative pour 2004,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- DE REVERSER au régisseur de la police municipale au titre de l'indemnité de responsabilité pour 2020, le montant de 110 €, versé par les services de l'État,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département de sa publication.

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.11**

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES TLPE

La constitution de provisions comptables est une des dépenses obligatoires pour les collectivités territoriales en vertu du principe de prudence.

La Collectivité comptabilise toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable. Le montant de la provision doit être estimé à hauteur du risque encouru par la Collectivité.

Comme indiqué dans le rapport d'audit, le montant des recettes de la taxe sur la publicité, figurant au budget 2018 et 2019, est constitué pour tout ou partie de titre de rattachement qui n'ont pas fait l'objet de facturation pour un montant de 357K€.

Aujourd'hui, la Municipalité actuelle doit corriger ce manquement en recouvrant les sommes. Or, il risque d'être très compliqué, compte tenu du contexte économique, de récupérer les taxes non facturées en 2018 et 2019.
Il existe donc un risque potentiel de charges supplémentaires de tout ou partie de ce montant.

Il est donc proposé de constituer une provision de 140K€ soit 40% du montant total.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à constituer une provision de 140 000€ ; les crédits sont ouverts sur le compte 6815,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Rapporteur : Éric PHÉLIPPEAU **1.12**

PRÉPARATION À LA CRÉATION D'UNE SEM FONCIÈRE - DÉLIBERATION D'INTENTION DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR

À l'image de nombreuses villes moyennes, et malgré une certaine dynamique – particulièrement démographique - la ville de Montélimar souffre d'une dévitalisation de son centre-ville. En 2018, Montélimar intègre le dispositif « Action Cœur de Ville » (ACV) qui permet de mobiliser des moyens en faveur de l'attractivité des cœurs de ville et notamment de diversifier l'offre de logements et réduire la vacance, favoriser un développement économique et commercial équilibré, accroître l'offre culturelle et les équipements touristiques, développer l'accessibilité et la mobilité... C'est avec cette volonté que la ville de Montélimar s'est engagée dans une démarche d'acquisitions de locaux et d'immeubles en centre-ville.

Cette stratégie de développement territorial doit également pouvoir se développer et profiter à l'ensemble du territoire de l'Agglomération. La désignation de la commune de Cléon d'Andran, en tant que « Petite Ville de Demain » par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires s'inscrit dans cette dynamique.

Les communes de l'Agglomération ont ainsi identifié des besoins en ingénieries techniques et financières afin de mener à bien des projets immobiliers structurants de leur territoire (pôles médicaux, pôles commerciaux de proximité, habitat, tourisme, etc.). Elles souhaitent par ailleurs conserver la maîtrise de ces opérations (financière, usage des locaux, animation...), depuis leurs phases de conception jusqu'à leurs exploitations.

Aussi, dans ce cadre, la ville de Montélimar et l'agglomération Montélimar-Agglomération s'interrogent sur l'opportunité et la faisabilité de la création d'une foncière qui pourrait agir à l'échelle des communes de l'Agglomération en faveur de la revitalisation et du dynamisme du territoire, par des actions de promotion immobilière et de gestion de biens sur la durée.

A ce jour, les principaux éléments de réflexion sont les suivants :

- le jeu des acteurs en présence permet de délimiter un contour :

- EPORA peut porter sur le temps court des terrains ou des immeubles à la demande des collectivités locales sans intervenir sur les phases de construction / réhabilitation ;

- MAH, le bailleur social de la Ville et de l'Agglomération, a pour mission prioritaire le développement du logement social et la réhabilitation de son parc. Il gère certains commerces des bas d'immeubles sociaux ;

- Les acteurs privés peuvent réaliser au coup par coup des opérations en promotion-rénovation, mais ils n'interviennent pas sur tous les sites (sélection en fonction de leurs intérêts et de leur rentabilité au détriment parfois de certains sites moins valorisables à court terme) et ne permettent pas de piloter et maîtriser la redynamisation, ni de garantir dans le temps l'usage de ces locaux et leur complémentarité ;

- La SPL Montélimar Agglo-Développement intervient pour le compte de ses deux actionnaires que sont la ville de Montélimar et Montélimar-Agglomération.

Elle est titulaire de concessions d'aménagement et de mandats pour accompagner de façon agile les collectivités dans le pilotage de leurs projets. Son objet social, très large en matière d'aménagement du territoire, permettrait de lui confier une concession de redynamisation du centre-ville de Montélimar pour assurer une coordination et un pilotage d'ensemble.
Elle ne peut cependant intervenir que pour ses actionnaires publics et ne peut donc pas profiter des capitaux propres des acteurs privés, au premier rang desquels la Banque des Territoires. Elle ne peut pas non plus créer de filiales thématiques ou spécifiques à certaines opérations, limitant ainsi sa capacité d'innovation dans le montage de partenariats créateurs de valeur au bénéfice du territoire.

- il manque donc une structure, maîtrisée par la collectivité, qui acquière, rénove ou construit et porte sur le long terme des biens au-delà du pilotage stratégique par la collectivité :

Quelle que soit la solution retenue, la collectivité a intérêt à externaliser un tel outil. Les avantages sont nombreux : nouveau métier à part entière qui n'existe pas à ce jour dans la Collectivité, besoin de souplesse dans la gestion des compétences, apports de fonds propres par des partenaires privés et partage de risques, gestion en mode projet, agilité, réactivité, process simplifiés...

- sur le plan opérationnel, différentes structures juridiques sont susceptibles de porter les activités d'une foncière :

Des études ont été lancées avec le concours de la Banque des Territoires afin de mieux cerner les choix qui s'offrent à la collectivité et d'affiner la liste et le contenu des opérations prioritaires.

De nombreux véhicules juridiques existent et ont été éprouvés sur le territoire national en lien avec le dispositif Action Cœur de Ville. Certains présentent des limites par leur nature ou leur utilisation exclusive : à titre d'exemple la SEMOP centre-ville n'est pas adaptée car elle est rigide et longue à mettre en place alors que les interventions de revitalisation demandent beaucoup de souplesse et d'adaptabilité ; d'autres outils peuvent être ponctuellement pertinents comme une SAS thématique ou spécifique à un projet particulier, mais nécessite au préalable l'existence d'une SEM.

- une grappe d'outils avec une SEM foncière et des filiales au service du territoire et un pilotage d'ensemble par la collectivité, via la SPL le cas échéant, sur les projets le nécessitant, permet d'articuler une réponse plus complète et un pilotage d'ensemble de la démarche. Il permet également de mutualiser les moyens humains et matériels affectés aux opérations confiées à la SPL et à la SEM via la constitution d'un GIE (groupement d'intérêt économique) et de limiter ainsi les coûts de structure.

L'outil société d'économie mixte (SEM) apparaît comme la formule la mieux adaptée à une gestion patrimoniale dynamique, car il permet :

- de garder la maîtrise des choix stratégiques ;
- une implication effective des collectivités dans la gouvernance (Assemblée générale, Conseil d'administration et Comité d'engagement avec présence systématique et droit de vote du représentant de la commune sur laquelle un nouveau projet est envisagé) ;
- de substituer aux subventions ponctuelles sur projets, un investissement créateur de valeurs pour la collectivité ;
- de bénéficier d'un effet de levier en accueillant des actionnaires financiers tel que la Banque des territoires et des établissements bancaires qui pourront assumer jusqu'à 49 % du poids des fonds propres ;
- une souplesse en termes de contractualisation pour nouer, en aval, des partenariats avec les investisseurs, promoteurs, constructeurs et exploitants sur des dossiers spécifiques et encadrés ;
- de prétendre aux dispositifs d'aides nationales (ANCT, ANAH, fonds friches, Action Logement, ...) en bénéficiant de leurs meilleures conditions ;
- l'accompagnement des projets innovants ;
- une grande évolutivité et agilité de la structure.

Sur le fondement du constat ci-dessus, la ville de Montélimar et Montélimar-Agglomération souhaitent ainsi travailler à la préparation et à la mise en place du tour de table des actionnaires qui sera soumis aux organes délibérants de la ville de Montélimar et des autres actionnaires publics et privés. Il en va de même des statuts et des modalités spécifiques d'organisation qui seront formalisées dans le pacte d'actionnaires.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1521-1, L.1522-2, L1522-3, L.1522-4, L.1522-5

Vu le Code du commerce,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ACTER le principe de la mise en place d'une SEM foncière,

- DE POURSUIVRE le travail engagé et d'autoriser Monsieur le Maire de Montélimar ou son représentant à entreprendre toutes les études et démarches nécessaires à la recherche de co-investisseurs privés pour arrêter le tour de table des actionnaires (liste et niveau de participation) et proposer au conseil des statuts, un pacte d'actionnaire et un niveau de capitalisation adapté au Plan à Moyen Terme (PMT) de la structure à créer,

- DE DONNER tous pouvoirs au Maire ou à son représentant afin de prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération, y compris pour accomplir toutes les formalités requises et notamment la signature de tous actes et demandes ainsi que le paiement des sommes nécessaires aux différentes formalités,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.13**

GARANTIE D'EMPRUNT SOLLICITÉE PAR L'ASSOCIATION L'ABRI POUR L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION D'UN ACCUEIL DE JOUR

L'octroi par une commune d'une garantie pour un emprunt souscrit par une association de droit privé est régi par l'article L. 2252-1 du code général des collectivités territoriales. Afin de protéger les finances locales, la loi a posé le principe selon lequel les collectivités territoriales ne pouvaient garantir la totalité d'un emprunt. La quotité d'un emprunt susceptible d'être garanti est fixée à 50 %, en application de l'article D. 1511-35 de ce code.

Cette règle, dite de partage du risque, assure ainsi aux collectivités territoriales que l'établissement de crédit prêteur a sérieusement évalué les risques présentés par les dossiers.
Toutefois, l'article L. 2252-1 précité prévoit une exception à cette règle de partage du risque, qui ne s'applique pas aux garanties d'emprunt accordées par une commune aux organismes d'intérêt général visés aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts.
Les organismes visés par cette exception sont notamment les suivants : les organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culture ...; les associations reconnues d'utilité publique et organismes assimilés....

Dans le cadre de l'appel à projets « Amélioration et modernisation des accueils de jour » l'Association l'Abri a obtenu auprès de l'État une subvention de 150 000 € et une aide de la commune par la mise à disposition d'un terrain destinées à financer la réhabilitation d'un accueil de jour pour un montant total de 344 000€.

Afin de financer la totalité de son projet l'Association l'Abri sollicite la ville de Montélimar afin qu'elle lui accorde une garantie pour le remboursement d'une ligne d'emprunt qu'elle a contracté auprès du Crédit Agricole pour un montant total de 100 000 €, pour la réhabilitation d'un accueil de jour Chemin des Léonards à Montélimar.

Il est demandé au Conseil municipal, d'accorder la garantie de la ville de Montélimar au financement de cette opération et ce, aux conditions suivantes :

Article 1 : La ville de Montélimar accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de ces emprunts d'un montant total garanti de 100 000 € (cent mille euros), souscrit par l'Association l'Abri auprès du Crédit Agricole selon les caractéristiques financières suivantes :

Montant : 100 000€
Taux fixe : 0,90 %
Durée : 15 ans à compter de la date de signature du contrat

Article 2 : La garantie de la ville de Montélimar est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Association l'Abri dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole, la ville de Montélimar s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Association l'Abri pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole et l'emprunteur.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 et L.2252-2,

Vu le Code général des impôts et notamment ses articles 200 et 238 bis,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ACCORDER la garantie d'emprunt de la ville de Montélimar au financement de l'opération précitée à hauteur de 100% du montant total du prêt,

- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et notamment la convention de garantie d'emprunt et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.14**

GARANTIE D'EMPRUNT SOLLICITÉE PAR MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION HABITAT POUR L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION THERMIQUE DES LOGEMENTS SITUÉS À PRACOMTAL - TOURS I ET J

En complément des 2 premières demandes, Montélimar Agglomération Habitat a obtenu un prêt spécifique de la Caisse des Dépôts et Consignations afin d'accompagner la reprise des chantiers dans le secteur du logement social suite à la période d'arrêt due à la crise sanitaire de 2020.

Montélimar Agglomération Habitat sollicite la ville de Montélimar afin qu'elle lui accorde une garantie pour le remboursement d'une ligne d'emprunt qu'elle a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de 132 000,00 €, permettant de financer une partie de la réhabilitation thermique des logements, située à Pracomtal – Tour I ET J à Montélimar dont le montant total s'élève à 1 339 000 €.

La Commune souhaitant accompagner ce type de projet dans la mesure où ces travaux permettent d'améliorer la classe énergétique du parc social concerné de D à C et contribuent tout autant à l'amélioration des conditions de vie des locataires qu'à la lutte contre la précarité énergétique, il est proposé au Conseil municipal, d'accorder la garantie de la ville de Montélimar au financement de cette opération et ce, aux conditions suivantes :

Article 1 : La ville de Montélimar accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total garanti de 132 000,00€ (cent-trente-deux mille euros), souscrit par Montélimar Agglomération Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°122179 constitué d'une ligne du prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie de la ville de Montélimar est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Montélimar Agglomération Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires, la ville de Montélimar s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à Montélimar Agglomération Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires et l'emprunteur.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 et L.2252-2,

Vu le Code de la construction et de l'habitat et notamment ses articles R.331-18, R.431-57, R.431-58, R.431-59, R.431-60 et L.451-6,

Vu le Code civil et notamment son article 2298,

Vu le contrat de prêt n° 122179 en annexe signé entre Montélimar Agglomération Habitat, ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ACCORDER la garantie d'emprunt de la ville de Montélimar au financement de l'opération précitée à hauteur de 100% du montant total du prêt,

- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et notamment la convention de garantie d'emprunt et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 122179

Entre

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT - n° 000208375

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.22.1 page 1/22
Contrat de prêt n° 122179 Emprunteur n° 000208375

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT, SIREN n°: 272600024, sis(e) TOUR LES HIRONDELLES 3 PLACE GEORGES CLEMENCEAU BP 293 26207 MONTELIMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

FF

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes FF

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Soutien à la reprise des chantiers, Haut de bilan.

Afin d'accompagner la reprise des chantiers de construction et de réhabilitation dans le secteur du logement social suite à la période d'arrêt due à la crise sanitaire de 2020, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien via la mise en place d'un prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-trente-deux mille euros (132 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PHB 2.0 Chantiers, d'un montant de cent-trente-deux mille euros (132 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération Chantiers** » (PHB 2.0 Chantiers) est destiné à encourager la reprise des chantiers de construction et de rénovation de logements sociaux touchés par la crise sanitaire de 2020. Ce prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisabilité** » **(SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

FF

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **16/05/2021** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

S'agissant plus spécifiquement du PHB2.0 Chantiers, chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. La mobilisation des fonds se fera en un unique Versement subordonné au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s). La Phase de mobilisation ne pourra excéder dix (10) mois.

Si le Versement est inférieur au montant indiqué à l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »** ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la Date Limite de Mobilisation.

Le Versement est domicilié sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doit intervenir le Versement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 Chantiers			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5424033			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	132 000 €			
Commission d'instruction	70 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,37 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,37 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 Chantiers			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5424033			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	132 000 €			
Commission d'instruction	70 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,37 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,37 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	1,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».**

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».**

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».**

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».**

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres ou les subventions nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »** ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation ou d'en modifier le contenu ;

- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse de Prêteur ;

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :

  - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opération, que le Prêteur jugerait utiles ;
  - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;

- fournir le cas échéant, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE MONTELIMAR	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 15.04.2021
Pour l'Emprunteur,
Civilité : Mme
Nom / Prénom : FRANC Frédérique
Qualité : Directrice Générale
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Frédérique FRANC
Directrice Générale par Intérim
de l'Office Public de l'Habitat
MONTELIMAR

Le, 27/04/2021,
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :
Nom / Prénom :
Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes

Le Directeur Régional
Philippe LAMBERT

Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.15**

GARANTIE D'EMPRUNT SOLLICITÉE PAR MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION HABITAT POUR L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION THERMIQUE DU PARC SOCIAL DE 32 LOGEMENTS SITUÉS À PRACOMTAL - TOUR I

Montélimar Agglomération Habitat sollicite la ville de Montélimar afin qu'elle lui accorde une garantie pour le remboursement de 2 lignes d'emprunts qu'elle a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de 519 277 €, pour la réhabilitation thermique du parc social de 32 logements, située à Pracomtal – Tour I à Montélimar.

La Commune souhaitant accompagner ce type de projet dans la mesure où ces travaux permettent d'améliorer la classe énergétique du parc social concerné de D à C et contribuent tout autant à l'amélioration des conditions de vie des locataires qu'à la lutte contre la précarité énergétique, il est proposé au Conseil municipal, d'accorder la garantie de la ville de Montélimar au financement de cette opération et ce, aux conditions suivantes :

Article 1 : La ville de Montélimar accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de d'un Prêt d'un montant total de 519 277,00 euros (cinq-cent-dix-neuf mille deux-cent-soixante-dix-sept euros), souscrit par Montélimar Agglomération Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°122616 constitué de 2 lignes de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie de la ville de Montélimar est accordée pour la durée totale du prêt et **et** jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Montélimar Agglomération Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires, la ville de Montélimar s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à Montélimar Agglomération Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires et l'emprunteur.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 et L.2252-2,

Vu le Code de la construction et de l'habitat et notamment ses articles R.331-18, R.431-57, R.431-58, R.431-59, R.431-60 et L.451-6,

Vu le Code civil et notamment son article 2298,

Vu le contrat de prêt n° 122616 en annexe signé entre Montélimar Agglomération Habitat, ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- **D'ACCORDER** la garantie d'emprunt de la ville de Montélimar au financement de l'opération précitée à hauteur de 100% du montant total du prêt,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et notamment la convention de garantie d'emprunt et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONTRAT DE PRÊT

N° 122616

Entre

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT - n° 000208375

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.23.1 page 1/29
Contrat de prêt n° 122616 Emprunteur n° 000208375

Paraphes

CONTRAT DE PRÊT

Entre

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT, SIREN n°: 272600024, sis(e) TOUR LES HIRONDELLES 3 PLACE GEORGES CLEMENCEAU BP 293 26207 MONTELIMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Paraphes

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.28
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.28
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Réhabilitation de la tour I de Pracomtal, Parc social public, Réhabilitation de 32 logements situés 8 avenue Stéphane Mallarmé 26200 MONTELIMAR.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

La participation de la Banque Européenne d'Investissement au titre de la ressource, ainsi que la bonification apportée par Action Logement au présent financement aux côtés de la Caisse des Dépôts permettent de soutenir l'investissement de la présente opération, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-dix-neuf mille deux-cent-soixante-dix-sept euros (519 277,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de trois-cent-cinquante-neuf mille deux-cent-soixante-dix-sept euros (359 277,00 euros) ;
- PHB Réallocation du PHBB, d'un montant de cent-soixante mille euros (160 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Droit Environnemental » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le dispositif de réallocation du « Prêt réallocation Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement » (PHBB) est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de leur programme d'investissement. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 07/08/2021 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - PC Purgé du retrait administratif

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5411290			
Montant de la Ligne du Prêt	359 277 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,1 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,1 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	10 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	1,1 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	1,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5411289			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	160 000 €			
Commission d'instruction	90 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,23 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,23 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5411289			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	160 000 €			
Commission d'instruction	90 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,23 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,23 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	10 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	1,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE MONTELIMAR	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,	Le,
Pour l'Emprunteur,	Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :	Civilité :
Nom / Prénom :	Nom / Prénom :
Qualité :	Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes	Dûment habilité(e) aux présentes
Cachet et Signature :	Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
TOUR LES HIRONDELLES
3 PLACE GEORGES CLEMENCEAU
BP 293
26207 MONTELIMAR CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083179, MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 122616, Ligne du Prêt n° 5411289
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé PSSTFRPPLYO/FR0420041010072181396F03868 en vertu du mandat n° AADPH2020345000013 en date du 11 décembre 2020.

A ....., le .....

Prénom et nom .....

Qualité .....

Cachet et signature de l'Emprunteur

Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
TOUR LES HIRONDELLES
3 PLACE GEORGES CLEMENCEAU
BP 293
26207 MONTELIMAR CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083179, MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 122616, Ligne du Prêt n° 5411290
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé PSSTFRPPLYO/FR0420041010072181396F03868 en vertu du mandat n° AADPH2020345000013 en date du 11 décembre 2020.

A ....., le .....

Prénom et nom .....

Qualité .....

Cachet et signature de l'Emprunteur

Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

NOTICE EXPLICATIVE

1- Pièces à compléter et à retourner IMPERATIVEMENT à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avant le 07/08/2021 :

- l'exemplaire CDC du Contrat daté et signé,
- la ou les confirmations d'autorisation de prélèvement automatique.

Pour l'ensemble de ces documents, les nom et prénom, la qualité du signataire dûment habilité, ainsi que le cachet de la personne morale représentée devront figurer clairement au dessus de chaque signature.

2- Tableau d'amortissement :

Pour chaque Ligne du Prêt :

- un premier tableau d'amortissement théorique établi, à titre indicatif, sur la base d'un Versement unique et à partir des conditions financières connues à la date d'émission du Contrat de Prêt, vous est transmis avec ledit Contrat ;
- le tableau d'amortissement définitif vous parviendra à l'issue de la Phase de Mobilisation.

3- Echéancier prévisionnel de Versement(s) :

Un échéancier de Versement pré rempli est proposé par Ligne du Prêt. Cet échéancier est positionné à la date limite de Mobilisation des fonds.

Toute demande de modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement ou peut être réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

4- Autorisation de prélèvement automatique :

En cas de signature électronique, il vous appartient de vérifier le numéro de compte utilisé. Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement , nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.
En cas de signature manuscrite, il vous appartient de renvoyer l'Autorisation de prélèvement signée à la Direction régionale :

- Si vous bénéficiez d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, le numéro de compte utilisé pour le recouvrement de ces prêts a été reporté par défaut dans l'autorisation de prélèvement ; nous vous remercions de le vérifier et/ou le modifier le cas échéant ;
- Si vous ne bénéficiez pas d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, il vous appartient de compléter l'Autorisation de prélèvement.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

Emprunteur : 0208375 - MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 122616 / N° de la Ligne du Prêt : 5411289
Opération : Réhabilitation
Produit : PHB - Réallocation du PHBB

Capital prêté : 160 000 €
Taux effectif global : 0,23 %
Taux théorique par période :
1ère Période : 0,00 %
2ème Période : 1,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/05/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
2	07/05/2023	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
3	07/05/2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
4	07/05/2025	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
5	07/05/2026	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
6	07/05/2027	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
7	07/05/2028	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
8	07/05/2029	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122616 Emprunteur n° 00208375

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	07/05/2030	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
10	07/05/2031	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
11	07/05/2032	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
12	07/05/2033	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
13	07/05/2034	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
14	07/05/2035	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
15	07/05/2036	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
16	07/05/2037	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
17	07/05/2038	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
18	07/05/2039	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
19	07/05/2040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
20	07/05/2041	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
21	07/05/2042	1,10	17 760,00	16 000,00	1 760,00	0,00	144 000,00	0,00
22	07/05/2043	1,10	17 584,00	16 000,00	1 584,00	0,00	128 000,00	0,00
23	07/05/2044	1,10	17 408,00	16 000,00	1 408,00	0,00	112 000,00	0,00
24	07/05/2045	1,10	17 232,00	16 000,00	1 232,00	0,00	96 000,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122616 Emprunteur n° 000208375

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	07/05/2046	1,10	17 056,00	16 000,00	1 056,00	0,00	80 000,00	0,00
26	07/05/2047	1,10	16 880,00	16 000,00	880,00	0,00	64 000,00	0,00
27	07/05/2048	1,10	16 704,00	16 000,00	704,00	0,00	48 000,00	0,00
28	07/05/2049	1,10	16 528,00	16 000,00	528,00	0,00	32 000,00	0,00
29	07/05/2050	1,10	16 352,00	16 000,00	352,00	0,00	16 000,00	0,00
30	07/05/2051	1,10	16 176,00	16 000,00	176,00	0,00	0,00	0,00
Total			169 680,00	160 000,00	9 680,00	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122616 Emprunteur n° 000208375

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

Emprunteur : 0208375 - MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 122616 / N° de la Ligne du Prêt : 5411290
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 359 277 €
Taux actuariel théorique : 1,10 %
Taux effectif global : 1,10 %
Intérêts de Préfinancement : 3 288,56 €
Taux de Préfinancement : 1,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/03/2023	1,10	16 515,96	12 563,91	3 952,05	0,00	346 713,09	0,00
2	07/03/2024	1,10	16 515,96	12 702,12	3 813,84	0,00	334 010,97	0,00
3	07/03/2025	1,10	16 515,96	12 841,84	3 674,12	0,00	321 169,13	0,00
4	07/03/2026	1,10	16 515,96	12 983,10	3 532,86	0,00	308 186,03	0,00
5	07/03/2027	1,10	16 515,96	13 125,91	3 390,05	0,00	295 060,12	0,00
6	07/03/2028	1,10	16 515,96	13 270,30	3 245,66	0,00	281 789,82	0,00
7	07/03/2029	1,10	16 515,96	13 416,27	3 099,69	0,00	268 373,55	0,00
8	07/03/2030	1,10	16 515,96	13 563,85	2 952,11	0,00	254 809,70	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122616 Emprunteur n° 00020837 5

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	07/03/2031	1,10	16 515,96	13 713,05	2 802,91	0,00	241 096,65	0,00
10	07/03/2032	1,10	16 515,96	13 863,90	2 652,06	0,00	227 232,75	0,00
11	07/03/2033	1,10	16 515,96	14 016,40	2 499,56	0,00	213 216,35	0,00
12	07/03/2034	1,10	16 515,96	14 170,58	2 345,38	0,00	199 045,77	0,00
13	07/03/2035	1,10	16 515,96	14 326,46	2 189,50	0,00	184 719,31	0,00
14	07/03/2036	1,10	16 515,96	14 484,05	2 031,91	0,00	170 235,26	0,00
15	07/03/2037	1,10	16 515,96	14 643,37	1 872,59	0,00	155 591,89	0,00
16	07/03/2038	1,10	16 515,96	14 804,45	1 711,51	0,00	140 787,44	0,00
17	07/03/2039	1,10	16 515,96	14 967,30	1 548,66	0,00	125 820,14	0,00
18	07/03/2040	1,10	16 515,96	15 131,94	1 384,02	0,00	110 688,20	0,00
19	07/03/2041	1,10	16 515,96	15 298,39	1 217,57	0,00	95 389,81	0,00
20	07/03/2042	1,10	16 515,96	15 466,67	1 049,29	0,00	79 923,14	0,00
21	07/03/2043	1,10	16 515,96	15 636,81	879,15	0,00	64 286,33	0,00
22	07/03/2044	1,10	16 515,96	15 808,81	707,15	0,00	48 477,52	0,00
23	07/03/2045	1,10	16 515,96	15 982,71	533,25	0,00	32 494,81	0,00
24	07/03/2046	1,10	16 515,96	16 158,52	357,44	0,00	16 336,29	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122616 Emprunteur n° 000208375

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	07/03/2047	1,10	16 515,99	16 336,29	179,70	0,00	0,00	0,00
Total			412 899,03	359 277,00	53 622,03	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,50 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Rapporteur : Norbert GRAVES **1.16**

GARANTIE D'EMPRUNT SOLLICITÉE PAR MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION HABITAT POUR L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION THERMIQUE DU PARC SOCIAL DE 34 LOGEMENTS SITUÉS À PRACOMTAL - TOUR J

Montélimar Agglomération Habitat sollicite la ville de Montélimar afin qu'elle lui accorde une garantie pour le remboursement de 2 lignes d'emprunts qu'elle a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de 551 732 €, pour la réhabilitation thermique du parc social de 34 logements, située à Pracomtal – Tour J à Montélimar.

La Commune souhaitant accompagner ce type de projet dans la mesure où ces travaux permettent d'améliorer la classe énergétique du parc social concerné de D à C et contribuent tout autant à l'amélioration des conditions de vie des locataires qu'à la lutte contre la précarité énergétique, il est proposé au Conseil municipal, d'accorder la garantie de la ville de Montélimar au financement de cette opération et ce, aux conditions suivantes :

Article 1 : La ville de Montélimar accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total garanti de 551 732 € (cinq-cent-cinquante-et-un mille sept-cent-trente-deux euros), souscrit par Montélimar Agglomération Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°122617 constitué de 2 lignes de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie de la ville de Montélimar est accordée pour la durée totale du prêt **et** jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Montélimar Agglomération Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires, la ville de Montélimar s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à Montélimar Agglomération Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Banque des Territoires et l'emprunteur.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 et L.2252-2,

Vu le Code de la construction et de l'habitat et notamment ses articles R.331-18, R.431-57, R.431-58, R.431-59, R.431-60 et L.451-6,

Vu le Code civil et notamment son article 2298,

Vu le contrat de prêt n° 122617 en annexe signé entre Montélimar Agglomération Habitat, ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- **D'ACCORDER** la garantie d'emprunt de la ville de Montélimar au financement de l'opération précitée à hauteur de 100% du montant total du prêt,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et notamment la convention de garantie d'emprunt et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONTRAT DE PRÊT

N° 122617

Entre

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT - n° 000208375

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.23.1 page 1/29
Contrat de prêt n° 122617 Emprunteur n° 000208375

Paraphes

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT, SIREN n°: 272600024, sis(e) TOUR LES HIRONDELLES 3 PLACE GEORGES CLEMENCEAU BP 293 26207 MONTELIMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.18
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.28
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.28
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.28
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Réhabilitation de la tour J de Pracomtal, Parc social public, Réhabilitation de 34 logements situés 1 place Van Gogh 26200 MONTELIMAR.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

La participation de la Banque Européenne d'Investissement au titre de la ressource, ainsi que la bonification apportée par Action Logement au présent financement aux côtés de la Caisse des Dépôts permettent de soutenir l'investissement de la présente opération, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-cinquante-et-un mille sept-cent-trente-deux euros (551 732,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-un mille sept-cent-trente-deux euros (381 732,00 euros) ;
- PHB Réallocation du PHBB, d'un montant de cent-soixante-dix mille euros (170 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Droit Environnemental » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le dispositif de réallocation du « Prêt réallocation Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement » (PHBB) est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de leur programme d'investissement. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 07/08/2021 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - PC Purgé du retrait administratif

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5410715			
Montant de la Ligne du Prêt	381 732 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,1 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,1 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	10 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	1,1 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	1,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5410716			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	170 000 €			
Commission d'instruction	100 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,23 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,23 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5410716			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	170 000 €			
Commission d'instruction	100 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,23 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,23 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	10 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	1,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE MONTELIMAR	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,	Le,
Pour l'Emprunteur,	Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité :	Civilité :
Nom / Prénom :	Nom / Prénom :
Qualité :	Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes	Dûment habilité(e) aux présentes
Cachet et Signature :	Cachet et Signature :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
TOUR LES HIRONDELLES
3 PLACE GEORGES CLEMENCEAU
BP 293
26207 MONTELIMAR CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083178, MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 122617, Ligne du Prêt n° 5410716
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé PSSTFRPPLYO/FR0420041010072181396F03868 en vertu du mandat n° AADPH2020345000013 en date du 11 décembre 2020.

A ....., le .....

Prénom et nom .....

Qualité .....

Cachet et signature de l'Emprunteur

Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
TOUR LES HIRONDELLES
3 PLACE GEORGES CLEMENCEAU
BP 293
26207 MONTELIMAR CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U083178, MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 122617, Ligne du Prêt n° 5410715
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé PSSTFRPPLYO/FR0420041010072181396F03868 en vertu du mandat n° AADPH2020345000013 en date du 11 décembre 2020.

A ....., le .....

Prénom et nom .....

Qualité .....

Cachet et signature de l'Emprunteur

Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

NOTICE EXPLICATIVE

1- Pièces à compléter et à retourner IMPERATIVEMENT à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avant le 07/08/2021 :

- l'exemplaire CDC du Contrat daté et signé,
- la ou les confirmations d'autorisation de prélèvement automatique.

Pour l'ensemble de ces documents, les nom et prénom, la qualité du signataire dûment habilité, ainsi que le cachet de la personne morale représentée devront figurer clairement au dessus de chaque signature.

2- Tableau d'amortissement :

Pour chaque Ligne du Prêt :

- un premier tableau d'amortissement théorique établi, à titre indicatif, sur la base d'un Versement unique et à partir des conditions financières connues à la date d'émission du Contrat de Prêt, vous est transmis avec ledit Contrat ;
- le tableau d'amortissement définitif vous parviendra à l'issue de la Phase de Mobilisation.

3- Echéancier prévisionnel de Versement(s) :

Un échéancier de Versement pré rempli est proposé par Ligne du Prêt. Cet échéancier est positionné à la date limite de Mobilisation des fonds.

Toute demande de modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement ou peut être réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

4- Autorisation de prélèvement automatique :

En cas de signature électronique, il vous appartient de vérifier le numéro de compte utilisé. Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement , nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.
En cas de signature manuscrite, il vous appartient de renvoyer l'Autorisation de prélèvement signée à la Direction régionale :

- Si vous bénéficiez d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, le numéro de compte utilisé pour le recouvrement de ces prêts a été reporté par défaut dans l'autorisation de prélèvement ; nous vous remercions de le vérifier et/ou le modifier le cas échéant ;
- Si vous ne bénéficiez pas d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, il vous appartient de compléter l'Autorisation de prélèvement.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

Emprunteur : 0208375 - MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 122617 / N° de la Ligne du Prêt : 5410716
Opération : Réhabilitation
Produit : PHB - Réallocation du PHBB

Capital prêté : 170 000 €
Taux effectif global : 0,23 %
Taux théorique par période :
1ère Période : 0,00 %
2ème Période : 1,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/05/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
2	07/05/2023	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
3	07/05/2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
4	07/05/2025	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
5	07/05/2026	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
6	07/05/2027	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
7	07/05/2028	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
8	07/05/2029	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122617 Emprunteur n° 0002083375

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	07/05/2030	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
10	07/05/2031	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
11	07/05/2032	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
12	07/05/2033	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
13	07/05/2034	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
14	07/05/2035	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
15	07/05/2036	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
16	07/05/2037	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
17	07/05/2038	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
18	07/05/2039	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
19	07/05/2040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
20	07/05/2041	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00
21	07/05/2042	1,10	18 870,00	17 000,00	1 870,00	0,00	153 000,00	0,00
22	07/05/2043	1,10	18 683,00	17 000,00	1 683,00	0,00	136 000,00	0,00
23	07/05/2044	1,10	18 496,00	17 000,00	1 496,00	0,00	119 000,00	0,00
24	07/05/2045	1,10	18 309,00	17 000,00	1 309,00	0,00	102 000,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122617 Emprunteur n° 000208375

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	07/05/2046	1,10	18 122,00	17 000,00	1 122,00	0,00	85 000,00	0,00
26	07/05/2047	1,10	17 935,00	17 000,00	935,00	0,00	68 000,00	0,00
27	07/05/2048	1,10	17 748,00	17 000,00	748,00	0,00	51 000,00	0,00
28	07/05/2049	1,10	17 561,00	17 000,00	561,00	0,00	34 000,00	0,00
29	07/05/2050	1,10	17 374,00	17 000,00	374,00	0,00	17 000,00	0,00
30	07/05/2051	1,10	17 187,00	17 000,00	187,00	0,00	0,00	0,00
Total			180 285,00	170 000,00	10 285,00	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

Emprunteur : 0208375 - MONTELIMAR AGGLOMERATION HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 122617 / N° de la Ligne du Prêt : 5410715
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 381 732 €
Taux actuariel théorique : 1,10 %
Taux effectif global : 1,10 %
Intérêts de Préfinancement : 3 494,09 €
Taux de Préfinancement : 1,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/03/2023	1,10	17 548,22	13 349,17	4 199,05	0,00	368 382,83	0,00
2	07/03/2024	1,10	17 548,22	13 496,01	4 052,21	0,00	354 886,82	0,00
3	07/03/2025	1,10	17 548,22	13 644,46	3 903,76	0,00	341 242,36	0,00
4	07/03/2026	1,10	17 548,22	13 794,55	3 753,67	0,00	327 447,81	0,00
5	07/03/2027	1,10	17 548,22	13 946,29	3 601,93	0,00	313 501,52	0,00
6	07/03/2028	1,10	17 548,22	14 099,70	3 448,52	0,00	299 401,82	0,00
7	07/03/2029	1,10	17 548,22	14 254,80	3 293,42	0,00	285 147,02	0,00
8	07/03/2030	1,10	17 548,22	14 411,60	3 136,62	0,00	270 735,42	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 122617 Emprunteur n° 0002083 75

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	07/03/2031	1,10	17 548,22	14 570,13	2 978,09	0,00	256 165,29	0,00
10	07/03/2032	1,10	17 548,22	14 730,40	2 817,82	0,00	241 434,89	0,00
11	07/03/2033	1,10	17 548,22	14 892,44	2 655,78	0,00	226 542,45	0,00
12	07/03/2034	1,10	17 548,22	15 056,25	2 491,97	0,00	211 486,20	0,00
13	07/03/2035	1,10	17 548,22	15 221,87	2 326,35	0,00	196 264,33	0,00
14	07/03/2036	1,10	17 548,22	15 389,31	2 158,91	0,00	180 875,02	0,00
15	07/03/2037	1,10	17 548,22	15 558,59	1 989,63	0,00	165 316,43	0,00
16	07/03/2038	1,10	17 548,22	15 729,74	1 818,48	0,00	149 586,69	0,00
17	07/03/2039	1,10	17 548,22	15 902,77	1 645,45	0,00	133 683,92	0,00
18	07/03/2040	1,10	17 548,22	16 077,70	1 470,52	0,00	117 606,22	0,00
19	07/03/2041	1,10	17 548,22	16 254,55	1 293,67	0,00	101 351,67	0,00
20	07/03/2042	1,10	17 548,22	16 433,35	1 114,87	0,00	84 918,32	0,00
21	07/03/2043	1,10	17 548,22	16 614,12	934,10	0,00	68 304,20	0,00
22	07/03/2044	1,10	17 548,22	16 796,87	751,35	0,00	51 507,33	0,00
23	07/03/2045	1,10	17 548,22	16 981,64	566,58	0,00	34 525,69	0,00
24	07/03/2046	1,10	17 548,22	17 168,44	379,78	0,00	17 357,25	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 07/05/2021

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	07/03/2047	1,10	17 548,18	17 357,25	190,93	0,00	0,00	0,00
Total			438 705,46	381 732,00	56 973,46	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,50 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Rapporteur : Marie-Christine MAGNANON **2.00**

DÉLÉGATION DE LA COMPÉTENCE « EAU » PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION À LA VILLE DE MONTÉLIMAR

La compétence "eau" telle que définie à l'article L.2224-7 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) que la ville de Montélimar gérait jusqu'à présent, dans le cadre d'une délégation de service public a été, de par la loi, transférée à la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération du 1er janvier 2020.

Toutefois, conformément à l'article 14 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique codifié à l'article L.5216-5 du CGCT, les Communautés d'agglomération ont désormais la possibilité de déléguer, par convention, cette compétence à leurs communes membres.

C'est dans ce contexte, et avec notamment le souci d'assurer la continuité de ce service public aux conditions tarifaires existantes sur le territoire de la ville de Montélimar, que la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération a souhaité lui en déléguer l'exercice.

Pour ce faire, il convient de renouveller cette convention de délégation de compétence entre Montélimar-Agglomération et la ville de Montélimar établie en 2021.

Cette convention, qui fixe les modalités juridiques et financières de la délégation de la compétence "eau" à la ville de Montélimar par la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération pour l'année 2022, figure en annexe de la présente délibération.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.5216-5,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 14,

Vu la délibération 6.4 du Conseil communautaire du 08 décembre 2021 portant proposition de délégation de la compétence « eau » aux communes,

Vu le projet de convention de délégation de la compétence « eau » à intervenir entre la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération et la ville de Montélimar,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'ACCEPTER la délégation de la compétence « eau » suivant les conditions énoncées ci-avant,

- D'APPROUVER les termes des conventions de délégation de la compétence « eau » à intervenir en conséquence,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tous les documents afférents.

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONVENTION DE DÉLÉGATION
DE LA COMPÉTENCE EAU
Délégation de Service Public

ENTRE :

La Commune de …… représentée par ……., dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil municipal en date du……..,

Ci-après dénommée la Commune,

D'UNE PART,

ET :

L'Établissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION représenté par ……., dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil communautaire en date du …….

Ci-après dénommé Montélimar-Agglomération,

D'AUTRE PART,

PRÉAMBULE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) a transféré aux communautés d'agglomération la compétence « eau» à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique introduit la possibilité aux communautés d'agglomération de déléguer, par convention, la compétence eau à ses communes membres.

Afin de permettre l'exercice de la compétence eau dans les meilleures conditions, il est convenu de conclure une convention de délégation entre la Commune et Montélimar-Agglomération permettant à la commune d'assurer la compétence « eau ».

ARTICLE 1 – OBJET ET PÉRIMÈTRE

La présente convention a pour objet de préciser les missions déléguées par Montélimar-Agglomération à la Commune en matière de gestion du service public de l'eau, ainsi que les modalités juridiques et financières de cette délégation de compétence.

Les présentes dispositions sont fixées dans le cadre prévu par l'article L.5216-5 du CGCT.

Il est rappelé que la présente convention n'emporte pas transfert de compétence au bénéfice de la Commune par rapport à Montélimar-Agglomération.

La délégation de compétence porte sur les services s'exerçant sur le périmètre de la Commune.

ARTICLE 2 - DURÉE

La présente convention est conclue pour une période s'étendant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 inclus.

ARTICLE 3 - MISSIONS À ASSURER DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION DE LA COMPÉTENCE EAU

La Commune s'assure de la gestion du service comme elle l'exerçait avant le transfert de la compétence eau, avec les biens, équipements, matériels, contrats, conventions, marchés et personnels. Elle assure notamment :

- Le suivi et le contrôle du contrat de délégation de service public (DSP) conclu avec la société SAUR ;
- La gestion durable des ressources en eau des bassins d'alimentation des captages de production d'eau potable ;
- La réalisation de l'ensemble des études, des expertises et des recherches nécessaires au service d'eau potable ;
- La conception, le financement et la réalisation des investissements avec suivi des travaux ;
- L'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme dans le domaine de l'eau potable ;
- Toutes autres prestations visant à préserver la continuité du service public de l'eau et l'approvisionnement.

La Commune s'engage à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementations applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice de la compétence qui lui incombe au titre de la présente convention.

ARTICLE 4 - OBJECTIFS ATTENDUS EN MATIÈRE DE QUALITÉ DU SERVICE RENDU

Dans le cadre de cette délégation, la Commune s'engage à assurer une qualité de service au moins égale à celle rendue avant le transfert de la compétence eau.
La Commune s'engage également à assurer la pérennité des infrastructures en réalisant toutes les opérations de maintenance, d'entretien et d'investissement qui s'avéreraient nécessaires.
La qualité du service rendu pourra être évaluée au moyen des indicateurs habituellement utilisés dans le domaine de l'eau.

ARTICLE 5 - PRINCIPES DE TRANSPARENCE ET DE COORDINATION

Les parties mettent tout en œuvre pour assurer une bonne relation, une transparence et une coordination permanente dans l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 6 - INFORMATION ET CONTRÔLE

La Commune informe Montélimar-Agglomération de tout événement majeur concernant l'exécution du service susceptible d'avoir un impact sur la continuité du service et la sureté des personnes et des biens.

La Commune transmet à Montélimar-Agglomération en fin de délégation une synthèse retraçant l'ensemble de l'activité sous forme d'un rapport ainsi qu'un bilan financier.

Montélimar-Agglomération se réserve le droit d'effectuer à tout moment tout contrôle qu'elle estime nécessaire. La Commune devra donc laisser libre accès à Montélimar-Agglomération à toutes les informations concernant la réalisation des missions déléguées.

ARTICLE 7 - MOYENS HUMAINS

La Commune s'assure du fonctionnement du service comme elle l'exerçait avant le transfert de la compétence eau, avec les personnels qu'elle employait pour ce faire.

7.1 - Personnels nécessaires à l'exercice des missions déléguées

La Commune exerce la présente délégation avec les moyens humains existants.

Les services ou parties de services de la Commune qui participent au 31/12/2021, à l'exercice de la compétence « eau » continuent, à la prise d'effet de la présente convention, de relever de la commune, y compris hiérarchiquement, dans les conditions qui sont les leurs aujourd'hui (rémunération, aide à la restauration, action sociale…).

7.2 - Mutualisation de personnels et de moyens

La Commune est autorisée à mutualiser ses services relatifs à la compétence eau objet de la présente convention avec d'autres Communes bénéficiant d'une convention de délégation ou avec un Syndicat compétent en matière d'eau et dans lequel Montélimar-Agglomération serait en substitution.

ARTICLE 8 - MOYENS FINANCIERS

La Commune s'assure du fonctionnement du service comme elle l'exerçait avant le transfert de la compétence eau, avec les biens, équipements, matériels, contrats, conventions, marchés et personnels et s'engage à en payer les dépenses et encaisser les recettes.

La Commune pourra conclure les contrats et marchés qui s'avéreraient nécessaires pour assurer la continuité du service pendant la durée de la convention, en concertation avec Montélimar-Agglomération.

Au terme de la convention de délégation, Montélimar-Agglomération se substituera à la Commune dans tous les actes afférents à la compétence (délibérations, marchés, contrats….) et poursuivra leur exécution.

Il appartiendra à la Commune de se doter des budgets 2022 nécessaires à l'exercice de la compétence, dans la continuité de ceux mis en œuvre en 2021, et ce dans les délais et procédures réglementaires d'adoption et de mise en œuvre des budgets communaux.

Pour ce qui est des recettes, les redevances seront identiques aux derniers tarifs votés par la commune par délibération du…….. et figurant en annexe.

Ces budgets ont vocation à s'exécuter jusqu'au 31 décembre 2022.

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice de la compétence exercée.

La Commune s'acquitte des remboursements d'échéances des emprunts historiques, des impôts, taxes et redevances associés, ainsi que de la TVA, dans les cas où la réglementation l'impose. Elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.

La Commune sollicite toutes subventions éligibles et les encaisse auprès des partenaires.

La Commune procède au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique du secteur local. Elle procède à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ

La Commune est responsable, à l'égard de Montélimar-Agglomération et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Elle est en outre responsable, à l'égard de Montélimar-Agglomération et des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixées par la présente convention.

Elle est tenue de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra pour information à Montélimar-Agglomération et de souscrire tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens mobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence visée à la présente convention.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

La convention pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 15 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets,
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 1 mois.

ARTICLE 11 - LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

LA COMMUNE MONTELIMAR-AGGLOMERATION

Rapporteur : Marie-Christine MAGNANON **2.01**

DÉNOMINATION DE VOIES ET D'ESPACES PUBLICS

Par délibération du 29 juin 2021, le Conseil municipal a procédé à la dénomination des parkings publics dans le cadre de la modernisation de ces équipements et dans le but de garantir leur parfaite localisation.
C'est ainsi que la place Aleyrac-Planel a pris le nom de parking Aleyrac.

La famille Planel, famille montilienne, a consacré sa vie à la composition, l'interprétation et l'enseignement de la musique depuis plusieurs générations.

Ainsi Alphonse Planel (1869-1947) a été un compositeur et éditeur de musique. Il a été le directeur Lyre Montilienne pendant près d'un demi-siècle et le créateur de l'Ecole de Musique de Montélimar en 1904.
Jean Planel (1903 – 1986) a été un chanteur, compositeur et professeur de chant. Soliste de grands concerts parisiens, il a enregistré plusieurs disques. Il a obtenu le Grand Prix du disque en 1933 et en 1941 et fut le fondateur, avec son frère Robert, de la Maîtrise de Radio-France en 1945.
Robert Planel (1908-1994) a été compositeur. Il a obtenu le Grand Prix de Rome de Composition et fut inspecteur général de l'éducation musicale de la Ville de Paris.

Le Conseil municipal est appelé à procéder à la dénomination des voies, giratoires et espaces publics nouvellement créés ou pas encore nommés. Il est ainsi proposé de dénommer le giratoire situé route de Sauzet, à l'intersection entre l'ancienne route de Sauzet et la route de Crest, **Rond-Point Planel**, en hommage à cette famille de musiciens.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21, L.2212-1 et L.2212-2,

Vu le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

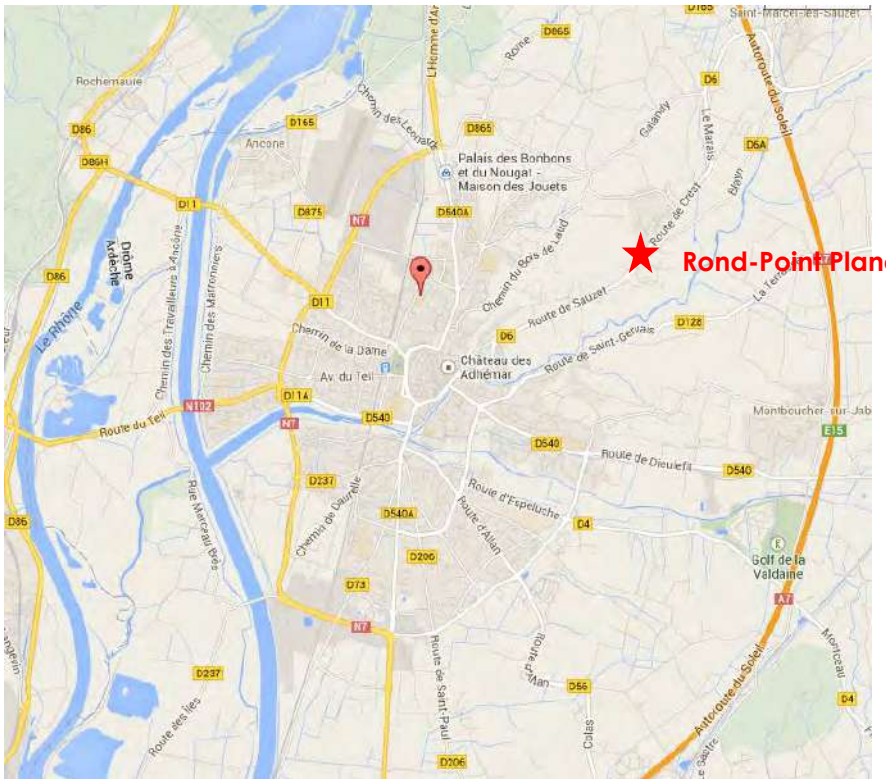
Après en avoir délibéré,

- **DE DÉNOMMER** le giratoire situé à l'intersection de l'ancienne route de Sauzet et de la route de Crest, Rond-Point Planel,

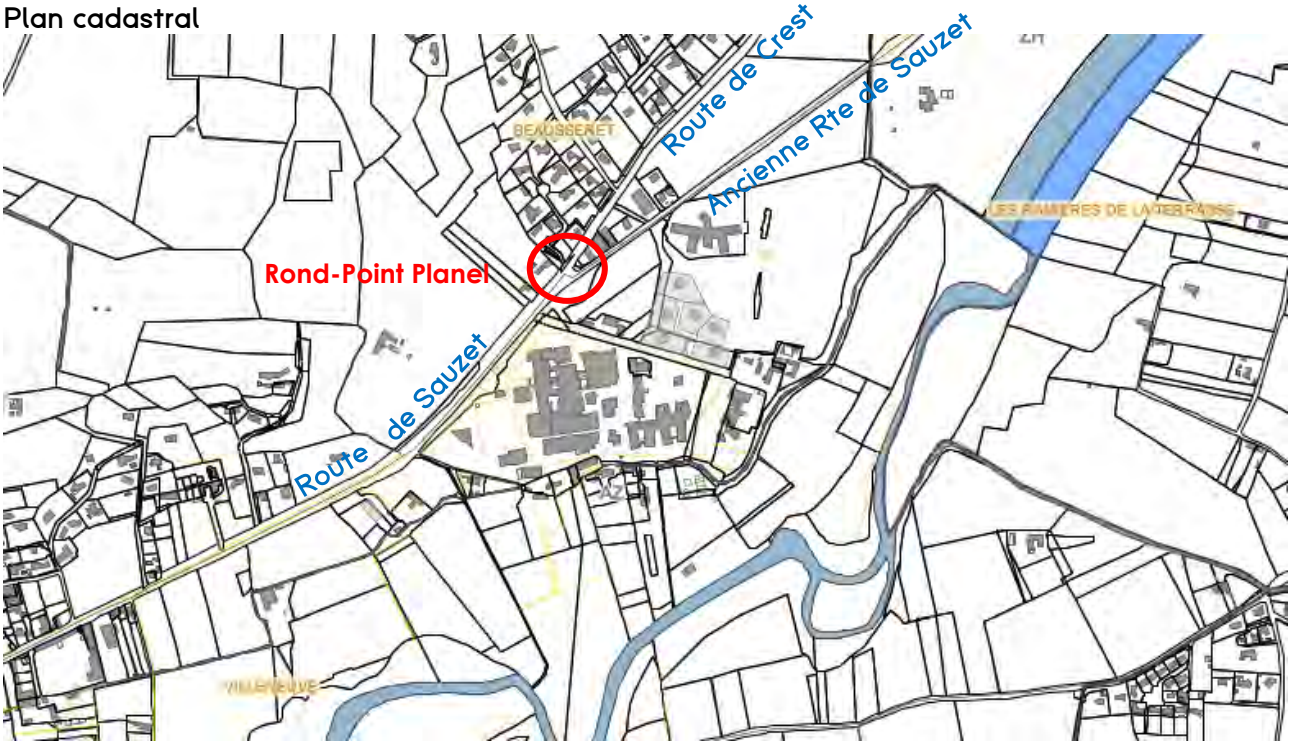
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

DÉNOMINATION DE VOIES

Plan de situation



Plan cadastral



Rapporteur : Marie-Christine MAGNANON **2.02**

CONVENTION AVEC LA FONDATION « 30 MILLIONS D'AMIS » POUR LA RÉALISATION DE CAMPAGNES DE CAPTURES, DE STÉRILISATIONS ET D'IDENTIFICATIONS DES CHATS ERRANTS – ANNÉE 2022

Comme beaucoup de communes, Montélimar est confrontée à la multiplication des chats errants.

Les riverains des quartiers concernés se plaignent régulièrement des nuisances engendrées par ces colonies félines et les bénévoles impliqués dans le bien-être des chats errants sont confrontés à des difficultés sur le terrain.

Si la réglementation dispose que le Maire est responsable des animaux divagants ou errants sur le territoire de sa commune, celui-ci ne peut intervenir que dans un cadre bien défini.

Ainsi, afin de limiter leur prolifération, les chats errants peuvent être capturés et stérilisés puis remis dans leur milieu naturel.

Aussi, il apparaît souhaitable de mettre en œuvre, dans ce cadre légal, des campagnes de capture et de stérilisation des chats errants dans les quartiers qui sont aujourd'hui repérés comme étant infestés.

Il s'avère toutefois que ces campagnes, bien qu'efficaces à moyen et long terme, sont assez onéreuses notamment en raison des frais vétérinaires engendrés.

Par délibération 3.00 validée en séance du Conseil municipal du 21 décembre 2020, la commune avait approuvé les termes de la convention de stérilisation et d'identification des chats errants avec la Fondation « 30 Millions d'Amis », ce qui a permis le traitement de 302 chats sur l'année 2021.

Conformément aux dispositions de l'article L.211-27 du Code rural et de la pêche maritime, l'association « SOS QUATRE PATTES EN DÉTRESSE » a été chargée de procéder à la campagne de stérilisation.

Afin de poursuivre l'action menée, il convient de conclure une nouvelle convention sur la base d'une participation à hauteur de 50% des frais de stérilisation et de tatouage des chats errants, selon les modalités d'interventions suivantes :
- 80 € pour une ovariectomie + tatouage I-CAD,
- 60 € pour une castration + tatouage I-CAD.

Dans le cadre de la poursuite de la campagne de gestion des chats errants, il est proposé de participer au financement de la stérilisation de 100 chats, à hauteur de 3 500€.

La fondation « 30 Millions d'Amis » prendrait donc en charge ensuite, la totalité des frais vétérinaires des chats qui seraient capturés par l'association « SOS QUATRE PATTES EN DÉTRESSE ».

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment son article L.27

Après avoir entendu l'exposé précédent-

Après en avoir délibéré,

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de stérilisation et d'identification des chats errants avec la Fondation « 30 Millions d'Amis »,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents,

- **D'ATTRIBUER** une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 500€ à la fondation « 30 Millions d'Amis »,

- **D'AUTORISER** son versement, étant entendu que les crédits nécessaires seront disponibles sur le compte 6574.0250.5300,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

FONDATION 30 MILLIONS D'AMIS
reconnue d'utilité publique

CONVENTION 2022
de stérilisation et d'identification des chats errants

ENTRE :
La municipalité de MONTELIMAR
Place Emile Loubet
26200 MONTELIMAR
Représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET

D'UNE PART,

ET
La Fondation 30 Millions d'Amis
40 cours Albert 1er
75008 PARIS
Représentée par son Délégué Général, Monsieur Jean-François LEGUEULLE

Ci-après définies « les parties »
D'AUTRE PART.

IL EST EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE I – EXPOSÉ

La municipalité de MONTELIMAR s'est rapprochée de la Fondation 30 Millions d'Amis en raison de son expertise reconnue et de son savoir-faire en matière de régulation et de gestion des populations de chats libres.

La gestion des chats errants est délicate et il est impératif de gérer leurs populations en maîtrisant leur prolifération. Un couple de chats non stérilisé peut théoriquement engendrer une descendance de plus de 20 000 individus en quatre ans.

Une solution a maintes fois fait ses preuves : la stérilisation. Née du constat que l'euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la pullulation, cette pratique, reconnue par tous les experts mondiaux et en particulier ceux de l'Organisation Mondiale de la Santé, respecte la sensibilité de nos concitoyens devant la vie des animaux de compagnie.

D'une part, la stérilisation stabilise automatiquement la population féline qui continue de jouer son rôle de filtre contre les rats, souris, etc. D'autre part, elle enraye le problème des odeurs d'urine et des miaulements des femelles en période de fécondité.

Par ailleurs, le chat étant un animal territorial, ceux présents sur un site empêchent tout autre de s'y introduire. Si des chats résident en un lieu, c'est qu'il existe en effet un biotope favorable et les éradiquer entraîne leur remplacement spontané et immédiat par d'autres.

TITRE II – CONVENTION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

1.1 – La présente convention encadre la mise en place d'une action visant à maîtriser les populations de chats errants sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction, en accord avec la législation en vigueur ci-dessous mentionnée.

1.2 – Elle détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans les campagnes de stérilisation des chats errants sans propriétaire ou sans « détenteur » vivant sur le domaine public de la municipalité de MONTELIMAR.

1.3– Cette convention détermine :

- L'expression des besoins de la municipalité de MONTELIMAR conformément au questionnaire 2022 annexé à la présente convention ;
- Les modalités de prise en charge des frais de stérilisations et de puces électroniques par la Fondation 30 Millions d'Amis et la municipalité de MONTELIMAR.

ARTICLE 2 – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT :

2.1 – Obligations de la municipalité de MONTELIMAR et de la Fondation 30 Millions d'Amis

2.1.1 - Le budget global, correspondant aux frais de stérilisations et de puces électroniques, est établi en fonction du nombre de chattes/chats recensé(e)s dans le questionnaire et d'un montant maximum TTC de :

- **80 € pour une ovariectomie + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)**
- **60 € pour une castration + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)**

La municipalité et la Fondation 30 Millions d'Amis participeront financièrement, chacune, à hauteur de 50 % du coût des stérilisations et des puces électroniques, réalisés au cours de la période de validité de la convention.

2.1.2 - La municipalité de MONTELIMAR s'engage à verser à la Fondation 30 Millions d'Amis sa participation financière de 50 %, avant toute opération de capture. Cette participation devra être versée par virement bancaire à l'aide du RIB annexé à la convention et en indiquant obligatoirement la référence : CM2022-104.

Le courrier joint à la présente convention, mentionnant le montant de la participation financière de la municipalité de MONTELIMAR, tient lieu de justificatif.

2.1.3 - La Fondation 30 Millions d'Amis, après réception de la participation financière de la municipalité de MONTELIMAR, s'engage à participer à hauteur du même montant.

2.1.4 - L'intégralité des frais de stérilisations et d'identification définis par la présente convention, seront directement réglés par la Fondation 30 Millions d'Amis au(x) vétérinaire(s) librement choisi(s) par la municipalité.

Lesdites factures devront être établies directement au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis, en faisant obligatoirement apparaitre :

- Le code postal et le nom de la municipalité ;
- La date et la nature de l'acte pratiqué ;
- Le numéro de puce électronique effectué. Sur I-CAD, dans la case « Nom d'usage » de l'animal, après le nom du chat, rajouter le nom de la mairie et son code postal.

Sans numéros de puces électroniques, les factures ne seront pas prises en compte et ne seront pas réglées.

2.1.5 - **Pour des raisons comptables, la participation financière des deux parties devra être utilisée impérativement au plus tard le 31 décembre 2022. Passé cette date, la participation de la municipalité de MONTELIMAR ne pourra ni être remboursée ni être reportée sur l'année suivante.**

2.2 – Obligations de la municipalité de MONTELIMAR

2.2.1 - Dans le cadre défini par l'article L.211-27 du Code Rural, La municipalité de MONTELIMAR, par arrêté, fera capturer les chats errants non identifiés, en état de divagation, sans propriétaire ou sans « détenteur » et vivant en groupe dans les lieux publics de la commune. Elle fera procéder à leur stérilisation et à leur identification préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux.

2.2.2 – Selon les modalités prévues par l'article R.211-12 du Code rural, lorsque des campagnes de capture des chats errants sont envisagées sur tout ou partie du territoire de la commune, la municipalité de MONTELIMAR en informe la population, par affichage et publication dans la presse locale, des lieux, jours et heures prévus, au moins une semaine avant leur mise en œuvre.

2.2.3 - Lorsqu'un chat est trappé, la municipalité de MONTELIMAR s'oblige en première intention à vérifier si l'animal est identifié afin, le cas échéant, de le restituer à son propriétaire.

2.2.4 - Seuls pourront être relâchés en un lieu les chats qui y ont été préalablement capturés ; aucun chat d'une autre origine géographique ne doit y être introduit.

2.2.5 - Les chats capturés par la municipalité de MONTELIMAR et qui n'ont pas pu être restitués à leur éventuel propriétaire, sont amenés chez un vétérinaire de son choix avant d'être relâchés sur leur lieu de trappage.

2.2.6 - Les opérations de capture, de transport et de garde des animaux sont intégralement pris en charge par la municipalité de MONTELIMAR.

2.2.7 - Les animaux sans propriétaire ou dont le propriétaire est inconnu et qui ne pourront être relâchés (maladie, problèmes sanitaires, très jeunes chatons…) devront être conduits en fourrière comme le prévoit la loi.

2.3 – Obligations de la Fondation 30 Millions d'Amis

2.3.1 – L'identification des chats par puce électronique se fera au nom de la « Fondation 30 Millions d'Amis – 40 cours Albert 1er – 75008 PARIS », enregistrée sur I-CAD en tant que professionnel sous le numéro de SIRET 325 215 085 00029.

2.3.2 - Si un chat identifié au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis nécessite des soins vétérinaires, cette décision devra être validée en concertation avec un vétérinaire choisi par la mairie de MONTELIMAR et la Fondation 30 Millions d'Amis.

Un devis détaillé établi au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis devra être envoyé à la Fondation à direction.chu@30millionsdamis.fr. Il devra faire apparaitre le numéro d'identification du chat concerné. Aucun frais ne seront pris en charge sans la validation par nos services auparavant.

ARTICLE 3 – GESTION DE POPULATIONS DE CHATS STERILISES ET INFORMATION DU PUBLIC

3.1 – La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde des populations félines seront placés sous la responsabilité de la municipalité de MONTELIMAR.

3.2 – La municipalité de MONTELIMAR s'engage, après la mise en place d'une opération, à ne pas procéder à la capture des populations de chats stérilisés et identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

3.3 – La municipalité de MONTELIMAR s'engage à informer la population de l'action entreprise en partenariat avec la Fondation 30 Millions d'Amis en faveur des chats errants – notamment en apposant en mairie l'affiche fournie par la Fondation 30 Millions d'Amis valorisant le partenariat – et en rappelant aux propriétaires leurs obligations envers leurs animaux.

3.4 – D'après les expériences déjà conduites, il est vivement conseillé de dédier un endroit avec abris aux populations de chats libres stérilisées et identifiées.

TITRE III : VALIDITE DE LA CONVENTION

Article 1 :

La présente convention prendra effet au 1er janvier 2022 et ce jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2 :

La présente convention ne sera pas reconduite tacitement. Pour l'année suivante, une nouvelle demande écrite devra être adressée par la municipalité de MONTELIMAR à la Fondation 30 Millions d'Amis.

Fait à Paris, le 19 novembre 2021

Pour la Fondation 30 Millions d'Amis	Pour la municipalité de MONTELIMAR
Jean-François LEGUEULLE, Délégué Général	Julien CORNILLET, Maire

Rapporteur : Karim OUMEDDOUR **3.00**

CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION ET DE SERVITUDES DE PASSAGE DE RÉSEAU AVEC ENEDIS SUR LA PARCELLE COMMUNALE CADASTRÉE AS 338 (JARDIN PUBLIC) – AVENUE DE ROCHEMAURE

La ville de Montélimar est aujourd'hui dans une dynamique de modernisation de son territoire à travers diverses actions sur ses espaces publics.

À ce titre, la Municipalité a trouvé un accord avec ENEDIS pour démolir l'imposant poste de transformation du jardin public situé en bordure de voie publique, côté avenue de Rochemaure. En contrepartie, un nouveau poste, plus discret, sera installé sur la parcelle communale contiguë cadastrée AS 338. Les travaux étant prévus pour la fin du 1er semestre 2022.

Le choix de cet emplacement a été imposé par des contraintes techniques. En effet, ENEDIS ne peut reconstruire sur la parcelle cadastrée AS 132 dont il est propriétaire puisque la coupure d'électricité serait trop longue.

Le projet prévoit la dépose de l'ouvrage existant et l'installation d'un nouveau poste ainsi que les canalisations électriques, supports et ancrages nécessaires.

Pour acter la modification de cet ouvrage, il convient de constituer une convention de mise à disposition et une convention de servitudes de passage de réseau sur la parcelle communale cadastrée AS 338 correspondant à l'assiette foncière du jardin public.

Ces conventions reprennent les conditions générales et particulières relatives à la constitution de telles servitudes et mentionnent les points suivants :

- La Ville autorise ENEDIS à laisser pénétrer ses agents et ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis,
- 6 canalisations souterraines s'étendront sur une longueur de 50 mètres et sur une largeur de 3 mètres ainsi que leurs accessoires pour alimenter le nouveau poste de transformation,
- L'établissement des servitudes et de la mise à disposition d'une emprise issue de la parcelle cadastrée AS 338 ne donnent pas droit à indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux, ENEDIS s'engageant à remettre en état le terrain après travaux,
- La Ville s'interdit dans l'emprise des ouvrages d'effectuer des plantations.
- Les présentes conventions sont conclues pour la durée des ouvrages.

Un plan détaillé, joint aux conventions, précise la position des ouvrages.

Au titre des conditions particulières :
- La Ville rappelle qu'à l'issue du transfert, le poste existant devra être démoli,
- Compte tenu du positionnement de l'opération, à proximité du jardin public, des Allées Provençales et du centre ancien, qui fait l'objet d'une action nationale de redynamisation et d'embellissement, le poste à créer devra faire l'objet d'une intégration paysagère,
- La parcelle AS 132, propriété d'ENEDIS, pourra ensuite faire l'objet d'une cession au profit de la Ville.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu les projets de conventions susmentionnés,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- **D'APPROUVER** la convention de mise à disposition au profit d'ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée AS 338 selon les conditions susmentionnées,

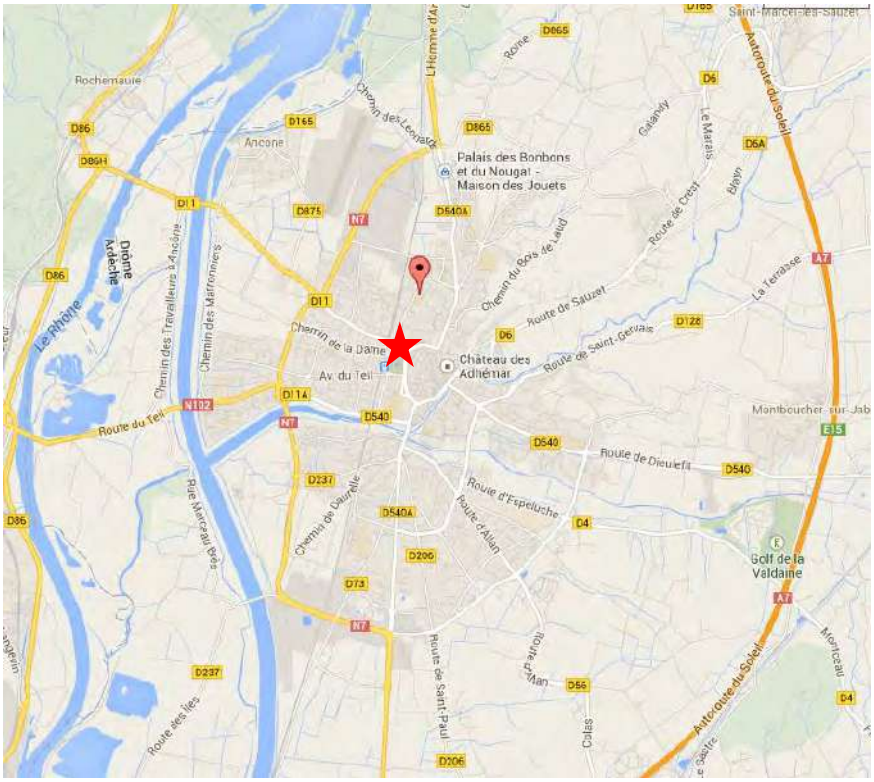
- **D'APPROUVER** la convention de servitudes de passage de réseau au profit d'ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée AS 338, selon les conditions susmentionnées,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document y afférent,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION ET CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE RÉSEAU AVEC ENEDIS SUR LA PARCELLE COMMUNALE CADASTRÉE AS 338 (JARDIN PUBLIC) – AVENUE DE ROCHEMAURE

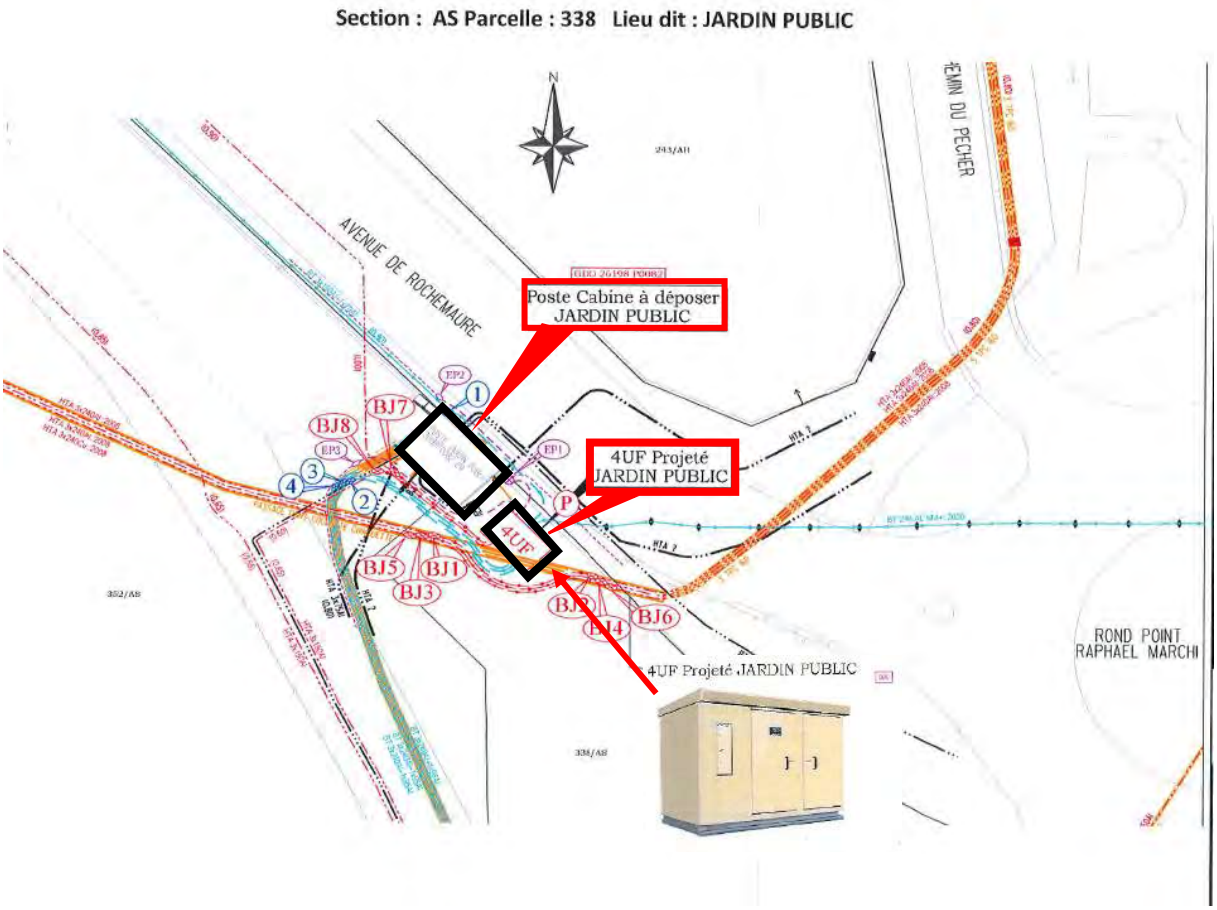
Plan de situation



Cadastre

Photo

Plan des travaux



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Montélimar

Département : DROME

: 4UF JARDIN PUBLIC

N° d'affaire Enedis : DC24/080036 JMR Sécurisation poste JARDIN PUBLIC

Chargé d'affaire Enedis : MARIGNIER Jessy

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE MONTELIMAR** représenté par .....,ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du .....
Demeurant :**LA MAIRIE 0000 PL EMILE LOUBET, 26200 MONTELIMAR**
Téléphone : **.....**

Agissant en qualité d'(de) Autre des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

En application du décret n°70-254 du 20 mars 1970, codifié à l'article R-332-16 du code de l'urbanisme,l'(le) Autre susnommé, se déclare propriétaire des bâtiments et terrains situés, LE PARC .

Lui et ses ayants-droit mettent à disposition d'Enedis un terrain d'une superficie de 25 m², faisant partie de l'unité foncière cadastrée AS 0338 d'une superficie totale de 284 m².

Ledit terrain est destiné à l'installation du poste de transformation de courant électrique précité affecté à l'alimentation du(de la) et du réseau de distribution publique d'électricité. Le poste (y compris le gros œuvre) et ses accessoires font partie de la concession de distribution publique et, à ce titre, seront entretenus et renouvelés par Enedis.

En vue de l'équipement et de l'exploitation de ce poste, sont attribués à Enedis tous les droits nécessaires à l'accomplissement de ces opérations et qui constituent des droits réels au profit Enedis.

Ces droits sont :

ARTICLE 1 – OCCUPATION

Occuper un terrain sur lequel sera installé un poste de transformation et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique (ci-joint, annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis).

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension, et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens pour assurer l'alimentation du poste de transformation et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence, de jour comme de nuit, à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations) ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages électriques et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel. Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès et à procéder, à ses frais, en accord avec Enedis, aux aménagements qui seraient rendus nécessaires.

Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan ci-annexé, et approuvé par les deux parties, situe le terrain, le poste, les canalisations électriques et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/ses intervention(s) au titre des présentes.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation ou d'en gêner l'accès.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des droits réels ainsi constitués.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute autre mise à disposition de ses bâtiment(s) et terrain(s), le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des stipulations de la présente convention, que l'acquéreur ou le locataire, sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Chaque Partie déclare être assurée en responsabilité civile pour les conséquences pécuniaires des dommages accidentels causés à l'autre partie et/ou aux tiers, et résultant de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 – INSERTION DANS LE REGLEMENT DE COPROPRIETE

Les présentes stipulations seront, à la diligence du propriétaire, obligatoirement intégrées dans le cahier des charges ou dans le règlement de copropriété ainsi que les actes de vente.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 11 – INDEMNITE

La présente convention est conclue à titre gratuit, conformément à l'article R 332-16 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 12 – LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 13 – FORMALITES

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE MONTELIMAR représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Montélimar

Département : DROME

Une ligne électrique souterraine : 20 000 et 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/080036 JMR Sécurisation poste JARDIN PUBLIC

Chargé d'affaire Enedis : MARIGNIER Jessy

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE MONTELIMAR représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **LA MAIRIE 0000 PL EMILE LOUBET, 26200 MONTELIMAR**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après lui appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Montélimar		AS	0338	LE PARC ,	
Montélimar		AS	0352	9001 MARRE DESMARAIS ,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que les parcelles, ci-dessus désignées sont actuellement (*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .....
- ☐ exploitée(s) par .....

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur les parcelles, ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 mmètres de large, 6 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 50 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Sans coffret

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la (les) parcelles concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des

terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord[1], conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er :

- ☐ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (0 €) .
- ☐ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (0 €).

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

[1] *Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L.323-4 du Code de l'Energie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de

situation des parcelles.

ARTICLE 7 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités éventuelles nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE MONTELIMAR représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

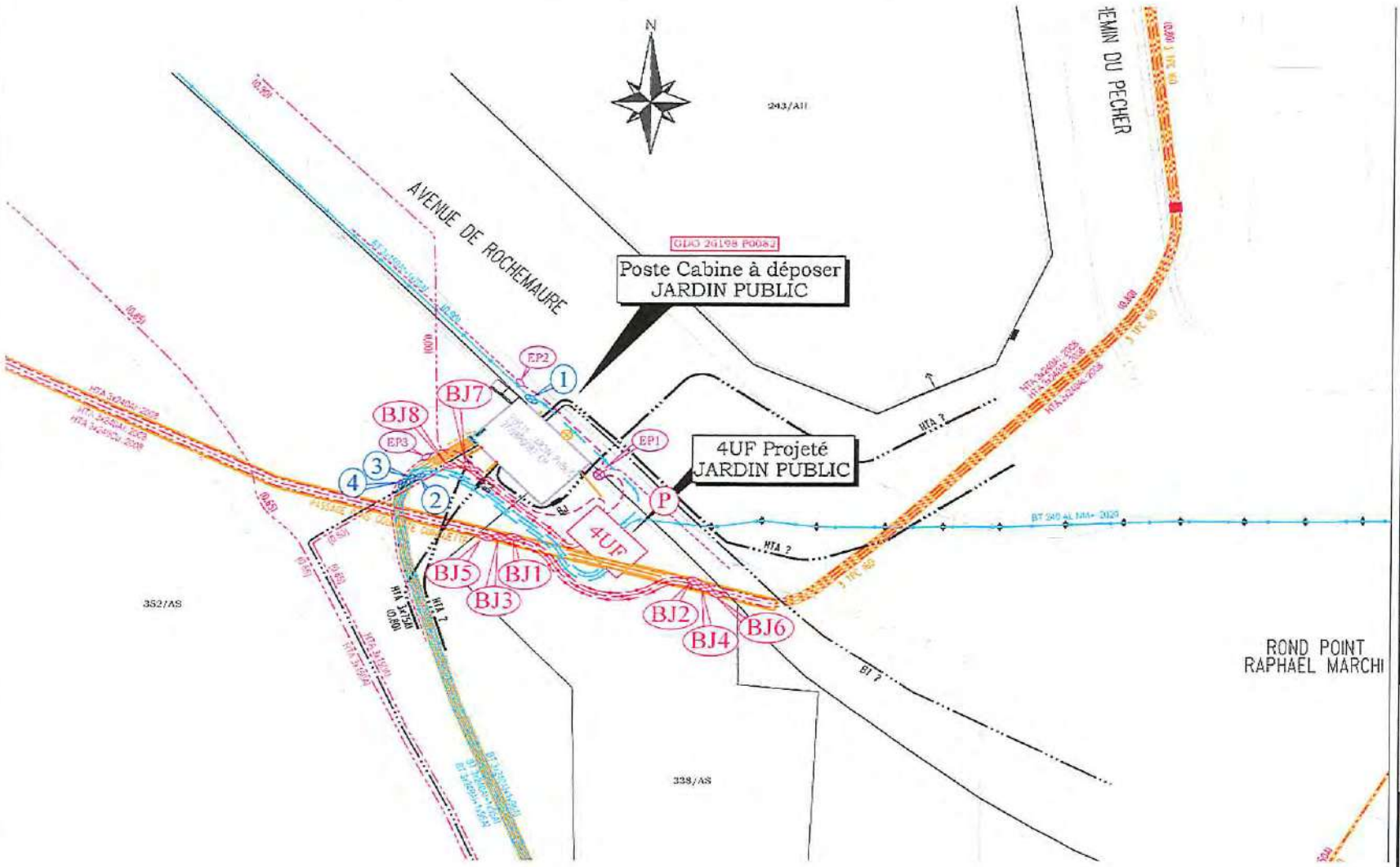
(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

EXTRAIT DE PLAN CONVENTION

Section : AS Parcelles : 338 - 352 Lieu dit : JARDIN PUBLIC



Parcelle vous appartenant

HTA Aérienne à construire
HTA Aérienne existante
HTA Aérienne à supprimer
HTA Souterraine à construire
HTA Souterraine existante
HTA Souterraine à supprimer
BTA Aérienne à construire
BTA Aérienne existante
BTA Aérienne à supprimer
Branchements Aériens 2 FILS 4 FILS
BTA Souterraine à construire
BTA Souterraine existante
BTA Souterraine à supprimer
E.P Souterrain à construire
E.P Souterrain existant
E.P Souterrain à supprimer
BTA Bt sout. à construire
BTA Bt sout. existant
BTA Bt sout. à supprimer
Eau Potable
Eaux Usées
Rés. Telecom/opale sout.
GAZ Existant
Rés. Fibre Optique sout.
Fourreau
Eaux Pluviales
Eaux Unitaires

SUPPORTS SELON HTA OU BTA	Simple	Portique	PHBT
Existant			
A implanter			
A déposer			

SUPPORT BOIS SUPPORT F.T

ARMOIRES DE COUPURE HTA ET POSTES DE TRANSFORMATION

	AC(2)M	AC(3)T	PSSA	PROS	PUIE	PSSB	PUC	PAC	CBU
Existant					PUIE		PUC	PAC	CBU
A poser					PUIE		PUC	PAC	CBU

ACCESSOIRES

Coffret Bt	Bt+Rapidu	T.J	C400	Etoilement	Fausse Coupure

Grille Coupure	3D	REMBT	Jonction au Derry BTA	Jonction au Derry HTA

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

MONTELIMAR
JMR SECURISATION POSTE JARDIN PUBLIC
N°ENEDIS : DC24/080036
N° EUCLYD : 200736 QA

SIGNATURE DU PROPRIETAIRE

Rapporteur : Karim OUMEDDOUR **3.01**

CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE RÉSEAU AVEC ENEDIS SUR LES PARCELLES CADASTRÉES ZS 542, ZS 543 et ZS 590 - BOULEVARD CHARLES ANDRÉ

La société POWER DOT (start up du marché de la borne électrique) va installer des bornes de recharge sur le parking du restaurant KFC – situé sur la zone d'activités LES PORTES DE PROVENCE.
Pour ce faire, ENEDIS doit raccorder ces installations au poste existant situé de l'autre côté du boulevard Charles André.

Le projet prévoit l'ouverture d'une tranchée sur le boulevard Charles André pour y installer une canalisation (20 mètres) et ses accessoires afin d'alimenter la station de recharge au tarif profil jaune.

Par conséquent, il convient de constituer une servitude de passage de réseau sur les parcelles cadastrées ZS 542, ZS 543 et ZS 590 correspondant au boulevard Charles André. Pour acter son existence juridique, ENEDIS a rédigé une convention.

Cette convention reprend les conditions générales et particulières relatives à la constitution de telle servitude et mentionne les points suivants :

- La Ville autorise ENEDIS à laisser pénétrer ses agents et ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis,
- La canalisation souterraine s'étendra sur une longueur de 20 mètres et sur une largeur de 1 mètre ainsi que ses accessoires, sous le boulevard Charles André et ses bas-côtés,
- L'établissement de la servitude ne donne pas droit à indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux, ENEDIS s'engageant à remettre en état la chaussée après travaux,
- La Ville s'interdit dans l'emprise des ouvrages d'effectuer des plantations.
- La présente convention est conclue pour la durée des ouvrages

Un plan détaillé, joint à la convention, précise le tracé du passage des ouvrages.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le projet de convention susmentionné,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

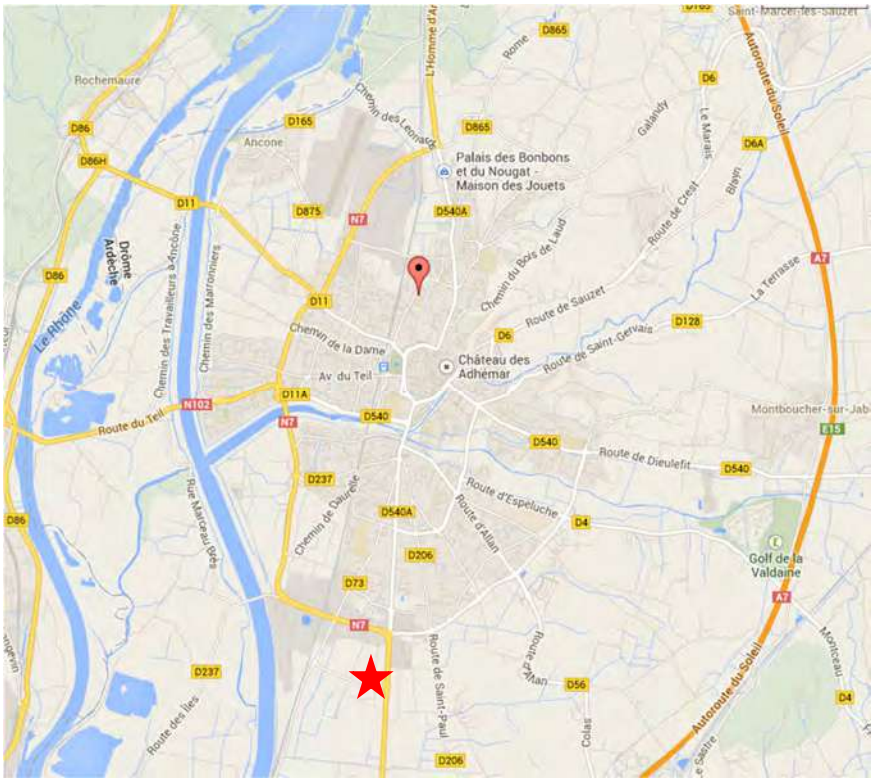
- **D'APPROUVER** la convention de servitudes de passage de réseau au profit d'ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée ZS 542, ZS 543 et ZS 590,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document y afférent,

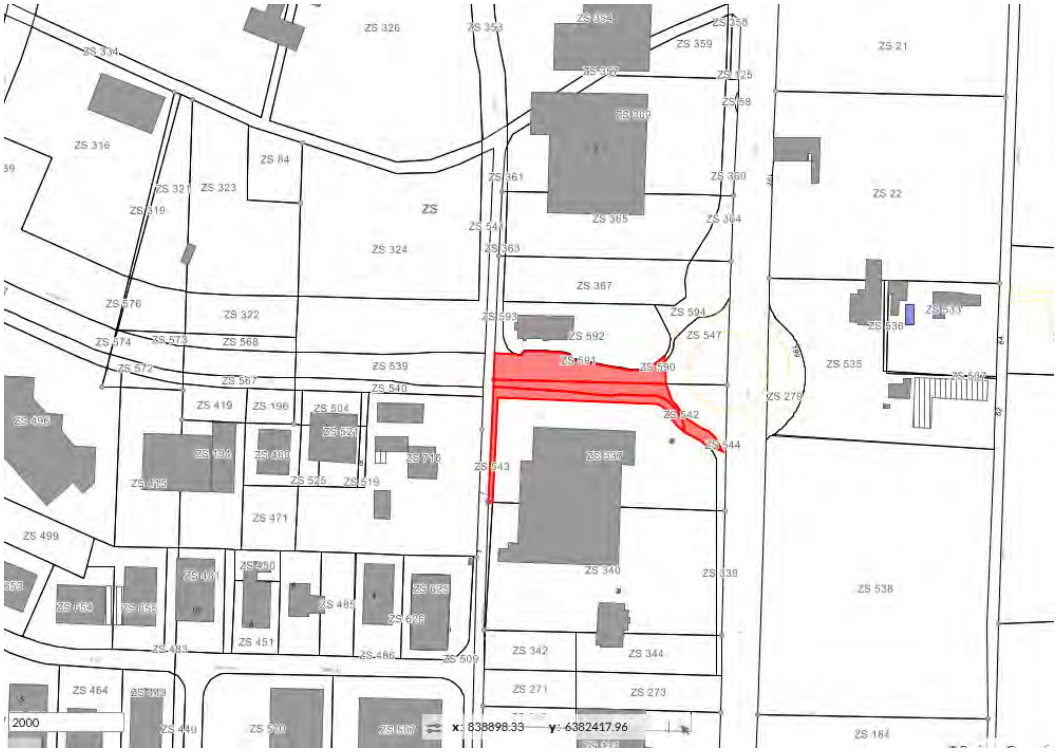
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE RÉSEAU AVEC ENEDIS SUR LES PARCELLES CADASTRÉES ZS 542, ZS 543 ET ZS 590 BOULEVARD CHARLES ANDRÉ

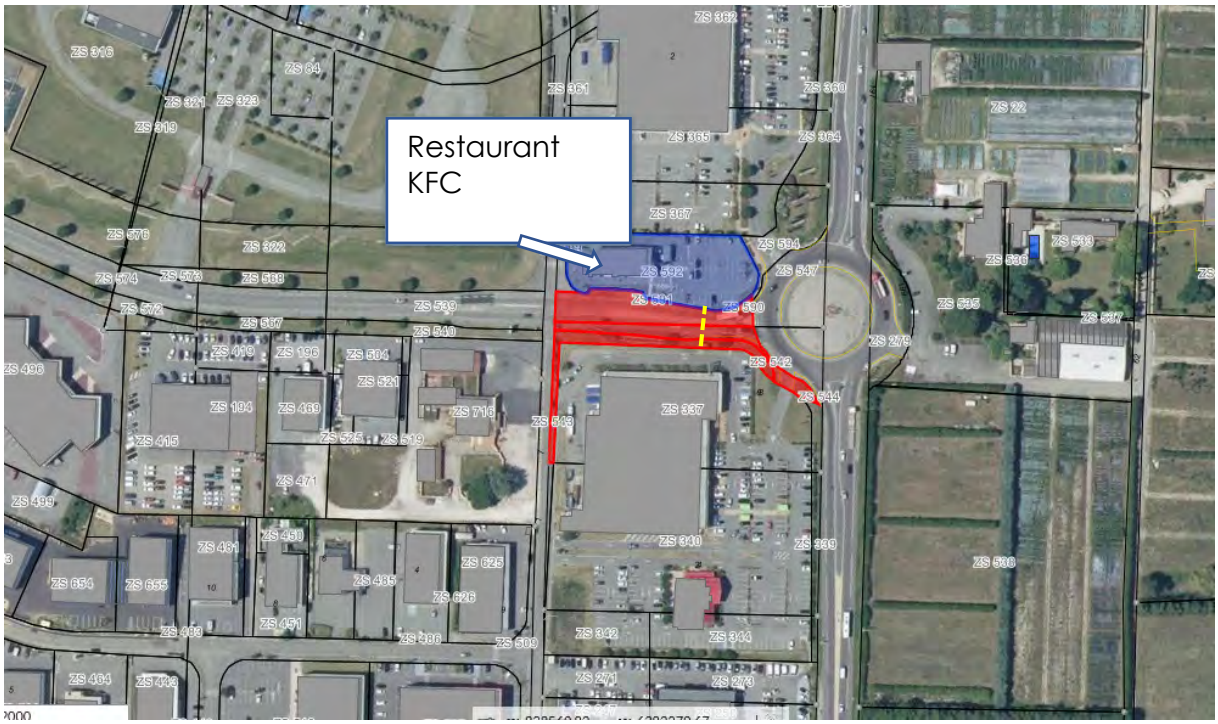
Plan de situation



Cadastre

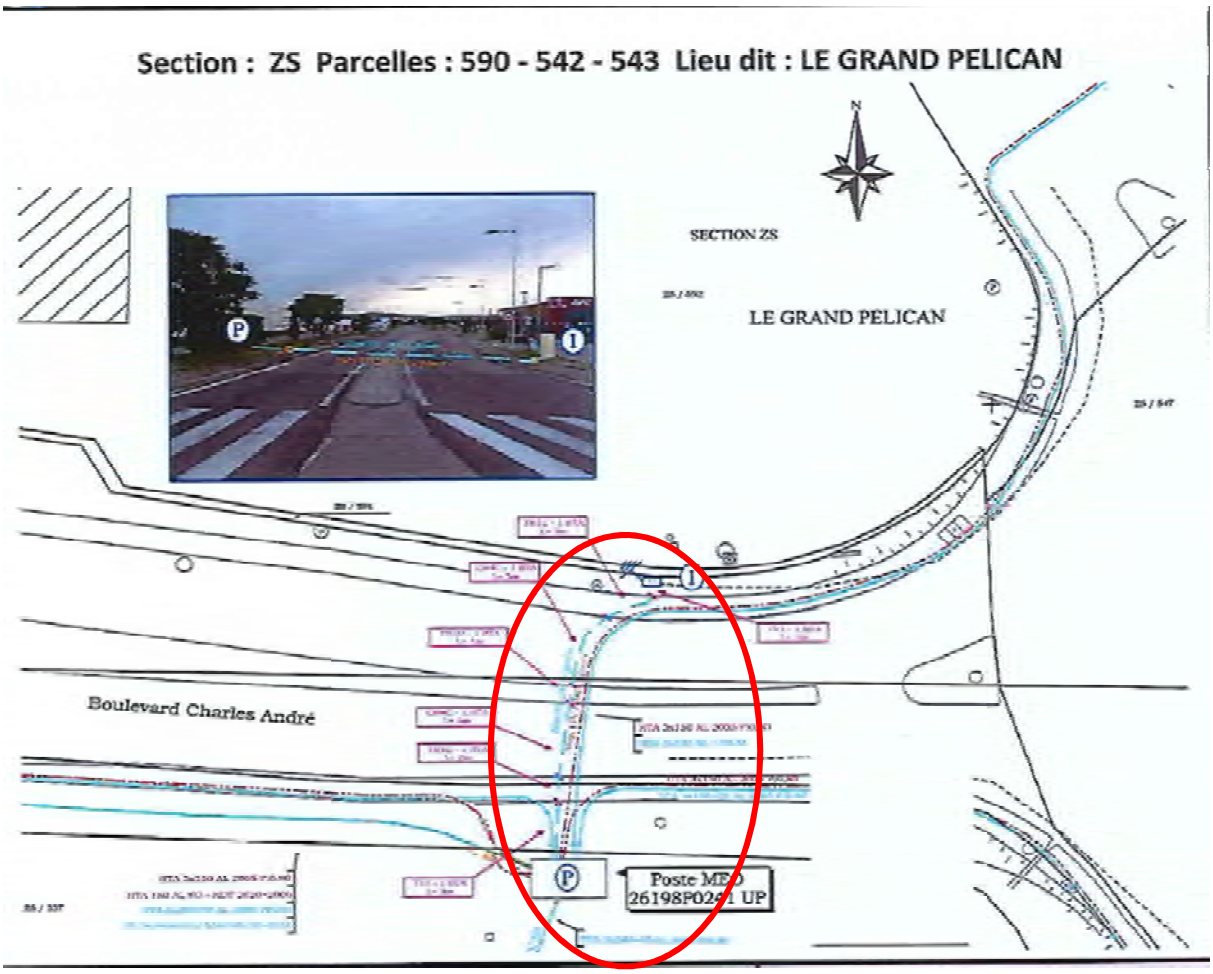


Vue aérienne



Photo

Plan des travaux



ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Montélimar

Département : DROME

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/092310 BRI IRVE RAC C4 250KVA Power Dot France

Chargé d'affaire Enedis : RABHI BOUKHALFA

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE MONTELIMAR représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **EN MAIRIE, 26200 MONTELIMAR**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après lui appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Montélimar		ZS	0590	LE GRAND PELICAN ,	
Montélimar		ZS	0542	LE GRAND PELICAN ,	
Montélimar		ZS	0543	LE GRAND PELICAN ,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que les parcelles, ci-dessus désignées sont actuellement (*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .....
- ☐ exploitée(s) par .....

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur les parcelles, ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 mmètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 20 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Poser sur socle un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la (les) parcelles concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord[1], conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er :

- ☐ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (0 €) .
- ☐ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (0 €).

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

[1] *Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L.323-4 du Code de l'Energie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties

conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités éventuelles nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE MONTELIMAR représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

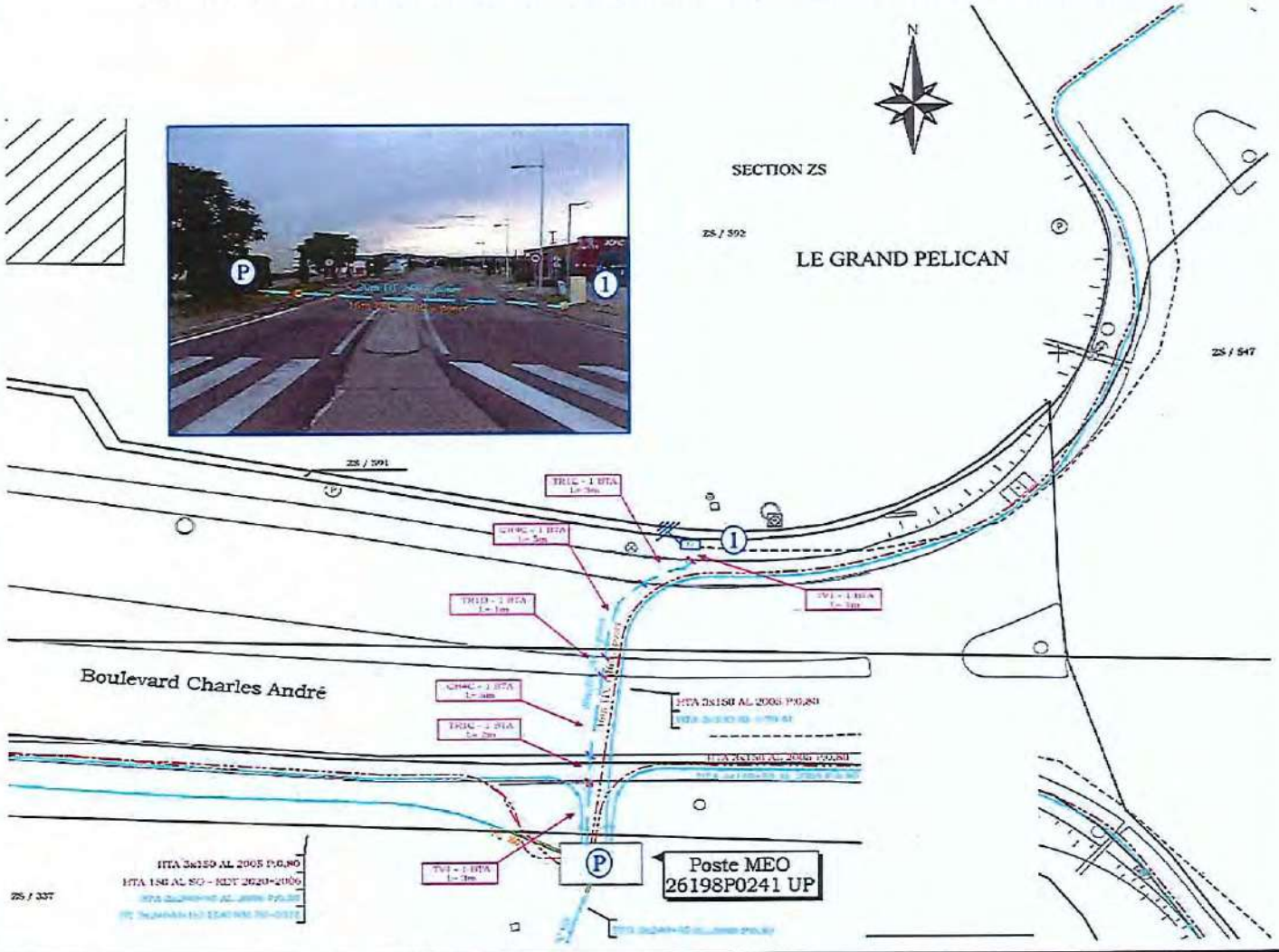
(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

EXTRAIT DE PLAN CONVENTION

Section : ZS Parcelles : 590 - 542 - 543 Lieu dit : LE GRAND PELICAN



- Parcelle(s) vous appartenant
- Ligne Basse Tension Souterraine Projetée
- Ligne Basse Tension Souterraine à conserver
- Ligne Basse Tension Souterraine à abandonner
- Ligne Haute Tension Souterraine Projetée
- Ligne Haute Tension Souterraine à conserver
- Ligne Haute Tension Souterraine à abandonner
- Ligne Eclairage Public Souterraine à conserver
- Fourreau en attente
- Ligne Basse Tension Aérienne Projetée
- Ligne Basse Tension Aérienne à conserver
- Ligne Basse Tension Aérienne à Déposer/Reposer
- Ligne Basse Tension Aérienne à supprimer
- Ligne Haute Tension Aérienne Projetée
- Ligne Haute Tension Aérienne à conserver
- Ligne Haute Tension Aérienne à Déposer/Reposer
- Ligne Haute Tension Aérienne à supprimer
- Mise à la terre à implanter
- Coffret Electrique à implanter
- Coffret Branchement à implanter
- Coffret existant à conserver
- Coffret Branchement existant à conserver
- Remontée Câble Basse Tension à réaliser
- Remontée Câble Haute Tension à réaliser
- Poste Transfo à implanter
- Poste Transfo existant
- Poste Transfo à supprimer
- Poteau Béton à implanter
- Poteau Béton à conserver
- Poteau Bois à conserver
- Poteau Béton à déposer
- Poteau Bois à implanter
- 2 Poteaux Bois Jumelés à implanter
- 2 Poteaux Bois Contrefichés à implanter
- Poteau Bois à déposer
- 2 Poteaux Bois Contrefichés à conserver
- 2 Poteaux Bois Jumelés à conserver
- 2 Poteaux Bois Contrefichés à déposer
- Pylone à conserver
- Lampe Eclairage Public à conserver
- Lampe Eclairage Public à déposer

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

MONTELIMAR
BRI IRVE RAC C4 250KVA POWER DOT
N°ENEDIS : DC24/092310
N° EUCLYD : 210694 FM

SIGNATURE DU PROPRIETAIRE

Rapporteur : Sylvie VERCHÈRE **4.00**

COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ RAPPORT ANNUEL 2021

La loi du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation à la vie sociale et la citoyenneté des personnes handicapées » impose aux maires des communes de plus de 5.000 habitants, la création d'une Commission Communale Pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées (art.46).

Cette commission, présidée par le Maire ou son représentant, est composée de représentants élus de la Commune, d'associations représentant les personnes handicapées et d'associations d'usagers.

Les principales missions de la commission sont :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports ;
- Faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;
- Etablir un rapport annuel, présenté en Conseil Municipal puis transmis au Préfet du Département, au Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des personnes handicapées ;
- Organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ;
- Tenir à jour la liste des établissements recevant du public (ERP).

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2143-3, L.5211-1,

Vu le rapport annuel annexé,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir débattu,

- DE PRENDRE ACTE du rapport annuel de la commission communale pour l'accessibilité,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant, de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Montélimar

COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ

RAPPORT ANNUEL 2021

Sommaire

INTRODUCTION

- Données générales
- L'engagement de la commune sur la question du handicap

LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

- Cadre réglementaire
- Sa composition
- Ses missions
- Son budget

LES OPERATIONS REALISEES OU EN COURS DE REALISATION EN 2021

- Voirie – Espaces publics
- Stationnement

LE BILAN FINANCIER

INTRODUCTION

Données générales

Montélimar est une commune située dans le département de la Drôme en région Auvergne-Rhône-Alpes dans le sud-est de la France. Elle bénéficie d'une localisation stratégique puisqu'elle a une position centrale dans la vallée du Rhône, aux portes de la Provence, à seulement 2h de Lyon et de Marseille.

Sa population, 40 639 habitants (Insee 2021), fait d'elle la 2ème ville la plus peuplée de la Drôme, après Valence.

Montélimar est aussi la ville-centre de la Communauté d'Agglomération « Montélimar-Agglomération », laquelle est composée de 27 communes pour un bassin de vie de 68 883 habitants.

L'engagement de la commune sur la question du handicap

Depuis de nombreuses années, la ville de Montélimar mène avec constance une action reconnue en faveur des personnes en situation de handicap ; préoccupation qui est au cœur des engagements de l'équipe municipale qui a choisi de mener sa politique en faveur d'une accessibilité universelle, dans l'idée de **ce qui est utile pour les personnes en situation de handicap est utile pour tous**.

Pour cela, elle a créé sa première commission **en 2002**, bien avant l'entrée en vigueur de la loi de 2005, et travaille depuis en concertation avec les représentants des personnes en situation de handicap et en transversalité avec l'ensemble des services de la ville, de l'Agglomération afin de poursuivre ses actions en faveur de :

- **L'accessibilité** qui doit garantir un plein accès pour chacun à tous les domaines de la vie quotidienne (*école, travail, vie citoyenne, logement, loisirs, culture ...)*, une accessibilité qui doit prendre en compte l'ensemble de la chaine de déplacement et garanti un confort d'usage de l'ensemble des citoyens.

- **L'inclusion** qui doit garantir aux personnes en situation de handicap de pouvoir participer pleinement comme tout citoyen, aux activités de loisirs, sportives, culturelles et plus globalement à l'ensemble des services proposés sur la ville, dans l'esprit du vivre ensemble.

LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ

Cadre réglementaire

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées donne une définition élargie de l'accessibilité et du handicap. Elle est basée sur 4 grands principes :

- ❖ L'accessibilité pour toute personne en prenant en compte tous les types de handicap (visuel, auditif, mental, cognitif, physique et moteur).
- ❖ La notion de « continuité de la chaine de déplacement » afin de garantir aux PMR une accessibilité sans rupture. Cela implique de prendre en considération le cadre bâti, le transport, la voirie et les espaces publics.
- ❖ Une mise en accessibilité échelonnée (avec une date butoir au 1er janvier 2015).
- ❖ Une plus large concertation.

Dans cette perspective, toutes les communes de plus de 5000 habitants avaient pour obligation de créer, avant janvier 2008, leur commission d'accessibilité nommée Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées (art.46).

Sa composition

La Commission Communale pour l'Accessibilité est présidée par le Maire ou son représentant, et la liste de ses membres est définie par arrêté municipal. La délibération n° 4.00 du conseil municipal du 19 novembre 2020 définit la composition actuelle de la commission laquelle est constituée d'élus, de représentants de la commune, d'associations d'usagers, de représentants des personnes en situation de handicap de toute sorte (*physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique*), de représentant des personnes âgées et d'acteurs économiques.

Ses missions

Les missions de cette commission, telles qu'elles sont définies par le législateur sont : de dresser le constat de l'état du cadre bâti, de la voirie et des espaces publics, des transports (compétence *intercommunale*), de faire toutes propositions utiles ou de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant, de tenir à jour la liste des établissements accessibles, des agendas d'accessibilité programmés (AD'AP) des ERP, d'établir un rapport annuel présenté en conseil municipal et de le transmettre au Préfet du Département, au Président du Conseil Départemental et au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées (CDCPH) et au Comité Départemental des retraités et des personnes âgées (CODERPA), ainsi qu'aux membres de la commission.

Son budget

La Ville de Montélimar mène une véritable politique en faveur des personnes en situation de handicap, volonté confirmée par le vote d'un budget annuel de 100 000 € alloué aux travaux d'accessibilité sur bâti existant et géré directement par la commission.

LES OPÉRATIONS RÉALISÉES ET/OU EN COURS DE RÉALISATION

Pour rappel, la loi du 11 février 2005 (article 45) renforce les obligations des communes en matière d'accessibilité et prévoit que chaque commune élabore un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE). Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite *(personnes âgées, femmes enceintes, ...)* l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement situés sur le territoire de la commune.

La mise en accessibilité est donc faite de façon continue au rythme des opérations réalisées sur la voirie. Ces actions consistent essentiellement à :

- ❖ Rénover les revêtements des trottoirs.
- ❖ Elargir les trottoirs.
- ❖ Abaisser les bordures ;
- ❖ Mettre en place du mobilier pour défendre l'accès des véhicules aux trottoirs.
- ❖ Poser des bandes podotactiles, fils guide
- ❖ Aménager des places de stationnement réservées aux personnes handicapées.
- ❖ Améliorer les conditions d'accès aux transports en commun.

Les travaux réalisés en 2021 :

VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

Les actions d'amélioration de l'accessibilité de la voirie sont le plus souvent réalisées lors des travaux d'aménagement ou d'entretien de celle-ci. Elles sont la plupart du temps indissociables de ces travaux.

Avenue Kennedy

- Aménagement d'un carrefour giratoire en lieu et place des feux tricolores avec création et sécurisation des traversées piétonnes et des déplacements doux.

Rue Jean-Jacques Rousseau

- Reprise du revêtement des trottoirs ainsi que création des passages bateaux.

Passages des guinguettes *(rues Pasteur et Ducatez)*

- Reprise du revêtement en stabilisé à la chaux.

Rue Bonzon

- Création de trottoirs et aménagement d'un quai de bus accessible.

Avant

Après

Rue Saint Gaucher

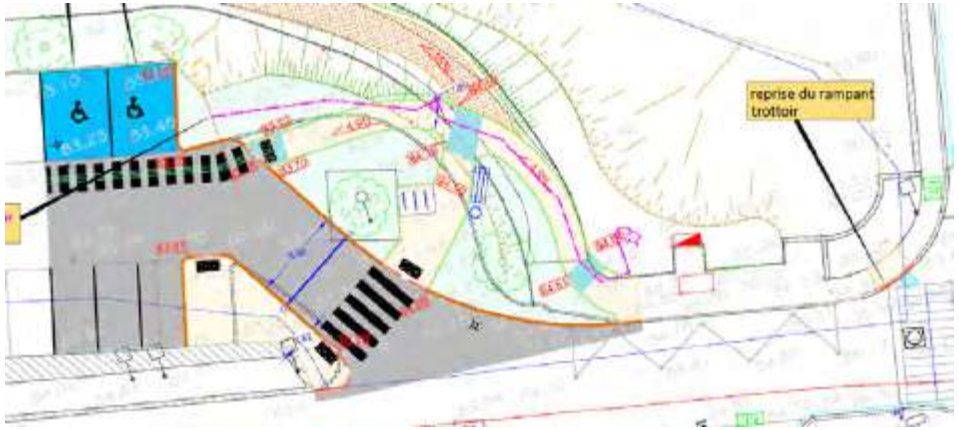
- Mise en place d'une bande podotactile à la traversée de la rue Saint Gaucher.

Rue du collège / Parking ilot Bouverie

- Mise place de deux (2) toilettes accessibles aux PMR.

Cheminement parking Chaban Delmas

- Aménagement d'un cheminement accessible avec rampe
- Création de 2 places H (en cours)



Cheminement rues Langevin / Etienne Marcel

- Mise en place de bandes podotactiles (en cours)

Cheminement rue Barnier / chemin de Chomillac

- Mise en place de bandes podotactiles (en cours)

Cheminement bd Meynot / rue du Collège

- Modification du cheminement piétons
- Déplacement d'une place H au début de la rue
- Mise en place de bandes podotactiles
- Création d'un passage bateau
- Création d'un passage piétons sécurisé
- Reprise des bateaux
- Mise en place d'un rail guide jusqu'à la place de l'Europe

Cheminement Avenue Jean Jaurès / Route de Marseille *(carrefour Leader Price)*

- Création d'un cheminement entre le tabac presse et les feux avec arrêt de bus accessible.
- Mise en place d'un répétiteur sonore (en cours)

Passages piétons / Allées Provençales

- Reprise des 2 passages piétons les plus fréquentés : celui situé devant la MAAF et l'autre situé en face de la fontaine du théâtre.
  NB : La volonté de l'équipe municipale est de reprendre, durant ce mandat, tous les passages piétons des Allées Provençales.

STATIONNEMENT

Pour mémoire, Montélimar compte environ 135 places H sur l'ensemble de son territoire.

Avenue des Catalins

- Création d'une place H sur la placette d'environ 40 places

Rue Emile Loubet

- Création d'une place H au plus proche des zones piétonnes du centre-ville

Rue Paul Langevin

- Création d'une place H sur le parking d'environ 30 places

Rue Paul Langevin (côté CAF)

- Création d'une place H dans cette rue comportant environ 50 places (en cours)

Place de l'Europe (à côté de la CPAM)

- Suppression de la place H à côté de la CPAM avec pose de barrières pour garantir le cheminement
- Création d'une nouvelle à l'entrée de la rue
- Reprise du marquage

LE BILAN FINANCIER

BUDGET COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE 2021	
OPERATIONS	**BUDGET** (TTC)
Mise en place d'une bande podotactile à la traversée de la rue – rue Saint Gaucher	**720,00 €**
Mise en place de bandes podotactiles – rue Barnier et Chemin de Chomillac	**2 160,00 €**
Prolongation du rail de guidage en périphérie du giratoire Kennedy – giratoire Kennedy	**6 600,00 €**
Création d'une place H – placette avenue des Catalins	**896,46 €**
Création d'une place H – rue Emile Loubet	**896,46 €**
Création d'une place H – rue Paul Langevin	**896,46 €**
Création d'une place H (à côté de la CAF) – rue Paul Langevin	**877,20 €**
Modification cheminement piétons + déplacement de la place de stationnement + mise en place de bande podotactile + création d'un passage bâteau + création d'un passage piétons sécurisé derrière les WC + reprise des passages bâteaux + mise en place d'un rail de guidage jusqu'à la place de l'Europe - Bd Meynot / rue du Collège	**9 423,60 €**
Aménagement d'un cheminement accessible avec rampe + 2 places H – Parking Chaban Delmas	**17 000,00 €**
Création d'un cheminement entre le tabac presse et les feux avec arrêt de bus accessible + mise en place d'un répétiteur sonore au niveau du carrefour Leader Price – avenue J. Jaurès / route de Marseille	**17 796,32 €**
Reprise de 2 passages piétons *(devant la MAAF + 1 en face de la fontaine théâtre) – Les Allées*	**42 733,50 €**
TOTAL	100 000 €

Rapporteur : Jean-Michel GUALLAR **4.01**

CONVENTION DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

La ville de Montélimar a décidé, dans le cadre du Contrat Local de Sécurité, de conforter le partenariat de la Police Municipale et de la Police Nationale afin de renforcer la sécurité des montiliens.

C'est dans ces conditions que la Ville de Montélimar a décidé de conventionner, par délibération n°7.00 du 22 octobre 2018, avec les forces de sécurité de l'État.

Ladite convention arrivant à échéance, il convient de conclure une nouvelle convention de coordination, laquelle précisera la nature et les lieux des interventions de la Police municipale et déterminera les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec les Forces de sécurité de l'État.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu l'article L.512-4 du Code de la sécurité intérieure,

Vu le décret n°2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale,

Vu la délibération n°7.00 du Conseil municipal du 22 octobre 2018 approuvant la conclusion d'une convention de coordination entre la Police municipale et les forces de sécurité de l'État,

Vu le projet de convention de coordination entre la Police municipale et les Forces de sécurité de l'État, annexé à la présente,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'APPROUVER les termes de la convention de coordination entre la Police municipale et les Forces de sécurité de l'État à intervenir,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION ENTRE LA POLICE MUNICIPALE ET LES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

PRÉAMBULE :

Vu les articles L.512-4, L.512-6 et L.512-7 du Code de la Sécurité Intérieure;

Vu le décret n°2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale;

La convention de coordination entre forces de sécurité de l'État et police municipale a pour objet d'organiser une coproduction de sécurité entre l'État et la Commune.
La convention de coordination n'est pas un contrat d'adhésion pour lequel une collectivité se place dans un rapport de subordination aux Forces de Sécurité de l'État. Au contraire, celle-ci organise le travail commun en attribuant aux acteurs des places égales, respectueuses des attributions respectives et des choix opérés.

Derrière la convention et sa matérialité affleure la question essentielle de la stratégie municipale de sécurité et de prévention de la délinquance, stratégie qui relève du maire et qui est mise en œuvre par la Police Municipale et les opérateurs associés, en partenariat avec les Forces de Sécurité de l'État. La convention de coordination n'est donc pas une finalité en soi mais la conséquence d'un travail conjoint qui matérialise la forme opérationnelle de la stratégie partenariale à laquelle il a abouti.

Entre la Préfète de la Drôme et le Maire de Montélimar, après avis du Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Valence, il est convenu ce qui suit :

La Police Municipale et les Forces de Sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas il ne peut être confié à la Police Municipale de mission de maintien de l'ordre que ce soit en autonomie ou associée avec les Forces de Sécurité de l'État.

La présente convention, établie conformément aux dispositions l'article L. 2212-6 du Code général des collectivités territoriales, précise la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale. Dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité de prévention de la délinquance, la présente convention détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des Forces de Sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention, les Forces de Sécurité de l'État sont la Police Nationale. Le responsable des Forces de Sécurité de l'État est le chef de la circonscription de sécurité publique de Montélimar, territorialement compétent.

ÉTAT DES LIEUX

Article 1:

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par le commissariat de Police Nationale de Montélimar avec le concours de la commune de Montélimar, dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- sécurité routière ;
- prévention des cambriolages ;
- prévention de la violence dans les transports (gare routière, gare SNCF, transports en commun) ;
- lutte contre les trafics de stupéfiants ;
- prévention des conduites addictives ;
- prévention des violences scolaires et du harcèlement ;
- protection des zones d'activités commerciales (zones extérieures et centre-ville) ;
- prévention des conduites marginales provocant des troubles directs ou indirects à l'ordre public;
- lutte contre le bruit.

Le domaine des compétences de la Police Municipale est celui conféré par les lois, codes, règlements et textes divers. Elle est chargée de faire respecter les pouvoirs de police du Maire en matière de bon ordre, de sûreté, de sécurité et de salubrité publique. Les missions sont classées dans trois grands thèmes : la prévention, la dissuasion et la répression.

Cependant l'article L.2214-4 du Code général des collectivités territoriale (CGCT) dispose que dans les communes où le régime d'État est institué, comme c'est le cas pour la ville de Montélimar, le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, tel qu'il est défini à l'alinéa 2° de l'article L.2212-2 du CGCT, et mis par cet article en règle générale à la charge du Maire, incombe à L'État. L'État a la charge du bon ordre quand il se fait occasionnellement de grands rassemblements d'hommes. Tous les autres pouvoirs de police énumérés aux articles L.2212-2, et L.2213-9 sont exercés par le Maire.

Il est précisé qu'en cas d'interpellation par les agents de Police Municipale, l'officier de police judiciaire territorialement compétent au commissariat de Montélimar sera prévenu sans délai. L'individu interpellé sera conduit immédiatement au commissariat de police de Montélimar.

En matière d'ivresse publique et manifeste, la personne mise en cause sera conduite sans délai au centre hospitalier de Montélimar, par la Police Municipale, dans son véhicule. La personne interpellée sera ensuite conduite au commissariat à l'issue de l''examen médical, si celui-ci l'y autorise. L'officier de police judiciaire territorialement compétent au commissariat de Montélimar sera prévenu sans délai.

COORDINATION DES SERVICES

Nature et lieux des interventions

Article 2

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives des Forces de Sécurité de l'État et des orientations stratégiques et opérationnelles du Maire, la Police Municipale assure principalement :

- Des missions de police de proximité axées sur le contact avec la population, la connaissance des quartiers, le renseignement et l'application de la réglementation ;
- Une surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouverte à la circulation et au public et des lieux ouverts au public ;
- Une surveillance dans les services de transports publics de personnes ;
- Des missions de police de la route ;
- Le contrôle de l'occupation du domaine public, en coordination avec le service foire et marchés de la ville de Montélimar.

Article 3

La Police Municipale assure la garde statique des bâtiments communaux.

Article 4

La Police Municipale et la Police Nationale assureront régulièrement la surveillance aux abords des établissements scolaires, en particuliers lors des entrées et sorties des élèves.

La Police Nationale et la Police Municipale assureront de façon concertée des opérations de surveillance et d'assistance, à la sortie de ces mêmes établissements, en fonction des évènements dans le cadre, notamment, de la prévention des violences scolaires.

Article 5

La mise en place des marchés et l'installation des forains est assurée par les placiers du service foires et marchés de la ville de Montélimar. Les éventuelles mises en fourrière, entre 05h00 et 08h00 (en dehors des heures de fonctionnement de la Police Municipale), nécessaires à l'installation des forains seront assurées par la Police Nationale.

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, la Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance des marchés, en particulier :

- le mercredi matin en centre-ville (place du marché) ;
- le jeudi matin place Saint James ;
- le vendredi matin à Pracomtal (rue Alexandre Dumas) ;
- le samedi matin en centre-ville (place du Marché, place des Clercs, rue Pierre Julien, rue Sainte Croix et rue des Taules).

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, la Police Municipale assure, à titre principal, la surveillance de la foire mensuelle qui se déroule le deuxième mercredi de chaque mois en centre-ville.

Les mises en fourrières des véhicules gênant la mise en place des foires mensuelles sont effectuées entre 05h00 et 07h00 (heure d'ouverture au public) par la Police Municipale.

Article 6

La surveillance des manifestations sportives, culturelles, patriotiques et récréative, nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale, soit par la Police Municipale, soit par les Forces de Sécurité de l'État, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Préalablement à chacune de ces manifestations, le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale se concerteront afin de définir les risques liés aux manifestations et afin de mettre en place une surveillance adaptée aux évènements, si elle s'avère nécessaire.

Article 7

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, la Police Municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement. Elle surveille les opérations d'enlèvements des véhicules, et notamment les mises en fourrières, effectuées en application de l'article L.325-2 du Code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, ou, en application du deuxième alinéa de cet article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions.

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, l'enlèvement des véhicules en stationnement abusif sur le domaine privé peut être assuré par la Police Municipale sur réquisition de la Police Nationale.

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, l'enlèvement des épaves et des véhicules brûlés peut être assuré par la Police Municipale sur réquisition de la Police Nationale.

Article 8

La Police Municipale informe au préalable la Police Nationale des opérations de contrôles routiers et de constatations d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Des contrôles routiers communs (en un même lieu) ou coordonnés (en des lieux différents) pourront être effectués par la Police Nationale et la Police Municipale. Ces contrôles seront planifiés par le responsable des Forces de Sécurité de l'État et par le Directeur de la Police Municipale.

Le responsable des forces de sécurité de l'État pourra faire installer, sur des points du réseau routier considérés comme potentiellement dangereux, ou propices à la commission d'infractions, un véhicule radar banalisé, afin que la lutte contre les vitesses excessives puisse se faire a toutes heures, même en l'absence de la présence de la Police Municipale.
Un état mensuel de ces contrôles sera établi aux fins d'informations et de coordinations des contrôles sur la commune de Montélimar.

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, lorsque la Police Municipale intervient sur un accident de la circulation, les agents primo-intervenants, remplissent une fiche de constatation (voir annexe Accident) qui sera transmise à la Police Nationale afin de garantir la continuité et la traçabilité d'éventuelles procédures.

Article 9

Sous réserve, sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale et sans exclusivité, la Police Municipale assure plus particulièrement des missions de surveillance des secteurs suivants dans le créneau horaire 08h00 à 20h00 le lundi et 08h00 à 02h30 du mardi au samedi :

- centre-ville ;
- zones d'activités commerçantes et industrielles situées en périphérie du centre-ville ;
- quartiers résidentiels.

Article 10

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, la Police Municipale peut constater et verbaliser les infractions aux dispositions réglementaires sur les animaux dangereux et errants prévus par la loi du 6 janvier 1999 et du 20 juin 2008.

La Police Municipale contrôle la régularité de la situation des animaux sur la voie publique, notamment les chiens dits dangereux de première et deuxième catégorie. Elle assure le suivi des chiens sur le territoire communal dans le cadre de la réglementation et des pouvoirs de police dévolus au Maire.

Une équipe de policiers municipaux, et d'agents en poste à la Police Municipale de Montélimar, spécifiquement formés à la capture canine sont chargés d'assurer le ramassage des chiens errants ou divagant sur la voie publique et de les conduire à la fourrière animalière. Police Nationale et Police Municipale assure le suivi de la procédure dont elle a été à l'initiative, dans le respect des prérogatives dévolues à chaque entité.

Article 11

Toutes modifications des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 10 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

MODALITÉS DE LA COORDINATION

Article 12

Le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au Procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Ces réunions sont organisées sous formes de rencontres hebdomadaires au Commissariat ou au Poste de Police Municipale en vue de l'organisation matérielle des missions prévues dans la présente convention. Ces rencontres sont complétées par des contacts quotidiens par courriers électroniques ou par téléphone, afin de rendre compte des évènements survenus.

Article 13

Le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale s'informent quotidiennement des modalités pratiques des missions respectives assurées par les agents des forces de sécurité de l'État et les agents de Police Municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la Police Municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'État du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la Police Municipale et, du nombre d'agents armés et du type des armes portés.

La Police Municipale donne toutes informations aux Forces de Sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État donne toute information à la Police Municipale sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la sécurité des agents de Police Municipale ou qui peut avoir une incidence dans la continuité des interventions des agents de Police Municipale.

Le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des Forces de Sécurité de l'État, ou de son représentant, dans le respect des prérogatives dévolues à chacun. Le Maire en est systématiquement informé.

Article 14

Dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'État et la Police Municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la Police Municipale en informe les Forces de Sécurité de l'État (voir annexe SIV et SNPC).

Article 15

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L.221-2, L.223-5, L.224-16, L.224-17, L.224-18, L.231-2, L.233-1, L.233-2, L.234-1, L.234-9 et L.235-2 du Code de la route, les agents de Police Municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. À cette fin, le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale ont décidé de privilégier le téléphone pour pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Une radio de la Police Municipale est, de plus confiée, à demeure, à la Police Nationale afin de faciliter les communications opérationnelles. Des radios supplémentaires peuvent être confiées lors des opérations communes.

Article 16

Les communications entre Police Municipale et Police Nationale, pour l'accomplissement de leurs missions respectives, se font par téléphone ou par liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE

Article 17

La Préfète de la Drôme et le Maire de Montélimar conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la Police Municipale de Montélimar et les forces de sécurité de l'État.

Article 18

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la Police Municipale amplifient leur coopération dans les domaines suivants :

Le partage d'informations en temps réel se fait par le biais du téléphone ou de moyens radiophoniques mis à la disposition du Commissariat par la ville de Montélimar.

L'information quotidienne et réciproque se fait par courriers électronique.

Les responsables des Forces de Sécurité de l'État et de la Police Municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des Forces de Sécurité de l'État et les agents de la Police Municipale, pour organiser la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.
La Police Municipale donne toutes informations nécessaires aux Forces de Sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.
Le responsable des forces de sécurité de l'État informe la Police Municipale de tout fait ou événement devant être portés à sa connaissance ou pouvant impacter la sécurité des agents engagés sur la voie publique.

Le responsable des Forces de Sécurité de l'État est informé de toute action exceptionnelle et programmée que le Maire décide d'engager dans le cadre de ses pouvoirs de police et notamment en matière de circulation, de stationnement, de salubrité et d'occupation du domaine public.

Les communications opérationnelles peuvent être renforcées par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la Police Municipale sur les réseaux « RUBIS » ou « ACROPOL » du ministère de l'intérieur afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État).

Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la Police Municipale dépassant ses prérogatives. De même la participation de la Police Municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion d'un grand évènement peut être envisagée par le Préfet. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit, notamment, les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation (à préciser lors de l'évènement).

Article 19

La coopération renforcée s'étend au domaine de la vidéoprotection de voie publique mise en œuvre par la Ville de Montélimar. Les modalités d'interventions consécutives à la saisie de la Police Nationale par le centre de supervision urbaine et d'accès aux images sont définies dans un document annexé à la présente convention.

Une équipe composée d'opérateurs de vidéoprotection, tous assermentés en tant qu'agents de surveillance de la voie publique est dédiée à la mise en œuvre de la vidéo-protection de voie publique (composée aujourd'hui de 147 caméras : 121 caméras de voie publique et 26 caméras intérieures), à l'accueil téléphonique du public et au guidage radio des équipages de Police Municipale.
Cette équipe fait l'interface entre la Police Municipale sur le terrain et le chef de poste du Commissariat de Police Nationale.

La mise en œuvre de la vidéoprotection et le visionnage en direct des images issues des caméras de vidéoprotection sont assurés au sein du centre de vidéoprotection par l'équipe d'opérateurs, dont la liste nominative est transmise au responsable des Forces de Sécurité de l'État et à la Commission départementale de vidéoprotection.
Conformément à l'article 21-2 du Code de procédure pénale, les opérateurs de vidéoprotection rendent compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la Police Nationale territorialement compétent de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance grâce aux images issues.

De même, toute infraction constatée, atteinte aux biens ou atteinte aux personnes, commise ou en train de se commettre, de nature à faire l'objet de poursuites pénales et d'une plainte auprès des services de la Police Nationale et du Procureur de la République, est signalée sans délai par le personnel assurant ses fonctions au sein du centre de vidéoprotection.

En aucun cas il ne pourra être procédé à une extraction d'image sans réquisition écrite d'un officier de police judiciaire territorialement compétent ou d'un magistrat. Toute remise d'images issues du centre de vidéoprotection à l'autorité de Police Nationale, sous quelque forme que ce soit (DVD, clé USB ou tout autre support numérique) sera mentionnée sur le registre de vidéoprotection.

La durée de conservation des images issues du réseau de vidéoprotection de voie publique est de quinze jours.

La ville de Montélimar met à la disposition des Forces de Sécurité de l'État, au Commissariat de Montélimar, un déport des images issues du réseau de vidéoprotection, permettant le visionnage en temps réel.

La ville de Montélimar met à la disposition de la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP26) et du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Drôme (GGD26) des caméras dédiées à la lecture des plaques d'immatriculation sous leur gestion et sous leur contrôle. La transmission des éléments sera faite par courrier électronique aux adresses suivantes :

Pour la DDSP :
ddsp26-cic@interieur.gouv.fr / ddsp26-uae@interieur.gouv.fr

Pour la GGD26 :
bdrij.ggd26@gendarmerie.interieur.gouv.fr / corg.ggd26@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Article 20

Des patrouilles mixtes Police Nationale/Police Municipale, pédestres ou portées, seront programmées et mises en place selon un calendrier défini par le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale. Les points de rendez-vous, les secteurs, les durées ainsi que les objectifs de ces patrouilles mixtes seront définies par le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale.

Les forces de Police Nationale et de Police Municipale adaptent leurs moyens sur le terrain en fonction de l'activité délictuelle constatée et des diverses manifestations prévues. Chaque semaine dans le cadre des réunions hebdomadaires, le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale établissent un planning adapté aux situations programmées.

Des missions en commun, menées sous l'autorité du responsable des Forces de Sécurité de l'État pourront être mises en place, après définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ses missions. Le responsable des Forces de Sécurité de l'État peut, dans le respect des prérogatives de la Police Municipale, solliciter l'assistance de la Police Municipale sur certaines missions, en complément de l'action de la sécurité publique (circulation à l'occasion de manifestations revendicatives, prévention des violences urbaines et coordination des actions en situations de crises ...).

Le responsable des Forces de Sécurité de l'État et le responsable de la Police Municipale définissent alors les besoins en effectifs et les missions de chaque agent dans le respect de leurs prérogatives réciproques.

Article 21

Dans le cadre de la sécurité, la collaboration renforcée se traduit par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôles s'inscrivant dans le respect des instructions de la Préfète et du Procureur de la République et par la mise en place de contrôles routiers communs ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile.

Article 22

La coopération renforcée concerne aussi le volet de la prévention, notamment par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances (Opération Tranquillité Vacances), à lutter contre les cambriolages, à protéger les personnes vulnérables.

Article 23

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État et de la Police Municipale, le Maire de Montélimar précise qu'il souhaite renforcer l'action de la Police Municipale par les moyens suivants : trois brigades de police municipale de voie publique (deux de journée, 08h00/20h00, et une de soirée, 18h00/02h30), armées avec des armes de catégories B et D, une brigade dédiée à la vidéoprotection, une brigade d'ASVP (agent de surveillance de la voie publique) dédiée à la surveillance du stationnement et une brigade équestre d'ASVP.

Une équipe de capture canine, rattachée fonctionnellement à la Police Municipale, sera en charge de la capture des animaux féroces, malfaisants ou errants ».

Une équipe cynophile composée d'au moins un agent qualifié de maître-chien de police municipale et de son animal, renforcera les équipes de police municipale de voie publique et plus particulièrement l'équipe de soirée.
Une équipe motocycliste, renforcera les équipes de police municipale de voie publique et plus particulièrement en journée.

Article 24

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation de formations au profit de la Police Municipale.
Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le Ministre de l'Intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 25

Il est précisé, sans préjudice des prérogatives de la Police Nationale, que la gestion des objets trouvés ainsi que leur cession éventuelle au service des domaines est assuré par la Police Municipale.

Article 26

Afin de renforcer la prévention contre les cambriolages, dans le cadre de la participation citoyenne, la ville de Montélimar adhère à la plateforme Voisins Vigilants et Solidaires et en permet l'accès aux Forces de Sécurité de l'État par courrier électronique à l'adresse :

ddsp26-csp-montelimar@interieur.gouv.fr

Article 27

Pour l'exécutions de leurs missions, les agents de Police Municipale sont dotés de caméras individuelles dites « caméras piétons » et d'armes individuelles de catégorie B et D.

En fonction de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes de la catégorie B et D et de leurs autorisations individuelles de ports d'armes, les agents de Police Municipale habilités pourront être dotés de revolvers 357 magnums chambrés en calibre 38 spécial (cat. B-1°), de pistolets semi-automatiques calibre 9 mm (cat. B-1°), de lances balles de défense (cat. B-3°), de générateurs aérosols incapacitants lacrymogènes d'une capacité supérieure à 300ml (cat. B8°) ou inférieure à 100 ml (cat. D) et de matraques télescopiques (cat. D).

Article 28

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le Maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué à la Préfète et au Maire. Copie en est transmise au procureur de la République.

Article 29

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

Article 30

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 31

Afin de veiller à la pleine application de cette convention, le Maire de Montélimar et la Préfète de la Drôme, conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du Ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

Fait à Montélimar, le

Le Maire de Montélimar
Julien CORNILLET

La Préfète de la Drôme
Élodie DEGIOVANNI

Après avis du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Valence

ACCIDENT (B.A.D.R 04.75.00.70.79)

DATE :		
REDACTEUR :		
HEURE : DES FAITS :	D'ALERTE	D'ARRIVEE
LIEU :(numéro+adresse)		
SENS DE CIRCULATION :	VITESSE REGLEMENTEE :	

CIRCONSTANCES :

CHAUSSEE

MOUILLEE	SECHE	EN MONTEE	EN DESCENTE	RECTILIGNE
EN COURBE	SENS UNIQUE	BIDIRECTIONNELLE	BITUME	AUTRE
ECLAIRAGE	OUI	NON	ALLUME	ETEINT

VEHICULE [ ]A [ ]B [ ]C [ ]D

IMMAT

	MODELE		MARQUE		
NOMBRE OCCUPANT		CONTROLE TECHNIQUE		CHOC DEGATS	

PROPRIETAIRE :

ADRESSE ET TELEPHONE

ASSURANCE

COMPAGNIE			
POLICE		VALIDITE	

CONDUCTEUR OU TEMOIN OU PASSAGER

NOM		**PRENOM**	
NE LE		LIEU	
ALCOOL	POSITIF	NEGATIF	TAUX :
STUPEFIANTS	POSITIF	NEGATIF	

BLESSE	LEGER	GRAVE	TUE	INDEMNE

ADRESSE ET TELEPHONE

Autres mesures prises ou remarque (avis famille, enlèvement VL…..)

Département de la DROME
Ville de MONTELIMAR
POLICE MUNICIPALE
Place Emile Loubet
B.P. 279
26216 MONTELIMAR Cedex
04 75 00 25 22

DEMANDE D'ACCES AU SYSTEME D'IMMATRICULATION DES VEHICULES

(Fichier S.I.V.)

Document à transmettre par fac-similé au Commissariat au n° 04 75 00 70 75,. Le fac-similé confirme un appel téléphonique préalable.

<u>Références</u> :Article L.330-2 du Code de la route ;
Loi du 18 mars 2003 ;
Circulaire ministérielle NOR IOC/D/10/05604/C du 25 février 2010.

L'an deux mille ……,
Le ……,

Pourriez vous nous communiquer les éléments relatifs aux propriétaires des véhicules ci-dessous mentionnés

Marque ……,
Type ……,
Immatriculé ……,
Motif de l'identification ……,
Lieu ……,

Marque ……,
Type ……,
Immatriculé ……,
Motif de l'identification ……,
Lieu ……,

Marque ……,
Type ……,
Immatriculé ……,
Motif de l'identification ……,
Lieu ……,

L'Agent de Police Judiciaire adjoint

Département de la DROME
Ville de MONTELIMAR
POLICE MUNICIPALE
Place Emile Loubet
B.P. 279
26216 MONTELIMAR Cedex
04 75 00 25 22

DEMANDE D'ACCES AU SYSTEME NATIONAL DES PERMIS DE CONDUIRE

(Fichier S.N.P.C.)

Document à transmettre par fac-similé au Commissariat au n° 04 75 00 70 75,. Le fac-similé confirme un appel téléphonique préalable.

Références :Article L.330-2 du Code de la route ;
Loi du 18 mars 2003 ;
Circulaire ministérielle NOR IOC/D/10/05604/C du 25 février 2010.

L'an deux mille ……,
Le ……,

Pourriez vous nous communiquer les éléments relatifs aux conducteurs ci-dessous mentionnés

Nom ……,
Prénom(s)……,
Date de naissance……,
Lieu de naissance……,

Nom ……,
Prénom(s)……,
Date de naissance……,
Lieu de naissance……,

Nom ……,
Prénom(s)……,
Date de naissance……,
Lieu de naissance……,

L'Agent de Police Judiciaire adjoint

Rapporteur : **Fabienne MENOUAR** **5.00**

CONVENTION D'AFFILIATION À L'OPÉRATION TOP DÉP'ART DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DRÔME

Dans le cadre sa politique culturelle, la ville de Montélimar a pour objectif de développer son offre en direction du public jeune.

Dans le cadre de son action en faveur de la jeunesse et de sa politique d'aide à l'accès au sport et à la culture, le Département de la Drôme propose depuis la rentrée scolaire 2009, la mise à disposition d'un chéquier puis d'une carte de réductions auprès des 26 500 collégiens domiciliés dans la Drôme pour la pratique et la découverte d'activités sportives et culturelles. Cette opération est reconduite pour l'année scolaire 2021/2022, désormais le collégien pourra effectuer ses transactions grâce à une carte ou un QR Code. La carte est facultative, le collégien la reçoit uniquement s'il en fait la demande et utilisable uniquement hors temps scolaire.

L'offre « TOP DÉP'ART » bénéficie sur demande à tous les jeunes drômois de 10 à 16 ans scolarisés entre la 6e et la 3e ou pris en charge dans des structures spécialisées (EREA, IME, ITEP).

Le Musée de Montélimar pourrait permettre aux collégiens d'utiliser la carte de réduction de 20 € offerte par le Département pour la pratique culturelle.

Le Musée de Montélimar souhaite s'associer à cette démarche à finalité éducative en matière de culture et devenir partenaire de la carte « TOP DÉP'ART » en validant la convention d'affiliation avec le Conseil Départemental.

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le projet de convention d'affiliation Opération « TOP DEP'ART » DÉPARTEMENT DE LA DRÔME ci-annexé.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- **D'APPROUVER l**es termes de la convention d'affiliation Opération « TOP DÉP'ART » DÉPARTEMENT DE LA DROME à intervenir,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Identifiant : **IDENTIFIANT**

CONVENTION D'AFFILIATION OPERATION « TOP DEP'ART »
DEPARTEMENT DE LA DROME

ENTRE : La société DOCAPOSTE APPLICAM, 2 avenue Sébastopol, 57070 METZ, représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-Michel DUPONT, titulaire d'un marché avec le Département de la Drôme pour la gestion du dispositif « Top Dép'Art ».

Ci-après désigné « DOCAPOSTE »,

ET
Raison sociale : **RAISON SOCIALE**
N° SIRET : **SIRET**

Ci-après désigné « le partenaire ».

PREAMBULE :

Dans le cadre de son action en faveur de la jeunesse et de sa politique d'aide à l'accès au sport et à la culture, le Département de la Drôme propose depuis la rentrée scolaire 2009, la mise à disposition d'un chéquier puis d'une carte de réductions auprès des 26 500 collégiens domiciliés dans la Drôme pour la pratique et la découverte d'activités sportives et culturelles. Cette opération est reconduite pour l'année scolaire 2021/2022, désormais le collégien pourra effectuer ses transactions grâce à une carte ou un QR Code. La carte est facultative, le collégien la reçoit uniquement s'il en fait la demande.

Les objectifs du Département sont les suivants :

- La découverte et l'aide à la pratique d'activités sportives et culturelles par les jeunes collégiens du département,
- Le soutien au pouvoir d'achat des familles drômoises,
- La dynamisation de la vie associative et le développement de la citoyenneté des collégiens via leurs adhésions à des associations.

Pour atteindre ces objectifs, le Département a confié à la Société « DOCAPOSTE APPLICAM », au terme d'une procédure de marché public, le soin de proposer aux collégiens qui le souhaitent de bénéficier de l'offre « TOP DEP'ART », uniquement **hors temps scolaire**.

L'offre « TOP DEP'ART » bénéficie sur demande à tous les jeunes drômois de 10 à 16 ans inscrits :

- Dans un collège public ou privé de la Drôme (ou hors département mais dont les représentants légaux résident dans le département de la Drôme),
- Dans les EREA (de la 6ème à la 3ème) de la Drôme,
- Dans un établissement pour la jeunesse handicapée tels que les IME ou les ITEP
- Dans un lycée professionnel (de la 6ème à la 3ème) en dehors de la Région Rhône-Alpes

Elle est composée en deux parties :
Partie 1 : 40 € de réductions valables uniquement hors du temps scolaire pour des achats ou accès à la pratique sportive ou culturelle (20€ pour la pratique sportive, 20€ pour la pratique culturelle),
Partie 2 : Des entrées offertes par le Département pour découvrir les lieux incontournables du territoire Drômois.

Les détails du contenu de la carte sont précisés en annexe.

Cette convention a pour objet de régir les relations contractuelles entre le partenaire et DOCAPOSTE pour le compte du Département de la Drôme et de définir les modalités, conditions générales de diffusion et de remboursement des réductions et entrées « TOP DEP'ART ».

ARTICLE 1 : ADHESION AU DISPOSITIF

Par la présente convention, le partenaire déclare expressément adhérer, selon les modalités définies dans la présente, au dispositif « TOP DEP'ART » mis en œuvre par le Département de la Drôme. Le partenaire adhère au dispositif à titre gratuit.
Dès le début de sa demande d'affiliation, le partenaire s'est vu attribuer un identifiant qui sera utilisé à chaque correspondance.

ARTICLE 2 : UTILISATION DES OFFRES DE REDUCTIONS ET ACCES

L'utilisation de l'offre « TOP DEP'ART » ne peut se faire que chez les partenaires du dispositif. Le partenaire s'engage à ne pas les échanger contre des espèces.
Le partenaire s'engage à accepter les réductions et entrées **pour des activités hors temps scolaires.**

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTENAIRES ET CONDITIONS D'ACCEPTATION DES CARTES

Le partenaire s'engage à :

- Agir envers le bénéficiaire de l'offre comme envers tout autre client bénéficiaire de la structure,
- Former son personnel aux règles du dispositif et à l'accueil des bénéficiaires,
- Vérifier l'identité du bénéficiaire de la carte,
- Accepter un règlement du bénéficiaire uniquement pour les biens et services en adéquation avec les thématiques validés pour son dossier.
- Respecter la confidentialité des informations personnelles des bénéficiaires,
- Mettre à jour les informations le concernant dans l'Extranet Partenaires.

Pour les partenaires concernés par les entrées gratuites :

Les entrées gratuites peuvent bénéficier au détenteur de l'offre ainsi qu'à un adulte qui l'accompagne.
Les partenaires concernés s'engagent à facturer selon le cas de figure :

- Une transaction déclenchant le remboursement du tarif collégien, si ce dernier se présente seul
- Une transaction déclenchant le remboursement du tarif collégien et adulte, si ce dernier se présente accompagné.

Les entrées gratuites proposées aux collégiens et leurs familles seront limitées par un quota.
Les partenaires concernés s'engagent à :

- Respecter le nombre de places déterminées par le Département concernant les entrées gratuites au sein de leur enveloppe thématique
- Faciliter la communication en diffusant par tout moyen qu'il jugera approprié le nombre de places restantes au sein de son établissement (ex : publication de l'information sur le site internet de l'établissement, informations sur les réseaux sociaux, affichage sur place ect…)
- A rendre visible le kit de communication TOP DEPART fourni par le Département

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE DOCAPOSTE APPLICAM

A la suite de la validation des transactions, DOCAPOSTE procède, 2 fois par mois, aux versements des sommes débitées par les partenaires, par virement sur leur compte bancaire. Le partenaire s'engage à informer DOCAPOSTE dans les plus brefs délais de tout changement intervenu dans ses références bancaires.

Les réductions de l'année scolaire N et N+1 sont valable du 1er septembre de l'année N jusqu'au 31 août de l'année N+1.

Un numéro vert gratuit 0 800 711 362 disponible de 8h à 20H du lundi au vendredi, hors jours fériés peut être utilisé par les partenaires pour :

- Obtenir une information sur leurs remboursements,
- Signaler une problématique ou une incompréhension dans l'usage de leur extranet dédié,

- Solliciter un renseignement sur le dispositif.

ARTICLE 5 : LITIGES

Tout litige intervenant entre DOCAPOSTE et le partenaire, relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal de Commerce dont dépend DOCAPOSTE.

ARTICLE 6 : TRANSMISSION DE FONDS DE COMMERCE

En cas de transmission du fonds de commerce, le cédant devra en avertir DOCAPOSTE afin, en tant que de besoin, d'établir une nouvelle convention avec le cessionnaire, si son activité est toujours concernée par le dispositif.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire en cours, et sera reconduite par tacite entendement. Elle pourra durer au maximum jusqu'à la fin du marché, à savoir la campagne 2023/2024.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 2 mois.
En cas de non respect des termes de la présente convention par le partenaire, DOCAPOSTE se réserve le droit de résilier à tout moment la présente convention après en avoir averti le partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception.
En cas de résiliation, pour quelle que cause que ce soit, le partenaire s'engage à cesser immédiatement toute référence et toute utilisation promotionnelle de l'appellation.
Toute carte acceptée par le partenaire en violation de la présente disposition restera à la charge exclusive de ce dernier.

Fait à …….…… **le** ……..…….

<u>En deux exemplaires originaux</u>, chaque partie reconnaissant en avoir reçu un exemplaire original.

LE PARTENAIRE	DOCAPOSTE APPLICAM
Apposer ici votre tampon et signature	

ANNEXE – CONTENU DE L'OFFRE TOP DEPART

Les 40€ de réductions

20€ pour les activités sportives :

- Association sportive affiliée à un comité sportif départemental (adhésion annuelle, stage ou manifestation),
- Association affiliée à une fédération d'éducation populaire,
- Installation sportive à entrée payante,
- Collectivité territoriale organisatrice de stage sportif,
- Structure organisatrice de spectacle sportif,
- Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé.
- Piscine communale, intercommunale
- Patinoire
- Magasin revendeur de vélo ou tout autre mode de déplacements doux
- Parc Accrobranche

20 € pour les activités culturelles :

- Association culturelle (adhésion annuelle ou stage : écoles de musique, école de danse, cours de théâtre, de dessin, de peinture…),
- Association affiliée à une fédération d'éducation populaire,
- Musée, site, monument historique et attraction touristique similaire,
- Cinéma d'art et d'essai
- Collectivité territoriale organisant des stages ou manifestations culturelles,
- Salle de spectacles privée ou publique.
- Achats de livres en magasin spécialisé

Les entrées offertes

Les entrées offertes permettent à chaque collégien de profiter d'une entrée gratuite :

- En se présentant seul,
- Pour l'adulte qui l'accompagne (il n'y a pas de condition de lien de parenté pour bénéficier de l'offre)

PATRIMOINE

1. ENTREES AU MUSEE DE VASSIEUX – Vassieux en Vercors
2. ENTREES DANS LES CHATEAUX DE LA DROME (Château des adhémar, Château de Grignan, Château de Suze la Rousse)
3. ENTREES PALAIS IDEAL FACTEUR CHEVAL – Hauterives
4. ENTREES MAISON DE LA CERAMIQUE – Dieulefit
5. ENTREES MUSEE DE LA CHAUSSURE – Romans
6. ENTREES D'ART CONTEPORAIN – Montélimar
7. ENTREES D'ART ET D'ARCHEOLOGIE – Valence (Entrée exposition permanente ou Entrée exposition permanente et temporaire)
8. ENTREES AUBERGE DES DAUPHINS - Saoû
9. ENTREES CENTRE DU PATRIMOINE ARMENIEN – Valence (Entrée au musée pour visiter exposition temporaire et permanente ou Atelier Familles)

SPECTACLE VIVANT

1. FETE NOCTURNE DE GRIGNAN – Grignan
2. COMEDIE DE VALENCE - Valence
3. LUX – Valence
4. TRAIN THEATRE – Portes les Valence
5. THEATRE DE DIE – Die
6. CORDONNERIE – Romans
7. CINQUIEME SAISON – Saint Jean en Royans
8. GARE A COULISSES – Eurre

SPORT

1. SKI ALPIN – Lus la Croix Haute
   SKI ALPIN – Col du Rousset
   SKI ALPIN – Font d'Urle

2. SKI NORDIQUE – Lus la croix Haute
   SKI NORDIQUE – Grand échaillon
   SKI NORDIQUE – Herbouilly
   SKI NORDIQUE – Font d'urle

3. LUGE SUR RAIL – Col du Rousset (2 tours)

4. TROTTINETTE DE DESCENTE – Valdrôme (2 tours)
   TROTTINETTE DE DESCENTE – Col du Rousset (2 tours)

5. DEVALKART- Valdrôme (2 tours)

ENTREE POUR PARTICIPER A UN MATCH

- BOURG DE PEAGE DROME HANDBAL
- VOLLEY BALL ROMANAIS
- VALENCE HAND BALL
- SAINT VALLIER BASKET DROME
- VALENCE ROMANS DROME RUGBY
- BOURG DE PEAGE DROME HAND BALL

Rapporteur : **Fabienne MENOUAR** **5.01**

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES RÉSEAUX DE GÎTES TOURISTIQUES PASSEO (GÎTES DE FRANCE) ET CLÉVACANCES

Dans le cadre sa politique culturelle au service de l'attractivité du territoire, la ville de Montélimar a pour objectif de développer son offre en direction du public touristique.

Les réseaux de gîtes touristiques permettent de toucher un public très important, notamment pendant la haute saison de mai à octobre. Les deux conventions permettraient de toucher les clients des Gîtes de France et des Gîtes Clévacances.

L'ensemble des sites touristiques importants de la Drôme-Ardèche sont déjà adhérents du réseau Clévacances (Châteaux de la Drôme, Aven d'Orgnac, Ferme aux crocodiles, etc.).

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat à intervenir avec PASSEO (Gîtes de France) ;

- D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat à intervenir avec Gîtes Clévacances ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions ainsi que tous les documents afférents,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre
CLÉVACANCES SUD-EST
4 Cours du Palais
07000 PRIVAS
Représenté par

Désigné L'Hébergeur
d'une part,

Et
VILLE DE MONTELIMAR
Hôtel de Ville
Place Émile Loubet
26200 MONTÉLIMAR
Représentée par Julien CORNILLET, Maire de Montélimar

Désignée Le Partenaire
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit

Objet de la convention
La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre l'Hébergeur et le Partenaire pour proposer un tarif réduit aux locataires Clévacances dans un but de promotion des activités des deux parties.

Lieu d'exécution
MUSÉE DE MONTÉLIMAR
19 Rue Pierre Julien
26200 MONTELIMAR
Tel 04 75 00 25 45
Email : contact.musees@montelimar.fr
Site internet : https://www.montelimar..fr/

Description de l'activité :
Le Musée de Montélimar présente en 2022 une exposition de marionnettes issues du fonds de la Compagnie Emilie VALANTIN.

Article 1 - Engagements de l'Hébergeur :
L'Hébergeur s'engage à promouvoir l'activité du Musée de Montélimar par :

- la diffusion dans tous ses hébergements d'une brochure présentant le Musée de Montélimar et le détail de l'offre accordée aux locataires Clévacances.

- l'envoi de mails à destination des propriétaires labellisés Clévacances avec le détail du Musée de Montélimar (nom et présentation de la structure, coordonnées, lien vers site web, détail de l'offre) qu'ils pourront transférer à leurs hôtes afin de les aider à planifier leur séjour.

Article 2 - Engagements du Partenaire :
Le Partenaire s'engage à promouvoir l'image de marque Clévacances en proposant le tarif réduit pour une entrée simple du Musée de Montélimar en vigueur aux locataires des hébergements Clévacances.

Le Partenaire pourra diffuser ses flyers aux gîtes Clévacances de sa zone de chalandise.

Article 3 - Durée :
La présente convention est conclue pour une durée de un an et sera renouvelée par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec préavis d'au moins un mois par lettre recommandée avec A.R.

Article 4 - Résiliation -Litiges entre les parties
Toutes les contestations qui pourront s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation des présentes feront au préalable l'objet d'une tentative d'accord amiable.

En cas d'échec de celui-ci, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera du ressort du Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à .....Le
En deux exemplaires

L'Hébergeur,
Clévacances

Le Partenaire,
Ville de Montélimar
Julien CORNILLET
Maire

ClévaCances

CLÉ'PASS offres privilèges

Sites touristiques, musées, boutiques

Comment ça marche ?

Présentez le porte-clés ou le ticket «Clé'pass» à l'entrée des structures partenaires dans les départements de la Drôme et l'Ardèche et bénéficiez de remises ou souvenirs offerts !

Une question ?

Contactez Clévacances au 04 75 64 10 52

ARDÈCHE

Ardèche Méridionale	**Castanea- Espace découverte de la châtaigne d'Ardèche**	**JOYEUSE**	2 parvis de l'église (Vieille Ville), 07260 Joyeuse 0475399066 contact@castanea-ardeche.com www.castanea-ardeche.com	Ardèche et châtaigne : la recette d'un amour qui dure depuis toujours ou presque... Parcours de visite pour petits et grands mijoté avec innovation et imagination ! Un tube de crème de châtaignes offert avec chaque entrée payante. Boutique 100% locale.	**Tarif réduit Adulte 5.50 € (au lieu de 6.50€) 11-17 ans 4.50€ (au lieu de 5€) 7 -10 ans 2.50€ (au lieu de 3€) Gratuit moins de 6 ans**
	Mas Daudet	**SAINT-ALBAN-AURIOLLES**	710 Chemin de la vignasse, 07120 Saint-Alban-Auriolles 0475396507 musee.daudet@wanadoo.fr www.musee-daudet.com	Dans cet authentique mas ardéchois, maison familiale d'Alphonse Daudet, plongez dans la vie d'autrefois, familiarisez-vous avec les vers à soie (vivants) et découvrez la vie et l'œuvre de l'auteur de la Chèvre de M. Seguin. Enquêtes pour les enfants, parc de jeux, sentier de découverte, boutique, Jeu de piste familial, belvédère, aire de pique-nique, animations, expositions… NOUVEAUTÉ 2020: VISITE SPÉCIALE ENFANTS	**Réduction de 10% sur toute la famille – Gratuit -5ans + gratuit Livret de jeu de piste en famille jusqu'au village de caractère de Labeaume**
	Randa Ardesca Archéo'site d'Ardèche	**SAINT-ALBAN-AURIOLLES**	1800 Route de Chandolas, La Palissade, Le Ranc Davaine, 07120 Saint-Alban-Auriolles 0640210214 archeosite07@gmail.com www.randaardesca.fr	Randa Ardesca est le seul archéo'site du quart sud-est de la France. Un village gaulois se construit sous vos yeux au fil des ans, selon les principes de l'histoire vivante et de l'archéologie expérimentale. Venez découvrir des habitats réalisés avec les savoir-faire de l'époque. Vivez l'histoire grâce à nos animateurs en costumes, disponibles et passionnés.	**Tarif adulte -10% sur présentation du justificatif.**
	Musée des Vans	**LES VANS**	4 rue du Couvent, 07140 Les Vans 0475370862 mediation-musee@les-vans.fr www.les-vans.fr/musee	À travers cinq expositions le musée dévoile les différentes facettes d'un territoire très contrasté mais qui forme un tout singulier : la Cévenne ardéchoise. Les collections de géologie, d'archéologie, d'ethnographie et de médecine font découvrir la nature, la culture ou la personnalité des hommes qui ont façonné cette région historique. Dans ce territoire caractérisé par une importante diversité du sous-sol, les roches, fossiles et minéraux sont les témoins de mondes disparus et révèlent une histoire vieille de 550 millions d'années. Ouvert aux initiatives contemporaines le musée organise régulièrement des expositions temporaires et accueille des événements : concert, lecture, conférence…	**Réduction de 0,50€**
	Musée de la lavande	**SAINT REMEZE**	2200 Rt des gorges /D490, 07700 Saint Remèze 0475043726 info@ardechelavandes.com www.museedelalavandeardeche.com	Venez assister à l'extraction de l'huile essentielle en découvrant la transformation magique d'une fleur par une distillation artisanale. Repartez avec les secrets de toute une alchimie.Notre établissement est sélectionné "les étapes savoureuses Ardèche"	**tarif reduit**

Ardèche Méridionale	**Aven d'Orgnac, grand site de France**	**ORGNAC-L'AVEN**	2240 route de l'Aven . 07150 Orgnac-l'Aven 0475386510 infos@orgnac.com www.orgnac.com	Le site de l'Aven d'Orgnac, Grand Site de France, offre un spectacle naturel à couper le souffle. Il réunit la grotte aux dimensions hors normes, un chef d'oeuvre de la nature, une cathédrale souterraine majestueuse et la Cité de la Préhistoire, 350 000 ans d'aventure humaine racontée à travers une muséographie ludique et moderne. Animations préhistoire, visites virtuelles des parties non aménagées, exposition temporaire, sentiers pédestres, jardins, boutiques, restauration, jeux extérieurs ombragés pour enfants, parking arboré gratuit...Une bouffée d'air pur !	**un poster offert**
	Château des Roures	**LABASTIDE DE VIRAC**	Le château, 07150 Labastide de Virac 0475386113 info@chateaudesroure.com www.chateaudesroure.com	château XVe S, place forte qui surveiller l'accès au Pont d'Arc, élevage de vers à soie, écomusée de la soie, vue panoramique et son parc médiéval avec le plus grand trébuchet.	**10 % sur le billet d'entrée**
	Muséum de l'Ardèche	**BALAZUC**	344 Chemin de Cournazou, 07120 Balazuc 0428400035 contact@museum-ardeche.fr www.museum-ardeche.fr	Fossiles et Dinosaures vous embarquent pour un voyage dans le temps ! Dans un écrin lumineux et moderne, 600 fossiles vous sont contés par un guide passionné qui partage également avec vous son métier au travers des ateliers de fouilles, de préparation et de moulages de fossiles.	**Tarif réduit 6,6 au lieu de 7,7**
	Château de Vogüé	**VOGUE**	1, place Melchior de Vogüé 07200, Vogüé 0475370195 chateau@chateaudevogue.net www.chateaudevogue.net	Marchez dans les pas des marquis de Vogüé et partez à la découverte de l'histoire de ce château dominant le village de Vogüé, au bord de l'Ardèche. Salles historiques et magnifique jardin suspendu. Visite libre ou guidée. Animations pour les familles.	**- 25% tarif adulte**
Montagne Ardéchoise	**Ferme de Bourlatier**	**SAGNES ET GOUDOULET**	RD 122, 07450 Sagnes et Goudoulet 0475388490 gerbier-bourlatier@la-montagne-ardechoise.com www.bourlatier.fr	Bourlatier, une ferme seigneuriale, témoin de l'architecture de la Montagne Ardéchoise. A 3 km du Mont Gerbier de Jonc, à 1380 m d'altitude, visitez cette ancienne ferme du XVIIème siècle, découvrez son architecture typique, ses 900m² de toiture en lauze de phonolithes, sa charpente en forme de vaisseau retourné. Location de Rosalies et de vélos à assistance électrique. Exposition d'art contemporain.	**Tarif préférentiel : application du tarif groupe.**

Centre Ardèche	**Site archéologique de Soyons**	**SOYONS**	28 rue de l'église, 07130 Soyons 0475608886 musee.soyons@rhone-crussol.fr www.grottes-musee-soyons.fr	Entreprenez un fabuleux voyage au cœur de la Préhistoire et du monde souterrain en découvrant deux grottes : l'une vous plonge dans la vie de l'homme de Néandertal et la 2nde révèle un décor féérique naturel de stalactites et stalagmites. Le musée archéologique retrace l'histoire de l'occupation humaine locale.	**Tarif réduit**
	Moulinage de la Neuve	**MARCOLS LES EAUX**	place Marie Giraud, 07190 Marcols-les-Eaux 0475656970 ou 0664155084 yopaulux@yahoo.fr www.moulinages.fr	Visite guidée d'une ancienne fabrique à soie (moulinage) du XIXe siècle avec la mise en marche de machines authentiques. Une page du patrimoine ardéchois unique dans le département.	**Tarif réduit à 4 euros par personne.**
	Abbatiale Sainte-Marie	**CRUAS**	1 place de la Liberté, 07350 Cruas 0475495920 patrimoine@sudardechetourisme.com https://www.sud-ardeche-tourisme.com/	L'abbatiale, chef d'œuvre de l'architecture romane, témoigne de l'histoire mouvementée de l'ancienne abbaye de Cruas. Ne manquez pas sa très rare tribune monastique redécouverte il y a environ 40 ans, ainsi que la crypte et la mosaïque.	**1 entrée adulte gratuite**
	Château de Rochemaure	**ROCHEMAURE**	Chemin du château, 07400 Rochemaure 0475495920 patrimoine@sudardechetourisme.com https://www.sud-ardeche-tourisme.com/	Dominant la vallée du Rhône du haut de son neck, le château de Rochemaure construit par les Adhémar entre les XIe et XIIe siècles, n'a pas encore livré tous ses secrets. Son charmantbourg fortifié vaut un détour et promet une splendide vue.	**1 entrée adulte offerte**
	Musée de la résistance et de la déportation en Ardèche	**LE TEIL**	Espace ADEN, 15, Rue du Travail, 07400 Le Teil 0475922561 contact@ardeche-resistance-deportation.fr www.ardeche-resistance-deportation.fr	Fondé en 1992 par d'anciens résistants, avec la volonté de transmettre la mémoire de tous ceux qui ont combattu pour la libération et pour la victoire contre la barbarie nazie, le Musée est l'unique lieu en Ardèche où est racontée l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans le département. Riche de nombreuses archives, l'exposition invite à découvrir la spécificité de la résistance en Ardèche: imprimeries clandestines, distribution de tracts, parachutages, sabotages.	**Tarif réduit (2 €)**

Ardèche Nord	**les Bergers des Chaupous**	**LAMASTRE**	les Chaupous, 07270 Lamastre 0475066996 bergers.chaupous@sfr.fr http://bergerschaupous.e-monsite.com	Un moment "despaysans", entre brebis et chiens de bergers : rencontrez un couple de paysans passionnés, assistez à la traite des brebis et à une démonstration de chiens de troupeau, dégustez les produits bio de la ferme.	**Réduction 5 % sur panier d'achat**
	Château de Désaignes	**DESAIGNES**	rue du temple, 07570 Désaignes 0475066621 chateauetvillage@desaignes.fr chateaudesaignes.org	Venez découvrir ce château-musée et découvrir ses salles avec des expos sur la vie du village (8siècles d'histoire) audio-guides possibles pour 2€ . Boutique avec produits du terroir .	**Tarif réduit / 3€50 au lieu de 4€50 gratuité pour les moins de 12 ans**
	Les Jardins du Bardon	**DAVEZIEUX**	956,rue de Pourrat, 07430 Davézieux 0674978834 marcellegamon@yahoo.fr Facebook : les jardins du Bardon	Un jardin atypique à visiter à partir du 15 mai les mercredi et samedi après midi, de 14hà18h, sinon sur rendez-vous.	**Visite guidée par une spécialiste. 3€ par personne, gratuit pour les enfants de moins de 10 ans.**
	Château de Crussol	**SAINT-PERAY**	Chemin de Beauregard, 07130 Saint-Péray 0475810051 sitedecrussol@rhone-crussol.fr https://chateaudecrussol.com/	Le Château de Crussol est un haut lieu de la nature et de l'Histoire figurant parmi les plus emblématiques châteaux médiévaux de la vallée du Rhône. Édifice majestueux du Moyen Âge construit au XIème siècle, le Château de Crussol se dresse fièrement sur son éperon rocheux.	**Réduction d'1€ sur visite guidée médiévale**
	Chateau-musee de Tournon-sur-Rhône	**TOURNON SUR RHONE**	14, Place Auguste Faure, 07300 Tournon sur Rhône 0475081030 patrimoine@ville-tournon.com chateaumusee-tournon.com	Château médiéval et renaissance Xe-XVIIe s., propriété des comtes de Tournon, classé Monument historique, accueillant "un musée de France" sur l'histoire du site et du Rhône offre une vue exceptionnelle sur les vignobles de la Vallée du Rhône. Le site propose chaque année une programmation culturelle et riche.	**Tarif préférentiel 3€ par personne**

Ardèche Nord	**Musée du Parchemin**	**ANNONAY**	Association ADPC 4 La Combe du Prieuré, 07100 Annonay 0681111708 dumas.tourisme@gmail.com www.tanneriedumas.com	L'Espace Muséal de la Tannerie Parcheminerie DUMAS ! Une visite au cœur d'une Entreprise du Patrimoine Vivant, inscrite à l'inventaire des Métiers d'Art Rares depuis 2011. L'un des rares musées dédié au Parchemin et au Cuir, permettant de découvrir l'une des trois dernières parcheminerie de France.	**1€ de réduction sur l'entrée du musée**
	Musée des Papeteries Canson et Montgolfier	**DAVEZIEUX**	700, rue de Vidalon, 07430 Davézieux 0475698920 contact@musee-papeteries-canson-montgolfier.fr www.musee-papeteries-canson-montgolfier.fr	Dans la maison natale des frères Montgolfier, au cœur de la Manufacture royale, ce musée fait revivre la papeterie du 17ème siècle à nos jours. C'est la magie de la feuille que l'on voit fabriquer dans l'antique cuve, le bruit des machines qui s'animent… les merveilleux calculs des Montgolfier, les inventions des Canson, l'organisation paternaliste… des guides attentifs pour satisfaire les attentes les plus diverses.	**Une gravure au ballon offerte**

DRÔME

Drôme Vercors	**Mémorial de la Résistance en Vercors**	**VASSIEUX-EN-VERCORS**	3425 route du col de la chau 26420 Vassieux-en-Vercors 0475482600 info@memorial-vercors.fr www.memorial-vercors.fr	Le Mémorial de la Résistance en Vercors est une oeuvre destinée à faire mémoire des événements du Vercors durant la Seconde Guerre Mondiale. Veilleur guettant l'horizon, le Mémorial est dissimulé dans la montagne à l'image des hommes et des femmes qui se sont réfugiés dans la clandestinité. Il offre un panorama imprenable sur la plaine de Vassieux et sur le massif du Vercors. A la différence d'un musée d'objets, le parcours de visite recours à une muséographie immersive qui vous plonge au coeur de l'histoire du maquis du Vercors.	**Tarif réduit à 5€ pour les adultes**
	Musée de la Préhistoire du Vercors	**VASSIEUX-EN-VERCORS**	600 l'Hâle, 26420 Vassieux-en-Vercors 0475482781 info@prehistoire-vercors.fr www.prehistoire-vercors.fr	Le Musée de la Préhistoire du Vercors propose un parcours chronologique retraçant le peuplement du Vercors depuis 50 000 ans, au travers des minéraux, outils, ossements, armes... laissés derrière eux par nos lointains ancêtres. Le Musée abrite un atelier de taille de silex retrouvé intact, tel que l'ont abandonné les hommes préhistoriques il y a 4 500 ans. Il s'agit du seul atelier pressignien connu en Europe dans un tel état de conservation. Situé au coeur de la forêt, il est un lieu privilégié pour passer un agréable moment en famille. Venez expérimenter les ateliers de la Préhistoire proposés pendant les vacances scolaires. Profitez de l'ombre des sous-bois pour apporter votre pique-nique et des abords du Musée pour découvrir le parcours de jeu pour les enfants.	**Entrée à tarif réduit 5€**

Nord Drôme	**Revol, magasin d'usine**	**SAINT-UZE**	Place du 19 mars 1962 26240 Saint-Uze 0475039981 boutique@revol-porcelaine.fr www.revol1768.com	fabricant de porcelaine depuis 1768, le magasin vous propose les collections à prix d'usine ainsi que des promos toute l'année.	**un gobelet froissé 8cl offert à partir de 40 € d'achat**
	Prieué de Charrière Patrimoine Castelneuvois	**CHATEAUNEUF DE GALAURE**	1125, route de Charrière, 26330 Châteauneuf de Galaure 0781517211 patrimoinecastelneuvois26@gmail.com https://www.prieuredecharriere.fr/	Les vestiges d'un couvent franciscain du XVe siècle, dit Prieuré de Charrière, un peu à l'écart du village de Châteauneuf-de-Galaure dans la Drôme des Collines, ont été mis en valeur grâce à l'action de l'association "Patrimoine Castelneuvois". Nous vous invitons à découvrir ce lieu rare et son histoire, témoignage de l'histoire des franciscains en Dauphiné et du Dauphiné. Il mérite votre attention et nous espérons vous y accueillir bientôt.	**tarif réduit 4 € au lieu de 5€**

Drôme Provençale	**Musée Européen de l'Aviation de Chasse**	**MONTELIMAR**	Chemin de l'Entrée de l'Aérodrome 26200 Montélimar 0475537949 contact@meacmtl.com http://meacmtl.com	Sur 2,5 ha, près de 66 avions de chasse de fabrication américaine, soviétique, britannique, italienne et française, etc. Diverses expositions, animations tout au long de l'année. (cf sur notre site Internet) Visite du musée des transmissions, de la Caravelle, du DC7.	**l'entrée individuelle au prix de l'entrée "groupe"**
	La ferme aux crocodiles	**PIERRELATTE**	395 allée de Beauplan, 26700 Pierrelatte 0475043373 info@lafermeauxcrocodiles.com lafermeauxcrocodiles.com	En immersion totale au cœur d'une biodiversité luxuriante, la Ferme aux Crocodiles est le plus grand parc animalier européen dédié à la découverte des reptiles. Avec plus de 700 animaux en semi-liberté, dont 400 crocodiliens, venez découvrir de fascinants reptiles tels que des crocodiles, des tortues géantes, des varans, des serpents et anacondas, des iguanes, des lézards, mais aussi des poissons et autres oiseaux tropicaux. Classée jardin botanique, la Ferme présente également plus de 600 espèces et variétés de plantes exotiques, qui constituent une collection hors du commun : plantes aromatiques, arbres fruitiers, plantes aquatiques, épices ou encore herbes géantes, la flore se marie avec la faune pour former un site époustouflant.	**-10% sur tarif adultes et enfants plein tarif (hors pack famille et tarifs réduits)**
	Les Châteaux de la Drôme - Grignan	**GRIGNAN**	Château de Grignan, 26230 Grignan 0475918364 resa-visite-chateaux@ladrome.fr https://www.chateaux-ladrome.fr/fr/groupes	Château de Grignan : Découvrez le Palais Royal où séjourna et s'éteignit l'illustre Marquise de Sévigné. Admirez un panorama époustouflant sur la Provence, ses lavandes et l'un des plus beaux villages de France.	**tarif billets partenaires pour les visites + 10% de réductions sur les expériences**
	Les Châteaux de la Drôme - Suze- la-Rousse	**SUZE-LA-ROUSSE**	Château de Suze-la-Rousse, 26790 Suze-la-Rousse 0475918364 resa-visite-chateaux@ladrome.fr https://www.chateaux-ladrome.fr/fr/groupes	Château de Suze la Rousse : Visitez une impressionnante Forteresse Bucolique, flânez dans son parc boisé et son jeu de paume parmi les mieux préservés au monde. Adonnez-vous aux jeux et loisirs d'antan.	**tarif billets partenaires pour les visites + 10% de réductions sur les expériences**
	Les Châteaux de la Drôme - Montélimar	**MONTELIMAR**	Château de Montélimar, 26200 Montélimar 0475918364 resa-visite-chateaux@ladrome.fr https://www.chateaux-ladrome.fr/fr/groupes	Château de Montélimar : Entrez dans une Citadelle Créative, témoin de la puissante famille des Adhémar, qui donna son nom à la ville. Expérimentez un parcours familial interactif au printemps.	**tarif billets partenaires pour les visites + 10% de réductions sur les expériences**

Clévacances Drôme & Ardèche
4 cours du palais
07 000 Privas
04 75 64 10 52
www.clevacances.com

Partenariats 2020

Depuis 3 ans maintenant, Clévacances a mis en place **une action de partenariat avec les sites touristiques des départements de la Drôme et de l'Ardèche.**

Ce projet vous permet d'apparaître dans la brochure des structures partenaires de Clévacances, envoyée à nos 300 hébergeurs (500 gîtes et chambres d'hôtes) en Drôme Ardèche.

PRÉSENTATION

- En tant que structure accueillant du public, vous vous faite connaître auprès des hébergeurs Clévacances et de leurs locataires en **leur proposant une offre privilège (réduction, cadeau, etc.)**
- **Vous apparaissez dans notre brochure de partenariats**, diffusée chaque année par voie électronique à nos hébergeurs.

- Nous avons remis à nos hébergeurs **un porte-clés, celui-ci sert de justificatif Clévacances à l'entrée de votre structure** pour pouvoir bénéficier de l'offre.
- Nouveauté : cette année, nous allons envoyer à nos hébergeurs **des "tickets de partenariat" qu'ils pourront également montrer à l'entrée de votre structure** afin de bénéficier de l'offre. En effet, la gestion des portes-clés semble être laborieuse. Nous vous enverrons bien sûr une version de ces tickets afin que vous puissiez les visualiser puis les reconnaître.

Passeo
Laissez parler vos envies

Contrat de partenariat

Partenaire

Entre les soussignés

PASSEO
Société par actions simplifiée,
Au capital de 10.000,00 Euros,
Dont le siège social est sis 355 C, Chemin du Châteauvieux 26 750 TRIORS – France.
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Romans-sur-Isère sous le numéro 842 326 076.
Prise en la personne de son représentant en exercice domicilié audit siège et dument habilité.

Désignée « l'offrant ».
D'une part,

ET

La société _____,
Au capital de _____Euros,
Dont le siège social est sis
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro _____,
Prise en la personne de son représentant en exercice domicilié audit siège et dument habilité.

Désignée « le partenaire ».
D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit

Article 1 – Objet de la prestation

Le présent contrat est un contrat de partenariat ayant pour objets :

- La mise à disposition, par l'offrant, de livrets et cartes Passeo à l'ensemble des locations GÎTES DE France DRÔME.
- La proposition aux titulaires du « *Pass* », par le partenaire, des offres définies en article 5 des présentes.
- La proposition aux titulaires du « *Pass* », par le partenaire, des réductions et avantages des offres du partenaire.

Ce contrat est destiné à régir les relations entre l'offrant et le partenaire en vue de développer leurs activités respectives.

Cette convention précise de façon non exhaustive les droits et les obligations principaux des deux cocontractants.

Ceux-ci pourront évoluer.

Article 2 – Durée

Le présent contrat est fixé pour une durée indéterminée, le partenaire est libre d'y mettre un terme quand il le souhaite, à la seule condition d'en formuler la demande écrite 2 mois auparavant.

Ce document est réservé à un usage personnel. Il est confidentiel et la propriété de Passeo SAS. Il ne peut être en aucun cas transmis ou divulgué à des tiers.

Article 3 – Lieu d'exécution

La prestation est réalisée dans les locaux du partenaire, soit à l'adresse mentionnée ci-dessous :

_____

_____

_____

_____

Article 4 - Obligations de l'offrant

Au terme des présente, Passeo SAS s'engage à :

- Donner toutes les informations nécessaires sur ses besoins et sur les impératifs à respecter.
- Faire apparaitre sur son site internet une page dédiée au partenaire.
- Publier un article sur les réseaux sociaux utilisés par Passeo SAS pour :
    - *L'annonce du partenariat et des offres négociées avec le partenaire.*
    - *Présenter une offre limitée à tout moment pendant la durée du contrat de partenariat.*
- Transmettre les coordonnées des clients de Passeo (concernés par le partenaire) au partenaire si ce dernier le souhaite.
- Promouvoir les partenaires lors d'évènements spéciaux (expositions, foires, etc…) auxquels participera Passeo.
- Promouvoir les partenaires sur les supports de communication utilisés par Passeo.

Article 5 - Obligations du partenaire

Au terme des présente, le partenaire s'engage à :

- Tout mettre en oeuvre pour exécuter sa mission.
- La plus grande confidentialité sur le contenu de sa mission, les informations et les documents communiqués par Passeo SAS.
- Accorder une remise de pour l'offre « *regular* » à tous les abonnés de Passeo sur présentation du Pass nominatif.
- Se tenir à la disposition des clients de Passeo pour toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet du présent contrat.
- Afficher dans ses locaux et de façon visible le sticker fourni par Passeo indiquant que l'établissement accepte les pass de Passeo.

Ce document est réservé à un usage personnel. Il est confidentiel et la propriété de Passeo SAS. Il ne peut être en aucun cas transmis ou divulgué à des tiers.

Article 6 – Exécution du contrat

Conformément aux dispositions des articles 1101 et suivants du Code civil, le contrat doit être exécuter de bonne foi et obliges les parties contractantes.

Celles-ci ne peuvent se prévaloir de l'exception d'inexécution qu'en cas de défaillance du cocontractant.

Le contrat peut être inexécuté que lorsque, par ailleurs, survient un cas de force majeur ou le fait d'un tiers parfaitement imprévisible.

Si un changement de circonstances imprévisible rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie, celle-ci peut demander une renégociation du contrat.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, en précisant la date et la nature du ou des événements à l'origine du changement de circonstances, en chiffrant le montant du préjudice financier actuel ou à venir et en faisant une proposition de dédommagement pour remédier à ce changement.

Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent ou demander d'un commun accord au juge compétent de statuer.

Article 7 – Exclusivité

Nulle

Article 8 - Loi applicable et Juridiction compétente

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend.

En cas d'échec, la loi française s'appliquera.

Le Tribunal de commerce de Romans-sur-Isère est désigné en cas de litige par la commune intention des parties.

Fait le _____
A _____ .

Le tout en 3 exemplaires dument paraphés.

Ce document est réservé à un usage personnel. Il est confidentiel et la propriété de Passeo SAS. Il ne peut être en aucun cas transmis ou divulgué à des tiers.

Les signatures doivent être précédées de la mention *manuscrite*, à inscrire ci-dessous : “Lu et approuvé. Bon pour accord”

PASSEO SAS *Par son Président*.	**Le partenaire** *La société ou l’entrepreneur individuel.*
Date Signature :	Date Signature :

La carte Passeo s'associe avec Gîtes de France. Une offre évoluée du Pass Drôme dans lequel vous figuriez auparavant sera mise en place à partir d'avril 2020.

Nous serions ravis de pouvoir vous compter parmi nos partenaires privilèges et ainsi vous référencer auprès de nos adhérents Passeo et Gîtes de France.

Notre but est de faire découvrir les meilleurs adresses et savoir-faire de la Drôme en proposant des tarifs préférentiels.

Combien de personnes ont la carte Passeo ?

Les clients passant par Gites de France (50 000 personnes en 2019) se verront remis de la carte Passeo ainsi que notre catalogue dans lequel vous figurerez. La carte est aussi commercialisée aux comités d'entreprises (100 CSE dans la drome) ce qui représente 5000 abonnés.

Comment ça marche ?

L'utilisation est relativement simple, un abonné vous présente la carte dans votre établissement et ensuite vous appliquez l'offre que vous avez décidé de mettre en place.

La carte Passeo est valable pour 2 personnes.

Quelles offres pouvez-vous proposer ?

Généralement, nous offrons des réductions allant de 15 à 50% (tout en définissant un montant maximum). Aucune de nos offres n'est cumulable avec les vôtres bien entendu et vous restez seul décideur de votre offre.

Nous avons un système informatique qui permet de limiter l'utilisation de la carte si vous le souhaitez.

Qu'est-ce que la carte Passeo peut vous apporter ?

- De figurer sur notre livret remis dans plus de 800 gîtes et chambres d'hôtes + ;
- D'être présenté lors de l'arrivée des clients Gîtes de France ;
- D'être référencé auprès de ces 7000 clients annuels ;
- D'apparaître dans nos newsletters ;
- D'apparaître sur notre site Web Passeo.fr ;
- De bénéficier d'avantages concurrentiels.

Rapporteur : Nicolas DELOLY **6.00**

DON DE POTS DE MIEL À L'ASSOCIATION UNICEF

La ville de Montélimar œuvre quotidiennement pour le bien-être des enfants et des jeunes. Ses actions lui ont d'ailleurs valu le titre de « Ville amie des enfants ». Afin d'apporter son aide aux plus jeunes à travers le monde, la collectivité souhaite également soutenir les projets menés par l'association UNICEF.

C'est pourquoi il est proposé, dans le cadre du programme annuel du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ), de faire don de 480 pots de miel issus de la collecte du Rucher Urbain, à l'association UNICEF DRÔME.

Le pot de miel de 250 grammes ayant une valeur unitaire de quatre euros (4,00 €), le don de la ville de Montélimar à l'association UNICEF DRÔME s'élève donc à la somme de mille neuf cent vingt euros (1 920,00 € TTC).

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

- D'APPROUVER le don par la ville de Montélimar à l'association UNICEF DRÔME de 480 pots de miel issus du Rucher Urbain, d'une valeur unitaire de quatre euros (4,00€), soit une valeur globale de mille neuf cent vingt euros toutes taxes comprises (1 920,00 € TTC),

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération, qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Rapporteur : Cyril MANIN **7.00**

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SCOLAIRES - EXERCICE 2022

La ville de Montélimar soutient les activités des associations qui participent, aux côtés des services publics, à l'animation et aux missions d'intérêt général de la Ville.

Afin de soutenir le tissu associatif local, la ville de Montélimar souhaite soutenir les associations qui ont fait une demande de subventions au titre de l'exercice 2022, afin de leur permettre de faire face aux frais de gestion courante.

À ce titre, le Conseil Municipal propose d'attribuer, aux associations scolaires, les subventions individualisées de fonctionnement et celles dites « exceptionnelles », conformément au tableau annexé à la présente, pour un montant total de **56 070,00 €.**

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le tableau des subventions de fonctionnement / exceptionnelles pour les associations scolaires ci-annexé,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

(Monsieur Christophe ROISSAC (MARGERIE-ENVOL) ne prend pas part au vote)

- D'APPROUVER l'attribution de l'ensemble des subventions fonctionnement /exceptionnelles 2022,

- D'AUTORISER leur versement, étant entendu que les crédits nécessaires pour l'attribution de ces subventions sont prévus au budget primitif 2022, compte 6574,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

ASSOCIATIONS SCOLAIRES

Compte 6574.20.5300

	ATTRIBUTIONS 2021		PROPOSITIONS 2022	
	FONCT .	EXCEPT .	FONCT .	EXCEPT .
AMICALE DU PERSONNEL DE LA CITE DES CATALINS				450,00 €
CLE DES CHAMPS (ELEMENTAIRE)				2 000,00 €
FOYER SOCIO-EDUCATIF COLLEGE EUROPA	300,00 €		450,00 €	
GENTILS COQUELICOTS (MAT. LE BOUQUET)	660,00 €	3 000,00 €	550,00 €	1 090,00 €
LES ENFANTS DU FAUBOURG ST JAMES	660,00 €	800,00 €	660,00 €	1 550,00 €
LES PETITS GONDOLIERS	440,00 €		440,00 €	3 000,00 €
MARGERIE ENVOL	1 430,00 €	3 406,00 €	1 430,00 €	3 000,00 €
NOCAZERAIE (MATERNELLE)	880,00 €	2 143,00 €	880,00 €	900,00 €
OCCE MATERNELLE PRACOMTAL	770,00 €	1 101,00 €	770,00 €	2 000,00 €
OCCE MATERNELLE SARDA			440,00 €	630,00 €
PRACOMTALOCHE	1 430,00 €	2 938,00 €	1 430,00 €	2 500,00 €
PREMIERS PAS (MATERNELLE DES CHAMPS)	0,00 €	1 444,00 €	440,00 €	1 200,00 €
SAEL – UNIVERSITE POPULAIRE	3 500,00 €		3 500,00 €	
USEP GROUPE SCOLAIRE GRANGENEUVE	1 320,00 €	3 500,00 €	1 320,00 €	3 000,00 €
USEP ECOLE ELEMENTAIRE DES GREZES	990,00 €	3 000,00 €	990,00 €	2 050,00 €
USEP ECOLE ELEMENTAIRE LE BOUQUET	1 430,00 €		1 430,00 €	2 200,00 €
USEP ECOLE ELEMENTAIRE JOLIOT CURIE	550,00 €	1 642,00 €	550,00 €	1 900,00 €
USEP ECOLE ELEMENTAIRE LA GONDOLE	660,00 €		660,00 €	2 560,00 €
USEP ECOLE ELEMENTAIRE LES CHAMPS	880,00 €		880,00 €	
USEP MATERNELLE LES ALLEES	1 650,00 €	2 460,00 €	1 650,00 €	3 210,00 €
USEP MATERNELLE MARGERIE	660,00 €		660,00 €	
USEP MAUBEC			1 210,00 €	500,00 €
USEP ELEMENTAIRE SARDA	990,00 €	2 100,00 €	990,00 €	1 000,00 €
ASSOCIATIONS SCOLAIRES TOTAL	**19 200,00 €**	**27 534,00 €**	**21 330,00 €**	**34 740,00 €**

Rapporteur : Cyril MANIN **7.01**

AVANCES SUR SUBVENTIONS EXERCICE 2022

La ville de Montélimar soutient les activités des associations qui participent, aux côtés des services publics, à l'animation et aux missions d'intérêt général de la Ville.

Dans un but de continuité et de développement de leurs activités et faisant suite à une première demande formulée par les associations nommées ci-après, la Ville propose une avance sur subvention de fonctionnement

Associations Sportives
Compte 6574-40-5300

	MONTANT
UMS SPORT BOULES	**12 500 €**
FOOTBALL CLUB MONTILIEN	**7 500 €**
UMS ATHLETISME	**4 200 €**
UMS FOOTBALL	**37 500 €**
UMS RUGBY	**37 500 €**
UMS BASKET	**32 500 €**
MONTELIMAR CLUB HANDBALL	**37 500 €**
TOTAL	**169 200 €**

IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-738 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001,

Vu la circulaire relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations

Vu les conventions d'objectifs et de moyens conclues avec les associations suivantes percevant plus de 23 000 € de subvention par an :UMS SPORT BOULES (22/03/2018) – 10/07/2018 / UMS FOOTBALL – UMS RUGBY – MONTELIMAR CLUB HANDBALL – UMS BASKET,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

Ne prennent pas part au vote pour la ou les associations dont ils font partie :
Messieurs Karim BENSID-AHMED (FOOTBALL CLUB MONTILIEN) et Laurent LANFRAY (MONTÉLIMAR CLUB HANDBALL),

- D'APPROUVER l'attribution de l'ensemble des avances sur subventions 2022,

- D'AUTORISER leur versement, étant entendu que les crédits nécessaires pour l'attribution de ces subventions sont prévus au budget primitif 2022, compte 6574,

- DE CHARGER Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 21 DÉCEMBRE 2021

COMPTE RENDU DES DÉCISIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal

Ouï l'exposé du Maire,

Vu la loi n°96-142 du 21 février 1996,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,

Prend acte des décisions suivantes :

Envoyé en préfecture le 18/10/2021
Reçu en préfecture le 18/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202109_88D-AR

DECISION N°2021.09.88 D

Objet : Divers petits travaux de bâtiments

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22° ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2123-1, R.2123-1-1°, R.2131-12-2° et R.2162-2 alinéa 2 ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire prévue à l'article L.2122-22° précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020.07.580 A du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Karim OUMEDDOUR dans les domaines de l'urbanisme et des travaux et plus particulièrement la gestion des bâtiments, ouvrages d'art, infrastructure routière et réseaux y compris les décisions de passation des marchés d'un montant inférieur au seuil des procédures formalisées ainsi que de leurs avenants qui n'entrainent pas une augmentation du montant initial supérieure à cinq pour cent lorsque les crédits sont prévus au budget ;

Vu le budget général de la Ville de Montélimar et notamment le compte 2313 - 020.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que la Ville de Montélimar doit faire procéder à divers petits travaux de bâtiments ;

- Que ces travaux, qui ont été décomposés en sept (7) lots :

. Lot n°1 : Plomberie,
. Lot n°2 : Electricité,
. Lot n°3 : Peinture,
. Lot n°4 : Carrelage – Faïence – Revêtement de sol,
. Lot n°5 : Menuiserie intérieure,
. Lot n°6 : Vitrerie,
. Lot n°7 : Etanchéité ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2021
Reçu en préfecture le 18/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202109_88D-AR

devant chacun faire l'objet d'un accord cadre multi attributaires à bons de commande, ne pourront excéder la somme totale de :

. 200 000,00 € H.T. pour le lot n°1,
. 200 000,00 € H.T. pour le lot n°2,
. 400 000,00 € H.T. pour le lot n°3,
. 120 000,00 € H.T. pour le lot n°4,
. 80 000,00 € H.T. pour le lot n°5,
. 120 000,00 € H.T. pour le lot n°6,
. 120 000,00 € H.T. pour le lot n°7 ;

- Qu'une procédure adaptée suivant les dispositions des articles précités du Code de la commande publique a été engagée par l'envoi d'un avis d'appel public à la concurrence à la publication du DAUPHINE LIBERE le 28 avril 2021 avec une date limite de remise des offres fixée au 2 juin 2021 à 17 heures ;

- Que cet avis a également été diffusé sur le site Internet de la commune et sur la plateforme Marcel26 ;

- Qu'au terme de cette procédure, les entreprises :

. ECO SANIT, A.S.G.T.S., ETS DUBOIS et BL 26 pour le lot n°1, SUDEL pour le lot n°2, BATI RENOV, SAN JUAN, DAM ENTREPRISE, PEINTURE CAVOLINO, HABITAT SOLUTION et BL 26 pour le lot n°3, RIGOUDY pour le lot n°4, SAN JUAN, DAM ENTREPRISE, PRADON et MENTRICA pour le lot n°5, DAM ENTREPRISE, PRADON, MIROITERIE THEROND et CLUZEL MIROITERIE pour le lot n°6, 4 G ETANCHEITE pour le lot n°7 ont souhaités participer et ce sont les offres des entreprises BL 26, DUBOIS et A.S.G.T.S. (lot n°1)SUDEL (lot n°2) BL 26, SAN JUAN, BATI RENOV (lot n°3) RIGOUDY (lot n°4) MENTRICA, SAN JUAN, DAM ENTREPRISE (lot n°5)DAM ENTREPRISE, PRADON (lot n°6) 4 G ETANCHEITE (lot n°7) qui sont apparues économiquement les plus avantageuses après négociation avec toutes les entreprises ;

- Que chaque entreprise a justifié de la régularité de sa situation au regard des dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-10 du Code de la commande publique

- Que les crédits nécessaires aux accords-cadres à intervenir sont inscrits au budget général compte 2313 - 020.

Le Maire de Montélimar,

DECIDE :

Envoyé en préfecture le 18/10/2021
Reçu en préfecture le 18/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202109_88D-AR

Article 1° - Dans le cadre de l'opération de divers petits travaux de bâtiments, il sera conclu un accord cadre de travaux avec :

. L'entreprise A.S.G.T.S., ayant son siège social, Z.A. du Meyrol, 8 avenue Gaston Vernier, 26200 MONTELIMAR,
.L'entreprise BL 26, ayant son siège social, 405 rue Mathias, 26320 SAINT MARCEL LES VALENCE,
. L'entreprise JOEL DUBOIS, ayant son siège, 6 rue Saint Gaucher, 26200 MONTELIMAR pour l'exécution des travaux du lot n°1 : Plomberie.

. L'entreprise SUDEL, ayant son siège social, 8 avenue de la Feuillade, 26200 MONTELIMAR pour l'exécution des travaux du lot n°2 : Electricité.

.L'entreprise BATI RENOV, ayant son siège social, 50 rue Agricol Peru, 26200 MONTELIMAR,
.L'entreprise SAN JUAN, ayant son siège social, 20 rue Henri Rey, 26000 VALENCE,
.L'entreprise BL 26, ayant son siège social, 405 rue Mathias, 26320 SAINT MARCEL LES VALENCE, pour l'exécution des travaux du lot n°3 : Peinture.

.L'entreprise RIGOUDY, ayant son siège social, 7 rue du Progrés, 26270 SAULCE SUR RHONE, pour l'exécution des travaux du lot n°4 : Carrelage – Faïence – Revêtement de sol.

.L'entreprise DAM, ayant son siège social, 19 allée du Mistral, Zone Pôle 2000, 07190 SAINT PERAY,
.L'entreprise MENTRICA, chemin de Fortuneau, 26200 MONTELIMAR,
.L'entreprise SAN JUAN, ayant son siège social, 20 rue Henri Rey, 26000 VALENCE, pour l'exécution des travaux du lot n°5 : Menuiserie intérieure.

.L'entreprise PRADON, ayant son siège social, 381 rue Blaise Pascal, 07500 GUILHERAND GRANGE,
.L'entreprise DAM, ayant son siège social, 19 allée du Mistral, Zone Pôle 2000, 07190 SAINT PERAY, pour l'exécution des travaux du lot n°6 : Vitrerie,

.L'entreprise 4 G ETANCHEITE, 31 rue Paul Sabatier, Z.I. Les Malonnes, 26700 PIERRELATTE, pour l'exécution des travaux du lot n°7 : Etanchéité.

Envoyé en préfecture le 18/10/2021
Reçu en préfecture le 18/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202109_88D-AR

Article 2° - Ces accords cadres s'exécuteront à bons de commande sur une durée de quatre (4) ans à compter de leur date de notification et pour des montants susceptibles de varier dans les limites :

. minimum de 60 000,00 € H.T. et maximum de 200 000,00 € H.T. pour le lot n°1,
. minimum de 60 000,00 € H.T. et maximum de 200 000,00 € H.T. pour le lot n°2,
. minimum de 200 000,00 € H.T. et maximum de 400 000,00 € H.T. pour le lot n°3,
. minimum de 40 000,00 € H.T. et maximum de 120 000,00 € H.T. pour le lot n°4,
. minimum de 20 000,00 € H.T. et maximum de 80 000,00 € H.T. pour le lot n°5,
. minimum de 40 000,00 € H.T. et maximum de 120 000,00 € H.T. pour le lot n°6,
. minimum de 40 000,00 € H.T. et maximum de 120 000,00 € H.T. pour le lot n°7 ;

Article 3° - Chaque accord cadre sera conclu à prix unitaires révisables annuellement, les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget, compte 2313 - 020.

Article 4° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à Montélimar, le 18 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Karim OUMEDDOUR

Envoyé en préfecture le 28/10/2021
Reçu en préfecture le 28/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211001-202110_99D-AR

DECISION N° 2021.10[illegible]

Objet : Cession d'une (1) tondeuse autoportée.

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 relative à la délégation du Conseil municipal au Maire prévue par l'article L.2122-22 susvisé du Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement sur les décisions d'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 € ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Qu'une tondeuse de marque HUSQVARNA, demeure hors service depuis plusieurs mois et inadaptée aux travaux des services municipaux ;

- Qu'en conséquence, il n'y a donc pas lieu d'engager des frais importants pour réparer ce matériel inutilisé et qu'il convient de s'en séparer ;

- Que la société FAURE et FILS, est intéressée par l'acquisition de ce matériel ;

Le Maire de MONTELIMAR,

DECIDE :

Article 1° : La tondeuse de marque HUSQVARNA, n° de série 20161600029, modèle RIDER R422 TSAWD est cédée, en l'état, au prix de 4 600,00 € à la société FAURE et FILS, dont le siège social est situé au 55 B rue Benoît Fourneyron, 26780 CHATEAUNEUF DU RHONE.

Article 2° : Le montant, de cette cession qui donnera lieu à l'émission d'un titre de recette, sera imputé au compte 775.

Article 3° : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à MONTELIMAR, le 01 octobre 2021

Le Maire,

Julien CORNILLET

MAIRIE DE MONTELIMAR (DROME)

Envoyé en préfecture le 28/10/2021
Reçu en préfecture le 28/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211001-202110_99D-AR

RECAPITULATIF des SOMMES DUES

Par

SOCIETE FAURE ET FILS
55 B rue Benoit Fourneyron,
26780 CHATEAUNEUF DU RHONE
à la Ville de Montélimar
place Emile LOUBET
26200 MONTELIMAR

pour rachat sur le tracteur auto porté

- HUSQVARNA RIDER R422 TSAWD N° de série 20161600029.

****

TITRE DE RECETTE

A encaisser au titre de la cession de tracteur à la société FAURE ET FILS
la somme de : 4 600 €

Soit : quatre mille six cent euros

Fait à Montélimar, le 01 octobre 2021

Le Maire,

Envoyé en préfecture le 28/10/2021
Reçu en préfecture le 28/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211001-202110_99D-AR

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, Monsieur Julien CORNILLET, Maire, certifie de la reprise d'une tondeuse autoportée définis ci-joint par la société FAURE et FILS situé 55B rue Benoit Fourneyron – 26780 CHATEAUNEUF DU RHONE pour un montant de 4 600,00 € TTC.

- Tondeuse autoportée de marque HUSQVARNA, modèle RIDER R422 TS AWD disposant du numéro de série n° 20161600029

En fait de quoi, je délivre ce présent certificat, pour servir et faire avoir ce que de droit.

Fait à Montélimar, le 01 octobre 2021

Julien CORNILLET

Le Maire

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

DECISION N°2021.10.100 D

Objet : Journal d'informations municipales – Lots n°2 à n°4.

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L2124-2, R.2131-16, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au maire prévue à l'article L.2122-22 précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le procès-verbal d'ouverture des plis par le représentant légal du pouvoir adjudicateur ;

Vu le budget général de la ville de Montélimar et notamment le compte 6237-023 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que les marchés publics pour la réalisation du journal d'informations municipales de la ville de Montélimar arrivant prochainement à échéance, il convient de procéder à leur renouvellement ;

- Que les prestations considérées ont été décomposées en quatre (4) lots :

- LOT N°1 : Réalisation du journal d'informations municipales,
- LOT N°2 : Impression et livraison du journal d'informations municipales,
- LOT N°3 : Régie publicitaire du journal d'informations municipales
- LOT n°4 : Distribution du journal d'informations municipales

qui feront chacun l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à bons de commande pour une durée d'un (1) an renouvelable (2) fois ;

- Que le lot n°1 qui concerne la réalisation du journal d'informations municipales fera l'objet d'une consultation distincte dans le cadre d'une procédure adaptée en application des dispositions de l'article R.2123-1-2du Code de la commande Publique ;

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

- Que les montants cumulés des quatre lots sur la durée envisagée des contrats étant fixé au maximum à 506 500 € H.T. une procédure d'appel d'offres ouvert a été engagée pour les lots n°2, n°3 et n°4, suivant les dispositions des articles précités du Code de la Commande Publique, le 8 juillet 2021 par l'envoi d'un avis d'appel public à la concurrence à la publication du J.O.U.E. et du B.O.A.M.P. fixant au 20 août 2021 à 17 heures la date limite de réception des offres ;

- Que cet avis d'appel public à la concurrence a également été diffusé sur le site Internet de la commune et sur le portail internet https://marcel26.fr/ ;

- Qu'au terme de cette procédure à laquelle ont participé les entreprises sociétés RICCOBONO, IMPRIMERIE COURAND ET ASSOCIES, FABREGUE et PRINT CONCEPT pour le lot n°2, les entreprises AF COMMUNICATION, PUBLICOM et BUCEREPT pour le lot n°3 et la société ADREXO pour le lot n°4, la Commission d'Appel d'Offres, lors de la réunion intervenue le 28 septembre 2021, a jugée économiquement la plus avantageuse l'offre :

- de la société RICCOBONO, pour le lot n°2 ;
- de la société PUBLICOM pour le lot n°3,
- de l'entreprise ADREXO pour le lot n°4.

- Que ces entreprises ont justifié de la régularité de leur situation au regard des dispositions des articles R2143-5 à R2143-10 du Code de la Commande Publique ;

- Que les crédits nécessaires aux accords-cadres à intervenir sont inscrits au budget général, compte 6237-023 ;

Le Maire de Montélimar,

DECIDE :

Article 1° - Il sera conclu un accord-cadre avec :

- La société RICCOBONO, ayant son siège social, Zone artisanale les ferrières, Rue du Liège – LE MUY (83490), pour l'exécution des prestations de service d'impression et de livraison du journal d'information municipales (LOT N°2) ;

- La société PUBLICOM, ayant son siège social, 120 Bis chemin de Pancrace à MONTBOUCHER SUR JABRON (26740), pour l'exécution des prestations de service de régie publicitaire du journal d'information municipales (LOT N°3) ;

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

- La société ADREXO, ayant son siège social situé Europarc Pichaury, 1330 avenue Guillibert de la Lozière à AIX-EN-PROVENCE (13592), pour l'exécution des prestations de distribution du journal d'informations municipales (LOT N°4).

- Article 2° - Ces accords-cadres, qui sont conclus pour une durée d'un (1) an renouvelable deux (2) fois à compter de leur date de notification, s'exécuteront à bons de commande dans les limites annuelles de :

  - de 30 000,00 € H.T. minimum, soit 33 000 € T.T.C. et 70 000 € H.T. maximum, soit 77 000 € T.T.C., pour le lot n°2, (avec un taux de T.V.A. à 10%),

  - 4 numéros minimum et 6 numéros maximum pour le lot n°3, étant précisé que le montant maximum annuel est estimé à 80 000 € H.T., soit 96 000 € T.T.C.,

  - de 4 000,00 € H.T. minimum, soit 48 000 € T.T.C. et 10 000 € H.T. maximum, soit 12 000 € T.T.C., pour le lot n°4, (avec un taux de T.V.A. à 20%),

Article 3° - Pour ces accords-cadres, qui sont conclus à prix unitaires et révisables et dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) figure en annexes, les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget, compte 6237-023 étant précisé que, pour le lot n°3, le prestataire se rémunère par la commercialisation des espaces publicitaires dans le journal d'informations municipales et s'engage au versement d'une redevance de 63 % du montant des recettes perçues étant précisé que le montant de redevance minimale est fixé à 7 600 € H.T. par numéro.

Article 4° - Madame l'adjointe déléguée dans le domaine de la Communication, de l'Environnement et de la Démocratie Locale est autorisée à signer ces accords-cadres.

Article 5° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à Montélimar, le 3 NOV. 2021

Le Maire,

Julien Cornillet

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

ANNEXE 1

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

SOCIETE RICCOBONO / LOT N°2

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

ACCORD-CADRE DE SERVICES

OOO

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

(B.P.U)

OOO

Pouvoir adjudicateur :

VILLE DE MONTELIMAR

Représentant légal du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Maire de Montélimar ou son représentant

OOO

Objet de l'accord-cadre :

IMPRESSION ET LIVRAISON DU JOURNAL D'INFORMATIONS MUNICIPALES POUR LA VILLE DE MONTÉLIMAR (LOT N°2)

Le présent D.Q.E comporte quatre (4) pages numérotées de 1 à 4

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

VILLE DE MONTELIMAR

IMPRESSION ET LIVRAISON DU JOURNAL D'INFORMATIONS MUNICIPALES POUR LA VILLE DE MONTELIMAR (LOT N°2)

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (VALANT DETAIL QUANTITATIF ESTIMATIF)

Il est précisé que le présent B.P.U. vaut D.Q.E. Le total et les quantités indiqués servent uniquement à l'analyse des offres. Ils ne sont pas contractuels et n'engagent pas le pouvoir adjudicateur à commander l'intégralité des prestations.

Il est précisé que le présent B.P.U. ne doit en aucun cas être modifié, ni faire l'ajout de prix supplémentaire(s).

Numéro de prix	Prestation	Unité	Quantité / an	Prix Unitaire € HT	Prix total € HT (quantité x Pu)
1.1	**Tirage à 21 000 exemplaires en 36 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un numéro du journal d'informations municipales de trente six (36) pages tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Quatre mille cent six euros**	Unité	1	**4 106 €**	**4 106 €**
1.2	**Les 1 000 exemplaires supplémentaires en 36 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un supplément de 1 000 exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales de trente six (36) pages déjà tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Cent vingt-six euros**	Unité	2	**126 €**	**252 €**
2.1	**Tirage à 21 000 exemplaires en 40 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un numéro du journal d'informations municipales de quarante (40) pages tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Quatre mille cinq cent cinq euros**	Unité	1	**4 505 €**	**4 505 €**
2.2	**Les 1 000 exemplaires supplémentaires en 40 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un supplément de 1 000 exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales de quarante (40) pages déjà tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Cent trentre trois euros**	Unité	2	**133 €**	**266 €**

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

Numéro de prix	Prestation	Unité	Quantité / an	Prix Unitaire € HT	Prix total € HT (quantité x Pu)
3.1	**Tirage à 21 000 exemplaires en 44 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un numéro du journal d'informations municipales de quarante quatre (44) pages tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Quatre mille sept cent quarante six euros**	Unité	2	**4 746 €**	**9 492 €**
3.2	**Les 1 000 exemplaires supplémentaires en 44 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un supplément de 1 000 exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales de quarante quatre (44) pages déjà tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Cent quarante trois euros**	Unité	4	**143 €**	**572 €**
4.1	**Tirage à 21 000 exemplaires en 48 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un numéro du journal d'informations municipales de quarante huit (48) pages tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Quatre mille huit cent soixante cinq euros**	Unité	2	**4 865 €**	**9 730 €**
4.2	**Les 1 000 exemplaires supplémentaires en 48 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un supplément de 1 000 exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales de quarante huit (48) pages déjà tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Cent quarante neuf euros**	Unité	4	**149 €**	**596 €**
4.3	**Les 5 000 exemplaires supplémentaires en 48 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un supplément de 5 000 exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales de quarante huit (48) pages déjà tiré à 21 000 exemplaires. **LE FORFAIT EN LETTRES : Sept cent quarante cinq euros**	Unité	3	**745 €**	**2 235 €**

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

Numéro de prix	Prestation	Unité	Quantité / an	Prix Unitaire € HT	Prix total € HT (quantité x Pu)
5.1	**Prix de 4 pages supplémentaires d'un journal d'informations municipales au-delà de 48 pages tiré en 21 000 exemplaires** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison de quatre (4) pages supplémentaires d'un journal d'informations municipales au-delà de quarante huit (48) pages tiré à 21 000 exemplaires. . **LE FORFAIT EN LETTRES : Sept cent trois euros**	Unité	1	**703 €**	**703 €**
5.2	**Prix de 1 000 exemplaires supplémentaires pour 4 pages supplémentaires d'un journal d'informations municipales au-delà de 48 pages tiré en 21 000 exemplaires** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un supplément de 1 000 exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales de quatre (4) pages supplémentaires au-delà d'un journal de 48 pages déjà tiré à 21 000 exemplaires **LE FORFAIT EN LETTRES : Vingt quatre euros**	Unité	2	**24 €**	**48 €**
5.3	**Prix de 5 000 exemplaires supplémentaires pour 4 pages supplémentaires d'un journal d'informations municipales au-delà de 48 pages** Ce prix rémunère, au forfait, l'impression et la livraison d'un supplément de 5 000 exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales de quatre (4) pages supplémentaires au-delà d'un journal de 48 pages déjà tiré à 21 000 exemplaires **LE FORFAIT EN LETTRES : Cent vingt euros**	Unité	1	**120 €**	**120 €**
				MONTANT TOTAL H.T.	**32 625,00 €**
				MONTANT T.V.A. 10 %	**3 262,50 €**
				MONTANT TOTAL T.T.C.	**35 887,50 €**

Au Muy, Le 27/08/2021

LE PRESTATAIRE,
(cachet(s) et signature(s))

LE REPRESENTANT LEGAL
DU POUVOIR ADJUDICATEUR,

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

ANNEXE 2

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

SOCIETE PUBLICOM / LOT N°3

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

ACCORD-CADRE DE SERVICES

OOO

DETAIL QUANTITATIF ESTIMATIF

(D.Q.E)

OOO

Pouvoir adjudicateur :

VILLE DE MONTELIMAR

Représentant légal du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Maire de Montélimar ou son représentant

OOO

Objet de l'accord-cadre :

REGIE PUBLICITAIRE DU JOURNAL D'INFORMATIONS MUNICIPALES POUR LA VILLE DE MONTÉLIMAR (LOT N°3)

Le présent D.Q.E comporte trois (3) pages numérotées de 1 à 3

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

VILLE DE MONTELIMAR

REGIE PUBLICITAIRE DU JOURNAL D'INFORMATIONS MUNICIPALES POUR LA VILLE DE MONTELIMAR (LOT N°3)

Le présent D.Q.E sert uniquement à l'analyse des offres et ne constitue donc pas un document contractuel. Il permet d'analyser la valeur financière de l'offre en simulant un montant de redevance sur la base des tarifs annonceurs proposés et du pourcentage de réversion déterminé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement

Il est également précisé que les tarifs annonceurs doivent être indiqués hors pourcentage de remise éventuellement accordé aux annonceurs.

Numéro de prix	Format des espaces publicitaires	Unité	Quantité / an	Prix unitaire € H.T. Hors remise	Montant recettes € H.T Hors remise
1	**Un huitième (1/8ème) de page** **Etant précisé que les prix de vente du format un huitième (1/8ème) de page ne pourront être inférieurs à 220 € minimum et supérieurs à 450 €**				
1.1	Un huitième (1/8ème) de page en 2ème de couverture	Unité	4	**410 €**	**1 640 €**
1.2	Un huitième (1/8ème) de page en 3ème de couverture	Unité	6	**410 €**	**2 460 €**
1.3	Un huitième (1/8ème) de page en 4ème de couverture	Unité	2	**450 €**	**900 €**
1.4	Un huitième (1/8ème) de page en page intérieure	Unité	26	**380 €**	**9 880 €**
2	**Un quart (1/4) de page** **Etant précisé que les prix de vente du format un quart (1/4) de page ne pourront être inférieurs à 360 € minimum et supérieurs à 900 €**				
2.1	Un quart (1/4) de page en 2ème de couverture	Unité	6	**710 €**	**4 260 €**
2.2	Un quart (1/4) de page en 3ème de couverture	Unité	8	**710 €**	**5 680 €**
2.3	Un quart (1/4) de page en 4ème de couverture	Unité	1	**790 €**	**790 €**
2.4	Un quart (1/4) de page en page intérieure	Unité	22	**660 €**	**14 520 €**

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

Numéro de prix	Format des espaces publicitaires	Unité	Quantité / an	Prix unitaire € H.T. Hors remise	Montant recettes € H.T Hors remise
3	**Une demi (1/2) page** **Etant précisé que les prix de vente du format une demi (1/2) page ne pourront être inférieurs à 610 € minimum et supérieurs à 1650 €**				
3.1	Une demi (1/2) page en 2ème de couverture	Unité	10	**1 300 €**	**13 000 €**
3.2	Une demi (1/2) page en 3ème de couverture	Unité	4	**1 300 €**	**5 200 €**
3.3	Une demi (1/2) page en 4ème de couverture	Unité	3	**1 400 €**	**4 200 €**
3.4	Une demi (1/2) page en page intérieure	Unité	20	**1 200 €**	**24 000 €**
4	**Une (1) page** **Etant précisé que les prix de vente du format une (1) page ne pourront être inférieurs à 1200 € minimum et supérieurs à 3070 €**				
4.1	Une (1) page en 2ème de couverture	Unité	1	**2 320 €**	**2 320 €**
4.2	Une (1) page en 3ème de couverture	Unité	1	**2 320 €**	**2 320 €**
4.3	Une (1) page en 4ème de couverture	Unité	6	**2 560 €**	**15 360 €**
4.4	Une (1) page en page intérieure	Unité	4	**2 100 €**	**8 400 €**
				MONTANT TOTAL H.T. DES RECETTES SUR VENTES PUBLICITAIRES HORS REMISE	**114 930 €**
				POURCENTAGE DE REVERSION ACCORDE A LA VILLE [1]	**63%**
				MONTANT REDEVANCE HORS TAXES HORS REMISE	**72 405,90 €**

[1] Conformément à l'article 2.2 de l'acte d'engagement

A Montboucher sur Jabron, le 9 août 2021

LE PRESTATAIRE,
(cachet(s) et signature(s))

LE REPRESENTANT LEGAL
DU POUVOIR ADJUDICATEUR,

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

ANNEXE 3

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

SOCIETE ADREXO / LOT N°4

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

ACCORD-CADRE DE SERVICES

OOO

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

(B.P.U)

OOO

Pouvoir adjudicateur :

VILLE DE MONTELIMAR

Représentant légal du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Maire de Montélimar ou son représentant

OOO

Objet de l'accord-cadre :

DISTRIBUTION DU JOURNAL D'INFORMATIONS MUNICIPALES POUR LA VILLE DE MONTÉLIMAR (LOT N°4)

Le présent D.Q.E comporte trois (3) pages numérotées de 1 à 3

Envoyé en préfecture le 03/11/2021
Reçu en préfecture le 03/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211103-202110_100D-CC

VILLE DE MONTELIMAR

DISTRIBUTION DU JOURNAL D'INFORMATIONS MUNICIPALES POUR LA VILLE DE MONTELIMAR (LOT N°4)

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (VALANT DETAIL QUANTITATIF ESTIMATIF)

Il est précisé que le présent B.P.U. vaut D.Q.E. Le total et les quantités indiqués servent uniquement à l'analyse des offres. Ils ne sont pas contractuels et n'engagent pas le pouvoir adjudicateur à commander l'intégralité des prestations.

Il est précisé que le présent B.P.U. ne doit en aucun cas être modifié, ni faire l'ajout de prix supplémentaire(s).

Numéro de prix	Prestation	Unité	Quantité / an	Prix Unitaire € HT	Prix total € HT (quantité x Pu)
1.1	**1 000 exemplaires en boîtes aux lettres sur Montélimar** Ce prix rémunère, au forfait, la distribution de mille (1 000) exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales dans toutes les boîtes aux lettres recensées de la Ville de Montélimar **LE FORFAIT EN LETTRES : Cinquante huit euros et trente-cinq centimes**	Unité	160	**58.35 €**	**9 336 €**
1.2	**100 exemplaires en boîtes aux lettres sur Montélimar** Ce prix rémunère, au forfait, la distribution de cent (100) exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales dans toutes les boîtes aux lettres recensées de la Ville de Montélimar. **LE FORFAIT EN LETTRES : Cinq euros et quatre-vingt-quatre centimes**	Unité	20	**5.84 €**	**116.80 €**
2.1	**Point de diffusion – 25 exemplaires sur Montélimar** Ce prix rémunère, au forfait, l'assort d'un point de diffusion par vingt cinq (25) exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales dans les points de diffusion de la ville de Montélimar **LE FORFAIT EN LETTRES : Sept euros et deux centimes**	Unité	245	**7.02 €**	**1719.90 €**
2.2	**Point de diffusion – 50 exemplaires sur Montélimar** Ce prix rémunère, au forfait, l'assort d'un point de diffusion par vingt cinq (25) exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales dans les points de diffusion des Communes de Montélimar-Agglomération telles que listées à l'article 2.2 du C.C.T.P. hormis la ville de Montélimar. **LE FORFAIT EN LETTRES : Sept euros et deux centimes**	Unité	40	**7.02 €**	**280.80 €**
3.1	**Point de diffusion – 25 exemplaires sur Montélimar-Agglomération hormis la ville de Montélimar** Ce prix rémunère, au forfait, l'assort d'un point de diffusion par vingt cinq (25) exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales dans les points de diffusion des Communes de Montélimar-Agglomération telles que listées à l'article 2.2 du C.C.T.P. hormis la ville de Montélimar. **LE FORFAIT EN LETTRES : Sept euros et deux centimes**	Unité	10	**7.02 €**	**70.20 €**
3.2	**Point de diffusion – 50 exemplaires sur Montélimar-Agglomération hormis la ville de Montélimar** Ce prix rémunère, au forfait, l'assort d'un point de diffusion par cinquante (50) exemplaires d'un numéro du journal d'informations municipales dans les points de diffusion des Communes de Montélimar-Agglomération telles que listées à l'article 2.2 du C.C.T.P. hormis la ville de Montélimar. **LE FORFAIT EN LETTRES : Sept euros et deux centimes**	Unité	10	**7.02 €**	**70.20 €**
				MONTANT TOTAL H.T.	**11593.90 €**
				MONTANT T.V.A. 20 %	**2318.78**
				MONTANT TOTAL T.T.C.	**13912.68**

A Aix en Provence., le 27 août 2021

LE PRESTATAIRE,
(cachet(s) et signature(s))

Marie BRAVI
Signature numérique de Marie BRAVI
Date : 2021.10.20 14:15:33 +02'00'

LE REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR.

Envoyé en préfecture le 14/10/2021
Reçu en préfecture le 14/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211014-202110_101D-AR

DECISION N°2021.10.101D

Objet : Contrat de louage d'un bien du domaine privé communal – 71 rue Pierre Julien à Montélimar

VU l'article L.2122-22-5° du Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.2111-1, L.2122-1, L.2122-2 et L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU l'article L.145-5 du Code du commerce ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2.00 du 17 juillet 2020 octroyant les délégations prévues à l'article précité L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°2020.07.614A du 04 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eric PHELIPPEAU dans les domaines de l'Economie, du Tourisme, de l'Emploi et de la Formation, et plus particulièrement pour les décisions de conclusion et de révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas neuf (9) ans ;

Vu la décision n°2021.06.57D portant contrat de louage d'un bien du domaine privé communal au profit de l'entreprise LA BOUGIE DE MONTELIMAR du 15 juin 2021 au 30 septembre 2021.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Que dans le programme « Action Cœur de Ville » qui vise à redynamiser le centre ville de Montélimar en favorisant notamment un développement économique et commercial équilibré, la commune souhaite la création de « boutiques éphémères ».

Qu'il convient de conclure, à nouveau, un contrat de louage de bien du domaine privé communal au profit de l'entreprise LA BOUGIE DE MONTELIMAR.

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : De conclure, avec l'entreprise LA BOUGIE DE MONTELIMAR, un contrat de louage à caractère saisonnier portant sur un bien du domaine privé communal sis 71 rue Pierre Julien à Montélimar (26200), pour la période du 4 octobre 2021 au 30 janvier 2022 aux fins d'ouverture d'une boutique éphémère pour l'exercice d'une activité de vente et fabrication de bougies parfumées et de sprays d'ambiances.

ARTICLE 2 : Ce contrat est conclu à titre précaire moyennant le paiement d'un loyer mensuel de deux cent cinquante euros (250€), charges en sus, et proratisé le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 14/10/2021
Reçu en préfecture le 14/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211014-202110_101D-AR

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois suivant sa publication.

Fait à Montélimar, le 14 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Eric PHÉLIPPEAU

Envoyé en préfecture le 12/10/2021
Reçu en préfecture le 12/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211012-202110_102D-AR

DÉCISION N°2021.10.102D

Objet : **Demande de subvention auprès du Département de la Drôme au titre de l'enveloppe « Grandes villes » et de l'Agence de l'eau - Acquisition des locaux de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat à Nocaze, travaux d'aménagement et de désimperméabilisation des sols.**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21, L2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil municipal au maire prévue à l'article L.2122-22 précité du Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement de demander à tout organisme financeur, sans limitation, l'attribution de subventions les plus élevées possibles pour les opérations d'investissement ou pour le fonctionnement de la commune,

VU la délibération n°3.00 du 23 septembre 2021 portant acquisition des locaux de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat à Nocaze.

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Que l'action 10, issue de l'avenant n°1 de la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville », prévoit l'implantation d'un tiers-lieu dédié à la formation, à l'accueil des étudiants, à l'insertion et à la création d'entreprises avec notamment la mise en place d'un lieu de formation autour de l'antenne du Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) « Cœur de Territoire ».

Que le site de l'ancienne Chambre des Métiers, de par sa situation géographique idéale en limite des quartiers Saint James et Nocaze, à proximité de la confluence du Jabron et du Roubion, et surtout en entrée Sud du Cœur de Ville, est apparu comme le site parfait pour déployer le programme « Au Cœur des Territoires » et l'installation de l'antenne du CNAM.

Que la commune de Montélimar qui s'est portée acquéreur dudit tènement au prix convenu entre les parties de 600 000 €, a identifié les travaux suivants comme prioritaires en terme de rénovation, isolation et désimperméabilisation :

- isolation des pignons et de la toiture,
- remplacement de la toiture actuelle
- désimperméabilisation de la cour

Que le montant global prévisionnel des travaux est estimé à 279 000,00 € Hors Taxe (H.T.) en sus du montant de l'acquisition du tènement immobilier qui s'élève à 600 000,00 €, soit un montant total de 879 000,00 €

Que la subvention sollicitée auprès du Département de la Drôme, au titre de l'enveloppe « Grandes Villes », peut atteindre 20 % du montant total Hors Taxe de l'opération.

Envoyé en préfecture le 12/10/2021
Reçu en préfecture le 12/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211012-202110_102D-AR

Que la subvention sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau peut atteindre 60 % du montant total Hors Taxe de désimperméabilisation de la cour.

Le Maire de MONTÉLIMAR,

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : De solliciter du Département de la Drôme et de l'Agence de l'Eau l'attribution de subventions les plus élevées possible dans le cadre du projet d'acquisition, rénovation, isolation et désimperméabilisation des sols du tènement immobilier anciennement « Chambres des Métiers » à Montélimar,

ARTICLE 2 : De dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget général,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'application de la présente décision,

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'État dans le Département et de sa publication/notification.

Fait à Montélimar, le 12 octobre 2021 .

Le Maire,

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Envoyé en préfecture le 14/10/2021
Reçu en préfecture le 14/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211014-202110_103D-AR

DECISION N°2021.10.103D

Objet : Contrat de louage d'un bien du domaine privé communal - 67 rue Pierre Julien à Montélimar

VU l'article L.2122-22-5° du Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.2111-1, L.2122-1, L.2122-2 et L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU l'article L.145-5 du Code du commerce ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2.00 du 17 juillet 2020 octroyant les délégations prévues à l'article précité L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°2020.07.614A du 04 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eric PHELIPPEAU dans les domaines de l'Economie, du Tourisme, de l'Emploi et de la Formation, et plus particulièrement pour les décisions de conclusion et de révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas neuf (9) ans.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Que dans le programme « Action Cœur de Ville » qui vise à redynamiser le centre ville de Montélimar en favorisant notamment un développement économique et commercial équilibré, la commune souhaite la création de « boutiques éphémères ».

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : De conclure, avec la S.A.S LE MANOIR LE ROURE, un contrat de louage à caractère saisonnier portant sur un bien du domaine privé communal sis 67 rue Pierre Julien à Montélimar (26200), pour la période du 4 octobre 2021 au 30 janvier 2022 aux fins d'ouverture d'une boutique éphémère pour l'exercice d'une activité de vente de prestations et produits liés à la gastronomie et au bien-être.

ARTICLE 2 : Ce contrat est conclu à titre précaire moyennant le paiement d'un loyer mensuel de trois cents euros (300€), charges en sus, et proratisé le cas échéant.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois suivant sa publication.

Fait à Montélimar, le 14 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Eric PHÉLIPPEAU

Envoyé en préfecture le 18/10/2021
Reçu en préfecture le 18/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_104D-AR

DECISION N°2021.10.104.D

Objet : Fourniture de mobiliers urbains.

Vu les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles R.2123-1-1°, R.2131-12-2°, R.2162-2 al 2 et suivants et R. 2194-1 ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire prévue à l'article L.2122-22 précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020.07.580 A du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Karim OUMEDDOUR dans les domaines de l'urbanisme et des travaux et plus particulièrement la gestion du mobilier urbain non publicitaire, y compris la signature des décisions de passation des marchés et accords-cadres de fournitures et services d'un montant inférieur au seuil de procédure formalisée, ainsi que de leurs avenants qui n'entrainent pas une augmentation supérieure à cinq pour cent (5 %) du contrat initial lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu le budget général de la commune et notamment son compte 21578 – 821 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que la Ville de Montélimar doit faire l'acquisition de mobiliers urbains, dans le cadre de l'entretien et du renouvellement de son parc ;

- Que ces fournitures ont été décomposées en deux (2) lots distincts : Equipements de voirie (lot 1), Mobilier de repos, propreté extérieure, signalétique et supports à vélos (lot n°2), qui feront l'objet chacun d'un accord cadre mono-attributaire à bons de commandes. Ces fournitures ont été estimées au maximum à 213 000,00 € H.T. sur la durée des accords-cadres ;

- Qu'une procédure adaptée a été engagée conformément aux articles précités du Code de la commande publique par l'envoi d'un avis d'appel public à la concurrence à la publication du B.O.A.M.P. et de la plateforme acheteur MARCEL26, le 13 juillet 2021, fixant la date limite de remise des offres au 16 août 2021 à 17 heures ;

- Que cet avis a également été diffusé sur le site Internet de la ville de Montélimar ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2021
Reçu en préfecture le 18/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_104D-AR

- Qu'à l'issue de cette procédure à laquelle ont participé :

. pour le lot n°1, les sociétés JS CONCEPT et SIGNAMAT,

. pour le lot n°2, la société SIGNAMAT,

les offres de la société SIGNAMAT pour les lots n°1 et n°2, sont apparues, après négociation, comme économiquement les plus avantageuses ;

- Que cette société a justifié de la régularité de sa situation au regard des dispositions des articles R.2143-3 et R.2143-6 du Code de la commande publique ;

- Que les crédits nécessaires aux accords-cadres à intervenir sont inscrits au budget compte 21578 - 821.

Le Maire de MONTELIMAR,

DECIDE :

Article 1° - Il sera conclu un accord-cadre de fournitures avec la société SIGNAMAT S.A.S., ayant son siège social P.A. Les Léonards, Chemin des Esprats, 26200 MONTELIMAR, pour l'acquisition de mobiliers urbains, Equipements de voirie (lot n°1) et Mobilier de repos, propreté extérieure, signalétique et supports à vélos (lot n°2), destinés à l'entretien et au renouvellement de son parc.

Article 2° - Le montant de ces accords-cadres mono-attributaires, qui seront conclus à bons de commande et pour une durée de trois (3) ans à compter de leur date de notification, est susceptible de varier dans les limites globales suivantes :

- 140 000,00 € H.T. soit 168 000,00 € T.T.C. maximum pour le lot n°1,

- 73 000,00 € H.T. soit 87 600,00 € T.T.C. maximum pour le lot n°2,

(T.V.A. au taux de 20 %).

Au titre de chaque accord-cadre, des rabais de 12 % et 14 % seront consentis par le fournisseur, sur l'ensemble des tarifs figurant dans ses catalogues.

Article 3° - Les délais de livraison des fournitures, pour les accords-cadres susvisés, sont de :

- dix (10) jours ouvrés maximum, pour toute commande urgente, pour un besoin en faible quantité,

- vingt (20) jours ouvrés maximum, pour toute commande régulière.

Article 4° - Le délai de garantie des fournitures est fixé à un (1) an.

Envoyé en préfecture le 18/10/2021
Reçu en préfecture le 18/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_104D-AR

Article 5° - Le délai de réparation ou de remplacement des fournitures défectueuses est fixé à cinq (5) jours ouvrés.

Article 6° - Pour ces accords-cadres qui sont conclus à prix unitaires révisables annuellement, les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget général, compte 21578 – 821.

Article 7° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à MONTELIMAR, le 18 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Karim OUMEDDOUR

Envoyé en préfecture le 14/10/2021
Reçu en préfecture le 14/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211014-202110_105D-CC

DECISION N°2021.10.105D

Objet : Fourniture de produits et petits équipements d'entretien divers - Lot n°2 : Fourniture d'équipements de protection sanitaire - Avenant n°1.

Vu les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment son article R.2194-7 ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire prévue à l'article L.2122-22° précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020.07.575A du 28 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Madame Ghislaine SAVIN au titre des Affaires générales et plus particulièrement pour la mise en œuvre et la gestion des moyens généraux nécessaires au fonctionnement des services municipaux, y compris la signature des décisions de passation des marchés et accords-cadres de fournitures et services d'un montant inférieur au seuil de procédure formalisée, ainsi que de leurs avenants ;

Vu l'accord-cadre n°210017 du 22 juin 2021 portant sur la fourniture d'équipements de protection sanitaire (lot n°2), conclu avec la société ORAPI HYGIENE ;

Vu le budget général de la commune et notamment son compte 60631 - 020 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que, dans le cadre de l'accord-cadre susvisé, qui a été conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification, renouvelable dans la limite de trois (3) ans et pour un montant de commandes susceptible de varier dans les limites annuelles minimums de 5 000,00 € H.T. et maximums de 30 000,00 € H.T., il apparaît nécessaire d'ajuster le prix de plusieurs articles d'équipements de protection sanitaire ;

- Qu'il convient, en conséquence, d'établir un avenant n°1 à l'accord-cadre de fournitures susvisé, afin de prendre en considération les modifications de prix unitaires de certains produits d'équipements de protection sanitaire par rapport à leur conditionnement ;

Envoyé en préfecture le 14/10/2021
Reçu en préfecture le 14/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211014-202110_105D-CC

Le Maire,

DECIDE :

Article 1° - Il sera conclu avec la société ORAPI HYGIENE, dont le siège social est situé 12 Rue Pierre Mendès France, 69120 VAULX-EN-VELIN, un avenant n°1 à l'accord-cadre de fournitures n°210017 du 22 Juin 2021 portant sur la fourniture d'équipements de protection sanitaire (lot n°2), afin d'ajuster le prix unitaire de certains articles indispensables à l'activité des services municipaux.

Article 2° - Le bordereau des prix unitaires Rectificatif est annexé à la présente décision.

Il est précisé que les montants annuels minimums et maximums fixés au marché demeurent inchangés.

Article 3° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à MONTELIMAR, le 14 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Ghislaine SAVIN

Envoyé en préfecture le 14/10/2021
Reçu en préfecture le 14/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211014-202110_105D-CC

Annexe à la décision n°2021.10.105D

B.P.U. Rectificatif

N° des Prix	Désignation	Conditionnement de commande	Référence	Prix unitaire € H.T.
1	Désinfectant bactéricide	Vaporisateur de 750 ml par carton de 6	2721	18,00
2	Désinfectant bactéricide	Vaporisateur de 750 ml par carton de 6 *(Commande plus de 100)*	2721	18,00
5	Gel désinfectant pour friction hydroalcoolique	Flacon de 300 ml par carton de 12	LB923540	23,28
6	Gel désinfectant pour friction hydroalcoolique	Flacon de 300 ml par carton de 12 *(Commande plus de 100)*	LB923540	23,28
7	Gel désinfectant pour friction hydroalcoolique	Flacon de 500 ml par carton de 12	LB923580	36,96
8	Gel désinfectant pour friction hydroalcoolique	Flacon de 500 ml par carton de 12 *(Commande plus de 100)*	LB923580	36,96
11	Solution désinfectante hydroalcoolique, distributeur avec pompe	Flacon de 300 ml par carton de 12	LB923570	21,96
12	Solution désinfectante hydroalcoolique, distributeur avec pompe	Flacon de 300 ml par carton de 12 *(Commande plus de 100)*	LB923570	21,96
13	Solution désinfectante hydroalcoolique, distributeur avec pompe	Flacon de 1l par carton de 6	LB923590	24,18
14	Solution désinfectante hydroalcoolique, distributeur avec pompe	Flacon de 1l par carton de 6 *(Commande plus de 100)*	LB923590	24,18
17	Lingettes nettoyantes pour les mains	Paquet de 80 lingettes par carton de 12	MP04TT1180	62,04
20	Javel	Flacon de 1l par carton de 12	615-1	6,96
22	Javel en doses	Colis de 24 unités de 1	610-1	6,00
23	Blouse manche courte, couleur au choix, tailles diverses	Carton de 50 unités	0129-L	52,50
25	Gants jersey toile taille 6 à 8	Sachet de 5 paires	253-6-7-8	16,00
29	Gants taille 6	Sachet de 10 paires	258-6	6,50
30	Gants taille 7	Sachet de 10 paires	258-7	6,50
31	Gants taille 8	Sachet de 10 paires	258-8	6,50
36	Masques protection individuelle, catégorie UNS1, jetable avec élastiques auriculaires	Boite de 50	9011	5,00
37	Masques protection individuelle, catégorie UNS1, jetable avec élastiques auriculaires	Boite de 50 *(Commande plus de 100 boites de 100)*	9011	5,00

Envoyé en préfecture le 21/10/2021
Reçu en préfecture le 21/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211021-202110_106D-AR

DECISION N°2021.10.106D

Objet : Fourniture de produits et petits équipements d'entretien divers - Lot n°1 : Fourniture de produits et petits équipements d'entretien divers - Avenant n°2.

Vu les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment son article R.2194-7 ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire prévue à l'article L.2122-22° précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020.07.575A du 28 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Madame Ghislaine SAVIN au titre des Affaires générales et plus particulièrement pour la mise en œuvre et la gestion des moyens généraux nécessaires au fonctionnement des services municipaux, y compris la signature des décisions de passation des marchés et accords-cadres de fournitures et services d'un montant inférieur au seuil de procédure formalisée, ainsi que de leurs avenants qui n'entrainent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à cinq pour cent (5%), lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'accord-cadre n°210016 du 22 juin 2021 et son avenant n°1 du 22 septembre 2021, portant sur la fourniture de produits et petits équipements d'entretien divers (lot n°1), conclu avec la société ALPHA VALLET - ADELYA S.A.S. ;

Vu le budget général de la commune et notamment son compte 60631 - 020 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que dans le cadre de l'accord-cadre susvisé qui a été conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification, renouvelable dans la limite de trois (3) ans et pour un montant de commandes susceptible de varier dans les limites annuelles d'un minimum de 8 000,00 € H.T. et d'un maximum de 30 000,00 € H.T., il apparaît nécessaire d'ajuster le prix de plusieurs articles d'entretien en raison de la modification de leur conditionnement ;

Envoyé en préfecture le 21/10/2021
Reçu en préfecture le 21/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211021-202110_106D-AR

Le Maire,

DECIDE :

Article 1° - Il sera conclu avec la société ALPHA VALLET - ADELYA S.A.S., dont le siège social est situé 11 Rue de la Pature, 95870 BEZONS, un avenant n°2 à l'accord-cadre de fournitures n°210016 du 22 Juin 2021 portant sur la fourniture de produits et petits équipements d'entretien (lot n°1), afin d'ajuster le prix unitaire de certains articles indispensables à l'activité des services municipaux.

Article 2° - Le bordereau des prix unitaires rectificatif est annexé à la présente décision.

Il est précisé que les montants annuels minimum et maximum fixés au marché demeurent inchangés.

Article 3° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à MONTELIMAR, le 21 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Ghislaine SAVIN

Envoyé en préfecture le 21/10/2021
Reçu en préfecture le 21/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211021-202110_106D-AR

B.P.U. Rectificatif

N° des Prix	Désignation	Référence	Conditionnement de commande	Prix unitaire € H.T.
50	Nettoyant désinfectant sols et surfaces, bactéricide, fongicide, virucide	50160	Pulvé de 750 ml par carton de 6	18,66
61	Essuie tout ménager blanc, 2 plis	*40009*	12 x 4 rouleaux 52 formats	12,38
62	Essuie-mains pliés blanc 2 plis x 3 600 unités	*40290G*	20 x 1 paquet 200 formats	16,88
104	Mouchoirs papier	40404	Boite de 100 par carton de 40	19,60
150	Nettoyant ménager tous supports : sans ternir, sans rayer, action rapide, liquide limpide bleu ciel, sans auréoles	50133	Pulvé de 750 ml par carton de 6	13,86
205	Gel doux glycériné	48108A	Flacon pompe 1L par carton de 3	11,94
206	Gel doux lavant pour bébé hypoallergénique	48108A	Flacon pompe 1L par carton de 3	11,94
208	Savon désinfectant, bactéricide, fongicide, doux et hydratant	48307B	Flacon pompe 1L par carton de 3	13,98
210	Savon mousse, parfum miel	48086	Flacon pompe 500ml par carton de 12	13,50
211	Savon surgras hypoallergénique	48108A	Flacon pompe 1L par carton de 3	11,94

Envoyé en préfecture le 12/11/2021
Reçu en préfecture le 12/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211112-202110_108D-AR

DECISION N°2021.10.108D

Objet : Résiliation de la convention d'occupation temporaire du domaine public communal conclue avec le GRETA VIVARAIS PROVENCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122.18, L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1, L.2122-2 et L.2122-3 ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2.00 du 17 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Maire et notamment de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze (12) ans ;

VU l'arrêté n°2020.07.614A du 04 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Éric PHELIPPEAU dans les domaines de l'Economie, du Tourisme, de l'Emploi et de la Formation, et plus particulièrement pour les décisions de conclusion et de révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas neuf (9) ans ;

VU la convention d'occupation temporaire du domaine public communal au profit du GRETA VIVARAIS PROVENCE pour des locaux situés au sein de la Maison des services publics en date du 31 octobre 2018 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Que les locaux actuellement occupés par le GRETA VIVARAIS PROVENCE, au sein de la Maison des services publics, doivent être libérés afin d'accueillir certains services publics de la commune de Montélimar ;

Que la création du « Campus de Nocaze » situé au 3-5 Chemin de Nocaze à Montélimar permet d'accueillir des organismes dédiés à la formation, tel que le GRETA VIVARAIS PROVENCE ;

Qu'à cet effet, une nouvelle convention d'occupation temporaire du domaine public au profit du GRETA VIVARAIS PROVENCE sera conclue pour des locaux situés sur le « Campus de Nocaze » ;

Qu'il convient de mettre un terme à la convention du 31 octobre 2018.

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : De résilier la convention d'occupation temporaire du domaine public communal conclue avec le GRETA VIVARAIS PROVENCE pour des locaux situés au sein de la Maison des services publics, et ce sans indemnité, dès le 22 octobre 2021.

ARTICLE 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois suivant sa publication.

Fait à Montélimar, le 12 NOV. 2021

Le Maire,

Envoyé en préfecture le 27/10/2021
Reçu en préfecture le 27/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_109D-AR

DECISION N°2021.10.109.D

Objet : Mise à disposition, entretien et exploitation de deux (2) appareils distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires.

Vu les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment son article R.2122-8 ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire prévue à l'article L.2122-22 précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020.07.575A du 28 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Madame Ghislaine SAVIN au titre des Affaires générales et plus particulièrement pour la mise en œuvre et la gestion des moyens généraux nécessaires au fonctionnement des services municipaux, y compris la signature des décisions de passation des marchés et accords-cadres de fournitures et services d'un montant inférieur au seuil de procédure formalisée, ainsi que de leurs avenants qui n'entrainent pas une augmentation supérieure à cinq pour cent (5 %) du contrat initial lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu le budget général de la commune et notamment son compte 70631 – 020 – 2100 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que la ville de Montélimar souhaite s'assurer de la mise à disposition, de l'entretien et de l'exploitation de deux (2) appareils distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires pour le site de Nocaze (anciens locaux de la Chambre des Métiers) ;

- Que l'ensemble des prestations homogènes se rapportant au service objet du marché a été estimé sur la durée du marché de trois (3) ans à 20 000,00 € H.T., une consultation a été effectuée, conformément aux dispositions susvisées du Code de la commande publique, directement auprès de la société ARABICA et CHOCOLAT ;

- Qu'à l'issue de cette consultation, cette société a présenté une offre jugée comme économiquement avantageuse ;

Envoyé en préfecture le 27/10/2021
Reçu en préfecture le 27/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_109D-AR

- Que cette société a justifié de la régularité de sa situation au regard des dispositions des articles R.2143-3 et R.2143-6 du Code de la commande publique ;

- Que les crédits nécessaires au marché à intervenir sont inscrits au budget général de la commune, compte 70631 – 020 – 2100.

Le Maire de MONTELIMAR,

DECIDE :

Article 1° - Il sera conclu un marché public de services avec la société ARABICA et CHOCOLAT, dont le siège social est situé Z.A.C. De Clairac, 230 Rue Antoine de Saint Exupéry, 26760 BEAUMONT LES VALENCE, pour la mise à disposition, l'entretien et l'exploitation de deux (2) appareils distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires pour le site de Nocaze.

Article 2° - Ce marché est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter de sa date de notification.

Article 3° - Au titre de ce marché, la société sera autorisée à occuper le domaine public communal et devra s'acquitter d'une redevance annuelle de 150,00 € T.T.C. par appareil.

Article 4° - Le montant des recettes dues au titre de ce marché sera imputé sur le compte 70631 – 020 – 2100.

Article 5° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à MONTELIMAR, le 27 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Ghislaine SAVIN

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

DECISION N°2021.10.111D

Objet : Exercice du droit de préemption : Renouvellement urbain du centre-ville dans le cadre de l'opération « Action Cœur de Ville » : requalification et restructuration de l'îlot Fust-Meyer

VU le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2122-21et L. 2122-22,
VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L.300-1,
VU la délibération du Conseil Municipal n° 2.00 du 17 juillet 2020 octroyant les délégations prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
VU l'arrêté municipal n° 2020.07.580A du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Karim OUMEDDOUR, 4ème Adjoint,
VU la délibération n° 5.1/2017, en date du 14 avril 2017, du conseil communautaire, actant le transfert du droit de préemption urbain au profit de la Communauté d'agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION, instaurant le droit de préemption intercommunal sur l'ensemble des zones préexistantes de ses communes membres et déléguant à Monsieur le Président le pouvoir d'exercer le droit de préemption urbain,
VU la délibération n°4.8/2017, en date du 10 juillet 2017, du conseil communautaire, modifiant le champ d'application du droit de préemption urbain intercommunal,
VU la délibération n°4.9/2017, en date du 10 juillet 2017, du conseil communautaire, autorisant Monsieur le Président à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain intercommunal à une commune qui en fait la demande, dans le cadre d'une délégation ponctuelle,
VU la délibération n°1.20/2020, en date du 29 juillet 2020, du conseil communautaire octroyant les délégations prévues aux articles L. 5211-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et notamment, autorisant Monsieur le Président à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain intercommunal à une commune qui en fait la demande, dans le cadre d'une délégation ponctuelle,

VU les opérations déjà menées telle l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) du centre ancien de MONTELIMAR – 2011/2016 – mettant déjà en exergue l'importance de la vacance et de la dégradation du bâti dans le secteur Est dit « Fust Meyer » défini comme périmètre cible/prioritaire,
VU le bilan de l'OPAH RU faisant apparaitre la nécessité de mettre en place des actions coercitives pour agir sur le parc privé,

VU l'étude urbaine pour la redynamisation du centre-ville de Montélimar réalisée par le cabinet ELAN,
VU les délibérations n° 1.00 du 24 septembre 2018 du Conseil Municipal de MONTELIMAR et n° 1.1/2018 du 24 septembre 2018 du Conseil Communautaire approuvant la Convention Cadre Pluriannuelle – Action Cœur de Ville – Ville de Montélimar,
VU la Convention Cadre Pluriannuelle, dans le cadre du dispositif national Action Cœur de Ville, du 25 octobre 2018, signée entre la Commune de MONTELIMAR, la Communauté d'Agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION, l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations, le groupe Action Logement, le Conseil Départemental de la Drôme ainsi que EPORA, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Drôme,
VU l'avenant n°1 à la Convention Cadre, approuvé par délibérations du Conseil municipal en date du 25 mars 2021 et du Conseil communautaire en date du 28 avril 2021, permettant de rentrer dans la phase opérationnelle,

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

VU l'arrêté préfectoral n°26-2020-01-14-007 du 14 janvier 2020 portant homologation de la Convention Cadre Action Cœur de Ville en Convention d'Opération de Revitalisation de Territoire de la Ville de MONTELIMAR,

VU l'étude sur les gisements fonciers en centre ancien de Montélimar menée par l'EPORA et MONTELIMAR AGGLOMERATION en 2017-2018 et l'étude pré-opérationnelle à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat menée par MONTELIMAR AGGLOMERATION et en voie d'achèvement,
VU les délibérations du Conseil communautaire et du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 et du 25 février 2021 actant une convention d'études et de veille foncière avec l'EPORA et la Ville de Montélimar,

VU la déclaration d'intention d'aliéner DIA 026198 21M0399, déposée le 18 juin 2021, en mairie de MONTELIMAR, par Maître Gaëlle MAURIN, Notaire, sis 72 route de la Coucourde, 26740 SAUZET, faisant part de la volonté de Monsieur LOPEZ Yohan et de Madame REBOUL Manon, de vendre l'immeuble soumis au droit de préemption urbain situé 3 rue du Canal, et cadastré AV 836, d'une superficie de 112 m², transmise à la Communauté d'Agglomération,

VU la demande de visite du bien et de pièces complémentaires effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 11 août 2011, conformément aux articles L.213-2 et R.213-7 du Code de l'urbanisme,
VU la visite du bien effectuée par le Service Hygiène et Sécurité de la Ville de Montélimar, en date du 31 août et du 2 septembre 2021,
VU les pièces complémentaires reçues le 30 septembre 2021,
VU la demande de la commune de MONTELIMAR en date du 27 septembre 2021, sollicitant la délégation du droit de préemption à son profit à l'occasion de cette aliénation,
VU la décision n°2021.10.128D du 11 octobre 2021 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération a délégué à la commune de MONTELIMAR le droit de préemption urbain,

CONSIDERANT que le bien est soumis au droit de préemption urbain,

CONSIDERANT l'engagement des collectivités dans une stratégie foncière et une politique de reconquête du centre-ville de Montélimar,

CONSIDERANT que MONTELIMAR a été retenue dans le programme national « Action Cœur de Ville et a signé une Convention Cadre Pluriannuelle – Action Cœur de Ville – en date du 25 octobre 2018 dont les objectifs et actions visent à réduire la vacance des logements, rénover le patrimoine public et privé, diversifier et rendre attractive l'offre en logements en centre-ancien, lutter contre l'insalubrité et dissuader les marchands de sommeil, conforter les opérations mixtes sur certains secteurs cibles (logements/artisanat ou autre), attirer une population nouvelle, lutter contre la paupérisation du centre ancien, améliorer le cadre architectural et paysager du centre-ville (...), renforcer l'attractivité de l'offre commerciale et de services, générer du flux et améliorer la fréquentation du centre-ville, construire une image dynamique, créer une identité commerciale et artisanale différenciante et complémentaire, agir sur la vacance et valoriser le potentiel commercial du centre et de l'hyper centre ...
CONSIDERANT notamment la Fiche Action n°5 de la convention cadre qui prévoit de mettre en place une stratégie foncière, par une intervention coordonnée visant à favoriser la restructuration d'immeubles stratégiques du centre-ville,

CONSIDERANT la localisation de cet immeuble dans le secteur du Fust qui est stratégique en termes de mutation dans le cadre de l'Opération de Revitalisation engagée,

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

CONSIDERANT le positionnement déterminant de cet immeuble, situé dans un ilot « cible » repéré dans l'étude des gisements fonciers sur le centre ancien (gisements 30 et 31 : 19 et 21 boulevard du Fust) où une intervention publique va être inscrite dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à lancer en 2022,

CONSIDERANT l'état de dégradation global du bâti relevé dans le secteur du Fust par l'étude pré-opérationnelle à une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat,

CONSIDERANT que cet immeuble s'inscrit dans un projet plus global de requalification et de restructuration de l'îlot Fust-Meyer qui mobilisera notamment les rez-de-chaussée commerciaux vacants et créera une offre de logements attractive et capable de concurrencer l'offre de logements en périphérie. Cette attractivité passant par la nécessité de mise en valeur du patrimoine et de la prise en compte des besoins de mutualisation de places de parking, une maîtrise foncière du secteur est rendue nécessaire.

CONSIDERANT que l'acquisition de cet immeuble s'inscrit dans le cadre des articles L. 210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme, de la politique de l'habitat fixée par MONTELIMAR AGGLOMERATION et de la Convention d'Opération de Revitalisation de Territoire concernant MONTELIMAR, la commune mettant en place une stratégie foncière en vue de favoriser la réhabilitation et la remise sur le marché des logements vacants, et de favoriser la revitalisation du centre-ville,

CONSIDERANT qu'il est opportun d'exercer le droit de préemption urbain en vue de permettre une opération de restructuration dans le quartier du Fust et de l'ilot compris entre la rue Mégisserie et la rue du Canal,

CONSDIERANT l'avis du Domaine en date du 30 septembre 2021,

CONSIDERANT qu'à la suite de la délégation du droit de préemption urbain de Montélimar-Agglomération, la préemption peut être opérée au prix de 370 000 € (trois cent soixante-dix mille euros) aux conditions mentionnées dans la DIA,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Par déclaration d'intention d'aliéner DIA 026198 21M0399, déposée le 18 juin 2021, en mairie de MONTELIMAR, par Maître Gaëlle MAURIN, Notaire, sis 72 route de la Coucourde, 26740 SAUZET, faisant part de la volonté de Monsieur LOPEZ Yohan et de Madame REBOUL Manon, de vendre l'immeuble soumis au droit de préemption urbain situé 3 rue du Canal, et cadastré AV 836, d'une superficie de 112 m²,

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption qui lui est ouvert par les articles L. 210-1 et suivants, L. 213-3 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, suite à délégation de ce droit par le Président de la Communauté d'Agglomération, en vue de permettre une opération de renouvellement urbain nécessaire à la requalification et la restructuration de l'îlot Fust-Meyer.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

ARTICLE 2 : D'offrir, conformément à l'article L. 213-8 du Code de l'urbanisme, d'acquérir l'immeuble susmentionné au prix porté dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 370 000 € (trois cent soixante-dix mille euros).

ARTICLE 3 : Un acte constatant le transfert de propriété entre le vendeur et la Commune de MONTELIMAR sera dressé dans un délai de trois mois à compter de l'accord sur le prix par les parties, conformément aux dispositions de l'article R.213-12 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montélimar, le 15 octobre 2021
Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (Drôme)

Pour le Maire
L'Adjoint délégué

Karim OUMEDDOUR

Copie à : Services fiscaux – Grenoble, Monsieur LOPEZ Yohan et Madame REBOUL Manon (propriétaires) en LRAR, SCI LES CHENES (acquéreur) en LRAR

TRANSMISSION :
La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.
DELAIS ET VOIES DE RECOURS :
Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Elle peut aussi dans le même délai, demander au représentant de l'Etat dans le département de déférer au tribunal administratif la présente décision.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction départementale des Finances publiques de l'Isère

Pôle d'Évaluation Domaniale
8 rue de Belgrade BP 1126
38022 GRENOBLE Cedex 1

téléphone : 04 76 85 76 08
mél. : ddfip38.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Emmanuel VALENZA
téléphone : 04 75 78 25 08 – 06 14 74 47 72
mél. : emmanuel.valenza@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. OSE : 2021-26198-63484

Grenoble, le 30/09/2021

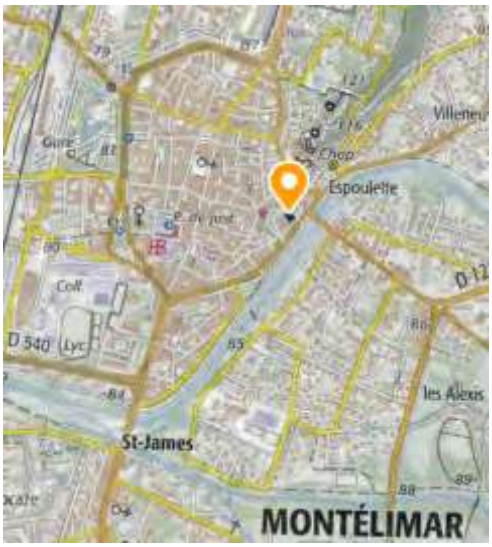
Le Directeur départemental des Finances Publiques à

Mairie de Montélimar
Hôtel de ville
BP 279
26200 MONTELIMAR

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Immeuble de rapport
Adresse du bien :	3, rue du canal - 26200 MONTELIMAR
Valeur vénale :	**330 000 €ht (prix net vendeur)**

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.



Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

1 – Service consultant

Commune de Montélimar

affaire suivie par : Nelly CONSTANT

2 – Date

de consultation : 25/08/21

de visite : 02/09/21

de dossier en état : 02/09/21

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – Description du projet envisagé

Objet de l'opération
Acquisition par préemption par la commune de Montélimar dans le cadre du DPU, article L 211-1 du Code de l'Urbanisme), d'un immeuble faisant l'objet d'un compromis de vente entre l'indivision LOPEZ-REBOUL / SCI les Chênes.

Projet envisagé
DIA du 15/06/21 notifiant un prix de vente de 370 000 €, prix net vendeur (pas de commission d'agence)
Selon le consultant, la DIA est incomplète, une demande de renseignement a été transmise au propriétaire.
La commune intervient dans le cadre du renouvellement urbain du centre ville de Montélimar et l'action « Coeur de ville ». Le bien se situe dans le secteur dit « Fust-Meyer », secteur cible de l'action publique en raison d'une importante vacance et dégradation des logements et de son positionnement déterminant, situé en entrée de ville, en front du boulevard du Fust, face au Roubion, dans un secteur très visible et très fréquenté, où une intervention publique va être inscrite dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à venir. Dans le cadre de l'étude urbaine pour la redynamisation du centre-ville de Montélimar réalisée par le cabinet ELAN, de la convention Cadre Pluriannuelle« Action Cœur de Ville », de l'homologation préfectorale en Opération de Revitalisation des Territoires (ORT) et des études sur les gisements fonciers sur le centre ancien menées par l'EPORA et la CA Montélimar Agglo, la collectivité s'est engagée dans une stratégie foncière et une politique de reconquête du centre-ville de Montélimar. Les objectifs et actions du programme national « Action Cœur de Ville visent à réduire la vacance des logements, rénover le patrimoine public et privé, diversifier et rendre attractive l'offre en logements en centre-ancien, lutter contre l'insalubrité et dissuader les marchands de sommeil, conforter les opérations mixtes sur certains secteurs cibles (logements/artisanat ou autre), attirer une population nouvelle, lutter contre la paupérisation du centre ancien, améliorer le cadre architectural et paysager du centre-ville (…), renforcer l'attractivité de l'offre commerciale et de services, générer du flux et améliorer la fréquentation du centre-ville, construire une image dynamique, créer une identité commerciale et artisanale différenciante et complémentaire, agir sur la vacance et valoriser le potentiel commercial du centre et de l'hyper centre … A ce titre, la Fiche Action n°5 de la convention cadre prévoit de mettre en place une stratégie foncière, par une intervention coordonnée visant à favoriser la restructuration d'immeubles stratégiques du centre-ville, Cet immeuble s'inscrit dans un projet plus global de requalification de l'îlot Fust-Meyer en vue de favoriser la réhabilitation et la remise sur le marché des logements et de favoriser la revitalisation du centre-ville.
La commune de Montélimar procède également à des acquisitions amiables sur le même îlot (impacté par un arrêté de péril, qui ne concerne pas l'immeuble, objet des présentes).

Périmètre de l'ORT

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

Modalités de la vente
Bien en l'état

Calendrier : 2022

4 – Description du bien

Références cadastrales
Section AV n° 836

Situation géographique
Dans le centre ancien de Montélimar, à proximité du boulevard du Fust et du pont de la RD540 (direction Dieulefit) surplombant le Roubion, un tènement de forme régulière sur lequel est édifié en totalité un immeuble de rapport en double mitoyenneté, accessible par la rue du canal (voie étroite, à sens unique, donnant sur le boulevard et sur le parking payant d'Aleyrac).
Quartier central, commerces et équipements à proximité, transports en commun (4 lignes Montelibus)
Environnement immédiat composé d'immeubles de logements collectifs anciens

Consistance
Construction ancienne (date inconnue mais l'immeuble aurait été édifié après démolition d'une ancienne usine de cannes à pêche, selon le propriétaire), élevée sur 4 niveaux, toiture double pente, couverture tuiles, murs en moellons crépis, barreaux au fenêtres (RDC). Pas de vide sanitaire, circulations verticales assurées uniquement par escalier en pierre et garde corps métallique.
Ensemble de 8 logements, répartis à 2 sur chaque palier.
Chaque T2 de 34 m² SH chacun comprenant une pièce de vie, une chambre, salle d'eau et WC.
NB : la chambre étant aveugle, on pourrait requalifier la typologie de l'appartement en T1bis.
Prestations : Volets et huisseries bois, simple vitrage, murs et plafonds peints, sols sur carrelage, éclairage spots. Chauffage électrique individuel (par convecteurs), seul un appartement dispose d'une climatisation réversible, ventilation naturelle ou VMC (plus de 10 ans).
Aucune dépendance

Surfaces estimées
Emprise foncière à 112 m², SH à 272 m²
Le ratio SH/SDP est de 0.61 ce qui est faible, mais s'explique par la grande proportion des espaces communs (trémie..). L'avis de valeur de l'agence St Martin mentionne une SH de 260 m².

Etat du bien
Immeuble vétuste (gros œuvre et parties communes), non isolé
Logements sans conforts (et sombres pour ceux au RDC, en raison de l'étroitesse de la rue).
5 des 8 logements ont été partiellement rénovés.

Diagnostics techniques non fournis mais l'installation électrique ne paraît pas aux normes (anomalies)

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

5 – Situation juridique

Nom du propriétaire : LOPEZ Yohan – REBOUL Manon

Origines de propriété : Vente du 13/08/13 indivision GATTA-ALBOUY/indivision LOPEZ-REBOUL du même tènement bâti AV 836 (8 appartements) pour 235 000 €.

Etat d'occupation : Immeuble entièrement loué

Les baux suivants ont été fournis :

BAUX TRANSMIS – IMMEUBLE 3, rue du canal									
Type de bail	Début (avant renouvel)	Bailleur	Preneur	Appartement	SH	Etage	Loyer/ mois	Charges/ mois	PU/an
Bail 6/07/89	03/09/15	LOPEZ Yann	MILAZZO Anne-Marie	T2	33	RDC	355 €	25 €	129 €
Bail 6/07/89	01/01/19	LOPEZ Yann	DHIFALLAH Sadok	T2	40	1E	380 €	25 €	114 €
Bail 6/07/89	01/01/19	LOPEZ Yann	EL HAMRI Haoumad	T2	40	3E	393 €	25 €	118 €
Bail 6/07/89	6/0/8/13	LOPEZ Yann	LEONCE Lusla	T1bis	34	2E	305 €	23 €	108 €
Bail 6/07/89	01/10/04	LOPEZ Yann	TOUHARIA Amor	Studio	33	RDC	198 €	23 €	72 €
Bail 6/07/89	21/11/20	LOPEZ Yann	HACHEA Lydia	T2	38	1E	385 €	25 €	122 €

Selon l'avis de valeur de l'agence immobilière le montant total des loyers serait de 2 988 €/mois,, et les charges 10 €/mois/lgt

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

6 – Urbanisme – Réseaux

Document d'urbanisme : PLU du 31/10/18 – Zone UA
Disposition de la zone UA : Sans incidence

Servitudes :
Périmètre de Protection des Monuments Historiques (AC1)
Servitude aéronautique de dégagement (T5)
Zone de présomption archéologique

Etat des réseaux : Présents (cf plans)

7 – Date de référence

Sans objet (immeuble bâti)

8 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée selon les méthodes de la comparaison indirecte (métrique) et par le revenu.
La première méthode consiste à partir de références de transactions effectuées sur le marché immobilier pour des biens présentant des caractéristiques et une localisation comparables à celles du bien expertisé.
La deuxième méthode consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien loué, ou destiné à l'être, en appliquant à la valeur locative un taux de capitalisation, déterminé à partir des constatations faites sur le marché de transactions correspondant.

Une marge d'appréciation de 15 % peut être acceptée.

9 – Durée de validité

Le présent avis est valable deux ans.

10 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,

Emmanuel Valenza
Inspecteur des Finances Publiques,

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'urbanisme

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

(Article A 213.1 du Code de l'urbanisme)

Déclaration d'intention d'aliéner un bien (1)

- ☒ Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2))
- ☒ Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3))
- ☐ Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme (4))

Demande d'acquisition d'un bien (1)

- ☐ Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2)
- ☐ Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3)

Cadre réservé à l'administration

Date de réception | Numéro d'enregistrement | Prix moyen au m²

Direction de l'Urbanisme Et de l'Environnement Arrivé le 18 JUIN 2021

A. Propriétaires

Personne physique

Nom, Prénom **MONSIEUR LOPEZ Yohan et MADAME REBOUL Manon**

Profession (facultatif) (5)

Personne morale

Dénomination

Forme juridique

Nom, prénom du représentant

Adresse ou siège social (6)

N° de voie **90** Extension , Type de voie **route**

Nom de voie **de Soint-Gervais** Lieu-dit ou boite postale

Code postal **26200** Localité **MONTELIMAR**

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s)de l'(des) autres Co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7) :

B. Situation du bien (8)

Adresse précise du Bien

N° de voie Extension , Type de voie

Nom de voie Lieu-dit ou boite postale **3, rue du canal**

Code postal **26200** Localité **MONTELIMAR**

Superficie totale du bien **112 m²**

Références cadastrales de la ou les parcelles

Préfixe	Section	N°	Lieu-dit (quartier, Arrondissement)	Superficie Totale
	AV	836	3, rue du canal	00 ha 01 a 12 ca

Plan(s) cadastrol(aux) joint(s) OUI ☒ NON ☐

C. Désignation du bien

Immeuble Non bâti ☐ Bâti sur terrain propre ☒ Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du propriétaire ☐ :

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres	Prés	Vergers	Vignes	Bois	Landes
Carrières	Eaux cadastrées	Jardins	Terrains à bâtir	Terrains d'agrément	Sol

DIA 21M0399 Zone UA

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

Bâtiments vendus en totalité (9) ☒

Surface construite au sol (m²) Surface utile ou habitable (m²)

Nombre de Niveaux ☐ : Appartements ☐ : Autres locaux ☐ :

Vente en lot de volumes ☐

Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

N° du lot	Bâtiment	Etage	Quote-part des parties communes	Nature et surface utile ou habitable			
			0		Le bâtiment est achevé depuis :	Plus de 4 ans	☐
						Moins de 4 ans	☐
					Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis :	Plus de 10 ans	☐
						Moins de 10 ans	☐

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :

Droits sociaux (11)

Désignation de la société :

Désignation des droits :

Nature Nombre Numéro des parts

D. Usage et occupation (12)

Usage

habitation ☒ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) ☐

Occupation

par le(s) propriétaire(s) ☐ par un (des) locataire(s) ☒ sans occupant ☐ autre (préciser) ☐

Le cas échéant, joindre un état locatif

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens ☐OUI ☒ NON

Préciser la nature Indiquer si rente viagère antérieure

F. Modalités de la cession

1 – Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres) **TROIS CENT SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (370 000,00 €)**

Dont éventuellement inclus :

Mobilier Cheptel Récoltes Autres

Si vente indissociable d'autres biens

Adresse précise du bien (description à porter en annexe) :

Modalités de paiement :

comptant à la signature de l'acte authentique ☒ à terme (préciser) ☐

si commission, montant : ☐ TTC ☐ HT ☐ Bénéficiaire : acquéreur ☐ vendeur ☐

Paiement en nature ☐

Désignation de la contrepartie de l'aliénation

Evaluation de la contrepartie **### (Evaluation de la contrepartie)**

Rente viagère ☐

Montant annuel Montant comptant

Bénéficiaire(s) de la rente

Droit d'usage et d'habitation (à préciser) ☐

Evaluation de l'usage ou de l'usufruit

Vente de la nue-propriété (à préciser) ☐

Echange ☐

Désignation des biens reçus en échange

Montant de la soulte le cas échéant Propriétaires contre-échangistes

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

Apport en société ☐

Bénéficiaire | Estimation du bien apporté

Cession de tantième de terrains contre remise de locaux à construire ☐

Estimation du terrain | Estimation des locaux à remettre

Location-accession – Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

2 – Adjudication (13)

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☐

Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐

Date et lieu de l'adjudication | Montant de la mise à prix

G. Les soussignés déclarent :

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1

Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique et aux prix et conditions indiqués (14) ☐

A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☒

Nom, prénom de l'acquéreur (15) **LES CHENES**

Profession (facultatif)

Adresse

N° voie **768** | Extension , | Type de voie **allée**

Nom de voie **des chênes** | Lieu-dit ou boite postale

Code postal **26740** | Localité **SAUZET**

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur (facultatif) (16)

Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant a(ux) propriétaire(s) nommé(s) en A ☐

A **SAUZET** | Le **15 juin 2021** | Signature et cachet s'il y a lieu

Me Gaëlle MAURIN NOTAIRE 26740 SAUZET

H. Rubrique à remplir si le signataire n'est pas le propriétaire (17) :

Nom, **Gaëlle MAURIN**

Qualité **Notaire**

Adresse

N° voie **72** | Extension | Type de voie **route**

Nom de voie **de la Coucourde** | Lieu-dit ou boite

Code postal **26740** | Localité **SAUZET**

I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption (18) :

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :

A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A ☐

A l'adresse du mandataire mentionnée à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait élection de domicile ☒

J. Observations

K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption :

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

Liste des renvois figurant dans le formulaire

(1) -

La déclaration ou la demonde doit être établie en 4 feuillets et adressée ou destinataire (cf. renvois (2), (3) et (4)) por pli recommandé ovec demande d'avis de réception postal, ou déposée contre décharge, ou transmise par voie électronique.

(2) -

Si le bien est soumis au droit de préemption urbain, la déclaration ou la demande doit être adressée à la mairie de la commune où se trouve situé ce bien

(3) -

Si le bien est compris dans une zone d'aménagement différé, lo déclaration ou la demande est à adresser au maire de la commune où se trouve situé ce bien

(4) -

Si le bien est compris dans une zone de préemption délimitée au titre de la législation sur les "espaces naturels sensibles des départements", la déclaration est à adresser au président du Conseil général du département dans lequel se trouve situé ce bien.

(5) -

Profession à renseigner selon la nomenclature INSEE des professions et catégories socio-professionnelles en 8 postes : agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, employés, ouvriers, retraités, autres personnes sons activité professionnelle.

(6) -

Le siège à indiquer dans cette rubrique (si le propriétaire est une personne morale) est celui du principal établissement ; lorsque la déclaration ou la demande est présentée par un établissement secondaire, le signataire devra en indiquer l'adresse à la rubrique H et remplir également la rubrique I.

(7) -

Pour les immeubles en indivision, deux cas doivent être distingués : l'immeuble est soumis au droit de préemption urbain ou compris dans une zone d'aménagement différé : les cessions des droits indivis , même si ceux-ci ne représentent pas la totalité de l'immeuble, doivent faire l'objet d'une décloration d'intention d'aliéner, sauf si elles sont consenties à l'un des co-indivisaires ;
l'immeuble est compris dans une zone de préemption des espaces naturels sensibles des départements : n'est soumise à déclaration d'intention d'aliéner que la cession de l'ensemble des droits indivis représentant l'immeuble dans son entier, sauf pour le droit de préemption du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres qui est applicable à la cession de droits indivis sur un immeuble ou une partie d'immeuble bâti ou non bâti ainsi qu'à la cession de la majorité des parts d'une société civile immobilière lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, sur la totalité ou certaines parties des zones de préemption créées par le conseil général ou le conservatoire.

(8) -

Si la cession du bien entraîne une division parcellaire, indiquez lò à cet endroit.

(9) -

Bâtiments vendus en totalité ; les renseignements à fournir ne doivent porter que sur le bâtiment principal (la maison par exemple).
la surface construite au sol ainsi que la surface utile ou habitable peuvent être indiquées approximativement ; les niveaux s'entendent, tant des étages proprement dits que des sous-sols, rez-de-choussées ou combles le cas échéant locaux autres que des appartements : il s'agit des locaux principaux affectés à un usage autre que d'habitation (bureaux, magasins par exemple)

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

(10) -

Locaux dans un bâtiment en copropriété :
Nature des lots : précisez s'il s'agit d'un appartement, d'une cave, d'un box pour automobile, etc.
La surface utile ou habitable n'est à indiquer que pour les locaux principaux (appartements, bureaux, etc.)

(11) -

Droits sociaux (si cette rubrique doit être remplie, il est nécessaire de remplir également la rubrique précédente : "locaux dans un bâtiment en copropriété).
Désignation de la société : indiquez seulement sa dénomination, sa forme juridique (por exemple : société civile) ainsi que l'adresse de son siège, comme prévu à la rubrique A.
Nature des droits cédés : parts ou actions par exemple.

(12) -

Usage : il s'agit de l'usage actuel du bien.
Si vous souhaitez, en accord avec votre acquéreur, donner des indications sur l'usage futur qu'il entend conférer au bien, les faire figurer à la rubrique G.

(13) -

Adjudication :
Cette rubrique correspond à des cas dans lesquels la déclaration doit être obligatoirement établie par le notaire ou le greffier du tribunal compétent chargé de procéder à l'adjudication.
Au cas où l'adjudication serait faite sans qu'une mise à prix soit prévue, vous devez nécessairement évoluer le bien.

(14) -

Cette rubrique est à remplir lorsque le propriétaire fait exercice du "droit de délaissement" qui lui est offert par le code de l'urbanisme lorsque son bien est compris dans une zone d'aménagement différé ou soumis au droit de préemption urbain.

(15) -

Les renseignements concernant l'acquéreur doivent être obligatoirement fournis si la personne qui se propose d'acquérir l'immeuble l'exige : en effet, en cas de non utilisation aux fins prévues par les textes des biens acquis par préemption, l'ancien propriétaire et l'acquéreur évincé par la préemption disposent d'un droit de rachat préférentiel et, en cas de méconnaissance de ce droit, d'une action en dommages-intérêts.

(16) -

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur : vous pouvez préciser à cet endroit, en accord avec l'acquéreur, l'usage que ce dernier entend conférer au bien :
- maintien de l'usage actuel
- ou, au contraire, changement de cet usage, par exmple, conversion de bureoux en logements. Vous pouvez préciser également les conditions dans lesquelles l'acquéreur envisage de conférer cette destination au bien : en le laissant en l'état, en le réhabilitant, en édifiant une construction neuve, etc.

(17) -

Signataire autre que le propriétaire :
Qualité : mandataire, fondé de pouvoirs, gérant de la société propriétaire, etc.
Joindre à la déclaration ou à la demande une copie du pouvoir ou du mandat.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211015-202110_111D-AR

Département :
DROME

Commune :
MONTELIMAR

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Cet extrait est géré par le centre des impôts fonciers de la Drome
26021 VALENCE CEDEX
tél. 04-75-79-50-16 -fax 04-75-79-51-11
cdif.drome@dgfip.finances.gouv.fr

Section : AV
Feuille : 000 AV 01

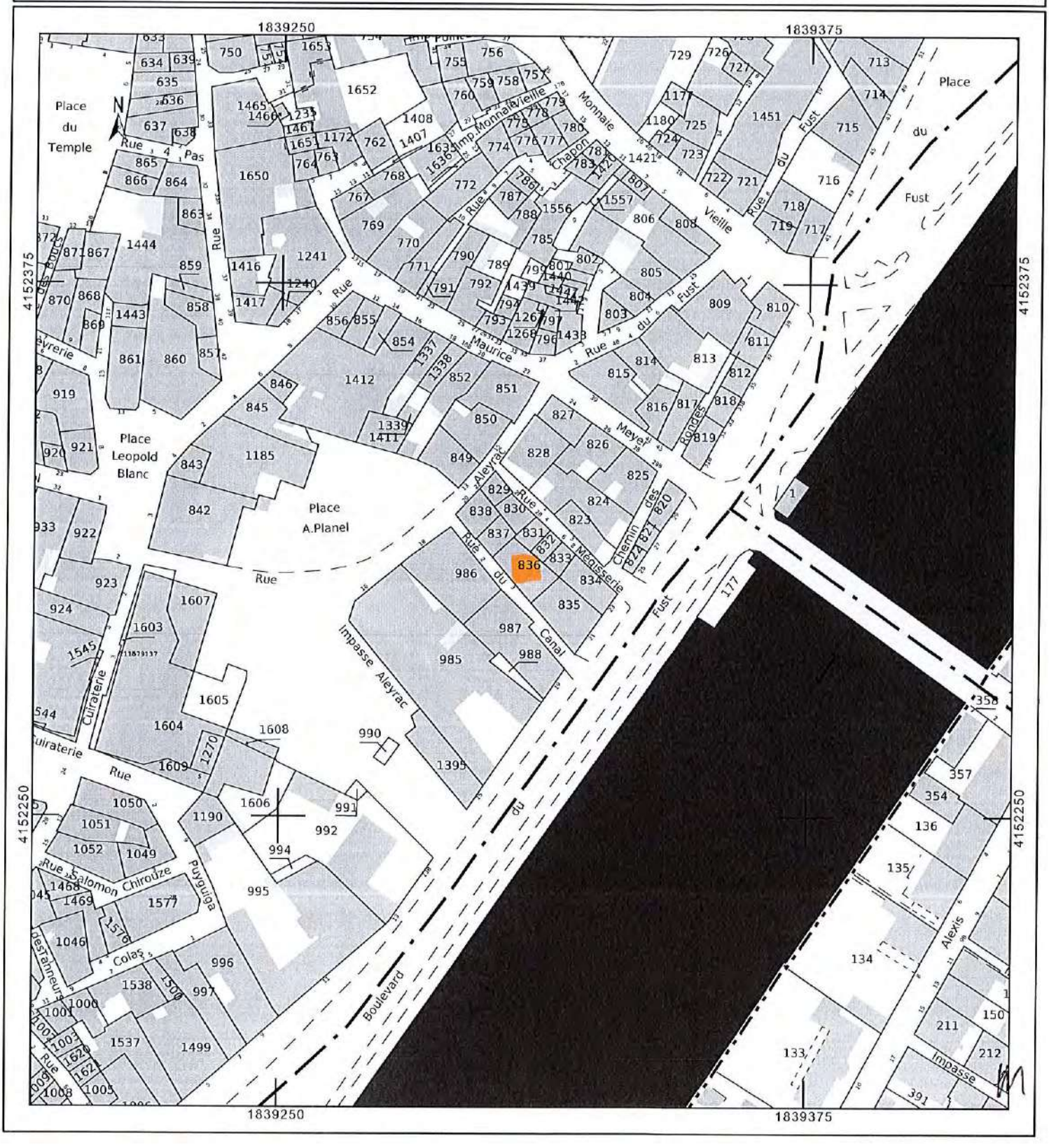
Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 15/06/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

DECISION N°2021.10.112D

Objet : Exercice du droit de préemption : Renouvellement urbain du centre-ville dans le cadre de l'opération « Action Cœur de Ville » : requalification et restructuration de l'îlot Fust-Meyer

VU le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2122-21et L. 2122-22,
VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L.300-1,
VU la délibération du Conseil Municipal n° 2.00 du 17 juillet 2020 octroyant les délégations prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
VU l'arrêté municipal n° 2020.07.580A du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Karim OUMEDDOUR, 4ème Adjoint,
VU la délibération n° 5.1/2017, en date du 14 avril 2017, du conseil communautaire, actant le transfert du droit de préemption urbain au profit de la Communauté d'agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION, instaurant le droit de préemption intercommunal sur l'ensemble des zones préexistantes de ses communes membres et déléguant à Monsieur le Président le pouvoir d'exercer le droit de préemption urbain,
VU la délibération n°4.8/2017, en date du 10 juillet 2017, du conseil communautaire, modifiant le champ d'application du droit de préemption urbain intercommunal,
VU la délibération n°4.9/2017, en date du 10 juillet 2017, du conseil communautaire, autorisant Monsieur le Président à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain intercommunal à une commune qui en fait la demande, dans le cadre d'une délégation ponctuelle,
VU la délibération n°1.20/2020, en date du 29 juillet 2020, du conseil communautaire octroyant les délégations prévues aux articles L. 5211-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et notamment, autorisant Monsieur le Président à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain intercommunal à une commune qui en fait la demande, dans le cadre d'une délégation ponctuelle,

VU les opérations déjà menées telle l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) du centre ancien de MONTELIMAR – 2011/2016 – mettant déjà en exergue l'importance de la vacance et de la dégradation du bâti dans le secteur Est dit « Fust Meyer » défini comme périmètre cible/prioritaire,
VU le bilan de l'OPAH RU faisant apparaitre la nécessité de mettre en place des actions coercitives pour agir sur le parc privé,

VU l'étude urbaine pour la redynamisation du centre-ville de Montélimar réalisée par le cabinet ELAN,
VU les délibérations n° 1.00 du 24 septembre 2018 du Conseil Municipal de MONTELIMAR et n° 1.1/2018 du 24 septembre 2018 du Conseil Communautaire approuvant la Convention Cadre Pluriannuelle – Action Cœur de Ville – Ville de Montélimar,
VU la Convention Cadre Pluriannuelle, dans le cadre du dispositif national Action Cœur de Ville, du 25 octobre 2018, signée entre la Commune de MONTELIMAR, la Communauté d'Agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION, l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations, le groupe Action Logement, le Conseil Départemental de la Drôme ainsi que EPORA, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Drôme,
VU l'avenant n°1 à la Convention Cadre, approuvé par délibérations du Conseil municipal en date du 25 mars 2021 et du Conseil communautaire en date du 28 avril 2021, permettant de rentrer dans la phase opérationnelle,

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

VU l'arrêté préfectoral n°26-2020-01-14-007 du 14 janvier 2020 portant homologation de la Convention Cadre Action Cœur de Ville en Convention d'Opération de Revitalisation de Territoire de la Ville de MONTELIMAR,

VU l'étude sur les gisements fonciers en centre ancien de Montélimar menée par l'EPORA et MONTELIMAR AGGLOMERATION en 2017-2018 et l'étude pré-opérationnelle à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat menée par MONTELIMAR AGGLOMERATION et en voie d'achèvement,
VU les délibérations du Conseil communautaire et du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 et du 25 février 2021 actant une convention d'études et de veille foncière avec l'EPORA et la Ville de Montélimar,

VU la déclaration d'intention d'aliéner DIA 026198 21M0500, déposée le 27 juillet 2021, en mairie de MONTELIMAR, par Maître Nicolas BRUGGER, Notaire, sis 86 rue de la Source, 26780 CHATEAUNEUF-DU-RHONE faisant part de la volonté de Monsieur et Madame TARDIEU Jacques et Catherine, de vendre l'immeuble soumis au droit de préemption urbain situé 5 rue Chapon et cadastré AV 787 et 788, d'une superficie de 152 m², transmise à la Communauté d'Agglomération,

VU la demande de visite du bien et de pièces complémentaires effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 21 septembre 2021, conformément aux articles L.213-2 et R.213-7 du Code de l'urbanisme,
VU la réception des pièces complémentaires demandées en date du 30 septembre 2021,
VU la visite du bien effectuée par le Service Hygiène et Sécurité de la Ville de Montélimar, en date du 1er octobre 2021,

VU la demande de la commune de MONTELIMAR en date du 27 septembre 2021, sollicitant la délégation du droit de préemption à son profit à l'occasion de cette aliénation,
VU la décision n°2021.01.129D du 11 octobre 2021 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération a délégué à la commune de MONTELIMAR le droit de préemption urbain,

CONSIDERANT que le bien est soumis au droit de préemption urbain,

CONSIDERANT l'engagement des collectivités dans une stratégie foncière et une politique de reconquête du centre-ville de Montélimar,

CONSIDERANT que MONTELIMAR a été retenue dans le programme national « Action Cœur de Ville et a signé une Convention Cadre Pluriannuelle – Action Cœur de Ville – en date du 25 octobre 2018 dont les objectifs et actions visent à réduire la vacance des logements, rénover le patrimoine public et privé, diversifier et rendre attractive l'offre en logements en centre-ancien, lutter contre l'insalubrité et dissuader les marchands de sommeil, conforter les opérations mixtes sur certains secteurs cibles (logements/artisanat ou autre), attirer une population nouvelle, lutter contre la paupérisation du centre ancien, améliorer le cadre architectural et paysager du centre-ville (…), renforcer l'attractivité de l'offre commerciale et de services, générer du flux et améliorer la fréquentation du centre-ville, construire une image dynamique, créer une identité commerciale et artisanale différenciante et complémentaire, agir sur la vacance et valoriser le potentiel commercial du centre et de l'hyper centre …
CONSIDERANT notamment la Fiche Action n°5 de la convention cadre qui prévoit de mettre en place une stratégie foncière, par une intervention coordonnée visant à favoriser la restructuration d'immeubles stratégiques du centre-ville,

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

CONSIDERANT la localisation de cet immeuble dans le secteur du Fust qui est stratégique en termes de mutation dans le cadre de l'Opération de Revitalisation engagée,

CONSIDERANT le positionnement déterminant de cet immeuble, situé aux pieds du château et dans un ilot « cible » repéré dans l'étude des gisements fonciers sur le centre ancien (gisements 1 et 2 : Rue Monnaie Vieille) où une intervention publique va être inscrite dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à lancer en 2022,

CONSIDERANT l'état de vacance et de dégradation global du bâti relevé dans le secteur du Fust par l'étude pré-opérationnelle à une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat,

CONSIDERANT que cet immeuble s'inscrit dans un projet plus global de requalification et de restructuration de l'îlot Fust-Meyer qui mobilisera notamment les rez-de-chaussée commerciaux vacants et créera une offre de logements attractive et capable de concurrencer l'offre de logements en périphérie. Cette attractivité passant par la nécessité de mise en valeur du patrimoine et de la prise en compte des besoins de mutualisation de places de parking, une maîtrise foncière du secteur est rendue nécessaire.

CONSIDERANT que l'acquisition de cet immeuble s'inscrit dans le cadre des articles L. 210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme, de la politique de l'habitat fixée par MONTELIMAR AGGLOMERATION et de la Convention d'Opération de Revitalisation de Territoire concernant MONTELIMAR, la commune mettant en place une stratégie foncière en vue de favoriser la réhabilitation et la remise sur le marché des logements vacants, et de favoriser la revitalisation du centre-ville,

CONSIDERANT qu'il est opportun d'exercer le droit de préemption urbain en vue de permettre une opération de restructuration dans le quartier Fust/Meyer,

CONSDIERANT l'avis du service du Domaine en date du 4 octobre 2021,

CONSIDERANT qu'à la suite de la délégation du droit de préemption urbain de Montélimar-Agglomération, la préemption peut être opérée au prix de 185 000 € (cent quatre-vingt-cinq mille euros) aux conditions mentionnées dans la DIA (commission à la charge du vendeur),

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Par déclaration d'intention d'aliéner DIA 026198 21M0500, déposée le 27 juillet 2021, en mairie de MONTELIMAR, par Maître Nicolas BRUGGER, Notaire, sis 86 rue de la Source, 26780 CHATEAUNEUF-DU-RHONE faisant part de la volonté de Monsieur et Madame TARDIEU Jacques et Catherine, de vendre l'immeuble soumis au droit de préemption urbain situé 5 rue Chapon et cadastré AV 787 et 788, d'une superficie de 152 m²,

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption qui lui est ouvert par les articles L. 210-1 et suivants, L. 213-3 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, suite à délégation de ce droit par le Président de la Communauté d'Agglomération, en vue de permettre

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

une opération de renouvellement urbain nécessaire à la requalification et la restructuration de l'îlot Fust-Meyer.

ARTICLE 2 : D'offrir, conformément à l'article L. 213-8 du Code de l'urbanisme, d'acquérir l'immeuble susmentionné au prix porté dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 185 000 € (Cent quatre-vingt-cinq mille euros).

ARTICLE 3 : Un acte constatant le transfert de propriété entre le vendeur et la Commune de MONTELIMAR sera dressé dans un délai de trois mois à compter de l'accord sur le prix par les parties, conformément aux dispositions de l'article R.213-12 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montélimar, le 18 octobre 2021
Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (Drôme)

Pour le Maire
L'Adjoint délégué

Karim OUMEDDOUR

Copie à : Services fiscaux – Grenoble, Monsieur et Madame TARDIEU Jacques et Catherine (propriétaires) en LRAR, Madame Laurence DURAND (acquéreur) en LRAR

TRANSMISSION :
La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :
Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Elle peut aussi dans le même délai, demander au représentant de l'Etat dans le département de déférer au tribunal administratif la présente décision.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

VENTE TARDIEU/DURAND/202463/NB/MR/ /

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'urbanisme

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

N° 10072*02

(Article A 213.1 du Code de l'urbanisme)

Déclaration d'intention d'aliéner un bien (1)	☒	Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2))	☒
		Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3))	☐
		Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme(4))	☐
Demande d'acquisition d'un bien (1)	☐	Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2)	☐
		Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3)	☐

Cadre réservé à l'administration

Date de réception | Numéro d'enregistrement | Prix moyen au m²

A. Propriétaire(s)

Personne physique

Nom, prénom : TARDIEU Jacques et Madame Catherine TARDIEU

Profession (facultatif) (5)

Personne morale

Dénomination

Forme juridique

Nom, prénom du représentant

Direction de l'Urbanisme Et de l'Environnement Arrivé le 27 JUIL. 2021

Adresse ou siège social (6)

N° voie | Extension | Type de voie

Nom de voie : 5 rue Chapon | Lieu-dit ou boite postale

Code postal : 26200 | Localité : MONTELIMAR (26200)

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s)de l'(des) autres co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7):

B. Situation du bien (8)

Adresse précise du bien

N° voie | Extension | Type de voie

Nom de voie : 5 Rue Chapon | Lieu-dit ou boite postale

Code postal : 26200 | Localité : MONTELIMAR

Superficie totale du bien : 00ha 01a 52ca

Références cadastrales de la ou les parcelles

Section	N°	Lieu-dit (quartier, arrondissement)	Superficie totale
AV	787	5 RUE CHAPON	00 ha 00 a 44 ca
AV	788	5 RUE CHAPON	00 ha 01 a 08 ca

Plan(s) cadastral(aux) joint(s) : OUI ☒ NON ☐

C. Désignation du bien

Immeuble : Non bâti ☐ Bâti sur terrain propre ☒ Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du propriétaire ☐ :

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres	Prés	Vergers	Vignes	Bois	Landes
Carrières	Eaux	Jardins	Terrains à bâtir	Terrains d'agrément	Sol

DIA 21M0500

Zone UA

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

Bâtiments vendus en totalité (9) ☒

Surface construite au sol (m²) Surface utile ou habitable (m²) 195 M²

Nombre de Niveaux ☐ : Appartements ☐ : Autres locaux ☐

Vente en lot de volumes ☐

Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

N° du lot	Bâtiment	Etage	Quote-part des parties communes	Nature et surface utile ou habitable		Le bâtiment est achevé depuis :	Plus de 4 ans	☐
							Moins de 4 ans	☐
						Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis :	Plus de 10 ans	☐
							Moins de 10 ans	☐

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :

Droits sociaux (11)

Désignation de la société :

Désignation des droits :

Nature Nombre Numéro des parts

D. Usage et occupation (12)

Usage

habitation ☒ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) : ☐ :

Occupation

par le(s) propriétaire(s) ☒ par un (des) locataire(s) ☐ sans occupant ☐ autre (préciser) : ☐ :

Le cas échéant, joindre un état locatif

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens OUI ☐ NON ☒

Préciser la nature Indiquer si rente viagère antérieure :

F. Modalités de la cession

1 - Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres) CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE EUROS (185 000,00 EUR)

Dont éventuellement inclus :

Mobilier € Cheptel € Récoltes € Autres €

Si vente indissociable d'autres biens

Adresse précise du bien (description à porter en annexe) :

Modalités de paiement :

comptant à la signature de l'acte authentique ☒ à terme (préciser) ☐

si commission, montant : ☐ 11 100,00 € TTC ☒ HT ☐ A la charge de : Acquéreur ☐ vendeur ☒

Paiement en nature ☐

Désignation de la contrepartie de l'aliénation

Evaluation de la contrepartie

Rente viagère ☐

Montant annuel Montant comptant

Bénéficiaire(s) de la rente

Droit d'usage et d'habitation (à préciser) ☐

Evaluation de l'usage ou de l'usufruit

Vente de la nue-propriété (à préciser) ☐

Echange ☐

Désignation des biens reçus en échange

Montant de la soulte le cas échéant Propriétaires contre-échangistes

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

Apport en société ☐
Bénéficiaire Estimation du bien apporté

Cession de tantième de terrains contre remise de locaux à construire ☐
Estimation du terrain Estimation des locaux à remettre

Location-accession – Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

2 – Adjudication (13)

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☐
Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐
Date et lieu de l'adjudication Montant de la mise à prix €

G. Les soussignés déclarent :

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1
Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués (14) ☐
A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☒
Nom, prénom de l'acquéreur (15) Madame Laurence DURAND
Profession (facultatif)
Adresse

N° voie		Extension	Type de voie
Nom de voie	2 rue de la tour du pin		Lieu-dit ou boite postale
Code postal	69004	Localité	LYON 4ÈME ARRONDISSEMENT (RHÔNE)

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur (facultatif) (16)

Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A ☐

A Châteauneuf-du-Rhône Le 26 juillet 2021 Signature et cachet s'il y a lieu

Maître Nicolas BRUGGER NOTAIRE rue de la Source - 26780 CHATEAUNEUF DU RHONE

H. Rubrique à remplir si le signataire n'est pas le propriétaire (17) :

Nom, prénom Maître Nicolas BRUGGER
Qualité Notaire
Adresse

N° voie	86	Extension	Type de voie
Nom de voie	Rue de la Source		Lieu-dit ou boite postale
Code postal	26780	Localité	Châteauneuf-du-Rhône

I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption (18) :

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :
A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A ☐
A l'adresse du mandataire mentionnée à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait élection de domicile ☒

J. Observations

K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption :

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction départementale des Finances publiques de l'Isère

Pôle d'Évaluation Domaniale
8 rue de Belgrade BP 1126
38022 GRENOBLE Cedex 1

téléphone : 04 76 85 76 08
mél. : ddfip38.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Emmanuel VALENZA
téléphone : 04 75 78 25 08 – 06 14 74 47 72
mél. : emmanuel.valenza@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. OSE : 2021-26198-69420

Grenoble, le 04/10/2021

Le Directeur départemental des Finances Publiques à

Mairie de Montélimar
Hôtel de ville
BP 279
26200 MONTELIMAR

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Maison de ville
Adresse du bien :	5, rue Chapon - 26200 MONTELIMAR
Valeur vénale :	**185 000 €ht (hors frais d'agence)**

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

1 – Service consultant

Commune de Montélimar

affaire suivie par : Nelly CONSTANT

2 – Date

de consultation : 20/09/21

de visite : 01/10/21

de dossier en état : 01/10/21

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – Description du projet envisagé

Objet de l'opération
Acquisition par préemption par la commune de Montélimar dans le cadre du DPU, article L 211-1 du Code de l'Urbanisme), d'un immeuble faisant l'objet d'un compromis de vente entre l'indivision TARDIEU Jacques et Catherine/Mme DURAND Laurence.

Projet envisagé
DIA du 26/07/21 notifiant un prix de vente de 185 000 €, dont 11 100 € de commission d'agence (incluse)
Selon le consultant, la DIA est incomplète, une demande de renseignement a été transmise au propriétaire.
La commune intervient dans le cadre du renouvellement urbain du centre ville de Montélimar et l'action « Coeur de ville », et la mise en valeur du patrimoine historique, culturel et touristique. Dans le cadre des opérations « Cœur de Ville » et de Revitalisation des Territoires (ORT) des actions doivent être mises en œuvre : valorisation du Château des Adhémar et de ses abords, développement de l'attractivité de la ville par la valorisation de son patrimoine et la création de parcours culturels et touristiques, requalification les espaces urbains par des aménagements qui devront « intégrer la dimension patrimoniale du centre-ville et offrir un parcours privilégié depuis le Jardin Public et les Allées Provençales, passant par le centre commerçant et conduisant vers le Château de Montélimar en intégrant les artères adjacentes », mise en valeur du patrimoine de Montélimar par des actions qui « doivent contribuer à une meilleure connaissance et valorisation du patrimoine Montilien et devront s'inscrire dans le cadre d'un parcours culturel et patrimonial à développer » et se décline notamment en une opération « Aménagement des jardins de l'Espace des Carmes », développement d'une offre culturelle de qualité pour créer un flux dans le centre ancien et notamment « un quartier culturel et créatif autour de la galerie de Chabrillan en créant un parcours urbain vers le Musée d'Art Contemporain et le Château », Ainsi, la Ville projette d'aménager le site des Carmes et notamment de procéder à la réhabilitation des bâtiments anciens du Couvent pour créer, en lien avec l'espace culturel existant, un lieu de convivialité et de rencontre ouvert au public et d'autre part la création d'un parcours d'accès au Château de Montélimar par les jardins des Carmes. Ainsi, ce projet d'aménagement sur le site des Carmes, situé dans un secteur urbain contraint, nécessite de pouvoir réaliser sur des terrains directement à proximité des zones de stationnement et de services dédiées à ce nouvel espace.
A ce jour (septembre 2021), un projet de stationnement pour le site des Carmes serait envisagé par la commune.

Modalités de la vente
Bien en l'état

Calendrier : 2022

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

4 – Description du bien

Références cadastrales
Section AV n° 787, 788

Situation géographique
Dans le centre ancien de Montélimar, à proximité du château des Adhémars, un tènement de forme irrégulière sur lequel est édifiée un ensemble de 2 maisons de ville fusionnées, avec une cour intérieure, accessible par la rue Chapon (voie étroite en impasse, donnant sur la rue de la Monnaie vieille en direction des boulevards urbains).
Quartier central, commerces et équipements à proximité, transports en commun Montelibus (4 lignes)

Consistance
Construction 1840, élevée sur 3 niveaux, toiture double pente avec 2 rangs de génoises, couverture tuiles, murs en pierres crépis. Circulations verticales assurées par escaliers
Rez de chaussée : hall, salon avec cheminée donnant sur terrasse, cuisine ouverte (matériaux standards) sur séjour, buanderie.
1er étage : 2 chambres mansardées (hauteur de 2 à 3 m), salle de bains, dressing, pièce de jeux, chambre.
2ème étage : 4 chambres/bureau, salle d'eau.
Prestations : Menuiseries et volets bois, double vitrage (4/6/4), murs peints, sols sur carrelage en terre cuite et parquet. Chauffage au gaz de ville par radiateurs, VMC.
Dépendances : Grenier (22 m²), et terrasse sur dalles et pergola (40 m²)

Surfaces estimées
Emprise foncière à 158 m², SH à 190 m²

5, rue Chapon – Montélimar (source Agence Plaza)					
RDC		1E		2E	
Cuisine	29,9	Palier	11,3	Bureau	7,5
Salon	22,6	Salle de bains	7,5	Bureau	8,2
Dégagement	8,9	Dressing	2,6	Salle d'eau	1,9
Entrée	9	Chambre	14	Chambre	20,7
Buanderie	4,9	Chambre	8,7		
WC	2,4	Pièce de jeux	15,3		
		Chambre	12,9		
Total niveau	77,7		72,3		38,3
Total SH immeuble					188,3

Etat du bien
Gros œuvre en bon état (bâtiment sain), isolation par les murs (épaisseur plus de 40 cm), toiture récente (2010)
Bon état intérieur, pièces lumineuses, même si logement est peu fonctionnel (distribution des pièces et surfaces des pièces réduites).

Diagnostics techniques non fournis (selon l'agence, pas d'amiante et d'anomalies autre qu'un problème de ventilation de l'installation gaz, DPE classant l'immeuble en E et F).

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

5 – Situation juridique

Nom du propriétaire : Monsieur TARDIEU Jacques et Madame TARDIEU Catherine

Etat d'occupation : Libre

6 – Urbanisme – Réseaux

Document d'urbanisme : PLU du 31/10/18 – Zone UA
Disposition de la zone UA : Sans incidence

Servitudes :
Périmètre de Protection des Monuments Historiques (AC1)
Servitude aéronautique de dégagement (T5)
Zone de présomption archéologique

Etat des réseaux : Présents

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_112D-AR

7 – Date de référence

Sans objet (immeuble bâti)

8 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée selon la méthode de la comparaison indirecte (métrique).
Cette méthode consiste à partir de références de transactions effectuées sur le marché immobilier pour des biens présentant des caractéristiques et une localisation comparables à celles du bien expertisé.
Une marge d'appréciation de 15 % peut être acceptée.

9 – Durée de validité

Le présent avis est valable deux ans.

10 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,

Emmanuel Valenza
Inspecteur des Finances Publiques,

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

DECISION N°2021.10.113D

Objet : Exercice du droit de préemption : Renouvellement urbain du centre-ville dans le cadre de l'opération « Action Cœur de Ville » : requalification et restructuration de l'îlot Fust-Meyer

VU le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2122-21et L. 2122-22,
VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L.300-1,
VU la délibération du Conseil Municipal n° 2.00 du 17 juillet 2020 octroyant les délégations prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
VU l'arrêté municipal n° 2020.07.580A du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Karim OUMEDDOUR, 4ème Adjoint,
VU la délibération n° 5.1/2017, en date du 14 avril 2017, du conseil communautaire, actant le transfert du droit de préemption urbain au profit de la Communauté d'agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION, instaurant le droit de préemption intercommunal sur l'ensemble des zones préexistantes de ses communes membres et déléguant à Monsieur le Président le pouvoir d'exercer le droit de préemption urbain,
VU la délibération n°4.8/2017, en date du 10 juillet 2017, du conseil communautaire, modifiant le champ d'application du droit de préemption urbain intercommunal,
VU la délibération n°4.9/2017, en date du 10 juillet 2017, du conseil communautaire, autorisant Monsieur le Président à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain intercommunal à une commune qui en fait la demande, dans le cadre d'une délégation ponctuelle,
VU la délibération n°1.20/2020, en date du 29 juillet 2020, du conseil communautaire octroyant les délégations prévues aux articles L. 5211-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et notamment, autorisant Monsieur le Président à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain intercommunal à une commune qui en fait la demande, dans le cadre d'une délégation ponctuelle,

VU les opérations déjà menées telle l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) du centre ancien de MONTELIMAR – 2011/2016 – mettant déjà en exergue l'importance de la vacance et de la dégradation du bâti dans le secteur Est dit « Fust Meyer » défini comme périmètre cible/prioritaire,
VU le bilan de l'OPAH RU faisant apparaitre la nécessité de mettre en place des actions coercitives pour agir sur le parc privé,

VU l'étude urbaine pour la redynamisation du centre-ville de Montélimar réalisée par le cabinet ELAN,
VU les délibérations n° 1.00 du 24 septembre 2018 du Conseil Municipal de MONTELIMAR et n° 1.1/2018 du 24 septembre 2018 du Conseil Communautaire approuvant la Convention Cadre Pluriannuelle – Action Cœur de Ville – Ville de Montélimar,
VU la Convention Cadre Pluriannuelle, dans le cadre du dispositif national Action Cœur de Ville, du 25 octobre 2018, signée entre la Commune de MONTELIMAR, la Communauté d'Agglomération MONTELIMAR AGGLOMERATION, l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations, le groupe Action Logement, le Conseil Départemental de la Drôme ainsi que EPORA, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Drôme,
VU l'avenant n°1 à la Convention Cadre, approuvé par délibérations du Conseil municipal en date du 25 mars 2021 et du Conseil communautaire en date du 28 avril 2021, permettant de rentrer dans la phase opérationnelle,

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

VU l'arrêté préfectoral n°26-2020-01-14-007 du 14 janvier 2020 portant homologation de la Convention Cadre Action Cœur de Ville en Convention d'Opération de Revitalisation de Territoire de la Ville de MONTELIMAR,

VU l'étude sur les gisements fonciers en centre ancien de Montélimar menée par l'EPORA et MONTELIMAR AGGLOMERATION en 2017-2018 et l'étude pré-opérationnelle à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat menée par MONTELIMAR AGGLOMERATION et en voie d'achèvement,
VU les délibérations du Conseil communautaire et du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 et du 25 février 2021 actant une convention d'études et de veille foncière avec l'EPORA et la Ville de Montélimar,

VU la déclaratian d'intention d'aliéner DIA 026198 21M0512, déposée le 2 aout 2021, en mairie de MONTELIMAR, par Maître Nicolas BRUGGER, Notaire, sis 86 rue de la Source, 26780 CHATEAUNEUF-DU-RHONE faisant part de la volonté de Monsieur et Madame SANPEDRO Marc, de vendre l'immeuble soumis au droit de préemption urbain situé 7 rue Chapon et cadastré AV 86, d'une superficie de 27 m², transmise à la Communauté d'Agglomération,

VU la demande de visite du bien et de pièces complémentaires effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 21 septembre 2011, conformément aux articles L.213-2 et R.213-7 du Code de l'urbanisme,
VU la réception des pièces complémentaires demandées en date du 27 septembre 2021,
VU la visite du bien effectuée par le Service Hygiène et Sécurité de la Ville de Montélimar, en date du 30 septembre 2021,

VU la demande de la commune de MONTELIMAR en date du 27 septembre 2021, sollicitant la délégation du droit de préemption à son profit à l'occasion de cette aliénation,
VU la décision n°2021.01.130D du 11 octobre 2021 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération a délégué à la commune de MONTELIMAR le droit de préemption urbain,

CONSIDERANT que le bien est soumis au droit de préemption urbain,

CONSIDERANT l'engagement des collectivités dans une stratégie foncière et une politique de reconquête du centre-ville de Montélimar,

CONSIDERANT que MONTELIMAR a été retenue dans le programme national « Action Cœur de Ville et a signé une Convention Cadre Pluriannuelle – Action Cœur de Ville – en date du 25 octobre 2018 dont les objectifs et actions visent à réduire la vacance des lagements, rénover le patrimoine public et privé, diversifier et rendre attractive l'offre en logements en centre-ancien, lutter contre l'insalubrité et dissuader les marchands de sommeil, conforter les opérations mixtes sur certains secteurs cibles (logements/artisanat ou autre), attirer une population nouvelle, lutter contre la paupérisation du centre ancien, améliorer le cadre architectural et paysager du centre-ville (...), renforcer l'attractivité de l'offre commerciale et de services, générer du flux et améliorer la fréquentation du centre-ville, construire une image dynamique, créer une identité commerciale et artisanale différenciante et complémentaire, agir sur la vacance et valoriser le potentiel commercial du centre et de l'hyper centre ...
CONSIDERANT notamment la Fiche Action n°5 de la convention cadre qui prévoit de mettre en place une stratégie foncière, par une intervention coordonnée visant à favoriser la restructuration d'immeubles stratégiques du centre-ville,

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

CONSIDERANT la localisation de cet immeuble dans le secteur du Fust qui est stratégique en termes de mutation dans le cadre de l'Opération de Revitalisation engagée,

CONSIDERANT le positionnement déterminant de cet immeuble, situé aux pieds du château et dans un ilot « cible » repéré dans l'étude des gisements fonciers sur le centre ancien (gisements 1 et 2 : Rue Monnaie Vieille) où une intervention publique va être inscrite dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à lancer en 2022,

CONSIDERANT l'état de vacance et de dégradation global du bâti relevé dans le secteur du Fust par l'étude pré-opérationnelle à une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat,

CONSIDERANT que cet immeuble s'inscrit dans un projet plus global de requalification et de restructuration de l'îlot Fust-Meyer qui mobilisera notamment les rez-de-chaussée commerciaux vacants et créera une offre de logements attractive et capable de concurrencer l'offre de logements en périphérie. Cette attractivité passant par la nécessité de mise en valeur du patrimoine et de la prise en compte des besoins de mutualisation de places de parking, une maîtrise foncière du secteur est rendue nécessaire.

CONSIDERANT que l'acquisition de cet immeuble s'inscrit dans le cadre des articles L. 210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme, de la politique de l'habitat fixée par MONTELIMAR AGGLOMERATION et de la Convention d'Opération de Revitalisation de Territoire concernant MONTELIMAR, la commune mettant en place une stratégie foncière en vue de favoriser la réhabilitation et la remise sur le marché des logements vacants, et de favoriser la revitalisation du centre-ville,

CONSIDERANT qu'il est opportun d'exercer le droit de préemption urbain en vue de permettre une opération de restructuration dans le quartier Fust/Meyer,

CONSIDERANT qu'à la suite de la délégation du droit de préemption urbain de Montélimar-Agglomération, la préemption peut être opérée au prix de 97 000 € (quatre-vingt-dix-sept mille euros) aux conditions mentionnées dans la DIA,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Par déclaration d'intention d'aliéner DIA 026198 21M0512, déposée le 2 aout 2021, en mairie de MONTELIMAR, par Maître Nicolas BRUGGER, Notaire, sis 86 rue de la Source, 26780 CHATEAUNEUF-DU-RHONE faisant part de la volonté de Monsieur et Madame SANPEDRO Marc, de vendre l'immeuble soumis au droit de préemption urbain situé 7 rue Chapon et cadastré AV 86, d'une superficie de 27 m²,

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'exercer le droit de préemption qui lui est ouvert par les articles L. 210-1 et suivants, L. 213-3 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, suite à délégation de ce droit par le Président de la Communauté d'Agglomération, en vue de permettre une opération de renouvellement urbain nécessaire à la requalification et la restructuration de l'îlot Fust-Meyer.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

ARTICLE 2 : D'offrir, conformément à l'article L. 213-8 du Code de l'urbanisme, d'acquérir l'immeuble susmentionné au prix porté dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 97 000 € (Quatre-vingt-dix-sept mille euros).

ARTICLE 3 : Un acte constatant le transfert de propriété entre le vendeur et la Commune de MONTELIMAR sera dressé dans un délai de trois mois à compter de l'accord sur le prix par les parties, conformément aux dispositions de l'article R.213-12 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montélimar, le 18 octobre 2021
Le Maire,

Pour le Maire
L'Adjoint délégué

MAIRIE DE MONTELIMAR (Drôme)

Karim OUMEDDOUR

Copie à : Services fiscaux – Grenoble, Monsieur et Madame SANPEDRO Marc (propriétaires) en LRAR, Monsieur et Madame RESDIKIAN Alexandre (acquéreurs) en LRAR

TRANSMISSION :
La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :
Toute personne qui désire contester la présente décision peut saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Elle peut aussi dans le même délai, demander au représentant de l'Etat dans le département de déférer au tribunal administratif la présente décision.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

VENTE SANPEDRO / RESDIKIAN (Me RICHAUD)/202192/NB/AR/ /

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'urbanisme

Déclaration d'intention d'aliéner ou de demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

N° 10072*02

(Article A 213.1 du Code de l'urbanisme)

Déclaration d'intention d'aliéner un bien (1) ☒

- Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2)) ☒
- Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3)) ☐
- Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme(4)) ☐

Demande d'acquisition d'un bien (1) ☐

- Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2) ☐
- Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3) ☐

Cadre réservé à l'administration

Date de réception	Numéro d'enregistrement	Prix moyen au m²

A. Propriétaire(s)

Personne physique

Nom, prénom: Monsieur et Madame SANPEDRO

Profession (facultatif) (5):

Personne morale

Dénomination:

Forme juridique:

Nom, prénom du représentant:

Direction de l'Urbanisme Et de l'Environnement Arrivé le 02 AOUT 2021

Adresse ou siège social (6)

N° voie: Extension: Type de voie:

Nom de voie: 32 lotissement de la Chataigneraie Lieu-dit ou boite postale: n°1 Lotissement les Coteaux de Montplaisir

Code postal: 07700 Localité: BOURG-SAINT-ANDEOL (07700)

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s)de l'(des) autres co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7):

B. Situation du bien (8)

Adresse précise du bien

N° voie: Extension: Type de voie:

Nom de voie: 7 Rue Chapon Lieu-dit ou boite postale:

Code postal: 26200 Localité: MONTELIMAR

Superficie totale du bien 00ha 00a 27ca

Références cadastrales de la ou les parcelles

Section	N°	Lieu-dit (quartier, arrondissement)	Superficie totale
AV	786	7 RUE CHAPON	00 ha 00 a 27 ca

Plan(s) cadastral(aux) joint(s) OUI ☒ NON ☐

C. Désignation du bien

Immeuble: Non bâti ☐ Bâti sur terrain propre ☒ Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du propriétaire ☐ :

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres	Prés	Vergers	Vignes	Bois	Landes
Carrières	Eaux	Jardins	Terrains à bâtir	Terrains d'agrément	Sol

DIA 21 MO 512

Zone UA

EM

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

Bâtiments vendus en totalité (9) ☒
Surface construite au sol (m²) Surface utile ou habitable (m²)
Nombre de Niveaux ☐ : Appartements ☐ : Autres locaux ☐ :
Vente en lot de volumes ☐
Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

N° du lot	Bâtiment	Etage	Quote-part des parties communes	Nature et surface utile ou habitable		Le bâtiment est achevé depuis :	Plus de 4 ans	☐
							Moins de 4 ans	☐
						Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis :	Plus de 10 ans	☐
							Moins de 10 ans	☐

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :
Droits sociaux (11)
Désignation de la société :
Désignation des droits :
Nature Nombre Numéro des parts

D. Usage et occupation (12)

Usage

habitation ☒ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) : ☐ :

Occupation

par le(s) propriétaire(s) ☐ par un (des) locataire(s) ☒ sans occupant ☐ autre (préciser) : ☐ : CF ANNEXE

Le cas échéant, joindre un état locatif

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens OUI ☐ NON ☒

Préciser la nature Indiquer si rente viagère antérieure :

F. Modalités de la cession

1 - Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres) QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE EUROS (97 000,00 EUR)
Dont éventuellement inclus :
Mobilier 4 170,00 € Cheptel € Récoltes € Autres €
Si vente indissociable d'autres biens
Adresse précise du bien (description à porter en annexe) :

Modalités de paiement :

comptant à la signature de l'acte authentique ☒ à terme (préciser) ☐
si commission, montant : ☐ € TTC ☐ HT ☐ A la charge de : Acquéreur ☐ vendeur ☐
Paiement en nature ☐
Désignation de la contrepartie de l'aliénation
Evaluation de la contrepartie
Rente viagère ☐
Montant annuel Montant comptant
Bénéficiaire(s) de la rente
Droit d'usage et d'habitation (à préciser) ☐
Evaluation de l'usage ou de l'usufruit
Vente de la nue-propriété (à préciser) ☐
Echange ☐
Désignation des biens reçus en échange
Montant de la soulte le cas échéant Propriétaires contre-échangistes

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

Apport en société ☐
Bénéficiaire — Estimation du bien apporté

Cession de tantième de terrains contre remise de locaux à construire ☐
Estimation du terrain — Estimation des locaux à remettre

Location-accession – Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

2 – Adjudication (13)

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☐
Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐
Date et lieu de l'adjudication — Montant de la mise à prix €

G. Les soussignés déclarent :

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1
Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués (14) ☐
A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☒
Nom, prénom de l'acquéreur (15) Monsieur et Madame Alexandre Nechan Julien RESDIKIAN
Profession (facultatif)

Adresse

N° voie — Extension — Type de voie
Nom de voie 470 chemin du Loginas — Lieu-dit ou boite postale
Code postal 26780 — Localité ALLAN (DRÔME)

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur (facultatif) (16)

Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A ☐

A Châteauneuf-du-Rhône — Le 26 avril 2021 — Signature et cachet s'il y a lieu

Me Nicolas BRUGGER NOTAIRE 86 rue de la Source - 26780 CHATEAUNEUF DU RHONE

H. Rubrique à remplir si le signataire n'est pas le propriétaire (17) :

Nom, prénom Maître Nicolas BRUGGER
Qualité Notaire

Adresse

N° voie 86 — Extension — Type de voie
Nom de voie Rue de la Source — Lieu-dit ou boite postale
Code postal 26780 — Localité Châteauneuf-du-Rhône

I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption (18) :

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :
A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A ☐
A l'adresse du mandataire mentionnée à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait élection de domicile ☒

J. Observations

K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption :

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

Liste des renvois figurant dans le formulaire

(1) -

La déclaration ou la demande doit être établie en 4 feuillets et adressée au destinataire (cf. renvois (2), (3) et (4)) par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, ou déposée contre décharge, ou transmise par voie électronique.

(2) -

Si le bien est soumis au droit de préemption urbain, la déclaration ou la demande doit être adressée à la mairie de la commune où se trouve situé ce bien

(3) -

Si le bien est compris dans une zone d'aménagement différé, la déclaration ou la demande est à adresser au maire de la commune où se trouve situé ce bien

(4) -

Si le bien est compris dans une zone de préemption délimitée au titre de la législation sur les "espaces naturels sensibles des départements", la déclaration est à adresser au président du conseil départemental dans lequel se trouve situé ce bien.

(5) -

Profession à renseigner selon la nomenclature INSEE des professions et catégories socio-professionnelles en 8 postes : agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires, employés, ouvriers, retraités, autres personnes sans activité professionnelle.

(6) -

Le siège à indiquer dans cette rubrique (si le propriétaire est une personne morale) est celui du principal établissement ; lorsque la déclaration ou la demande est présentée par un établissement secondaire, le signataire devra en indiquer l'adresse à la rubrique H et remplir également la rubrique I.

(7) -

Pour les immeubles en indivision, deux cas doivent être distingués :

- l'immeuble est soumis au droit de préemption urbain ou compris dans une zone d'aménagement différé : les cessions des droits indivis , même si ceux-ci ne représentent pas la totalité de l'immeuble, doivent faire l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner, sauf si elles sont consenties à l'un des co-indivisaires ;
- l'immeuble est compris dans une zone de préemption des espaces naturels sensibles des départements : n'est soumise à déclaration d'intention d'aliéner que la cession de l'ensemble des droits indivis représentant l'immeuble dans son entier, sauf pour le droit de préemption du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres qui est applicable à la cession de droits indivis sur un immeuble ou une partie d'immeuble bâti ou non bâti ainsi qu'à la cession de la majorité des parts d'une société civile immobilière lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, sur la totalité ou certaines parties des zones de préemption créées par le conseil départemental ou le conservatoire.

(8) -

Si la cession du bien entraîne une division parcellaire, indiquez là à cet endroit.

(9) -

Bâtiments vendus en totalité ; les renseignements à fournir ne doivent porter que sur le bâtiment principal (la maison par exemple).

- la surface construite au sol ainsi que la surface utile ou habitable peuvent être indiquées approximativement ;
- les niveaux s'entendent, tant des étages proprement dits que des sous-sols, rez-de-chaussées ou combles le cas échéant
- locaux autres que des appartements : il s'agit des locaux principaux affectés à un usage autre que d'habitation (bureaux, magasins par exemple)

EM

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

(10) -

Locaux dans un bâtiment en copropriété :
Nature des lots : précisez s'il s'agit d'un appartement, d'une cave, d'un box pour automobile, etc.
La surface utile ou habitable n'est à indiquer que pour les locaux principaux (appartements, bureaux, etc.)

(11) -

Droits sociaux (si cette rubrique doit être remplie, il est nécessaire de remplir également la rubrique précédente : "locaux dans un bâtiment en copropriété).
Désignation de la société : indiquez seulement sa dénomination, sa forme juridique (par exemple : société civile) ainsi que l'adresse de son siège, comme prévu à la rubrique A.
Nature des droits cédés : parts ou actions par exemple.

(12) -

Usage : il s'agit de l'usage actuel du bien.
Si vous souhaitez, en accord avec votre acquéreur, donner des indications sur l'usage futur qu'il entend conférer au bien, les faire figurer à la rubrique G.

(13) -

Adjudication :
Cette rubrique correspond à des cas dans lesquels la déclaration doit être obligatoirement établie par le notaire ou le greffier du tribunal compétent chargé de procéder à l'adjudication.
Au cas où l'adjudication serait faite sans qu'une mise à prix soit prévue, vous devez nécessairement évaluer le bien.

(14) -

Cette rubrique est à remplir lorsque le propriétaire fait exercice du "droit de délaissement" qui lui est offert par le code de l'urbanisme lorsque son bien est compris dans une zone d'aménagement différé ou soumis au droit de préemption urbain.

(15) -

Les renseignements concernant l'acquéreur doivent être obligatoirement fournis si la personne qui se propose d'acquérir l'immeuble l'exige : en effet, en cas de non utilisation aux fins prévues par les textes des biens acquis par préemption, l'ancien propriétaire et l'acquéreur évincé par la préemption disposent d'un droit de rachat préférentiel et, en cas de méconnaissance de ce droit, d'une action en dommages-intérêts.

(16) -

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur : vous pouvez préciser à cet endroit, en accord avec l'acquéreur, l'usage que ce dernier entend conférer au bien :
- maintien de l'usage actuel
- ou, au contraire, changement de cet usage, par exemple, conversion de bureaux en logements. Vous pouvez préciser également les conditions dans lesquelles l'acquéreur envisage de conférer cette destination au bien : en le laissant en l'état, en le réhabilitant, en édifiant une construction neuve, etc.

(17) -

Signataire autre que le propriétaire :
Qualité : mandataire, fondé de pouvoirs, gérant de la société propriétaire, etc.
Joindre à la déclaration ou à la demande une copie du pouvoir ou du mandat.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

Département :
DROME

Commune :
MONTELIMAR

Section : AV
Feuille : 000 AV 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 06/04/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

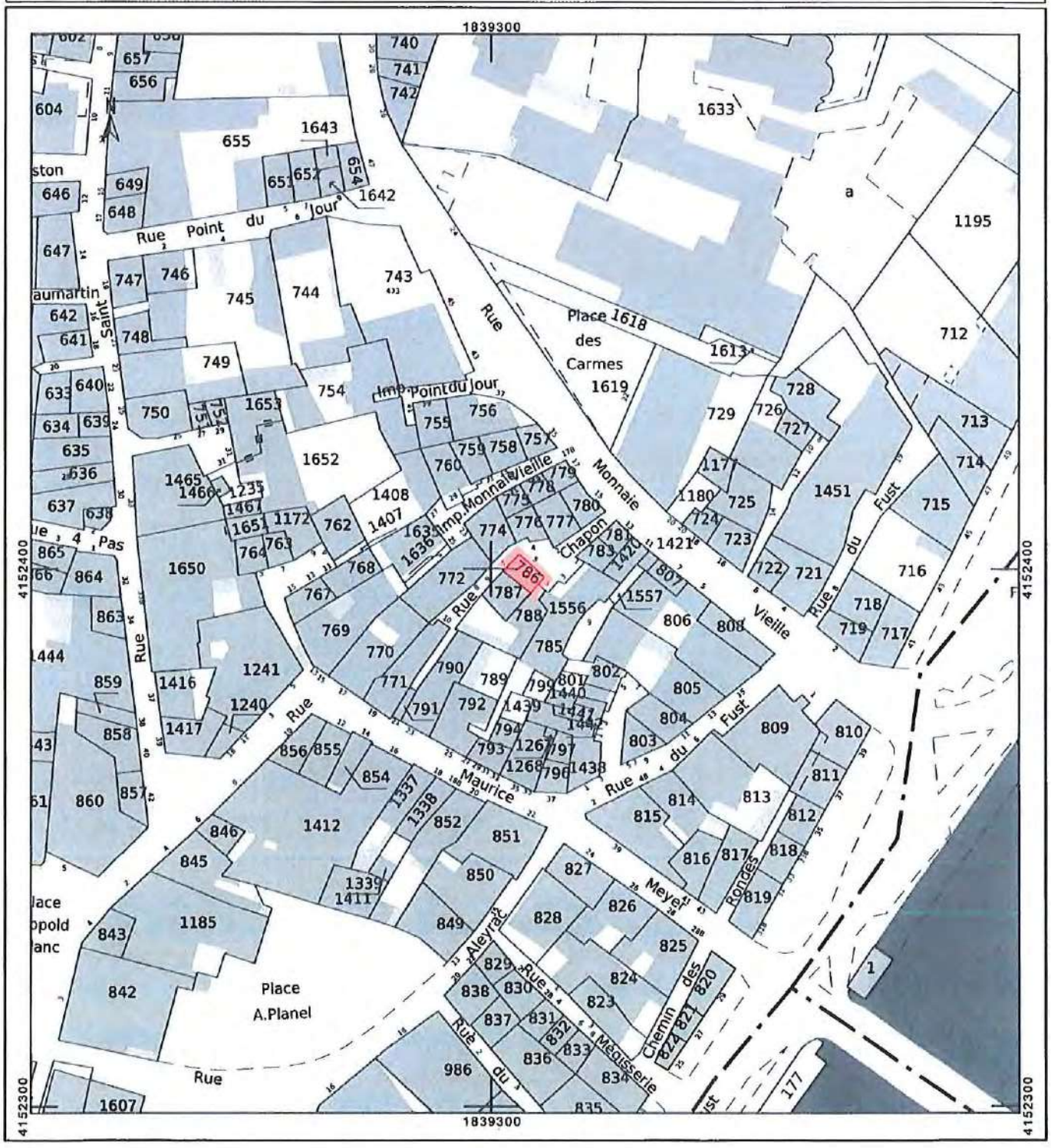
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQU

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

par le centre des impôts foncier suivant :
la Drome
15 avenue de Romans 26021
26021 VALENCE CEDEX
tél. 04-75-79-50-16 -fax 04-75-79-51-11
cdif.drome@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



EM

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

CONTRAT DE LOCATION

LOCAUX MEUBLÉS

BAIL
DE MOIS (1) ou
DE AN (1) ou

AVEC LA CAUTION DE
M. .....

ci-après dénommé
LA CAUTION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

M. [illegible] SAN PEDRO

Représenté par son mandataire
ou tout autre représentant

demeurant à
Immeuble Montplaisir
26200 Montélimar

ci-après dénommé "LE BAILLEUR"

d'une part,

ET

M. Souad AMOKRANE (5 Rue Georges Lamy 69008 Lyon)
Pour M. Henri David Pascal (Mécatame)

demeurant à .....

ci-après dénommé(s) "LE(S) PRENEUR(S)" ou "LE(S) LOCATAIRE(S)"

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le bailleur donne à bail par les présentes au preneur qui les accepte, pour une durée de MOIS (1) ou AN (1) les LOCAUX MEUBLES ci-après désignés.

Le présent contrat de location pourra être interrompu ou prolongé comme indiqué ci-après, aux conditions générales de location.

DÉSIGNATION DES LOCAUX ET ÉQUIPEMENTS

Appartement - Maison individuelle ..... N°
situé 7 Rue Chapon ..... Bâtiment 26200 MONTELIMAR
Rue ..... N° ..... Appartement n° .....

COMPOSITION DES LOCAUX LOUÉS

Appartement de 33 m² (T2)
Composition : une cuisine, salon, chambre
la salle d'eau wc
le détail de l'immeuble est sur l'état des lieux d'entrée

EXPOSITION AU BRUIT (Art. L 147-5 / Loi du 12/7/99)

Le bien est-il situé dans une zone de bruit ? ☐ OUI ☒ NON
Si OUI, cocher la case ☐ A ☐ B ☐ C ☐ D

DÉFICIENCES : .....

PARTIES - ÉQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES D'USAGE COMMUN

☐ Gardiennage ☐ Ascenseur ☐ Chauffage collectif ☒ Antenne TV collective ☐ .....
☐ Interphone ☐ Vidéophone ☐ Eau chaude collect. ☐ Dispositif incendie ☐ .....

LES LIEUX LOUÉS SONT MEUBLÉS SELON L'ÉTAT DES LIEUX INVENTAIRE CI-ANNEXÉ

DESTINATION DES LOCAUX LOUÉS

Les lieux loués sont destinés à l'usage exclusif d'habitation.

TELS QUE CES LOCAUX EXISTENT ACTUELLEMENT ET SANS QU'IL SOIT NÉCESSAIRE D'EN FAIRE UNE DESCRIPTION PLUS DÉTAILLÉE, LE PRENEUR LES AYANT VUS ET VISITÉS, ET UN ÉTAT DES LIEUX INVENTAIRE ÉTANT ANNEXÉ AU PRÉSENT CONTRAT

(1) Rayer la mention inutile.
(2) Éventuellement autre période prévue par la loi ou par exemple pour le bail mobilité. Après la description ci-après, supprimer "ci-après dénommé".
(3) Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, pour la mobilité étudiante et pour simplifier la vie des copropriétés, décret n° 2015-981 du 31 juillet 2015 relatif aux critères définissant le logement décent et modifiant le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques minimales de surface des logements.
(4) Lorsque la location est consentie à un étudiant, la durée du bail peut être réduite à neuf mois.

EM

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

CONDITIONS PARTICULIÈRES

DURÉE ET PRISE D'EFFET DE LA LOCATION

Date de prise d'effet et de fin du contrat de location :

Pour une durée de 12 mois : le contrat de location prendra effet le 01 oct. 2021 pour se terminer le 30 sept. 2022 sauf résiliation dans les conditions fixées aux conditions générales.

La prise de possession ou l'entrée en jouissance aura lieu à la date d'effet ci-dessus fixée, sous réserve bornée du départ du locataire ou occupant actuel, et en cas de non départ, le présent ne pourra résilier de ce fait ou bailleur, sauf dommages-intérêts et indemnité quelconque, pour quelque cause que ce soit. Il en sera de même en cas de report.

CONDITIONS DE LA LOCATION

Le présent contrat de location est consenti et accepté aux conditions générales pages 2 et 3 et aux prix, charges et conditions suivantes :

LOYER MENSUEL INITIAL Six cent cinquante Euros (en toutes lettres) € 650,00 €

PROVISION SUR CHARGES ..... € ..... €

TOTAL MENSUEL Six cent cinquante Euros € 650,00 €

Payable d'avance le 05 de chaque mois au domicile du bailleur ou de son mandataire.

RÉVISION DU LOYER : Le loyer sera révisé chaque année le 1er trimestre conformément aux conditions générales. INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS dont celui du 3e trimestre 2021 VALEUR .....

PROVISION MENSUELLE POUR CHARGES : Le présent prévoit mensuellement, à titre de provision, une avance sur charges de ..... euros, en même temps que le règlement du loyer. Ces provisions mensuelles seront régularisées, chaque début d'année selon l'état prévisionnel des dépenses dont le locataire recevra un exemplaire.

DÉPÔT DE GARANTIE : Il est fixé à la somme de Six cent cinquante Euros (en toutes lettres) correspondant à 1 mois (1) de loyer. Au moment de la signature du bail, le dépôt de garantie est versé au bailleur directement par le locataire ou par l'intermédiaire d'un tiers.

HONORAIRES : Les honoraires de transaction et de rédaction ainsi que les frais d'établissement d'un état des lieux seront, le cas échéant, partagés par moitié entre le bailleur et le preneur.

CLAUSES PARTICULIÈRES

.....

.....

.....

PIÈCES ANNEXES

- ☒ L'état des lieux
- ☐ Les extraits du règlement de copropriété
- ☐ Un dossier de diagnostic technique
- ☒ Le diagnostic de performance énergétique
- ☒ Le constat de risque d'exposition au plomb (si rempli du 12 août 2008)
- ☐ L'état des risques naturels et technologiques
- ☐ Une information sur les moyens de réception des services de télévision

Approuvé :
..... lignes
..... mots
rayés nuls

SIGNATURE DES PARTIES

Contrat de location fait et signé à 7 Rue Chapon 75003 MONTPELLIER le 01 oct. 2021 en ... originaux dont un exemplaire est remis à chacune des parties qui le reconnaît.

Le présent document avant reçu un exemplaire du contrat de location ainsi qu'un exemplaire de toutes les pièces annexes et s'engage à participer à l'établissement de l'état des lieux lors de la prise de possession s'il n'est pas établi à ce jour.

LE BAILLEUR
ou son Représentant
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"
Lu et approuvé

LE LOCATAIRE
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"
Lu et approuvé

LA CAUTION (1)
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et Approuvé" (pour garantie solidaire)

SAS APTISKILLS
5 Rue Gorge de Loup
69009 LYON
04 81 13 13 70

(1) Lorsque la caution se porte garante de plusieurs locataires, elle doit faire précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé" pour chacun d'eux.

Modèle déposé - SARL LA FORM EDITION - Capital de 1 000 € - 12 rue Saint-Georges - 75009 Paris - Tél. 01 42 80 33 33 - Modèle déposé - Reproduction interdite

EM

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

CONTRAT DE LOCATION

LOCAUX MEUBLÉS

BAIL
DE MOIS (1) (4)
DE AN (1) (3)

AVEC LA CAUTION DE
M. _____

ci-après dénommé
LA CAUTION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :
M. et Mme SANPEROS
demeurant à Bourg St André
(Quartier Montplaisir)

ci-après dénommée "LE BAILLEUR"
d'une part,

Représenté par son mandataire :
CACHET DE L'AGENCE

ET
M. SEYED ASKARI RANKOUHI
(2) _____
demeurant à 5 Rue de Pont Percé 26200 Montélimar
ci-après dénommé(s) : "LE(S) PRENEUR(S)" ou "LE(S) LOCATAIRE(S)" d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le bailleur donne à bail, par les présentes, au preneur qui les accepte, pour une durée de MOIS (4) - AN (1) (3) les LOCAUX MEUBLÉS ci-après désignés.

Le présent contrat de location pourra être interrompu ou prolongé comme indiqué, ci-après, aux conditions générales de location.

DÉSIGNATION DES LOCAUX ET ÉQUIPEMENTS

Appartement - ~~Maison individuelle~~ _____ (1)
sis à 7 Rue Chapon, Bâtiment _____
Rue 26200 MONTELIMAR N° _____ Appartement n° _____

COMPOSITION DES LOCAUX LOUÉS

EXPOSITION AU BRUIT (Art. L 147.5 / Loi du 12.7.99)

Le bien est-il situé dans une zone de bruit ? ☒ OUI ☐ NON
Si OUI : cochez la zone ☐ A ☐ B ☐ C ☐ D

GARAGES : **DÉPENDANCES :**

PARTIES - ÉQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES D'USAGE COMMUN

☐ Gardiennage ☐ Asconseur ☐ Chauffage collectif ☒ Antenne TV collective ☐ _____
☐ Interphone ☐ Vide-ordures ☐ Eau chaude collect. ☐ Espace(s) vert(s) ☐ _____

LES LIEUX LOUÉS SONT MEUBLÉS SELON L'ÉTAT DES LIEUX INVENTAIRE CI-ANNEXÉ

DESTINATION DES LOCAUX LOUÉS

Les lieux loués sont destinés à l'usage exclusif d'habitation

TELS QUE CES LOCAUX EXISTENT ACTUELLEMENT ET SANS QU'IL SOIT NÉCESSAIRE D'EN FAIRE UNE DESCRIPTION PLUS DÉTAILLÉE, LE PRENEUR LES AYANT VUS ET VISITÉS, ET UN ÉTAT DES LIEUX INVENTAIRE ÉTANT ANNEXÉ AU PRÉSENT CONTRAT.

(1) Rayer la mention inutile.
(2) Éventuellement autre personne participant à l'acte, par exemple pour se porter caution solidaire. Après sa désignation écrire : ci-après dénommée "la caution".
(3) En application de l'Article L632-1 modifié par les Articles 126 de la loi du 29 juillet 1998 et 115 de la loi du 18 janvier 2005 "*Toute personne qui loue un logement meublé, que la location s'accompagne ou non de prestations secondaires, bénéficie d'un contrat établi par écrit d'une durée d'un an dès lors que le logement loué constitue sa résidence principale*"
(4) Lorsque la location est consentie à un étudiant, la durée du bail peut être réduite à neuf mois

3 760088 420141

EM

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

CONDITIONS PARTICULIÈRES

DURÉE ET PRISE D'EFFET DE LA LOCATION

Date de prise d'effet et de fin du contrat de location :

D'une durée de 1 an (3) (4), le contrat de location prendra effet le 07.12.20 pour se terminer le 07.12.21 sauf résiliation dans les conditions fixées aux conditions générales.

La prise de possession ou l'entrée en jouissance se fera à la date ci-dessus fixée, sous réserve formelle du départ du locataire ou occupant actuel, et en cas de non-départ, le preneur ne pourra réclamer de ce chef au bailleur aucun dommages-intérêts, ni indemnité quelconque, pour quelque cause que ce soit. Il en sera de même en cas de réquisition.

CONDITIONS DE LA LOCATION

Le présent contrat de location est consenti et accepté aux conditions générales pages 2 et 3 et aux prix, charges et conditions suivantes :

	Somme en toutes lettres	Somme en chiffres
LOYER MENSUEL INITIAL	Trois cent soixante Euros	360,00 €
		€
PROVISION SUR CHARGES	Quinze Euros	15,00 €
		€
TOTAL MENSUEL	Trois cent soixante quinze Euros	375,00 €

Payable d'avance le 1er de chaque mois au domicile du bailleur ou de son mandataire.

RÉVISION DU LOYER : Le loyer sera révisé chaque année le 1er comme indiqué aux conditions générales, l'INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS étant celui du 3e trimestre 2020 ; VALEUR : 130,59

PROVISION MENSUELLE POUR CHARGES : Le preneur paiera mensuellement, à titre de provision, une avance sur charges de 15,00 euros, en même temps que le règlement du loyer. Ces provisions mensuelles seront recalculées, chaque début d'année selon l'état prévisionnel des dépenses dont le locataire recevra un exemplaire.

DÉPÔT DE GARANTIE : Il est fixé à la somme de 375,00 euros correspondant à ___ mois (6) de loyer. Au moment de la signature du bail, le dépôt de garantie est versé au bailleur directement par le locataire ou par l'intermédiaire d'un tiers.

HONORAIRES : Les honoraires de transaction et de rédaction ainsi que les frais d'établissement d'un état des lieux seront, le cas échéant, partagés par moitié entre le bailleur et le preneur.

CLAUSES PARTICULIÈRES

Un forfait charge est convenu pour une consommation annuelle de 100 kwh/an pour l'électricité et de 40 m³/an pour une consommation d'eau. Au delà des ces consommations un régularisation sera effectué par rapport au dépassement.

PIÈCES ANNEXES

- ☒ L'état des lieux
- ☐ Les extraits du règlement de copropriété
- ☐ Un dossier de diagnostic technique
- ☒ Le diagnostic de performance énergétique
- ☒ Le constat de risque d'exposition au plomb (à compter du 12 août 2008)
- ☐ L'état des risques naturels et technologiques
- ☐ Une information sur les moyens de réception des services de télévision

Approuvant :
___ lignes
___ mots
rayés nuls

SIGNATURE DES PARTIES

Contrat de location fait et signé à 7 Rue Chapon 26200 MONTELIMAR
le 07.12.2020 en 2 originaux dont un exemplaire est remis à chacune des parties qui le reconnait.

Le preneur reconnait avoir reçu un exemplaire du contrat de location ainsi qu'un exemplaire de toutes les pièces annexes et s'engage à participer à l'établissement de l'état des lieux inventaire lors de la prise de possession s'il n'est pas établi à ce jour.

LE BAILLEUR ou son Représentant	LE LOCATAIRE	LA CAUTION (5)
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"	*Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"*	*Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et Approuvé" Bon pour caution solidaire*
Lu et approuvé		

(5) Emplacement disponible pour une caution : signature précédée de la mention manuscrite "Lu et Approuvé, bon pour caution solidaire".
(6) Le dépôt de garantie ne doit pas être supérieur à deux mois de loyer.

EM

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211018-202110_113D-AR

Annexe DIA

LISTE DES MEUBLES

Le **VENDEUR**, vend à l'**ACQUEREUR,** les meubles dont la liste, établie contradictoirement entre eux, est la suivante :

Désignation des meubles	Valeur
Dans le studio :	
Electroménager : Un frigo, un micro onde, une boullloire et vaisselle	600,00 EUR
Une table de bar et 2 tabourets	50,00 EUR
Deux meubles blanc	200,00 EUR
Un canapé/lit	300,00 EUR
Une table de salon avec une chaise rouge	50,00 EUR
Une lampe rouge	10,00 EUR
Un meuble miroir et 3 caisses de rangement dans la salle de bain	100,00 EUR
Dans l'appartement :	
trois ranges chaussures dans l'entrée	100,00 EUR
un meuble bas blanc	100,00 EUR
une télévision 80cm BRANDT	150,00 EUR
une table de salon	200,00 EUR
un rideau avec tringle	10,00 EUR
une lampe à poser deux tabourets	10,00 EUR
un canapé	200,00 EUR
une box internet	20,00 EUR
une table et deux chaises dans la cuisine	50,00 EUR
Electroménager : un frigo top, un micro onde, deux plaques de cuisson, une hotte et vaisselle	850,00 EUR
une étagère murale dans la cuisine	20,00 EUR
une poubelle	10,00 EUR
un lit 140 dans la chambre, avec matelas, alèze, couette et 2 coussins	600,00 EUR
une table de chevet avec lampe	20,00 EUR
une commande blanche	100,00 EUR
un meuble sous évier dans la salle de bains	50,00 EUR
une étagère blanche dans la salle de bains	20,00 EUR
une machine à laver	350,00 EUR
Total	4 170,00 EUR

EM

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211022-202110_114D-AR

DÉCISION N° 2021.10.114D

PORTANT MODIFICATION DE LA CRÉATION DE LA RÉGIE DE RECETTES POUR LES ARTS PLASTIQUES

Le Maire de la ville de Montélimar,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

Vu l'arrêté du 6 juillet 2009 portant application de l'article 8 du décret n°2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R .1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération N°2.0 du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L2122-22 al.7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 2 septembre 2021.

DÉCIDE

ARTICLE 1 :
Il est institué une régie de recettes auprès de la Direction Culturelle de la commune de Montélimar pour les Arts Plastiques,

ARTICLE 2 :
Cette régie est installée au Musée de la ville, 19 rue Pierre Julien à Montélimar et dans les lieux des différentes expositions :

- Le Musée de la ville
- Chapelle Chabrillan
- Mairie place Émile Loubet

ARTICLE 3 :
La régie fonctionne du 1er janvier au 31 décembre,

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211022-202110_114D-AR

ARTICLE 4 :
La régie encaisse les produits suivants :

- Les droits d'entrées,
- Les participations réclamées aux peintres et aux exposants,
- Les droits de publicité versés par les sponsors souhaitant figurer sur les plaquettes ou le catalogue des œuvres proposées,
- Les produits des ventes de catalogues et de produits dérivés de l'exposition réalisés par la ville
- Caution pour non restitution du badge d'accès à l'Hôtel de ville (Salle Honneur)

ARTICLE 5
Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- Par chèque bancaire
- Par chèque vacances
- Par terminaux de Paiement Électronique (TPE)
- Par PASS Culture

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un ticket de caisse issu d'un logiciel informatique ou d'un ticket issu d'une billetterie.

ARTICLE 6
Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du comptable public assignataire.

ARTICLE 7
L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 8
Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9
Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2 500 €.

ARTICLE 10
Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire la totalité des recettes encaissées, au moins une fois par semaine, en veillant à ne pas dépasser le montant maximum d'encaisse, et lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 11
Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des justificatifs des opérations de recettes, une fois par mois.

ARTICLE 12
Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13
Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14
Les mandataires suppléants et les mandataires ne percevront pas d'indemnité de responsabilité, selon la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211022-202110_114D-AR

Article 15
Monsieur le Maire et le comptable public assignataire de la trésorerie de Montélimar sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montélimar le 22 octobre 2021.

Visa de Monsieur le Maire

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué
Norbert GRAVES

Visa du Comptable Public Assignataire

TRESORERIE DE
MONTELIMAR
2, place Emile-Loubet
B.P. 288
26207 MONTELIMAR

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211025-202110_115D-AR

DÉCISION N° 2021.10.115D

PORTANT MODIFICATION DE LA CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES AUPRÈS DU SERVICE DE LA RETRAITE ACTIVE ET DES AINES

Le Maire,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 – article 238, portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu l'arrêté du 6 juillet 2009 portant application de l'article 8 du décret n°2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseur d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2.0 du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L2122.22 al.7 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu la décision 2014.05.37D portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du service retrait active et des aînés.

Vu l'avis conforme du Comptable public assignataire en date 22 octobre 2021.

DÉCIDE

ARTICLE 1 :
Il est institué une régie de recettes et d'avances auprès du service de la retraite active et des aînés de la ville de Montélimar, à compter du 1er juin 2014.

ARTICLE 2 :
Cette régie de recettes et d'avances est installée dans les locaux de la ville de Montélimar au 8 rue Maurice Meyer.

ARTICLE 3 :
Cette régie encaisse les produits suivants :

- La participation aux animations – sorties organisées par le service de la retraite active et des ainés - imputation 70881

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211025-202110_115D-AR

ARTICLE 4 :
Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques postaux ou bancaires
- Par carte bancaire

ARTICLE 5 :
Les recettes sont perçues contre remise d'un reçu de règlement délivré par logiciel informatique ou par la délivrance de quittances à souches (PIRY).

ARTICLE 6 :
La régie paie les dépenses suivantes :

- Achat de spectacles
- Achat d'excursion
- Transport de personnes (train-car...)
- Restauration

ARTICLE 7 :
Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- En numéraire
- En chèques

ARTICLE 8 :
Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public de Montélimar.

ARTICLE 9 :
L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

ARTICLE 10 :
Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 11 :
Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 12 :
Un fond de caisse permanent de 50 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 13 :
Le régisseur est tenu de verser au comptable du trésor le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et au minimum une fois par mois.

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211025-202110_115D-AR

ARTICLE 14 :
Le régisseur verse auprès du comptable du trésor la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses au minimum une fois par mois.

ARTICLE 15 :
Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 :
Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité intégrée au RIFSEEP de l'agent.

ARTICLE 17 :
Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 18 :
Le Maire de la ville de Montélimar et le comptable public assignataire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montélimar le 25 octobre 2021.

Visa de Monsieur Le Maire de Montélimar

MAIRIE DE MONTELIMAR (DROME)

Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué

Norbert GRAVES

Visa du Comptable Public Assignataire

TRESORERIE DE MONTELIMAR
2, place Emile Loubet
B.P. 289
26207 MONTELIMAR CEDEX

Envoyé en préfecture le 27/10/2021
Reçu en préfecture le 27/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_116D-AR

DÉCISION N°2021.10.116D

Objet : DEMANDES DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE LA DROME, DE LA REGION AUVERGNE RHONE ALPES ET DE L'ETAT POUR LA RÉNOVATION DE LA COLLEGIALE SAINTE CROIX.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21, L2122-22 et L.2122-23,

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil municipal au maire prévue à l'article L.2122-22 précité du Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement de demander à tout organisme financeur, sans limitation, l'attribution de subventions les plus élevées possibles pour les opérations d'investissement ou pour le fonctionnement de la commune,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Que dans le cadre du réaménagement de son centre historique, la commune de Montélimar souhaite réaliser des travaux de rénovation de la collégiale Sainte Croix, située au cœur de ville.

Que la collégiale est inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 13 mai 2008.

Que pour définir son projet de rénovation, la ville a souhaité faire réaliser un diagnostic par un architecte patrimonial, comprenant :

- une recherche documentaire et historique approfondie pour établir le contexte architectural et historique de la construction,
- la réalisation de relevés d'élévation de grande précision,
- la définition des différentes pathologies affectant l'édifice,
- le contrôle de l'état complet du bâti,
- la définition des interventions prioritaires et les mesures conservatoires éventuelles,
- la réalisation d'un descriptif et l'estimation des travaux de rénovation,
- la proposition de scénarios d''intervention

Que le diagnostic a été finalisé et présenté le 24 septembre 2019.

Que la rénovation globale de la collégiale Sainte Croix porte sur :

- le clocher et la toiture (tranche 1)
- les façades (tranche 2)
- l'intérieur du bâtiment (tranche 3)

Envoyé en préfecture le 27/10/2021
Reçu en préfecture le 27/10/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_116D-AR

- En option : le remplacement des plafonds du triforium et forfait extérieure (tranche 4)

Que le montant global de l'opération s'élève à 1 785 513 € HT comprenant 180 000 € pour la maîtrise d'œuvre et 1 605 513 € pour les travaux de la collégiale.

Que la ville de Montélimar sollicite, dans le cadre de ces opérations, une subvention auprès du Département de la Drôme au titre de l'enveloppe « Grandes Villes » 2021, de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat.

Le Maire de MONTÉLIMAR,

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : De solliciter le Département de la Drôme, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et l'Etat pour l'attribution de subventions les plus élevées possible dans le cadre du projet de rénovation de la collégiale Sainte Croix.

ARTICLE 2 : De dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget général,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'application de la présente décision,

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'État dans le Département et de sa publication/notification.

Fait à Montélimar, le 27 OCT. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_117D-AR

DÉCISION N° 2021.10.117D

PORTANT SUPPRESSION DE LA RÉGIE DE RECETTES POUR LE MARCHÉ DE NOËL DE LA VILLE DE MONTELIMAR

Le Maire de la Ville de Montélimar,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

Vu l'arrêté du 6 juillet 2009 portant application de l'article 8 du décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération N°2.0 du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la décision N° 2015.07.55D, portant création d'une régie de recettes pour le marché de noël de la ville de Montélimar,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 26 octobre 2021.

DÉCIDE

ARTICLE 1 :
La régie de recettes pour la location des chalets et la location des emplacements nus pour le marché de noël est supprimée à compter du 1er novembre 2021.

ARTICLE 2 :
Il convient par conséquent de clôturer le compte de dépôt de fonds à compter du 1er novembre 2021.

ARTICLE 3 :
Monsieur Le Maire et le comptable publique assignataire sont chargé chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.

Fait à Montélimar, le 27 octobre 2021.

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_117D-AR

Visa de Monsieur Le Maire
de Montélimar

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué

Norbert GRAVES

Visa du Comptable Public Assignataire

TRESORERIE DE
MONTELIMAR
2, place Emile-Loubet
B.P 288
26207 MONTELIMAR CEDEX

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_118D-AR

DÉCISION N° 2021.10.118D

PORTANT SUPPRESSION DE LA RÉGIE D'AVANCES POUR LE SERVICE PROGRAMMATION ÉVÉNEMENTIELLE DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR

Le Maire de la Ville de Montélimar,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

Vu l'arrêté du 6 juillet 2009 portant application de l'article 8 du décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération N°2.0 du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la décision N°2014.07.52D, portant modification de la création d'une régie d'avances pour le service programmation événementielle de la mairie de Montélimar,

Vu la décision N°2002.13.30D, portant modification de la création d'une régie d'avances pour le service programmation événementielle de la ville de Montélimar,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 26 octobre 2021.

DÉCIDE

ARTICLE 1 :
La régie d'avances pour les dépenses du service programmation événementielle est supprimée à compter du 1er novembre 2021.

ARTICLE 2 :
Il convient par conséquent de clôturer le compte de dépôt de fonds à compter du 1er novembre 2021.

ARTICLE 3 :
Monsieur Le Maire et le comptable publique assignataire sont chargé chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_118D-AR

Fait à Montélimar, le 27 octobre 2021.

Visa de Monsieur Le Maire
de Montélimar

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué

Norbert GRAVES

Visa du Comptable Public Assignataire

TRESORERIE DE
MONTELIMAR
2, place Emile-Loubet
B.P. 288
26207 MONTELIMAR CEDEX

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_119D-AR

DÉCISION N° 2021.10.119D

PORTANT CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES AUPRÈS DU SERVICE PROGRAMMATION ÉVÉNEMENTIELLE DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR

Le Maire,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 – article 238, portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu l'arrêté du 6 juillet 2009 portant application de l'article 8 du décret n°2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseur d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2.0 du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al.7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis conforme du Comptable public assignataire en date 26 octobre 2021.

DÉCIDE

ARTICLE 1 :
Il est institué une régie de recettes et d'avances auprès du service programmation événementielle de la ville de Montélimar, à compter du 1er novembre 2021.

ARTICLE 2 :
Cette régie de recettes et d'avances est installée à l'hôtel de ville, Place Émile Loubet à Montélimar.

ARTICLE 3 :
La régie encaisse les produits suivants :

- Location de chalet sut toute la durée du marché de noël,
- Location d'emplacement nus sur toute la durée du marché de noël,
- Activités du village blanc durant la période hivernale,
- Location de chalet hors événements ville de Montélimar toute l'année,
- Location de chalet aux communes de Montélimar-Agglomération toute l'année.

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_119D-AR

ARTICLE 4 :
Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques postaux ou bancaires
- En carte bancaire

ARTICLE 5 :
Les recouvrement des produits s'effectuera par la délivrance de quittances extraites d'un journal à souche PIRY ou d'un logiciel informatique.

ARTICLE 6 :
La régie paie les dépenses urgentes ou dont le montant ne peut être connu par avance, ou de faible montant à savoir :

- Cachets des artistes – imputation comptable 024-6226
- Remboursement des frais de déplacement et divers frais ou prestations prévues au contrat – imputation comptable 024-6135/6226/6228/6241/6247
- Paiement des affiches animation – imputation comptable 024-6236
- Transport de biens pour les animations – imputation comptable 024-6241
- Taxes parafiscales – imputation comptable 024-637
- Achats de denrées alimentaires périssables – imputation comptable 024-6257
- Ports imprévus – imputation comptable 024-6241
- Rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges sociales y afférents (traitement des salaires des intermittents du spectacle) – imputation comptable 024-64131/6451/6453/6475/6488

ARTICLE 7 :
Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- En numéraire pour les dépenses n'excédant pas 100 €,
- En chèque bancaire pour les dépenses n'excédant pas 1 000 €.

ARTICLE 8 :
Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public de Montélimar.

ARTICLE 9 :
L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

ARTICLE 10 :
Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 11 :
Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 12 :
Un fond de caisse permanent de 50 € est mis à disposition du régisseur.

Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 15/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211027-202110_119D-AR

ARTICLE 13 :
Le régisseur est tenu de verser auprès du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 14 :
Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des jusitificatifs des opérations de recettes et de dépenses au minimum une fois par mois.

ARTICLE 15 :
Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 :
Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 17 :
Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 18 :
Monsieur Le Maire de la ville de Montélimar et le comptable public assignataire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montélimar le 27 octobre 2021.

Visa de Monsieur Le Maire
de Montélimar
Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué

Norbert GRAVES

Visa du Comptable Publique Assignataire

Envoyé en préfecture le 08/11/2021
Reçu en préfecture le 08/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211108-202110_120D-AR

DÉCISION N°2021.10.120D

Objet : DEMANDES DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT DE LA DROME, DE LA REGION AUVERGNE RHONE ALPES ET DE L'ETAT POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION D'UN PARC LUDIQUE ET SPORTIF.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21, L2122-22 et L.2122-23,

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil municipal au maire prévue à l'article L.2122-22 précité du Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement de demander à tout organisme financeur, sans limitation, l'attribution de subventions les plus élevées possibles pour les opérations d'investissement ou pour le fonctionnement de la commune,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Que la ville de Montélimar a engagé une démarche ambitieuse pour redynamiser son centre-ville et ses alentours tout en menant une réflexion sur le développement de sa politique sportive.

Que les usages sportifs se diversifient et font remonter, notamment via les associations sportives du territoire, le besoin d'un équipement sportif urbain dédié aux vélos et sports de glisse.
Que la diversité des équipements prévus au sein d'un parc ludique et sportif apparait particulièrement adaptée aux besoins évoqués et permet de s'adresser à un large panel de sportifs et de tous âges.

Que le projet d'ensemble prévoit la conception et la réalisation :

- d'un pumptrack,
- d'un skatepark,
- d'équipements sportifs (terrain de basket, fitness-parcours santé),
- d'aménagements du parc (aménagements paysagers, cheminement, éclairage, vidéosurveillance, clôture...),
- de stationnement.

Que le montant total HT de l'opération s'élève à 867 520 €.

Que, par ailleurs, le site envisagé se situe à la confluence du Roubion et du Jabron.

Qu'il n'a plus de vocation et constitue une dent creuse urbaine.

Qu'il semble donc parfaitement approprié car proche du cœur de ville, visible, d'une dimension adéquate et assez éloigné des habitations pour ne pas créer de nuisances majeures.

Envoyé en préfecture le 08/11/2021
Reçu en préfecture le 08/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211108-202110_120D-AR

Que, dans ces conditions, la ville de Montélimar sollicite, dans le cadre de ces opérations, une subvention auprès du Département de la Drôme au titre de l'enveloppe [illegible] de la Région Auvergne Rhône Alpes et de l'Etat.

Le Maire de MONTÉLIMAR,

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : De solliciter le Département de la Drôme, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et l'Etat pour l'attribution de subventions les plus élevées possible dans le cadre du projet de conception et réalisation d'un parc ludique et sportif,

ARTICLE 2 : De dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget général,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'application de la présente décision,

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'État dans le Département et de sa publication/notification.

Fait à Montélimar, le - 8 NOV. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Envoyé en préfecture le 10/11/2021
Reçu en préfecture le 10/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211110-202111_121D-AR

DECISION N°2021.11.121.D

Objet : Fourniture de mobiliers et de matériels scolaires - Lot n°3 : Mobiliers et matériels pédagogiques - Avenant n°1.

Vu les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment son article R.2194-7 ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire prévue à l'article L.2122-22° précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2021.03.264A du 10 mars 2021 portant délégation de fonction et de signature à Madame Pauline CABANE au titre de l'Education et de la Jeunesse et plus particulièrement pour la gestion des moyens en fournitures et mobiliers scolaires et éducatifs, y compris la signature des décisions de passation des marchés d'un montant inférieur au seuil des procédures formalisées, ainsi que de leurs avenants qui n'entrainent pas une augmentation supérieure à cinq pour cent (5 %) du contrat initial lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'accord-cadre n°210023 du 09 juillet 2021 portant sur la fourniture de mobiliers et matériels pédagogiques (lot n°3), conclu avec la société TOUT POUR LE BUREAU S.A.R.L. ;

Vu le budget général de la commune et notamment ses comptes 2184 – 211, 2184 – 212 et 2184 – 213 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Qu'il est nécessaire d'intégrer de nouveaux matériels pédagogiques, indispensables à l'activité des écoles publiques de la Ville, à l'accord-cadre susvisé, qui a été conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification et pour un montant de commande susceptible de varier dans les limites globales minimum de 11 000,00 € H.T. et maximum de 30 000,00 € H.T. ;

- Qu'il convient d'établir, en conséquence, un avenant n°1 pour ajouter de nouveaux matériels à l'accord-cadre susvisé.

Envoyé en préfecture le 10/11/2021
Reçu en préfecture le 10/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211110-202111_121D-AR

Le Maire de MONTELIMAR,

DECIDE :

Article 1° - Il sera conclu avec la société TOUT POUR LE BUREAU S.A.R.L., dont le siège social est situé 10 Avenue du Meyrol, Z.A. du Meyrol, 26200 MONTELIMAR, un avenant n°1 à l'accord-cadre n°210023 du 09 juillet 2021 portant sur la fourniture de mobiliers et matériels pédagogiques (lot n°3), afin d'intégrer des mobiliers complémentaires à ceux déjà listés au B.P.U..

Article 2° - Le Bordereau des Prix (B.P.U.) Complémentaire est annexé à la présente décision.

Article 3° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à MONTELIMAR, le 10 NOV. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué
Pauline CABANE

Envoyé en préfecture le 10/11/2021
Reçu en préfecture le 10/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211110-202111_121D-AR

B.P.U. Complémentaire

N° des Prix	Désignation	Prix Unitaire € H.T. (Ecotaxe incluse)
3.31	**Combiné cuisine complet,** Composé d'un four à micro-onde, d'un four à plaques, d'un évier, d'un placard à portes avec système anti-pincement, en finition bouleau.	**349,00 €**

Envoyé en préfecture le 18/11/2021
Reçu en préfecture le 18/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211118-202111_122D-AR

DECISION N°2021.11.122D

Objet : Contrat de louage d'un bien du domaine privé communal

VU l'article L.2122-22-5° du Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.2111-1, L.2122-1, L.2122-2 et L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU l'article L.145-5 du Code du commerce ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2.00 du 17 juillet 2020 octroyant les délégations prévues à l'article précité L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°2020.07.614A du 04 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eric PHELIPPEAU dans les domaines de l'Economie, du Tourisme, de l'Emploi et de la Formation, et plus particulièrement pour les décisions de conclusion et de révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas neuf (9) ans.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Que dans le programme « Action Cœur de Ville » qui vise à redynamiser le centre ville de Montélimar en favorisant notamment un développement économique et commercial équilibré, la commune souhaite la création de « boutiques éphémères ».

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : De conclure, avec l' E.P.I.C OFFICE DU TOURISME DE MONTELIMAR-AGGLOMERATION, un contrat de louage à caractère saisonnier portant sur un bien du domaine privé communal sis 97 rue Pierre Julien à Montélimar (26200), pour la période du 02 novembre 2021 au 02 janvier 2022 aux fins d'ouverture d'une boutique éphémère pour l'exercice d'une activité commerciale de vente de produits locaux, de souvenirs et de cadeaux.

ARTICLE 2 : Ce contrat est conclu à titre précaire moyennant le paiement d'un loyer mensuel de quatre cents euros (400€), charges en sus, et proratisé le cas échéant.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois suivant sa publication.

Fait à Montélimar, le 18 NOV. 2021

Le Maire

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Eric PHÉLIPPEAU

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211109-202111_123D-AR

DECISION N°2021.11.123D

Objet : Messagerie collaborative Microsoft 365

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22° ;

Vu l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au maire prévue à l'article L.2122-22 précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020.07.575A du 4 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Madame Ghislaine SAVIN dans les domaines des affaires générales et des ressources humaines, y compris les décisions de passation des marchés d'un montant inférieur au seuil de passation des procédures formalisées ;

Vu le budget général de la ville de Montélimar et notamment le compte 020 - 61562 - 9700;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que la Ville de Montélimar doit recourir à un prestataire extérieur pour la messagerie collaborative Microsoft 365;

- Que ces prestations, ayant été estimées à 38 211 € H.T. sur la durée du marché, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable a été engagée, conformément aux dispositions du Code de la commande publique susvisées, directement auprès de la société C'PRO dont l'offre est apparue économiquement avantageuse ;

- Que l'entreprise retenue a justifié de la régularité de sa situation au regard des dispositions des articles R2143-5 à R2143-10 du Code de la Commande Publique ;

- Que les crédits nécessaires au marché à intervenir sont inscrits au budget général, comptes 020 - 61562 - 9700;

Le Maire de Montélimar,

Envoyé en préfecture le 09/11/2021
Reçu en préfecture le 09/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211109-202111_123D-AR

DÉCIDE :

Article 1° - Il sera conclu avec la société C'PRO ayant son siège social situé Plateau de Lautagne – 53 avenue des Langories – 26000 VALENCE, un (1) marché public de services pour la messagerie collaborative Microsoft 365.

Article 2° - Le marché sera conclu à prix unitaires avec un montant maximal de 40 000 € H.T euros H.T. soit 48 000 euros T.T.C. (avec une T.V.A. à 20%). Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget, compte 020 - 61562 - 9700

Article 3° - Le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

Article 4° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à Montélimar, le - 9 NOV. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué

Ghislaine SAVIN

Envoyé en préfecture le 22/11/2021
Reçu en préfecture le 22/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211122-202111_126D-AR

DECISION N°2021.11.126D

Objet : Avenant au contrat de louage d'un bien du domaine privé communal - 67 rue Pierre Julien à Montélimar

VU l'article L.2122-22-5° du Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L.2111-1, L.2122-1, L.2122-2 et L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU l'article L.145-5 du Code du commerce ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2.00 du 17 juillet 2020 octroyant les délégations prévues à l'article précité L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°2020.07.614A du 04 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Éric PHELIPPEAU dans les domaines de l'Economie, du Tourisme, de l'Emploi et de la Formation, et plus particulièrement pour les décisions de conclusion et de révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas neuf (9) ans ;

VU le contrat de louage d'un bien du domaine privé communal sis 67 rue Pierre Julien à Montélimar du 22 octobre 2021.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Qu'un problème technique est intervenu à l'intérieur des locaux mis à disposition empêchant l'occupation normale des lieux par la S.A.S LE MANOIR LE ROURE ;

Qu'il convient dès lors de reporter la date d'occupation des lieux au 18 octobre 2021 au lieu du 4 octobre 2021.

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : Il sera conclu avec la S.A.S LE MANOIR LE ROURE, un avenant au contrat de louage à caractère saisonnier portant sur un bien du domaine privé communal sis 67 rue Pierre Julien à Montélimar (26200), reportant la date de début d'occupation des lieux au 18 octobre 2021, au lieu du 4 octobre 2021.

La convention d'occupation est donc consentie pour la période du 18 octobre 2021 au 30 janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 22/11/2021
Reçu en préfecture le 22/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211122-202111_126D-AR

ARTICLE 2 : Toutes les autres clauses et dispositions du contrat initial restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de l'avenant.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois suivant sa publication.

Fait à Montélimar, le 22 NOV. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Eric PHÉLIPPEAU

Envoyé en préfecture le 19/11/2021
Reçu en préfecture le 19/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211119-202111_127D-AR

DECISION N°2021.11.127.D

Objet : Entretien des installations de chauffage, de rafraîchissement et de production d'eau chaude sanitaire – Avenant n°1.

Vu les articles L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment son article R.2194-7 ;

Vu la délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire prévue à l'article L.2122-22° précité du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°2020.07.580A du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Karim OUMEDDOUR dans les domaines de l'Urbanisme et des Travaux et plus particulièrement pour la gestion des bâtiments municipaux, y compris la signature des décisions de passation des marchés d'un montant inférieur au seuil des procédures formalisées, ainsi que de leurs avenants qui n'entrainent pas une augmentation supérieure à cinq pour cent (5 %) du contrat initial lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu le marché n°180058 du 22 novembre 2018 portant sur l'entretien des installations de chauffage, de rafraîchissement et de production d'eau chaude sanitaire, conclu avec la société ROJAT TECHNIQUE ET SERVICES S.A.R.L. ;

Vu le budget général de la commune et notamment son compte 61562 - 020 - 9000 ;

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

- Que, dans le cadre du marché susvisé conclu pour une durée de trois (3) ans à compter de sa date de notification et au prix global et forfaitaire annuel ferme de 52 821,60 € H.T. soit 63 385,92 € T.T.C. (T.V.A. au taux de 20 %), il apparaît nécessaire d'en prolonger la durée ;

- Qu'il convient, en conséquence, d'établir un avenant n°1 au marché de services susvisé, afin de prendre en considération ce report d'échéance.

Envoyé en préfecture le 19/11/2021
Reçu en préfecture le 19/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211119-202111_127D-AR

Le Maire de MONTELIMAR,

DECIDE :

Article 1° - Il sera conclu avec la société ROJAT TECHNIQUE ET SERVICES S.A.R.L., dont le siège social est situé 10, Rue Marc Seguin, Z.A.C. de Belfond, 26740 LES TOURRETTES, un avenant n°1 au marché n°180058 du 22 novembre 2018 portant sur l'entretien des installations de chauffage, de rafraîchissement et de production d'eau chaude sanitaire implantées dans les bâtiments de la ville, afin de porter son échéance au 30 juin 2022, pour garantir une continuité d'entretien des installations, le temps de notifier le prochain marché.

Article 2° - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Fait à MONTELIMAR, le 19 NOV. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTELIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Karim OUMEDDOUR

Envoyé en préfecture le 24/11/2021
Reçu en préfecture le 24/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211124-202111_129D-AR

DÉCISION 2021.11.129D

CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT DE 1 700 000 € AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Vu les articles L2122-29 et L 2122-22- Alinéa 3 relatif aux emprunts, du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2.00 du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020, octroyant les délégations de pouvoir au Maire, prévues à l'article précité,

Vu l'arrêté municipal n°2020.07.596A en date du 31 juillet 2020 portant délégation de fontion et de signature à Monsieur Norbert GRAVES, conseiller municipal,

Vu la proposition de la Société Générale,

Étant préalablement exposé :

Que la commune de Montélimar souhaite financer son programme d'investissement 2021-2022 par la souscription d'un emprunt d'un montant de 1 700 000.00 €.

Que la Société Générale, se propose d'accorder un emprunt d'un montant total de 1 700 000.00 €.

Le Maire de la commune de Montélimar,

DÉCIDE

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Montant du contrat de prêt	: 1 700 000.00 €
Durée du contrat de prêt	: 20 ans (dont 11 mois de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt	: financer les investissements

Phase de mobilisation :
Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation au cours de laquelle il est possible d'effectuer des versements au gré des besoins et d'une tranche obligatoire à taux fixe.

Montant	: 1 700 000.00 €
Début	: A la date de signature du contrat
Fin	: 28/10/2022
Taux d'intérêt annuel	: EURIBOR 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) assorti d'une marge de +0.50%
Commission de non-utilisation	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.10% l'an est perçue semestriellement où à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur

Envoyé en préfecture le 24/11/2021
Reçu en préfecture le 24/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211124-202111_129D-AR

l'encours moyen non utilisé. * floorés à zéro.

Phase de consolidation :
D'un commun accord entre la Société Générale et VILLE DE MONTÉLIMAR , il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Fixe de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant	: 1 700 000 €
Date de la première échéance	: 28/10/2022
Maturité	: 28/10/2042
Mode d'amortissement	: Linéaire (capital constant)
Taux d'intérêt annuel	: Taux fixe de 0.87%
Périodicité	: Trimestrielle
Base de calcul des intérêts	: Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Article 2 : Étendue des pouvoirs du signataire

Monsieur le Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Banque postale, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre décision et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Fait à Montélimar, le 24 NOV. 2021

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
Le Maire Conseiller délégué
Norbert GRAVES

Envoyé en préfecture le 26/11/2021
Reçu en préfecture le 26/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211125-202111_130D-AR

DÉCISION 2021.11.130D

CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT DE 700 000 € AUPRÈS DU CREDIT COOPERATIF

Vu les articles L2122-29 et L 2122-22- Alinéa 3 relatif aux emprunts, du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2.00 du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020, octroyant les délégations de pouvoir au Maire, prévues à l'article précité,

Vu l'arrêté municipal n°2020.07.596A en date du 31 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Norbert GRAVES, conseiller municipal,

Vu la proposition du crédit coopératif,

Étant préalablement exposé :

Que la commune de Montélimar souhaite financer son programme d'investissement 2021 du budget annexe stationnement par la souscription d'un emprunt d'un montant de 700 000 €.

Que le crédit coopératif, se propose d'accorder un emprunt d'un montant total de 700 000€.

Le Maire de la commune de Montélimar,

DÉCIDE

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Montant du contrat de prêt	: 700 000.00 €
Durée du contrat de prêt	: 10 ans
Objet du contrat de prêt	: financer les investissements 2021
Conditions financières :	: Taux fixe de 0.30% sur 10 ans
Périodicité des échéances	: Annuelle
Base de calcul des intérêts	: Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
Mode d'amortissement du capital	: Constant

Indemnité de remboursement anticipé
IRA actuarielle

Exemption de commission d'engagement

Envoyé en préfecture le 26/11/2021
Reçu en préfecture le 26/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211125-202111_130D-AR

Article 2 : Étendue des pouvoirs du signataire

Monsieur le Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Banque postale, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre décision et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Fait à Montélimar, le 25/11/21

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué

Norbert GRAVES

Envoyé en préfecture le 26/11/2021
Reçu en préfecture le 26/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211121-202111_131D-AR

DÉCISION 2021.11.131D

CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT DE 2 300 000 € AUPRÈS DU CREDIT COOPERATIF

Vu les articles L2122-29 et L 2122-22- Alinéa 3 relatif aux emprunts, du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2.00 du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020, octroyant les délégations de pouvoir au Maire, prévues à l'article précité,

Vu l'arrêté municipal n°2020.07.596A en date du 31 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Norbert GRAVES, conseiller municipal,

Vu la proposition du crédit coopératif,

Étant préalablement exposé :

Que la commune de Montélimar souhaite financer son programme d'investissement 2021-2022 du budget général par la souscription d'un emprunt d'un montant de 2 300 000 €.

Que le crédit coopératif, se propose d'accorder un emprunt d'un montant total de 2 300 000€.

Le Maire de la commune de Montélimar,

DÉCIDE

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Montant du contrat de prêt	: 2 300 000.00 €
Phase de mobilisation	: 12 mois
Durée du contrat de prêt	: 15 ans
Objet du contrat de prêt	: financer les investissements 2021-2022
Conditions financières :	: Taux fixe de 0.69% sur 15 ans
Périodicité des échéances	: Annuelle
Base de calcul des intérêts	: Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
Mode d'amortissement du capital	: Constant

Indemnité de remboursement anticipé
IRA actuarielle

Exemption de commission d'engagement
Frais de dossier : 2 000€

Envoyé en préfecture le 26/11/2021
Reçu en préfecture le 26/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211121-202111_131D-AR

Article 2 : Étendue des pouvoirs du signataire

Monsieur le Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Banque postale, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre décision et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Fait à Montélimar, le 21/11/21

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué

Norbert GRAVES

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

DECISION N°2021.11.132D

Objet : Convention portant autorisation d'occupation temporaire en surplomb d'une parcelle du domaine public communal au profit de la Société 26 Plancher Environnement

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1, L.2122-2 et L.2122-3, L.2125-1 ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2.00 du 17 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Maire, notamment le pouvoir de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze (12) ans ;

VU l'arrêté n°2020.07.614A du 04 août 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Éric PHELIPPEAU dans les domaines de l'Economie, du Tourisme, de l'Emploi et de la Formation, et plus particulièrement pour les décisions de conclusion et de révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas neuf (9) ans.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Que la S.A.S.U. 26 PLANCHER ENVIRONNEMENT, ayant pour représentant monsieur Lionel Plancher, a sollicité auprès de la Commune l'autorisation d'installer une passerelle surplombant la réserve incendie, propriété de la commune (parcelle non cadastrée), située entre les parcelles ZW294 et 313, dont la société est propriétaire ;

Que cette passerelle permettra à la société d'éviter un détour de plus d'un kilomètre pour le chargement et le déchargement de ses véhicules et permettra également de fluidifier le trafic routier au sein de la zone d'activités ;

Qu'en considération de préoccupations écologiques et de sécurité publique, il convient d'autoriser le surplomb de ladite parcelle.

Le MAIRE de MONTELIMAR,

DECIDE :

ARTICLE 1 : Il sera conclu avec la S.A.S.U. 26 PLANCHER ENVIRONNEMENT, représentée par son Président, monsieur Lionel PLANCHER, une convention portant autorisation d'occupation

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

temporaire en surplomb d'une parcelle du domaine public communal, moyennant une redevance annuelle de mille cinq cents euros (1 500.00 €), révisable chaque année.

ARTICLE 2 : La convention sera conclue pour une durée de deux ans, à compter de sa date de signature, et sera renouvelable tacitement pour des périodes d'un an sans toutefois, que sa durée totale ne puisse excéder 5 ans.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois suivant sa publication.

Fait à Montélimar, le - 6 DEC. 2021

Le Maire,

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
L'Adjoint délégué

Eric PHÉLIPPEAU

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

CONVENTION PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE EN SURPLOMB D'UNE PARCELLE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL - ZA FORTUNEAU

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de Montélimar, Place Emile Loubet, 26200 MONTELIMAR, représentée par son Maire, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par décision n°2021.11.132D du ....., ci-après dénommée « La Commune »,

d'une part,

ET :

Monsieur Lionel Plancher, ci-après dénommé représentant de la S.A.S.U. 26 PLANCHER ENVIRONNEMENT, située 50 Chemin de Poulomard à Montélimar (26200), ci-après « Le Bénéficiaire »

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

La S.A.S.U. 26 PLANCHER ENVIRONNEMENT, spécialisée dans la valorisation des déchets, ayant pour représentant Monsieur Lionel Plancher, a sollicité auprès de la Commune l'autorisation d'installer une passerelle surplombant la réserve incendie, propriété de la commune, située entre les parcelles ZW294 et 313.

Cette parcelle du domaine public supporte une réserve incendie située entre deux tènements dont le Bénéficiaire est propriétaire afin de les raccorder pour le passage d'engins nécessaires à son activité.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

Cette passerelle permettra à la société d'éviter un détour de plus d'un kilomètre pour le chargement et le déchargement des véhicules, ainsi que pour les transferts internes à son activité, et permettra également de fluidifier le trafic routier au sein de la zone d'activités.

En considération de ces préoccupations écologiques et de sécurité publique, la Commune a donc décidé d'autoriser le surplomb de ladite parcelle.

C'est donc dans ce cadre que la présente convention a été élaborée.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

La Commune autorise le Bénéficiaire à surplomber par un ouvrage aérien, sous le régime des autorisations d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels et pour la période d'exploitation telle que précisée à l'article 2 ci-dessous, le bien désigné à l'article 3 ci-après, situé au sein de la zone d'activités de Fortuneau à Montélimar.

Aucun empiètement physique ni pénétration sur la parcelle surplombée ne sont autorisés, sauf autorisation expresse de la commune.

Article 2 – Durée

L'autorisation d'occupation de caractère précaire et révocable, objet de la présente convention, est conclue pour une durée de 2 ans, à compter de sa date de signature (durée de l'enlèvement de l'installation et durée de remise en état des lieux incluses).

Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des périodes d'un an sans toutefois que sa durée totale ne puisse excéder 5 ans, sauf dénonciation par la Commune ou le Bénéficiaire conformément à l'article 9 de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

Article 3 – Désignation du bien surplombé

La convention a pour objet d'autoriser le surplomb d'une réserve incendie par l'installation d'une passerelle dont les plots sont édifiés sur les propriétés du Bénéficiaire.

Le bien surplombé est constitué d'une réserve incendie du domaine public, affecté au service public de la défense contre l'incendie.

La Commune ne supportera aucune charge relative à la viabilité, l'entretien ou les réparations (de quelque nature qu'elles soient) nécessaires pour assurer l'utilisation normale du surplomb.

Avant tout commencement des travaux, un état des lieux sera dressé contradictoirement entre ce dernier et un ou plusieurs représentants de la Commune.

Cet état des lieux sera annexé à la présente convention (annexe 1).

Article 4 – Redevance annuelle

L'autorisation d'occupation du bien est consentie moyennant le paiement par le Bénéficiaire d'une redevance annuelle de :

1 500 € T.T.C. (en chiffres), soit Mille cinq cents euros.

La redevance sera révisée annuellement, à la date d'anniversaire de la date d'effet de la convention au moyen de la formule suivante :

$$L = Lo \left(\frac{I}{Io} \right)$$

Dans laquelle :
L = Redevance actualisée
Lo = Redevance initiale

I = Indice de Référence des Loyers, dernière valeur publiée par l'INSEE, le mois précédent celui du jour de la date de révision.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

Io = Même indice que ci-dessus, dernière valeur publiée le mois de la date d'effet de la présente convention.

Article 5 – Paiement de la redevance

Le Bénéficiaire s'engage à régler le montant de la redevance annuelle due en une seule fois d'avance et annuellement, à chaque date d'anniversaire de signature de la convention, par chèque libellé à l'ordre de Monsieur le Comptable public de la Commune de Montélimar et adressé à l'attention de Monsieur le Maire, représentant légal de la Commune, à 26200 MONTELIMAR.

Article 6 – Obligations du Bénéficiaire

La présente autorisation d'occupation est consentie par la Commune et acceptée par le Bénéficiaire sous les clauses, charges et conditions énoncées ci-après que le Bénéficiaire s'oblige à exécuter, accomplir et observer indépendamment de celles qui pourraient résulter de la loi, de la réglementation ou de l'usage et qui ne seraient pas modifiées par les prescriptions de la présente convention.

6.1 – Caractère de l'occupation

L'autorisation d'occupation en surplomb objet de la présente convention est consentie à titre strictement personnel. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement, par lettre recommandé avec avis de réception postal, à la connaissance du représentant légal de la Commune.

6.2 – Mesures générales

Le Bénéficiaire est en particulier tenu de respecter :

- Les règlements et les consignes particulières en matière de sécurité des installations, des équipements et des personnes ;
- Les lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement et à l'urbanisme ;
- Les lois et règlements fixant les conditions d'exercice de ses activités.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

6.3 – Sécurité

Le Bénéficiaire s'engage à respecter les exigences de sécurité correspondant aux activités exercées.

Il fait son affaire de la sécurité de ses personnels et clients ainsi que de la constitution, de la mise en œuvre et de l'entretien des moyens adéquats.

Il devra notamment fixer des gardes corps (hauteur d'un camion) de part et d'autre de la passerelle.

Le Bénéficiaire s'engage à informer sans délai la Commune de tout incident (chute d'objets dans la réserve incendie notamment) susceptible de nuire au fonctionnement de la réserve incendie.

Il aura en particulier à sa charge l'intégralité des sommes engagées pour y remédier si la Commune devait les avancer.

6.4 – Usage, entretien et exploitation du bien occupé

Il est interdit au Bénéficiaire de faire du bien occupé un usage qui ne correspond pas à l'objet de la présente convention et à la destination des lieux telle qu'elle est prévue.

L'occupation en surplomb doit strictement respecter l'affectation du bien du domaine public mis à disposition, conformément à l'article L.2121-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

En toutes circonstances la parcelle du domaine public surplombée devra être accessible sans aucune entrave.

Les activités autorisées doivent se poursuivre dans des conditions telles qu'elles ne constituent pas un risque d'accident ou de dommage pour la Commune, pour les usagers ou encore aux tiers.

Le Bénéficiaire ne peut ni modifier, ni transformer le bien surplombé.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir en bon état les installations qu'il aura implantées en surplomb et ce quelle que soit l'importance des réparations. Il assure également le nettoyage et la surveillance de la passerelle.

6.5 – Intégration paysagère et technique de la passerelle

Le Bénéficiaire veille à la qualité esthétique et à l'intégration paysagère de la passerelle au sein du site.

Le Bénéficiaire implantera la passerelle, de sorte que cette dernière ne devra pas constituer un obstacle ou une gêne à l'usage normal et à l'entretien de la réserve incendie.

Le projet technique est annexé à la présente convention (Vue passerelle en annexe 2 et Coupe complémentaire en annexe 3).

Avant tout commencement de travaux le Bénéficiaire présentera un descriptif technique de la passerelle afin d'obtenir l'accord de la Commune.

Le Bénéficiaire devra également obtenir les autorisations nécessaires auprès du service urbanisme de la Commune.

6.6 – Entretien et maintenance de la réserve incendie

Le Bénéficiaire devra souffrir, sans indemnité, toutes les servitudes actives ou passives qui pourraient lui être imposées par la Commune pour l'exécution de tous travaux sur la réserve incendie.

Le Bénéficiaire devra supporter toute visite périodique et contrôles obligatoires, sur le bien surplombé ainsi que sur les installations qui s'y trouvent, par les services de la Commune ou tout autre organisme qualifié, interrompant au besoin l'usage de la passerelle sur simple demande de la Commune.

En outre, le Bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections ou contrôles que la Commune jugerait utiles d'exercer.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

Article 7 – Responsabilités et assurances

7.1 – Responsabilités pour dommages

7.1.1. – Le Bénéficiaire supporte les conséquences des accidents ou dommages de toute nature qui, du fait du surplomb objet de la présente convention, peuvent survenir à lui-même, à ses personnels ou clients, aux tiers, à ses biens.

Pour ces accidents et dommages, le Bénéficiaire renonce et fait renoncer à son assureur à tous recours contre la Commune et les assureurs de cette dernière.

7.1.2. – Le Bénéficiaire demeure personnellement responsable des accidents ou dommages de toutes natures causés par son activité, ses installations et ses personnels.

En outre, le Bénéficiaire garantit la Commune et les assureurs de cette dernière contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre la Commune et ses assureurs pour lesdits accidents ou dommages.

7.1.3 – La responsabilité du Bénéficiaire s'étend notamment aux dommages au bien surplombé causés notamment par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les attentats, les accidents causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur, ainsi que les vols ou disparitions.

7.2 – Exonération

La Commune est dégagée de toute responsabilité pour tout dommage, résultant de tout événement lié à l'activité du Bénéficiaire, causé aux installations, matériels et matériaux surplombant le bien faisant l'objet de la présente autorisation d'occupation.

7.3 – Assurances

Pour justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant ses responsabilités telles que précisées à l'article 7.1 ci-dessus, le Bénéficiaire devra adresser au représentant légal de la Commune à l'adresse indiquée à l'article 5 ci-avant et préalablement à tout commencement d'occupation, une ou des attestations portant mention de

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

l'étendue des garanties ainsi qu'une attestation dûment datée et signée par le ou les assureurs mentionnant, qu'ils ont pris connaissance de la présente convention, qu'ils renoncent à tous recours contre la Commune et ses assureurs et qui les garantissent contre toute action de quelque nature que ce soit qui seraient engagée contre ces derniers.

Le Bénéficiaire devra, par la suite, fournir au fur et à mesure les attestations à jour au représentant légal de la Commune.

Ce dernier se réserve la possibilité de demander au Bénéficiaire de souscrire une ou des assurances complémentaires si celle existante ne lui apparaît pas suffisante pour assurer la couverture des risques liés à la présente convention.

Article 8 – Impôts et taxes

Le Bénéficiaire supportera la charge de tous les impôts et taxes dont il peut être redevable en raison de l'activité qu'il exerce dans le cadre de la présente convention.

Article 9 – Dénonciation

Le Bénéficiaire a la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre adressée au représentant légal de la Commune en recommandée avec avis de réception postal et dans le respect d'un préavis d'un mois.

Dans tous les cas, la redevance devra être acquittée. Au cas où cette dernière aurait déjà été versée, la Commune ne procèdera pas à son remboursement.

Article 10 – Résiliation pour motif d'intérêt général

La Commune pourra prononcer la résiliation de la présente convention pour un motif d'intérêt général à tout moment et sans que le Bénéficiaire puisse prétendre, de ce fait, à quelconque indemnité ou au remboursement, de la redevance, si cette dernière aurait déjà été versée.

La décision de résiliation, qui est adressée par lettre recommandée avec avis de réception postal, fixe le délai imparti au Bénéficiaire pour évacuer les lieux sans que ce délai puisse être inférieur à un mois.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

Article 11 – Résiliation pour faute

En cas de faute grave du Bénéficiaire et notamment dans les cas énoncés ci-dessous, le représentant légal de la Commune pourra prononcer la résiliation de la présente convention :

- Non respect de l'une des dispositions de la présente convention ;
- Retard de paiement de la redevance supérieur à trois (3) mois ;
- Troubles graves occasionnés sur le bien surplombé ;
- Perte des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité de la société du Bénéficiaire.

La résiliation intervient après mise en demeure du Bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception postal restée sans effet.

La décision de résiliation fixe le délai imparti au Bénéficiaire pour évacuer les lieux sans toutefois que ce délai puisse être inférieur à un mois.

La résiliation pour faute intervient sans indemnité pour le Bénéficiaire, ni remboursement, le cas échéant, de la redevance.

Article 13 – Sort du bien à échéance de la période d'exploitation et à l'expiration de la convention

A l'échéance de la période d'exploitation et à l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire est tenu d'enlever à ses frais les installations qui ont été implantées par lui sur le bien visé à l'article 3 et de remettre les lieux en leur état primitif, sans pouvoir prétendre de ce fait à indemnité.

Pour ce faire, un état des lieux de sortie sera établi.

A défaut par le Bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans le délai qui lui aura été notifié ou en l'absence d'un tel délai, dans les 15 jours à dater de l'échéance de la période d'exploitation ou de l'expiration de la présente, le représentant légal de la Commune pourra décider d'y pourvoir aux frais et risques du Bénéficiaire.

Envoyé en préfecture le 06/12/2021
Reçu en préfecture le 06/12/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211206-202111_132D-AR

Article 14 – Règlement des litiges

Pour tout litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A ....., le .....

Pour la S.A.S.U. 26 PLANCHER ENVIRONNEMENT
Le Président
Lionel PLANCHER

A ....., le .....

Pour la Commune de Montélimar
Le Maire

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211129-202111_133D-AR

DÉCISION 2021.11.133D

CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT DE 1 000 000 € AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Vu les articles L2122-29 et L 2122-22- Alinéa 3 relatif aux emprunts, du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2.00 du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2020, octroyant les délégations de pouvoir au Maire, prévues à l'article précité,

Vu l'arrêté municipal n°2020.07.596A en date du 31 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Norbert GRAVES, conseiller municipal,

Vu la proposition de la Société Générale,

Étant préalablement exposé :

Que la commune de Montélimar souhaite financer son programme d'investissement 2022-2023 par la souscription d'un emprunt d'un montant de 1 000 000.00 €.

Que la Société Générale, se propose d'accorder un emprunt d'un montant total de 1 000 000.00 €.

Le Maire de la commune de Montélimar,

D É C I D E

Article 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Montant du contrat de prêt	: 1 000 000.00 €
Durée du contrat de prêt	: 20 ans
Objet du contrat de prêt	: financer les investissements

Phase de mobilisation :
Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation au cours de laquelle il est possible d'effectuer des versements au gré des besoins et d'une tranche obligatoire à taux fixe.

Montant	: 1 000 000.00 €
Début	: A la date de signature du contrat
Fin	: 30/10/2023
Taux d'intérêt annuel	: EURIBOR 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) assorti d'une marge de +0.50%
Commission de non-utilisation	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.10% l'an est perçue semestriellement où à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 026-212601983-20211129-202111_133D-AR

l'encours moyen non utilisé. * floorés à zéro.

Phase de consolidation :
D'un commun accord entre la Société Générale et VILLE DE MONTÉLIMAR , il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Fixe de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant	: 1 000 000 €
Date de la première échéance	: 30/10/2023
Maturité	: 30/10/2043 (20 ans)
Mode d'amortissement	: Linéaire (capital constant)
Taux d'intérêt annuel	: Taux fixe de 0.96% - chaque périodicité du 30/10/2023 au 30/10/2043
Périodicité	: Trimestrielle
Base de calcul des intérêts	: Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Soulte de rupture des conditions financières : une soulte de rupture des conditions financières sera due par le client (i) dans un certain nombre de cas et (ii) selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation bancaire

Article 2 : Étendue des pouvoirs du signataire

Monsieur le Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Banque postale, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre décision et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Fait à Montélimar, le 29/11/2021

MAIRIE DE MONTÉLIMAR (DRÔME)

Pour Le Maire,
Le Conseiller délégué
Le Maire

Norbert GRAVES

Analyse de l'evolution de la situation financière 2014-2019 de la ville.

Analyse des satellites et des engagements hors bilan

Commune de Montélimar

3 septembre 2021

kpmg.fr

Sommaire

1 Analyse de l'evolution de la situation financière du budget principal

- Quels sont les indicateurs utilisés ?
- Synthèse
- L'evolution des soldes intermédiaires de gestion
- L'impact des transferts de compétences
- Les charges de gestion
- Les produits de gestion
- Les charges et produits exceptionnels
- Le programme d'investissement
- L'endettement et le résultat de clôture

2. Analyse des satellites et des engagements hors bilan

3. Annexes
- Les budgets annexes
- Fiches satellites

KPMG

1. Analyse de l'évolution de la situation financière du budget principal

Quels sont les indicateurs financiers qui seront étudiés ?

L'analyse financière est fondée sur les opérations réelles (encaissements et décaissements effectifs) retracées au sein des comptes administratifs 2014-2019 du budget général.

Les indicateurs étudiés :

- **La capacité de la collectivité à dégager structurellement sur son fonctionnement de quoi rembourser sa dette et autofinancer ses dépenses d'équipement.**

- **Les soldes intermédiaires de gestion** de la Ville sont analysés en fonction de la nature des opérations de fonctionnement (courantes, liées au patrimoine, exceptionnelles).

- **Son niveau d'endettement qui sera apprécié à deux niveaux :**

  - À partir du rapport entre son encours de dette et sa capacité d'autofinancement : il s'agit du **ratio de désendettement** représentatif du nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette en affectant la totalité du solde des opérations réelles de fonctionnement de l'année (la capacité d'autofinancement ou CAF).

    Rappel : Ce ratio est jugé correct pour une collectivité, dès lors qu'il est en deçà de 8 années. Il doit néanmoins s'apprécier de manière dynamique.
  - À partir du poids du remboursement des emprunts sur ses soldes de gestion. **La capacité d'autofinancement nette** permet d'étudier le solde spécifique net du service de la dette.
  - Bien entendu, **les ressources propres** de la ville (hors subventions affectées à des équipements) doivent couvrir le remboursement de la dette.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Méthodologie d'analyse

L'analyse de la situation financière d'une collectivité se fait à partir du budget principal de la commune. Néanmoins, ce budget principal peut être amené à financer des budgets annexes, dont l'analyse est par conséquent nécessaire pour appréhender les variations de charges présentes dans le budget principal de la collectivité.

L'impact de ces budgets annexes sur le budget principal et donc sur les soldes financiers se fait via la comptabilisation des subventions versées par ce dernier aux deux budgets annexes de la collectivité. Le poids de ces budgets est donc inclus dans les ratios financiers présentés. Un détail de l'analyse de ces budgets annexes est néanmoins présenté en fin de rapport.

Par ailleurs un certain nombre de transferts de compétences ainsi que de modifications dans les principes financiers de la mutualisation entre la ville et la Communauté d'agglomération ont eu lieu sur la période 2014-2019.

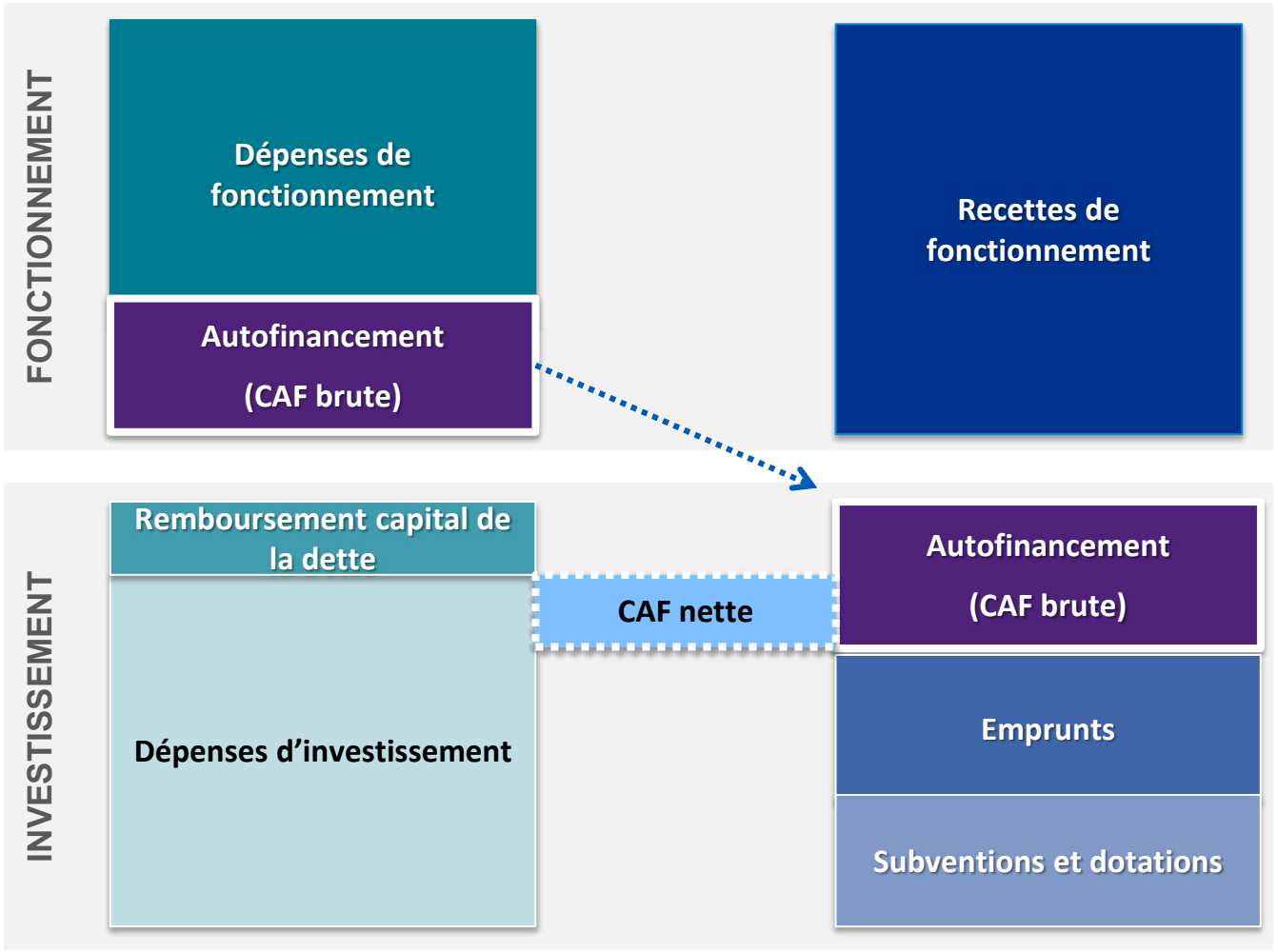
Afin d'avoir une meilleure lisibilité de ces impacts sur les équilibres économiques, l'analyse du budget principal débute par un tableau de synthèse des différents mouvements financiers liés à ces transferts et cette mutualisation, afin d'en mesurer le poids sur les équilibres financiers.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Synthèse

Comment apprécier l'équilibre budgétaire ?



?

CAF Brute =

Epargne disponible pour rembourser le capital de la dette et financer les équipements

?

CAF nette =

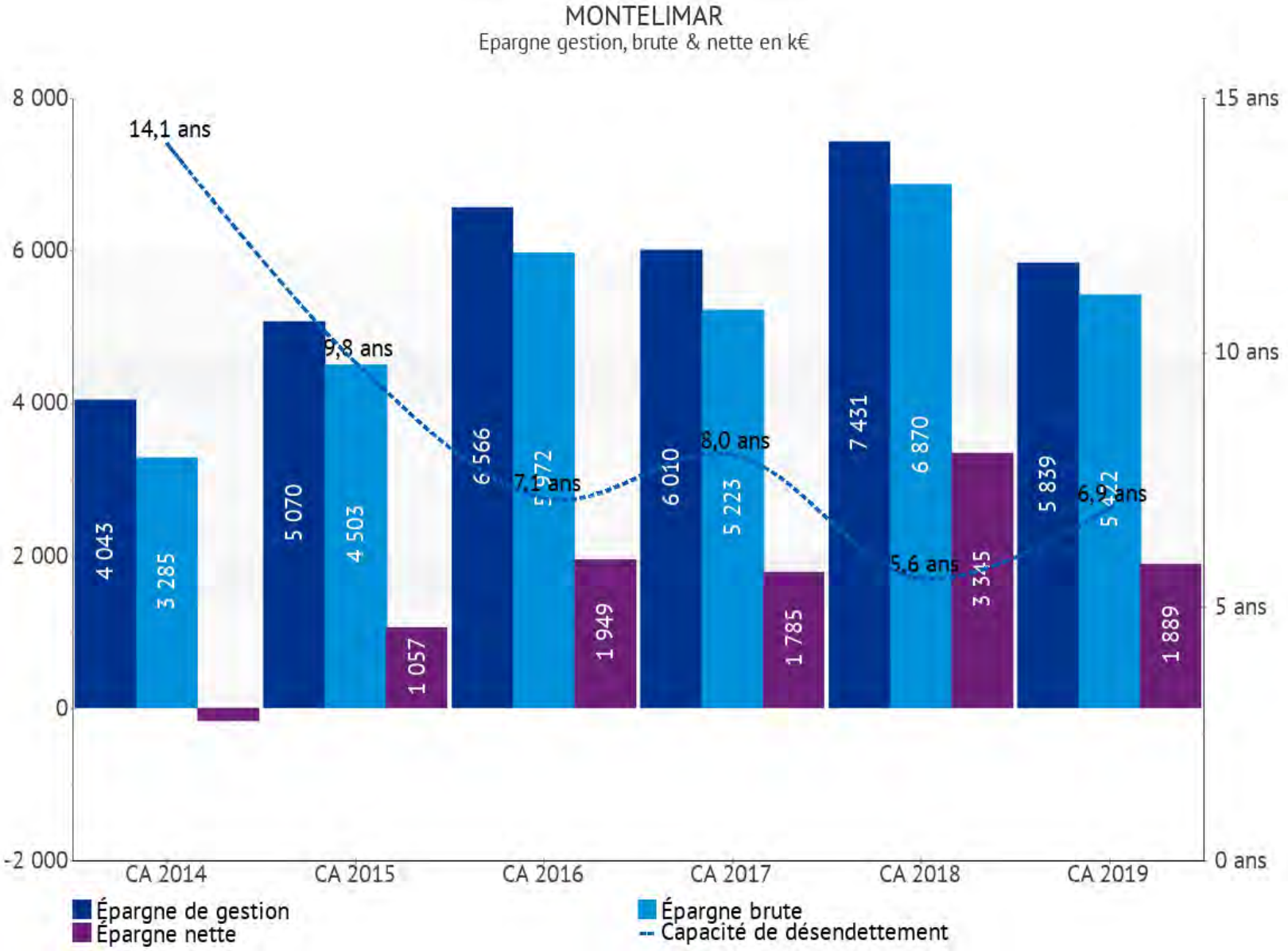
Epargne disponible après prise en compte du remboursement du capital de la dette pour financer les investissements

?

Plus l'épargne nette (CAF nette) est importante moins la collectivité aura besoin de recourir à l'emprunt pour financer ses investissements.

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Une situation critique avec une CAF nette négative en 2014 mais qui s'est améliorée sur la période



© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Synthèse de l'analyse rétrospective
Ce qu'il faut retenir

- **Une situation financière critique en 2014, déjà pointée par la CRC, avec un autofinancement net négatif et une capacité de désendettement de plus de 14 ans.**

- **Une amélioration de l'ensemble des ratios jusqu'en 2018 avec une épargne nette qui dépasse le 3,3 M€ et des taux d'épargne supérieurs à ceux des communes de même strate : 20% de taux d'épargne nette en 2018 pour 15% en moyenne et 10% pour l'épargne nette pour 6% pour les communes de même strate.**

- **La situation se rétracte en 2019, avec une perte de marges nette de plus de 1,4 M€ entre 2018 et 2019.**

- **Le recours à de nouveaux emprunts n'a pas détérioré la situation financière puisqu'il s'est fait concomitamment à la baisse de la dette ancienne. De fait, le volume des annuités est demeuré stable voire en légère baisse, et la capacité de désendettement a été divisée par deux grâce à l'effet parallèle du désendettement et de l'amélioration de la marge financière. Elle termine à un niveau correct d'environ 7 ans.**

- **Toutefois, la ville n'a pas honoré son engagement de 3 M€ vis-à-vis de la SPL en termes de rachat de voirie. Si une telle dépense avait été réalisée, son autofinancement serait réduit de 185 K€ environ (annuités supplémentaires à porter) et son endettement aurait été porté à 40 M€ soit 7,5 années de capacité de désendettement.**

- **La commune devra veiller à sécuriser son circuit de facturation de la TLPE. En effet sur les deux dernières années, le montant des recettes figurant au budget est constitué pour tout ou partie de titres de rattachement qui n'ont pas fait l'objet de facturation. Il conviendra également de porter un œil sur ses recettes de stationnement qui par comparaison sont inférieures à celles constatées sur des communes de même strate de population.**

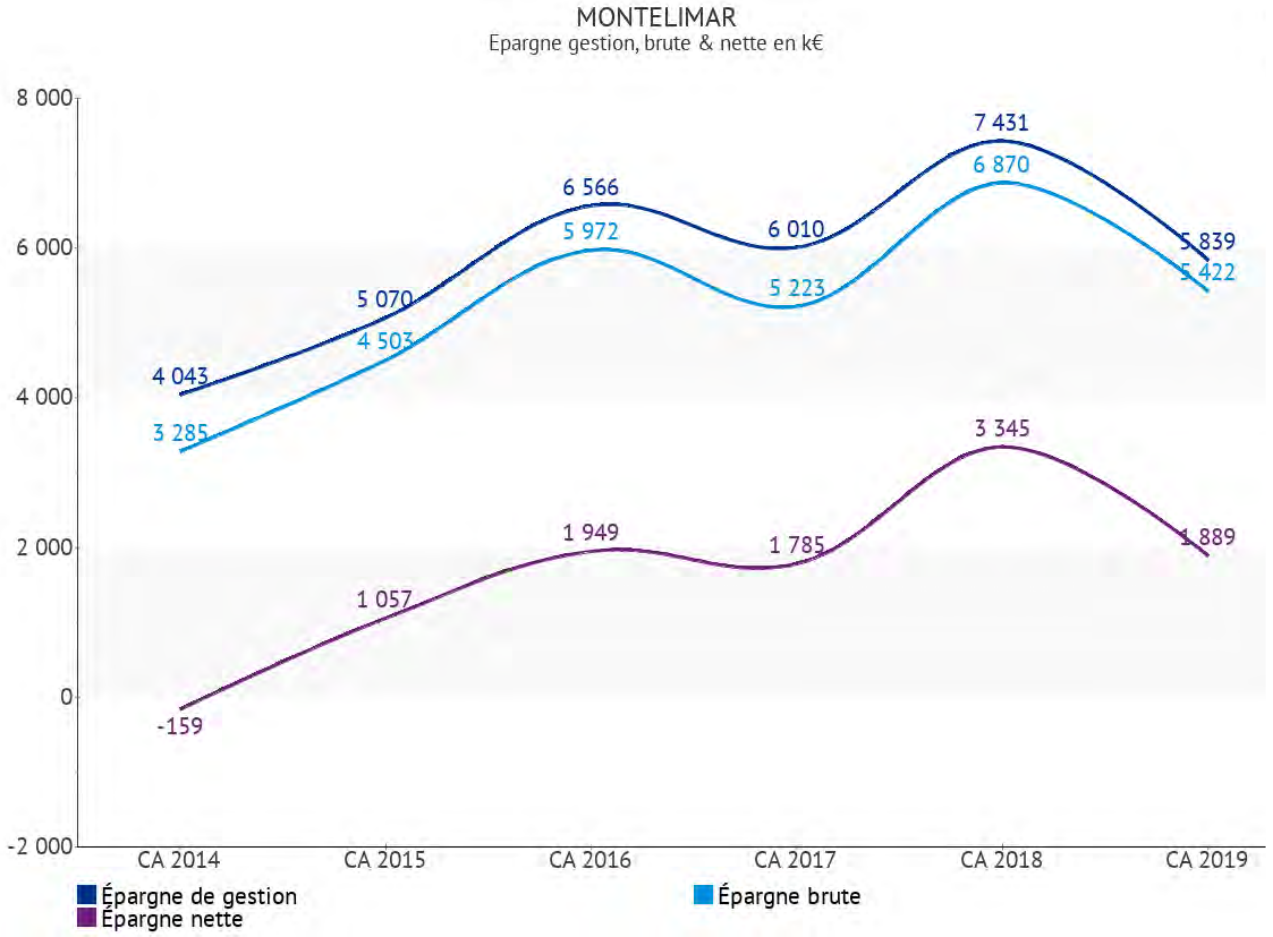
- **L'enjeu est désormais d'évaluer si cette baisse des dépenses ne s'est pas faite au détriment des services à la population ou de l'organisation des services de la collectivité.**

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des soldes intermédiaires des gestion

Une amélioration de la situation financière jusqu'en 2018 puis une baisse en 2019



La détermination du **niveau de l'autofinancement** vise à analyser la capacité de la commune à dégager des « marges de manœuvre » sur sa section de fonctionnement, afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer tout ou partie de ses investissements.

- Sur la période 2014-2018, les niveaux d'épargne de la commune se sont continuellement améliorés. Cette hausse de tous les ratios est imputable à la hausse de l'épargne de gestion à la baisse des annuités mais également à des opérations exceptionnelles dont le solde financier reste positive pour la commune.
- En 2019 la baisse de la marge de gestion provoque une détérioration de l'ensemble des soldes financiers.

L'impact des transferts de compétences

Impact des transferts de compétences et des flux de mutualisation sur les équilibres

Les tableaux ci-dessous synthétisent les différents postes de charges et produits impactés par les transferts de compétences. Sont présentés en valeur positive les dépenses et en valeur négative les recettes (amoindrissement de coût), pour chaque compétence concernée.

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
Extrascolaire et périscolaire	Periscolaire et CLSH	Chapitre 011	418 640 €	0 €				
		Chapitre 012 hors ATSEM	2 023 876 €					
		ATSEM périscolaire	226 294 €	628 768 €	628 768 €	628 768 €	628 768 €	628 768 €
		Total	**2 668 810 €**	**628 768 €**	**628 768 €**	**628 768 €**	**628 768 €**	**628 768 €**
	Mise à disposition ATSEM	6419	-226 294 €	-628 768 €	-628 768 €	-628 768 €	-628 768 €	-628 768 €
	Remboursement service partagé - ALSH	70688	-532 217 €					
	Recettes services ALSH/périscolaire	chapitre 70/75/77	-583 444 €					
	Impact AC		838 305 €	2 155 642 €	2 155 642 €	2 155 642 €	2 155 642 €	2 155 642 €
		Solde	**2 165 160 €**	**2 155 642 €**	**2 155 642 €**	**2 155 642 €**	**2 155 642 €**	**2 155 642 €**
		Variation annuelle		-9 518 €	0 €	0 €	0 €	0 €

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
Services communs	Transfert services communs	chapitre 012	1 649 426 €					
	Remboursement services communs	6419	-1 649 426 €					
	Rbt loyers et charges	Chapitre 75 et 70		-156 141 €	-156 141 €	-156 141 €	-156 141 €	-156 141 €
	Rbt services communs	70688	-190 041 €					
		Solde	**-190 041 €**	**-156 141 €**	**-156 141 €**	**-156 141 €**	**-156 141 €**	**-156 141 €**
		Variation annuelle		33 900 €	0 €	0 €	0 €	0 €
			2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Service culture	Création service commun culturel en 2016	chapitre 012	81 826 €	83 463 €	0 €			
	Rbt 40% service culturel à l'agglo par	70688	-32 730 €	-33 385 €	0 €			
		Solde	**49 096 €**	**50 078 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
		Variation annuelle		982 €	-50 078 €	0 €	0 €	0 €

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Impact des transferts de compétences et des flux de mutualisation sur les équilibres

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
Service culture	Création service commun culturel en 2016	chapitre 012	81 826 €	83 463 €	0 €			
	Rbt 40% service culturel à l'agglo par	70688	-32 730 €	-33 385 €	0 €			
		Solde	**49 096 €**	**50 078 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
		Variation annuelle		982 €	-50 078 €	0 €	0 €	0 €
			2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
PLU	Transfert PLU- juillet 2017	chapitre 012	86 505 €	88 235 €	90 000 €	45 141 €	0 €	
	Impact AC - PLUI	7321				68 158,00 €	90 878,00 €	90 878,00 €
		Solde	**86 505 €**	**88 235 €**	**90 000 €**	**113 299 €**	**90 878 €**	**90 878 €**
		Variation annuelle		1 730 €	1 765 €	23 299 €	-22 421 €	0 €
			2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Tourisme	Transfert tourisme	Chapitre 65	91 604 €	55 604 €	55 604 €			
	Transfert taxe de séjour	7362	-49 561,00 €	-109 232,00 €	-106 459,00 €	-5 126,00 €		
	Impact AC - Tourisme	7321				-28 753,00 €	-28 753,00 €	-28 753,00 €
		Solde	**42 043 €**	**-53 628 €**	**-50 855 €**	**-33 879 €**	**-28 753 €**	**-28 753 €**
		Variation annuelle		-95 671 €	2 773 €	16 976 €	5 126 €	0 €
			2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
ZAE	Transfert ZAE	Chapitre 011						
	Conv de gestion ZAE	70876						-115 666,00 €
	Impact AC - ZAE	7321					182 323,00 €	182 323,00 €
		Solde	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**182 323 €**	**66 657 €**
		Variation annuelle		0 €	0 €	0 €	182 323 €	-115 666 €

Nota ZAE : sur les 182 K€ d'impact sur l'attribution de compensation, d'après le rapport CLECT 17 K€ concerne l'investissement et 83 K€ l'entretien d'usure sans doute plutôt comptabilisé comptablement en investissement par la ville et non intégré au calcul de la capacité d'autofinancement.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Impact des transferts de compétences et des flux de mutualisation sur les équilibres

			2014	2015	2016	2017	2018	2019
GEMAPI	Transfert Gemapi	Chapitre 011						
	Impact AC - gémapi	7321					14 686,00 €	14 686,00 €
	Solde		**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**14 686 €**	**14 686 €**
	Variation annuelle			0 €	0 €	0 €	14 686 €	0 €
			2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
ADS	transfert urbanisme - ADS au 1er avril 2015 ss AC	chapitre 012	143 710,54 €	15 538 €				
	Impact AC				0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Solde		**143 711 €**	**15 538 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
	Variation annuelle			-128 172 €	-15 538 €	0 €	0 €	0 €
			2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Cellule emploi	Transfert cellule emploi ss AC en 2016	chapitre 012	113 571,78 €	142 572 €	0 €			
	Impact AC				0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Solde		**113 572 €**	**142 572 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
	Variation annuelle			29 001 €	-142 572 €	0 €	0 €	0 €

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
TOTAL solde annuel	2 410 045 €	2 242 297 €	2 038 646 €	2 078 921 €	2 258 635 €	2 142 969 €
Variation annuelle	-	167 748	- 203 651	40 275	179 714	- 115 666

Globalement l'impact des transferts est positif à hauteur de 270 K€ pour la ville sur la période 2014 à 2019 avec un coût global en fonctionnement qui passe de 2,41 M€ à 2,14 M€.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Les charges de gestion

Evolution des charges de gestion
Ce qu'il faut retenir

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Évolution moyenne annuelle
DÉPENSES DE GESTION	**35 677 034**	**31 228 692**	**30 068 612**	**30 195 292**	**29 846 998**	**31 352 300**	***-2,55%***
Charges à caractère général (D011)	11 973 935	11 252 175	11 615 437	11 564 700	11 539 581	12 354 492	*0,63*
Dépenses de personnel (D012)	19 288 929	15 715 017	14 408 294	14 569 270	14 263 063	14 945 532	- *4,97*
Atténuation produits (D014)	240 416	322 478	446 861	508 138	465 326	462 156	*13,96*
Autres charges courantes (D65)	4 173 754	3 939 022	3 598 020	3 553 184	3 579 028	3 590 120	- *2,97*
Retraitement transfert de compétences et services communs	- 4 835 453	- 1 014 181	- 774 372	- 673 909	- 628 768	- 628 768	
DÉPENSES DE GESTION hors transferts et services communs	**30 841 581**	**30 214 511**	**29 294 240**	**29 521 383**	**29 218 230**	**30 723 532**	***-0,08%***
Evolution annuelle		-2,03%	-3,05%	0,78%	-1,03%	5,15%	

- **Une baisse apparente des charges de gestion qui s'explique par les transferts de compétences opérés avec la Communauté d'agglomération entre 2014 et 2017 : périscolaire, tourisme, PLU, cellule emploi, …**
  Cette baisse de dépense ne constitue néanmoins pas pour la ville une économie puisqu'elles sont déduites pour l'essentiel de l'attribution de compensation qu'elle perçoit en recette (cf. impact des transferts de compétences)

- **À ces transfert de charges s'ajoute une baisse réelle des charges d'exploitation entre 2015-2018 notamment sur les charges de personnel.**

- **L'année 2019 marque toutefois une rupture avec une croissance importante des dépenses (>5%) tant sur les charges à caractère général (hausse des dépenses d'entretien et des fluides) que sur les charges de personnel (+700 K€). Cette hausse importante entre 2018 et 2019 absorbe la quasi-totalité de l'économie constatée entre 2014 et 2018.**

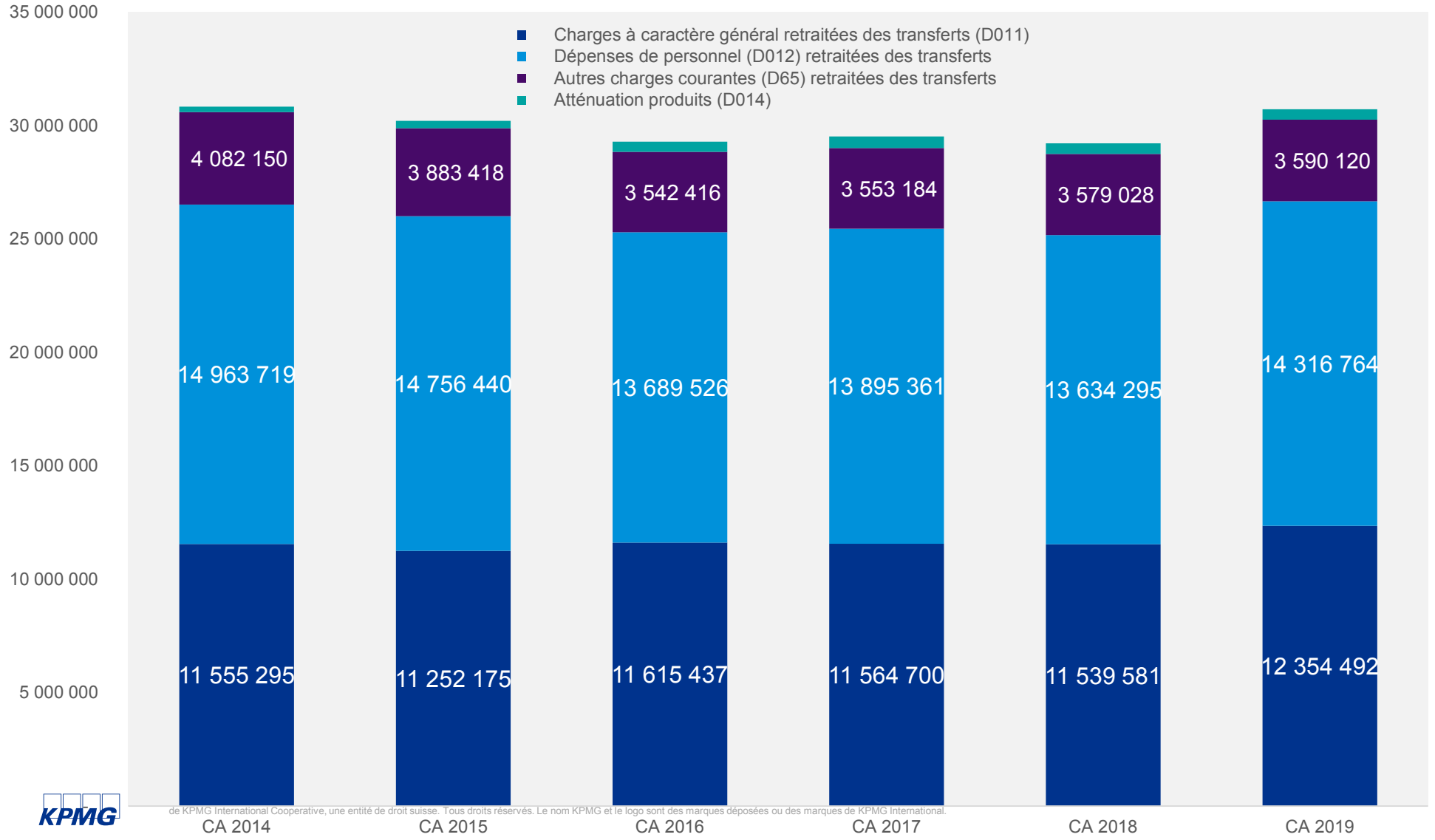
KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des charges de gestion

Panorama des charges de gestion sur la période

DEPENSES DE GESTION PAR CHAPITRE BUDGETAIRE
APRES RETRAITEMENT DES TRANSFERTS



de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des charges de gestion
Charges à caractère général

Charges à caractère général – chapitre 011 (1/1)

011 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	évol moy
Charges à caractère géneral (K€)	**11 974**	**11 252**	**11 615**	**11 565**	**11 540**	**12 354**	***0,6%***
dont périscolaire et ALSH transférés Montélimar Agglo	*-419*						
dont Banquet Républicain			*-296*			*-279*	
Charges à caractère géneral retraitées (K€)	**11 555**	**11 252**	**11 320**	**11 565**	**11 540**	**12 075**	***0,9%***
évolution annuelle		***-2,6%***	***0,6%***	***2,2%***	***-0,2%***	***4,6%***	

011 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	évol moy
Charges à caractère géneral (K€)	**11 974**	**11 252**	**11 615**	**11 565**	**11 540**	**12 354**	***0,6%***
Fluides, combustibles, carburants	**1 967**	**2 042**	**1 919**	**1 956**	**1 848**	**2 007**	***0,4%***
TOTAL hors compétences transférées et Banquet Républicain	*1 964*	*2 042*	*1 919*	*1 956*	*1 848*	*2 007*	***0,4%***
Contrats de prestations de services et crédits-bails	**1 827**	**1 705**	**1 822**	**1 861**	**1 864**	**1 823**	***0,0%***
TOTAL hors compétences transférées et Banquet Républicain	1 601	1 705	1 822	1 861	1 864	1 823	***2,6%***
Etudes et recherches	**0**	**15**	**20**	**105**	**91**	**136**	***ns***
Alimentation	**23**	**9**	**9**	**8**	**8**	**9**	***-17,0%***
TOTAL hors compétences transférées et Banquet Républicain	5	9	9	8	8	9	***14,1%***
Autres achats (matériels, équipements, fournitures)	**1 017**	**869**	**838**	**788**	**813**	**882**	***-2,8%***
TOTAL hors compétences transférées et Banquet Républicain	984	869	808	788	813	846	***-3,0%***
Patrimoine	**4 132**	**3 905**	**4 209**	**4 234**	**4 277**	**4 591**	***2,1%***
TOTAL hors compétences transférées et Banquet Républicain	4 093	3 905	4 144	4 234	4 277	4 531	***2,1%***
Autres services extérieurs	**3 007**	**2 707**	**2 798**	**2 614**	**2 639**	**2 906**	***-0,7%***
TOTAL hors compétences transférées et Banquet Républicain	2 910	2 707	2 598	2 614	2 639	2 722	
Charges à caractère géneral hors compétences transférées et Banquet (K€)	**11 556**	**11 252**	**11 320**	**11 565**	**11 540**	**12 075**	***0,9%***
évolution annuelle		***-2,6%***	***0,6%***	***2,2%***	***-0,2%***	***4,6%***	

Une évolution annuelle des charges à caractère général maîtrisée de 0,9% par an en moyenne après retraitement des charges ayant fait l'objet d'un transfert à la Communauté d'agglomération (accueil périscolaire et extrascolaire) et des dépenses relatives au Banquet Républicain.

On note néanmoins que **l'année 2019 est significativement en augmentation** par rapport aux autres années où le volume de dépenses est demeuré relativement stable. Cet accroissement 2019 est pour l'essentiel lié à un accroissement des dépenses de fluides (+160 K€) et d'entretien (nouveaux contrats propreté +207 K€).

Les dépenses des Banquets Républicains sont en moyenne de 290 K€ pour un reste à charge de 225 K€ après déduction des recettes.

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des charges de gestion
Charges de personnel

Charges de personnel (chapitre 012) (1/1)

012/ 013 /7084 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	évol moy
Charges de personnel - Chapitre 012	**19 289**	**15 715**	**14 408**	**14 569**	**14 263**	**14 946**	***-5,0%***
Remboursement sécurité sociale et services communs	**2 284**	**883**	**757**	**833**	**748**	**679**	***-21,6%***
Remboursement Agglo services partagés	**1 127**	**722**	**648**	**460**	**598**	**578**	***-12,5%***
Charges de personnel nettes des recettes	**15 878**	**14 111**	**13 003**	**13 277**	**12 917**	**13 689**	***-2,9%***
Retraitement transferts de charges et mutualisation	*-1 695*	*-296*	*-90*	*-45*	*0*	*116*	
Charges de personnel retraitées	**14 184**	**13 815**	**12 913**	**13 232**	**12 917**	**13 805**	***-0,5%***
Evolution annuelle		*-2,6%*	*-6,5%*	*2,5%*	*-2,4%*	*6,9%*	

L'analyse détaillée de la masse salariale et des effectifs est présentée dans le rapport d'audit RH.

Pour rappel, on constate qu'après retraitement des transferts de personnel opérés entre la ville et la Communauté d'agglomération suite à la bascule des services communs et aux transferts de compétences, on constate une diminution de la masse salariale de la ville jusqu'en 2018.

En 2019 de nouvelles ouvertures de poste expliquent l'accroissement des charges de personnel supportées par la ville qui augmentent de plus de 6% en coût net.

NOTE :

La lisibilité de la masse salariale sur les documents budgétaires est limitée du fait des nombreux flux de remboursements liés à la mutualisation et à leur évolution dans le temps.
En 2014, les services communs étaient portés en intégralité par la ville, l'Agglo a donc remboursé la totalité de manière exceptionnelle, et le montant dû par la ville a été prélevé de son attribution de compensation (1,046 M€).

À partir de 2015, les services communs sont portés par la Communauté d'agglomération d'où la baisse importante du chapitre 012, renforcé par le transfert de la compétence périscolaire.

Si on veut comparer la masse salariale de la ville à d'autres communes, il convient d'ajouter au solde net des charges de personnel après remboursement, **le montant prélevé sur l'attribution de compensation soit environ 1,05 M€ en moyenne correspondant au coût des agents travaillant pour la ville mais payés par la Communauté d'agglomération.**

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des charges de gestion
Charges de gestion courante

Autres charges de gestion courante – Chapitre 65 (1/2)

Après retraitement des éléments erratiques (subvention budget annexe, transferts de compétences, subvention CCAS), **on note qu'après une forte baisse entre 2014 et 2015 liée à la diminution des subventions associatives (cf. ci-après), les dépenses demeurent stables entre 3,1 M€ et 3,2 M€ par an.**

65 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	évol moy
Autres charges courantes	**4 174**	**3 939**	**3 598**	**3 553**	**3 579**	**3 590**	***-3,0%***
élus - indemnités, charges, frais	**290**	**289**	**285**	**278**	**275**	**275**	***-1,1%***
Contingents et participations obligatoires	**1 663**	**1 666**	**1 666**	**1 666**	**1 667**	**1 666**	***0,0%***
Contingent service incendie	1 655	1 663	1 663	1 663	1 663	1 663	*0,1%*
Contributions aux organismes de regroupement	2	2	2	2	2	2	*1,7%*
Autres contributions obligatoires	6	1	1	1	2	1	*-30,8%*
Etablissements et services rattachés	**586**	**590**	**360**	**440**	**440**	**390**	***-7,8%***
CCAS	0	110	0	100	100	50	*ns*
Subvention budget Parking	586	480	360	340	340	340	*-10,3%*
Subventions aux associations	**1 574**	**1 313**	**1 224**	**1 112**	**1 123**	**1 124**	***-6,5%***
Autres	**62**	**81**	**62**	**57**	**75**	**135**	***17,1%***
dont tourisme transféré Montélimar Agglo	*-92*	*-56*	*-56*				
dont subvention budget Parking	*-586*	*-480*	*-360*	*-340*	*-340*	*-340*	
dont CCAS	*0*	*-110*	*0*	*-100*	*-100*	*-50*	
Autres charges courantes retraitées	**3 496**	**3 293**	**3 182**	**3 113**	**3 139**	**3 200**	***-1,8%***
évolution annuelle		***-5,8%***	***-3,4%***	***-2,2%***	***0,8%***	***1,9%***	

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des charges de gestion
Charges de gestion courante

Autres charges de gestion courante – Chapitre 65 (2/2)

Dans l'article comptable relatif aux subventions associatives figure la participation de la ville à l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) de l'école Chabrillan (227 K€ en moyenne sur la période). Il s'agit de la participation financière la plus importante enregistrée sur cet article comptable, toutefois de manière globale ce sont les associations sportives qui reçoivent en cumul la plus grosse enveloppe de subventions (environ 500 K€ par an) devant les associations scolaires (environ 300 K€).
L'analyse des principaux satellites figure dans la partie Satellites et Engagements Hors Bilan.

La baisse des subventions observée entre 2014 et 2019 (-450 K€) correspond :

- À un volume de subventions ponctuelles exceptionnellement élevé en 2014 (53 K€)
- Au transfert de compétences à la Communauté d'agglomération (subvention à l'Office de tourisme de 91 K€ en 2014). Dans les faits cela ne génère aucune marge de manœuvre financière à la ville car ces charges sont diminuées de l'attribution de compensation de la commune.
- À l'arrêt d'un certain nombre de subventions versées : Association de commerçants (-23 K€), ou association APPTE (150 K€ en 2014) à laquelle la ville paie désormais des prestations d'entretien (brigades vertes, chantier d'insertion, …).
- À la diminution de la subvention versée à EOVI Services et soins : la ville verse une compensation tarifaire à EOVI au titre des résidents qui étaient déjà présents dans le foyer pour personnes âgées lorsque EOVI a repris la gestion de l'équipement à la ville. Compte tenu du décès progressif des personnes concernées, cette compensation tarifaire diminue avec le temps (-65 K€).

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des charges de gestion
Atténuation de produits

Atténuation de produits – Chapitre 014 (1/2)

Ce chapitre enregistre les reversements de fiscalité opérés par la ville. Il s'agit essentiellement du prélèvement Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) dont la commune est redevable.

Ce prélèvement a augmenté sur la période du fait de l'accroissement du fonds au niveau national (570 M€ en 2014, 780 M€ en 2015, 1 000 M€ depuis 2016). Les modalités de répartition du FPIC n'ont pas été modifiées, il s'agit des modalités de droit commun.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
ATTÉNUATIONS PRODUITS *(D014)*	**240 416 €**	**322 478 €**	**446 861 €**	**508 138 €**	**465 326 €**	**462 156 €**	**+13,96 %**
Reversement AC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Reversement DSC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Reversement FNGIR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Reversement FPIC	240 416 €	322 478 €	446 861 €	508 138 €	465 326 €	462 156 €	**+13,96 %**
Prélèvement SRU	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Les produits de gestion

Evolution des produits de gestion
Ce qu'il faut retenir

- **Une très faible progression de recettes jusqu'en 2018 du fait de la baisse continue de la DGF suite à la ponction opérée par l'Etat au titre de la contribution au redressement des finances publiques (-2,1 M€ de recettes en moins)**

- **La commune a bénéficié sur la fin de période, au-delà de la progression des bases d'imposition, de recettes conjoncturelles importantes en termes de droits de mutation et de rôles supplémentaires. Le principal enjeu pour elle sera le maintien de ses recettes de gestion à hauteur afin de ne pas détériorer la marge dans les années à venir.**

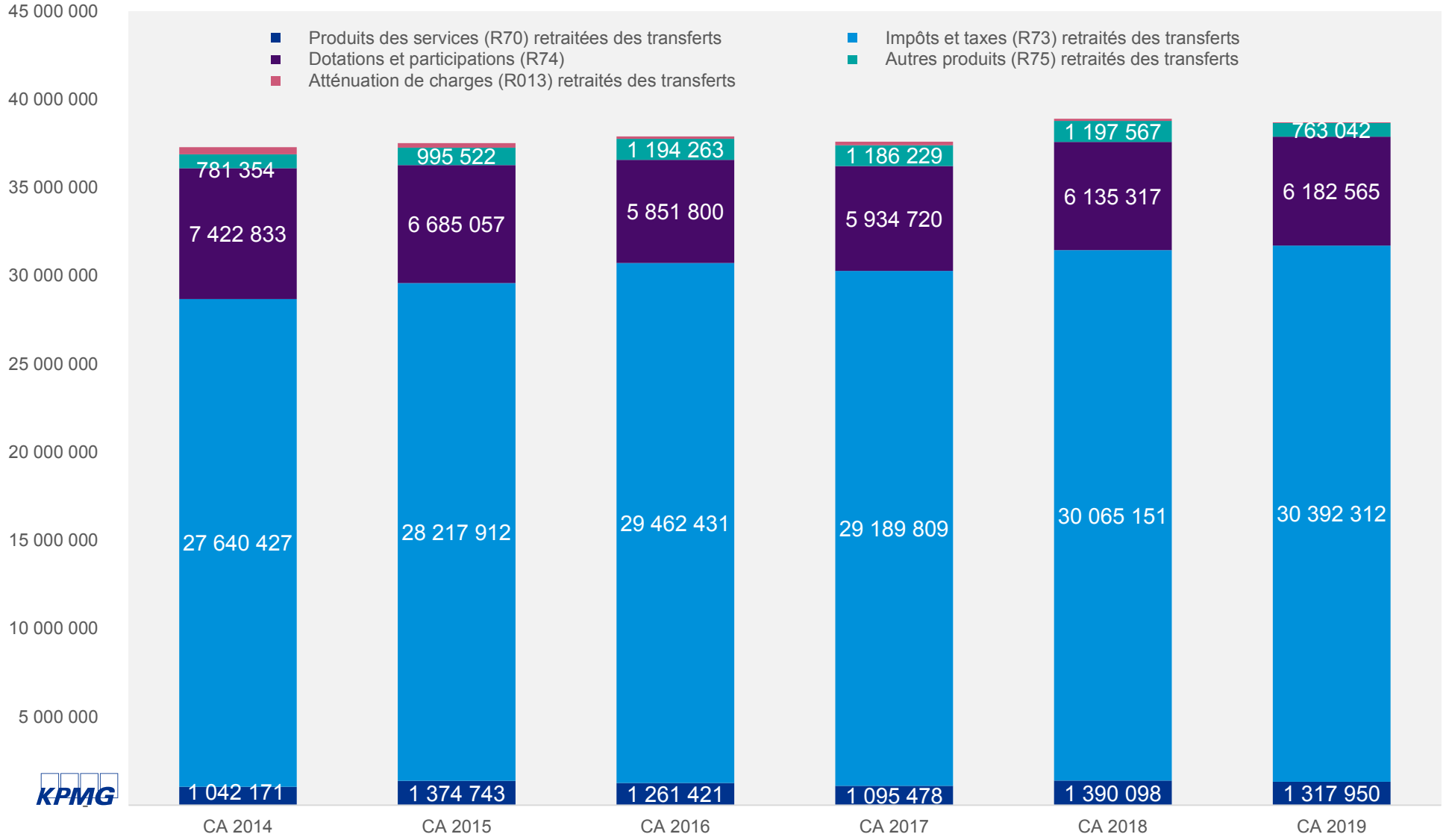
Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Évolution moyenne annuelle
RECETTES DE GESTION	**39 720 244**	**36 298 931**	**36 634 181**	**36 205 075**	**37 277 607**	**37 191 519**	***-1,31%***
Produits des services (R70)	2 357 168	1 450 029	1 303 322	1 137 379	1 431 999	1 475 517	*8,94*
Impôts et taxes (R73)	26 851 683	26 171 502	27 413 248	26 999 888	27 650 375	27 977 536	*0,82*
Dotations et participations (R74)	7 422 833	6 685 057	5 851 800	5 934 720	6 135 317	6 182 565	*3,59*
Autres produits (R75)	804 600	1 109 762	1 308 503	1 300 469	1 311 807	877 282	*1,74*
Atténuation de charges (R013)	2 283 960	882 581	757 308	832 619	748 109	678 619	*21,55*
Retraitement transfert de compétences et services communs	- 2 425 409	1 228 116	1 264 274	1 405 012	1 629 867	1 514 201	
RECETTES DE GESTION après effet des transferts et services communs	**37 294 835**	**37 527 047**	**37 898 455**	**37 610 087**	**38 907 474**	**38 705 720**	***0,75%***
Evolution annuelle		0,62%	0,99%	-0,76%	3,45%	-0,52%	

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion

Panorama des produits de gestion sur la période

PRODUITS DE GESTION PAR CHAPITRE BUDGETAIRE
APRES RETRAITEMENT DES TRANSFERTS



Evolution des produits de gestion
Produits du domaine

Produits des services et du domaine – Chapitre 70 (1/2)

70 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	évol moy
Produits des services et du domaine	**2 357**	**1 450**	**1 303**	**1 137**	**1 432**	**1 476**	***-8,9%***
dont périscolaire et ALSH transférés Montélimar Agglo	-560						
dont remboursement services partagés par l'Agglo	-1 127	-722	-648	-460	-598	-578	
dont recettes stationnement					-60	-132	
Produits des services et du domaine après retraitements	**670**	**729**	**656**	**678**	**774**	**765**	***2,7%***
évolution annuelle		*8,7%*	*-10,0%*	*3,4%*	*14,2%*	*-1,1%*	

70 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	évol moy
Produits des services et du domaine	**2 357**	**1 450**	**1 303**	**1 137**	**1 432**	**1 476**	***-8,9%***
Redevances utilisation Domaine	**281**	**306**	**288**	**295**	**418**	**457**	***10,2%***
TOTAL hors transferts compétences et mutualisation et redevance stationnement	*281*	*306*	*288*	*295*	*358*	*324*	***2,9%***
Services culturels	**29**	**7**	**7**	**6**	**2**	**1**	***-55,5%***
Services sports et loisirs	**187**	**22**	**11**	**26**	**20**	**19**	***-36,5%***
TOTAL hors transferts compétences et mutualisation et redevance stationnement	*5*	*22*	*11*	*26*	*20*	*19*	***33,0%***
Mises à dispositions et remboursement de frais	**147**	**268**	**272**	**800**	**851**	**830**	***41,4%***
TOTAL hors transferts compétences et mutualisation et redevance stationnement	*146*	*268*	*272*	*250*	*253*	*253*	***11,7%***
Autres produits des services	**1 713**	**847**	**726**	**10**	**141**	**169**	***-37,1%***
TOTAL hors transferts compétences et mutualisation et redevance stationnement	*210*	*126*	*78*	*101*	*141*	*169*	***-4,3%***
Produits des services et du domaine retraités	**670**	**729**	**656**	**678**	**774**	**765**	***2,7%***
évolution annuelle		*8,6%*	*-5,9%*	*2,7%*	*21,0%*	*-9,3%*	

L'évolution du chapitre 70 est fortement marqué par les transferts de compétences et les modalités de refacturation des mutualisations entre la commune et l'Agglomération, détaillées dans les éléments relatifs aux charges de personnel.

Le retraitement de ces éléments permet de faire apparaître une faible évolution du chapitre. Les variations observées sont le fait de :

- nouvelles recettes de stationnement : la commune perçoit suite à la nouvelle réglementation des recettes de stationnement (horodateurs) depuis 2018 pour un montant de 60 K€ en 2018 et 120 K€ en 2019 (redevances d'utilisation du domaine public). Un état comparatif des recettes perçues par les communes de même strate (35000-45000 habitants) sur la Région Auvergne Rhône-Alpes figure ci-après. **Les volumes de la ville de Montélimar apparaissent faibles comparés aux autres communes.**

- l'accroissement de la refacturation au budget annexe de l'eau potable pour 60 K€ supplémentaire à partir de 2015.

- L'évolution de la subvention CAF (Autres produits des services) sur les centres sociaux Nocaze et Colucci.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Produits du domaine

Produits des services et du domaine – Chapitre 70 (2/2)

Méthodologie d'analyse : extraction des articles 70383 (redevance stationnement) et 70384 (forfait post stationnement) du CA 2019 des communes dont la population est située entre 35 000 et 45 000 habitants en Auvergne Rhône-Alpes

Nota :

-Certaines communes ne figurent pas dans le tableau car les comptes 70383 et 70384 ne sont pas mouvementés en 2019,

- En dehors de la question du mode de gestion qui ne se pose pas pour la gestion des parkings de surface, les limites de l'exercice sont les mêmes que pour l'analyse des recettes parking à savoir que le périmètre exact des recettes n'est pas forcément uniforme (parking avec barrière comptabilisé en parking de surface ou en budget annexe comme Montélimar) et que le nombre de places payantes en stationnement de surface n'est pas connu pour la plupart des communes (source : site Internet des communes).

Collectivité	Population DGF	Redevance stationnement (art. 70383)	Forfait post stationnement (art. 70384)	TOTAL Redevance stationnement	Recette/hab.	Nb places payantes stationnement surface	Recette à la place	Tarif Forfait post stationnement
BOURG EN BRESSE	44 064	106 305	288 360	**394 665**	**8,96**	NC		20 €
MONTLUCON	37 913	418 945	98 399	**517 344**	**13,65**	880	588	17 €
MONTELIMAR	40 383	85 228	47 203	**132 430**	**3,28**	483	274	30 €
ROANNE	36 531	734 632	233 587	**968 219**	**26,50**	NC		35 €
CALUIRE-ET-CUIRE	44 075	501 355	198 357	**699 712**	**15,88**	NC		35 €
VILLEFRANCHE-SUR-SAONE	38 004		327 651	**327 651**	**8,62**	2 537	129	20 €
ANNEMASSE	36 129	771 324	506 402	**1 277 727**	**35,37**	1 600	799	30 €
THONON-LES-BAINS	37 862	1 649 546	457 752	**2 107 298**	**55,66**	2 454	859	25 €

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Impôts et taxes

Impôts et taxes – Chapitre 73 1(/6)

73 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	*évol moy*
Contributions directes (R7311)	**19 428**	**20 057**	**20 262**	**20 566**	**21 008**	**21 468**	***2,0%***
Taxes foncières et d'habitation	19 428	20 057	20 262	20 566	21 008	21 468	*2,0%*
Autres impôts locaux	**0**	**35**	**681**	**14**	**334**	**55**	***ns***
Fiscalité reversée	**5 042**	**3 790**	**3 790**	**3 636**	**3 355**	**3 398**	***-7,6%***
Attribution de compensation	4 708	3 455	3 455	3 301	3 021	3 064	*-8,2%*
Dotation de solidarité communautaire	205	205	205	205	205	205	*0,0%*
FNGIR	130	130	130	130	130	130	*0,0%*
Taxe de séjour	**50**	**109**	**106**	**5**	**0**	**0**	***-100,0%***
Impôts et taxes production énergétique & ind	**893**	**865**	**908**	**971**	**963**	**961**	***1,5%***
Autres taxes	**1 439**	**1 315**	**1 667**	**1 808**	**1 990**	**2 096**	***7,8%***
TLPE	23	25	232	230	230	230	*58,5%*
Droits de mutation	1 219	1 114	1 237	1 335	1 640	1 666	*6,4%*
Occupation du domaine public	192	170	170	146	106	110	*-10,5%*
Autres taxes diverses	4	7	28	97	13	90	*83,7%*
Impôts et taxes	**26 852**	**26 172**	**27 413**	**27 000**	**27 650**	**27 978**	***0,8%***
évolution annuelle Impots et taxes		*3,2%*	*1,0%*	*1,5%*	*2,2%*	*1,2%*	

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Impôts et taxes

Impôts et taxes – Chapitre 73 (3/6)

TLPE

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) apporte plus de 200K€ à la ville depuis sa mise en place. Néanmoins, sur les deux dernières années, le montant des recettes figurant au budget est constitué pour **tout ou partie de titre de rattachement qui n'ont pas fait l'objet de facturation**.

De fait, sur la recette 2018 de 230 K€ :

- 103 K€ ont fait l'objet d'une facturation réelle correspondant aux années 2016 et 2017
- **127 K€ sont une écriture de rattachement qu'aucun titre réel ne vient compenser**

Sur 2019, le titre de rattachement passé en 2018 a été annulé conformément aux principes comptables, mais un nouveau titre de rattachement de 357 K€ a de nouveau été passé, portant **la recette budgétaire à 230 K€.**

De fait, 55% des recettes de TLPE présentes au CA 2018 et la totalité des recettes 2019 n'avaient fait l'objet d'aucune facturation à fin 2019. Jusqu'en 2018, un cabinet extérieur accompagnait la ville dans la facturation et la récupération de la TLPE. Depuis que ce cabinet n'est plus là, il semble que les facturations ne se fassent pas. Or, il risque d'être très compliqué, compte tenu du contexte économique, de récupérer les taxes non facturées en 2018 et 2019. **De fait il existe un risque potentiel de charges supplémentaires de plus de 350 K€ à supporter si tel est le cas.**

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Impôts et taxes

Impôts et taxes – Chapitre 73 (2/6)

Attribution de compensation

S'agissant de l'attribution de compensation, le tableau ci-dessous retrace ses évolutions sur la période historique, avec un effet notable du transfert de la compétence périscolaire.

Il est à noter que la CLECT a fait le choix de proposer pour certaines compétences une évaluation en fonction de montant théorique (coût du PLU, voirie des ZAE) dans une optique de provisionner afin de disposer des fonds le jour où la dépense apparaîtrait. Cela signifie que la diminution de l'attribution de compensation ne s'est pas nécessairement accompagnée pour ces dépenses spécifiquement, d'une baisse analogue immédiate du volume des charges supportées par la Ville.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
AC de base	6 592 692	6 592 692	6 592 692	6 592 692	6 592 692	6 592 692
Périscolaire	- 838 305	- 2 155 642	- 2 155 642	- 2 155 642	- 2 155 642	- 2 155 642
Tourisme				28 753	28 753	28 753
PLU				- 68 158	- 90 878	- 90 878
GEMAPI					- 14 686	- 14 686
ZAE					- 182 323	- 182 323
Attribution de compensation a	5 754 387	4 437 050	4 437 050	4 397 645	4 177 916	4 177 916
Mutualisation	- 1 046 512	- 982 050	- 982 050	- 982 050	- 982 050	- 982 050
Régularisation mutualisation			0	- 114 460	- 174 869	- 132 083
AC budgétaire	4 707 875	3 455 000	3 455 000	3 301 135	3 020 997	3 063 783

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Evolution de la fiscalité directe

Impôts et taxes – Chapitre 73 (4/6)

Taxes foncières et d'habitation

FISCALITE 3 TAXES	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	évol moy	structure
Base réelle TH nette	57 504	60 301	59 416	60 319	61 576	61 115	*1,2%*	
Taux TH voté (en %)	14,09	14,09	14,09	14,09	14,09	14,09	*0,0%*	
Produit de la taxe d'habitation	**8 102**	**8 496**	**8 372**	**8 499**	**8 676**	**8 611**	***1,2%***	***41%***
Base réelle FB nette	53 493	55 283	56 855	57 697	58 772	60 963	*2,6%*	
Taux FB voté (en %)	20,54	20,54	20,54	20,54	20,54	20,54	*0,0%*	
Produit de la taxe foncière*	**10 987**	**11 355**	**11 678**	**11 851**	**12 072**	**12 522**	***2,6%***	***57%***
Base réelle FNB nette	315	303	294	290	338	344	*1,8%*	
Taux FNB voté (en %)	67,85	67,85	67,85	67,85	67,85	67,85	*0,0%*	
Produit de la taxe foncière non bâtie	**214**	**206**	**200**	**197**	**229**	**233**	***1,8%***	***1%***
PRODUITS 3 TAXES	**19 303**	**20 057**	**20 249**	**20 546**	**20 977**	**21 366**	***2,1%***	**100%**
ROLES SUPPLEMENTAIRES	**125**	**0**	**12**	**19**	**31**	**102**		**0%**
TOTAL DES PRODUITS	**19 428**	**20 057**	**20 262**	**20 566**	**21 008**	**21 468**	***2,0%***	**100%**
évolution annuelle		*3,2%*	*1,0%*	*1,5%*	*2,2%*	*2,2%*		

- **Les taux d'impositions sont restés stables** sur l'ensemble de la période, la dynamique fiscale n'est donc le fruit que de la croissance des bases d'imposition.
- La dynamique des bases de TH est restée modeste à 1,2% par an en moyenne. Celle de foncier bâti est moyenne à +2,6% de croissance moyenne annuelle sur la période. Dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation qui interviendra en 2021 et de la perception en substitution de la taxe foncière du Département de la Drôme, la dynamique fiscale future pourrait donc être plus élevée que celle constatée en historique dans la mesure où le foncier bâti a cru plus rapidement que la TH sur la période antérieure.
- La dynamique fiscale moyenne est ainsi de 410 K€ par an dont 100 K€ sur la taxe d'habitation et 310 K€ sur le foncier.

Evolution des produits de gestion
Evolution de la fiscalité directe

Impôts et taxes – Chapitre 73 (5/6)

Analyse du potentiel fiscal

Le potentiel fiscal et financier par habitant de Montélimar est de 12% inférieur à celui de la moyenne des communes de même strate de population en 2020, ce qui signifie que la richesse fiscale de la commune est en-dessous de ce qui existe dans les communes de même strate.

Si l'on fait le comparatif uniquement sur le potentiel fiscal 3 taxes et qu'on met de côté le potentiel fiscal des impôts économiques perçus par l'Agglomération, on note le potentiel fiscal 3 taxes de la ville est de 742 /habitant pour un potentiel fiscal 3 taxes 2019 moyen de la même strate démographique de 756 €/habitant, soit sur les taxes ménages, un écart très faible de moins de 2%.

De fait l'écart à la moyenne sur le potentiel fiscal par habitant est dû en premier lieu au potentiel fiscal économique. Ce dernier est calculé sur la base de l'attribution de compensation de la commune et d'une répartition à l'habitant de la fiscalité économique de la Communauté d'agglomération, auxquelles s'ajoutent le cas échéant des impositions communales propres (produit des jeux, surtaxes sur les eaux minérales, redevance des mines)

PF par hab. de Montélimar

PFi par hab. de Montélimar

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Evolution de la fiscalité directe

Impôts et taxes – Chapitre 73 (6/6)

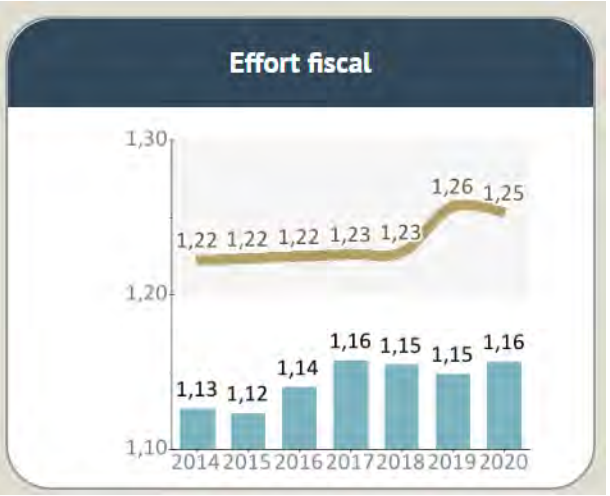
Analyse de l'effort fiscal

L'effort fiscal permet de mesurer le niveau des taux d'imposition mis en place par la commune par rapport à la moyenne des communes de même strate de population.

Il résulte du rapport entre la réalité de la fiscalité ménage perçue par la ville auquel est ajouté la TEOM et son potentiel fiscal 3 taxes.

Le tableau ci-contre met en évidence que l'effort fiscal de la commune est de 1,16 soit un niveau inférieur à celui des communes de même strate de population. Les taux d'imposition sont donc globalement en-dessous des moyennes de communes de même strate.

- Le taux de TH de la ville de Montélimar est ainsi de **14,09% là où le taux moyen national des communes de même strate est de 20%**
- Le taux de FB de la ville est de **20,54% pour un taux moyen national des communes de même strate de population de 23,19%.**
- Seul le taux de foncier non bâti est supérieur à la moyenne nationale avec un taux de **67,85% pour une moyenne à 54,25%.**



© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Dotations et participations

Dotations et participations – Chapitre 74 (1/2)

La baisse enregistrée sur le chapitre est liée pour l'essentiel à la baisse de la DGF jusqu'en 2017 (-2,1 M€). L'arrêt de la baisse de la dotation forfaitaire à compter de 2018 permet de relever légèrement les ressources grâce à une progression des dotations de péréquation (DSU, DNP) et aux compensations d'exonérations de TH qui continuent d'augmenter..

74 en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	*évol moy*	*structure*
Dotations et participations	**7 423**	**6 685**	**5 852**	**5 935**	**6 135**	**6 183**	***-3,6%***	**417%**
DGF (R741)	**6 027**	**5 248**	**4 546**	**4 343**	**4 547**	**4 525**	***-5,6%***	***77%***
Dotation forfaitaire (R7411)	5 158	4 333	3 576	3 196	3 253	3 205	*-9,1%*	*59%*
DSU (R74123)	669	675	682	802	880	946	*7,2%*	*12%*
DNP (R74127)	200	240	288	345	415	373	*13,3%*	*5%*
FCTVA (R744)	**0**	**0**	**0**	**104**	**82**	**83**	***ns***	***1%***
DGD (R746)	**13**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	***-100,0%***	***0%***
Participations (R747)	**295**	**312**	**313**	**311**	**268**	**283**	***-0,8%***	***5%***
Compensations et autres participations (R748)	**1 088**	**1 123**	**993**	**1 177**	**1 238**	**1 292**	***3,5%***	***18%***
Dotation unique des compensations spécifiques à la ta	0	0	53	16	0	0	*ns*	*0%*
Compensation Exo Taxes foncières (R74834)	112	101	113	80	92	96	*-3,1%*	*2%*
Compensation Exo Taxes habitation (R74835)	804	878	745	1 000	1 043	1 108	*6,6%*	*15%*
DCRTP	68	131	68	68	68	47	*-7,2%*	*1%*
Dotations titres sécurisés	10	10	10	10	33	39	*30,8%*	*0%*
Autres	94	4	4	2	3	3	*-49,9%*	*0%*
Autres	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	***ns***	***0%***
évolution annuelle		*-9,9%*	*-12,5%*	*1,4%*	*3,4%*	*0,8%*		

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Dotations et participations

Dotations et participations – Chapitre 74 (2/2)

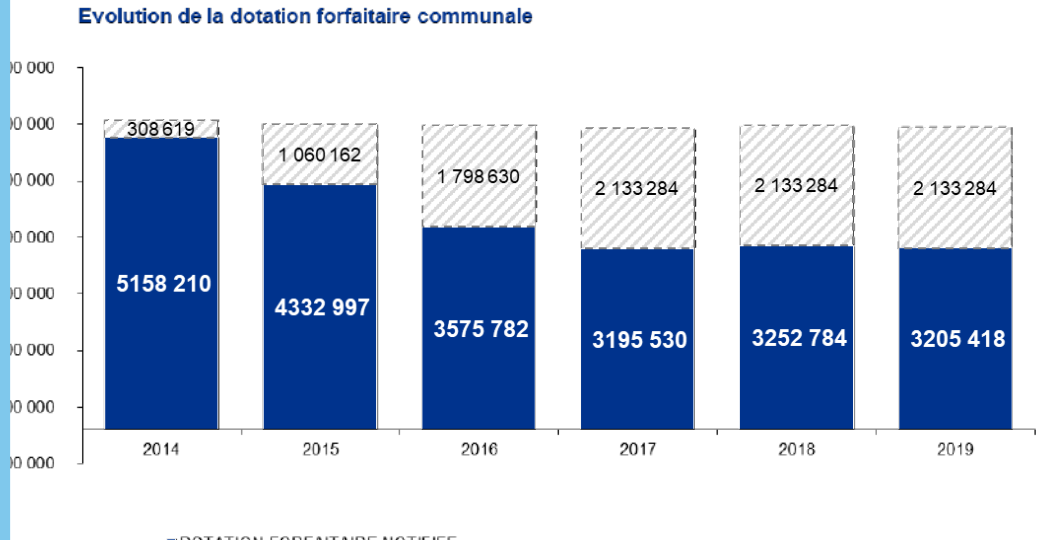
La DGF de la ville de Montélimar est composée :

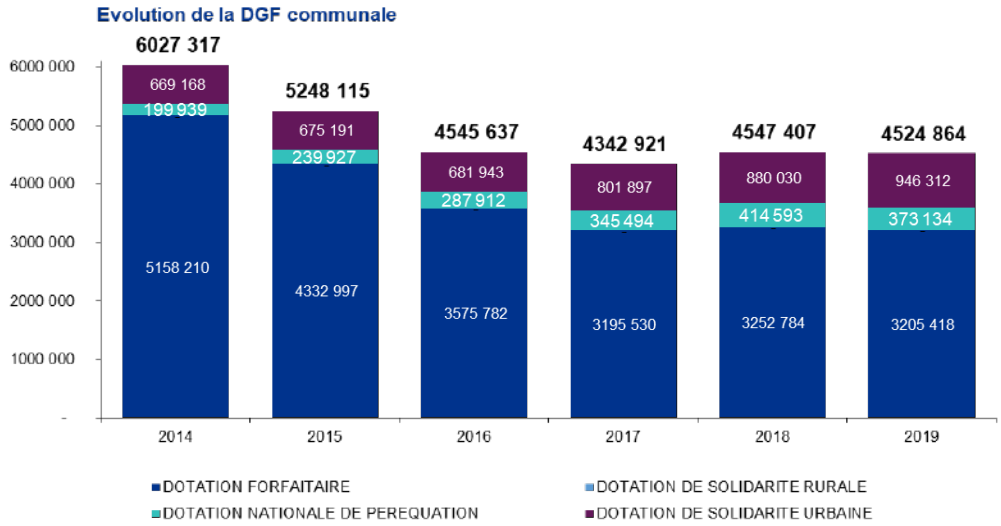
- **D'une dotation forfaitaire** : cette dernière a été marquée sur la période par sa diminution au titre de la contribution au redressement des finances publiques instaurée par l'Etat jusqu'en 2017. Cette contribution a provoqué la baisse de 2,1 M€ de la dotation en masse, et a engendré une perte de recettes en cumul sur la période de 9,5 M€..

- De la **dotation de solidarité urbaine :** cette dernière a connu un accroissement de +277 K€ sur la période 2014-2019..

- De la **dotation nationale de péréquation** qui a également crû de +173 K€ entre 2014 et 2019.

La croissance de ces deux dotations de péréquations n'a toutefois pas permis de compenser la perte enregistrée par la dotation forfaitaire, qui perd 1,5 M€ en solde net.





© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents
Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Evolution des produits de gestion
Produits de gestion courante

Produits de gestion courante – Chapitre 75 (1/1)

- **La commune perçoit des loyers** en accroissement car suite à la mutualisation elle refacture pour 114 K€ de loyers à la Communauté d'agglomération, d'où l'accroissement observé à compter de 2015.

- **Sur ce chapitre est également enregistrée une compensation versée par la société Sodexo** dans le cadre de son contrat de DSP restauration. L'appel de fonds sollicité par la société SODEXO est en effet basé annuellement sur une évaluation prévisionnelle. Elle est donc régularisée au vue de la réalité, par un remboursement en recettes imputée au chapitre 75. En 2019, le contrat est arrivé à terme d'où la baisse importante enregistrée. Néanmoins il convient de préciser que la charge est demeurée pleine et entière car elle a fait l'objet d'un rattachement inopportun par les services. De fait ce rattachement, qui sera régularisé en 2020, doit être retraité dans le cadre de l'analyse financière.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
AUTRES PRODUITS *(R75)*	**804 600 €**	**1 109 762 €**	**1 308 503 €**	**1 300 469 €**	**1 311 807 €**	**877 282 €**	**+1,74 %**
Revenus des immeubles *(R752)*	374 261 €	544 309 €	544 434 €	549 997 €	519 469 €	561 668 €	**+8,46 %**
Redevance fermiers *(R 757)*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres R75	430 339 €	565 453 €	764 069 €	750 472 €	792 338 €	315 614 €	**-6,01 %**

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Les charges et produits exceptionnels

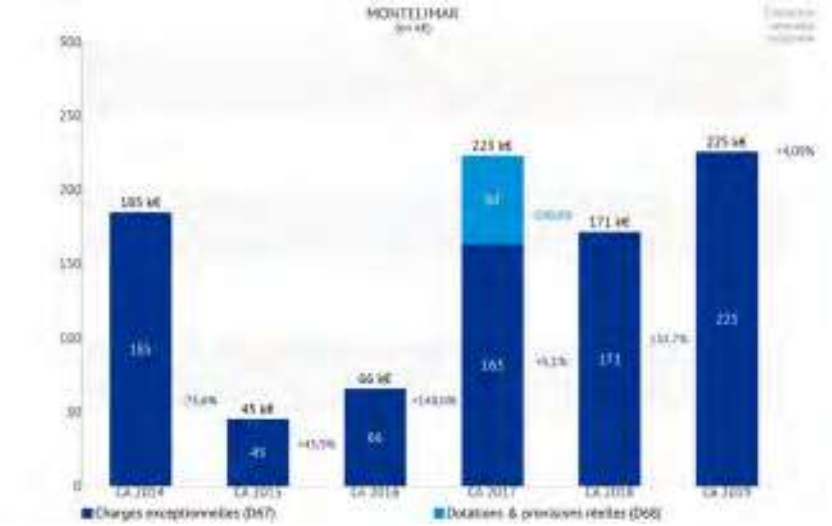
Les charges et produits exceptionnels

Charges et recettes exceptionnelles

La ville enregistre en charge exceptionnelle, la participation au déficit des ZAC dont l'aménagement est confié à la SPLa.

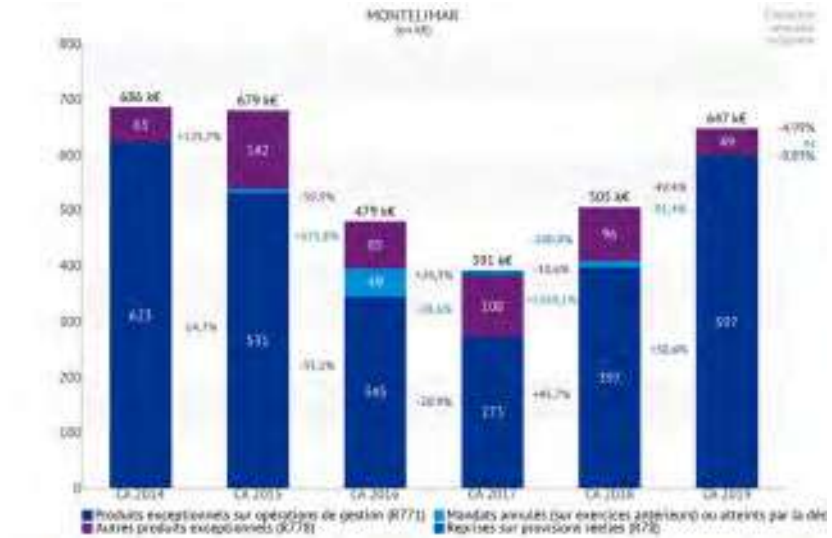
Ces participations se sont montées à 300 K€ globalement, échelonnées sur 3 ans entre 2017 et 2019.

Sur 2014 la principale dépense exceptionnelle concerne le reversement du fonds d'amorçage pour les TAP à l'Agglomération.



S'agissant des recettes exceptionnelles, la commune enregistre tous les ans sur cet article les écarts constatés entre les rattachements de charges surévalués et la réalité de la dépense. Le montant moyen est de 360 K€ soit environ 2% du montant des charges à caractère général et du chapitre 65 ce qui est peu élevé, mais dans la mesure où le logiciel ne conserve pas la trace de la dépense d'origine nous ne sommes pas en mesure de savoir quelles charges sont surestimées dans ces chapitres budgétaires.

Les plus grosses autres recettes exceptionnelles concernent la perception du fonds d'amorçage pour les TAP ainsi qu'une indemnisation suite à un jugement au Tribunal (150 K€ en 2014) .



© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Le programme d'équipement

Le programme d'équipement

Dépenses réelles d'investissement hors emprunt

Un volume d'investissement de 41 M€ sur les 6 années avec un reste à charge, subventions déduites de 36 M€.

Les principaux programmes concernent :

- **La voirie qui représente presque la moitié des investissements**, notamment le programme de réhabilitation annuelle (5 M€ au total), les travaux liés au collège Marguerite Duras (2,8 M€), le programme Cœur de ville (1,4 M€), le contournement Est (1,4 M€), la route d'Espeluche (2,1 M€); la route de Châteauneuf (2,3 M€)

- **Le programme de réhabilitation maintenance des écoles** pour 4,5 M€

- La police municipale avec **la mise en place du dispositif de vidéosurveillance** pour 2 M€

- **L'administration générale** qui inclut l'entretien des immeubles et mobilier des services de la ville ainsi que la réfection de l'espace St Martin (500 K€)

		TOTAL dépenses	TOTAL Recettes	Reste à charge	Poids dans le reste à charge
8220	- VOIRIE ET EAU PLUVIALE	20 264 197,42 €	3 396 221,51 €	16 867 976	47%
020	- ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	4 980 045,00 €	73 535,36 €	4 906 510	14%
2	- ECOLES	4 700 472,92 €	158 069,18 €	4 542 404	13%
112	- POLICE MUNICIPALE	2 373 258,66 €	88 250,00 €	2 285 009	6%
814	- ECLAIRAGE PUBLIC	1 734 822,78 €		1 734 823	5%
823	- ESPACES VERTS URBAINS	1 458 156,08 €		1 458 156	4%
412	- STADES	1 304 196,84 €	100 932,00 €	1 203 265	3%
824	- AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	621 877,86 €		621 878	2%
821	- EQUIPEMENTS DE VOIRIE	608 322,79 €		608 323	2%
414	- AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIR	573 390,88 €	51 873,00 €	521 518	1%
026	- CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	403 856,98 €		403 857	1%
810	- SERVICES COMMUNS (SERVICES URBAINS)	283 298,11 €		283 298	1%
4221	- AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	198 509,26 €		198 509	1%
322	- MUSEES	144 992,13 €		144 992	0%
024	- FETES ET CEREMONIES	129 361,67 €		129 362	0%
324	- ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL	107 473,76 €		107 474	0%
314	- CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	89 816,67 €		89 817	0%
8222	- STATIONNEMENT SOUTERRAIN	85 167,63 €		85 168	0%
4220	- MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	72 558,30 €		72 558	0%
91	- FOIRES ET MARCHES	63 306,35 €		63 306	0%
813	- PROPRETE URBAINE	62 918,05 €		62 918	0%
520	- SERVICES COMMUNS	53 583,93 €		53 584	0%
522	- ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET L'ADOLESCENCE	70 949,89 €	18 865,34 €	52 085	0%
323	- ARCHIVES	50 534,22 €		50 534	0%
831	- AMENAGEMENT DE EAUX	28 486,66 €		28 487	0%
523	- ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE	25 145,47 €		25 145	0%
023	- INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE	18 573,80 €		18 574	0%
30	- SERVICES COMMUNS	16 525,00 €		16 525	0%
820	- SERVICES COMMUNS (AMENAGEMENT URBAIN)	11 948,21 €	0,00 €	11 948	0%
0250	- SERVICES COMMUNS	10 756,38 €		10 756	0%
61	- SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	10 011,65 €		10 012	0%
022	- ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	6 925,50 €		6 926	0%
521	- SVCE A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPES, INADAPTES	4 866,00 €		4 866	0%
33	- ACTION CULTURELLE	4 763,34 €		4 763	0%
0251	- MAISON VIE ASSOCIATIVE	3 959,12 €		3 959	0%
40	- SERVICES COMMUNS	3 141,12 €		3 141	0%
12	- HYGIENE	2 842,04 €		2 842	0%
312	- ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES	2 073,38 €		2 073	0%
94	- AIDES AU COMMERCE ET AUX SERVICES MARCHANDS	1 435,89 €	0,00 €	1 436	0%
8221	- STATIONNEMENT DE SURFACE	481 271,14 €	1 083 993,00 €	-602 721,86 €	-2%
Total général		**41 067 792,88 €**	**4 971 739,39 €**	**36 096 053,49 €**	100%

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Le financement du programme d'équipement

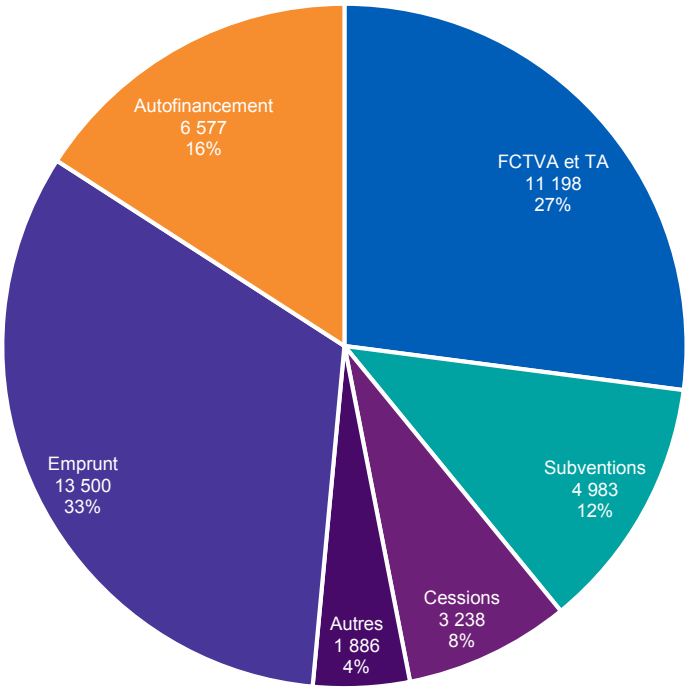
Le financement du programme d'équipement

Les ressources propres de la section d'investissement (subventions, dotations, cessions, autres) ont permis de financer près de la moitié du programme global d'investissement sur la période.

Les 50% restant ont majoritairement été financés par emprunt pour 67% du reste à charge (13,5 M€) et le solde grâce à l'autofinancement dégagé (6,6 M€). Le volume d'autofinancement complémentaire dégagé (3,3 M€ pour atteindre 9,9 M€ d'autofinancement global sur la période) a servi à renflouer le fonds de roulement (excédent global de clôture de la ville) qui termine à plus de 3,6 M€ alors qu'il était à moins de 340 K€ au 1er janvier 2014.

en milliers d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	Cumul période
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors D16)	**8 197**	**2 614**	**6 668**	**8 338**	**5 039**	**10 526**	41 382
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	**8 197**	**2 614**	**6 668**	**8 338**	**5 039**	**10 526**	41 382
Dotations (FCTVA, TA, TLE)	**2 839**	**1 596**	**1 419**	**1 793**	**2 032**	**1 519**	**11 198**
FCTVA	2 351	1 126	526	915	1 141	786	**6 844**
TLE	49	6	2	0	2	3	**63**
Taxe d'aménagement	439	464	891	878	889	729	**4 291**
Subventions et amendes de police	**1 089**	**596**	**1 167**	**806**	**240**	**1 085**	**4 983**
Cessions	**293**	**273**	**114**	**212**	**1 801**	**545**	**3 238**
Autres recettes d'investissement	**1**	**8**	**0**	**911**	**503**	**463**	**1 886**
Autres recettes d'investissement	0	7	0	911	4	463	**1 385**
Remboursement de l'avance par la SPL	1	1	0	0	499		**501**
EPARGNE NETTE (CAF après remb dette)	**-159**	**1 057**	**1 949**	**1 785**	**3 345**	**1 889**	**9 865**
Emprunt	**4 250**	**1 250**	**2 500**	**2 500**	**0**	**3 000**	**13 500**
Consommation du résultat (FDR)	**-116**	**-2 166**	**-481**	**331**	**-2 881**	**2 025**	**-3 288**
Résultat global de clôture	**453**	**2 620**	**3 100**	**2 769**	**5 650**	**3 626**	

Structure de financement de l'investissement en cumul sur la période



© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Endettement et résultat

Endettement
Ce qu'il faut retenir

- **Un programme d'investissement moyen annuel de l'ordre de 7 M€ TTC financé majoritairement grâce aux ressources propres et à l'autofinancement généré par la collectivité.**

- **Le recours à l'emprunt a représenté 1/3 du financement global (13,5 M€ d'emprunt) mais n'a pas eu que peu d'incidence sur les équilibres du fait de l'extinction des emprunts anciens, le volume d'annuités est même en légère baisse entre le début et la fin de période.**

- **Une capacité de désendettement qui passe de la zone rouge en 2014 à un niveau correct à fin 2019 avec une capacité de désendettement de 7 ans.**
  Ce ratio reste légèrement supérieur à celui des communes même strate au niveau régional et national. Il est néanmoins sous le niveau moyen départemental.

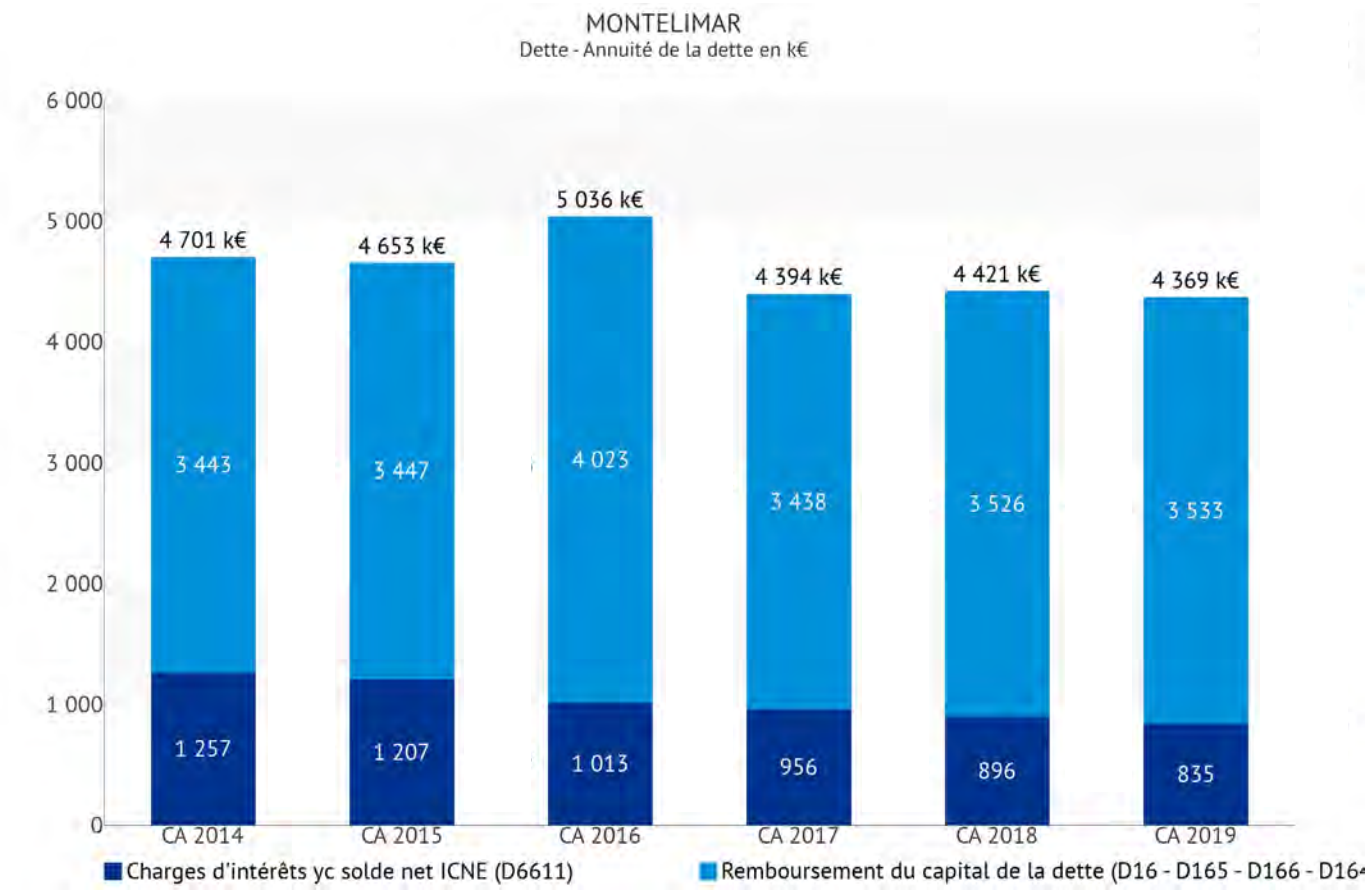
© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Endettement

Evolution de l'annuité de dette

Malgré la souscription de nouveaux emprunts, l'annuité de dette du budget principal a connu une baisse sur la période, hors 2016 où son montant est ponctuellement le plus élevé de la période.

Globalement l'annuité a perdu 332 K€ entre 2014 et 2019 permettant ainsi de gagner une marge d'autofinancement complémentaire

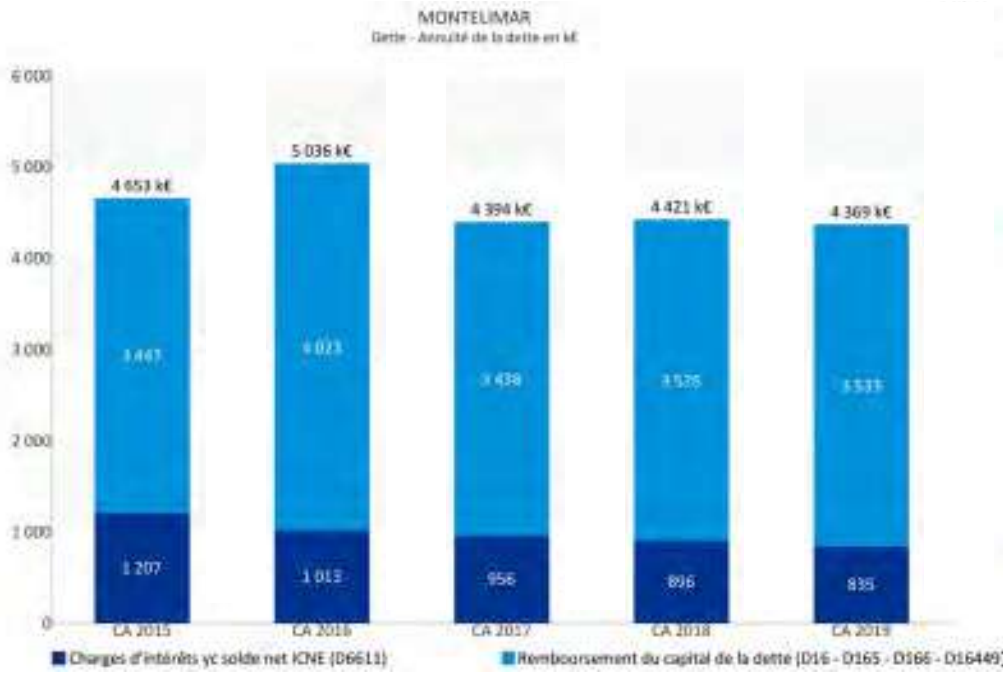


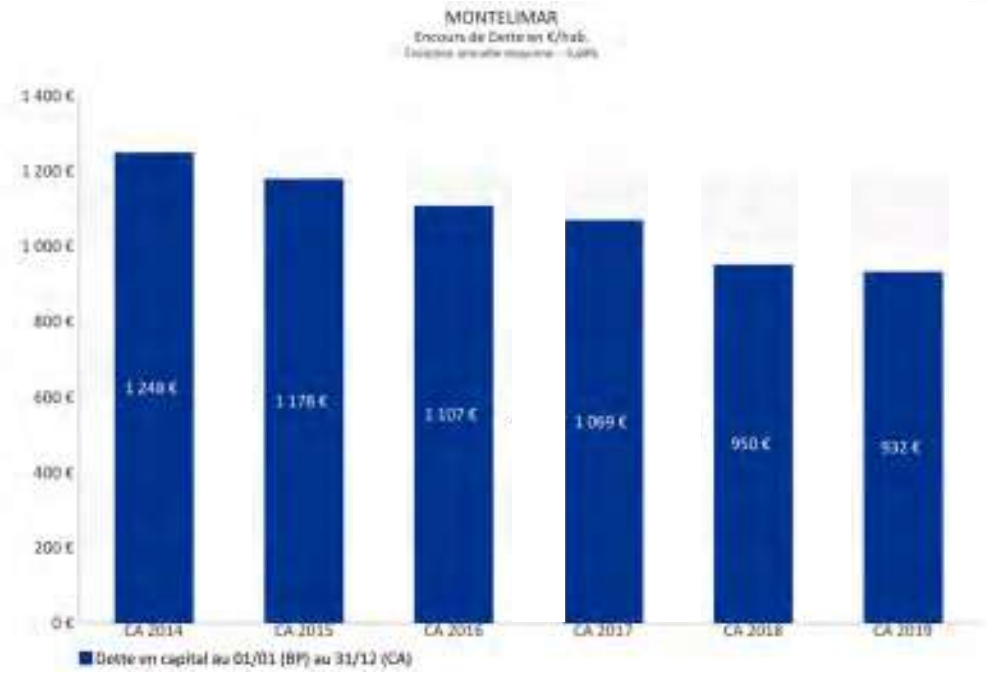
© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Endettement
Evolution du stock de dette au 31/12/2019

Evolution du stock de dette (budget principal)

Une diminution de l'encours de dette du budget principal malgré la souscription de 13,5 M€ d'emprunt complémentaire.





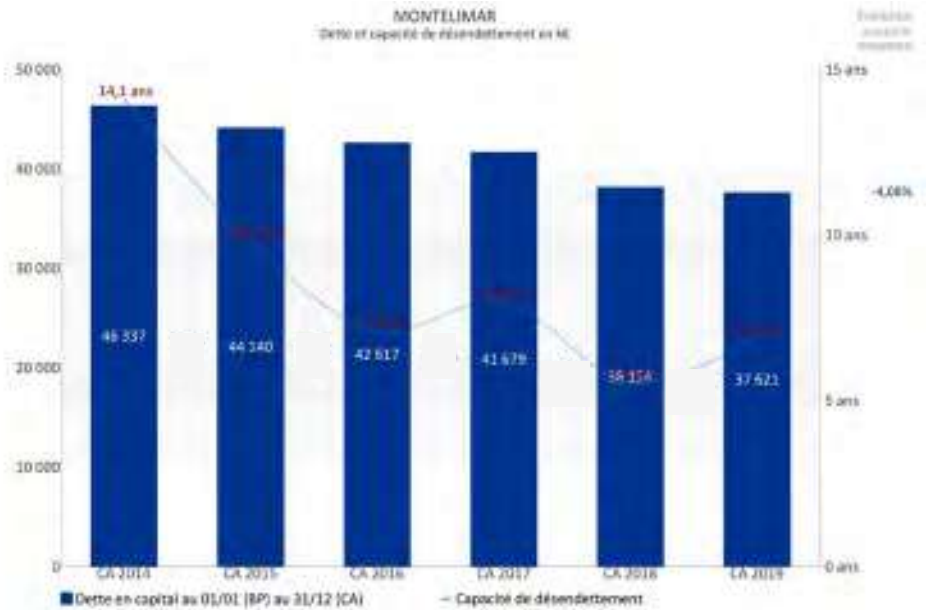
© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

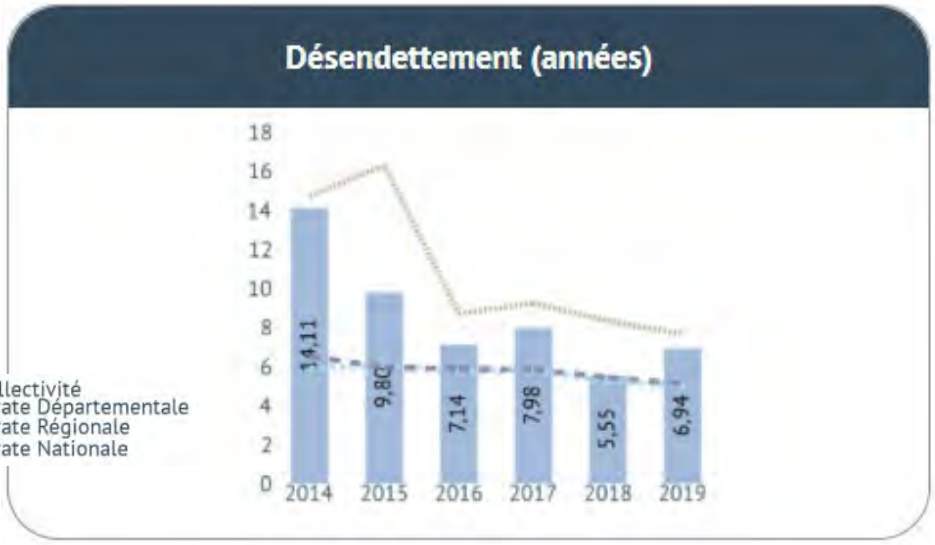
Endettement
Capacité de désendettement au 31/12/2019

Evolution de la capacité de désendettement (budget principal)

Une capacité de désendettement qui passe de la zone rouge en 2014 à un niveau correct à fin 2019 avec une capacité de désendettement de 7 ans.
Ce ratio reste légèrement supérieur à celui des communes même strate au niveau régional et national. Il est néanmoins sous le niveau moyen départemental.

Libellé	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	46 336 835	44 140 328	42 617 407	41 679 365	38 153 858	37 620 798
CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT	14,11	9,80	7,14	7,98	5,55	6,94



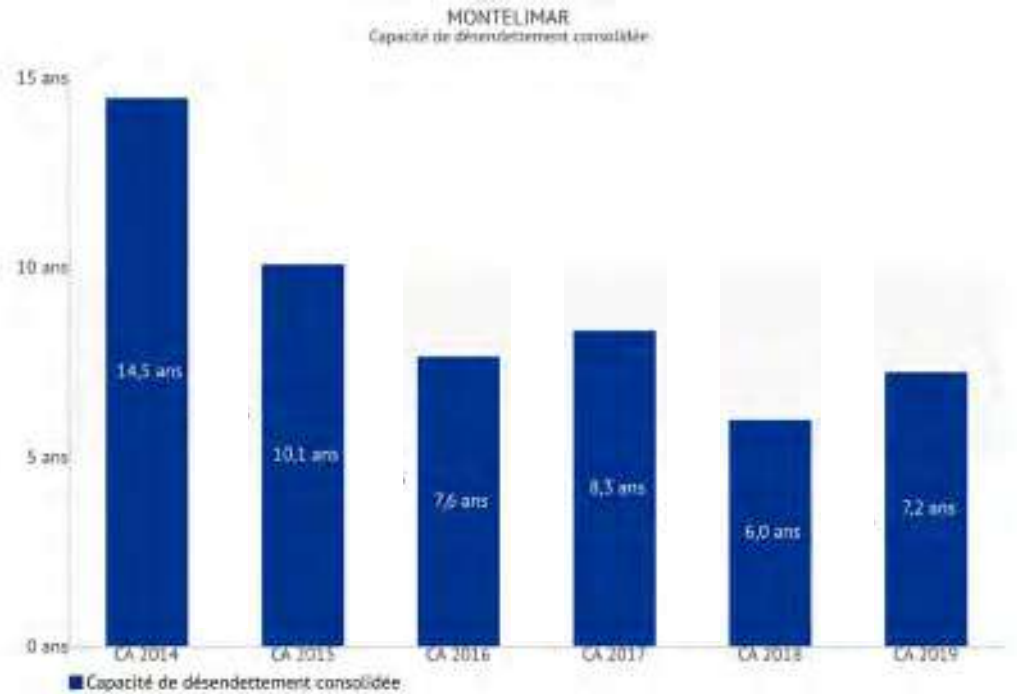


© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Endettement
Approche consolidée budget principal et parking

L'encours consolidé entre le budget principal et le budget parking, subventionné par ce dernier, est également en diminution sur la période, passant de 53,5 M€ à 42,5 M€.

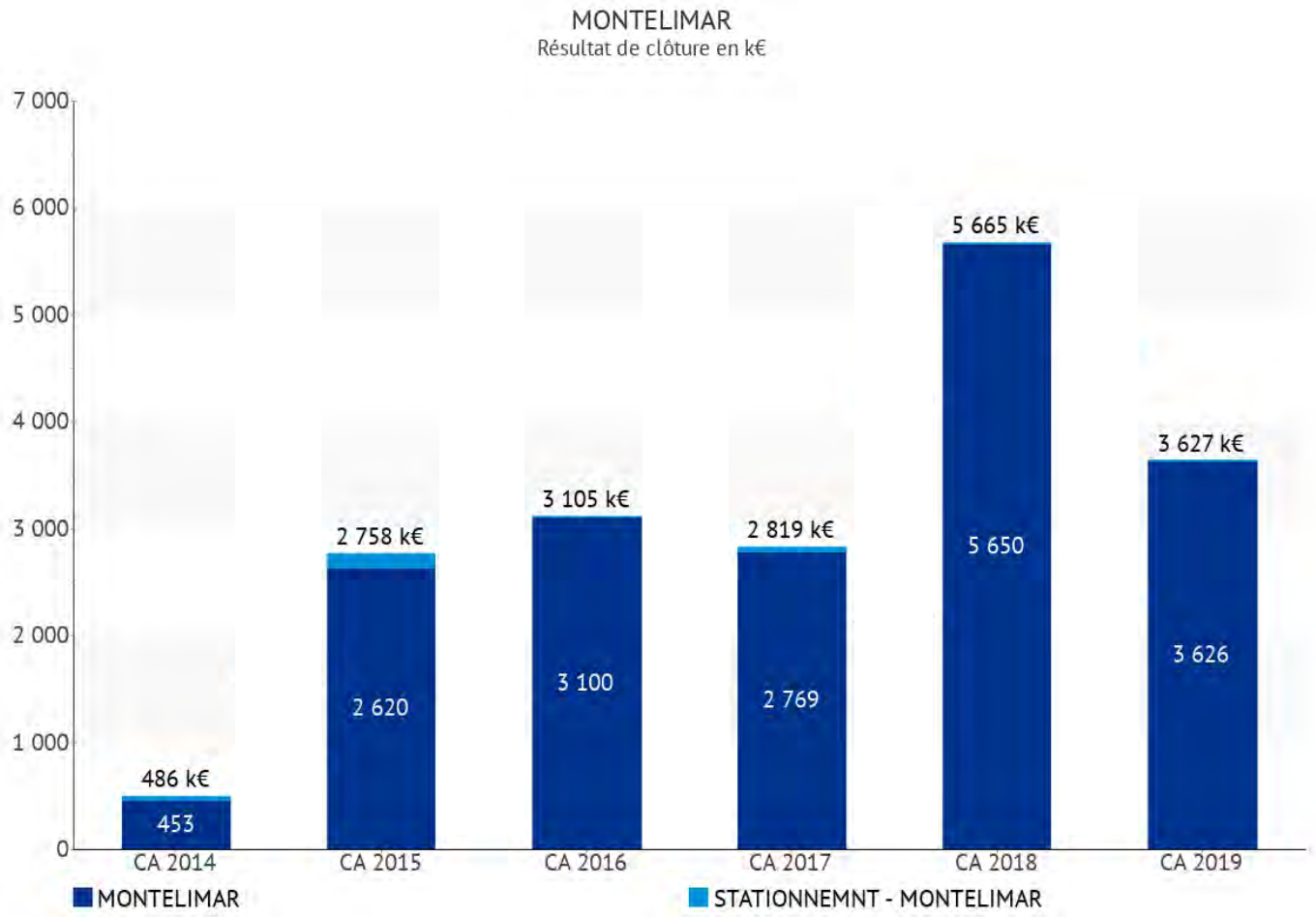
La capacité de désendettement consolidée entre les deux budgets est légèrement plus élevée que celle du budget général mais connaît la même amélioration sur la période, et termine à un niveau correct.



© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Résultat global de clôture

Le résultat global de clôture a connu également une amélioration entre 2014 et 2019. il termine à 3,6 M€ à fin 2019 (hors restes à réaliser).



© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

2. Analyse des satellites et engagements hors bilan

2. Satellites et hors bilan
Les emprunts garantis par la Ville

Entité	Capital restant dû à fin 2019 (K€)	Intérêts 2019 (K€)	Rbt capital 2019 (K€)
Montélimar Agglo Habitat	44 308	635	2 024
SDH	13 657	152	454
Grand Delta Habitat	10 980	130	253
SA HLM ADIS	9 141	124	214
Habitat Dauphinois	1 621	20	34
Adapei de la Drome	796	43	38
CALD	362	2	10
ADOMA	111	2	25
SA Logement et gestion immobilière pour la région lyonnaise	89	1	22
Foncière Habitat et Humanisme	17	0	1
APPTE	14	1	5
sous-total Logements sociaux	***81 096***	***1 110***	***3 079***
SCI les Halles	1 093	34	113
OGEC de Chabrillan	515	22	33
SPLA - Ste locale aménagement	416	19	19
sous-total Hors logements sociaux	***2 024***	***75***	***164***
Total général	**83 120**	**1 185**	**3 243**

Le capital restant dû à fin 2019 sur les emprunts garantis (221 emprunts) s'élève à 83,1 M€. Le ratio d'endettement relatif aux garantis d'emprunt (total annuités d'emprunts garantis sur l'exercice / recettes réelles de fonctionnement) s'établit à 12,12% sur 2019, contre 12,32% au début de la mandature en 2014.

Pour rappel, en cas de défaillance de l'emprunteur, la collectivité qui a apporté sa garantie devra payer l'annuité d'emprunt à la place de l'emprunteur défaillant, en fonction du pourcentage garanti et sans bénéfice de discussion.

Communément, les risques liés aux garanties d'emprunt peuvent être classés selon cet ordre, du plus risqué au moins risqué :
1 - Garanties accordées au secteur associatif,
2 - Garanties accordées au secteur économique,
3 - Garanties accordées aux bailleurs sociaux.

Toutefois, ce classement de la probabilité de survenance d'un sinistre doit être pondéré par les masses financières en jeu.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

2. Satellites et hors bilan

La SPLA Montélimar Agglo Développement

La Ville est actionnaire à hauteur de 40% de la SPL Montélimar Agglo Développement, dont l'objet social est la réalisation des opérations d'aménagement pour le seul compte de ses actionnaires sur leur territoire géographique (l'Agglo étant l'autre actionnaire, à hauteur de 60% du capital social).

Au 31 décembre 2019, la Ville est garante à hauteur de 80% d'un emprunt Caisse d'Epargne de la SPL dont le capital restant dû s'élève à 520 K€ (soit 416 K€ à 80%), à échéance 2034 et au taux fixe annuel de 4,35%.

Il ne s'agit cependant pas du seul risque encouru par la Ville de Montélimar, en tant qu'actionnaire de cette société. Ci-dessous le bilan simplifié de la SPL au 31 décembre 2019 :

SPL Montélimar Agglo Dév - BILAN			
en K€	**31/12/2019**	**31/12/2018**	**Var° K€**
Immobilisations nettes	1 780	1 809	-29
Stocks	8 094	8 705	-611
Clients	60	186	-126
Autres créances	32	46	-14
Disponibilités	518	1 496	-978
CCA	3	2	0
Charges à répartir	849	1 864	-1 015
Total Actif	***11 336***	***14 108***	***-2 772***
Capitaux propres	188	188	0
Provisions R&C	14	14	
Dettes financières	11 064	13 577	-2 513
Fournisseurs	34	164	-131
Dettes soc. & fisc.	36	164	-128
Autres dettes		0	-0
Total Passif	***11 336***	***14 108***	***-2 772***

Risque sur la valorisation des actifs liés aux opérations d'aménagement en cours (cf. slides suivantes) : en cas de non-réalisation de ces actifs, l'équilibre économique actuel de la SPL serait remis en cause (et sa capacité à faire face à ses passifs).
En effet, toutes les opérations de la SPL sont « en fin de vie » et aucune nouvelle opération n'a été lancée depuis 2014.

Les capitaux propres sont inférieurs au capital social et la SPL réalise des pertes depuis plusieurs exercices. Risque pour la Ville de devoir recapitaliser la SPL dans un futur proche.

La SPL est fortement endettée :
- 6,4 M€ auprès d'établissements de crédit (dont 0,5 M€ sur lesquels la Ville est en garanti à hauteur de 80% - le solde étant garanti par l'Agglo à hauteur de 80%)
- 4,4 M€ d'avances de la part de l'Agglo

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

2. Satellites et hors bilan

La SPLA Montélimar Agglo Développement

en €uros	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER		186 440	183 340	3 100
ETUDES	1 729 000	3 069 630	3 069 630	
TRAVAUX	15 096 000	30 405 781	30 265 781	140 000
FRAIS DIVERS	1 107 013	2 184 998	2 142 998	42 000
REMUNERATIONS	1 598 220	3 336 595	2 811 595	525 000
FRAIS FINANCIERS	-	1 031 204	768 342	262 862
TOTAL DEPENSES	**19 530 233**	**40 214 648**	**39 241 686**	**972 962**
VENTE TERRAINS/BATIMENTS	5 730 000	6 711 490	6 304 659	406 831
CESSION AGGLO		583 008	583 008	
SUBVENTIONS	1 500 000	982 500	982 500	
PRODUITS DIVERS		2 473 051	1 777 286	695 765
PRODUITS FINANCIERS		39 235	37 735	1 500
TOTAL PRODUITS	**7 230 000**	**10 789 284**	**9 685 188**	**1 104 096**
RESULTAT	- 12 300 233	- 29 425 364	- 29 556 498	131 134
PARTICIPATION VILLE	**12 300 000**	**29 425 401**	**28 938 031**	**487 370**

Opération ZAC St-Martin (concédant Ville)

Cette concession, lancée en 2004, prévoyait un déficit de 12,3 M€ financé par la Ville (en échange de remise d'ouvrages). Au dernier bilan actualisé à fin 2019, la participation de la Ville s'élève à 29,4 M€ (***dont 0,5 M€ à verser d'ici la fin de la concession***).

La réalisation des derniers produits prévus est à suivre avec attention dans les années à venir, car ils conditionnent le résultat final que la Ville devra financer.

en €uros	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER	4 240 000	5 237 781	5 236 936	845
ETUDES	336 115	942 438	797 961	144 477
TRAVAUX	6 566 000	11 074 555	10 189 923	884 632
FRAIS DIVERS	695 943	255 336	225 336	30 000
REMUNERATIONS	1 990 327	1 854 842	1 496 575	358 267
FRAIS FINANCIERS	400 500	2 581 539	2 484 207	97 332
TOTAL DEPENSES	**14 228 885**	**21 946 491**	**20 430 938**	**1 515 553**
VENTE TERRAINS	15 610 800	19 733 717	15 699 717	4 034 000
CESSION VILLE		2 927 660	-	2 927 660
SUBVENTIONS			-	
PRODUITS DIVERS		317 330	284 163	33 167
PRODUITS FINANCIERS		7 792	7 792	
TOTAL PRODUITS	**15 610 800**	**22 986 499**	**15 991 672**	**6 994 827**
RESULTAT	1 381 915	1 040 008	- 4 439 266	5 479 274
PARTICIPATION AGGLO	**-**	**1 040 012**	**-**	**1 040 012**

Opération Portes de Provence (concédant Agglo)

Cette concession, lancée en 2004, prévoyait un bénéfice de 1,4 M€. Au dernier bilan actualisé à fin 2019, l'opération est toujours bénéficiaire à hauteur de 1,0 M€. Cependant, ce résultat bénéficiaire repose notamment désormais sur une cession d'une voie de transit à la Ville de Montélimar (Avenue Charles André) pour 2,9 M€ (non réalisée à date). Il reste par ailleurs plus de 86 ares à commercialiser (estimés à 4,0 M€), sachant que seulement 59 ares ont été vendus sur la dernière décennie.

La réalisation des dernières ventes de terrains est à suivre avec attention. Par ailleurs, s'assurer que le rachat de l'Avenue Charles André par la Ville est bien prévu et budgété (et pour quel montant?).

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

2. Satellites et hors bilan

La SPLA Montélimar Agglo Développement

	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER	494 458	480 399	479 445	954
ETUDES	73 760	117 284	117 284	
TRAVAUX	427 953	2 067 426	2 065 880	1 546
FRAIS DIVERS	42 000	42 779	40 823	1 956
REMUNERATIONS	127 330	324 383	304 383	20 000
FRAIS FINANCIERS	155 000	129 469	124 509	4 960
TOTAL DEPENSES	**1 320 501**	**3 161 740**	**3 132 324**	**29 416**
VENTE TERRAINS	1 493 753	2 650 304	2 144 969	505 335
CESSION VILLE			-	
SUBVENTIONS			-	
PRODUITS DIVERS			-	
PRODUITS FINANCIERS		12 153	11 817	336
TOTAL PRODUITS	**1 493 753**	**2 662 457**	**2 156 786**	**505 671**
RESULTAT	173 252	- 499 283	- 975 538	476 255
PARTICIPATION AGGLO	**-**	**499 278**	**-**	**499 278**

Opération Fortuneau (concédant Agglo)

Cette concession, lancée en 2004, prévoyait un résultat bénéficiaire de 0,2 M€. Au dernier bilan actualisé à fin 2019, la participation de l'Agglo s'élève à 0,5 M€ (non financé à fin 2019).

	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER	286 405	301 473	301 473	
ETUDES	25 900	46 404	28 964	17 440
TRAVAUX	862 805	1 116 275	986 275	130 000
FRAIS DIVERS	59 180	15 073	6 633	8 440
REMUNERATIONS	150 254	198 256	166 256	32 000
FRAIS FINANCIERS		242 098	213 794	28 304
TOTAL DEPENSES	**1 384 544**	**1 919 579**	**1 703 395**	**216 184**
VENTE TERRAINS	950 000	577 659	64 801	512 858
CESSION AGGLO		580 210	-	580 210
SUBVENTIONS		15 400	15 400	
PRODUITS DIVERS		91 500	-	91 500
PRODUITS FINANCIERS		11 787	11 787	
TOTAL PRODUITS	**950 000**	**1 276 556**	**91 988**	**1 184 568**
RESULTAT	- 434 544	- 643 023	- 1 611 407	968 384
PARTICIPATION AGGLO	**434 544**	**643 018**	**217 272**	**425 746**

Opération Coucourde (concédant Agglo)

Cette concession, lancée en 2011, prévoyait une perte de 0,4 M€ supportée par l'Agglo. Au dernier bilan actualisé à fin 2019, l'opération est déficitaire à hauteur de 0,6 M€ (dont 0,2 M€ de participation déjà versée à fin 2019). Dans ce nouveau bilan est également prévue une cession des VRD à l'Agglo de 0,6 M€ (soit 1,0 M€ à verser par l'Agglo d'ici à 2022).

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

2. Satellites et hors bilan

La SPLA Montélimar Agglo Développement

LEONARDS (en €uros)	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER	545 394	529 442	529 442	
ETUDES	123 420	152 885	150 585	2 300
TRAVAUX	1 366 000	1 963 461	1 962 321	1 140
FRAIS DIVERS	88 300	64 684	61 569	3 115
REMUNERATIONS	255 589	336 767	316 767	20 000
FRAIS FINANCIERS	84 209	163 538	159 385	4 153
TOTAL DEPENSES	**2 462 912**	**3 210 777**	**3 180 069**	**30 708**
VENTE TERRAINS	2 631 400	2 994 901	2 783 120	211 781
CESSION VILLE			-	
SUBVENTIONS			-	
PRODUITS DIVERS		7 953	7 953	
PRODUITS FINANCIERS		11 503	11 503	
TOTAL PRODUITS	**2 631 400**	**3 014 357**	**2 802 576**	**211 781**
RESULTAT	**168 488**	**- 196 420**	**- 377 493**	**181 073**
PARTICIPATION AGGLO	**-**	**196 420**	**-**	**196 420**

CLEON (en €uros)	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER	268 571	275 085	275 085	
ETUDES		13 009	13 009	
TRAVAUX		18 509	18 509	
FRAIS DIVERS	25 000	5 047	4 168	879
REMUNERATIONS	50 000	70 000	60 000	10 000
FRAIS FINANCIERS	40 250	41 027	41 027	
TOTAL DEPENSES	**383 821**	**422 677**	**411 798**	**10 879**
VENTE TERRAINS	273 308	258 371	234 571	23 800
CESSION AGGLO			-	
SUBVENTIONS			-	
PRODUITS DIVERS		1 509	1 509	
PRODUITS FINANCIERS		1 690	1 690	
TOTAL PRODUITS	**273 308**	**261 570**	**237 770**	**23 800**
RESULTAT	**- 110 513**	**- 161 107**	**- 174 028**	**12 921**
PARTICIPATION AGGLO	**110 513**	**161 106**	**110 513**	**50 593**

CHATEAUNEUF (en €uros)	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER	364 000	371 474	370 974	500
ETUDES	33 000	41 209	36 233	4 976
TRAVAUX	1 144 000	1 256 142	1 171 759	84 383
FRAIS DIVERS	42 000	29 546	27 046	2 500
REMUNERATIONS	185 000	233 000	201 000	32 000
FRAIS FINANCIERS		239 123	212 679	26 444
TOTAL DEPENSES	**1 768 000**	**2 170 494**	**2 019 691**	**150 803**
VENTE TERRAINS	1 650 000	1 714 164	1 704 204	9 960
CESSION AGGLO		309 945	-	309 945
SUBVENTIONS		15 400	15 400	
PRODUITS DIVERS		1 111	1 111	
PRODUITS FINANCIERS		11 787	11 787	
TOTAL PRODUITS	**1 650 000**	**2 052 407**	**1 732 502**	**319 905**
RESULTAT	**- 118 000**	**- 118 087**	**- 287 189**	**169 102**
PARTICIPATION AGGLO		**118 002**	**59 001**	**59 001**

BATIE ROLLAND (en €uros)	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUALISE	REALISE 31.12.2019	RESTE A REALISER
FONCIER	361 080	362 364	362 364	
ETUDES	78 000	97 264	50 511	46 753
TRAVAUX	1 172 605	1 413 282	1 065 207	348 075
FRAIS DIVERS	36 000	23 355	16 560	6 795
REMUNERATIONS	190 000	238 000	206 000	32 000
FRAIS FINANCIERS		175 259	175 259	
TOTAL DEPENSES	**1 837 685**	**2 309 524**	**1 875 901**	**433 623**
VENTE TERRAINS	1 837 685	2 279 696	665 040	1 614 656
CESSION AGGLO			-	
SUBVENTIONS		15 400	15 400	
PRODUITS DIVERS		2 640	2 640	
PRODUITS FINANCIERS		12 153	11 787	366
TOTAL PRODUITS	**1 837 685**	**2 309 889**	**694 867**	**1 615 022**
RESULTAT	**-**	**365**	**- 1 181 034**	**1 181 399**
PARTICIPATION AGGLO			**-**	

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Satellites et hors bilan
Ce qu'il faut retenir

- **Au 31 décembre 2019, la Ville de Montélimar est caution de 221 emprunts contractés par ses satellites, pour un capital garanti restant dû de 83,1 M€ dont plus de 95% concernent des garanties aux bailleurs sociaux, communément les moins risqués. Il s'agit des seuls engagement hors bilan déclarés dans l'annexe au compte administratif de la Ville.**

- **La Ville est caution (80%) d'un emprunt contracté par la SPL d'Aménagement Montélimar Agglo Développement (capital restant dû de 0,5 M€), dont elle par ailleurs actionnaire à hauteur de 40% (les 60% restant étant détenus par l'Agglo). Outre le risque d'être appelé en garanti du dit emprunt, la lecture des états financiers de la SPL et de ses comptes-rendus d'activité met en évidence d'autres risques, dont notamment :**
  - Une potentielle recapitalisation de la société, dont les capitaux propres sont inférieurs au capital social au 31 décembre 2019 et dont aucune nouvelle opération d'aménagement ne lui a été confiée depuis 2014, d'autant plus que la SPL est fortement endettée (11,1 M€ à fin 2019 dont 6,4 M€ auprès d'établissements de crédit et 4,4 M€ d'avances de la part de l'Agglo);
  - Un engagement de rachat à la SPL d'une voie de transit (Avenue Charles André) à hauteur de 2,9 M€, dans le cadre de l'opération « Portes de Provence » (concédée par l'Agglo). Comme précisé précédemment cet engagement n'a pas été honoré par la ville.
  - Une participation attendue (en contrepartie de remise d'ouvrage) de la part de la Ville pour 0,5 M€ sur l'opération ZAC St-Martin dont elle est concédante.

- **Les autres garanties concernent l'OGEC Chabrillan ainsi que la SCI des Halles pour des montants en capital restant dû de 2,1 M€ cumulés.**

- **A mettre en place ou à améliorer concernant les organismes subventionnés : la valorisation des avantages en nature accordés, la définition et la formalisation des critères d'attribution, le suivi de la gouvernance, de la situation financière et de la bonne utilisation des fonds alloués.**

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Annexe

kpmg.fr

Panorama des budgets annexes

kpmg.fr

1.0 Analyse synthétique des budgets annexes

- **La ville de Montélimar possède deux budgets annexes : un budget eau potable et un budget stationnement.**

- **Ces deux services constituent des Services Publics Industriels et Commerciaux, ils doivent donc trouver leur équilibre avec leurs propres tarifs sans apport financier du budget principal.**

- **Le budget eau potable est équilibré : les tarifs couvrent les dépenses du service et permettent de générer un bon niveau d'autofinancement comparativement au volume des recettes.**

- **Le budget stationnement a nécessité un apport du budget principal de 408 K€ en moyenne ; les recettes du service ne permettent pas d'assurer l'équilibre du fait notamment de l'importance de la dette comptabilisée sur ce budget annexe. Néanmoins l'apport du budget principal a diminué depuis 2014, les charges de fonctionnement ayant baissé.**

KPMG

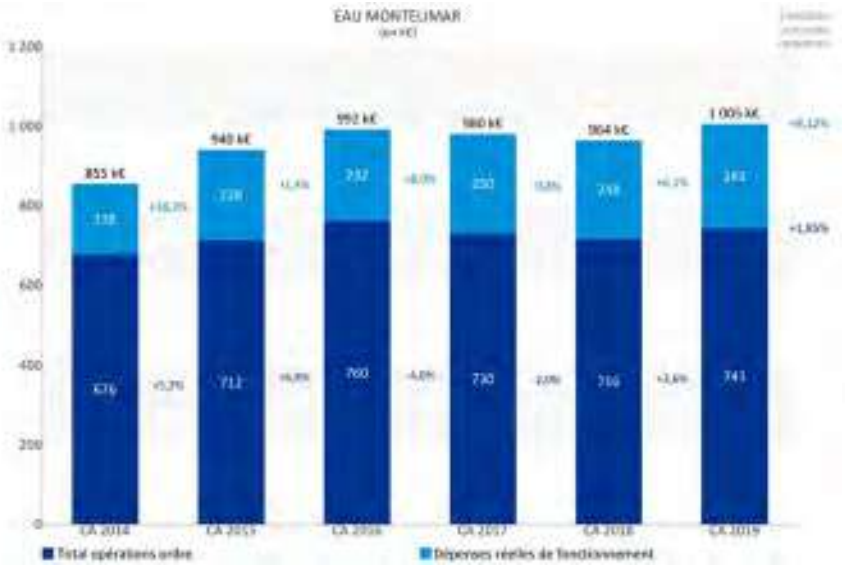
© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

1.0 Panorama des budgets annexes

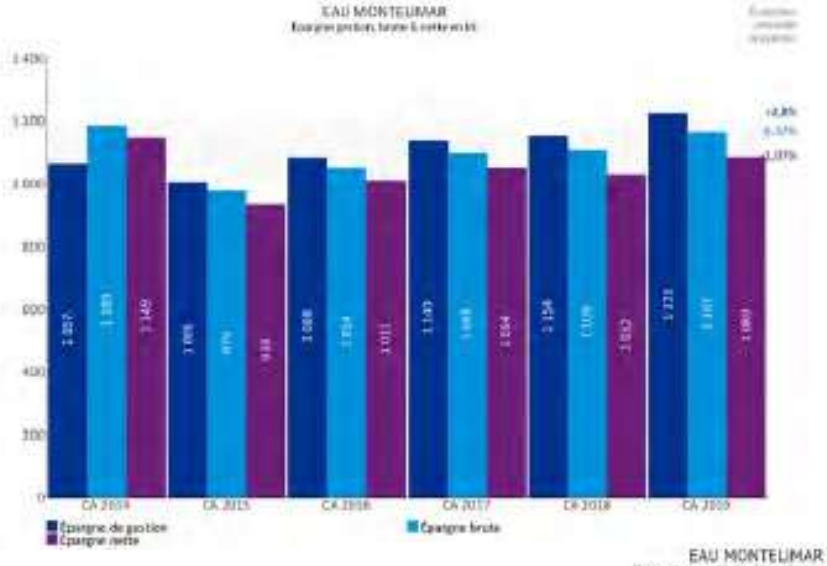
	SPIC Parking	SPIC Eau potable
Subvention d'équilibre versée par le budget général sur la période	oui	non
Subvention moyenne versée sur la période	**408 K€**	
Dette à fin 2019	**4 945 066**	**1 704 406**
Résultat de fct à fin 2019	169 861	1 491 540
Résultat d'inv. À fin 2019	-168 415	-434 095
Résultat global de clôture à fin 2019	**1 445**	**1 057 445**
Impact sur la trésorerie du BG	Apport en trésorerie	Apport en trésorerie
Impact tréso au 31/12/2019	18 694	200 594

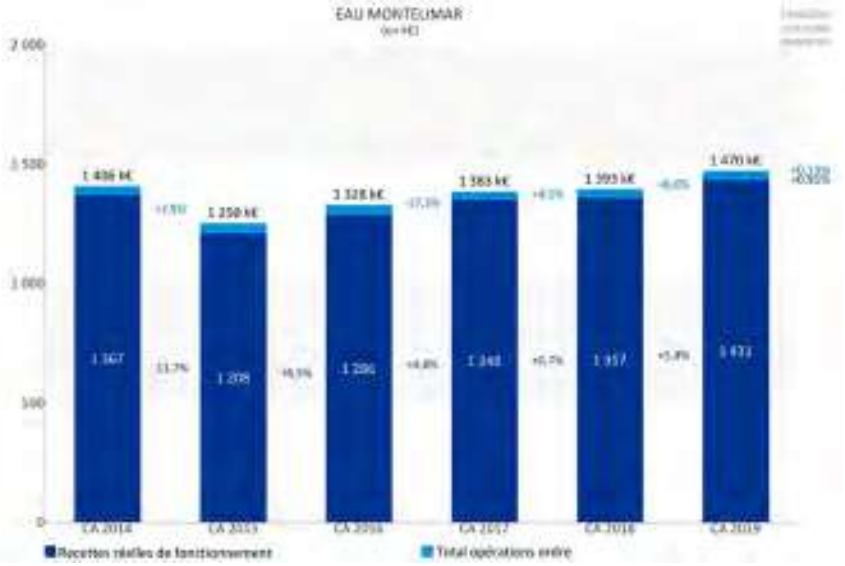
© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

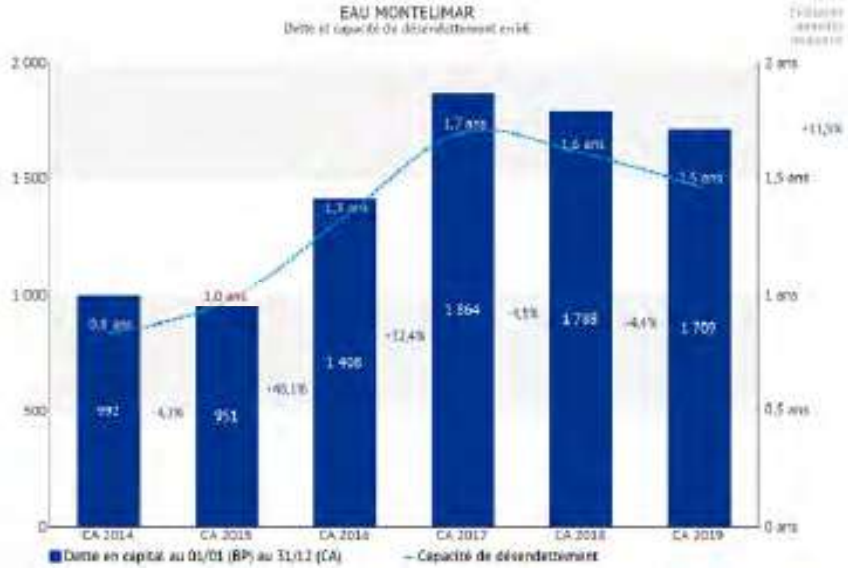
1.0 Analyse synthétique budget Eau potable



Le service de l'eau potable est affermé. La commune supporte donc principalement les charges financières et les dotations aux amortissements.
Les volumes d'autofinancement sont en accroissement depuis 2015 après une baisse entre 2014 et 2015.
L'endettement a augmenté mais sans détériorer le ratio de capacité de désendettement qui reste bon.



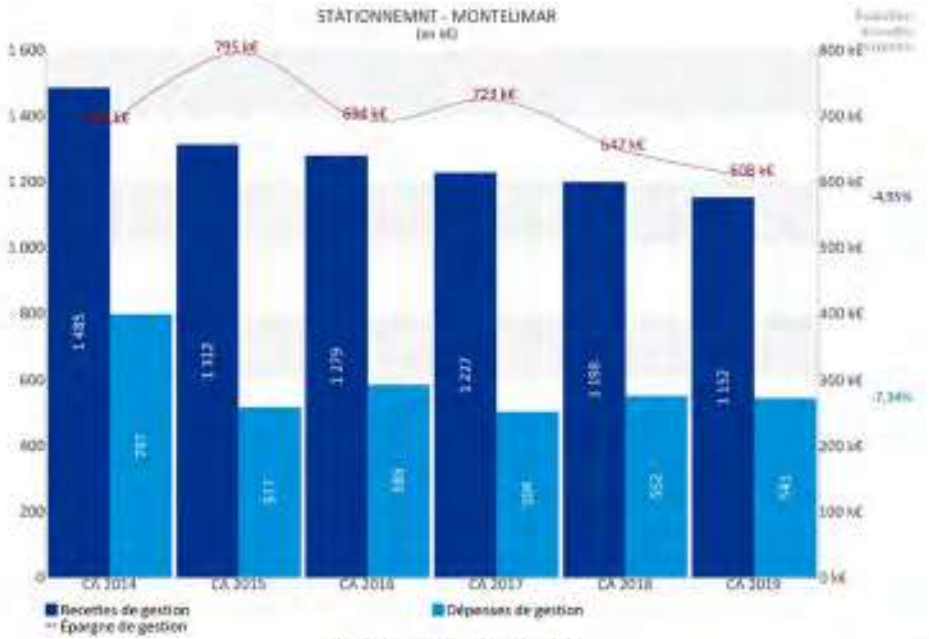


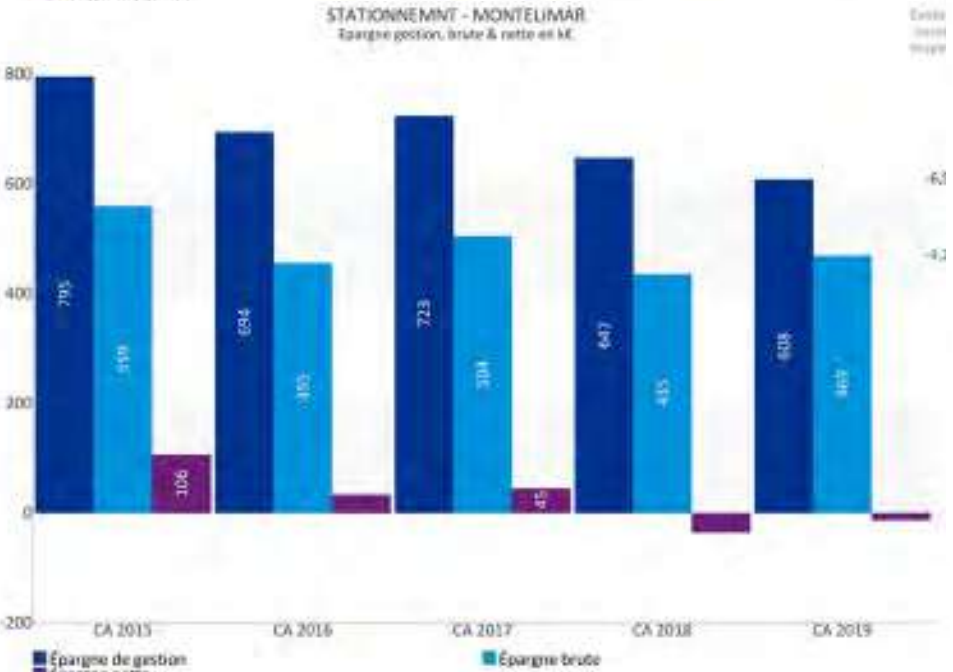


KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets i
de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marqu

1.0 Analyse synthétique budget Parking

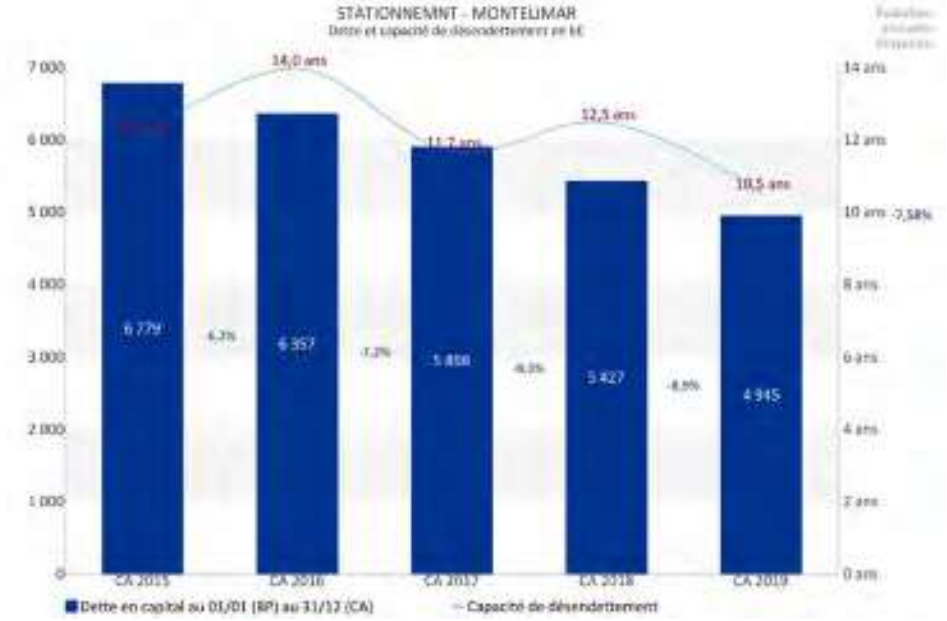




Ce parking enregistre les recettes et dépenses relatives aux parkings en ouvrage gérés par la ville. Il s'agit d'un Service public Industriel et Commercial (SPIC). Un budget financé pour 30% environ par subvention du budget général. La baisse des charges de gestion a permis de diminuer le financement apporté par le budget principal, la subvention d'équilibre passe ainsi de 480 K€ en 2014 à 340 K€ depuis 2017.

La subvention versée permet juste l'équilibre budgétaire, aucun autofinancement n'est dégagé.

Le budget s'est désendetté sur la période ; les annuités après une première baisse en 2015 sont restées relativement stables.



G constitué de cabinets indépendants adhérents
déposées ou des marques de KPMG International.

1.0 Analyse synthétique budget annexe Parkings

L'exploitation par une commune de parkings en ouvrage relève d'un Service Public Industriel et Commercial (SPIC). Ce type de service doit théoriquement s'équilibrer par ses propres recettes, sans recours au financement du budget principal. Or, on note qu'historiquement ce n'est pas le cas pour la ville de Montélimar avec un budget annexe parking qui a été financé en moyenne à hauteur de 408 K€ par an depuis 2014.

La ville a souhaité que puisse être analysé le volume des recettes parking généré par comparaison avec d'autres communes. Ce type de comparaison présente plusieurs limites :

- Il convient que le **mode de gestion soit analogue**, à savoir une gestion sous forme de régie, or les parkings en ouvrage sont souvent gérés sous forme de délégation de service public par les collectivités. Dans ce cas les éléments budgétaires des communes ne comprennent pas la totalité des recettes ni des charges de fonctionnement

- Il convient que le **périmètre du budget parking soit analogue** : théoriquement ne font l'objet d'un budget annexe sous forme de SPIC que les parkings en ouvrage. Toutefois les communes ont parfois des budgets annexes stationnement dans lesquels la totalité du stationnement payant communal est intégré y compris le stationnement de surface.

- Il convient que le **nombre de places de parkings soit connu**. En l'espèce les informations sont issues des sites Internet des communes et peuvent avoir une fiabilité limitée.

- Il convient que **l'imputation comptable soit correcte**. En l'espèce nous ne sommes concentrés sur le volume de l'article 706 qui enregistre les recettes de stationnement. Afin de connaître le contenu détaillé de chaque poste de recettes notamment les subventions précises versées par le budget principal qui n'auraient pas été imputées correctement il conviendrait d'avoir accès aux grands livres comptables de chaque commune.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

1.0 Analyse synthétique budget annexe Parkings

Dans la limite de ces éléments nous avons pu élaborer le tableau comparatif suivant sur la base des données des Comptes Administratifs 2019 des budgets annexes concernés.

Méthodologie : communes de la Région Rhône-Alpes disposant de parking en ouvrage dont la gestion est isolée au sein d'un budget annexe Parking identifiable, et pour lequel le nombre de places de stationnement a pu être collecté. Les données sont issues du Compte administratif 2019.

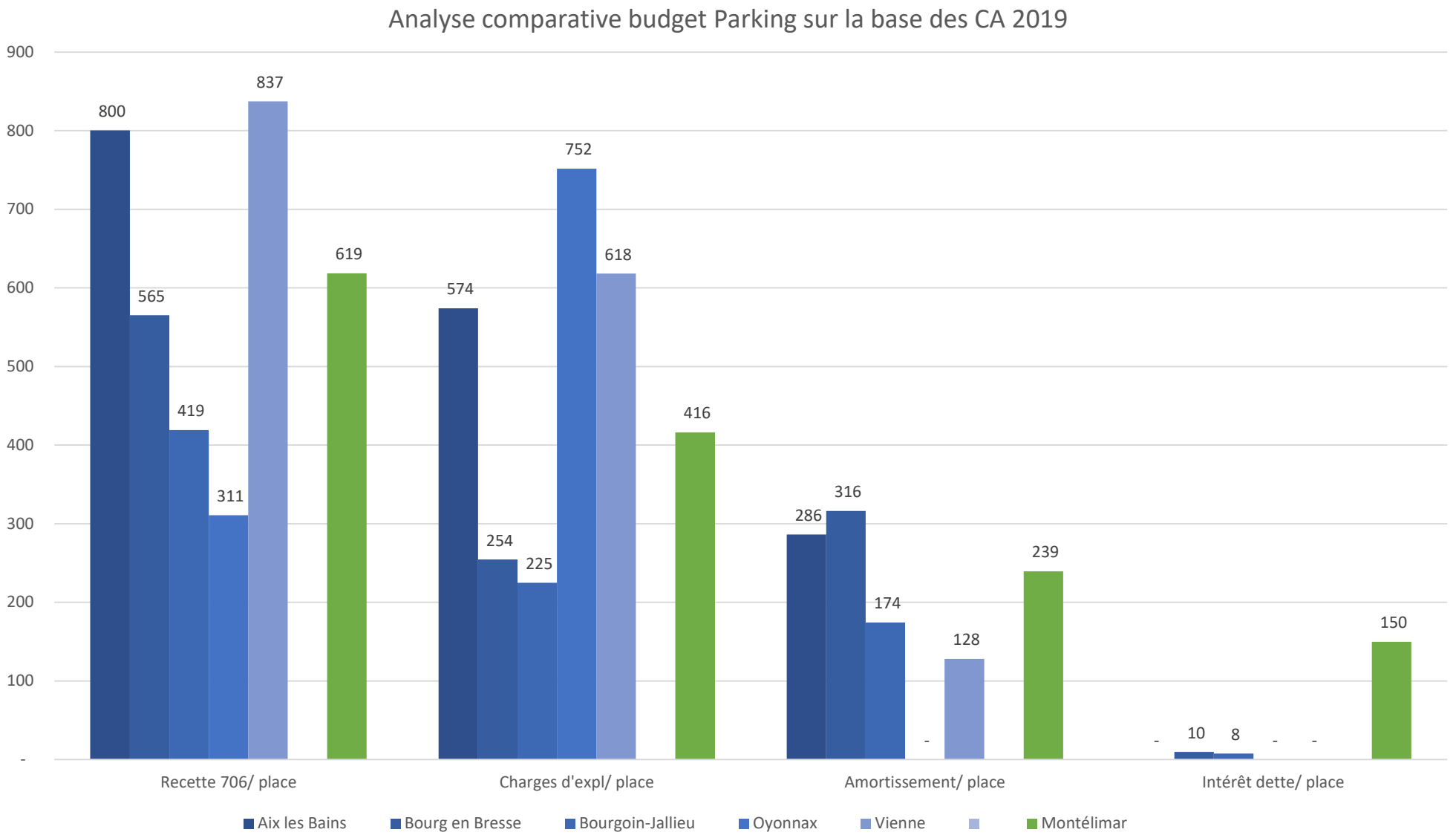
Il en ressort les éléments suivants :

- Les recettes de stationnement sont en-dessous de celles observées sur Vienne ou Aix les Bains, sensiblement identiques à celles de Bourg en Bresse, mais nettement supérieures à Bourgoin-Jallieu et Oyonnax
- Les charges d'exploitation ne présentent pas d'anomalies par rapport aux autres collectivités
- Mais **les frais financiers et la dette sont importants sur la ville de Montélimar** alors que quasiment absents sur les autres collectivités, sans qu'on puisse affirmer si cette absence est liée à une imputation de la dette au budget principal, ou à une absence de politique d'investissements.

		Nb places	Ch. 011	Ch. 012	Intérêts emprunts	Except./ divers	Amortissements	Charges de fonctionnement	Recettes 706	Subvention versée par la collectivité	Subvention perçue (provenance inconnue)	Autres recettes réelles	Reprises de subventions	Recette 706/ place	Charges d'expl/ place	Amortissement / place	Intérêt dette/ place
Régie	Aix les Bains	770	148 111	293 927	-	6 788	220 339	669 165	616 323			76 267	20 335	800	574	286	-
	Bourg en Bresse	945	130 437	110 035	9 008	3 773	298 922	552 175	534 205			39 397	96 023	565	254	316	10
	Bourgoin-Jallieu	1 014	228 046		7 639		176 789	412 474	424 929			7 965	63 881	419	225	174	8
	Oyonnax	274	205 984		-		-	205 984	85 131		216 190	-	-	311	752	-	-
	Vienne	395	166 647	77 515	-	3 760	50 609	298 530	330 738			-	-	837	618	128	-
	Montélimar	**1 309**	**293 331**	**251 333**	**196 214**	**249**	**313 502**	**1 055 938**	**809 779**	**340 000**		**60 200**	**-**	**619**	**416**	**239**	**150**
Délégation de service public	Villefranche sur Saône - Chasset	153	102 577		209	527	56 952	160 265	98 667			104 000	-	645	670	372	1
	Villefranche sur Saône - Boiron	170	82 839		57 940		82 600	223 378	74 729			178 940	10 564	440	487	486	341
	Annemasse	322	47 837				197 922	245 759	220 000			24 778		683	149	615	-
	Voiron	552	294 579		69 209		145 812	509 601	326 990		160 000	79 643	23 273	592	534	264	125

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

1.0 Analyse synthétique budget annexe Parkings



© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Satellites

kpmg.fr

Satellites et hors bilan
L'OGEC Chabrillan

L'OGEC Chabrillan (Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique) est une structure associative qui assure le fonctionnement de la restauration scolaire, la gestion du personnel administratif et d'encadrement de l'ensemble scolaire Chabrillan.

Au 31 décembre 2019, la Ville est caution à hauteur de 50% de deux emprunts Caisse d'Epargne de l'association : un emprunt de 1 037 K€ dont le capital restant dû s'élève à 506 K€ (soit 253 K€ à 50%), à échéance 2028 et au taux fixe annuel de 4,80%, et un second emprunt de 600 K€ dont le capital restant dû s'élève à 524 K€ (soit 262 K€ à 50%), à échéance 2040 et au taux fixe annuel de 3,49%.

Le résultat de la structure est excédentaire au titre de l'exercice clos le 31 août 2018 (+133 K€). Cependant, même si la solidité financière d'une association de ce type (notamment au vu des participations versées par l'Etat et les collectivités), des exemples de procédures de redressement ou liquidation existent (OGEC St-François de Sales à Evreux en 2018, OGEC St-Joseph au Mont-Dore en 2016…).

De plus, cette association repose sur un niveau de financement public élevé : 38% du total de ses produits proviennent de participations ou subventions de l'Etat et des collectivités publiques (dont la Ville de Montélimar). Par ailleurs, son niveau d'endettement est relativement important (159% du total fonds propres et assimilés de l'association).

➔ Il convient de surveiller chaque année les résultats de cette structure.

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Satellites et hors bilan
la SCI des Halles

Aucune information récente n'a été communiquée à la Ville de Montélimar concernant la situation financière de cette société, l'état de son endettement et le capital restant dû sur les emprunts dont la Ville s'est portée caution.

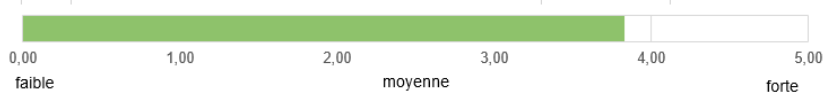
➔ Il convient de récupérer les dernières informations financières de la SCI des Halles.

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Satellites et hors bilan

Les process d'attribution et de suivi

Maturité du contrôle interne sur les process d'attribution et de suivi



Les points forts

- ✓ Conventionnement systématique au-delà de 23 000 € (subvention pécuniaire)
- ✓ Vérification systématique de la complétude des dossiers présentés à la commission / au Conseil Municipal
- ✓ Suivi des échéanciers d'emprunts garantis (principalement sur les emprunts CDC – soit la quasi-totalité des emprunts bailleurs sociaux)

Les faiblesses

- ✓ Procédure et règles de valorisation des avantages en nature donnés aux organismes subventionnés à mettre en place
- ✓ Définition de critères d'attribution à formaliser (en cours)
- ✓ Pour les associations conventionnées, le suivi de la gouvernance, de la situation financière et de l'utilisation des fonds alloués est peu régulier (y compris pour les entités « satellites » hormis la SPL qui fait l'objet d'un suivi plus régulier). Cela pourrait également passer par la mise en place d'audits de certaines structures diligentés par la collectivité

KPMG

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2020 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.
[Imprimé en France] [A usage interne].
Crédit photos : Shutterstock, iStock, GettyImages, freepik